



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

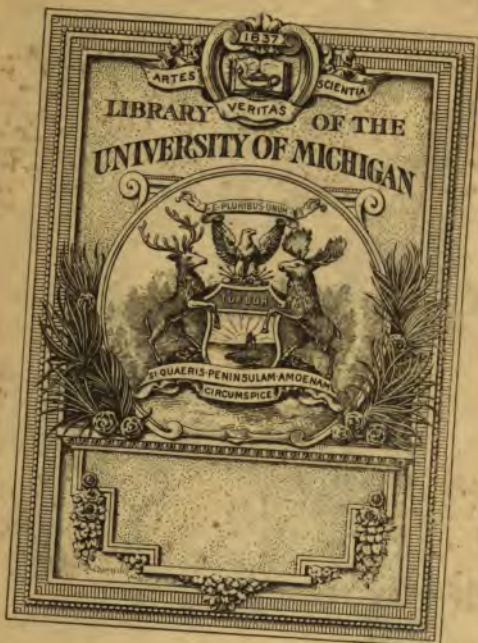
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





T

211

B85

DU DROIT DE PERPÉTUITÉ

DE LA

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

TYPOGRAPHIE HENNUYER, RUE DU BOULEVARD, 7. BATIGNOLLES.
Boulevard extérieur de Paris.

DU DROIT DE PERPÉTUITÉ
DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ
DES ÉCRIVAINS, DES ARTISTES, DES INVENTEURS
ET DES FABRICANTS,

PAR

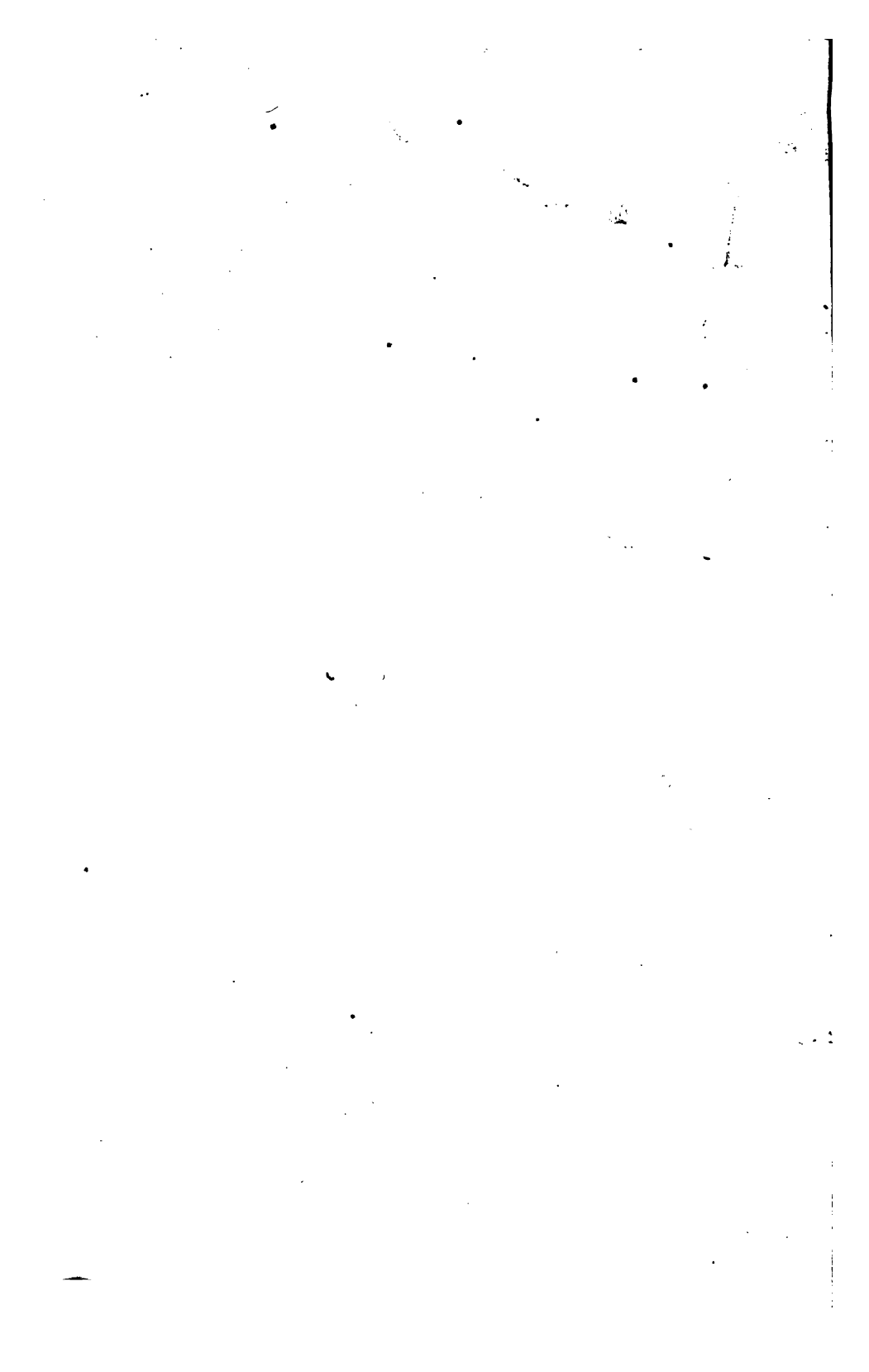
ADOLPHE BREULIER,

Avocat à la Cour Impériale de Paris,

Membre du Comité de la Société des Inventeurs et Artistes Industriels.

PARIS
AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE,
RUE DES GRÈS, 7.

1855



Recueil 5-1-30 52N

AVANT-PROPOS.

Quelques personnes se souviennent peut-être encore qu'en 1853, dans le journal *le Droit* (numéros des 13, 14, 15, 16 et 17 mai), nous avons tracé rapidement l'*historique* du principe de perpétuité en matière de propriété littéraire, et que nous déclarions, en même temps, que la propriété littéraire était prise là comme type de la propriété intellectuelle en général. A cette époque, notre double intention était de livrer au public une première partie du travail que nous voulions compléter ultérieurement, et de donner, en attendant, une base solide à la discussion qui n'a jamais cessé d'être ouverte sur cette grande question toujours pendante. Aujourd'hui, au moment où vient de s'ouvrir, dans la capitale du monde intellectuel, le congrès universel du génie humain, le plus éclatant concile artistique et industriel qu'ait jamais enregistré l'histoire, nous avons pensé que l'heure était venue de chercher à établir définitivement la *théorie* de cette intangible et féconde propriété de l'intelligence.

Parler en une circonstance aussi solennelle sur

une telle matière paraîtra peut-être une grande audace de notre part ; mais, si quelques personnes peuvent être tentées de n'y voir que de la prétention, d'autres, nous l'espérons, y reconnaîtront quelque courage. Il en faut toujours, en effet, pour aborder le côté théorique des questions ; les abstractions sont mal vues ; les prudents et les habiles, les sages si l'on veut, se tiennent assez communément sur le terrain des faits et laissent de côté les principes, sans chercher à les tirer de leurs nuages ; mais, sur ce point, nous sommes de l'avis d'un savant magistrat, l'un des principaux adversaires de notre thèse (M. Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 440 et 441), qui, avant d'aborder le même sujet, ne craignait pas de dire : « C'est parce qu'on se laisse
« aller à éluder la discussion des principes fonda-
« mentaux que les questions restent confuses, que
« les lois, rédigées comme au hasard et sans une
« pensée d'ensemble, se prêtent à toutes les argu-
« mentations, que la jurisprudence flotte sans bous-
« sole. Non, de tels débats ne sont pas oiseux. L'é-
« tude de la législation resterait incomplète si l'on
« se contentait de copier les textes qu'elle entasse,
« ou même de déterminer les résultats qu'il lui est
« utile d'obtenir ; et quelque chose manque à la sa-
« tisfaction de l'intelligence et à la sûreté logique des
« raisonnements, aussi bien qu'à la plénitude de la
« conviction, tant que l'on néglige de remonter

« jusqu'à la vue des principes, et de redescendre
« ensuite la série de leurs conséquences. »

Au surplus, en ce qui nous concerne, nous pensons que la difficulté même de l'entreprise pourra faire accorder quelque sympathie à nos efforts et leur servir d'excuse en cas d'insuccès.

Nous avons donc abordé résolûment la discussion ; et afin que le lecteur sache tout de suite où nous entendons le conduire, nous dirons immédiatement que, dans notre pensée, et quant aux principes fondamentaux, il n'y a aucune raison valable pour maintenir une différence entre la propriété *intellectuelle* et la propriété ordinaire, *matérielle*, celle des terres, des maisons, des meubles, etc.

Par conséquent, ce n'est rien de moins que la théorie de la propriété ordinaire elle-même que nous aurons à examiner tout d'abord. Nous en rappellerons, nous en justifierons les véritables principes d'après les plus saines données de la philosophie, du droit et de la science économique. Après quoi, nous appliquerons ces principes à la propriété intellectuelle, en démontrant l'identité de celle-ci avec la première ; nous réfuterons ensuite les principales objections qui se sont produites contre cette assimilation ; et enfin, nous indiquerons sommairement, par application des principes par nous posés, quelques-unes des plus importantes modifications qu'on pourrait faire subir, progressivement, à la lé-

gislation actuelle sur les droits des inventeurs, des artistes et des écrivains.

Notre travail aura donc une division naturelle en quatre parties principales, qui seront :

1° L'introduction historique, précédemment publiée dans le journal *le Droit*.

2° L'établissement théorique des principes de la propriété matérielle et intellectuelle.

3° L'examen et la réfutation des objections.

4° L'indication des modifications législatives nécessaires.

Il ne nous reste plus qu'à donner quelques mots d'explication sur chacune de ces divisions.

Quant à la partie *historique*, nous la reproduisons telle qu'elle a été insérée dans *le Droit* en 1853; nous avons jugé inutile d'y ajouter ce qui pouvait concerner spécialement la propriété industrielle et artistique. Les faits qui ont rapport aux droits des artistes et des inventeurs sont plus récents, moins nombreux et, partant, mieux connus que les précédents relatifs au droit des écrivains. La propriété littéraire a plus de racines dans le passé : c'est l'aînée, législativement parlant, des propriétés intellectuelles; son histoire est la plus complète, et c'est pour cela que nous l'avons choisie de préférence comme type de toutes les autres. Sans doute, il y aurait aussi un travail intéressant à faire sur celles-ci; bien des faits curieux pourraient s'y trou-

ver rassemblés; mais une telle extension du travail que nous avions projeté en eût dépassé et rompu le cadre. Nous ne voulions prendre à l'histoire que ce qu'il en fallait pour appuyer notre théorie et pour servir de réfutation à l'une des objections que nous devons rencontrer ultérieurement, la première, sous nos pas, lors de la discussion générale; nous n'entendions pas nous adresser à une curiosité, assurément très-éclairée et bien légitime, mais à la réflexion. C'était moins l'histoire que la philosophie des propriétés intellectuelles qu'il s'agissait d'étudier, et, nous le répétons, à ce point de vue, l'essai publié en 1853 nous a paru suffisant.

Les deux livres ou chapitres relatifs à l'exposition des principes de la *propriété* dite *ordinaire*, à son assimilation avec la propriété dite *intellectuelle*, et à la réfutation des objections proposées contre cette assimilation, chapitres qu'on doit considérer comme le cœur même de notre modeste ouvrage, paraîtront peut-être à certaines personnes, au premier abord, et malgré tous nos efforts pour en atténuer l'indispensable abstraction, d'une lecture quelque peu pénible; mais, autant que nous le pouvons faire convenablement nous-même, nous les engageons à persister, à relire une seconde fois, au besoin, les premières pages, et nous sommes convaincu (sans cette conviction nous n'eussions rien écrit), nous avons la persuasion que notre pensée sera comprise

et que les lecteurs courageux seront récompensés de leur peine par l'acquisition d'une vérité, que soupçonne depuis longtemps la conscience des peuples, mais qui n'avait probablement pas été présentée encore avec un degré suffisant d'évidence. Il était assurément difficile de n'être pas un peu technique et abstrait en pareille matière, mais nous avons fait de notre mieux pour être clair cependant, et nous n'avons pas perdu de vue cette parole d'un philosophe, rappelée par l'illustre Arago à l'ouverture de son cours d'astronomie, le 15 mai 1841 : « La clarté est la politesse de ceux qui parlent *au public*; » et comme le grand vulgarisateur de la mécanique céleste, nous avons fait tous nos efforts pour qu'on ne nous trouve pas impoli.

Dans le quatrième et dernier chapitre, contenant l'indication des *modifications législatives*, nous avons cru devoir nous borner à signaler sommairement celles-là seulement qui nous ont semblé la conséquence nécessaire et la plus immédiate de l'acceptation de notre théorie de la propriété intellectuelle, rejetant, comme excédant les limites naturelles de notre plan, les modifications qu'il était permis d'appeler secondaires.

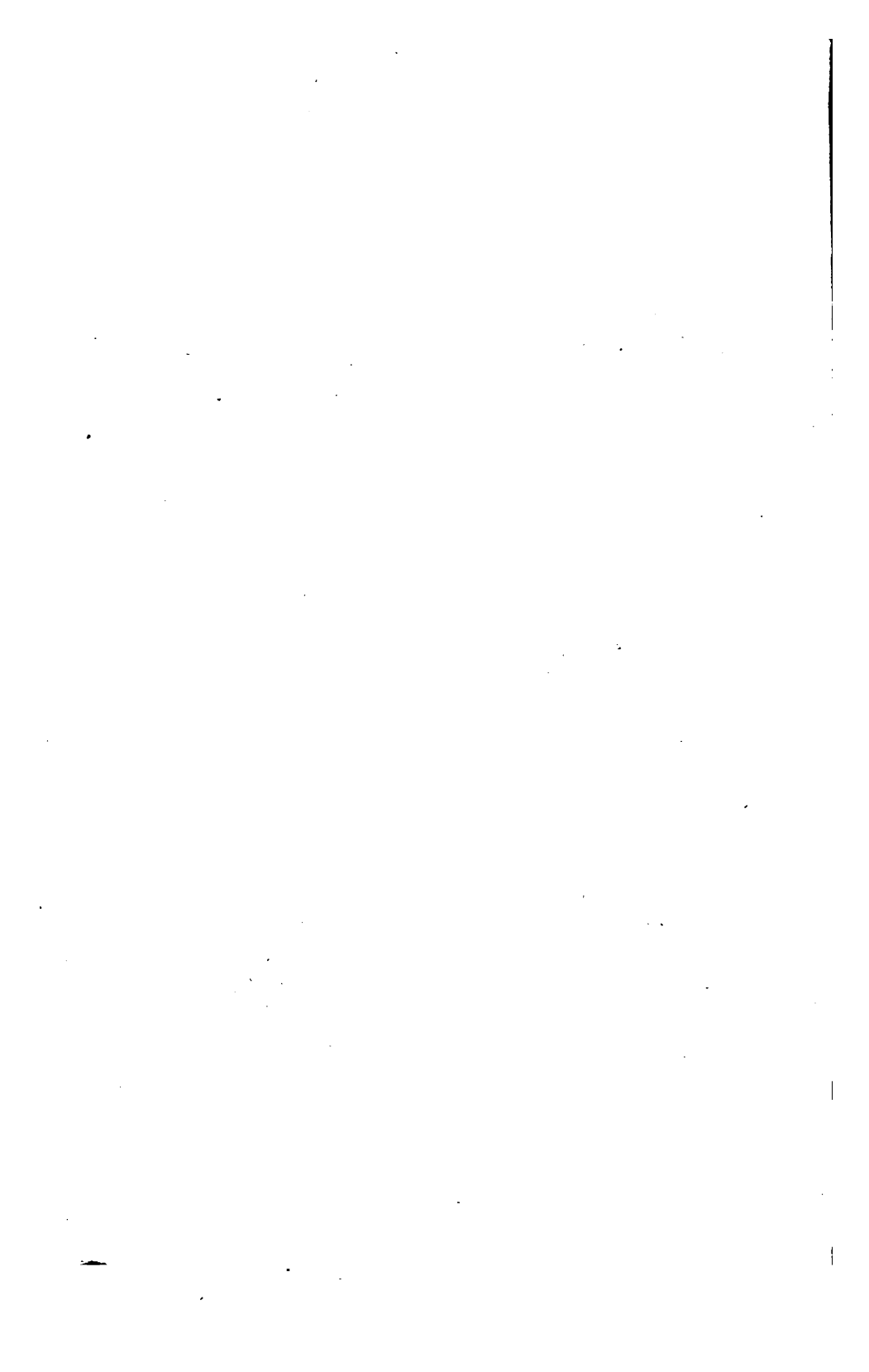
En second lieu, nous n'avons pas voulu formuler en termes absolus, en *articles*, ces changements par nous proposés; — car, si nous avons une foi entière dans la justesse des principes que nous avons déve-

loppés, si nous croyons sincèrement à l'utilité sérieuse et à l'opportunité d'un semblable examen, à l'avenir même autant qu'à l'équité des modifications réclamées, nous avons trop d'expérience aussi du courant ordinaire des choses humaines, pour croire à l'adoption immédiate, ou seulement prochaine de cette thèse et de ces règles nouvelles. — Nous nous sommes donc contenté de faire ce qui nous a paru sagement faisable, pour le moment actuel, par le jurisconsulte philosophe, c'est-à-dire : le premier nivellement du terrain, les fondations et l'avant-projet de l'édifice de l'avenir, réservant la construction avec ses minutieux détails, au temps, à l'expérience, au législateur. Au surplus ceux de nos lecteurs qui en jugeraient autrement, ou qui, déplaçant un instant notre point de vue particulier, seraient désireux de jeter un coup d'œil sur les études spéciales, qui ne pouvaient, selon nous, trouver ici leur place, pourront se reporter aux travaux de ce genre publiés par la *Société des inventeurs et artistes industriels*, dans son *Annuaire* de 1853, ou par M. Gardissal, dans son journal *l'Invention*. — L'intelligent directeur de cette revue a notamment annoncé pour les numéros de la présente année un travail d'examen, à propos de la circulaire de M. Heurtier, directeur général de l'agriculture et du commerce, sur les articles 3, 4, 5, 18, 20, 23, 24, 31, 32, 33 de la loi actuelle des brevets, et M. Boquillon, le savant technologiste,

conservateur de la bibliothèque des Arts et Métiers, ne tardera pas sans doute à livrer à la publicité un ingénieux projet de loi sur les inventions, projet dont il est l'auteur et qu'il a bien voulu nous communiquer, il y déjà quelques années. Nous sommes loin, au surplus, de méconnaître d'une manière absolue l'utilité incontestable à certains égards, de semblables travaux, et nous-même, en attendant la réalisation des promesses de l'avenir, nous nous proposons de nous livrer bientôt, si nous en avons le loisir, à un examen critique et détaillé des législations actuelles sur les brevets d'invention, les marques et dessins de fabrique, les œuvres de l'art et de l'esprit.

Pour en revenir au travail actuel, nous espérons que tout en s'efforçant d'agrandir le domaine de la propriété, il pourra contribuer à raffermir les fondements de cette merveilleuse institution, si audacieusement attaquée de notre temps, mais si vainement aussi, car, par bonheur, elle n'est pas d'invention humaine, mais de création divine. Il ressortira sans doute des développements de cet opuscule qu'il en est ainsi de tous les principaux *droits de l'homme*, lesquels ne sont pas affaire des fabricateurs de constitutions et de systèmes, mais qui, antérieurs à tous les décrets et à toutes les chartes, ne sauraient être créés par les législateurs, ni supprimés par eux d'une manière durable ; que, s'il existe une mécanique céleste, il y a aussi un ordre naturel social, également

plein d'harmonies consolantes et sublimes ; qu'il n'est pas plus permis à l'homme de toucher à ces lois fondamentales de la société qu'à celles des mondes ; que Dieu a laissé bien peu à faire à l'arbitraire plus ou moins ingénieux des gouvernants et des législateurs ; et qu'en laissant agir à peu près librement les lois providentielles, l'homme doit arriver à la plus grande somme de richesse et de bonheur qu'il lui soit possible de posséder ici-bas. Avec la liberté, en effet, la propriété, le capital se forment ; il ne faut qu'une légitime protection pour les faire croître, et pour obtenir avec eux une incalculable puissance, les plus magnifiques progrès moraux et matériels. Fille de la Liberté et du Travail, la Propriété, qui n'a besoin que de sécurité pour vivre et grandir, est mère de toute civilisation !



DU DROIT DE PERPÉTUITÉ

DE LA

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

HISTORIQUE DU PRINCIPE DE PERPÉTUITÉ.

(PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.)

Dans ces derniers temps, divers traités internationaux, de vives contestations privées, suivies de décisions judiciaires importantes, des publications de différents genres, ont rappelé l'attention publique vers l'une des plus intéressantes questions de notre époque : la question du droit des auteurs touchant la reproduction de leurs œuvres. Toutes les législations modernes se sont montrées d'accord pour reconnaître ce droit et pour en assurer l'exercice aux écrivains, dans une certaine mesure. De louables efforts ont même été faits par la plupart des gouvernements européens afin d'élever cette protection à la hauteur d'un principe du droit des gens. Mais les publicistes et les législateurs ont montré moins de décision et d'unanimité, en ce qui concerne la nature et la portée véritable de la jouissance des œuvres littéraires.

D'abord, s'est élevée la question de savoir si ce droit constituait une simple concession gracieuse de la part du souverain, un privilège, ou bien une propriété. Presque partout on s'est arrêté, en définitive, avec plus ou moins

de netteté et de réserve, à lui accorder cette dernière qualification. Mais alors, comme il est naturel à l'esprit humain, une fois qu'il s'est arrêté sur une idée, de chercher à en tirer logiquement toutes les conséquences possibles, on a aussitôt réclamé pour le droit des écrivains la même durée que pour la propriété ordinaire, c'est-à-dire la perpétuité.

Ici, ont commencé les difficultés sérieuses. De vives objections se sont dressées contre la prétention des auteurs. A leur titre, à la faveur qui leur était due, on a cru devoir opposer un droit et un intérêt contraires de la société. Le principe de la perpétuité, ainsi combattu, a été écarté par la plupart des législateurs, restauré ensuite par quelques-uns, admis plus ou moins formellement par d'autres, puis effacé définitivement de tous les Codes modernes. Mais rien n'est persistant comme un droit; et le principe de la perpétuité en matière de propriété littéraire, prétendant être le principe vrai, le droit lui-même, à ce titre il n'a cessé de protester contre ces méconnaissances et ces mutilations; en toute occasion, il a cherché à renouer ses tronçons épars; à l'heure qu'il est, il palpite encore, il se met en mouvement et redresse la tête. On a porté ses plaintes, on a fait valoir ses raisons au sein de toutes les commissions, devant toutes les assemblées qui, en France, se sont le plus récemment occupées de cette matière. Tout dernièrement, deux publications remarquables à divers titres¹ ont encore élevé

¹ *De la Propriété littéraire en Angleterre*, par Ed. Laboulaye; *Revue de législation*; février-mars 1852, et *De la Propriété intellectuelle*, par H. Castille; *Revue de Paris*, 1853. — *Nota.* Ceci était écrit en 1853 (Voir le journal *le Droit*, nos des 13, 14, 15, 16 et 17 mai). Il conviendrait au-

la voix contre ce qu'on appelle la spoliation des droits de l'intelligence ; et comme, après l'avortement du projet de 1841, la réforme de notre législation sur cette matière est encore pendante, il est naturel de penser que, dans un avenir assez rapproché peut-être, on verra encore se renouveler la discussion, et qu'on devra compter avec les partisans de la durée perpétuelle.

Dans ces circonstances, nous avons pensé qu'il pouvait être de quelque intérêt de présenter le tableau rapide des faits principaux qui se rapportent exclusivement au point en litige ; en d'autres termes, de traiter l'histoire du principe de perpétuité en matière de propriété littéraire.

Nous suivrons cet historique à travers les temps et chez les principales nations civilisées, depuis les premières et vagues indications de l'antiquité, jusqu'au prodigieux mouvement produit par la découverte de l'imprimerie, et à partir de cette dernière époque jusqu'à nos jours.

La première période, on doit s'y attendre, nous livrera peu de documents positifs. Une recherche approfondie sur ce point fournirait plus de détails curieux que de résultats utiles. Nous ne nous laisserons donc pas tenter par le vain désir de faire étalage d'une érudition d'ailleurs facile aujourd'hui, et nous n'entendons enregistrer, dans notre rapide exposé, que les faits importants et significatifs.

Les Grecs et les Romains ne nous ont laissé aucune trace de prescriptions législatives, édictées dans l'intention spéciale de reconnaître ou de protéger le droit des

aujourd'hui d'ajouter à cette note la mention de plusieurs publications nouvelles et notamment celles du périodique *la Propriété littéraire*.

auteurs. Ce n'est pas sérieusement qu'on pourrait vouloir tirer parti, dans ce sens, du fait relatif au fils d'Eschyle et raconté par le lexicographe Suidas, ou des recherches des *plagiaristes*, tels que Scellier, Abercrombius, Salden, etc.¹.

D'une part, en effet, si Euphorion a pu concourir et remporter quatre fois le prix avec des tragédies de son père qui n'avaient pas encore été jouées, cela ne peut impliquer tout au plus que l'existence du droit de propriété sur le manuscrit resté aux mains de la famille du poète, et non pas le droit de propriété sur les reproductions ultérieures et sur les représentations de l'ouvrage; Quintilien nous apprend, d'ailleurs², que les Athéniens, après la mort d'Eschyle, avaient permis aux autres poètes de reprendre ses tragédies, de les corriger et de concourir avec ces modifications. D'autre part, comme le dit avec raison M. Renouard³, en parlant de ces érudits qui avaient fouillé minutieusement le Digeste, dans l'intérêt de la propriété intellectuelle, « tous leurs efforts n'ont pu découvrir dans le vaste corps de droit, qui, sur tant de sujets divers, contient les décisions des lois et des jurisconsultes de Rome, autre chose que des analogies plus ou moins éloignées. »

Mais de ce que l'antiquité ne nous a pas légué de monuments d'une législation spéciale sur la propriété littéraire, faut-il en conclure d'une manière absolue que ce droit n'existait pas alors. Nous ne le pensons pas. Il ré-

¹ V. Nodier, *Questions de littérature légale*. Liste placée à la fin du volume.

² Quintil., X, l. 66.

³ *Traité des droits d'auteur*, t. I, p. 15.

sulté clairement de la lecture d'une foule d'écrivains anciens que les auteurs ne se contentaient pas toujours de la gloire ou du salaire qu'ils pouvaient retirer de la lecture de leurs compositions sous les platanes du jardin de Fronton ¹, sur les théâtres, dans les maisons particulières ², et jusque dans les bains publics ³, mais qu'ils tiraient également parti du manuscrit de leurs ouvrages. Un commerce de livres, excessivement actif et important, se faisait au quartier des Argilètes, ce fameux prototype de notre quartier *latin*. Les volumes, soigneusement roulés sur l'*umbilicus*, et plus ou moins richement enfermés dans leur étui et dans leur reliure de pourpre ⁴, rayonnaient de là sur toute l'Italie et jusque chez les peuples étrangers les plus lointains.

Martial s'applaudit de voir ses ouvrages emportés jusque dans les déserts des Gètes et lus chez les Bretons ⁵. Quels que fussent le temps nécessaire pour la reproduction des livres par le moyen de l'écriture et la cherté incontestable des copies, ces obstacles n'étaient pas de telle nature qu'ils pussent empêcher la multiplication excessivement nombreuse des exemplaires et en mettre l'acquisition hors de la portée de cette opulente société du vaste empire romain. — Une heure suffisait pour copier et livrer *en nombre*, un opusculé de six cents vers ⁶, et le livre XIII des épigrammes de Martial revenait, dans sa nouveauté,

¹ Juv., *Sat.* I, v. 12.

² Juv., *Sat.* VII.

³ Martial, *Epigr.* 44, liv. III.

⁴ Mart., *Epigr.* 2, liv. III.

⁵ Mart., *Epigr.* 3, liv. XI.

⁶ Mart., *Epigr.* 1 et 8, liv. II.

à 5 fr. 50 cent. de notre monnaie (*nummis quatuor*) ¹.

Les livres coûtaient beaucoup plus cher au moyen âge, où Alphonse V, roi d'Aragon, achetait, en 1455, un manuscrit de Tite-Live au prix de 120 écus d'or, et où Louis XI, pour se faire communiquer, afin de pouvoir le faire transcrire, un certain autre manuscrit possédé par la Faculté de médecine de Paris, ordonnait, en 1471, de donner en gage toute sa vaisselle d'argent ². « Les homélies d'Amion d'Halberstadt, dit M. Louis Delatre d'après les bénédictins de Saint-Maur, furent payées par Grécie, comtesse d'Anjou, deux cents brebis, un muid de froment, un autre de seigle, un troisième de millet, et une certaine quantité de peaux de martre. Il fallait vider sa basse-cour et son grenier pour acheter un volume ³. »

Pour en revenir aux anciens, de leur temps les livres avaient, comme de nos jours, des fortunes diverses, et leurs destins inégaux réagissaient sur la prospérité variable des éditeurs. Certains ouvrages enrichissaient les heureux frères Sosie, ces Didot, ces Hachette, ces Gide et Baudry de leur temps ⁴, tandis que d'autres volumes se vendaient misérablement au poids et se trouvaient réduits à servir d'enveloppe aux olives de Libye ou aux anchois de Byzance, sur l'étalage de quelque carrefour ⁵.

Tout cela suppose une propriété littéraire; tout cela prouve que le droit existait sans conteste, s'il était sans

¹ Mart., *Ep.* 3, liv. XIII et notes collect. Nisard, p. 626.

² Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 22 et suiv.

³ *Hârirî, sa vie et ses écrits*, par Louis Delatre; *Revue orientale et algérienne*, mars 1853.

⁴ Horace, *Art poétique*, v. 344-345; éplt. XX, liv. I.

⁵ Stace, liv. IV, silve IX. — Hor., éplt. I, liv. II, etc.

garantie. On doit penser, ou que la propriété littéraire, à laquelle l'imprimerie seule a donné toute son importance, n'a pu frapper l'attention des législateurs de l'antiquité, ou bien qu'ils ont simplement entendu laisser la protection de ce droit sous l'empire du droit commun ; de même que c'était en vertu des dispositions générales des lois criminelles qu'avait lieu la répression des écarts de la liberté d'écrire ¹. Quoi qu'il en soit, si les anciens n'ont pas songé à la propriété littéraire pour la protéger, ils n'y ont point pensé non plus pour la nier ou la limiter. Le système des règlements et des restrictions sous prétexte de garantie est tout moderne, et, à cet égard, le silence de l'antiquité était, en théorie du moins sinon en pratique, plus favorable au droit des écrivains.

Ce que nous disons des temps antiques s'applique également à ceux du moyen âge, jusqu'à la découverte de l'imprimerie. Nous signalerons seulement, d'après Lowndes ², le fait suivant : Bishop Tell, dans son mémoire sur l'état de l'imprimerie à l'Université d'Oxford, assure que cette Université possédait le droit exclusif de transcrire et de multiplier les livres au moyen de l'écriture, ce qui, dit Lowndes, implique une sorte de propriété littéraire (*which implies à species of copyright*).

L'industrie des copistes avait pris un grand développement, puisque, s'il faut en croire Villaret, elle faisait vivre plus de dix mille écrivains dans les deux seules villes de Paris et d'Orléans, au moment de la découverte de l'im-

¹ Cod. IX, 36, *De famos. libell.* Cf. Renouard, *loc. cit.*, p. 16.

² Lowndes, *Historical Sketch of the law of copyright*, p. 2.

primerie ¹. Mais, comme nous l'avons dit précédemment, les manuscrits n'en étaient pas moins d'un prix énorme, et, par conséquent, le commerce des *librarii* ou *stationarii* du moyen âge ne dut jamais prendre qu'une médiocre extension. Aussi, c'est à peine s'ils éveillent l'attention de l'autorité, uniquement manifestée par quelques règlements de taxe et d'inspection, parmi lesquels, soit en France, soit en Angleterre ou ailleurs, on n'en rencontre aucun qui s'occupe d'assurer ou de restreindre l'exercice rare et peu fructueux du droit des auteurs.

Mais tout va changer : l'obscurité qui enveloppe ce monde encore barbare va se dissiper tout à coup : voici venir la découverte de Guttemberg ; il semble que Dieu ait prononcé le *fiat lux* une seconde fois. C'est bien la lumière en effet ! La nouvelle force qui vient de se révéler au monde possède toutes les propriétés du fluide lumineux ; elle en a d'abord la rapidité de diffusion. Au contraire de ce qui arrive ordinairement pour les autres inventions, celle-ci est immédiatement appréciée et se propage sur toute la terre civilisée avec une célérité prodigieuse. Née en Allemagne vers 1450, elle est installée à Paris dès 1469 et à Londres en 1471 ². Comme la lumière elle éclaire le monde, qu'elle peut aussi échauffer ou incendier tour à tour.

Les avantages d'abord, puis bientôt les dangers de cette nouvelle puissance frappent tous les yeux. Le génie humain, surexcité, devient plus fécond ; les livres nouveaux se multiplient ; le travail de l'auteur, l'industrie du libraire deviennent ensemble plus fructueux, et, en même

¹ V. Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 25.

² Lowndes, *Historical Sketch*, etc., p. 2 ; London, in-8°, 1842.

temps, devient plus actif le honteux métier des plagiaires et des contrefacteurs. Tous ceux qui, d'une manière plus ou moins directe, tirent un profit légitime des labeurs de la pensée sentent le besoin de recourir à la protection sociale.

D'un autre côté, partout l'autorité s'émeut elle-même pour son propre compte, et s'efforce d'éteindre ou tout au moins d'affaiblir l'éclat de ce splendide et effrayant météore. Viennent alors toutes ces prescriptions où se croisent et se confondent, le plus souvent, les mesures protectrices, les menaces, les interdictions en faveur ou au préjudice des écrivains, des imprimeurs et des libraires.

Louis XI se montra protecteur déclaré de l'art nouveau. Libre encore sous Louis XII, l'imprimerie ne tarda pas à être enchaînée sous le successeur du *Père du peuple*. On trouve sur les registres de l'Université, à la date du 13 juin 1521, la mention d'une défense faite par le roi François I^{er}, aux libraires et imprimeurs, de rien vendre ou publier sans autorisation de l'Université et de la Faculté de théologie, et sans visite préalable, lecture, etc. ¹.

Louis Berquin, dont les livres sont saisis par ordre du Parlement, le 13 mai 1523, est ensuite brûlé comme hérétique en place de Grève, en 1529.

On alla, pendant les troubles religieux, jusqu'à défendre, par lettres patentes du 13 janvier 1534, à tous les imprimeurs d'*imprimer aucune chose*, sous peine de la hart. Sous l'apparence d'une préoccupation protectrice pour la conservation des *bonnes lettres*, mais en réalité dans des

¹ Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 35.

vues de police et de censure, deux ordonnances de 1537 prescrivent, sous diverses peines, le dépôt, l'examen et l'autorisation préalables, pour tous les livres nouveaux et pour ceux imprimés à l'étranger, jusqu'à ce qu'on arrive, en 1694, à la création des censeurs royaux. Qu'a dû devenir, au sein de cette lutte, établie d'une part contre les contrefacteurs, de l'autre, contre les gouvernements, la propriété jusqu'alors incontestée, mais aussi presque inaperçue des écrivains? C'est ce que nous allons voir, en relevant tous les faits principaux qui constituent l'histoire du principe de perpétuité, pendant cette seconde et intéressante période.

Le privilège, en matière de propriété littéraire, dut naître à des causes complexes, et, à certains égards, opposées. La première fut le besoin de protection pour le droit des auteurs et des libraires; la seconde, le besoin de protection pour les gouvernements contre les forces et les abus de la presse; la troisième, enfin, l'organisation même du travail et de l'industrie au moyen âge. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que par suite du système des corporations, le privilège qu'on accordait à l'auteur ne lui donnait pas le droit d'imprimer, fabriquer, ni même vendre son livre lui-même¹. C'eût été, dans l'esprit du temps, porter atteinte aux droits de monopole des corporations des imprimeurs ou des libraires. L'auteur devait donc forcément, pour tirer parti de son manuscrit, en céder la propriété et l'exploitation au libraire.

La démarche faite vers l'autorité pour lui demander une concession de privilège était aussi tout à fait conforme à

¹ V. art. 4 du Règlement de 1723, renouvelant d'anciennes prohibitions.

l'esprit de l'époque. « La liberté des travaux individuels, dit M. Renouard ¹, n'était point comprise; on ne songeait point à agir en vertu de son droit, et l'on cherchait à le protéger sous l'abri des autorisations par octroi. La maxime n'était pas : Tout ce qui n'est pas défendu est permis; c'était, au contraire : Tout ce qui n'est pas permis est défendu. »

Un passage, cité par M. Peignot ², prouve d'ailleurs combien était confuse et incertaine l'idée du droit sur ce point. Il s'agit d'un privilège donné à Lyon par Louis XII, le 30 juillet 1509; on y lit : « De la partie de notre bien-aimé maître Jehan le Maire de Belges, nous a exposé qu'il a l'intention de brief faire imprimer un certain livre des *Singularités de Troye et Illustrations de Gaule*, etc.; mais il doute qu'il ne pût ou osât le faire sans nos congé et licence, et à cette cause nous a, icelui exposant, fait supplier, etc... »

Jean-Et. Putter ³ cite, comme le premier privilège connu, celui que la république de Venise accorda, en 1494, à Hermann Lichtenstein, pour l'impression du *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais, à peine de 10 ducats pour le débit de chaque exemplaire contrefait.

Les demandes et concessions de privilèges avaient un double but : protéger le monopole général de la corporation des libraires, et protéger ensuite contre ses propres confrères chaque libraire en particulier, cessionnaire et représentant du droit de l'auteur.

¹ *Loc. cit.*, p. 107.

² *Essai historique sur la liberté d'écrire*, p. 59.

³ Renouard, *loc. cit.*, p. 107.

Au moyen de cette organisation, la propriété littéraire pouvait se trouver complètement et efficacement garantie, car, ainsi que le remarque Lowndes ¹; « comme aucun livre ne pouvait être publié sans autorisation, et qu'aucune autorisation n'était donnée à personne pour un livre appartenant déjà à un autre, par titre ou usage, la propriété d'une copie se fût trouvée suffisamment protégée par ces mesures, si elles eussent été strictement observées. »

Dans le principe, les privilèges étaient indistinctement accordés par le roi, par le Parlement, par l'Université et par le prévôt de Paris. Généralement ils étaient concédés pour un laps de temps plus ou moins limité, parce qu'à cette époque l'impression d'un livre était tellement coûteuse, le placement des exemplaires nécessairement si lent, que d'ordinaire l'éditeur ne portait pas ses vues au delà d'une première édition, et ne songeait à demander que le temps suffisant pour l'écouler, sauf, en cas de besoin, à réclamer ultérieurement une prolongation de délai. Mais cette limitation n'était pas de l'essence même des privilèges; ils étaient souvent concédés à perpétuité ou indéfiniment renouvelés. Suivant M. Victor Foucher ², l'un des adversaires du principe dont nous faisons l'histoire, « sous ce régime mal compris par beaucoup, jamais la propriété de l'ouvrage ne fut déniée à l'auteur ou à son cessionnaire, mais seulement le droit de le publier, de le répandre dans l'Etat, sans l'autorisation du souverain. »

¹ *Loc. cit.*, p. 13.

² *De la Prop. litt. et de la contref. Revue étrang. et fr.*, X^e année, t. IV.

Des difficultés s'élevèrent cependant au sujet des prolongations dont nous venons de parler, et une distinction fut faite entre les privilèges donnés pour les ouvrages anciens et ceux accordés pour les livres nouveaux. Un procès eut lieu entre une dame Joncty, de Lyon, et un autre libraire de cette ville nommé Tinghi. La dame Joncty reprochait à Tinghi d'avoir usurpé sa marque; de son côté, Tinghi exposait qu'ayant obtenu privilège du roi pour faire imprimer plusieurs livres, c'était à tort que la dame Joncty en avait sollicité et obtenu un autre pour faire imprimer les mêmes livres ¹.

L'avocat général, Barnabé Brisson, conclut : « Qu'il est nécessaire que la Cour règle les parties, parce que les privilèges obtenus de part et d'autre y ont été vérifiés; et cette concurrence apporte une division entre elles, qui est l'un de leurs différends... Au regard des privilèges pour faire imprimer les livres y mentionnés, privativement les uns aux autres, ce sont vrais monopoles et de grande importance contre la liberté publique; spécialement pour imprimer de nouveau les livres jà imprimés par ci-devant, ce qui doit demeurer en la liberté d'un chacun. Bien s'ils ont acheté quelques copies, ou par leur art ils aient recouvert quelque nouveau livre, il est raisonnable qu'ils jouissent de leurs privilèges, mais non des livres anciens pour l'impression desquels il faut ouvrir la porte à chacun; car autrement ce serait y mettre la cherté. »

Le 3 août 1579, la Cour prononça en ces termes : « Pour le regard de la marque et enseigne, ordonne qu'elle demeurera aux Joncty, etc. Et quant aux privilèges, après

¹ Rénouard, *loc. cit.*, p. 111 et 112.

avoir ouï le procureur général du roi, ordonne que l'on n'y aura aucun égard, sinon pour les livres qui n'ont encore été publiés par ci-devant. Et pour le regard des autres jà imprimés, ils seront imprimés par tous les imprimeurs qui les pourront et voudront imprimer en pleine liberté. Et à la requête du procureur général, fait inhibitions et défenses à tous les imprimeurs de faire imprimer aucuns livres hors ce royaume, sur peine de confiscation et de 4,000 écus d'amende, etc. »

Enfin, pour achever de caractériser les privilèges, nous dirons qu'ils furent souvent confondus dans l'opinion publique aussi bien que dans les dispositions législatives et autres actes de l'autorité, avec les approbations et autorisations préalables, comme on le voit, notamment par l'ordonnance de Moulins, de février 1566, dont l'article 78 est ainsi conçu :

« Défendons aussi à toutes personnes que ce soit d'imprimer ou faire imprimer aucun livre ou traité sans notre congé et permission et lettres de privilège expédiées sous notre grand scel, auquel cas aussi enjoignons à l'imprimeur d'y mettre et insérer son nom et le lieu de sa demeure, ensemble ledit congé et privilège, et ce sur peine de perdition de biens et punition corporelle. »

Nous avons vu que le droit des auteurs et des libraires s'est exercé et a été protégé de fait, mais plutôt en conformité d'un sentiment vague de justice qu'en vertu d'une opinion raisonnée sur la nature véritable de ce droit. Les premières discussions théoriques sur ce sujet furent amenées, en France, par les difficultés qui s'élevèrent à plusieurs reprises entre les libraires de Paris et

ceux de province. Nous verrons plus tard à quel propos pareille discussion eut lieu en Angleterre.

La capitale du royaume était naturellement le foyer, à peu près unique, des créations et des opérations littéraires; les auteurs s'adressaient de préférence aux libraires de Paris, qui se trouvaient accaparer ainsi presque tous les ouvrages nouveaux. Les libraires parisiens allaient même jusqu'à refuser d'admettre la concurrence de leurs confrères de province aux ventes de privilège à la chambre syndicale. Il restait donc bien peu d'aliment à l'industrie des imprimeurs et libraires de province. Ceux-ci réclamèrent en 1725. Ils présentèrent requête afin d'obtenir que le droit d'imprimer les livres nouveaux tombât dans le droit commun après l'expiration des privilèges.

Un Mémoire fut rédigé contre la requête dans l'intérêt des libraires de la capitale, par Louis d'Héricourt et Boudier, avocats au Parlement de Paris¹. Là, pour la première fois, se trouve examinée en théorie, établie comme un principe de droit, *la propriété littéraire*. La discussion des auteurs du Mémoire est vive et nette, et ce document constitue par lui-même un fait trop important pour qu'on ne nous permette pas de transcrire ici quelques-uns des passages relatifs aux droits des auteurs.

Le Mémoire établit d'abord que les privilèges ne doivent être regardés que comme de simples formalités, comme des approbations authentiques destinées à mettre

¹ Voir *Œuvres posthumes*, t. III, p. 54. Cf. Renouard, *loc. cit.*, p. 156 et suiv.

La requête des libraires de province fut rejetée.

Une autre circonstance vint, en 1761, rallumer la discussion sur la portée des privilèges, et rappeler l'examen sur la véritable nature du droit des écrivains.

Notre célèbre fabuliste, l'inimitable La Fontaine, avait, de son vivant, vendu ses œuvres au libraire Barbin, qui, lui-même, après en avoir longtemps tiré profit, en avait fait cession à divers. Cependant, sur la demande des petites-filles de l'auteur, décédé depuis soixante-six ans, un arrêt du Conseil, à la date du 14 septembre 1761, leur accorda le privilège des œuvres de leur aïeul. Cet arrêt inquiéta vivement la communauté des libraires ; il fut énergiquement critiqué par Diderot, dans un Mémoire qu'il rédigea en collaboration de Breton, ancien syndic de la librairie, sur la demande de M. de Sartine, en 1767.

Ce Mémoire reproduit une grande partie des arguments de d'Héricourt. Diderot soutient notamment que la propriété la plus absolue d'une œuvre appartient à l'auteur, et que, dès que celui-ci en a fait la cession à un libraire, ce dernier devient possesseur de l'ouvrage au même titre que l'écrivain lui-même. Il n'est donc plus possible de l'en dépouiller, pas plus au profit de l'auteur, qu'en faveur de toute autre personne ; il est d'avis de la prorogation des privilèges à perpétuité et demande qu'ils soient regardés comme de pures et simples garanties ; qu'au contraire les ouvrages acquis soient considérés comme des propriétés inattaquables, et leurs impressions et réimpressions continuées exclusivement à ceux qui les ont achetés, à moins qu'il

n'y ait dans le contrat même une clause dérogatoire.

C'est à la suite de tous ces débats qu'intervinrent les nouveaux règlements, très-importants, du 30 août 1777, concernant la librairie et l'imprimerie. Celui qui règle la durée des privilèges et la propriété des ouvrages admet d'une manière formelle la perpétuité en faveur des auteurs et de leurs héritiers personnellement. En effet, son art. 5 s'exprime ainsi : « Tout auteur qui obtiendra en son nom le privilège de son ouvrage, aura droit de le vendre chez lui, sans qu'il puisse, sous aucun prétexte, vendre ou négocier d'autres livres; et jouira de son privilège *pour lui et ses hoirs à perpétuité*, pourvu qu'il ne le rétrocède à aucun libraire, auquel cas la durée du privilège sera, par le seul fait de la cession, réduite à celle de la vie de l'auteur. »

Les règlements de 1777, qui contenaient, en outre, diverses dispositions concernant l'obligation du renouvellement des privilèges anciens, l'amnistie accordée aux contrefaçons antérieures, etc., furent violemment attaqués par les libraires de Paris, et Linguet, avocat au Parlement, discuta énergiquement la légalité et la justice de ces nouvelles dispositions réglementaires, dans son fameux recueil des *Annales*¹. Cette polémique, bien que soulevée au nom des libraires et presque contre l'assentiment des auteurs, fut amenée à prendre l'intérêt de ces derniers, et s'efforça d'établir leur droit de propriété absolue pour en faire la base indestructible des droits des libraires eux-mêmes. Les articles de Linguet sont curieux

¹ *Annales polit., civ. et littér. du dix-huitième siècle*, ouvrage périodique, par M. Linguet, 1787, t. III, p. 9 à 57.

à lire ; ils contiennent une plaidoirie nette, chaleureuse, incisive, en faveur de la propriété littéraire sans restriction. Nous nous bornerons à en citer quelques passages :

« Avant tout, dit Linguet, il faut fixer les idées et tâcher d'établir des principes sûrs. Il faut savoir au juste ce que n'est pas, et ensuite ce qu'est un privilège en librairie. Nous examinerons après si cette espèce de concession doit être éternelle, ou si l'autorité peut se permettre de la restreindre. »

Après s'être élevé contre ces termes de l'un des arrêts :

« Le privilège, en librairie, est une grâce fondée en justice. »

« Non, continue l'auteur des *Annales*, c'est une reconnaissance faite par l'autorité publique de la propriété de l'auteur ou de ses cessionnaires. C'est, en littérature, l'équivalent des actes notariés ou des jugements qui transmettent et assurent les droits des citoyens, sur tout ce qui compose ce qu'on appelle des possessions civiles.

« Quand une sentence adjuge à un particulier un héritage, ou qu'un officier public consigne dans un contrat la déclaration que fait un propriétaire de sa cession, le juge ou le notaire ne donnent rien ; ils ne font que consacrer, dans la personne de l'une des parties, l'authenticité d'un droit antérieur. Il en est précisément de même des privilèges dont il s'agit ici. Ils constatent qu'un tel individu est vraiment l'auteur d'un tel ouvrage, ou qu'un autre individu a acquis les droits du premier. Le prince est un témoin puissant et armé qui, en certifiant cette création ou cet accord, contracte l'obligation de le défendre. Le privilège est le sceau, la garantie d'une jouis-

sance paisible; mais il n'est pas la source de cette jouissance. »

Ce point une fois fixé, Linguet établit que le privilège, à l'égard du libraire, ne change pas de nature : « Les droits du représentant ne peuvent être plus étendus, plus sacrés que ceux du propriétaire primitif; mais aussi ils ne peuvent être plus restreints. »

Puis, en ce qui concerne la durée des privilèges : « Certainement, s'il y a une propriété sacrée, incontestable, c'est celle d'un auteur sur son ouvrage. Mais il y a deux manières de jouir de ses droits : l'une, en les exerçant par soi-même; l'autre, en les aliénant à un prix qui dédommage de la cession. Pourquoi, de ces deux méthodes, n'y en a-t-il qu'une accessible pour les gens de lettres? Quoi! leur propriété à l'avenir dépendra de leur patience à se livrer aux détails mercantiles du commerce! Leurs terres seront confisquées après leur mort, s'ils renoncent pendant leur vie à les labourer eux-mêmes; s'ils ont préféré de recevoir en une fois, en argent, le produit qu'elles auraient pu leur valoir pendant une longue suite de siècles! »

Et il conclut : « Un privilège n'étant, en librairie, que la reconnaissance d'une propriété préexistante, il ne peut la borner. Si elle est certaine au moment où elle commence, pourquoi cesserait-elle à celui où il expire? Si l'on s'obstinait à en faire dépendre la jouissance du renouvellement du titre, alors on s'engagerait donc à ne pas le refuser? »

D'autres libelles furent écrits à cette époque pour ou contre les arrêts de 1777. Dans le nombre, et dans le

sens de la propriété perpétuelle, Barbier cite¹ comme très-curieuses les *Lettres à un ami*, qui sont de l'abbé Plaquet (in-8°, Londres 1777).

Les plaintes des libraires trouvèrent un écho au sein du Parlement. On osa y mettre en question la légalité des arrêts de 1777; elle y fut discutée, jugée et condamnée par un arrêt du 10 février 1779, confirmatif d'une sentence du Châtelet du 11 août 1778.

Renouard, qui mentionne ces décisions, en rend compte en ces termes² : « Le sieur Paucton, auteur d'un ouvrage intitulé : *Métrologie, ou Traité des mesures, poids et monnaies de l'antiquité et d'aujourd'hui*, avait vendu son manuscrit à la veuve Desaint, libraire, pour toujours et sans aucune réserve. La veuve Desaint refusa d'imprimer et se laissa assigner au Châtelet, où elle soutint que les nouveaux règlements, en limitant à dix années la durée de son privilège, avaient changé la loi de son contrat, lequel devait être résilié. Dans ce procès, probablement intenté d'accord entre les deux parties, le sieur Paucton fut défendu par Agier.

Ce savant jurisconsulte publia, en apparence contre la veuve Desaint, mais en réalité contre les arrêts de 1777, un Mémoire qui contient beaucoup de recherches sur la matière. « Le Châtelet, par sentence du 11 août 1778, ordonna l'exécution du traité; et, en conséquence que, sans s'arrêter aux clauses et conditions insérées aux lettres de privilège obtenues par le sieur Paucton, dans les termes du nouvel arrêt du Conseil, la veuve Desaint

¹ Barbier, *Dictionnaire des Anonymes*.

² Renouard, *loc. cit.*, p. 181.

serait maintenue dans la propriété pleine et incommutable de l'ouvrage, et du droit exclusif de le faire imprimer et de le vendre, pour elle, ses hoirs et ayants cause, conformément au traité fait double entre les parties. Un arrêt contradictoire rendu par le Parlement, le 10 février 1779, confirma la sentence. »

Le même auteur ajoute : « Cet arrêt ne fut pas le seul appui que les plaintes des auteurs et des libraires trouvèrent dans le Parlement. Toutes les Chambres furent assemblées sur la provocation de d'Eprémèsnil, qui déféra à la Cour les six arrêts du Conseil, et un arrêt du 23 avril 1779 ordonna qu'un compte serait rendu par les gens du roi. » Ce fut l'avocat général Antoine-Louis Séguier qui rendit ce compte, et son rapport ne dura pas moins de trois audiences. Il constate, entre autres choses, que les lois anciennes ont toujours été muettes sur la question de propriété des auteurs; toutes les lois ont supposé cette propriété, mais aucune ne l'a consacrée; « cependant vous avez vu, dit-il, que jusqu'à la fin du dernier règne on a accordé des continuations de privilège à tous ceux qui étaient propriétaires du manuscrit original de l'ouvrage imprimé.

« Les continuations de privilège n'étaient pas seulement de pure tolérance, elles étaient aussi de justice. Il est difficile, en effet, de se persuader qu'en imposant la nécessité d'obtenir un privilège ou une simple permission, nos rois aient entendu dépouiller un auteur de la propriété d'un ouvrage dont il était le créateur. » Il conclut donc contre les règlements et en faveur de la perpétuité du droit de propriété littéraire.

Malgré tout, et sauf l'arrêt du Conseil du 30 juillet 1778, qui, par une interprétation favorablement extensive des précédents règlements, permit aux auteurs de faire imprimer leurs ouvrages et de les faire vendre pour leur compte, autant de fois qu'ils le jugeraient bon, par des libraires de leur choix, sans qu'on pût considérer ces actes comme des cessions de privilèges, sauf cette unique satisfaction donnée aux réclamations de l'opinion publique, les choses restèrent au même état jusqu'à la révolution.

On a dit que dans la mémorable nuit du 4 août 1789, où l'Assemblée nationale prononça l'abolition de tous les droits féodaux et de tous les privilèges, la propriété qui avait alors le malheur de s'appeler privilège fut atteinte par ricochet et emportée avec tous les droits illégitimes dont cette séance consacra la destruction ¹. Cela n'est point exact si on l'entend de la propriété littéraire elle-même, et n'est vrai qu'en ce qui concerne les prescriptions légales, les titres et les formes applicables à sa garantie. Et comme désormais cette propriété, quoique toujours subsistante en principe d'après le droit commun, paraissait cependant abandonnée sans protection suffisante, on porta la loi du 19 juillet 1793, dont nous parlerons tout à l'heure.

Cette absence momentanée, cet interrègne d'une législation spéciale sur le droit des auteurs fit naître un procès qui donna lieu de faire consacrer le principe que la propriété littéraire doit être considérée comme

¹ V. *Traité de la contref.*, par Et. Blanc, p. 244.

existant en vertu du droit commun, et en dehors de toute législation particulière ancienne ou nouvelle.

En effet, un sieur Behmer était libraire à Deux-Ponts, avant que cette ville ne fût prise et réunie à la France. Il y vendait alors une édition contrefaite de l'*Histoire naturelle* de Buffon. En l'an II, les troupes de la République française occupèrent la ville de Deux-Ponts. L'imprimerie et la librairie de Behmer furent séquestrés et lui-même se trouva mis en état d'arrestation. Mais, plus tard, il fut remis en liberté et on lui rendit l'exploitation de son fonds de librairie, à la condition, qu'il remplit, de s'établir désormais dans la ville de Metz. Là, Behmer, continuant son commerce, reprit la vente des exemplaires de son édition contrefaite de l'*Histoire naturelle*.

La veuve Buffon, avisée de ce fait, fit procéder à la saisie des exemplaires et poursuivit le libraire Behmer. Celui-ci, non-seulement excipa de son titre de propriété, de sa qualité de citoyen d'un pays réuni, de la force majeure, etc., mais il soutint, en outre, qu'un droit qui, comme celui des auteurs, est circonscrit par les lois, pour le temps et les lieux, ne saurait être un véritable droit de propriété, car la propriété est un droit absolu; son titre est essentiellement perpétuel; l'exercice en est respecté dans tous les pays civilisés. Behmer disait donc que ce qu'on appelait propriété littéraire n'était en réalité qu'une faveur particulière, qu'une exception au droit commun, un privilège; que le privilège de Buffon avait été anéanti avec tant d'autres par les lois des 4 et 20 août 1789; que la seule loi régissant la matière était, lors des poursuites, celle du 19 juillet 1793, laquelle ne

disposait que pour l'avenir, et ne pouvait protéger les ouvrages des auteurs décédés.

Le 7 fructidor an VII, un jugement du tribunal civil de la Moselle accueillit d'abord ce dernier système et annula la saisie. Mais, sur le pourvoi de la veuve Buffon, la Cour de cassation ¹ repoussa les prétentions de Behmer, et, attendu que les décrets du mois d'août 1789, qui ont aboli les privilèges et distinctions, et rendu la presse libre, n'ont aucun rapport avec la propriété acquise à l'auteur sur son ouvrage, le tribunal suprême cassa la sentence des juges du tribunal de Metz.

Nous ne connaissons à opposer aux principes ressortant de cet arrêt qu'une décision isolée du tribunal de commerce de Paris, du 21 octobre 1830, rapportée par M. Et. Blanc ². L'éditeur Schlesinger avait acquis de Rouget de Lisle la propriété du chant national *la Marseillaise*. M. Pacini et quatorze autres éditeurs crurent pouvoir publier cette composition en concurrence avec le cessionnaire de l'auteur, et, sur la difficulté qui s'ensuivit, le tribunal de commerce statua en ces termes :

« Attendu que le chant de *la Marseillaise* est tombé depuis près de quarante ans dans le domaine public ; qu'il a été imprimé et vendu à une époque où aucune loi ne donnait le droit de propriété aux auteurs, autorise les quinze éditeurs à continuer de vendre le chant de *la Marseillaise*, paroles et musique. »

Avant d'aller plus loin, c'est ici, ce nous semble, l'occasion de mentionner que cette opinion, consistant à

¹ V. Sirey-Devilleneuve, t. I, p. 851.

² *Loc. cit.*, p. 329.

soutenir que le droit des auteurs n'est pas susceptible d'une durée illimitée, a amené à contester que les ouvrages collectifs des académies, des corps savants, administrations, etc., pussent être l'objet d'une jouissance ou propriété privée, « puisqu'il est de principe, a-t-on dit, qu'en matière de propriété littéraire, la jouissance exclusive ne peut être perpétuelle, et que le législateur ne la garantit à l'auteur qu'à la condition expresse, qu'après un certain temps, l'ouvrage tombera dans le domaine public, il est impossible d'attribuer cette puissance à des sociétés, à des êtres moraux qui peuvent ne pas cesser d'exister. » Mais M. Etienne Blanc ¹ réfute cette argumentation dans les termes suivants :

« Cette doctrine nous paraît erronée... Il n'est pas exact de dire que la durée limitée soit un principe fondamental en matière de propriété littéraire. Le vrai, le seul principe fondamental, c'est qu'un ouvrage est la propriété exclusive de son auteur, quel qu'il soit, sans exception ni distinction. Quant à la durée du droit, elle n'est qu'une condition qui s'arrête aux bornes du possible, comme le dépôt, par exemple, qui n'est exigé ni pour la peinture ni pour la sculpture. La durée limitée n'est donc pas le principe de la propriété.

« D'ailleurs le principe de la propriété ne peut se trouver que dans la loi qui crée le droit, et non dans celle qui ne fait que le modifier. Or, la loi de 1793 et celles qui s'y réfèrent n'ont pas créé, mais seulement réglé la propriété littéraire qu'elles ont trouvée dans le droit commun. Si donc on rencontre dans cette législation régu-

¹ *Loc. cit.*, p. 380 et 381.

latrice quelques dispositions essentielles, il ne faut les considérer que comme une exception que l'on doit restreindre aux cas formellement prévus. De telle sorte que si, par la nécessité des choses, on se trouve placé en dehors de ces dispositions devenues inapplicables dans un cas donné, on retombe alors dans le droit commun, c'est-à-dire que la propriété deviendra, ou plutôt restera perpétuellement acquise à l'auteur. »

Quand on fait l'histoire du principe de perpétuité en matière de propriété littéraire, il ne faut pas pousser trop loin l'esprit de spécialité dans le choix des faits et documents qui peuvent la concerner. Tout ce qui a été dit et fait en vue des droits du génie et de l'intelligence appliquée soit aux œuvres des artistes, soit à celles des inventeurs, intéresse également le droit des écrivains. Toutes ces propriétés ont entre elles des analogies évidentes. Elles découlent d'une source commune; il doit être permis d'en rapprocher les théories et les titres.

Dès lors, et avant même de citer la loi de 1793, spéciale à la propriété littéraire, nous ne devons pas oublier le remarquable rapport de M. de Boufflers à l'Assemblée constituante sur la pétition des artistes inventeurs, ni l'exposé de principes qui précède la loi du 7 janvier 1791, et reproduit le préambule que Turgot fit suivre du célèbre édit de 1776.

Dans l'exposé de principes de la loi de 1791, l'Assemblée nationale débute en ces termes : « Considérant que toute idée nouvelle, dont la manifestation ou le développement peut devenir utile à la société, appartient à celui qui l'a conçue, et que ce serait attaquer les droits de l'homme

dans leur essence que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur, etc. »

En laissant de côté les décrets du 13-19 janvier 1791 et 31 août 1792, spécialement relatifs aux ouvrages dramatiques, nous arrivons au décret du 10 juillet 1793, qui s'applique à tous les genres d'écrits.

Ce décret fut précédé d'un important rapport de Lakanal, membre de la Convention. Il y proclame le principe que « de toutes les propriétés, la moins susceptible de contestation, c'est, sans contredit, celle des productions du génie; et si quelque chose peut étonner, ajoute le rapporteur, c'est qu'il ait fallu reconnaître cette propriété, assurer son libre exercice par une loi positive; c'est qu'une aussi grande révolution que la nôtre ait été nécessaire pour nous ramener sur ce point, comme sur tant d'autres, aux simples éléments de la justice la plus commune. »

Mais, néanmoins, comme le fait observer M. Victor Foucher ¹, la propriété *la plus incontestable* se trouva réduite par le décret à une jouissance viagère pour l'auteur et à un usufruit de dix ans au profit de ses héritiers ou cessionnaires, pour tomber ensuite dans le domaine public. Ce délai fut étendu à vingt années en faveur des enfants et cessionnaires des écrivains, par les art. 39 et 40 du décret du 5 février 1810.

Telle est aujourd'hui encore la législation en vigueur sur cette matière ².

A deux reprises, depuis 1810, on a tenté d'améliorer

¹ *Loc. cit.*, p. 335 et 336.

² V. cependant la loi récente du 8 avril 1854.

le régime de la propriété littéraire. Sous la Restauration, une Commission fut nommée, le 20 novembre 1825 ; elle devait rechercher et indiquer les améliorations dont pouvait être susceptible la législation sur ce point.

Après dix-huit séances, la Commission, présidée par M. de Larocheffoucaud, et composée de pairs, de députés, de membres du Conseil d'État, de l'Institut et du Théâtre-Français, déposa un projet de loi dont les articles 2 et suivants portaient à cinquante ans, après le décès de l'auteur, la prorogation de jouissance au profit de la veuve, des héritiers, légataires, donataires ou cessionnaires de l'écrivain ¹. Ce projet n'eut pas de suite.

Après la révolution de juillet, une nouvelle Commission fut nommée le 22 octobre 1836. Le président était M. le comte de Ségur, et la question de la perpétuité du droit des auteurs y fut longuement discutée.

Sur un projet présenté, le 5 janvier 1839, par M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, et réduisant à trente ans le délai du précédent projet, une discussion eut lieu à la Chambre des pairs. M. le comte Portalis y défendit, avec éloquence, le principe dont nous esquissons l'histoire ; mais le projet fut adopté par la Chambre des pairs, le 1^{er} juin 1839 ².

A la Chambre des députés, la discussion se renouvela sur le rapport rédigé par M. de Lamartine, président de la Commission, qui proposa de nouveau le terme de cinquante ans ³.

¹ Coll. des proc.-verb. de la Comm., imp. 1826, chez Pillet aîné. Paris.

² V. le *Moniteur* des 26, 28, 29, 30 et 31 mai et 1^{er} juin 1839.

³ V. le rapport de M. Lamartine, du 13 mars 1841 ; *Monit.* du 24 *id.*, et brochure in-8°. Gosselin et Furne, 1841.

Le rapport fait au nom de la Commission touche un instant la question de perpétuité, dont il semble considérer l'examen comme une grande hardiesse et une grande nouveauté : « Une question préjudicielle, dit M. de Lamartine, devançait et dominait ces dispositions à prendre. Constituerons-nous la propriété des œuvres de l'intelligence à perpétuité ou pour un temps seulement ? Nous ne nous la sommes pas posée, et nous dirons pourquoi. Nous étions une Commission de législateurs, et non une académie de philosophes.

« Comme philosophes, remontant à la métaphysique de cette question, et retrouvant, sans doute, dans la nature et dans les droits naturels du travail intellectuel, des titres aussi évidents, aussi saints et aussi imprescriptibles que ceux du travail des mains, nous aurions été amenés peut-être à proclamer théoriquement la perpétuité de possession des fruits de ce travail ; comme législateurs, notre mission était autre ; nous n'avons pas voulu la dépasser. Le législateur proclame rarement des principes absolus, surtout quand ce sont des vérités nouvelles ; il proclame des applications relatives, pratiques, et proportionnées aux idées reçues, aux mœurs et aux habitudes du temps et de la chose dont il écrit le Code.

« Nous avons considéré que les idées sur la propriété littéraire n'étaient pas encore assez rationalisées ; que ses mœurs n'étaient pas encore assez faites, que sa constitution n'était pas assez universellement européenne et internationale ; qu'enfin ses habitudes n'étaient pas assez prises dans le droit commun des autres ordres de

choses possédées, pour qu'en constituant les droits garantis, nous puissions, du même coup, constituer dès aujourd'hui la transmissibilité sans limites à travers le temps. En l'investissant, dans cette loi, des conditions d'une possession complète, nous avons donc cru devoir la limiter dans sa durée.

« Nous n'avons mis aucune limite à ses droits ; nous lui avons mis une borne dans le temps. Le jour où le législateur, éclairé par l'épreuve qu'elle va faire d'elle-même, jugera qu'elle peut entrer dans un exercice plus étendu de ses droits naturels, il n'aura qu'à ôter cette borne ; il n'aura qu'à dire *toujours*, où notre loi a dit *cinquante ans*, et l'intelligence sera émancipée. »

La loi fut définitivement rejetée le 2 avril 1841, à la majorité de 154 voix contre 108. Ce qui amena ce résultat paraît être la conviction qui s'était emparée de la Chambre, qu'en effet, la nature de la propriété intellectuelle n'était pas encore suffisamment étudiée et définie, et qu'en pareille situation il convenait d'ajourner une nouvelle réglementation législative.

Voilà donc, sur cette matière, tous les faits de quelque valeur qui se sont produits en France. Il nous reste à passer en revue, mais plus rapidement encore, ceux de même nature que peut offrir l'histoire littéraire des pays étrangers. Nous avons dû commencer par notre pays, non pour céder au sentiment naturel du patriotisme, mais parce que sur ce point, comme sur tant d'autres, notre histoire est la plus complète, la plus instructive. C'est chez nous que s'est élevée, qu'a été scrutée, débattue d'abord, la haute question qui nous

occupe. Quelles que soient nos vicissitudes politiques, durant l'enivrement de nos grandeurs ou l'humiliation de nos revers et de nos affaissements momentanés, dans la paix ou dans la guerre, aux yeux de l'Europe et du monde, ça toujours été, ce sera longtemps encore, nous l'espérons, la glorieuse destinée de notre patrie, d'être la grande initiatrice des peuples à la vie sociale, d'offrir la représentation la plus complète du cours de la civilisation générale.

Notre préférence était donc légitime sous tous les rapports, et nous pouvons nous écrier, comme autrefois un illustre professeur, célèbre à bien d'autres titres : J'ai eu raison de choisir la France ¹ !

Mais c'est aussi justice dans la circonstance, immédiatement après la France, l'Angleterre. Là, comme chez nous, le droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres paraît avoir existé, en vertu du droit commun, avant toute disposition législative spéciale. A cet égard, Richard Godson, dans son *Traité des lois sur les patentes pour inventions et sur le droit de copie*, etc. ², s'exprime ainsi : « Il suffira de dire qu'on admettait autrefois qu'aux termes de la coutume (*common law*), l'auteur d'un livre avait le droit illimité de disposer, même après la publication, des productions de cette nature de la manière qu'il lui plaisait, et que le statut de la huitième année du règne d'Anne fut fait uniquement pour *garantir* ce droit, en soumettant à des peines sévères ceux qui usurperaient cette propriété littéraire. »

¹ Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, t. I, p. 5.

² Regnault, *Traduct.*, Paris, 1826, in-8°, p. 199.

Nous transcrivons ici le titre, le préambule et l'article 1^{er} de ce statut, qui a servi de base à la législation actuelle de l'Angleterre sur le droit des écrivains :

« Acte de la huitième année du règne d'Anne, c. 19, ayant pour objet d'encourager l'instruction en conférant, dans les délais y énoncés, aux auteurs et à leurs acquéreurs, un droit de copie sur les livres imprimés.

« Considérant que, dans ces derniers temps, les imprimeurs, libraires et autres personnes se sont souvent permis d'imprimer, réimprimer et publier, ou de faire imprimer, réimprimer et publier des livres et autres écrits sans le consentement des auteurs ou propriétaires de ces livres et écrits, à leur grand préjudice, et trop souvent à leur ruine aussi bien qu'à celle de leur famille ;

« Afin d'empêcher ces abus de se renouveler, et d'encourager les hommes instruits à composer et écrire des ouvrages utiles ;

« Plaise à Votre Majesté, de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels des communes composant le Parlement actuel, ordonner et faire décréter, par l'autorité de ce Parlement, les dispositions ci-après :

« A compter du 10 avril 1710, l'auteur de tout livre ou livres déjà imprimés, qui n'a point transporté à un tiers la copie de ces livres ou de portions d'iceux, de même que les libraires ou imprimeurs, ou toutes autres personnes qui ont acheté ou acquis les copies de livres quelconques, dans le but de les imprimer ou réimprimer, auront le droit et la faculté exclusifs d'imprimer

ces livres pendant le terme de vingt et un ans, à partir dudit jour 10 avril, et non au delà ; et l'auteur d'un ou de plusieurs livres quelconques déjà composés, mais non imprimés et publiés, ou qui seront, à l'avenir, composés, ainsi que ses concessionnaires, auront la faculté exclusive d'imprimer et réimprimer ces livres pendant le laps de quatorze ans, à courir du jour de la première publication de l'ouvrage, et non au delà, etc. »

On contesta que cet acte n'eût eu pour intention et pour effet que de *garantir* le droit des auteurs pendant un certain temps, plus efficacement que la loi commune, sans avoir entendu limiter la durée de ce droit lui-même. La question soulevée donna d'abord lieu au procès de Thomson contre Collins, qui ne reçut pas de solution définitive, mais bientôt elle se renouvela, en 1769, dans l'affaire Millar *versus* Taylor; et, à ce propos, non-seulement la durée, mais la nature même de la propriété littéraire furent l'objet d'une discussion profonde. William Murray, comte de Mansfield, et le célèbre commentateur Blackstone furent au nombre des juges.

Je traduis ici le récit des faits tel qu'il est donné par Lowndes dans son *Historical Sketch of the law of Copy-right* ¹.

« Le libraire Millar acheta en 1729, de Thomson, la propriété de son poème des *Saisons*, publié depuis un an environ. En 1763 (c'est-à-dire bien après l'expiration du délai de jouissance de vingt et un ans fixé par le statut de la reine Anne), Taylor, le défendeur, publia une autre édition de cet ouvrage. Millar, par suite de ce fait,

¹ Lowndes, p. 42 et suiv.

porta une action en dommages contre Taylor, en se fondant sur le droit de la coutume (*common law right*), et quoique tous les droits pouvant ressortir du statut fussent expirés depuis 1756 ou 1757. Les arguments produits contre le droit de propriété littéraire furent divisés en trois classes :

« 1^o D'après sa nature même, le droit en question ne pouvait pas constituer une propriété véritable ;

« 2^o A supposer qu'une semblable propriété pût se concevoir, il n'était pas prouvé qu'elle eût jamais existé d'après la coutume ;

« 3^o Enfin, alors même qu'il serait prouvé qu'une telle propriété eût existé d'après la coutume, le statut de la huitième année du règne d'Anne, C. 19, l'avait définitivement détruite pour la remplacer par un droit de jouissance purement temporaire. »

Les avocats de Taylor appuyèrent ces divers points de leur système sur tous les arguments qui ont été produits jusqu'à ce jour par les différents adversaires de la propriété littéraire. La cause fut plaidée devant la Cour du Banc-du-Roi, et trois juges sur quatre se prononcèrent en faveur du droit de propriété absolue des écrivains.

La même question se représenta, en 1774, dans une affaire Donaldson et Becker, portée devant la Chambre des pairs, par appel d'une première décision rendue par la Cour de la chancellerie, dans le même sens que l'arrêt de l'affaire Taylor. Mais ici, la Chambre des lords cassa la sentence de la Cour de la chancellerie, en décidant que les auteurs avaient bien sur leurs écrits, d'après la

coutume, un véritable droit de propriété, mais que la jouissance de ce droit avait été abrogée par le statut de la reine Anne, lequel, après les délais par lui fixés, refusait tout recours utile aux auteurs.

Ce dernier point fut décidé par une simple majorité de six juges contre cinq. Le douzième juge était le comte de Mansfield, faisant alors partie de la noble Chambre, et dont l'opinion, déjà exprimée dans l'affaire Taylor, était demeurée favorable à la reconnaissance du droit absolu des auteurs. Mais, malheureusement pour les écrivains, le comte de Mansfield crut devoir s'abstenir, dans cette circonstance, par délicatesse, « étant contre l'usage, disent les auteurs de *The Standard library Cyclopædia* ¹, qu'un pair soutienne en appel, à la Chambre des lords, l'opinion qu'il a déjà exprimée dans un jugement de première instance. »

« Il est assez remarquable, ajoutent les mêmes auteurs, que ce qui peut à peine être appelé un jugement, puisque en fait les juges furent partagés d'opinion en nombre égal, ait été depuis considéré comme un précédent si important, et confirmé ultérieurement en tant de circonstances, qu'on doive regarder aujourd'hui comme définitivement passé en loi que la perpétuité du droit de copie a été détruite par les statuts. »

Cependant Christian, dans l'une de ses notes sur la partie des Commentaires de Blackstone, qui traite de la propriété littéraire ², s'exprime ainsi à ce sujet :

¹ *Standard library Cyclopædia of political, Constit. Knowledge*, in four vol., London, 1848; t. II, p. 641, v^o COPYRIGHT.

² V. *Commentaries on the law of England*, book II, p. 107, in-8°, London, 1800.

« Ces questions ont été définitivement résolues en ce sens qu'un auteur n'a plus de droit maintenant, au delà des limites fixées par les statuts. Mais comme cette décision fut rendue contrairement à l'opinion de lord Mansfield, le savant commentateur, et de plusieurs autres juges, chacun, sans s'exposer à être taxé de présomption, peut encore se permettre de suivre son opinion personnelle sur cette matière. »

Un premier statut de George III (statut 41, G. III, cap. 107), tout en conservant la durée de jouissance de quatorze et vingt-huit ans, améliora cependant, sur quelques autres points, la condition des auteurs et des libraires ; puis, un second statut (G. III, 54, c. 156) porta la durée de jouissance à vingt-huit ans, et décida qu'en cas de survivance de l'auteur, à l'expiration de ces vingt-huit ans, il conserverait la propriété de ses ouvrages jusqu'à sa mort.

Tel était l'état de la législation anglaise sur cette matière, lorsqu'en 1737 un homme d'une rare intelligence, doué tout à la fois d'imagination, de sens pratique et de cette persistance qui forme l'un des traits distinctifs de la race saxonne, tenta de nouveaux efforts en faveur des hommes de lettres. Nous voulons parler de M. Talfourd, avocat à la Cour des plaids communs (*sergeant at law*), célèbre aussi bien comme jurisconsulte que comme littérateur, car on le compte parmi les *essayistes* les plus distingués de l'Angleterre, et il est l'auteur d'une tragédie d'*Ion*, qui a obtenu un grand succès à Londres.

Membre de la Chambre des communes, M. Talfourd y présenta, à plusieurs reprises, une motion qui, soutenue

avec une chaleureuse éloquence ¹, fut accueillie avec faveur, et obtint plusieurs lectures, mais, par suite de divers incidents politiques et parlementaires, ne put arriver à être convertie en loi.

Néanmoins, les généreux efforts du sergent Talfourd, les discussions approfondies qu'ils suscitèrent dans le Parlement et dans la presse, les pétitions qui vinrent les appuyer, et parmi lesquelles on cite celles de l'historien Alison, du poète Wodsworth, et le factum si spirituel et si original de l'écrivain Carlyle, dont M. Laboulaye, à qui nous empruntons la plupart de ces détails, a donné une fine traduction dans l'excellent travail que nous avons déjà eu occasion de mentionner : tout cela ne pouvait demeurer complètement stérile.

Aussi, en 1842, l'historien lord Mahon ayant repris la motion, son projet, légèrement modifié, devint la loi qui régit aujourd'hui la propriété littéraire chez nos voisins d'outre-Manche, c'est-à-dire le statut 5 et 6, Victoria, cap. 45, par lequel la jouissance du droit de copie appartient aux auteurs pendant toute leur vie, et se prolonge encore sept ans après leur mort, ou quarante-deux ans à partir de la première publication. Certaines dispositions de ce statut, qui règlent clairement ce qui concerne les encyclopédies, les dictionnaires et les articles insérés dans les revues, journaux, ou *Magazines*, et enfin tous les livres à la rédaction desquels celui qui en est l'éditeur, ou qui en a conçu l'idée (*publisher or pro-*

¹ V. *Talfourd's Miscellaneous writings. Speeches on the law of copyright*, 18 may 1837 ; april 25 1838 ; february, 28 1839 ; *the modern British Essayists*. Philadelp, 1850, 8°, v. p. 159 and sq.

jector), a employé divers écrivains ¹, auraient empêché de naître, en Angleterre, un grand procès littéraire, dont les débats retentissaient tout récemment au Palais de Paris.

Disons encore que la loi anglaise, voulant prévenir une des objections dirigées contre la propriété littéraire, a pris ses précautions contre la suppression, peu probable, mais possible, de tel ou tel ouvrage, utile à la société; et, quoique cette législation, comme nous venons de le voir, n'ait pas admis la perpétuité, elle stipule néanmoins (statuts 5 et 6, Vict., cap. 45, 5^e sect.) que si l'on adresse au Comité judiciaire du Conseil privé une plainte, portant que celui à qui appartient le droit de copie d'un livre refuse, après la mort de l'auteur, de le publier et imprimer de nouveau, ou d'en laisser opérer la réimpression, le Comité judiciaire peut accorder au plaignant le droit de publier le livre, de telle manière et à telles conditions que le Comité jugera convenables.

Enfin, nous ajouterons seulement quelques mots en ce qui concerne le droit international :

« Il n'y a pas longtemps, dit M. Burke ², qu'on débattait encore la question légale de savoir si, en Angleterre, un auteur étranger pouvait avoir, dans un cas quelconque, droit de propriété sur ses œuvres. Le procès récent de Boosey, *versus* Jeffery (20, *Law Journal Reports*, *Exchequer*, 354), a cependant élucidé la matière...

« Dans cette cause, qui a été définitivement jugée sur

¹ V. *Standard Library Cycl.*, v^o COPYRIGHT.

² Burke, *The law of international Copyright between England and France*. Edit. bilingue. Londres, 1852.

un appel comme d'abus, à la Chambre de l'Echiquier, devant le lord premier juge Campbell, etc., il a été reconnu que si un étranger, résidant en Angleterre, ou dans son pays, commence un ouvrage littéraire et le fait imprimer pour la première fois en Angleterre, il se trouve dans la catégorie des auteurs qui jouissent du bénéfice des statuts anglais en faveur de l'encouragement des sciences, et il y jouit du droit de propriété sur son ouvrage.

« Mais il faut bien comprendre que cette espèce de propriété repose entièrement sur le fait d'une première publication en Angleterre. Si l'ouvrage de l'auteur étranger paraît d'abord dans son pays ou dans tout autre pays que le Royaume-Uni, sa production tombe, en Angleterre, dans le domaine public. C'est alors une propriété commune à tous, dont peut profiter quiconque veut s'en emparer, à moins que l'auteur étranger ne trouve protection par un arrangement mutuel entre le royaume britannique et le pays dont il est sujet. »

Or, si la publication n'a pas eu lieu primitivement en Angleterre, on sait qu'elle se trouve maintenant protégée par les récentes conventions internationales que tout le monde connaît ¹.

Aux Etats-Unis, le Congrès, dans sa seconde session (1790), en vertu des pouvoirs conférés à cet effet par l'un des articles de la Constitution générale, passa d'abord un acte qui donnait à l'auteur, pendant sa vie, un

¹ V. Actes des 7^e et 8^e années du règne de Victoria, ch. XII (10 mai 1844), et 15^e et 16^e, *id.*; ch. XII (28 mai 1852), et la convention signée à Paris le 8 novembre 1851, entre le gouvernement de la Grande-Bretagne et la République française, ratifiée le 8 janvier 1852.

délai de jouissance de quatorze ans sur son œuvre, avec prolongation pour une seconde période de quatorze ans, si l'écrivain se trouvait survivre à l'expiration du premier terme. Cet acte fut ensuite amendé par une loi postérieure de 1802; mais toutes ces dispositions se sont trouvées remplacées par l'acte passé le 3 février 1831, et qui règle aujourd'hui la matière.

Par cet acte, le droit de copie est assuré à l'auteur, citoyen des Etats-Unis, ou y résidant, pour un terme de vingt-huit années; et si lui, sa femme ou ses enfants survivent à cette période, il leur est accordé un nouveau délai de quatorze ans.

Le rapport du Comité judiciaire, comme l'a remarqué Lowndes ¹, était conçu en termes qui devaient faire croire à la promulgation d'une loi plus favorable aux écrivains. Le rapport disait, en effet : « Votre Comité pense que les justes plaintes des auteurs requièrent de la législature une protection non inférieure aux propositions contenues dans le projet de bill en question. D'après les principes fondamentaux en matière de propriété, un auteur a un droit exclusif et *perpétuel*, par préférence à tous autres, sur les fruits de son travail. Quoique la nature de la propriété littéraire soit toute particulière, elle n'en est pas moins réelle et importante, etc. »

Aussi, la loi fut-elle l'objet de quelques critiques de la part des publicistes américains, et à ce propos, M. Nicklin, auteur d'un article sur la propriété littéraire, inséré dans le *American Jurist*, vol. X, en signalant l'espèce de contradiction existant entre les termes du rapport et le

¹ *Loc. cit.* Appendix, p. 114.

bill lui-même, déclare qu'il est convaincu que le Comité aurait certainement présenté un bill consacrant le principe de la perpétuité, s'il eût pensé que l'esprit public fût réellement préparé à une mesure aussi radicale. « Mais, ajoute-t-il, tout nous porte à penser que le temps n'est pas loin où les écrivains seront enfin mis sur le pied de l'égalité avec tous les autres hommes, en ce qui touche le produit de leur travail. »

Il nous reste à signaler les faits intéressants pour le principe de perpétuité chez deux nations européennes, la Hollande et l'Espagne.

Dans le premier de ces deux pays, le 8 décembre 1796, une loi, particulière à la province de Hollande, abolit les privilèges pour l'impression et la publication des livres. Le droit de propriété y fut reconnu de la manière la plus absolue en faveur des auteurs, de leurs héritiers, cessionnaires et héritiers de ceux-ci. Puis, quelques années après (3 juin 1803), une loi rendit ces dispositions applicables à toute la république batave.

Momentanément réunie à la France, la Hollande dut se soumettre, pendant la réunion, aux principes de notre propre législation. Mais, le 24 janvier 1814, on proclama de nouveau en Hollande le droit de *propriété perpétuelle en matière de propriété littéraire*, et il resta en vigueur jusqu'au 25 janvier 1817, époque à laquelle le système contraire prévalut dans une loi dont l'art. 3 est ainsi conçu : « Le droit de copie, décrit aux articles précédents, ne pourra durer que vingt ans après le décès de l'auteur ou du traducteur. »

La législation espagnole est généralement peu con-

nue. M. Renouard n'en fait aucune mention, et M. Victor Foucher, dans le travail, très-estimable d'ailleurs, que nous avons déjà cité, s'est exprimé sur le compte de cette législation d'une manière vague et dubitative : « En Espagne, dit-il, une loi de 1805 *doit* admettre la perpétuité du droit de l'auteur ¹. »

L'examen des textes ne laisse cependant aucun doute. Nous donnerons, d'après M. de Cardenas, directeur de la revue de jurisprudence intitulée *El Derecho moderno*, un court exposé historique de la législation de l'Espagne sur la matière qui nous occupe, en traduisant quelques passages d'un article inséré dans ce recueil en 1847 ².

« Quand l'art de l'imprimerie s'introduisit en Espagne, dit ce jurisconsulte, aucune restriction ne fut d'abord imposée à la faculté d'imprimer des livres, et personne dans le monde ne prévit l'influence que cette découverte devait exercer sur la société, les institutions et les coutumes...

« Les monarques catholiques détournèrent promptement le danger, et nos souverains don Fernando et dona Isabelle, par la pragmatique du 8 juillet 1502, prohibèrent l'impression de tout livre sans la licence expresse des archevêques et des présidents d'audience, suivant les provinces (L. 1, t. XVI, liv. VIII, *Nova Recopilacion*).]

« Postérieurement, Charles I^{er}, en 1554, attribua cette faculté au Conseil (L. 2, *id.*, *id.*, *id.*).

¹ *Loc. cit.*, p. 370 bis.

² *El Derecho moderno*, in-8°, Madrid, 1847, t. I, p. 149 et suiv.

« Philippe II, en 1598, fixa la taxe du prix des livres (L. 5, *id.*, *id.*, *id.*).

« Philippe III défendit, sous des peines très-sévères (L. 7, *id.*, *id.*, *id.*), d'imprimer à l'étranger des livres composés pour les habitants de l'Espagne ; et, dans cette même pensée, furent ensuite portées différentes dispositions restrictives de la liberté d'écrire.

« La conséquence de ces lois fut de convertir en privilège le droit des auteurs à imprimer leurs ouvrages ; et comme privilège, ce droit se trouva dès lors soumis au caprice du législateur... Autant se faisaient d'éditions, autant il fallait demander d'approbations, de licences et de taxes préalables... Avec de semblables lois, la propriété littéraire était impossible ; l'auteur n'avait sur ses œuvres d'autres droits que celui que voulait bien lui donner le Conseil.

« ... Charles III fit une réforme très-importante dans cette partie de la législation. Parmi les différentes lois qu'il promulgua dans le dessein de favoriser l'étude des lettres et ceux qui s'y livraient, il en est particulièrement deux qu'il faut signaler comme ayant assimilé complètement la propriété littéraire à la propriété ordinaire, en rendant les auteurs maîtres absolus de la disposition de leurs œuvres. Par la première de ces lois (L. 24, t. XVI, liv. VIII, *Nov. Rec.*), il défendit d'accorder aucun privilège exclusif, pour imprimer aucun livre, à toute personne qui n'en serait pas l'auteur, et, en conséquence, il interdit de concéder une telle permission à toute communauté séculière ou régulière, déclarant caduques les autorisations de cette espèce, antérieurement accordées. »

Quant à la seconde de ces lois, nous allons la transcrire ici tout entière :

« *Ordonnance royale du 20 octobre 1764 (t. XVI, loi 25¹).*

« *Des livres et de leur impression, licences et autres formalités requises pour leur entrée et circulation.*

« Les privilèges concédés aux auteurs ne s'éteindront pas par leur décès, mais passeront à leurs héritiers, pourvu que ceux-ci ne soient ni des communautés, ni des établissements de mainmorte, et les privilèges seront continués à ces héritiers, toutes les fois qu'ils en feront la demande, à cause de l'intérêt que méritent les personnes lettrées qui, après avoir illustré leur patrie, ne laissent d'autre patrimoine à leur famille que l'honorable trésor de leurs ouvrages, et aussi à l'effet d'exciter à l'imitation d'un si noble exemple. »

Ces lois et d'autres, rendues dans le même sens et en exécution des premières par le même monarque, furent confirmées par une circulaire de 1817 et restèrent en vigueur jusqu'en 1834.

Mais, à cette époque, l'Espagne crut devoir imiter les autres législations européennes et s'approprier le système restrictif. Le 4 janvier 1834, un décret sur l'impression, la publication et la circulation des livres, disposa que les auteurs ne conserveraient la propriété de leurs œuvres que pendant leur vie, et qu'ils pourraient la transmettre à leurs héritiers, mais seulement pendant dix ans; puis une ordonnance royale, du 5 mai 1837, reconnut la pro-

* *Novísima Recopilacion*, édit. de 1850, p. 106.

priété des auteurs sur les œuvres dramatiques, en se fondant sur les lois de Charles III.

De graves difficultés s'étaient élevées parmi les juriscultes espagnols, sur la question de savoir si l'on ne devait pas inférer des termes mêmes de cette dernière loi, et de quelques autres circonstances, que la loi restrictive de 1834 était abrogée, lorsqu'enfin, en 1847, le gouvernement présenta un projet de loi destiné à faire cesser tous les doutes, et qui accordait la propriété des ouvrages aux auteurs pendant leur vie, et à leurs héritiers pendant cinquante ans.

Le principe de cette loi ne paraît pas avoir soulevé d'objections sérieuses lors de sa discussion. Un membre du Sénat, el senor Ondovilla, manifesta seulement le désir que la Commission donnât des explications sur les motifs qui l'avaient déterminée à ne pas faire à la propriété littéraire une condition égale à celle de la propriété commune. Sur quoi Garcia Goyena, l'un des membres de la Commission, pour satisfaire à cette requête, expliqua les points de différence existant, suivant ses collègues, entre les deux propriétés, et personne ne paraît avoir éprouvé la velléité de chercher à réfuter les arguments du défenseur du projet, arguments qui sont la reproduction de ceux qu'ont mis partout en avant les adversaires du principe de la propriété littéraire absolue.

Le projet du gouvernement fut donc converti en loi, le 10 juin 1847.

Nous avons rappelé tout ce qui a été dit, tout ce qui a été fait touchant le principe de la durée perpétuelle en

matière de propriété littéraire ¹. Il en résulte que ce principe n'est pas précisément aussi nouveau que beaucoup paraissent le croire; qu'il a dû exister dans l'antiquité; qu'il a continué d'exister sans examen, mais aussi sans conteste comme sans garantie efficace, durant le moyen âge, jusqu'au siècle de la découverte de l'imprimerie; qu'à partir de cette époque les dispositions législatives qui ont paru l'atteindre avaient moins pour but de méconnaître ou de restreindre le droit de propriété perpétuelle que d'enchaîner la liberté de la presse, de cette puissance nouvelle dont on redoutait les tendances et les abus; que ce même principe a été, au contraire, consacré maintes fois en France et à l'étranger; que de 1789 à 1793 le droit des écrivains a été reconnu constituer une propriété de droit commun, existant en dehors et en l'absence de toutes lois et garanties spéciales; qu'enfin, adopté par plusieurs nations de l'Europe, il a, dans ces derniers temps, disparu successivement de toutes les législations modernes.

Cette disparition doit-elle être définitive? Les discussions soulevées dans les Commissions et devant les Chambres, en 1826, 1839 et 1841; la prorogation projetée du délai fixé par la loi de 1810, les réserves du rapport de M. de Lamartine, les récentes publications que nous avons signalées et les termes des dernières déci-

¹ Il n'entrait pas dans notre plan, on l'a compris, de rappeler les discussions théoriques isolées, les opinions individuelles; toutes celles que nous avons citées se rattachaient à des actes émanés de l'autorité politique ou judiciaire; autrement nous n'aurions pas dû négliger les éléments fournis par une multitude de philosophes et de publicistes: Kant, Locke, Cousin, etc... Bossange, Jobard de Bruxelles, etc., etc.

sions judiciaires, tout cela ne pourrait-il pas faire penser, au contraire, que le dernier mot n'a pas encore été dit sur la valeur et l'avenir de ce principe ?

Si nous sommes bien informés, ces questions vont être l'objet d'un examen nouveau : nous avons dû, quant à présent, borner notre rôle à celui de narrateur. Nous avons entendu seulement, comme nous le disions au début de ce travail, indiquer les sources principales, rassembler les matériaux importants relatifs à la perpétuité du droit de propriété littéraire.

LIVRE I.

THÉORIE. — PRINCIPES.

§ I.

**La base de la propriété c'est le travail libre
et le service rendu.**

La raison universelle nous dit que l'homme est né avec des besoins dont la satisfaction est pour lui un droit nécessaire, indispensable. Dieu ne pouvait manquer d'y pourvoir. Il a, dans cette vue, donné à l'homme l'activité intellectuelle et matérielle. C'est au moyen de cette activité, librement exercée sur tout ce qui compose le domaine terrestre, que l'homme peut parvenir à la satisfaction de ses besoins physiques et moraux. Ame et corps tout à la fois, créé, non pour l'isolement, mais pour la famille et l'état social (son véritable état de nature), non pour l'immobilité de l'instinct stationnaire, mais pour le mouvement et le progrès d'une raison perfectible, l'homme pense et agit dans son intérêt individuel et au profit de ses semblables; il cueille les fruits de la terre, il la cultive; il chasse, pêche, élève et conduit les troupeaux, invente de nouveaux procédés, découvre, maîtrise, et dirige, les unes après les autres, toutes les forces apparentes ou cachées de la nature, la gravitation, le magnétisme, la lumière, le calorique, l'électricité; il cherche, il trouve, il applique dans les arts

les lois de la beauté; il compose de merveilleux spectacles qui ennoblissent son âme, et réjouissent ses yeux ou ses oreilles. De tous ces efforts, il a incontestablement le droit de recueillir les fruits, d'en tirer l'utilité pour lui, de les échanger contre d'autres fruits nés des efforts d'un de ses semblables, c'est-à-dire de tirer la valeur de son travail, lorsque ses efforts s'élèvent, dans la pensée de quelque autre homme, à la hauteur sociale d'un service. Lui contester ce droit, c'est lui contester la vie, c'est anéantir l'humanité.

Ce droit, la propriété la plus essentielle et la première de l'homme, peut donc être défini : le droit pour l'homme d'exercer librement son activité pour satisfaire ses besoins légitimes et ceux de sa famille, ou, comme le dit l'éminent économiste, le regrettable Frédéric Bastiat (*Harmonies économiques*, 2^e édit., page 232) : « La propriété, c'est le droit de s'appliquer à soi-même ses propres efforts, ou de ne les céder que moyennant la cession en retour d'efforts (réputés) équivalents. »

Donc, la base originelle, la source divine, unique, de la valeur, c'est-à-dire de la propriété sociale, échangeable, de la propriété telle qu'on l'entend ordinairement, c'est l'exercice de l'activité humaine, c'est l'effort matériel ou intellectuel, c'est le travail, et, en dernière analyse, le service rendu par nos labeurs.

§ II.

Ce que c'est que l'appropriation.

L'un des modes d'exercice de cette activité, c'est l'*appropriation*, car il est évident que beaucoup d'efforts ne pourraient être utilement accomplis, bien des travaux ne sauraient produire leurs fruits dans l'intérêt de celui qui les aurait exécutés, si, dans la plupart des cas, la portion de matière, l'objet auquel ils se sont appliqués, ne devait pas, par une sorte d'accession nécessaire, d'annexe indispensable, devenir le *propre*, le *sien* de l'homme, être *approprié* à ses besoins. Ses efforts à la pêche ou à la chasse, à quoi aboutiraient-ils, en effet, sans l'appropriation du poisson et du gibier? — Comment serai-je rémunéré des sueurs versées dans le sein de telle portion de la terre pour la cultiver, la féconder, l'améliorer, l'embellir, si cette portion de terre, avec les moissons qu'elle porte et qu'elle portera, ne devient *mienn*e?

Mais, qu'on le remarque bien, l'appropriation n'est, en définitive, qu'une conséquence, un accident secondaire, une condition nécessaire, il est vrai, le plus souvent, mais pas toujours, pour arriver à la fin providentielle, la satisfaction des besoins de l'homme.

§ III.

Comment s'opère l'appropriation.

Et, maintenant, comment s'opère l'appropriation ?

Toutes ces choses utiles, tous ces objets matériels, terres, métaux, toutes ces forces de la nature, dont l'homme peut tirer parti, sur lesquels il peut exercer son activité, tout cela se trouve confondu d'abord dans la communauté originelle; et, ici, comprenons-nous bien, évitons une première confusion, trop souvent faite par les anciens philosophes et trop longtemps accréditée : nous n'entendons pas parler d'une communauté *primitive*, et, pour ainsi dire, *contractuelle*, car elle supposerait un véritable contrat impossible, en vertu duquel, à une époque et dans des circonstances dont la mémoire des hommes n'a conservé nul souvenir, et dont l'histoire n'a jamais fait mention, tous faisant renonciation de leur possession particulière, chacun, en consentant la confusion de sa possession avec celle de tous les autres, l'aurait ainsi transformée en une propriété commune; une pareille communauté n'est qu'une fiction mensongère; et, comme on l'a fait remarquer avec raison avant nous, loin d'avoir pu donner naissance à la possession privée, elle-même, au contraire, l'aurait supposée. « On a donc tort, comme le dit M. Barni (*Analyse critique de la doctrine du droit*, xxxii), de se représenter cette sorte de communauté comme l'état naturel des hommes, puisqu'elle aurait eu besoin elle-même d'être *instituée*. Par conséquent, ce qu'il faut entendre par la possession originairement com-

mune dont il est ici question, c'est uniquement le droit qu'a chacun, antérieurement à tout acte juridique, d'être là où la nature et le hasard l'ont placé, et de faire sien, pour son usage privé, ce que personne ne s'est encore approprié. Dire que la terre est originairement commune, ce n'est rien dire autre chose, sinon que chacun a également le droit d'en faire sa possession privée, pourvu qu'en usant de ce droit pour lui-même, il le respecte à son tour chez les autres, ou pourvu qu'en cela l'exercice de sa liberté puisse s'accorder, suivant une loi générale, avec celle de tous... Ce droit est incontestable, sans quoi il faudrait admettre que des choses pouvant servir à chacun auraient été faites pour rester sans possesseur, ce qui est contradictoire. »

Il y a, en effet, comme nous l'avons dit, nécessité évidente pour l'homme de pouvoir retirer les choses de cette communauté originaire, en présupposant l'assentiment tacite de tous. C'est là une loi générale, absolue, de la raison universelle ; car refuser ce droit de retrait à l'homme, ou exiger à chaque fois qu'il voudrait l'exercer l'intervention actuelle et effective du consentement formel de tous les autres hommes, c'est, nous le répétons, vouloir rendre la vie individuelle et sociale impossible, c'est anéantir l'humanité.

« Dira-t-on, s'écrie à ce propos Locke (*Du Gouvernement civil*, édit. de 1802, p. 72 et s.), dira-t-on que c'est un vol de prendre pour soi et de s'attribuer uniquement ce qui appartient à tous en commun ? Si un tel consentement était nécessaire, la personne dont il s'agit aurait pu mourir de faim, nonobstant l'abondance au milieu de laquelle

Dieu l'a mise. Nous voyons que dans les communautés qui ont été formées par accord et par traité, ce qui est laissé en *commun* serait entièrement inutile, si on ne pouvait en prendre et s'en approprier quelque partie et par quelque voie : il est certain qu'en ces circonstances on n'a point besoin du consentement de tous les membres de la société... S'il était nécessaire d'avoir un consentement exprès de tous les membres d'une société, afin de pouvoir s'approprier quelque partie de ce qui est donné ou laissé en commun, des enfants ou des valets ne sauraient couper rien, pour manger, de ce que leur père ou leur maître leur aurait fait servir en commun, sans marquer à aucun sa part particulière et précise. L'eau qui coule d'une fontaine publique appartient à chacun ; mais si une personne en a rempli sa cruche, qui doute que l'eau qui y est contenue n'appartienne à cette personne seule ? Sa peine a tiré cette eau, pour ainsi dire, des mains de la nature, entre lesquelles elle était commune et appartenait également à tous ses enfants, et l'a appropriée à la personne qui l'a puisée. »

Revenons au mode d'opération de ce retrait : la prise de possession particulière (le retrait) d'une portion quelconque de ce fonds de communauté originelle se fait-elle par l'occupation physique, au moyen d'une détention matérielle de l'objet qu'on prétend approprier ? Tous les anciens législateurs l'ont écrit ou supposé ; or, c'est là une erreur ! Sans doute, il y a un *moment* où la détention physique joue un rôle dans ce mode particulier de l'exercice de l'activité humaine qu'on appelle l'appropriation ; mais cette appréhension matérielle n'est pas

notre premier titre pour arriver à l'appropriation, elle n'est que secondaire. L'*appropriation* a lieu d'abord d'une façon plus noble et plus conforme à la nature intelligente de l'homme; elle s'accomplit par une prise de possession purement *intelligible* (exclusivement morale), abstraction faite de toute détention matérielle, en vertu seulement de notre arbitre, de notre volonté, du consentement universel, rationnellement supposé de tous les autres hommes, à cause des principes et de la loi nécessaire, naturelle, générale ci-dessus posée.

Cette haute et incontestable vérité, c'est Kant qui l'a affirmée le premier, c'est à lui que nous réserverons l'honneur, bien naturel, de l'expliquer. On nous permettra de nous effacer un instant devant une intelligence aussi supérieure, et de lui laisser pour un moment la parole :

« Le *mien* de droit (*meum juris*) est ce avec quoi j'ai des rapports tels que l'usage qu'en pourrait faire un autre, sans ma permission, me lèserait. La condition subjective (*extérieure*, par opposition à *objective*, intérieure) de la possibilité d'un usage quelconque est la *possession*.

« Mais quelque chose d'*extérieur* n'est *mien* qu'autant que je puis justement me supposer lésé par l'usage qu'un autre fait de cette chose, *quoique je n'en sois pas en possession*. Il est donc contradictoire d'avoir quelque chose d'*extérieur* comme sien, si la notion de la possession n'est pas susceptible de deux sens différents; c'est-à-dire s'il n'y a pas une possession *sensible* (*matérielle*) et une possession *intelligible* (*non matérielle*), et si par l'une on ne pouvait entendre la possession *physique* d'un objet, et

par l'autre la possession *simplement juridique* de ce même objet.

« ...Je puis appeler mien une chose corporelle, quoique je n'en aie pas la possession physique, mais si, cependant, je puis affirmer que j'en ai une autre possession réelle, non physique. Car je n'appellerai pas mienne une pomme par la raison que je la tiens dans ma main, que je la possède physiquement, mais seulement si je puis dire : je la possède, quoique ma main l'ait mise quelque part où elle est encore. De même, je ne puis dire du fonds sur lequel je suis assis qu'il soit mien par cette raison, mais seulement si j'ai le droit d'affirmer qu'il est toujours en ma possession, quoique j'aie quitté la place que j'occupais. En effet celui qui, dans le premier cas, (le cas de la possession empirique, matérielle), voudrait m'arracher la pomme des mains ou me faire quitter la place où j'étais, me blesserait sans doute par rapport au *mien* intérieur (à ma liberté), mais il ne me blesserait point par rapport au mien extérieur, si je ne pouvais pas affirmer que je suis, même sans détention, possesseur de l'objet. »

Kant, après avoir ainsi distingué la violation de la liberté de la violation de la propriété, fait voir qu'il n'y a que l'admission d'une possession immatérielle qui rende possible le maintien du droit sur la chose appropriée, et explique l'action que peut exercer l'appropriant contre son spoliateur.

« Une place sur la terre, ajoute-t-il, en effet, n'est donc pas quelque chose de mien extérieur par la raison que je l'occupe avec mon corps (càr il ne serait ici question

que de ma liberté extérieure, par conséquent de la possession de moi-même, qui ne suis pas une chose extérieure à moi ; il ne s'agirait donc que d'un droit interne) ; mais , si je la possède encore, quoique je m'en sois éloigné, et que je me trouve dans un autre lieu, alors seulement se trouve intéressé mon droit extérieur, et celui qui voudrait faire de ma présence constante en cet endroit la condition de l'avoir comme mien doit soutenir qu'il n'est pas réellement possible d'avoir quelque chose d'extérieur comme sien, ce qui est contraire au *postulat*, § 2, cette loi générale de la raison pratique qui ne veut pas que, faute de possibilité d'appropriation individuelle, toutes les choses utiles soient pour ainsi dire anéanties au point de vue pratique en restant des choses sans maître (*res nullius*), ou bien celui-là exige que, pour que j'aie quelque chose d'extérieur comme mien, j'occupe deux lieux à la fois. Ce qui voudrait dire, en d'autres termes, que je dois être et n'être pas en même temps dans un même lieu ; ce qui est contradictoire¹. »

Il y aurait contradiction, en effet, à reconnaître un droit de propriété, c'est-à-dire un lieu juridique, et par conséquent purement rationnel, entre les hommes, par rapport aux choses, et à méconnaître en même temps la possibilité d'une possession purement métaphysique. « Pourquoi alors, fait observer l'un des commentateurs de Kant (Tissot, *Introduction*, p. xxix), ne pas subordonner encore ce droit au degré de force physique avec lequel on détiendrait la chose contre une tentative de spoliation ? Nier la possession rationnelle pure ou la subordonner à la

¹ V. Kant, trad. Tissot, p. 61 et suiv., *Princip. métaphys. du droit*.

possession physique au point de l'en rendre inséparable, c'est donc proclamer le droit de violence ; c'est mettre la force à la place de la justice ; c'est rabaisser l'homme au niveau de la brute. »

Ces réflexions sont parfaitement justes ; et une assertion de Locke (p. 112), bien que contestable au point de vue de la loi positive et actuelle, aide cependant à concevoir quelle peut être la puissance de la pure volonté de l'homme, extérieurement manifestée, en matière d'appropriation, et comment il peut, à cet égard, être considéré comme ayant déjà un droit sur un objet extérieur, avant même d'avoir pu arriver à la détention matérielle de cet objet. « Si quelqu'un, dit l'auteur du *Gouvernement civil* (p. 76), parmi nous, poursuit à la chasse un lièvre, ce lièvre est censé appartenir, durant la chasse, à celui seul qui le poursuit. » Tout le monde regarderait au moins comme commettant une action indécate le nouvel intervenant qui, sous les yeux du premier chasseur, viendrait tuer le lièvre forcé par les chiens de celui-ci ou déjà grièvement blessé.

Enfin, passant du droit *réel* au droit *personnel*, Kant fait voir que pour les contrats, pour ces sortes de propriétés qu'on appelle les *obligations*, pour les acquisitions d'une action sur la liberté et la fortune d'autrui, il faut également s'élever au-dessus du concept de la possession empirique ou de la simple détention, et concevoir la possession comme une manière d'avoir indépendante de toute condition d'espace et de temps, de telle sorte que le concept d'un objet extérieur ne désigne plus un rapport physique, mais un rapport purement

intellectuel (Kant, p. 112. cf. Barni xxvi et xxiii).

Une prestation, en effet, constitue une partie de mon bien, si, abstraction faite de son existence dans le temps, et, par conséquent, sans que je sois en rapport immédiat avec elle dans le présent; je puis dire qu'elle est mienne, que le libre arbitre d'autrui est tenu, par un lien de droit, de la réaliser à mon profit (Tissot, xxv et xxvi).

Une pareille conception domine de bien haut toutes les idées antérieures sur l'appropriation. Elle est autant au-dessus des notions antiques sur cette matière que l'âme est au-dessus du corps. Il ne faut pas s'étonner d'ailleurs qu'elle se soit fait attendre si longtemps; l'homme et sa raison marchent pas à pas. L'histoire de toutes les sciences et de toutes les institutions, l'histoire même des religions attestent que toutes les vérités se manifestent d'abord à l'homme sous une forme concrète, matérielle, avant de recevoir une forme abstraite. « Je puis, dit M. Cousin (*Du Vrai, du Beau et du Bien*, p. 41), apercevoir la vérité de deux manières différentes... Or, de ces deux manières quelle est celle qui précède l'autre dans l'ordre chronologique de la connaissance humaine? N'est-il pas certain et peut-il ne pas être avoué par tout le monde que le particulier précède le général, que le concret précède l'abstrait, que nous commençons par apercevoir telle ou telle vérité déterminée, dans tel ou tel cas, dans tel ou tel moment, dans tel ou tel lieu, avant de concevoir une vérité générale, indépendamment de toute application et des différentes circonstances de lieu et de temps? »

Il est donc certaines formes de la vérité qui ne sont

pas accessibles aux intelligences humaines, avant une époque déterminée. Le plus grand génie n'y peut rien ; il y faut le temps et le travail antérieur et progressif des générations successives. Aussi les Romains ont-ils commencé par donner à tous les termes de droit applicables à la matière qui nous occupe des significations concrètes, matérielles. Ils ont d'abord appelé le droit de propriété *mancipium* ; c'est la capture manuelle, *manu captum*. Ils l'ont appelé ensuite *dominium*, parce que ce droit ne pouvait appartenir alors qu'au chef de maison — *dominus* — au maître de la famille, au despote du foyer domestique. Et, pour arriver à l'objet même qui nous occupe en ce moment, dans la langue latine, le mot *possideo* veut dire je suis *assis dessus*, ou *devant*, parce que les anciens ne comprenaient qu'une possession matérielle, et le sens primitif de l'appellation semble même donner à ce droit, pour condition de son maintien, la nécessité de la présence constante de l'appropriant sur le champ approprié. — Il était réservé aux temps modernes, aux nations spiritualistes et chrétiennes d'arriver à la notion intellectuelle, pure, abstraite de la possession, telle que Kant nous l'a donnée.

Voilà donc le premier *moment* de l'appropriation défini. L'homme, en vertu de la loi générale de la raison, en vue de la satisfaction de ses besoins, pour exercer son activité, a décidé de disposer de tel ou tel objet, de tel ou tel champ encore inappropriés. Cet acte de l'arbitre de l'homme a pu avoir lieu légitimement, du consentement universel, rationnellement, nécessairement supposé de tous les autres hommes, en vertu des principes posés en

commençant. La société tout entière devra donc désormais garantie et protection à l'appropriant.

Mais évidemment, et c'est là maintenant le second *moment* de l'appropriation, pour que cet assentiment des autres hommes puisse être supposé intervenir et persister, il faut, tout à la fois, que l'appropriant, par son travail, en exerçant son activité sur l'objet ou le champ en question, remplisse la condition de cet assentiment, et mette la société, par ce signe visible, par cette manifestation extérieure, en demeure de fournir sa garantie, de donner sa protection. De telle sorte que le travail, en matière de propriété (on sait désormais quel sens et quelle portée nous donnons à ce mot), joue, dans les cas où l'appropriation est nécessaire, le double rôle de l'origine et du signe, de la cause et du titre du droit. Mais la possession matérielle, physique, n'est que secondaire. C'est la conséquence seulement de l'appropriation, comme l'appropriation elle-même n'est que la conséquence, dans certains cas, du droit nécessaire pour l'homme d'exercer son activité avec la certitude qu'il recueillera les fruits de ses efforts.

Nous devons dire que Kant, à qui nous empruntons cette vérité de la prise de possession immatérielle, en a malheureusement exagéré la portée, en faisant de la première occupation le fondement unique, absolu et définitif de la propriété, et en omettant le rôle du travail. M. Barni, l'un des traducteurs et des commentateurs de Kant, a senti, comme nous, l'insuffisance en ce point de la doctrine du philosophe, et dans son *introduction critique* (p. CLIII), M. Barni relève l'erreur en ces termes :

« C'est selon lui (Kant) une fausse opinion, si ancienne et si répandue qu'elle soit, que celle qui donne pour fondement à l'acquisition originaire du sol le premier travail appliqué à une terre, ou la première transformation de cette terre. On se rappelle la raison pour laquelle il repousse cette opinion : c'est que les formes nouvelles que le travail communique à la terre sont de purs accidents qui supposent toujours la légitime possession de la substance; en sorte que loin de pouvoir servir de fondement à la première acquisition d'une terre, le travail n'est lui-même légitime que par cette acquisition. Or, sans doute celui-là ne pourrait invoquer en faveur de la propriété d'une terre le travail que cette terre lui aurait coûté, s'il ne l'avait trouvée vacante, et c'est pourquoi il est nécessaire d'admettre d'abord comme première condition du droit de propriété, en fait d'acquisition originaire, la première occupation. Mais, cette condition remplie, il faut que, par mon travail, j'aie continué et achevé de rendre mien le sol dont j'ai pris possession, et que j'aie acquis ainsi un droit définitif à m'en déclarer propriétaire. Autrement il suffirait que quelqu'un mit le premier le pied sur une terre et dît : Cette terre est à moi, pour qu'elle lui appartint à jamais ! La conquête de la terre ne se fait pas si aisément, elle coûte plus cher. Le travail n'est pas seulement, comme le pense Kant, le signe extérieur de la possession de la terre; il en est la justification et comme le titre définitif. »

Ainsi donc, de tout ce qui précède, il résulte que dans la formation définitive de ce droit, né de l'application de l'activité de l'homme aux objets extérieurs, — dans les cas

où l'appropriation est nécessaire, — on trouve, en résumé, par l'analyse (outre l'objet approprié lui-même, bien entendu), trois éléments distincts, on reconnaît trois phases successives : 1° la nécessité, le droit pour l'homme d'exercer son activité, avec la certitude qu'il recueillera le fruit de ses efforts et pourra échanger librement ses services; en d'autres termes, le droit de travailler, d'acquérir, de jouir et d'échanger. — 2° L'acte de sa volonté, par lequel il décide qu'il appliquera son activité à tel ou tel objet, et exerce cette prise de possession intelligible, la seule qui puisse bien rendre compte de l'origine et du maintien ultérieur du droit d'appropriation. — 3° Le travail effectif, l'effort de l'homme, qui est tout à la fois le signe extérieur, la manifestation visible, et la consécration nécessaire et définitive de l'appropriation. — Le premier et le dernier de ces trois termes sont seuls nécessaires pour fonder dans les autres cas le droit de propriété, comme nous l'avons défini en commençant; le terme intermédiaire n'existe que lorsque la propriété ne peut utilement s'exercer qu'à la condition de l'*appropriation* d'un objet extérieur.

§ IV.

Durée du droit de propriété.

Maintenant, quelle sera, dans le temps, la limite de l'appropriation? Cette appropriation doit durer évidemment tant que dure la nécessité de la loi générale en vertu de laquelle nous avons admis qu'elle avait lieu, c'est-à-dire qu'en principe elle est perpétuelle. — La perpétuité est l'attribut essentiel de la propriété, ce n'est qu'à cette condition qu'elle peut remplir ses fins providentielles, la satisfaction des besoins de l'homme et le progrès social.

Elle exige et comporte en même temps l'hérédité, car l'homme ne doit pas être considéré et ne se regarde pas lui-même comme isolé; il fait souvent autant et plus d'efforts pour ses enfants que pour lui-même; et nous avons justement défini son droit : le droit pour l'homme d'exercer son activité pour satisfaire à ses besoins *et à ceux de sa famille*. — Une loi qui interdirait la transmission de la propriété agirait donc, tout à la fois, contre la nature et contre l'intérêt de la société, en tarissant la source d'une grande partie des efforts des hommes.

M. Proudhon, le plus fameux des adversaires de la propriété, objecte, il est vrai : « Que le travailleur fasse les fruits siens, je l'accorde; mais, je ne comprends pas que la propriété des produits emporte celle de la matière. » (*Qu'est-ce que la propriété*, p. 112.) Ainsi, d'après cet

auteur et son école, « au premier cultivateur la récolte qu'il a produite, mais non pas à lui la terre qui la porte et qu'il n'a pas créée. »

Mais il est facile de repousser cette objection, il suffit de faire observer que ce premier laboureur, en s'attaquant à une terre jusqu'alors inculte et *sans valeur* par elle-même (par *elle-même*, elle reste perpétuellement *sans valeur* nous l'établirons bientôt), n'a pas seulement créé la première récolte, il a évidemment encore ajouté une *plus-value* (si on peut s'exprimer ainsi en parlant d'une terre jusque-là sans valeur par elle-même) à l'utilité primitive du sol, par la culture seule d'abord, puis par les engrais, les amendements, les constructions, par tous les travaux qu'il a pu y exécuter. — Cette plus-value, c'est un produit de ses efforts, créé par lui ; il a donc le droit d'en disposer. Mais quoi ! ce produit fait corps avec le sol ; il en est inséparable ! il n'y a, dès lors, qu'un seul moyen de n'en pas dépouiller l'homme, c'est de lui permettre de posséder en même temps la matière première, par droit d'accession.

M. Ch. Comte (*Traité de la propriété*) a dit avec raison dans notre sens : « Un espace de terre déterminé ne peut produire des aliments que pour la consommation d'un homme pendant une journée : si le possesseur, par son travail, trouve moyen de lui en faire produire pour deux jours, il en double la valeur. Cette valeur nouvelle est son ouvrage, sa création ; elle n'est ravie à personne : c'est sa propriété. »

M. Proudhon, lui répond : « Je soutiens que le possesseur est payé de sa peine et de son industrie par sa

double récolte, mais qu'il n'acquiert aucun droit sur le fonds. » (P. 112.)

Mais ce n'est pas là une réponse qui puisse valoir d'une manière absolue contre la propriété, car on réplique victorieusement par cet autre exemple :

Dans le cas cité par M. Ch. Comte, le produit a été beau, le bénéfice sur la récolte précédente est considérable, et M. Proudhon profite de cette circonstance pour soutenir que le cultivateur doit se trouver suffisamment rémunéré ; mais que dira-t-il dans cette autre hypothèse ? — Le terrain était inculte, couvert par un marais qu'il a fallu dix ans pour dessécher, assainir et rendre propre à la culture. Celui qui l'aura mis en valeur sera-t-il suffisamment payé de ses efforts, des chances qu'il a courues, et de ses sacrifices par la récolte produite ? Quand le sera-t-il ? qui fera l'évaluation ? Qui déterminera la limite de sa possession ? Quelle différence ferez-vous entre cet homme qui aura dépensé une partie de sa vie en labeurs sur ce champ si longtemps stérile et empoisonné, et l'heureux possesseur qui viendra cultiver sans peine, après le premier travailleur, cette terre en plein rapport ? Et si vous n'établissez pas de distinction, qui trouverez-vous pour dompter les difficultés naturelles, pour agrandir la terre cultivable, pour augmenter le capital social, pour civiliser, en un mot, l'humanité ?

§ V.

Ce qui constitue la valeur.

Mais, au surplus, toutes les attaques qui ont été dirigées contre le droit de propriété ont été motivées par cette erreur : que la terre, par elle-même, abstraction faite de la culture, du travail, que tous les objets, toutes les forces gratuitement fournies par la nature constituaient une *valeur*, quelque chose d'échangeable, par conséquent, contre un équivalent, — et que cette richesse naturelle, non produite par le travail de l'homme, mais accaparée par lui, constituait ainsi, de la part de celui qui s'en était saisi, qui la conservait ou la cédait à d'autres, une véritable spoliation, un enrichissement illégitime aux dépens de la communauté. — Or, une telle supposition est le résultat d'une confusion commise jusqu'à ces derniers temps par tous les économistes, par ceux-là mêmes qui sont les plus favorables au droit de propriété. — De cette confusion répandue dans leurs ouvrages sur la nature de la *valeur*, les communistes et autres adversaires de la propriété ont singulièrement abusé. C'est, en effet, sur les erreurs des économistes, sur le vague et la fausseté de leurs définitions, de leurs expressions, qu'on s'est appuyé pour échafauder ces systèmes, qui, après tout, se trouvant eux-mêmes fondés sur une erreur, étaient bâtis sur le sable et se sont écroulés au moindre souffle de la vérité. — A Frédéric Bastiat, enlevé trop tôt à la science, revient l'honneur d'avoir fait le jour dans cette confusion de l'économie politique. — Dans son beau livre des *Harmonies économiques*, où il a

enfin donné à la science économique une portée philosophique et pour ainsi dire religieuse, une âme et un cœur dont on accusait cette science de manquer, Frédéric Bastiat a distingué avec soin l'*utilité* de la *valeur*, et montré qu'il n'y a qu'une seule chose qui puisse créer et contenir de la valeur, c'est le travail ; non pas même le travail dans le sens ordinaire et restreint du mot, non pas le travail tant qu'il n'est exécuté par un homme qu'au profit et dans la préoccupation de lui seul, travail qui ne produit alors que de l'*utilité*, mais seulement ce travail qui devient un *service* rendu à un de nos semblables, considéré comme tel par ce dernier, et pour lequel il consent à donner une autre valeur librement jugée équivalente par les deux contractants.

Sur ce point, notre intention ne peut pas être de nous livrer à une discussion approfondie : il la faudrait trop étendue pour qu'elle fût complète, claire et satisfaisante. D'ailleurs, il est inutile, et il serait prétentieux de vouloir refaire ce qui a été si bien fait par un écrivain et un penseur aussi éminent que Fréd. Bastiat. Il suffira de renvoyer à son livre le lecteur désireux d'approfondir cette partie de la question¹. Qu'il nous soit cependant permis d'en extraire les quelques passages suivants :

« Je prétends démontrer que si, dans la production des richesses, l'action de la nature se combine avec l'action de l'homme, la première, gratuite et commune par essence, reste toujours gratuite et commune à travers toutes

¹ V. Notamment les chapitres *Echange, Valeur, Propriété* et *Communauté, Propriété foncière*, dans l'ouvrage intitulé *Harmonies économiques*.

nos transactions ; que la seconde représente seule des *services*, de la *valeur* ; que seule elle se rémunère ; que seule elle est le fondement, l'explication et la justification de la propriété. En un mot, je prétends que, *relativement les uns aux autres*, les hommes ne sont propriétaires que de la valeur des choses, et qu'en se passant de main en main les produits, ils stipulent uniquement sur la valeur, c'est-à-dire sur les services réciproques, se donnant, par-dessus le marché, toutes les qualités, propriétés et utilités que ces produits tiennent de la nature. » (V. p. 142.)

Et plus loin (p. 217 et s.) : « Des chapitres précédents, et notamment de celui où il a été traité de l'utilité et de la valeur, nous pouvons déduire cette formule :

« Tout homme jouit *gratuitement* de toutes les utilités fournies ou élaborées par la nature, à la condition de prendre la peine de les recueillir ou de restituer un service équivalent à ceux qui lui rendent le service de prendre cette peine pour lui. . . .

« Dieu a mis des matériaux et des forces à la disposition des hommes. Pour s'emparer de ces matériaux et de ces forces, il faut une peine ou il n'en faut pas. S'il ne faut aucune peine, nul ne consentira librement à acheter d'autrui, moyennant un effort, ce qu'il peut recueillir sans effort des mains de la nature. Il n'y a là ni services, ni échange, ni valeur, ni *propriété* possibles ; s'il faut une peine, en bonne justice elle incombe à celui qui doit éprouver la satisfaction, d'où il suit que la satisfaction doit aboutir à celui qui a pris la peine. Voilà le principe de la propriété. Cela posé, un homme prend la peine pour lui-même, il devient propriétaire de toute l'utilité

réalisée par le concours de cette peine et de la nature. Il la prend pour autrui ; en ce cas, il stipule en retour la cession d'une peine équivalente servant aussi de véhicule à de l'utilité, et le résultat nous montre deux peines, deux utilités, qui ont changé de mains, et deux satisfactions. Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la transaction s'accomplit par la comparaison, par l'*évaluation*, non des deux utilités (elles sont inévaluables), mais des deux services échangés. Il est donc exact de dire qu'au point de vue personnel, l'homme, par le travail, devient propriétaire de l'utilité naturelle (il ne travaille que pour cela), quel que soit le rapport, variable à l'infini, du travail à l'utilité. Mais, au point de vue social, à l'égard les uns des autres, les hommes ne sont jamais propriétaires que de la valeur, laquelle n'a pas pour fondement la libéralité de la nature, mais le service humain, la peine prise, le danger couru, l'habileté déployée pour recueillir cette libéralité. En un mot, en ce qui concerne l'utilité naturelle et gratuite, le dernier acquéreur, celui à qui doit aboutir la satisfaction, est mis, par l'échange, exactement au lieu et place du premier travailleur. Celui-ci s'était trouvé en présence d'une utilité gratuite qu'il s'est donné la peine de recueillir ; celui-là lui restitue une peine équivalente, et se substitue ainsi à tous les droits : l'utilité lui est acquise au même titre, c'est-à-dire à titre gratuit, sous la condition d'une peine. Il n'y a là ni le fait, ni l'apparence d'une interception abusive des dons de Dieu. Ainsi j'ose dire que cette proposition est inébranlable :

« A l'égard les uns des autres, les hommes ne sont pro-

priétaires que de valeur, et les valeurs ne représentent que des services comparés, librement reçus et rendus. »

Puis, appliquant ces principes à la propriété foncière, Bastiat fait voir clairement que la terre donnée gratuitement aux hommes par Dieu, pour les aider à la satisfaction de leurs besoins, reste toujours gratuite à travers les ventes et les échanges ; que ce qui est payé dans de semblables transactions, c'est seulement ce qui peut être considéré comme *services* rendus par le travail antérieur, seule valeur échangeable annexée au sol, mais ne se confondant pas avec lui au point de changer sa nature essentiellement inévaluable et providentiellement gratuite. — Mais c'est dans Bastiat lui-même qu'il faut lire les magnifiques développements par lesquels il arrive à cette démonstration, ainsi qu'à l'affirmation logique de la grande *Harmonie économique*, en conséquence de laquelle « la propriété, juste et légitime en soi, parce qu'elle correspond toujours à des services, tend sans cesse à transformer l'utilité onéreuse en utilité gratuite. — « Elle est, dit l'auteur, cet aiguillon qui force l'intelligence humaine à tirer de l'inertie des forces naturelles latentes. Elle lutte, à son profit sans doute, contre les obstacles qui rendent l'utilité onéreuse ; et, quand l'obstacle est renversé dans une certaine mesure, il se trouve qu'il a disparu dans cette mesure au profit de tous. Alors l'infatigable propriété s'attaque à d'autres obstacles, et ainsi de suite et toujours, élevant sans cesse le niveau humain, réalisant de plus en plus la communauté et avec elle l'égalité au sein de la grande famille. »

Locke avait déjà vaguement pressenti cette *gratuité* des

choses naturelles, de la terre, et presque saisi, lui aussi, cette vérité, que toute valeur provient exclusivement, par voie directe ou indirecte, du travail, de la prestation d'un service. — « Si nous voulions, disait-il, priser au juste les choses conformément à l'utilité que nous en retirons, considérer ce qui appartient purement à la nature et ce qui appartient précisément au travail, nous verrions, dans la plupart des revenus, que 99 centièmes doivent être attribués au travail. » — Bastiat est venu pour compléter ce compte et porter la part du travail aux 100 centièmes !

Mais c'est assez de citations. Le point présentement en question a peut-être un peu moins d'intérêt au point de vue de la propriété intellectuelle que pour la propriété ordinaire. — Il en reste pourtant une considération importante que nous voulons retenir, et qui reviendra lors de l'examen des objections faites à l'assimilation, quant aux principes fondamentaux, de ces deux genres de propriétés, à savoir, ceci :

En définitive, toute *valeur* échangeable, sociale, toute propriété en un mot, n'est que le résultat de la prestation d'un service.

Et la valeur (la propriété) n'est pas dans la *matérialité* des choses ; — la matérialité est une qualité donnée par la nature, et par conséquent *gratuite*. L'action humaine (l'effort), qui ne peut jamais arriver à créer de la matière, constitue seule de l'*utilité*, si la peine est prise pour le travailleur lui-même, ou de la *valeur* (de la propriété), si le service est rendu ou peut être destiné à un autre homme. — Nous disons ou *destiné*, car bien

évidemment pour qu'il y ait valeur échangeable (propriété), il n'est pas nécessaire que l'échange soit présentement effectué, il suffit que cette transaction soit possible.

§ VI.

Exceptions au principe de perpétuité.

Au principe de perpétuité de l'appropriation existent cependant deux exceptions :

La prescription ;

L'expropriation pour cause d'utilité publique.

Mais si la première fait cesser la possession, sans compensation pour le propriétaire primitif, la seconde n'est, à vrai dire, qu'un échange forcé, car la société indemnise le propriétaire par une valeur équivalente à celle qu'il abandonne.

Ces deux exceptions naissent de ce principe que si Dieu a donné à l'homme certaines facultés et certains droits qui doivent servir à la conservation de l'individu, Dieu a voulu, en même temps, que l'exercice de ces facultés et de ces droits eût lieu en vue de l'utilité générale. L'homme, en effet, comme nous l'avons dit en commençant, n'est pas né pour l'isolement, mais pour l'état social. Tous les membres de la famille humaine sont unis par le lien providentiel de la solidarité; et cet abandon, précédemment signalé, fait à chaque appropriant primitif par la communauté originelle, et l'assentiment, et la protection de tous accordés à chacun, ne peuvent être raisonnablement supposés qu'en leur donnant

également ce double motif du bien individuel et de l'avantage général.

Si donc un individu, un appropriant, un possesseur substitué aux droits de l'appropriant primitif, néglige l'exercice de son droit assez longtemps pour causer préjudice à l'intérêt général, en faisant rentrer dans la classe des *res nullius* les objets susceptibles d'utilité, et manque ainsi aux conditions de son titre, on doit supposer tout à la fois et sa renonciation et la rétractation légitime de l'assentiment universel, lequel peut non moins légitimement se reporter alors vers un nouvel occupant, qui reprend, pour son propre compte, les conditions du divin contrat, et vient, comme dit énergiquement et philosophiquement la législation musulmane, *révivifier* le terrain abandonné.

« Si l'on est bien pénétré, dit M. Eugène Ortolan, dans l'ouvrage remarquable qu'il a publié, en 1851, sur le *domaine international* (n° 178); si l'on est bien pénétré des vérités premières d'où la raison humaine a fait sortir la reconnaissance du droit de propriété; si l'on a bien compris que le fondement de ce droit n'est rien autre que le respect dû par tous à l'action de l'homme sur les choses susceptibles d'être appropriées aux besoins de notre existence; que, sous l'apparence d'une attribution exclusive, il n'y a dans ce droit qu'un moyen nécessaire de faire remplir à l'homme sa destinée, aux choses leur utilité, et de satisfaire à l'intérêt général par le ressort de l'intérêt privé; enfin, que l'idée du droit cesse du moment qu'on se place en dehors de ces conditions, on en conclura logiquement que le droit de pro-

priété a pour corrélatif rationnel et indispensable certains devoirs d'action de la part du propriétaire sur sa chose. Quand le propriétaire, par une cause ou par une autre, délaisse l'exercice de son droit, et reste dans l'inertie, n'ayant plus de rapport avec sa chose, déjà il manque à ses fonctions, et l'intérêt général éprouve un préjudice; puisqu'un élément de la richesse se trouve rendu inutile par cette inactivité. Si l'on suppose que, pendant ce temps, un possesseur agit ostensiblement et sans obstacle sur cette même chose en qualité de propriétaire, et en tire l'utilité dont elle est susceptible, ce possesseur remplit, quant à la production et l'usage de la richesse, quant à l'intérêt général qui s'y rattache, la lacune occasionnée par la négligence du propriétaire; il restitue ou il maintient la chose dans sa destination... On conçoit néanmoins que le droit de propriété, en considération du respect dû au travail antérieur, doive se conserver un certain temps; mais cela ne se peut indéfiniment. Le même principe qui sert à fonder la légitimité du droit du propriétaire dans les acquisitions premières sert à la fonder aussi dans cette espèce de transmission par laquelle il s'opère à la fois une perte pour l'un et une acquisition pour l'autre. »

Quant à l'expropriation pour cause d'utilité publique, elle se justifie; comme nous l'avons déjà dit, par cette même considération que tout droit individuel est admis, et doit s'exercer en même temps en vue de l'intérêt social. Si donc, à un certain moment, pour certains objets d'une nature particulière, l'intérêt général vient à dépasser d'une manière considérable l'intérêt particulier, et

à se trouver en opposition manifeste avec l'exercice du droit privé, quelque légitime qu'il puisse être, on doit supposer alors la renonciation volontaire et raisonnable de l'appropriant, et, dans tous les cas, la rétractation légitime de l'assentiment général; mais, dans ce cas, moyennant une juste indemnité, puisqu'aucune faute n'est imputable au propriétaire.

§ VII.

Résumé du premier livre. — Conclusion.

Résumons-nous ;

Nous avons établi :

Qu'en vertu d'une loi de la raison universelle, l'homme a le droit d'exercer librement son activité intellectuelle et physique sur toutes les choses extérieures, tout à la fois pour satisfaire à ses besoins intellectuels, et en vue du bien social.

Que la propriété, c'est le droit pour l'homme d'exercer cette activité à son profit, de s'appliquer à lui-même ses propres efforts, ou de ne les céder que moyennant la cession en retour d'efforts équivalents ; en d'autres termes, dans ce dernier cas, de tirer *la valeur* de ses services.

Que l'un des modes d'exercice de cette activité, mode nécessaire dans la plupart des cas, non dans tous, c'est l'appropriation d'un objet extérieur.

Que l'appropriation s'exerce par une prise de possession purement immatérielle, en vertu de l'assentiment nécessairement et rationnellement supposé de tous les autres hommes ; que le maintien du droit ne s'explique

que par la possibilité d'une telle possession *intelligible* ;

Que la société doit garantie et protection à l'appropriant, mais seulement à partir d'une manifestation extérieure de la prise de possession de l'expropriant ;

Que l'appropriation est, en principe, perpétuelle, héréditaire ;

Que, d'ailleurs, à la suite de cette appropriation, et à travers toutes les transactions successives, l'objet approprié, la terre elle-même, offerts gratuitement par la nature, restent perpétuellement *gratuits*, sans valeur, parce que toute valeur provient uniquement de la prestation d'un service ; et que jamais la *valeur*, la *propriété*, ne peuvent résider dans la matérialité des objets extérieurs ;

Qu'à la perpétuité de l'appropriation il y a deux exceptions, la prescription et l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Que ces deux exceptions sont fondées sur l'intérêt social et sur la rétractation supposée de l'assentiment universel primitif ;

Mais qu'à la différence de la prescription, l'expropriation pour utilité publique accorde un équivalent au propriétaire, pour l'abandon de sa propriété.

Tous ces principes sont vrais ; nous en avons la conviction profonde. Eh bien ! tous, sans exception, sont applicables à la propriété dite *intellectuelle*. En effet, comme la propriété ordinaire, elle a pour origine un effort de l'homme, l'exercice de son activité, le travail : comme le cultivateur ; le chasseur, le pêcheur, ou le berger, l'artiste, l'écrivain et l'inventeur ont le droit de recueillir tous les fruits de leur travail, de s'appliquer à eux-

mêmes le résultat de leurs efforts, ou de ne le céder à autrui qu'en échange d'une valeur équivalente; pas plus que le droit du laboureur, du chasseur, etc., le droit de l'artiste ou de l'inventeur ne peut être soumis, pour son acquisition ou son maintien, à la grossière condition de la détention matérielle. Et, d'ailleurs, ce qui constitue la *valeur* de la propriété ordinaire elle-même est aussi peu matériel que ce qui fait la propriété intellectuelle. Cette valeur est de même nature, c'est un service.

Comme le premier droit, le second doit être perpétuel sous les deux exceptions communes à ces deux droits. Enfin, pour tout dire, en un mot, les deux droits n'en font qu'un : propriété ordinaire, propriété intellectuelle, pourquoi distinguer? il n'y a pas lieu : tout cela, c'est la propriété.

Cette affirmation est la conséquence logique des principes que nous avons posés; s'ils sont vrais, la conclusion est juste; elle va se confirmer par l'examen des objections à la réfutation desquelles nous allons passer maintenant.

LIVRE II.

RÉFUTATION DES OBJECTIONS.

On a bien compris que nous n'avons plus à réfuter ici les objections essayées contre les principes de la propriété dite *ordinaire*, mais seulement les objections que les partisans même de cette propriété ont eu devoir élever contre l'assimilation à celle-ci de la propriété dite *intellectuelle*.

§ 1.

1^{re} OBJECTION. — Objection historique.

Tout d'abord débarrassons le champ de la discussion d'une certaine objection qu'on peut appeler *historique*, tirée de l'autorité des précédents législatifs en cette matière.

« S'il fallait se décider d'après l'autorité (dit M. Renouard dans ses traités *des Brevets d'invention*, p. 18, et *des Droits d'auteurs*, p. 439), je n'hésite pas à dire que la pratique universelle des nations éclairées devrait être d'un beaucoup plus grand poids que l'accord des théoriciens, fussent-ils tous unanimes. Le système d'un droit temporaire a joui de très-peu de faveur auprès des écrivains ; mais, en revanche, il a hautement prévalu dans la législation. C'est le droit général de tous les peuples, etc... »

— On peut d'abord répondre que s'il fallait se décider par de semblables raisons, si le passé devait servir de règle absolue pour l'avenir, la porte serait depuis longtemps fermée à tout progrès ; la consécration législative de toute vérité nouvelle serait condamnée à l'avance. Mais, non-seulement la raison, mais encore les faits s'élèvent contre une semblable objection ; ces faits qui lui ôtent toute portée sérieuse, nous les avons nous-même exposés dans le travail rappelé au commencement de cet article et publié dans le journal *le Droit*, en 1843, sous ce titre : *Historique du principe de perpétuité en matière de propriété littéraire*. Nous y avons montré que plusieurs nations considérables, telles que la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, ont vu, à diverses époques, ce principe consacré par leur législation, par leurs magistrats et leurs jurisconsultes, et que, depuis les temps antiques jusqu'à nos jours, jamais la conscience de la justice d'un tel droit n'a été complètement éteinte.

Au surplus, les auteurs de l'objection ont bien senti son peu de valeur et nous n'insisterons pas plus sur ce point qu'ils ne l'ont fait eux-mêmes.

Après cette première escarmouche, nous arrivons devant le gros des arguments hostiles à la propriété intellectuelle.

§ II.

Deux systèmes adverses.

Tout ce qui a été produit contre la reconnaissance de cette propriété peut se résumer en deux systèmes, qu'il serait bien facile et plus logique peut-être de confondre en un seul.

Quelques-uns des écrivains dont nous combattons les doctrines admettent bien qu'au début, tant que l'auteur et l'inventeur renferment leur idée, leur découverte en eux-mêmes, ou gardent pour eux seuls le manuscrit qui en est dépositaire, l'écrivain et l'inventeur se trouvent *propriétaires* de leur idée, mais qu'aussitôt que l'inventeur et l'écrivain ont donné une publicité quelconque à leur pensée, à leur découverte, au manuscrit, ils ont irrévocablement, à partir de ce moment et par ce fait, perdu la propriété de leur idée. Que, dès lors, les producteurs de cette idée se trouveraient, en fait, dans l'impossibilité d'en exercer le droit de reproduction, si pour leur assurer une juste rémunération et ne pas méconnaître en eux, non pas le droit de propriété qui n'existerait point ici, mais le droit incontestable du travail, le législateur, tout en sauvegardant, dans une certaine mesure, les droits du public, n'intervenait pour conclure une transaction et régler équitablement les droits de tous, en accordant un privilège simplement temporaire à l'écrivain, à l'artiste ou à l'inventeur.

Les autres, sans s'arrêter à examiner quel peut être le

droit antérieur à la publicité de l'idée, déclarent formellement qu'il n'y a pas matière à propriété dans le travail intellectuel; que, ni en fait, ni en droit, les écrivains, les inventeurs ou les artistes ne peuvent exercer le privilège de reproduction, et, comme nos premiers adversaires, ils concluent à l'intervention, purement facultative et bénévole, de la loi, pour créer un droit et assurer une récompense quelconque à ceux qui veulent vivre du labeur de la pensée. Dans les deux systèmes, tous ces auteurs s'appuient sur des considérations qui leur sont communes et que nous allons passer en revue.

§ III.

2^e OBJECTION. — La pensée, par sa nature, n'est pas appropriable.

La principale raison mise en avant par les adversaires de la propriété intellectuelle, c'est que la pensée, par sa nature, n'est pas *appropriable*; qu'elle n'est pas susceptible de détention matérielle; qu'une fois communiquée aux autres hommes, elle est devenue commune, et que, par conséquent, elle ne présente aucune des conditions essentielles de la propriété ordinaire.

« L'occupation, dit M. Renouard (*Des Droits d'auteurs*, p. 466), est la première source de la propriété. »

« On est d'accord, dit M. Victor Foucher (*De la Propriété littéraire et de la contrefaçon; Revue étrang. et franç.*, 4^e année, p. 508), pour ne pas séparer la propriété de la possession qui en est l'élément constitutif. »

« Tout objet de propriété doit être une chose appro-

priable, ajoute M. Renouard (p. 447, *loc. cit.*), le mot propriété ne désigne que le droit exclusif dérivant de l'appropriation (*id.*, p. 456) ; or, comment douter que, par son essence, la pensée n'échappe à toute appropriation exclusive ! »

— Si le lecteur a encore présents à l'esprit les principes que nous avons posés comme fondements de la propriété ordinaire, il aperçoit immédiatement de quelle confusion naît l'erreur professée par les deux auteurs que nous venons de citer.

Non, il n'est pas vrai que l'*occupation* soit la première source de la propriété. La première source de la propriété, comme nous l'avons établi, est moins grossière et plus rationnelle que cela ; c'est le droit pour l'homme d'exercer son activité morale et matérielle pour satisfaire ses besoins et de s'appliquer à soi-même ses propres efforts, ou de ne les céder qu'en échange d'efforts équivalents, d'en tirer la *valeur*. La propriété vient donc uniquement du travail, des efforts de l'homme et des services par lui rendus. A ce point de vue, il est incontestable que l'effort du penseur, écrivain, artiste ou inventeur, est un travail et qu'il peut devenir un service ; c'est-à-dire une *valeur*, une propriété.

Non, il n'est pas exact de dire que tout objet de propriété doit être une chose appropriable, c'est-à-dire, selon les adversaires, matérielle. En effet, d'une part, l'appropriation d'un objet extérieur n'est pas toujours nécessaire à l'accomplissement de la fin providentielle du droit donné à l'homme pour arriver à la satisfaction de ses besoins ; car l'homme a d'autres besoins que les né-

cessités matérielles, il poursuit d'autres satisfactions que celles des sens ; et même, pour réaliser ces dernières jouissances à son profit, ou pour les procurer à ses semblables, il est bien des cas où l'appropriation d'un objet extérieur n'est d'aucune utilité, comme lorsqu'il s'agit, par exemple, d'un service de transport à dos d'homme, d'un concert vocal, d'un spectacle quelconque, etc. ; et cependant, dans toutes ces hypothèses, il y a effort, travail, service rendu, *valeur*, propriété.

D'autre part, cette *appropriation* et cette *possession* qu'on invoque comme incompatibles avec l'essence de la propriété intellectuelle, on sait qu'elles sont elles-mêmes, au contraire, essentiellement et purement immatérielles ; leur principe, leur exercice primitif ; leur seul mode d'action s'accordant avec le maintien de la propriété matérielle, sont de nature exclusivement morale ; ils résident dans la volonté même de l'homme, dans son arbitre, dans le lien juridique et rationnel qui se forme et se conserve ainsi entre lui et les objets extérieurs. Donc, et sous ces rapports, les conditions d'appropriation et de possession, fussent-elles absolument nécessaires en matière de propriété, loin d'être incompatibles avec l'essence de la propriété intellectuelle, lui seraient, à l'inverse, tout à fait conformes ; et c'est à tort qu'on prétendrait que, par sa nature, la pensée doit échapper à toute espèce d'appropriation et de possession ; elle ne s'y refuserait pas plus que les créances, les obligations et tous ces droits, toutes ces propriétés que la loi positive elle-même nomme incorporels.

§ IV.

3^e OBJECTION. — Une fois la publicité donnée à la pensée, celle-ci appartient à tous.

Mais ceux qui refusent à la propriété intellectuelle sa consécration poursuivent ainsi :

« On concède bien que la pensée elle-même est inappropriable... mais on dit : Il existe, outre la pensée, dans les productions de l'intelligence, une autre création de l'auteur. Quand un manuscrit, un tableau, un livre, ont, en prenant un corps, marqué du sceau de leur forme une certaine portion de la matière, ce papier, cette toile, ces couleurs, sont devenus *Athalie* ou la *Transfiguration*. Ce livre matériel, ce corps du tableau sont susceptibles de propriété. Pourquoi cette propriété ne réunirait-elle pas les caractères de celle de tout autre objet appropriable? »

Puis, cette argumentation mise en avant par certains partisans de la propriété intellectuelle, M. Renouard la réfute en montrant que l'objection qu'il leur attribue repose sur une confusion entre le livre matériel et le contenu intellectuel du livre. « Un poète crée des vers, dit notre auteur ; le papier qui en matérialisera l'émission, les cent mille exemplaires qui les reproduiront, seront susceptibles d'être la propriété d'un individu, ou de mille, ou de cent mille. Mais ce qui n'est pas appropriable, ce sont les vers eux-mêmes ; c'est la faculté, pour chacun, de les identifier à son intelligence ; c'est la possibilité de les reproduire, en les récitant, en les écrivant...

Car, ajoute-t-il, pour que j'imprime à telle ou telle portion de la matière la forme de cette pensée dont je ne suis pas l'auteur, mais qui, en tombant sous la perception de mon intelligence, a pénétré son essence intime, je n'ai désormais besoin ni de l'auteur ni de personne. Une loi positive, une convention particulière peuvent, à cet égard, borner ou supprimer mon droit ; mais si une loi me lie, si une convention m'enchaîne, elles m'ôtent une faculté naturelle, qui, sans la prohibition formelle d'une loi ou d'une convention, m'appartiendrait aussi pleinement qu'à vous. »

— Arrêtons cette citation, et répondons. Certes, en réfutant l'objection qu'il se fait poser, M. Renouard accomplit une tâche facile ; car la confusion qu'il signale entre le livre matériel et le contenu intellectuel du livre est évidente ; à cet égard, nous sommes de son avis. Il y a là, en effet, deux travaux séparés, deux principes de propriété qu'il ne faut pas confondre, mais qui doivent être, au contraire, soigneusement distingués : 1° le travail *intellectuel*, celui de l'écrivain ; 2° le travail *matériel*, celui du copiste ou de l'imprimeur. Ils peuvent ne pas être accomplis par la même personne ; presque toujours ils le seront par deux individus différents ; ils doivent être rémunérés séparément.

Ceci entendu, peut-on soutenir qu'une fois que l'écrivain a divulgué son idée, chacun en est saisi, et n'a plus besoin de lui pour la reproduire ? Distinguons : si vous voulez dire simplement que tout auditeur, tout lecteur pourra, pour sa satisfaction personnelle, pour son propre usage, pour le plaisir de son cercle intime ou familial,

écrire, lire, réciter et reproduire ainsi la pensée, le livre de l'auteur, nous sommes d'accord avec vous. Si, au contraire, vous voulez prétendre, et c'est en réalité votre prétention, que non-seulement pour son usage et son agrément personnels, mais encore pour les céder, les vendre à d'autres, l'auditeur ou le lecteur pourra faire autant de copies et de reproductions qu'il lui plaira de l'œuvre de l'écrivain, alors nous nous révoltons contre une semblable assertion. Pourquoi? C'est que, d'une part, dans le premier cas, suivant les principes économiques rappelés dans notre livre I^{er}, l'effort, le travail de l'auditeur ou du lecteur n'étant exécuté que pour lui seul, il n'y a là de produit que de l'*utilité*, laquelle utilité est gratuite, que, dès lors, aucun préjudice sérieux n'est causé à l'écrivain, et, d'autre part, c'est que cet auditeur ou ce lecteur ne font jusque-là qu'une chose licite; car ils ne font que tirer tout le profit personnel que pouvait comporter le service dont l'auteur leur a fait la prestation. Mais, dans le second cas, l'effort, le travail, exécuté pour d'autres, devient un *service*, et, par conséquent, une *valeur* échangeable, une propriété vénale; et, dès lors, le lecteur et l'auditeur copistes, reproducteurs, se font payer, outre leur travail de copie (ou de reproduction quelconque), le service de l'écrivain, rendu par celui-ci à tous, une fois pour toutes, par le propre travail antérieur de sa pensée. Ou bien, si le copiste ne se fait pas rétribuer la part afférente à ce dernier labeur, il l'abandonne; il donne ce qui ne lui appartient pas; il l'aliène gratuitement au préjudice de l'écrivain. Des distinctions analogues ont été faites par la jurisprudence

elle-même, dans l'application de la loi des brevets d'invention, du moins en ce qui concerne l'usage purement personnel, ou, au contraire, industriel et commercial par le détenteur d'un objet contrefait. Voir notamment arrêts de cassation des 20 juillet 1830, 3 décembre 1841, 28 juin 1844, affaires Germain, Ganilh et Michelson.

Personne, en effet, ne peut reproduire la pensée de l'écrivain, de l'artiste ou de l'inventeur, et la livrer, la vendre, ainsi matérialisée, à d'autres individus, qu'en s'appropriant préalablement l'effort du penseur, qu'en usant du service rendu par celui-ci à tous ceux qui pourront successivement désirer entendre ou lire son livre, contempler son œuvre, emprunter ou utiliser sa découverte. Ce service, il sera, il pourra être rendu indéfiniment, et à chaque fois qu'un nouvel amateur sentira le besoin de se procurer l'œuvre en question, car ce genre de services, par sa nature, est indépendant pour sa présentation de la condition du temps.

S'il n'en était pas ainsi, si la distinction que nous avons établie plus haut entre le travail intellectuel de l'écrivain et le travail matériel et reproducteur du copiste n'était pas faite, qu'on nous dise alors quelle différence existerait entre le poète et son imprimeur?

S'il n'en était pas ainsi, si, comme le voudraient les adversaires de notre thèse, l'écrivain, le peintre, l'inventeur, ont seulement la propriété du manuscrit, du tableau ou de la locomotive confectionnés par eux, mais ne peuvent empêcher ensuite le possesseur du premier exemplaire, de la toile ou de la machine, de les reproduire et de vendre, à leur tour, ces reproductions, alors,

comme le fait observer M. Tillière (*Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, p. 47), « cela revient à dire que le créateur originaire n'aura aucun droit. En effet, celui qui fait une découverte nouvelle n'est pas toujours industriel ou commerçant; il ne fabrique, il ne vend pas; il n'aura donc, dans ces cas, aucun droit¹. »

Sans doute, la divulgation de la pensée nouvelle, la lecture du livre, l'exposition publique du tableau, la démonstration de la marche de la machine, feront, comme le disent les adversaires, participer le public à la jouissance de ces créations; mais cela ne peut avoir pour effet de rendre le public maître de ces créations mêmes et d'en dépouiller celui qui en est l'auteur. A leur tour, les adversaires de la propriété intellectuelle commettent une confusion manifeste entre cette espèce de jouissance commune, entre l'utilité générale, et la propriété dont ces sortes de choses sont susceptibles.

« La jouissance intellectuelle de l'idée, dit encore avec raison l'auteur que nous avons déjà cité, M. Tillière (p. 46), jouissance qui appartient à tous par la seule appréhension de l'esprit à laquelle il est impossible de mettre obstacle, ne donne en aucune façon un droit sur la valeur de l'idée nouvelle;... attribuer à tous la valeur matérielle qui ressort de la reproduction de l'idée dans un corps, sa fixation à la matière, c'est méconnaître cette vérité si frappante que le travail, suite et effet de la liberté, est la source la plus abondante » (nous, nous

¹ Par contre, un écrivain peut être inventeur; témoin : Beaumarchais (l'échappement à virgules), Pascal (la brouette dite *vinaigrette*, le haquet), etc.

disons la seule) « de la propriété. Un livre a une valeur
 « morale, intellectuelle, que chacun peut s'approprier par
 « l'action de son esprit : voilà ce qui est du domaine de
 « tous, parce que l'intelligence est du domaine de la li-
 « berté. Ce livre a aussi une valeur matérielle... cette va-
 « leur est du domaine d'un seul... Une invention indus-
 « trielle a comme notion une valeur intellectuelle dont
 « chacun peut jouir ; elle a aussi une valeur matérielle...
 « cette valeur n'appartient qu'à celui de qui elle émane,
 « qui en est la cause créatrice, l'inventeur... » Et plus loin
 (p. 51) : « La pensée, on peut et doit l'admettre, appartient-
 « dra en jouissance à tous par la seule perception de
 « l'intelligence, jouissance qui n'a qu'une valeur imma-
 « térielle comme la pensée elle-même ; mais la combi-
 « naison de la pensée avec la matière, l'invention, ap-
 « partiendra en propriété à son auteur, propriété qui a
 « une valeur matérielle vénale qui dérive du mérite de la
 « pensée. Voilà la propriété de l'inventeur ¹. »

S V.

4^e OBJECTION. — L'auteur, l'inventeur, etc., ne peuvent pas
 faire de réserves en publiant leur œuvre.

M. Renouard (*loc. cit.*, p. 454) trouve inadmissible le
 raisonnement de ceux qui parlent des réserves qu'on peut

¹ Après les développements contenus dans le premier livre, nous n'avons plus besoin de faire observer que, tout en citant textuellement ces passages de M. Tillière, ou autres, nous n'en admettons pas tous les termes, et il est sans doute inutile de faire remarquer, notamment, la confusion qui paraît régner encore dans l'esprit de l'auteur belge sur la nature de la valeur.

supposer être faites, du moins par l'auteur, en livrant son œuvre.

« La pensée publiée, dit M. Renouard, n'est susceptible d'être copiée et reproduite que parce qu'elle a été émise. De là, les partisans d'une propriété littéraire tiraient cette conséquence que, parce que l'auteur, avant d'émettre sa pensée, en était le maître absolu et pouvait ne pas la livrer au public, il peut également, en la donnant au public, faire des conditions, donner une partie de la jouissance et s'en réserver une autre, etc. »

— Mais pourquoi cela serait-il inadmissible, puisque tout à l'heure on va parler de contrat à l'écrivain, à l'inventeur, et lui faire passer législativement un compromis avec le public? pourquoi ne pas lui permettre de soumettre et de débattre lui-même les conditions de la cession qu'il va consentir, et dans les termes de ces conditions? qu'y-a-t-il de plus impossible que toutes les distinctions admises dans le contrat de bail, dans l'usufruit ou l'emphytéose, et dans la division usuelle et légale de la propriété en domaine utile et domaine éminent?

§ VI.

Système de concession facultative d'un privilège temporaire.

Mais M. Renouard, pour en venir à la conclusion de son système, nous fait passer par de singulières contradictions. Dans les chapitres VII et VIII de sa Théorie, chapitres tout empreints de fausses idées économiques sur la prétendue *valeur* des choses matérielles, sur le soi-disant *privilège* des propriétaires de terres, l'auteur re-

connaît (p. 457) qu'un livre est la *prestation d'un service envers la société*, « et que l'auteur a droit à recevoir de la « société un juste prix de son service » ; ensuite il constate sagement (p. 462) « qu'il n'est qu'un seul juste appréciateur du salaire dû aux écrivains et aux artistes, le public ; qu'il n'est qu'une seule appréciation juste, celle que le public, sans la formuler, mesure sur l'utilité et le plaisir qu'il tire d'un ouvrage. » Puis, tout d'un coup, au mépris de ces considérations, M. Renouard limite arbitrairement la durée du droit de l'auteur, c'est-à-dire, car cela revient au même, fixe arbitrairement la rémunération de ce dernier et met ainsi l'appréciation de la loi à la place de celle du public.

Nous voici donc arrivés au système du contrat qu'on suppose intervenir entre l'inventeur, l'artiste ou l'écrivain, et la société ; ou bien, car c'est, au demeurant, la même chose, au système de concession bénévole, par la loi, d'un privilège temporaire.

Les plus radicaux des adversaires de la propriété intellectuelle disent, dans le dernier sens, avec M. le duc de Broglie : « Il y a deux sortes de propriétés, la propriété ordinaire ou naturelle, et la propriété extraordinaire, exceptionnelle, ou mieux purement légale. La première se forme spontanément ; elle n'est pas l'œuvre de l'État, elle préexiste à la loi qui la protège, le législateur n'intervient que pour la consacrer ; si la loi lui retirait sa protection, elle ne périrait pas pour cela, elle persisterait par sa vertu intrinsèque ; l'obligation de la respecter resterait intacte même dans le for intérieur ; elle trouverait sa garantie, une garantie plus ou moins efficace, mais

réelle, dans la conscience du genre humain et dans la morale universelle. La propriété extraordinaire, exceptionnelle, au contraire, est l'œuvre même du législateur, elle ne devance pas la loi ; elle en est le produit et partant la conséquence... Les offices publics, les charges, *la propriété littéraire, les brevets d'invention*, les monopoles, les privilèges, tout cela existe de par la loi, *n'existe que sous le bon plaisir de la loi*, et tire de la loi, non-seulement son inviolabilité positive, *mais son droit au respect dans le for intérieur.* »

Ainsi, dans l'opinion des adversaires, le législateur pourrait tout aussi bien (heureusement la fantaisie ne lui en est pas encore venue) décréter qu'un homme n'a aucun droit de vivre par le travail de la pensée ; que l'artiste ne sera pas propriétaire de son tableau ou de sa statue ; que l'inventeur ne pourra tirer parti de sa découverte ; que le travail de l'écrivain ne sera pas rétribué. La loi pourra déclarer que le contrefacteur et le plagiaire seront protégés contre les ridicules revendications des créateurs du *métier à la Jacquart* ou de l'*Histoire de la civilisation* ; et la conscience humaine applaudira, car si elle respecte et garantit la jouissance et les travaux du propriétaire du sol, elle n'est tenue à aucun respect, aucune protection, pour les labeurs intelligents d'un inventeur, fût-il Watt, d'un poète, fût-il Molière ou Corneille !

Enoncer un pareil système, c'est assez faire pour le réfuter.

§ VII.

**Système de transaction légale entre les écrivains,
inventeurs, etc., et la société.**

Les autres adversaires de la propriété intellectuelle sont plus modérés dans l'expression des déductions de leurs prémisses, ils veulent bien reconnaître que la publicité ne fait pas évanouir complètement le droit de l'écrivain, de l'artiste ou de l'inventeur. « Ce droit ne s'évapore pas complètement (V. Faucher, p. 510); ce droit, s'il n'est pas celui de propriété, est du moins celui du travail, il doit recevoir une rémunération quelconque; mais, par le fait même de l'auteur, par la publicité qu'il a donnée à son œuvre, la société a aussi un droit acquis; une transaction entre ces deux droits devient nécessaire; l'auteur apporte son idée, la société donne sa protection et garantit à l'auteur le droit exclusif, mais temporaire, d'exploitation. Voilà le contrat formé et tous les intérêts satisfaits. »

Tel est le système développé par les rapporteurs de la loi sur les brevets d'invention, MM. Dupin et Lestiboudois; il sert de base à nos lois sur les brevets d'invention et sur la propriété artistique et littéraire. C'est ce système de compromis qui a été adopté par la Commission de la dernière loi belge relative aux brevets d'invention, et par cette loi elle-même.

Ainsi donc, l'apport de cette société, dans ce contrat, c'est sa protection. Mais est-ce que la société ne doit pas sa protection à tous les droits? Peut-elle ainsi la mar-

chander, et ne l'octroyer que momentanément, en se faisant, pour le surplus, céder les bénéfices du droit lui-même? Peut-on admettre qu'elle protège et détruise ainsi tout à la fois? Ce serait saper par sa base l'édifice social! La société protège le propriétaire du sol ou d'un meuble; elle le protège à toujours, sans exiger, à un moment donné, l'abandon du terrain ou de l'objet mobilier; elle ne demande à ces propriétaires que de contribuer, pour leur part, aux dépenses communes destinées précisément à assurer la sécurité générale de tous les droits. Qu'on soumette donc à l'impôt, sous une forme quelconque, les créateurs et les exploiters de propriétés intellectuelles, soit! mais qu'on ne les dépouille pas.

§ VIII.

5^e, 6^e et 7^e OBJECTION. — Objections de la Commission parlementaire belge.

C'est pourtant là ce que font, à l'heure qu'il est, toutes les législations du monde. La nouvelle loi belge du 24 mai 1854, la plus libérale qui soit encore pour les inventeurs, repose cependant sur cette base inique et fausse. La Commission chargée d'examiner le projet de loi, Commission composée d'hommes éminents dans leur pays, évidemment animés de sentiments favorables à l'industrie et à l'esprit de découverte, a produit un rapport rempli d'énormités économiques. Ce travail est rédigé d'ailleurs sous la préoccupation exclusive d'un système particulier, édifié et vaillamment défendu par

notre spirituel collègue au comité de la Société des inventeurs, M. Jobard, directeur du musée de l'Industrie à Bruxelles. Dans leur haine contre le *monautopole* (ce qui n'est guère, au demeurant, qu'un nouveau nom donné à la doctrine de la propriété intellectuelle perpétuelle), les membres de cette Commission lui adressent tous leurs arguments et toutes leurs objections; quelques-unes ne sont que la répétition plus ou moins affaiblie de celles que nous avons rapportées et combattues plus haut, quelques autres sont nouvelles, au moins dans la forme que leur a donnée le président de la Commission, M. Tielemans. Parmi ces dernières, nous allons, avant de clore cette discussion, relever les plus saillantes.

5^e OBJECTION. — Danger de l'accaparement universel par l'appropriation universelle.

La Commission s'effraye d'abord (p. 657, *Annales parlementaires*, session de 1851-52) de l'accaparement universel de toutes les choses et forces naturelles utiles à la vie, par la voie de cette sorte d'appropriation individuelle réclamée pour les hommes qui se livrent aux travaux de l'intelligence.

« Vous ne breveterez, dit la Commission aux partisans de la propriété intellectuelle, vous ne breveterez ni le bois ni le fer, mais vous breveterez la bêche et la charrue; vous ne breveterez ni l'eau ni la vapeur, mais vous breveterez la chaudière et la locomotive; vous ne breveterez ni l'eau ni la lumière, ni le magnétisme ni l'électricité, mais vous breveterez le prisme, la lampe, —

la boussole et la pile de Volta. Eh ! ne voyez-vous pas que c'est la même chose ? Tout ce que la nature nous livre à l'état d'élément ou de principe, tout ce que l'intelligence perçoit à l'état d'idée n'attend-il pas le travail de l'homme pour devenir utile ? Et ce travail a-t-il un autre objet que de faire des bèches et des charues, des instruments et des machines ? Et quand vous aurez breveté toutes les machines, tous les instruments, tous les procédés qui composent l'industrie ; quand vous aurez dit aux inventeurs : Tout cela vous appartient, que restera-t-il aux autres ? Il leur restera la liberté de battre le fer pour le plaisir de le battre.

— Et d'abord laissons de côté cette hypothèse, qui consiste à supposer l'arrivée d'un moment où toutes les machines, tous les instruments, tous les procédés imaginables seront découverts ; où toutes inventions nouvelles et tous perfectionnements seront devenus impossibles ; quand arrivera un tel moment, la mission de l'homme paraîtra sans doute accomplie, et la vie de l'humanité parvenue à son terme ; car, soyons sûrs que tant qu'elle vivra elle inventera, cherchant, après la satisfaction de mille besoins, mille besoins nouveaux à satisfaire, élargissant sans cesse le cercle de ses jouissances matérielles et morales. La supposition finale de la commission belge est donc une chimère, et presque, osons le dire, une puérilité.

Puis, pourquoi confondre deux ordres de faits et d'idées bien distincts ? Sans doute, on peut comparer l'intelligence humaine, générale, avec la lumière, l'électricité, la chaleur et l'eau. Comme ces forces matérielles,

livrées à l'homme par la nature, la faculté de penser et de comprendre nous est donnée à tous gratuitement, et ne saurait devenir la propriété d'un seul ; mais il n'en est pas de même pour l'idée, l'idée déterminée, produite par l'effort de la pensée, par le travail individuel d'une certaine intelligence. Il faut bien distinguer entre les phénomènes qui sont l'œuvre exclusive et spontanée de la nature, les phénomènes non produits par l'homme, et ceux dont, au contraire, la production lui est due ; les uns sont des *utilités* naturelles, gratuites, elles ne proviennent d'aucun travail, si ce n'est de celui de Dieu, qui nous les livre libéralement sans rien demander en échange ; les autres ont leur source dans le travail humain ; ce sont des services, à l'égard des hommes autres que celui qui a pris la peine et accompli l'effort ; ce sont des *valeurs*.

Enfin, comme l'a répondu spirituellement l'auteur belge du *Traité des inventions*, M. Tillière, que nous avons déjà eu l'occasion de citer plusieurs fois : « Il y a une différence entre le fer, le bois, et la charrue, la bêche ; entre le feu, la vapeur, l'eau, et la chaudière, la locomotive. Prêter de semblables idées au *monotaupole*, il faut l'avouer, c'est, à l'instar du proverbe, dire qu'il est enragé parce qu'on désire le tuer ; et puisque l'absurde revêt ici la forme de la plaisanterie, nous pourrions dire, en raisonnant toutefois plus logiquement : Mais si les idées de l'inventeur ne sont rien, si elles étaient restées dans son cerveau à l'état de productions internes ; si la charrue, le moulin à vent, le métier à tisser n'avaient été divulgués, où serions-nous ? On ne battrait pas le fer

pour le plaisir de le battre, car il aurait déjà fallu un inventeur pour trouver le marteau. »

6^e OBJECTION. — Injustice du privilège de priorité.

La même Commission va jusqu'à s'élever contre le droit de *priorité*, et dit : « Si c'était la pensée qui fit le titre des inventeurs à la propriété de leurs œuvres, ce titre serait commun à tous les hommes; et puisque tel est l'ordre de la Providence que les individus se succèdent dans le temps, ceux qui viennent les derniers ne pourraient, à coup sûr, dépouiller de leurs droits ceux qui les suivent. Aussi, les partisans de la propriété intellectuelle sont-ils forcés de recourir à un autre titre pour justifier leurs prétentions, et ils invoquent la *priorité*. Vous serez, disent-ils, propriétaire de votre pensée, pourvu qu'un autre ne vous devance pas. Singulière logique ! La *priorité*, qui est le fait du hasard dans la vie et la succession des êtres, devient donc une cause de proscription contre la pensée elle-même, et anéantit le droit de tous au profit d'un premier né. »

— Mais la Commission ne s'est donc pas aperçue qu'avec un pareil argument elle battait en brèche la propriété ordinaire elle-même; car, lui aussi, le propriétaire du sol, dit : Je suis propriétaire de ce champ, parce que personne ne m'a devancé dans sa prise de possession ! Et cette prétention est juste. Pourquoi les inventeurs ne pourraient-ils pas tenir logiquement et légitimement le même langage ? Ne pourraient-ils pas même ajouter cette observation qu'en ce qui les concerne, la

priorité est d'une application plus équitable et plus rationnelle encore peut-être que lorsqu'il s'agit des appropriants du sol; car la terre est d'une étendue limitée; après la prise de possession des premiers appropriants, il pourrait, à la rigueur, ne plus rien rester pour ceux qui viendraient après; tandis que le domaine de la propriété intellectuelle est infini, et qu'il y restera toujours des champs nouveaux à mettre en culture par les générations ultérieures. Ils pourraient faire valoir encore que la nécessité des produits de l'agriculture est la même à toutes les époques, pour les hommes de tous les temps, tandis que les produits de la pensée, toujours destinés à satisfaire des besoins nouveaux, n'éclosent, comme ceux-ci, que successivement, à des périodes différentes de la vie de l'humanité; qu'ils ne sauraient réellement naître, ou produire leurs fruits pour les inventeurs et la société qu'à certains moments donnés de l'histoire, et que, par conséquent, ils ne pouvaient être conçus ni cultivés utilement par les hommes des générations précédentes. Il y a donc en matière de propriété intellectuelle des raisons de plus qu'en matière de propriété ordinaire pour consacrer le droit indispensable du premier travailleur, du premier occupant.

7. OBJECTION. — L'homme n'est jamais l'unique créateur d'une pensée.

Dans un ordre d'idées qui n'est pas le même que celui de la Commission belge, mais qui s'en rapproche beaucoup, M. Lestiboudois, lors de la discussion sur la loi de la propriété littéraire en France, avait déjà dit, non pas pour

dénier complètement, mais seulement pour amoindrir la valeur du droit des travailleurs intellectuels :

« Une pensée ne peut devenir le patrimoine héréditaire d'un homme, parce que cet homme jamais n'en est l'unique créateur ; les idées sont filles des idées ; elles sont engendrées les unes par les autres. L'humanité creuse pendant des siècles ; un homme donne le dernier coup de sonde, et la vérité jaillit ; mais elle n'est point à lui, elle est à tous ceux qui y ont travaillé. »

M. Dupin, dans son rapport à la Chambre des députés ; sur le projet de loi des brevets d'invention, disait aussi, le 5 juillet 1839, pour justifier la limitation de durée plus étroite pour le titre de l'inventeur que pour celui de l'écrivain : « Les découvertes faites dans les arts et métiers n'empruntent-elles pas au passé beaucoup plus de secours que les œuvres de l'écrivain ? »

Enfin, M. Renouard, combattant, lui, contre l'écrivain, ajoute de son côté, dans son *Traité des droits d'auteurs* (vol. I^{er}, p. 437). « Méconnaîtra-t-il (l'auteur) que si le public a gagné à connaître l'ouvrage, l'auteur, de son côté, a gagné à avoir un public ? Niera-t-il que l'écrivain le plus original est l'œuvre de son siècle et des siècles antérieurs autant, au moins, que de son propre génie ; que le domaine général lui a fourni les éléments des idées par lui élaborées ; qu'en les rendant à la civilisation à qui il les doit, il s'acquitte d'un devoir envers l'humanité, et paye à ses contemporains et à ses descendants une dette de reconnaissance dont il s'est chargé envers ses contemporains et ses ancêtres ? »

— Non, il ne niera pas précisément tout cela ; mais voici

ce que l'écrivain et l'inventeur pourront répondre à MM. Lestiboudois, Dupin et Renouard :

« L'idée est un trésor, plus ou moins riche, que le penseur met au jour, et, d'après la loi, le trésor matériel quel qu'il soit appartient à celui qui l'a trouvé. Notre législation, comme l'ancienne loi romaine, le lui attribue, et avec raison, sans se soucier de la peine des autres individus qui ont précédemment cherché sans le rencontrer, et dont les efforts égarés ont pu éviter quelques fatigues infructueuses à l'heureux inventeur. En outre, notre travail est un *service* rendu aux autres hommes, or, la *valeur* attribuée à un service est en raison directe des obstacles qui restaient à vaincre pour le rendre, et tous les obstacles précédemment annihilés par d'autres hommes ou par le temps ne comptent plus dans cette valeur ; tous les résultats déjà obtenus avant l'auteur ou l'inventeur sont tombés au rang des *utilités* gratuites dans la communauté générale, ils constituent une richesse acquise pour toute la société ; ils ne sont plus une valeur, ils sont sans prix, et, quand il s'agit d'une idée nouvelle, comme lorsqu'il s'agit d'un transport matériel, il n'y a d'évalué et de rémunéré que la peine prise par le travailleur, que la fatigue épargnée à celui pour qui l'effort a été accompli, en un mot, que le service rendu ; et le service du penseur, comme celui du commissionnaire ou du voiturier, ne vaudra pas si cher dans le cas où l'élaboration des idées précédentes avait rendu la dernière déduction facile, où le chemin était frayé, le rail de fer substitué à la route empierrée, que dans le cas contraire, où tous les obstacles matériels et moraux

étaient encore à surmonter; enfin si, dans une hypothèse comme dans l'autre, l'élucidation de l'idée, la facilité du voyage ont vulgarisé le besoin et rendu plus nombreux les consommateurs du service intellectuel ou matériel, soyez persuadé que, le contrat ayant lieu librement et dans les vraies conditions économiques, l'écrivain, l'inventeur ou le messenger pourront bien, au total, avoir recueilli une rémunération plus importante qu'autrefois pour la somme entière de leurs services, mais que chacun des consommateurs en particulier les aura payés un prix moindre qu'auparavant.»

§ IX.

Résumé et conclusions du livre II.

Il faut clore ce chapitre : aussi bien nous croyons y avoir passé en revue toutes les objections importantes. S'il en est resté quelques-unes en dehors, nous aurons peut-être occasion de les ressaisir et de les examiner au courant de la troisième et dernière partie de la tâche que nous nous sommes imposée; nous nous croyons donc autorisé dès à présent à résumer et conclure ainsi notre second paragraphe :

Oui, quoi qu'en aient dit des hommes éminents, bien intentionnés à coup sûr, mais fourvoyés dans les sentiers multiples et souvent obscurs de la science, oui, les propositions suivantes sont vraies :

L'auteur, l'inventeur ou l'artiste, comme tout autre homme, a le droit d'exercer son activité, de faire des ef-

forts pour arriver à la satisfaction de ses besoins et de ceux de sa famille, de travailler et de recueillir l'utilité, les produits, les fruits, la valeur de son travail.

C'est là pour lui, comme pour tout le monde, *la propriété*.

Or, le résultat, le fruit, le produit de son travail, c'est une idée déterminée : cette idée est susceptible d'*utilité* et de *valeur* ; tant qu'il la garde ou ne peut la garder que pour lui, qu'il ne manifeste son idée à aucun autre homme, il n'y a là qu'*utilité* dont jouit individuellement celui qui accomplit l'effort. Mais en tant qu'il peut livrer cette idée et du moment qu'il la livre à un autre homme pour l'*échanger*, il y a *service* possible ou rendu à cet autre homme, et, par conséquent, *valeur* ; cette valeur appartient à celui qui l'a créée et qui a rendu, veut ou peut rendre le service.

L'idée peut, comme tout autre effort de l'homme, pour ne pas rester stérile, avoir besoin, dans certains cas, de s'exercer sur la matière, de l'emprunter, de s'y adjoindre, en un mot, de recourir au moyen accessoire de l'*appropriation* à nos besoins d'un objet extérieur. L'idée peut, en effet, se manifester ou par la parole, par simples signes et mouvements (comme dans l'art chorégraphique, la pantomime ou les conférences entre muets), par l'*écriture*, l'*imprimerie*, la *peinture*, la *sculpture*, l'*architecture*, la *fabrication*, etc. ; alors, il y a là, outre le précédent travail intellectuel, un autre travail tout matériel, comme celui de l'*appropriation* d'une terre.

Ce nouveau travail peut n'être pas fait par l'individu même qui crée l'idée, il peut être exécuté par un autre

homme, par le copiste, l'imprimeur, le fabricant, et alors, il y a deux propriétés distinctes : la propriété intellectuelle et la propriété matérielle, mobilière ; elles peuvent se réunir dans un seul individu, mais, même chez lui, elles demeurent séparables, avec des parts afférentes diverses dans le prix total de la rémunération.

Tout git, en vérité, dans cette distinction, qui, une fois faite, empêche de se laisser aller à cette erreur, consistant à n'attribuer au créateur de l'idée que la propriété matérielle du manuscrit, du tableau, du monument ou de la locomotive, et de confondre, au point de vue de l'effort et du service rendu, l'écrivain et son copiste.

Certainement, la jouissance qui peut résulter pour tous de la contemplation de l'objet, de l'acquisition d'un nouveau degré de certitude pour la conscience humaine, du renversement d'anciens obstacles vaincus par l'effort de l'auteur ou de l'inventeur dont les travaux ont rendu moins pénibles à l'avenir les efforts restant à faire pour agrandir le domaine général de l'intelligence et de l'industrie, sans doute, cette jouissance appartiendra nécessairement à tous ; tous la pourront percevoir comme les simples promeneurs peuvent respirer les parfums pénétrants des fleurs d'un parc étranger ou d'un marché public, et sortir enivrés sans avoir assurément fait aucun tort aux propriétaires de ces plates-bandes et de ces marchandises embaumées. Cette noble et immatérielle jouissance, elle fait désormais partié de la communauté universelle où se trouvent et se reversent toutes les *utilités* naturelles et acquises ; mais la *valeur* vénale, commerciale, échangeable, appartient à l'auteur de l'idée, et

il résulte seulement de tout cela que le travail intellectuel est celui qui, tout en créant de la valeur, produit en même temps le plus d'utilité générale ; c'est le travail le plus élevé, le moins égoïste, le plus libéral de tous !

LIVRE III.

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.

Cette dernière partie de notre tâche sera courte ; car on comprend bien que nous voulons indiquer les seules modifications fondamentales que devrait entraîner nécessairement l'adoption du principe qui vient de faire l'objet de la discussion précédente, c'est-à-dire le principe de la perpétuité en matière de propriété intellectuelle. En outre, comme nous ne nous faisons pas illusion au point de croire cette adoption prochaine, nous regarderions, comme travail prématuré, à la fois prétentieux et sans utilité sérieuse, un projet détaillé, et rigoureusement formulé en articles de loi. Au point où en sont les esprits sur cette matière, nous avons bien pu croire que la présentation d'un essai de théorie pouvait hâter la maturité de l'opinion publique sur ces questions, et avancer l'époque de leur solution ; mais il serait peu digne d'un esprit pratique de vouloir, quant à présent, aller au delà, et de songer qu'il est possible, d'ores et déjà, d'imposer et libeller la solution elle-même.

Les modifications qu'on peut regarder comme la conséquence logique de notre théorie peuvent donc se réduire aux suivantes :

1° *La déclaration de perpétuité ;*

2° *L'établissement des règles de la prescription ;*

3° *L'établissement des règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

§ I. 1

Perpétuité.

Quant au premier point, il est bien évident que, si les principes que nous avons posés sont vrais, la propriété intellectuelle doit avoir la même durée que la propriété ordinaire, c'est-à-dire qu'elle doit être perpétuelle.

Les adversaires de la propriété dont nous demandons la consécration ont vu de grands dangers pour l'intérêt public, précisément dans cette proclamation de perpétuité. Ils ont allégué que le progrès industriel serait arrêté, que la diffusion des ouvrages utiles serait amoindrie, que le prix des livres ou des instruments se trouverait élevé outre mesure, etc.

Aucune de ces craintes n'est fondée, et nos adversaires peuvent se rassurer complètement. La perpétuité est, il est vrai, de l'essence de la propriété ; mais où sont, au point de vue individuel, les propriétés réellement perpétuelles ? Les meubles se détériorent et se détruisent par l'usage ; les rentes sont rachetables, les édifices s'écroulent, les prescriptions, les déshérences mettent fin à la propriété foncière elle-même.

Quant aux propriétés intellectuelles, hélas ! toutes ont, suivant leurs différentes espèces, des chances diverses et inévitables d'extinction. Combien d'ouvrages antiques

aujourd'hui perdus ! combien peu d'ouvrages modernes iront vraisemblablement à la postérité ! Dans tous les cas, ils y parviendront, comme ceux d'Homère, de Virgile, d'Horace, de Tacite, de Montaigne, de Molière, et de quelques auteurs plus récents encore, au profit seulement de l'humanité, mais sans qu'aucun descendant de ces hommes illustres survive pour réclamer le prix des éclatants services rendus par son glorieux ancêtre. Où sont les œuvres de Xéuxis et de Praxitèle ? Où seront, dans quelques siècles, les chefs-d'œuvre du divin Raphaël ? Où sont ses héritiers ? Quant à l'industrie, c'est mieux ou pire encore. Est-ce qu'une découverte n'est pas bientôt distancée ou supplantée par une découverte nouvelle ? Est-ce qu'une machine, considérée aujourd'hui comme un progrès sur les appareils anciens, ne sera pas demain menacée, puis plus tard détrônée par la concurrence d'une mécanique analogue, regardée comme meilleure ou plus économique ? Croyez-vous qu'avec la perpétuité Quinquet serait aujourd'hui fortune en présence de Carcel ou de Franchot ? L'inventeur des réverbères continuerait-il de fournir la ville de Paris ? Et ne savez-vous pas que les manipulateurs de l'électricité, ou simplement des résidus de la houille, réveillent déjà les craintes des puissantes compagnies privilégiées de l'éclairage au gaz ?

Quant au renchérissement des livres ou des produits de l'industrie, qu'on se rassure encore ; ce qui se passe sous nos yeux pour les ouvrages des auteurs contemporains est de nature à calmer toutes les craintes. Nous voyons les ouvrages des écrivains les plus célèbres pu-

bliés dans des éditions populaires, dans tous les formats, à des prix d'un rabais progressif et fabuleux : vous aurez toutes les poésies de Victor Hugo pour 2 fr. 55 c. ; la charmante idylle de *Graziella*, pour 1 franc ; chacune des œuvres du plus prolifique de nos romanciers pour 4 sous, avec gravures ! Et les inventeurs ? « Ils vendraient cher, direz-vous, répondait M. Jobard à quelques objections, bienveillantes d'ailleurs, que lui adressait alors le prisonnier de Ham (Lettre du 15 janvier 1844 ¹). Ils s'en garderaient bien ; car ils apprendraient ce qu'ils paraissent avoir ignoré jusqu'ici, que les perfectionnements n'ont pas de terme, et que, dans un tour de main, un homme de génie peut se superposer à la plus grande exploitation, et la forcer à compter avec lui ou à subir le sort de tout ce qui se laisse dépasser... L'encrier de Perry, dans lequel je puise en ce moment mes arguments, ce petit appareil où la liqueur s'élève par la pression de l'air, était un fort joli petit meuble, que son inventeur pouvait espérer de voir généralement adopter, s'il l'eût vendu 5 fr. ; mais il en a demandé 15, et dès lors sont arrivées des écritoirs mécaniques de toute espèce qui l'ont d'abord remplacé, puis dépassé, telles que l'encrier siphon, l'encrier pompe, l'encrier à plongeur entre autres, qui vaut infiniment mieux, et se vend trois fois moins cher. »

Mais que de victimes, au contraire, a faites la durée trop courte des brevets ! Watt lui-même serait mort dans la misère, et n'eût tiré aucun profit de la découverte qui a révolutionné le monde moderne, si l'énergique insistance de l'avocat Bolton, son intelligent associé, n'avait

¹ Cf. *Le Mémorandum*, p. 120.

pas obtenu la prolongation de la patente expirée de l'inventeur. « Carcel (dit encore, page 114, *loc. cit.*, M. Jobard), homme assurément compétent en matière d'industrie, Carcel, n'ayant qu'un brevet de dix ans, ne pouvait trouver de capitaux pour exploiter son industrie sur une grande échelle; faute d'un outillage de vitesse, il était réduit à confectionner sa lampe pièce à pièce, comme un horloger de province fabrique, au prix de 60 francs, une montre que Genève et Neuchâtel peuvent livrer à 20 francs. Le prix élevé au-dessous duquel Carcel ne pouvait fournir ses appareils a donné lieu à une multitude considérable d'inventions analogues, et à meilleur marché. Ainsi, nous avons eu la lampe *Cagneau*, la lampe *Careau*, la lampe *Galy*, la lampe *Jouane*, la lampe *Rouen*, la lampe *Cassin*, la lampe *Tilorier*, la lampe *Robert*, et une infinité d'autres, qui ont tellement ruiné le pauvre *Carcel*, qu'il est mort en ne laissant que son enseigne pour toute fortune à ses enfants. S'il eût trouvé des capitaux, il eût pu donner sa lampe à 25 fr., et l'on n'eût peut-être pas cherché mieux de longtemps. »

Qui n'a entendu parler de ces faméliques descendants de nos plus illustres écrivains, de ces héritiers, sans autre patrimoine qu'un grand nom rayonnant sur leur obscurité, de ces enfants trouvés de la gloire, de ces Racine, de ces Corneille, inconnus, recueillis de nos jours par la charité publique? Qui n'a su l'histoire de cette petite fille de Sedaine, regardant, au milieu des angoisses de la faim, la foule pressée au seuil du Théâtre-Français, dont l'affiche annonçait le *Philosophe sans le savoir*?

Ainsi donc, la durée actuelle des brevets et des titres intellectuels est trop courte; d'ailleurs, cette limitation ne peut s'accorder avec les véritables principes de la propriété, qui, en droit, est perpétuelle. Il est vrai qu'en matière de propriété intellectuelle, par la marche incessante de la science, par suite du progrès continu, ce qui constituait jusqu'ici un *service*, de la *valeur*, redevient de l'utilité gratuite, et ce qui était une propriété finit, sous les coups des découvertes nouvelles, sous la concurrence des améliorations, par se diminuer, puis s'anéantir; c'est la fin naturelle de presque toute propriété intellectuelle, mais aucune autre limite artificielle ne saurait lui être légitimement substituée, du moins sans indemnité, ou bien il y a tyrannie, arbitraire et spoliation.

Une des premières conséquences encore de l'admission de nos principes devra être l'abrogation du honteux article 32 de la loi du 8 juillet 1844 sur les brevets d'invention, lequel article porte, dans les formes les plus brutales, la monstrueuse peine de la confiscation contre le malheureux inventeur en retard, de quelques heures peut-être, pour le payement de l'annuité.

§ II.

Prescription.

Nous avons rappelé, dans le livre I^{er}, que le droit de propriété ordinaire, comme tous les droits et toutes les facultés de l'homme, s'exerce d'abord, il est vrai, à son profit personnel, mais aussi, plus ou moins directement,

quelquefois presque à l'insu et sans la participation de l'individu, au profit de la société tout entière, et que le propriétaire a vis-à-vis d'elle certains devoirs d'action à remplir; s'il les méconnaît, et, par une trop longue négligence, porte préjudice à l'intérêt social, il s'expose à la déchéance de son droit par la prescription. Ces principes sont de tous points applicables à la propriété intellectuelle. Si donc, par une cessation abusive de la reproduction ou de l'exploitation d'une œuvre ou d'une découverte quelconque, l'écrivain, l'artiste ou l'inventeur, ou leurs héritiers et représentants, tout en désertant leur intérêt personnel, trahissent en même temps l'intérêt général, leur droit pourra se trouver prescrit.

Quel sera le temps d'abandon nécessaire pour que cette prescription soit encourue? Ce laps de temps devra évidemment varier selon les différents objets de la propriété intellectuelle, comme il varie suivant qu'il s'agit de meubles, de revenus ou de domaines fonciers. Le délai ordinaire de trente ans pourra sembler convenable pour les œuvres littéraires, un délai de dix années seulement pourra suffire quant à l'exploitation des inventions industrielles; d'autres mesures pourront être adoptées encore à l'égard des conceptions des peintres, sculpteurs, graveurs, musiciens, etc. Il serait oiseux et difficile de tracer à l'avance des règles absolues à cet égard.

§ III.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

Les principes qui ont fait consacrer cette exception à la perpétuité en matière de propriété ordinaire, et que nous avons énoncés en leur lieu, sont également de mise en matière de propriété intellectuelle. L'expropriation pourrait être demandée soit par l'État, au nom de la société, soit directement à la diligence d'un particulier avec l'autorisation de l'État ou de la loi. Dans ce dernier cas, le motif d'intérêt public, pour substituer, entièrement ou partiellement, un nouvel exploitant à l'exploitant primitif, serait l'extension devenue indispensable, ou l'amélioration, ou des garanties plus sérieuses de loyale et utile exploitation. Dans le cas où l'expropriation pour cause d'utilité publique sera prononcée de telle manière que l'exploitation primitive doive, en tout ou en partie, passer aux mains d'un particulier, il sera délivré à celui-ci un titre purement temporaire pour un délai fixé, et sauf prolongation ultérieure. Ce sera le véritable *brevet d'exploitation*, dont quelques auteurs, favorables d'ailleurs à la propriété intellectuelle, ont réclamé la substitution au *brevet d'invention*. Quant à nous, qui avons foi profonde dans le droit de perpétuité et qui n'y concédons, en matière de propriété intellectuelle, d'autres exceptions que celles-là même admises pour la propriété ordinaire, nous comprenons bien la substitution ingénieuse des *brevets d'exploitation* aux *brevets d'invention*,

mais seulement comme moyen transitoire, comme expédient, en attendant la consécration définitive du vrai principe ; nous ne saurions comprendre et admettre autrement les *brevets d'exploitation*.

L'expropriation pour utilité publique ne peut avoir lieu qu'à la condition d'une juste et préalable indemnité ; cette indemnité devra être évaluée par un jury spécial.

Rien de plus facile assurément que de composer ce jury, sur une liste de tous les notables de l'art, de la science, des lettres, du commerce et de l'industrie, divisés en groupes spéciaux, tels que savants, artistes, industriels, écrivains, etc. ; lesquels pourront se subdiviser et se réunir suivant la spécialité ou la complexité des affaires soumises au jury.

Voilà tout ce que nous voulions dire sur les modifications directement et nécessairement entraînées, comme inévitables conséquences, par nos prémisses. Cependant ces derniers détails, relatifs à la constitution d'un jury spécial en matière de propriété intellectuelle, nous amènent trop naturellement à songer à deux autres questions intéressantes, bien que secondaires, il est vrai, au point de vue du présent travail, pour qu'il ne nous soit pas permis d'en dire deux mots avant de finir. Il s'agit de l'*examen préalable* en matière d'inventions, et d'une *juridiction spéciale* pour les affaires contentieuses relatives aux brevets.

§ IV.

Examen préalable.

Cette question a été, elle est encore l'objet d'une très-vive controverse parmi les partisans les plus déclarés de la propriété intellectuelle. Les uns y voient un immense danger ; les autres un grand bienfait pour les inventions. Ceux-ci proclament l'*examen préalable* comme la perte, ceux-là comme le salut des brevetés. Parmi les premiers, se trouve l'auteur du *monautopole* ; parmi les seconds, un homme non moins compétent, consommé dans la pratique légale et industrielle des brevets, M. Gardissal, le directeur du journal *l'Invention*.

Quant à nous, sans partager au même degré les craintes ou les espérances, un peu exagérées que l'on manifeste dans les deux camps opposés, nous croyons cependant que l'*examen préalable*, avec certaines précautions et dans certaines limites, peut faire disparaître les inconvénients, assurément très-graves, du système actuel de brevets *sans garantie* aucune, et qu'il peut parfaitement s'allier avec la reconnaissance la plus entière du droit de propriété intellectuelle.

En effet, le désavantage que la propriété intellectuelle peut présenter dans beaucoup de cas, au regard de la propriété ordinaire, c'est l'incertitude de limites notoires, c'est cette absence de clôture qui attire les pillards et les esprits contentieux ; il n'en résulte pas seulement un mal individuel pour les inventeurs, dont la propriété,

basée sur des titres vagues et sans garantie, trouve si difficilement des capitaux, et rencontre si aisément des procès ; il y a aussi préjudice social dans cet incessant état de lutte, et dans la stagnation de tant d'industries, dont l'exploitation sérieuse et paisible enrichirait la société. Si bien que les mêmes motifs qui ont, en matière de propriété ordinaire, porté le législateur de tous les temps, chez toutes les nations civilisées, à prescrire les clôtures, à autoriser le bornage et la délimitation à frais communs pour les héritages voisins ou bordant la voie publique, ces motifs s'appliquent avec toute leur force à la propriété intellectuelle.

Qu'on puissedonc toujours, qu'on doive même soumettre d'abord son titre à l'examen, que toute invention soit préalablement délimitée, que les bornes soient apposées, les clôtures ordonnées par des juges compétents, contra-dictoirement avec le propriétaire et avec tous tiers opposants et intervenants, nous ne voyons rien à redire à cela.

Malgré tout ce qu'on a pu objecter touchant les inconvénients et les abus que peut entraîner l'examen préalable tel qu'il est pratiqué en Prusse, et même tel qu'il s'exerce dans la libérale Amérique, cet examen préalable ne nous présente rien de plus dangereux ou de plus difficile que l'examen *ultérieur* auquel l'inventeur est obligé de recourir toutes les fois qu'il poursuit un contrefacteur, ou qu'un contrefacteur l'attaque en nullité ou déchéance de brevet ; et tout inventeur sait combien de fois il est obligé de se soumettre à cet examen.

D'ailleurs, nous n'admettrions pas que cette action de limitation et de bornage pût jamais avoir pour résultat

immédiat un jugement absolu sur l'existence de la propriété elle-même. Dans le cas où l'opinion du jury serait complètement négative et défavorable à l'inventeur, si celui-ci persiste dans sa prétention, on lui délivrera un brevet qui fera mention de l'avis du jury, et le breveté sera libre d'exploiter et de défendre alors sa prétendue découverte, à ses risques et périls, devant la juridiction spéciale dont nous allons parler tout à l'heure. Au contraire, dans le cas d'une décision favorable, et après les formalités de publicité et les délais d'opposition, la propriété de l'inventeur qui aura subi heureusement ces épreuves se trouvera en même temps nettement définie et définitivement consacrée.

Avec un pareil titre, celui qui en sera porteur pourra du moins solliciter avec confiance et chances réelles de succès les capitaux nécessaires pour l'exploitation de sa découverte ; et les procès qu'il pourra intenter aux contrefacteurs, encore possibles, seront du moins désormais débarrassés des questions ardues de nouveauté et d'antériorité. Il n'y aura plus qu'à comparer les produits du breveté avec ceux du contrefacteur ; s'il y a similitude, il y aura, par cela même, contrefaçon et condamnation.

Nous voudrions enfin que les jurés fussent autorisés à se montrer très-larges sur l'appréciation de l'invention ; et, prenant en considération la bonne foi possible de l'inventeur, à regarder dans beaucoup de cas, comme suffisamment nouvelle, une découverte non exploitée en France depuis un certain nombre d'années, et non clairement décrite en langue française ni dans des publications connues. Nous désirerions, en dernier lieu, qu'il

fût expressément interdit au jury de jamais s'arrêter au peu d'importance de l'invention.

§ V.

Juridiction spéciale.

Une juridiction spéciale pour les matières de propriété intellectuelle, artistique, littéraire, industrielle, industrielle au moins, nous paraît tout aussi désirable que la mesure de la délimitation préalable. Les tribunaux ordinaires ont, certes, fait preuve d'une grande et ferme intelligence générale en matière de propriété intellectuelle; la jurisprudence, qui a discuté et consacré tant de vrais principes, est là pour l'attester. Mais ce qui doit nécessairement manquer aux juges ordinaires les plus éclairés, ce sont les connaissances spéciales, théoriques et pratiques, si diverses, que demande la solution des difficultés industrielles. Si le commerce a depuis si longtemps exigé et obtenu une juridiction spéciale, pourquoi l'industrie, qui a pris de nos jours un développement si considérable, et qui s'accroît toujours, pourquoi n'obtiendrait-elle pas aussi une juridiction particulière? Il lui faut également des juges pris dans son sein, des sentences plus rapides et moins coûteuses que les jugements de droit commun.

Cette liste des jurés (et ceci relie l'examen des deux dernières questions supplémentaires à l'examen de la question d'expropriation), telle que nous l'avons proposée pour les cas d'expropriation pour cause d'utilité pu-

blique, nous paraît pouvoir fournir aussi les éléments d'un jury, d'une ou deux Chambres d'examen préalable, et de jurys ou tribunaux spéciaux pour l'industrie. Les détails d'organisation appartiennent à l'expérience, c'est-à-dire à l'avenir.

Notre tâche, telle que nous l'avons circonscrite et comprise, est maintenant tout entière accomplie. Ce n'est pas que nous ayons la prétention de croire qu'elle doit l'être d'une manière complète et parfaite. Dans les auteurs auxquels nous avons emprunté l'élucidation de certains principes, nous avons été obligé de laisser de côté comme contradictoires, ou même de combattre comme évidemment erronées, certaines opinions, certaines déductions illogiques de ces grands esprits¹. C'est qu'il n'est donné à aucun homme, si élevée que puisse être son intelligence, d'arriver à embrasser à la fois, d'un coup d'œil également sûr, tout l'ensemble et tous les détails. J.-B. Say a dit : « Il n'est donné à personne d'arriver aux confins de la science. Les savants montent sur les épaules les uns des autres pour explorer du regard un horizon de plus en plus étendu. »

C'est ainsi que peut-être, malgré notre accablante infériorité, arrivant après de tels hommes, et nous dressant sur les immenses résultats déjà obtenus et amoncelés par leurs travaux antérieurs, avons-nous pu mieux saisir les rapports vrais et l'importance relative des détails, ou plus nettement discerner les contours de l'horizon

¹ Kant a donné, en effet, une théorie beaucoup plus ingénieuse que vraie sur la nature du droit des auteurs; et F. Bastiat, dans son chapitre *De la Concurrence*, semble avoir oublié ou même méconnu le droit des inventeurs.

dont ils avaient déjà distingué les grandes lignes. C'est assurément tout ce qu'il nous était permis d'espérer, et nous serons bien suffisamment récompensé de nos efforts, si cette espérance n'est pas tout à fait trompée.

FIN.

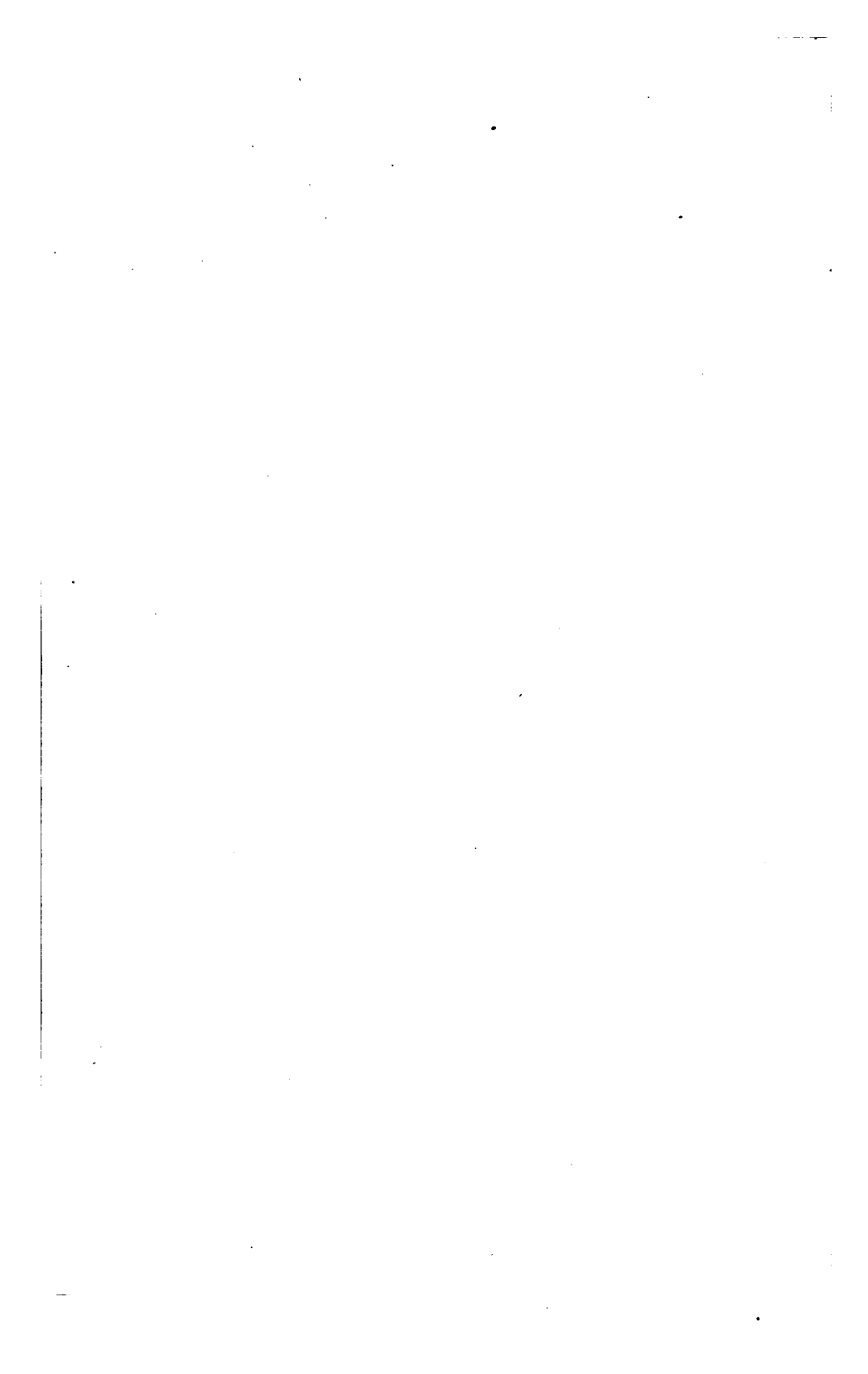


TABLE DES MATIÈRES.

AVANT-PROPOS.	19
HISTORIQUE DU PRINCIPE DE PERPÉTUITÉ.	19

LIVRE I.

THÉORIE. — PRINCIPES.	65
§ I. La base de la propriété c'est le travail libre et le SERVICE rendu.	65
§ II. Ce que c'est que l'appropriation.	67
§ III. Comment s'opère l'appropriation.	68
§ IV. Durée du droit de propriété	80
§ V. Ce qui constitue la valeur	82
§ VI. Exceptions au principe de perpétuité	89
§ VII. Résumé du premier livre. — Conclusion.	92

LIVRE II.

RÉFUTATION DES OBJECTIONS.	95
§ I. Objection historique.	95
§ II. Deux systèmes adverses.	97
§ III. 2 ^e OBJECTION. — La pensée, par sa nature, n'est pas appropriable	98
§ IV. 3 ^e OBJECTION. — Une fois la publicité donnée à la pensée, celle-ci appartient à tous.	101
§ V. 4 ^e OBJECTION. — L'auteur, l'inventeur, etc., ne peuvent pas faire de réserves en publiant leur œuvre.	106
§ VI. Système de concession facultative d'un privilège temporaire.	107
§ VII. Système de transaction légale entre les écrivains, inventeurs, etc., et la société	110
§ VIII. 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e OBJECTION. — Objections de la Commission parlementaire belge	111

5 ^e OBJECTION. — Danger de l'accaparement universel par l'appropriation universelle	112
6 ^e OBJECTION. — Injustice du privilège de priorité	115
7 ^e OBJECTION. — L'homme n'est jamais l'unique créateur d'une pensée	116
§ IX. Résumé et conclusions du livre II.	119

LIVRE III.

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	123
§ I. Perpétuité.	124
§ II. Prescription.	128
§ III. Expropriation pour cause d'utilité publique.	130
§ IV. Examen préalable.	132
§ V. Juridiction spéciale	135

FIN DE LA TABLE.

CODE INTERNATIONAL
DE LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE.


~~~~~  
**TYPOGRAPHIE HENNOYER, RUE DU BOULEVARD, 7. BATIGNOLLES.**  
Boulevard extérieur de Paris.  
~~~~~

CODE INTERNATIONAL
DE LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

GUIDE PRATIQUE
DES INVENTEURS, AUTEURS, COMPOSITEURS, ARTISTES ET FABRICANTS
FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

PAR

J. PATAILLE,
Avocat à la Cour impériale
de Paris.

ET

§
§
§

A. HUGUET,
Docteur en droit, Avocat au Conseil d'État
et à la Cour de cassation.

DIVISÉ EN DEUX PARTIES, CONTENANT

- 1° Des Précis de la Législation et de la Jurisprudence française, suivis des textes des Lois,
Ordonnances, Décrets et Arrêtés ;
2° Des Résumés pratiques des Législations étrangères, et le texte de tous les Traités internationaux conclus
entre la France et les gouvernements étrangers,

EN MATIÈRE

DE BREVETS D'INVENTION, LITTÉRATURE, THÉÂTRE, MUSIQUE, BEAUX-ARTS,
Dessins, Modèles, Noms et Marques de Fabrique.



PARIS
MARESCQ ET DUJARDIN, LIBRAIRES,
RUE SOUFFLOT, 17.
ET AU BUREAU DES ANNALES, RUE CHABANAIS, 3.

—
Les auteurs se réservent le droit de traduction en toutes langues.

1855

PRÉFACE.

Éclairer les Français et les étrangers sur les lois, les traités internationaux et la jurisprudence qui régissent, en France, les brevets d'invention, la propriété littéraire et artistique, les dessins, modèles, noms et marques de fabrique; faire connaître, en outre, aux Français l'étendue de leurs droits dans les pays étrangers, et les formalités qu'ils ont à remplir pour s'en assurer l'exercice, — tel est le double but de ce livre.

Tenir les inventeurs, auteurs, artistes et industriels au courant des lois et traités nouveaux, qui viendront modifier les diverses législations existantes, aussi bien que de toutes les questions d'application qui pourront se présenter devant les tribunaux français et étrangers — tel sera le but du recueil mensuel que nous publions sous le titre d'*Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire*, et dont la première livraison a paru en juin.

Les deux, réunis, formeront ainsi un répertoire toujours complet de législation, doctrine et jurisprudence françaises et internationales sur tous les genres de contrefaçon. — Cette double publication nous a paru devoir être aussi utile qu'opportune. — L'immense développement, en effet, que prennent dans tous les pays les sciences, les arts et l'industrie; leurs progrès incessants; la solidarité d'intérêts que les traités diplomatiques ont commencé à établir entre un assez grand nombre d'Etats, et qui tend incessamment à s'agran-

sir, donnent une importance toujours croissante à toute les questions qui touchent à la propriété intellectuelle, cette propriété que l'immortel Turgot proclamait, dans l'édit de 1776, la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible, et qui pourtant a eu tant de peine à triompher, parmi les peuples, de l'égoïsme mal entendu des uns et de l'indifférence des autres !

Aujourd'hui, enfin, la propriété littéraire et artistique a, comme la propriété industrielle, conquis sa place dans le code des droits garantis d'État à État, soit par des conventions diplomatiques, soit par des lois établissant une juste réciprocité. — De sorte qu'il ne suffit plus à chacun de nous de connaître les lois de son propre pays et les traités qu'il a conclus avec les nations étrangères, il faut encore pouvoir interroger leurs législations tant pour connaître l'étendue de nos droits que pour nous mettre à même de les exercer. — Or, la plupart de ces législations et conventions sont complètement ignorées du public, et celles même qui ont été publiées ne sont connues que d'un très-petit nombre de personnes. — Tous les jours, d'ailleurs, il se produit soit des traités nouveaux, soit des dispositions législatives qui viennent modifier, dans chaque État, les droits respectifs des nationaux et des étrangers. — Enfin, l'étendue même des droits augmente à mesure que les barrières s'abaissent, et plus les limites seront reculées, plus chacun aura de précautions à prendre et de luttes à soutenir pour assurer et faire respecter sa propriété.

Nous croyons donc être dans le vrai en disant que les matières faisant l'objet de notre recueil sont de celles qui ont le plus besoin d'être éclairées par des ouvrages spéciaux. — Sans doute, il en existe déjà plusieurs d'un mérite incontestable, d'autres paraîtront encore ; mais chacun d'eux doit nécessairement s'arrêter au moment de sa pu-

blication. — Or, nous l'avons dit, les progrès incessants et continus des sciences, des arts et de l'industrie font naître tous les jours des difficultés nouvelles; les législations elles-mêmes changent et progressent. — C'est ce qui nous a fait penser qu'un recueil qui tiendrait au courant les nombreux intéressés et les jurisconsultes¹, tant de ces modifications que des questions d'application qui pourront s'élever, serait d'autant plus favorablement accueilli qu'il n'est pas de matière où les décisions judiciaires et les précédents aient autant d'importance.

Mais, en même temps, il nous a paru indispensable de faire précéder ce recueil d'un code présentant le dernier état de la législation, tant en France que dans les pays avec lesquels nous avons des rapports commerciaux. — Seulement, notre travail s'est modifié et a grandi à la mise en œuvre; nous ne comptions donner que des textes ou des extraits; mais, frappés dès l'abord du laconisme de plusieurs de nos lois, du défaut d'homogénéité des autres, et enfin de la difficulté qu'il y avait à saisir la portée de la plupart des lois étrangères, nous nous sommes laissés entraîner, outre les textes, à donner, sur chacune des matières de notre code, des résumés, dont quelques-uns ont pris les proportions de véritables traités, mais qui néanmoins sont restés, nous l'espérons, assez succincts et précis pour laisser au livre tous les caractères d'un ouvrage pratique.

Quant à la division, elle se trouvait indiquée par le sujet lui-même. — Nous avons consacré une première partie à la législation française, et traité successivement dans quatre chapitres distincts : 1^o des brevets d'invention; 2^o de la propriété littéraire et artistique; 3^o des dessins et modèles de fabrique; 4^o des marques, noms, désignations, étiquettes et enseignes des fabricants et commerçants.

Quant à la seconde partie, elle est consacrée aux législations étrangères et au droit international. Tous les États avec lesquels il existe, soit des traités, soit simplement des rapports commerciaux, et qui ont une législation spéciale sur l'une ou l'autre de ces matières, y figurent par ordre alphabétique. Sur chacun, nous donnons, en suivant la même subdivision, soit le texte même des lois, soit des précis qui permettront aux Français d'apprécier quels sont les pays où ils pourront avoir intérêt à prendre des brevets ou à faire valoir leurs droits d'auteurs, et qui leur feront connaître, en même temps, les formalités qu'ils auront à remplir pour s'en assurer l'exercice.

C'est dans cette seconde partie que nous avons placé, sous la rubrique de chacun des États qu'ils concernent, tous les traités internationaux qui ont été conclus avec la France pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. Seulement, pour permettre en même temps de les apprécier dans leur ensemble et faciliter les recherches, nous avons, à la fin du chapitre II de la première partie, donné les tableaux des États avec lesquels cette réciprocité existe en vertu, soit des traités, soit des législations locales.

Tel est le plan fort simple de ce livre, destiné à servir d'introduction à notre recueil mensuel. Nous avons cherché à le rendre utile en le faisant aussi complet que possible et en le mettant à la portée de tous. — Pussions-nous avoir réussi !

INTRODUCTION.

DE LA NATURE DU DROIT DES AUTEURS, ARTISTES ET INVENTEURS,
SUR LEURS ŒUVRES ET DÉCOUVERTES.

Suum cuique.

Les créations littéraires et artistiques, les inventions scientifiques et industrielles, ont toutes une source commune, l'intelligence humaine, — un but commun, le développement de notre bien-être moral, intellectuel ou physique. Et, néanmoins, les lois qui les protègent paraissent reposer sur des bases complètement différentes. Ainsi, toutes les législations qui permettent de garantir, par un brevet, la priorité d'une invention, en font un simple privilège, limité dans sa durée et soumis à des conditions fiscales. La plupart, au contraire, de celles qui protègent les créations littéraires ou artistiques sont basées sur ce principe, que si l'auteur ou l'artiste livre sa pensée au public, il n'en reste pas moins propriétaire de son œuvre.

Pourquoi cette divergence ? Parce que, malgré une communauté générale d'origine et de but, les inventions industrielles et les créations littéraires ou artistiques se différencient entre elles, d'abord par la nature et l'étendue des emprunts qu'elles font à la masse commune des connaissances humaines, ensuite,

et surtout, par le caractère essentiellement différent des productions dont elles dotent le domaine public.

Dans les œuvres littéraires ou artistiques, en effet, il y a toujours un caractère d'individualité, un travail personnel, qui matérialise en quelque sorte la pensée, et qui la rend susceptible d'appropriation. Sans doute, l'auteur et l'artiste doivent beaucoup à leurs devanciers ; leur œuvre peut même n'être qu'une compilation ou un pastiche ; mais, enfin, c'est leur œuvre, et, quand ils la livrent au public, ils ne lui abandonnent que le profit intellectuel qu'il pourra en retirer, et non le profit matériel que pourra procurer la publication, restituant ainsi au domaine public tous les emprunts qu'ils peuvent lui avoir faits, et conservant pour eux la propriété d'une œuvre qui est leur chose, et des produits qui ne sont que la juste rémunération d'un travail personnel.

Ce partage répond à toutes les exigences légitimes, et garantit les droits de tous : — du public, car le génie et le talent ne copient pas, ils créent, et il suffit, dès lors, que chacun puisse s'inspirer des mêmes pensées et du même sujet ; — de l'auteur et de l'artiste, car eux aussi ont pu s'inspirer des travaux de leurs devanciers, et ce qu'il peut y avoir de personnel dans leur œuvre leur restera, puisque, à moins de se copier, il n'est pas donné aux hommes de produire deux œuvres intellectuelles identiques.

En matière d'inventions industrielles, au contraire, il est souvent difficile de faire la part exacte du domaine public et de l'inventeur, mais il est surtout presque impossible, dans la plupart des cas, de séparer l'idée de l'application. Dès que

vous livrez la pensée nouvelle, l'idée créatrice au public et qu'il s'en empare, soyez certain que l'application ne se fera pas attendre, et que de tous côtés vous verrez apparaître des inventions et des produits similaires; et cela, parce que les lois de la nature sont les mêmes pour tous, et que les principes connus de physique, de chimie et de mécanique, vivifiés par la même idée, amèneront infailliblement des résultats analogues.

De là, l'impossibilité d'assurer à l'inventeur un droit absolu de propriété sur son invention; car, outre qu'il ne sera plus seul maître de son œuvre quand il en aura livré l'idée au public, chacun peut, sans son secours et sans connaître son invention, faire personnellement la même découverte, et arriver à un résultat identique. De là, dès lors, pour les législations qui veulent, tout à la fois, protéger et stimuler l'industrie, la nécessité de n'établir au profit des inventeurs qu'une propriété limitée dans sa durée et ses effets.

Mais il ne faut pas se méprendre sur la portée de ces dissimilitudes. Au fond, le droit est le même, et, pour nous, il constitue, dans les deux cas, une véritable propriété, la plus personnelle et la plus incontestable de toutes, puisqu'elle porte sur les produits mêmes de l'intelligence.

Sans doute, c'est là une propriété différant essentiellement de celle qui repose sur l'occupation; sans doute, elle sera plus difficile à constater et surtout à défendre, parce que, dans ce public auquel l'auteur ou l'inventeur confie son œuvre, il se trouvera toujours des forbans littéraires ou industriels, cherchant à se parer ou à s'enrichir des dépouilles d'autrui. Mais la difficulté qu'on éprouve à faire respecter son droit n'en altère pas

la nature, et si, par la publication d'une œuvre ou d'une invention, le public acquiert un droit de jouissance imprescriptible, le droit de propriété n'en reste pas moins au créateur. Lors donc que la loi en limite la durée, loin de créer un privilège au profit de l'auteur ou de l'inventeur, pour le temps de propriété exclusive qu'elle lui garantit, c'est, selon nous, une véritable expropriation qu'elle prononce pour tout le temps qu'elle lui enlève.

Seulement, cette dépossession peut être plus ou moins hâtive, plus ou moins complète, selon que le législateur, qui pèse les droits et les intérêts de tous, jugera que la priorité et l'individualité de l'œuvre ou de l'invention sont plus ou moins certaines, ou que l'intérêt général réclame une jouissance commune plus ou moins prompte.

C'est à ce double point de vue que nous comprenons la divergence des législations qui régissent la propriété industrielle et la propriété littéraire ou artistique, et cela suffit pour que nous ayons soin de les traiter séparément dans des chapitres distincts. Mais, en principe, et au point de vue théorique, ce droit est le même et se résume ainsi : au public, la jouissance intellectuelle de l'idée émise ; à l'auteur ou inventeur, la gloire de la création et les profits matériels de son application.

CODE INTERNATIONAL

DE LA

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

PREMIÈRE PARTIE.

LÉGISLATION FRANÇAISE.

CHAPITRE I.

Brevets d'Invention.

PREMIÈRE SECTION.

Historique de la législation.

Sous l'ancienne monarchie, lorsque les inventeurs étaient assez heureux pour trouver de hautes protections, ou qu'ils parvenaient, à force de persévérance et d'argent, à triompher de l'opposition tracassière des maîtrises et de la cupidité de certains agents, ils obtenaient du pouvoir royal des lettres patentes leur concédant le droit exclusif d'exploiter leurs découvertes. — La durée de ces privilèges était déterminée par le titre même de concession. Souvent elle était illimitée.

Un édit du 24 décembre 1762 introduisit quelques dispositions réglementaires dans cette partie de la législation, livrée

jusque-là à l'arbitraire, et fixa notamment le maximum de la durée des privilèges à quinze années, sauf aux privilégiés à obtenir, s'il y avait lieu, une prolongation. — Mais cet édit ne suffit pas pour détruire les abus ; la plupart des privilèges, fruits du favoritisme ou de la concussion, n'étaient que des entraves à la liberté de l'industrie.

En 1789, l'un des premiers actes de l'Assemblée nationale fut de décréter l'abolition des privilèges et la suppression des jurandes et maîtrises ; mais dès le 30 décembre 1790, elle vota, sur le rapport de M. de Boufflers, une loi qui introduisit en France le système anglais des patentes, et dans laquelle l'Assemblée déclara maintenir ceux des anciens privilèges qui avaient été antérieurement concédés, dans les formes légales, pour de véritables inventions ou découvertes.

Cette loi, qui prit la date du 7 janvier 1791, jour de sa sanction, posa en principe la propriété des inventeurs sur leurs découvertes ; mais, en réalité, elle ne leur accorda qu'une jouissance temporaire, dont le maximum de durée fut fixé à quinze années. — Complétée par la loi réglementaire du 25 mai 1791, elle a régi la matière des brevets d'invention et d'importation jusqu'en 1844, sauf les quelques modifications de détail qui furent successivement introduites, savoir : — 1^o par la loi du 20 septembre 1792, qui interdit la délivrance des brevets pour des établissements de finances, et supprima ceux qui avaient été accordés ; — 2^o par l'arrêté du 8 octobre 1798 qui fixa le mode de publication des procédés brevetés à l'expiration des brevets ; — 3^o par l'arrêté des consuls du 27 septembre 1800, portant que les certificats de brevets d'invention seraient signés par le ministre de l'intérieur ; que les brevets seraient promulgués tous les trois mois au *Bulletin des Lois*, et que chaque expédition porterait la mention de non-garantie du gouvernement ; — 4^o par le décret du 25 novembre 1806, abrogeant la disposition de la loi du 25 mai 1791, qui ne per-

mettait pas d'exploiter les brevets par action ; — 5° par le décret du 25 janvier 1807, portant que les années de jouissance commenceraient à courir du jour de la signature des certificats de brevets par le ministre ; mais, qu'en cas de difficultés entre deux brevetés pour le même objet, la priorité daterait du dépôt des pièces à la préfecture ; — 6° enfin, par le décret du 16 août 1810, permettant de donner aux brevets d'importation la même durée qu'aux brevets d'invention et de perfectionnement.

DEUXIÈME SECTION.

Précis de la législation en vigueur.

Aujourd'hui, les droits des inventeurs sont régis par la loi du 5 juillet 1844, qui a été promulguée le 8 du même mois et mise en vigueur le 9 octobre suivant. — Cette loi, bien que l'on ait évité d'y reproduire le mot de *propriété*, repose sur les mêmes bases que celle de 1791. C'est un contrat entre l'inventeur qui vend et livre son secret, c'est-à-dire sa propriété, et la société qui l'achète et lui garantit en échange, pendant un certain temps, la jouissance entière et exclusive de sa découverte.

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — Une invention pour être brevetable doit être nouvelle, industrielle et licite. Sont considérées comme nouvelles : l'invention de nouveaux produits industriels ; l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. Ne sont pas susceptibles d'être brevetés, les remèdes et compositions pharmaceutiques, les plans et combinaisons de crédit ou de finance, et généralement tous objets qui seraient contraires aux lois.

§ 2. **Brevets.** — Il y a trois sortes de brevets : 1° le *brevet d'invention*, qui est délivré à tout Français ou étranger qui le demande, soit pour un objet entièrement nouveau, soit pour un

perfectionnement ; 2° le *brevet d'importation*, qui n'est plus accordé qu'à celui qui est déjà breveté en pays étranger pour la même invention ; 3° le *certificat d'addition*, qui n'est délivré qu'au propriétaire du brevet principal, dont il forme dès lors un accessoire et avec lequel il prend fin.

§ 3. **Formalités.** — Pour obtenir un brevet, il faut adresser au ministre de l'agriculture et du commerce sur papier libre : 1° une demande indiquant sommairement la nature et la durée du brevet que l'on sollicite ; — 2° une description exacte et complète de l'invention, écrite en langue française, sans altération ni surcharge : cette description doit être en double original ; — 3° également en *duplicata*, les dessins ou échantillons qui sont nécessaires pour l'intelligence de la description ; — 4° enfin, un bordereau des pièces déposées. — Le tout doit être signé par le demandeur ou par un mandataire spécial, et déposé, sous enveloppe cachetée, au secrétariat de la préfecture, soit du département où l'on est domicilié, soit de tout autre, en y faisant une élection de domicile. La forme et la dimension de l'enveloppe sont arbitraires. — Le dépôt n'est reçu que sur la production et la remise du récépissé constatant le versement de 100 fr., à valoir sur le montant de la taxe. — A Paris, les versements se font au bureau du receveur central des finances, rue Neuve-des-Mathurins, n° 36, de neuf heures à trois heures, et dans les départements chez les receveurs généraux des finances.

§ 4. **Taxe et durée.** — Les brevets principaux d'invention ou de perfectionnement sont de cinq, dix ou quinze années au choix de l'impétrant, et donnent lieu à une taxe de 500 fr., 1,000 fr. et 1,500 fr., payables par annuités de 100 fr. et d'avance. — Les certificats d'addition sont soumis au droit fixe de 20 francs.

§ 5. **Délivrance.** — La délivrance du brevet s'effectue par un arrêté du ministre, dont une expédition est remise au demandeur avec les *duplicata* certifiés de la description et des

dessins. — L'administration n'examine que la régularité intrinsèque de la demande. Tout brevet dont la demande a été régulièrement formée est délivré aux risques et périls du demandeur, sans examen préalable ni garantie, soit de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description. La première expédition des brevets est délivrée sans frais. Toute expédition ultérieure donne lieu au paiement d'un droit de 25 fr. et des frais de dessin, s'il y a lieu. — Lorsque la demande est rejetée, la décision est notifiée au demandeur ; en général, ce refus est motivé sur de simples irrégularités de forme que l'on est admis à rectifier. S'il en était autrement, le demandeur serait en droit de se pourvoir au Conseil d'Etat, par la voie contentieuse, dans le délai ordinaire de trois mois, à partir de la notification.

§ 6. **Nullités. — Déchéances.** — Il y a nullité du brevet : 1° lorsque l'objet n'était pas brevetable ; 2° lorsqu'il y a eu dissimulation ou réticence dans le titre ou dans la description, parce qu'il faut que la société soit loyalement mise à même de profiter de l'invention, lorsque expirera la jouissance exclusive qu'elle a garantie à l'inventeur pour prix de son secret.

Il y a déchéance : 1° lorsque le breveté laisse commencer une année sans acquitter son annuité ; 2° lorsqu'il ne met pas son invention en exploitation dans les deux ans, ou qu'il cesse de l'exploiter pendant deux années consécutives ; 3° lorsqu'il introduit en France des objets fabriqués en pays étranger, et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

§ 7. **Cessions.** — Le breveté peut céder son brevet en totalité ou en partie, mais à la charge de payer le montant intégral de la taxe. Pour être valable à l'égard des tiers, la cession doit être faite par acte notarié et enregistrée au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte a été passé. — Cet enregistrement a lieu sans frais, mais l'acte est passible d'un droit de 2 pour 100 sur le prix de la cession.

§ 8. Communication et publication. — L'administration publie : 1° au commencement de chaque année un catalogue contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente ; 2° après le payement de la seconde annuité, le texte même ou l'extrait des descriptions et dessins. Le catalogue et le recueil de ces publications sont déposés, tant au ministère de l'agriculture et du commerce, qu'au secrétariat de la préfecture de chaque département, où ils peuvent être consultés sans frais. — En outre, soit avant, soit après ces publications, et jusqu'à l'expiration des brevets, toute personne peut prendre, sans frais, au ministère de l'agriculture et du commerce, communication des originaux des descriptions, dessins, échantillons et modèles, et en obtenir même une copie en payant les frais d'expédition. — Enfin, après l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins sont déposés au Conservatoire des arts et métiers, où ils sont encore à la disposition du public.

§ 9. Poursuites. — Compétence. — Les actions principales en nullité ou déchéance de brevets sont portées devant les tribunaux civils. Les actions en contrefaçon peuvent être indistinctement soumises à la juridiction civile ou correctionnelle ; — lorsqu'il y a lieu à description ou saisie d'objets argués de contrefaçon, elle est faite par un huissier en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil, qui peut ordonner la consignation préalable d'un cautionnement. — Le cautionnement est toujours imposé à l'étranger qui requiert saisie. — Le requérant doit, à peine de nullité des saisie ou description, former sa demande dans la huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu de la saisie et le domicile du demandeur.

§ 10. Pénalités. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon. Les peines correctionnelles sont : une amende de 100

à 2,000 fr. et un emprisonnement d'un à six mois en cas de récidive. L'emprisonnement peut également être prononcé, soit contre l'ouvrier ou l'employé du breveté, qui a livré ses secrets, soit contre le tiers qui les a obtenus par son intermédiaire et en a fait usage. — Les tribunaux peuvent atténuer la peine en vertu de l'art. 463 du Code pénal. — Les réparations civiles sont les dommages-intérêts, la confiscation qui est de droit, et l'affiche ou la publication du jugement.

§ 11. **Exposition universelle.** — Voulant, autant que possible, que toutes les créations du génie humain trouvassent place à l'Exposition universelle, et qu'elles pussent s'y produire sans danger pour les intérêts de leurs auteurs ou propriétaires, la Commission impériale avait pensé qu'il serait utile de pouvoir délivrer des certificats provisoires aux exposants français ou étrangers qui n'auraient pas le temps de prendre des brevets réguliers ou de faire les dépôts des dessins et modèles de fabrique qu'ils voulaient exposer. Des dispositions spéciales furent rédigées en ce sens et insérées dans le règlement général; mais, craignant que de simples dispositions réglementaires, bien qu'approuvées par un décret, ne fussent insuffisantes aux yeux des tribunaux pour assurer tous les droits qu'il s'agissait de protéger, le gouvernement a proposé au Corps législatif de sanctionner ces dispositions. C'est ce qui a été fait par la loi du 2 mai 1855. Les demandes de certificats provisoires ne pouvant être faites que pendant le premier mois de l'Exposition, le délai a expiré le 15 juin. Mais la loi conserve son importance, à raison des difficultés qui pourraient s'élever plus tard sur la validité des certificats et leurs effets. Nous en donnons le texte à la troisième section.

§ 12. **Algérie. — Colonies.** — La loi du 5 juillet 1844 a été déclarée exécutoire, savoir : dans les colonies françaises, par un arrêté du 21 octobre 1848, et dans l'Algérie, par un décret du 5 juillet 1850, avec cette seule modification, pour les per-

sonnes qui sollicitent les brevets, qu'elles doivent déposer les pièces exigées par la loi *en triple* expédition. Les autres dispositions sont ou réglementaires ou purement locales. (Voir le texte à la section suivante.)

TROISIÈME SECTION.

Textes des lois et décrets.

Bien que la loi du 5 juillet 1844 ait abrogé les lois antérieures, nous reproduisons celles du 7 janvier et du 25 mai 1791, parce qu'il est souvent fort utile de pouvoir comparer leur texte avec celui de la loi nouvelle, et que, d'ailleurs, ces deux lois régissent encore la matière des brevets dans quelques pays étrangers, et, en France, un certain nombre de brevets pris sous leur empire.

LOI DU 7 JANVIER 1791

Relative aux découvertes utiles et aux moyens d'en assurer la propriété aux auteurs.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, considérant que toute idée nouvelle dont la manifestation ou le développement peut devenir utile à la société appartient primitivement à celui qui l'a conçue, et que ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur essence que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur; considérant en même temps combien le défaut d'une déclaration positive et authentique de cette vérité peut avoir contribué jusqu'à présent à décourager l'industrie française, en occasionnant l'émigration de plusieurs artistes distingués, et en faisant passer à l'étranger un grand nombre d'inventions nouvelles dont cet empire aurait dû tirer les premiers avantages; considérant, enfin, que tous les principes de justice, d'ordre public et d'intérêt national lui commandent impérieusement de fixer désormais l'opinion des citoyens français sur ce genre de propriété par une loi qui la consacre et qui la protège; — décrète ce qui suit :

ART. 1. Toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur; en conséquence, la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance, suivant le mode et pour le temps qui seront ci-après déterminés.

2. Tout moyen d'ajouter à quelque fabrication que ce puisse être un nouveau genre de perfection sera regardé comme une invention.

3. Quiconque apportera le premier en France une découverte étrangère jouira des mêmes avantages que s'il en était l'inventeur.

4. Celui qui voudra conserver ou s'assurer une propriété industrielle du genre de celles énoncées aux précédents articles sera tenu : *Premièrement*, de s'adresser au secrétariat du directoire de son département, et d'y déclarer par écrit si l'objet qu'il présente est d'invention, de perfection, ou seulement d'importation ; *Deuxièmement*, de déposer, sous cachet, une description exacte des principes, moyens et procédés qui constituent la découverte, ainsi que les plans, coupes, dessins et modèles qui pourraient y être relatifs, pour ledit paquet être ouvert au moment où l'inventeur recevra son titre de propriété.

5. Quant aux objets d'une utilité générale, mais d'une exécution trop simple et d'une imitation trop facile pour établir aucune spéculation commerciale, et, dans tous les cas, lorsque l'inventeur aimera mieux traiter directement avec le gouvernement, il lui sera libre de s'adresser, soit aux Assemblées administratives, soit au Corps législatif, s'il y a lieu, pour confier sa découverte, en démontrer les avantages et solliciter une récompense.

6. Lorsqu'un inventeur aura préféré aux avantages personnels assurés par la loi l'honneur de faire jouir sur-le-champ la nation des fruits de sa découverte ou invention, et lorsqu'il prouvera par la notoriété publique, et par des attestations légales, que cette découverte ou invention est d'une véritable utilité, il pourra lui être accordé une récompense sur les fonds destinés aux encouragements de l'industrie.

7. Afin d'assurer à tout inventeur la propriété et jouissance temporaire de son invention, il lui sera délivré un titre ou patente, selon la forme indiquée dans le règlement qui sera dressé pour l'exécution du présent décret.

8. Les patentes seront données pour cinq, dix ou quinze années, au choix de l'inventeur ; mais ce dernier terme ne pourra jamais être prolongé sans un décret particulier du Corps législatif.

9. L'exercice des patentes accordées pour une découverte importée d'un pays étranger ne pourra s'étendre au delà du terme fixé, dans ce pays, à l'exercice du premier inventeur.

10. Les patentes, expédiées en parchemin et scellées du sceau national, seront enregistrées dans les secrétariats des directoires de tous les départements du royaume ; et il suffira, pour les obtenir, de s'adresser à ces directoires, qui se chargeront de les procurer à l'inventeur.

11. Il sera libre à tout citoyen d'aller consulter, au secrétariat de son département, le catalogue des inventions nouvelles ; il sera libre, de

même, à tout citoyen domicilié de consulter, au dépôt général établi à cet effet, les spécifications des différentes patentes actuellement en exercice ; cependant les descriptions ne seront point communiquées, dans le cas où l'inventeur, ayant jugé que des raisons politiques ou commerciales exigent le secret de sa découverte, se serait présenté au Corps législatif pour lui exposer ses motifs, et en aurait obtenu un décret particulier sur cet objet. — Dans le cas où il sera déclaré qu'une description demeurera secrète, il sera nommé des commissaires pour veiller à l'exactitude de la description, d'après la vue des moyens et procédés, sans que l'auteur cesse pour cela d'être responsable par la suite de cette exactitude.

12. Le propriétaire d'une patente jouira privativement de l'exercice et des fruits des découverte, invention ou perfection pour lesquelles ladite patente aura été obtenue ; en conséquence, il pourra, en donnant bonne et suffisante caution, requérir la saisie des objets contrefaits et traduire les contrefacteurs devant les tribunaux. Lorsque les contrefacteurs seront convaincus, ils seront condamnés, en sus de la confiscation, à payer à l'inventeur des dommages-intérêts proportionnés à l'importance de la contrefaçon, et, en outre, à verser dans la caisse des pauvres du district une amende fixée au quart du montant desdits dommages-intérêts, sans, toutefois, que ladite amende puisse excéder la somme de trois mille livres, et, au double, en cas de récidive.

13. Dans le cas où la dénonciation pour contrefaçon, d'après laquelle la saisie aurait eu lieu, se trouverait dénuée de preuves, l'inventeur sera condamné envers sa partie adverse à des dommages et intérêts proportionnés au trouble et au préjudice qu'elle aura pu en éprouver, et, en outre, à verser dans la caisse des pauvres du district une amende fixée au quart du montant desdits dommages et intérêts, sans, toutefois, que ladite amende puisse excéder la somme de trois mille livres, et au double, en cas de récidive.

14. Tout propriétaire de patente aura droit de former des établissements dans toute l'étendue du royaume, et même d'autoriser d'autres particuliers à faire l'application et l'usage de ses moyens et procédés ; et, dans tous les cas, il pourra disposer de sa patente comme d'une propriété mobilière.

15. A l'expiration de chaque patente, la découverte ou invention devant appartenir à la société, la description en sera rendue publique, et l'usage en deviendra permis dans tout le royaume, afin que tout citoyen puisse librement l'exercer et en jouir, à moins qu'un décret du Corps législatif n'ait prorogé l'exercice de la patente, ou n'en ait ordonné le secret dans les cas prévus par l'article 11.

16. La description de la découverte énoncée dans une patente sera de

même rendue publique, et l'usage des moyens et procédés relatifs à cette découverte sera aussi déclaré libre dans tout le royaume, lorsque le propriétaire de la patente en sera déchu ; ce qui n'aura lieu que dans les cas ci-après déterminés : — 1° Tout inventeur convaincu d'avoir, en donnant sa description, recélé ses véritables moyens d'exécution, sera déchu de sa patente ; — 2° Tout inventeur convaincu de s'être servi, dans sa fabrication, de moyens secrets qui n'auraient point été détaillés dans sa description, ou dont il n'aurait pas donné sa déclaration pour les faire ajouter à ceux énoncés dans sa description, sera déchu de sa patente ; — 3° Tout inventeur, ou se disant tel, qui sera convaincu d'avoir obtenu une patente pour des découvertes déjà consignées et décrites dans des ouvrages imprimés et publiés, sera déchu de sa patente ; — 4° Tout inventeur qui, dans l'espace de deux ans, à compter de la date de sa patente, n'aura point mis sa découverte en activité et qui n'aura point justifié les raisons de son inaction, sera déchu de sa patente ; — 5° Tout inventeur qui, après avoir obtenu une patente en France, sera convaincu d'en avoir pris une pour le même objet en pays étranger, sera déchu de sa patente ; — 6° Enfin, tout acquéreur du droit d'exercer une découverte énoncée dans une patente sera soumis aux mêmes obligations que l'inventeur ; et, s'il y contrevient, la patente sera révoquée, la découverte publiée, et l'usage en deviendra libre dans tout le royaume.

17. N'entend, l'Assemblée nationale, porter aucune atteinte aux privilèges exclusifs ci-devant accordés pour inventions et découvertes, lorsque toutes les formes légales auront été observées pour ces privilèges, lesquels auront leur plein et entier effet ; et seront, au surplus, les possesseurs de ces anciens privilèges, assujettis aux dispositions du présent décret. — Les autres privilèges fondés sur de simples arrêts du Conseil, ou sur des lettres-patentes non enregistrées, seront convertis, sans frais, en patentes, mais seulement pour le temps qui leur reste à courir, en justifiant que lesdits privilèges ont été obtenus pour découvertes et inventions du genre de celles énoncées aux précédents articles. — Pourront, les propriétaires desdits anciens privilèges enregistrés, et de ceux convertis en patentes, en disposer à leur gré, conformément à l'article 14.

18. Le Comité d'agriculture et de commerce, réuni au Comité des impositions, présentera à l'Assemblée nationale un projet de règlement qui fixera les taxes des patentes d'inventeurs, suivant la durée de leur exercice, et qui embrassera tous les détails relatifs à l'exécution des divers articles contenus au présent décret.

LOI DU 25 MAI 1791

*Portant règlement sur la propriété des auteurs d'inventions
et découvertes en tout genre.*

TITRE PREMIER.

ART. 1. En conformité des trois premiers articles de la loi du 7 janvier 1791, relative aux nouvelles découvertes et inventions en tout genre d'industrie, il sera délivré, sur une simple requête au roi et sans examen préalable, des patentes nationales, sous la dénomination de brevets d'invention (dont le modèle est annexé au présent règlement, sous le n° 2), à toutes personnes qui voudront exécuter ou faire exécuter dans le royaume des objets d'industrie jusqu'alors inconnus.

2. Il sera établi à Paris, conformément à l'article 11 de la loi, sous la surveillance et l'autorité du ministre de l'intérieur, chargé de délivrer lesdits brevets, un dépôt général sous le nom de directoire des brevets d'invention, où ces brevets seront expédiés en suite des formalités préalables et selon le mode ci-après déterminé.

3. Le directoire des brevets d'invention expédiera lesdits brevets d'invention sur les demandes qui lui parviendront des secrétariats des départements. Ces demandes contiendront le nom du demandeur, sa proposition et sa requête au roi; il y sera joint un paquet renfermant la description exacte de tous les moyens qu'on se propose d'employer, et à ce paquet seront ajoutés les dessins, modèles et autres pièces jugées nécessaires pour l'explication de l'énoncé de la demande; le tout avec la signature et sous le cachet du demandeur. — Au dos de l'enveloppe de ce paquet, sera inscrit un procès-verbal (dans la forme jointe au présent règlement, sous le n° 1) signé par le secrétaire du département et par le demandeur, auquel il sera délivré un double dudit procès-verbal, afin de constater l'objet de la demande, la remise des pièces, la date du dépôt, l'acquit de la taxe, ou la soumission de la payer suivant le prix et dans le délai qui seront fixés au présent règlement.

4. Les directoires des départements, non plus que le directoire des brevets d'invention, ne recevront aucune demande qui contienne plus d'un objet principal, avec les objets de détail qui pourront y être relatifs.

5. Les directoires des départements seront tenus d'adresser au directoire des brevets d'invention les paquets des demandeurs, revêtus des formes ci-dessus prescrites, dans la semaine même où la demande aura été présentée.

6. A l'arrivée de la dépêche du secrétariat du département au directoire des brevets d'invention, le procès-verbal inscrit au dos du paquet sera enregistré, le paquet sera ouvert, et le brevet sera sur-le-champ

dressé d'après le modèle annexé au présent règlement, sous le n° 2. Ce brevet renfermera une copie exacte de la description, ainsi que des dessins et modèles annexés au procès-verbal; en suite de quoi, ledit brevet sera scellé et envoyé au département, sous le cachet du directoire des brevets d'invention. Il sera en même temps adressé à tous les tribunaux et départements du royaume une proclamation du roi, relative au brevet d'invention, et dans la forme ci-jointe, n° 3; et ces proclamations seront enregistrées par ordre de date, et affichées dans lesdits tribunaux et départements.

7. Les descriptions des objets dont le Corps législatif, dans les cas prévus par l'article 11 de la loi du 7 janvier, aura ordonné le secret, seront ouvertes et inscrites par numéros au directoire des inventions, dans un registre particulier, en présence de commissaires nommés à cet effet, conformément audit article de la loi; ensuite, ces descriptions seront cachetées de nouveau, et procès-verbal en sera dressé par lesdits commissaires. Le décret qui aura ordonné de les tenir secrètes sera transcrit au dos du paquet; il en sera fait mention dans la proclamation du roi, et le paquet demeurera cacheté jusqu'à la fin de l'exercice du brevet, à moins qu'un décret du Corps législatif n'en ordonne l'ouverture.

8. Les prolongations de brevets qui, dans des cas très-rares et pour des raisons majeures, pourront être accordées par le Corps législatif, seulement pendant la durée de la législature, seront enregistrées dans un registre particulier au directoire des inventions, qui sera tenu de donner connaissance de cet enregistrement aux différents départements et tribunaux du royaume.

9. Les arrêts du Conseil, lettres patentes, mémoires descriptifs, tous documents et pièces relatives à des privilèges d'invention ci-devant accordés pour des objets d'industrie, dans quelque dépôt public qu'ils se trouvent, seront réunis incessamment au directoire des brevets d'invention.

10. Les frais de l'établissement ne seront point à la charge du Trésor public; ils seront pris uniquement sur le produit de la taxe des brevets d'invention, et le surplus employé à l'avantage de l'industrie nationale.

TITRE II.

ART. 1^{er}. Celui qui voudra obtenir un brevet d'invention sera tenu, conformément à l'article 4 de la loi du 7 janvier, de s'adresser au secrétariat du directoire de son département pour y remettre sa requête au roi, avec la description de ses moyens, ainsi que les dessins et modèles relatifs à l'objet de sa demande, conformément à l'article 3 du titre I^{er}. Il y joindra un état fait double et signé par lui de toutes les pièces contenues dans le paquet. Un de ces doubles devra être renvoyé au secré-

tariat du département par le directeur des brevets d'invention, qui se chargera de toutes les pièces par son récépissé au bas dudit état.

2. Le demandeur aura le droit, avant de signer le procès-verbal, de se faire donner communication du catalogue de tous les objets pour lesquels il aura été expédié des brevets, afin de juger s'il doit ou non persister dans sa demande.

3. Le demandeur sera tenu, conformément à l'article 5 du titre I^{er}, d'acquitter au secrétariat du département la taxe du brevet, suivant le tarif annexé au présent règlement, sous le n° 4 ; mais il lui sera libre de ne payer que la moitié de cette taxe en présentant sa requête, et de déposer sa soumission d'acquitter le reste de la somme dans le délai de six mois.

4. Si la soumission du breveté n'est point remplie au terme prescrit, le brevet qui lui aura été accordé sera de nul effet ; l'exercice de son droit deviendra libre, et il en sera donné avis à tous les départements par le directoire des brevets d'invention.

5. Toute personne pourvue d'un brevet d'invention sera tenue d'acquitter, en sus de la taxe dudit brevet, la taxe des patentes annuelles imposées à toutes les professions d'arts et métiers par la loi du 17 mars 1791.

6. Tout propriétaire de brevet qui voudra apporter des changements à l'objet énoncé dans sa première demande sera tenu d'en faire sa déclaration, et de remettre la description de ses nouveaux moyens au secrétariat du département, dans la forme prescrite par l'article 1^{er} du présent titre, et il sera observé à cet égard les mêmes formalités entre les directoires des départements et celui des brevets d'invention.

7. Si le breveté ne veut jouir privativement de l'exercice de ces nouveaux moyens que pendant la durée de son brevet, il lui sera expédié, par le directoire des brevets d'invention, un certificat dans lequel sa nouvelle déclaration sera mentionnée, ainsi que la remise du paquet contenant la description de ses nouveaux moyens. — Il lui sera libre aussi de prendre successivement de nouveaux brevets pour lesdits changements, à mesure qu'il en voudra faire, ou de les faire réunir dans un seul brevet, quand il les présentera collectivement. — Ces nouveaux brevets seront expédiés de la même manière et dans la même forme que les brevets d'invention, et ils auront les mêmes effets.

8. Si quelque personne annonce un moyen de perfection pour une invention déjà brevetée, elle obtiendra, sur sa demande, un brevet pour l'exercice privatif dudit moyen de perfection, sans qu'il lui soit permis, sous aucun prétexte, d'exécuter ou de faire exécuter l'invention principale ; et réciproquement, sans que l'inventeur puisse faire exécuter par lui-même le nouveau moyen de perfection. — Ne seront point mis au

rang des perfections industrielles, les changements de formes ou de proportions, non plus que les ornements, de quelque genre que ce puisse être.

9. Tout concessionnaire de brevet obtenu pour un objet que les tribunaux auront jugé contraire aux lois du royaume, à la sûreté publique ou aux règlements de police, sera déchu de son droit, sans pouvoir prétendre d'indemnité, sauf au ministère public à prendre, suivant l'importance des cas, telles conclusions qu'il appartiendra.

10. Lorsque le propriétaire d'un brevet sera troublé dans l'exercice de son droit privatif, il se pourvoira, dans les formes prescrites pour les autres procédures civiles, devant le juge de paix, pour faire condamner le contrefacteur aux peines prononcées par la loi.

11. Le juge de paix entendra les parties et leurs témoins, ordonnera les vérifications qui pourront être nécessaires, et le jugement qu'il prononcera sera exécuté provisoirement, nonobstant appel.

12. Dans le cas où une saisie juridique n'aurait pu faire découvrir aucun objet fabriqué ou débité en fraude, le dénonciateur supportera les peines énoncées dans l'article 13 de la loi du 7 janvier 1791, à moins qu'il ne légitime sa dénonciation par des preuves légales, auquel cas il sera exempt desdites peines, sans pouvoir néanmoins prétendre aucuns dommages-intérêts.

13. Il sera procédé de même, en cas de contestation entre deux brevetés pour le même objet. Si la ressemblance est déclarée absolue, le brevet de date antérieure sera seul valide ; s'il y a dissemblance en quelques parties, le brevet de date postérieure pourra être converti, sans payer de taxe, en brevet de perfection pour les moyens qui ne seraient point énoncés dans le brevet de date antérieure.

14. Le propriétaire d'un brevet pourra contracter telle société qu'il lui plaira, pour l'exercice de son droit, en se conformant aux usages du commerce ; mais il lui sera interdit d'établir son entreprise par actions, à peine de déchéance de l'exercice de son brevet.

15. Lorsque le propriétaire d'un brevet aura cédé son droit en tout ou en partie (ce qu'il ne pourra faire que par un acte notarié), les deux parties contractantes seront tenues, à peine de nullité, de faire enregistrer ce transport (suivant le modèle n° 5), au secrétariat de leurs départements respectifs, lesquels en informeront aussitôt le directeur des brevets d'invention (le ministre de l'intérieur), afin que celui-ci en instruisse les autres départements.

16. En exécution de l'art. 17 de la loi du 7 janvier, tous les possesseurs des privilèges exclusifs maintenus par ledit article seront tenus, dans le délai de six mois après la publication du présent règlement, de faire enregistrer au directoire des brevets d'invention les titres de leurs

privilèges, et d'y déposer les descriptions des objets privilégiés, conformément à l'art. 1^{er} du présent titre, le tout à peine de déchéance.

TITRE III.

ART. 1^{er}. L'Assemblée nationale renvoie au ministre de l'intérieur les mesures à prendre pour l'exécution du règlement sur la loi des brevets d'invention, et le charge de présenter incessamment à l'Assemblée les dispositions qu'il jugera nécessaires pour assurer cette partie du service public.

DÉCRET ADDITIONNEL DES 24-25 MAI 1791.

L'Assemblée nationale décrète les changements qui suivent au texte de la loi du 7 janvier 1791. — A l'art. 10 a été substituée cette nouvelle rédaction : « L'inventeur sera tenu, pour obtenir lesdites patentes, de « s'adresser au directoire de son département, qui en requerra l'expédition. La patente, envoyée à ce directoire, y sera enregistrée, et il « sera donné avis par le ministre de l'intérieur au directoire des autres « départements. » — L'Assemblée nationale a décrété la suppression des mots suivants : Art. 12. « En donnant bonne et suffisante caution, requérir la saisie des objets contrefaits. » Art. 13. « D'après laquelle la « saisie aura lieu. » — Mandons et ordonnons, etc.

ARRÊTÉ DU 5 VENDÉMAIRE AN XI (27 SEPTEMBRE 1804)

Relatif au mode de délivrance des brevets d'invention.

ART. 1^{er}. A compter de ce jour, le certificat de demande d'un brevet d'invention sera délivré par le ministre de l'intérieur ; et les brevets seront ensuite délivrés, tous les trois mois, par le premier consul, et promulgués dans le *Bulletin des lois*.

2. Pour prévenir l'abus que les brevetés peuvent faire de leurs titres, il sera inséré par annotation, au bas de chaque expédition, la déclaration suivante : « — Le gouvernement, en accordant un brevet sans examen « préalable, n'entend garantir en aucune manière, ni la priorité, ni le « mérite, ni le succès d'une invention. » — Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

LOI DU 5 JUILLET 1844.

TITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. — Ce droit est constaté par des titres

délivrés par le gouvernement sous le nom de *brevets d'invention*.

2. Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles : — l'invention de nouveaux produits industriels ; — l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

3. Ne sont pas susceptibles d'être brevetés : — 1° les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et notamment au décret du 18 août 1810, relatif aux remèdes secrets ; 2° les plans et combinaisons de crédit ou de finances.

4. La durée des brevets sera de cinq, dix ou quinze années. — Chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe qui est fixée ainsi qu'il suit, savoir : — 500 francs pour un brevet de cinq ans ; — 1,000 francs pour un brevet de dix ans ; — 1,500 francs pour un brevet de quinze ans. — Cette taxe sera payée par annuités de 100 francs, sous peine de déchéance, si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter.

TITRE II. — DES FORMALITÉS RELATIVES A LA DÉLIVRANCE DES BREVETS.

SECTION 1°. — *Des demandes de brevets.*

5. Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer sous cachet, au secrétariat de la préfecture, dans le département où il est domicilié ou dans tout autre département, en y élisant domicile : 1° sa demande au ministre de l'agriculture et du commerce ; — 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ; — 3° les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description ; — et 4° un bordereau des pièces déposées.

6. La demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées. — Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet, dans les limites fixées par l'art. 4, et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves. — Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention. — La description ne pourra être écrite en langue étrangère. Elle devra être sans altération ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois parafés. Elle ne devra contenir aucune dénomination de poids ou de mesures autre que celles qui sont portées au tableau annexé à la loi du 4 juillet 1837. — Les dessins seront tracés à l'encre et d'après une échelle métrique. — Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande. — Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande.

7. Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement d'une somme de 100 francs à valoir sur le montant de la taxe du brevet. — Un procès-verbal, dressé sans frais par le secrétaire général de la préfecture, sur un registre à ce destiné et signé par le demandeur, constatera chaque dépôt, en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces. — Une expédition dudit procès-verbal sera remise au déposant, moyennant le remboursement des frais de timbre.

8. La durée du brevet courra du jour du dépôt prescrit par l'art. 5.

SECTION II. — *De la délivrance des brevets.*

9. Aussitôt après l'enregistrement des demandes et dans les cinq jours de la date du dépôt, les préfets transmettront les pièces, sous le cachet de l'inventeur, au ministre de l'agriculture et du commerce, en y joignant une copie certifiée du procès-verbal de dépôt, le récépissé constatant le versement de la taxe, et, s'il y a lieu, le pouvoir mentionné dans l'art. 6.

10. A l'arrivée des pièces au ministère de l'agriculture et du commerce, il sera procédé à l'ouverture, à l'enregistrement des demandes et à l'expédition des brevets, dans l'ordre de la réception desdites demandes.

11. Les brevets dont la demande aura été régulièrement formée seront délivrés, sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, et sans garantie, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description. — Un arrêté du ministre, constatant la régularité de la demande, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention. — A cet arrêté sera joint le duplicata certifié de la description et des dessins, mentionné dans l'art. 6, après que la conformité avec l'expédition originale en aura été reconnue et établie au besoin. — La première expédition des brevets sera délivrée sans frais. — Toute expédition ultérieure, demandée par le breveté ou ses ayants cause, donnera lieu au paiement d'une taxe de 25 francs. — Les frais de dessin, s'il y a lieu, demeureront à la charge de l'impétrant.

12. Toute demande dans laquelle n'auraient pas été observées les formalités prescrites par les nos 2^e et 3^e de l'art. 5, et par l'art. 6, sera rejetée. La moitié de la somme versée sera acquise au Trésor ; mais il sera tenu compte de la totalité de cette somme au demandeur, s'il reproduit sa demande dans un délai de trois mois, à compter de la notification du rejet de sa requête.

13. Lorsque, par l'application de l'art. 3, il n'y aura pas lieu à délivrer un brevet, la taxe sera restituée.

14. Une ordonnance royale, insérée au *Bulletin des Lois*, proclamera, tous les trois mois, les brevets délivrés.

15. La durée des brevets ne pourra être prolongée que par une loi.

SECTION III. — *Des certificats d'addition.*

16. Le breveté ou les ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les art. 5, 6 et 7. — Ces changements, perfectionnements ou additions, seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal, et qui produiront, à partir des dates respectives des demandes et de leur expédition, les mêmes effets que ledit brevet principal, avec lequel ils prendront fin. — Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de 20 francs. — Les certificats d'addition, pris par un des ayants droit, profiteront à tous les autres.

17. Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de cinq, dix ou quinze années, au lieu d'un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les art. 5, 6 et 7, et acquitter la taxe mentionnée dans l'art. 4.

18. Nul autre que le breveté ou ses ayants droit, agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif. — Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de ladite année, former une demande qui sera transmise, et restera déposée, sous cachet, au ministère de l'agriculture et du commerce. — L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré. — Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements et additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

19. Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet.

SECTION IV. — *De la transmission et de la cession des brevets.*

20. Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet. — La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié, et après le

payement de la totalité de la taxe déterminée par l'art. 4.—Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé.—L'enregistrement des cessions et de tous autres actes emportant mutation sera fait sur la production et le dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation.—Une expédition de chaque procès-verbal d'enregistrement, accompagnée de l'extrait de l'acte ci-dessus mentionné, sera transmise, par les préfets, au ministre de l'agriculture et du commerce, dans les cinq jours de la date du procès-verbal.

21. Il sera tenu, au ministère de l'agriculture et du commerce, un registre sur lequel seront inscrites les mutations intervenues sur chaque brevet, et, tous les trois mois, une ordonnance royale proclamera, dans la forme déterminée par l'art. 14, les mutations enregistrées pendant le trimestre expiré.

22. Les cessionnaires d'un brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou à ses ayants droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires.—Tous ceux qui auront le droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition au ministère de l'agriculture et du commerce, moyennant un droit de 20 francs.

SECTION V. — *De la communication et de la publication des descriptions et dessins de brevets.*

23. Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés, resteront, jusqu'à l'expiration des brevets, déposés au ministère de l'agriculture et du commerce, où ils seront communiqués, sans frais, à toute réquisition. — Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie desdites descriptions et dessins, suivant les formes qui seront déterminées dans le règlement rendu en exécution de l'article 50.

24. Après le payement de la deuxième annuité, les descriptions et dessins seront publiés, soit textuellement, soit par extrait. Il sera, en outre, publié, au commencement de chaque année, un catalogue contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente.

25. Le recueil des descriptions et dessins, et le catalogue, publiés en exécution de l'article précédent, seront déposés au ministère de l'agriculture et du commerce, et au secrétariat de la préfecture de chaque département, où ils pourront être consultés sans frais.

26. A l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins seront déposés au Conservatoire royal des arts et métiers.

TITRE III. — DES DROITS DES ÉTRANGERS.

27. Les étrangers pourront obtenir, en France, des brevets d'invention.

28. Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

29. L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en France. Mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

TITRE IV. — DES NULLITÉS ET DÉCHÉANCES, ET DES ACTIONS Y RELATIVES.

SECTION 1^{re}. — *Des nullités et déchéances.*

30. Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans les cas suivants, savoir ; — 1^o Si la découverte, invention ou application, n'est pas nouvelle ; — 2^o Si la découverte, invention ou application, n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ; — 3^o Si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ; — 4^o Si la découverte, invention ou application, est reconnue contraire à l'ordre ou à la sûreté publique, aux bonnes mœurs ou aux lois du royaume, sans préjudice, dans ce cas et dans celui du paragraphe précédent, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés ; — 5^o Si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ; — 6^o Si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur ; — 7^o Si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 18. — Seront également nuls et de nul effet les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

31. Ne sera pas réputée nouvelle, toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

32. Sera déchu de tous ses droits : — 1^o Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet ; — 2^o Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention en France, dans le délai de deux ans,

à dater du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ; — 3° Le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet. — Sont exceptés des dispositions du précédent paragraphe, les modèles de machines dont le ministre de l'agriculture et du commerce pourra autoriser l'introduction dans le cas prévu par l'article 29.

33. Quiconque, dans ses enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles, prendra la qualité de breveté, sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou après l'expiration d'un brevet antérieur ; ou qui, étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet, sans y ajouter ces mots : *sans garantie du Gouvernement*, sera puni d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr. — En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

SECTION II. — *Des actions en nullité et en déchéance.*

34. L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toute personne y ayant intérêt. — Ces actions, ainsi que toutes contestations relatives à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux civils de première instance.

35. Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

36. L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires, pour les articles 403 et suivants du Code de procédure civile. Elle sera communiquée au procureur du roi.

37. Dans toute instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet. — Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux numéros 2°, 4° et 5° de l'article 30 :

38. Dans les cas prévus par l'article 37, tous les ayants droit au brevet dont les titres auront été enregistrés au ministère de l'agriculture et du commerce, conformément à l'article 21, devront être mis en cause.

39. Lorsque la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au ministre de l'agriculture et du commerce, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'article 14 pour la proclamation des brevets.

TITRE V. — DE LA CONTREFAÇON, DES POURSUITES ET DES PEINES.

40. Toute atteinte portée au droit du breveté, soit par la fabrication, de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon. — Ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2,000 francs.

41. Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire français un ou plusieurs objets contrefaits, seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

42. Les peines établies par la présente loi ne pourront être cumulées. — La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

43. Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux art. 40 et 41, un emprisonnement de un mois à six mois. — Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi. — Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance, par ce dernier, des procédés décrits au brevet. — Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

44. L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

45. L'action correctionnelle, pour l'application des peines ci-dessus, ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

46. Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

47. Les propriétaires d'un brevet pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits. — L'ordonnance sera rendue sur simple requête, et sur la représentation du brevet; elle contiendra, s'il y a lieu, nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description. — Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder. — Le cautionnement sera toujours imposé à l'étranger breveté qui requerra la saisie. — Il sera laissé copie au détenteur des

objets décrits ou saisis, tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant ; le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

48. A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour pour trois myriamètres de distance, entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par l'article 36.

49. La confiscation des objets reconnus contrefaits, et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquiescement, prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou le débitant.—Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affiche du jugement, s'il y a lieu.

TITRE VI. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET TRANSITOIRES.

50. Des ordonnances royales, portant règlement d'administration publique, arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi, qui n'aura effet que trois mois après sa promulgation.

51. Des ordonnances, rendues dans la même forme, pourront régler l'application de la présente loi dans les colonies, avec les modifications qui seront jugées nécessaires.

52. Seront abrogés, à compter du jour où la présente loi sera devenue exécutoire, les lois des 7 janvier et 25 mai 1791, celle du 20 septembre 1792, l'arrêté du 17 vendémiaire an VII, l'arrêté du 5 vendémiaire an IX, les décrets des 25 novembre 1806 et 25 janvier 1807, et toutes les dispositions antérieures à la présente loi, relatives aux brevets d'invention, d'importation et de perfectionnement.

53. Les brevets d'invention, d'importation et de perfectionnement actuellement en exercice, délivrés conformément aux lois antérieures à la présente ou prorogés par ordonnance royale, conserveront leur effet pendant tout le temps qui aura été assigné à leur durée.

54. Les procédures commencées avant la promulgation de la présente loi seront mises à fin, conformément aux lois antérieures.—Toute action, soit en contrefaçon, soit en nullité ou déchéance de brevet, non encore intentée, sera suivie conformément aux dispositions de la présente loi, alors même qu'il s'agirait de brevets délivrés antérieurement.

LOI DU 2 MAI 1855

Garantissant jusqu'au 1^{er} mai 1856 les inventions industrielles et les dessins de fabrique admis à l'Exposition universelle de 1855.

Art. 1^{er}. Tout Français ou étranger auteur, soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, aux termes de la loi du 5 juillet 1844, soit d'un dessin de fabrique qui doit être déposé, conformément à la loi du 18 mars 1806, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis à l'Exposition universelle, obtenir de la Commission impériale d'exposition un certificat descriptif de l'objet déposé. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'Exposition.

2. Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention, à dater du jour de l'admission par le Comité local de l'Exposition jusqu'au 1^{er} mai 1856, lors même que cette admission serait antérieure à la promulgation de la présente loi, et sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre, ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme.

3. Les demandes de certificats doivent être accompagnées d'une description exacte de l'objet à garantir, et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet. — Ces demandes, ainsi que les décisions prises par la Commission impériale, seront inscrites sur un registre spécial, qui sera ultérieurement déposé au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — La délivrance de ce certificat est gratuite.

COLONIES.

ARRÊTÉ DU 21 OCTOBRE 1848

Réglant l'application dans les colonies de la loi du 5 juillet 1844.

ART. 1^{er}. La loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention recevra son application dans les colonies, à partir de la publication du présent arrêté.

2. Quiconque voudra prendre, dans les colonies, un brevet d'invention, devra déposer, en triple expédition, les pièces exigées par l'art. 5 de la loi précitée, dans les bureaux du directeur de l'intérieur. — Le procès-verbal constatant ce dépôt sera dressé, sur un registre à ce destiné, et signé par ce fonctionnaire et par le demandeur, conformément à l'art. 7 de ladite loi.

3. Avant de procéder à la rédaction du procès-verbal de dépôt, le directeur de l'intérieur se fera représenter : — 1° le récépissé délivré par le trésorier de la colonie, constatant le versement de la somme de 100 fr., pour la première annuité de la taxe ; — 2° chacune des pièces, en triple expédition, énoncées aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1844 ; — 3° une expédition de chacune de ces pièces restera déposée, sous cachet, dans les bureaux de la direction, pour y recourir au besoin. Les deux autres expéditions seront enfermées dans une seule enveloppe, scellée et cachetée par le déposant.

4. Le gouverneur de chaque colonie devra, dans le plus bref délai, après l'enregistrement des demandes, transmettre au ministre de l'agriculture et du commerce, par l'entremise du ministre de la marine et des colonies, l'enveloppe cachetée contenant les deux expéditions dont il s'agit, en y joignant une copie certifiée du procès-verbal, le récépissé du versement de la première annuité de la taxe, et, le cas échéant, le pouvoir du mandataire.

5. Les brevets délivrés seront transmis, dans le plus bref délai, aux titulaires par l'entremise du ministre de la marine et des colonies.

6. L'enregistrement des cessions de brevets, dont il est parlé en l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844, devra s'effectuer dans les bureaux du directeur de l'intérieur. — Les expéditions des procès-verbaux d'enregistrement, accompagnées des extraits authentiques d'actes de cession et des récépissés de la totalité de la taxe, seront transmises au ministre de l'agriculture et du commerce, conformément à l'art. 4 du présent arrêté.

7. Les taxes prescrites par les art. 4, 7, 11 et 22 de la loi du 5 juillet, seront versées entre les mains du trésorier de chaque colonie, qui devra faire opérer le versement au Trésor public, et transmettre au ministre de l'agriculture et du commerce, par la même voie, l'état de recouvrement des taxes.

8. Les actions pour délits de contrefaçon seront jugées par les Cours d'appel dans les colonies. — Le délai des distances, fixé par l'art. 48 de ladite loi, sera modifié conformément aux ordonnances qui dans les colonies régissent la procédure en matière civile.

9. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ALGÉRIE.

DÉCRET DU 5 JUILLET 1850

(Promulgué en Algérie le 2 août 1850)

Qui déclare la loi du 5 juillet 1844, sur les brevets d'invention, applicable à l'Algérie.

ART. 1. La loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention recevra son exécution en Algérie, à partir de la promulgation du présent décret.

2. Les pièces exigées par l'art. 5 de la loi précitée devront être déposées en triple expédition au secrétariat de la préfecture à Alger, Oran ou Constantine. Une expédition de ces pièces restera déposée sous cachet au secrétariat général de la préfecture, où le dépôt aura été fait pour y recourir au besoin. Les deux autres expéditions seront enfermées dans une seule enveloppe, scellée et cachetée par le déposant, pour être adressée au ministre de la guerre.

3. Le préfet devra, dans le plus bref délai après l'enregistrement des demandes, adresser au ministre de la guerre, qui la transmettra au ministre de l'agriculture et du commerce, l'enveloppe cachetée contenant les deux expéditions dont il s'agit, en y joignant les autres pièces exigées par l'art. 7 de la loi du 5 juillet 1844. Les brevets délivrés seront envoyés par le ministre du commerce au ministre de la guerre, qui les transmettra aux préfets pour être remis aux demandeurs.

4. Les taxes prescrites par les art. 4, 7, 11 et 22 de la loi du 5 juillet seront acquittées entre les mains du trésorier-payeur, qui les versera au Trésor, et qui enverra au ministre de la guerre, pour être transmis au ministre de l'agriculture et du commerce, un état de recouvrement des taxes.

5. Les actions pour les délits et contrefaçons seront jugées par les tribunaux compétents en Algérie. Le délai des distances fixé par l'art. 48 de la loi du 5 juillet sera modifié conformément aux lois et décrets qui, dans l'Algérie, régissent la procédure en matière civile.

CHAPITRE II.**Propriété littéraire et artistique.**

PREMIÈRE SECTION.

Historique de la législation.

§ 1^{er}. **Propriété littéraire.**—L'imprimerie, à sa naissance, obtint la protection et l'encouragement des rois. Ainsi, des lettres patentes de Louis XI, en 1475, et de Charles VIII, en 1488, conférèrent aux imprimeurs des avantages et des immunités. Mais cette protection, qui d'ailleurs fut bientôt contrebalancée par de nombreuses mesures restrictives, leur était toute spéciale, et ce ne fut qu'au seizième siècle qu'apparurent les premiers actes du pouvoir en faveur de la propriété littéraire. L'ordonnance de Moulins, de 1566, reconnut la première aux auteurs la jouissance exclusive de leurs œuvres, mais, en même temps, elle les assujettit à l'obligation d'obtenir une concession royale pour les publier. Ce fut la création du système des *privileges*, que les édits postérieurs ne firent plus que développer. Constatons seulement, qu'un édit du mois d'août 1617 prescrivit de faire, avant toute publication, le dépôt à la bibliothèque du roi de deux exemplaires de tous les ouvrages imprimés.

Quoique le régime des privilèges soumit l'auteur à une censure préalable et ouvrit la porte à de nombreux abus, en faisant dépendre l'exercice d'un droit du bon plaisir du pouvoir, cependant, il était en harmonie avec les institutions de l'époque et assurait en fait aux auteurs, et même à leurs familles, un droit utile sur leurs œuvres. D'une part, en effet, le privilège, une fois obtenu, constituait une propriété privée et des peines

assez sévères furent successivement édictées contre les contrefacteurs ; d'autre part, si la durée du droit de l'auteur se trouvait limitée par la durée même du privilège, néanmoins, comme les prorogations s'accordaient assez facilement, on arrivait par ce moyen à le maintenir au profit de l'auteur pendant sa vie, et souvent au delà, au profit des membres de sa famille. C'est ainsi que, soixante-six ans après la mort de La Fontaine, ses petites-filles obtinrent une continuation de privilège pour l'impression de ses œuvres, et qu'un arrêt du Conseil du 14 septembre 1761 débouta les libraires de leur opposition à l'enregistrement de ce privilège, en déclarant qu'il était juste et fondé sur le droit naturel. En résumé, malgré les imperfections de cette législation, les abus qui la débordaient provenaient moins du défaut de lois protectrices que de la difficulté de les faire appliquer et d'atteindre les contrefaçons.

C'est dans ces circonstances qu'intervinrent, sous Louis XVI, les mémorables arrêts du Conseil des 30 août 1777 et 30 juillet 1778 qui, tout en maintenant le système des privilèges, consolidèrent le droit de propriété des auteurs, en leur permettant, notamment, de le rendre perpétuel au profit d'eux et leurs héritiers, à la seule condition d'obtenir et d'exercer le privilège en leur nom personnel. Mais, par le seul fait de la cession à un libraire, la jouissance exclusive s'éteignait avec l'auteur, et ses œuvres tombaient dans le domaine public, en ce sens que d'autres libraires pouvaient également obtenir l'autorisation de les réimprimer.

Les privilèges ayant été abolis en 1789, les auteurs purent dès lors publier leurs ouvrages sans autorisation, et leurs droits furent régis par les principes du droit commun. Mais la nature toute spéciale de ce genre de propriété réclamait impérieusement une législation particulière. Une loi du 19 janvier 1791 reconnut d'abord aux auteurs dramatiques le droit exclusif de faire représenter leurs ouvrages. Vint ensuite la

loi du 19 juillet 1793, qui assura la jouissance exclusive des œuvres littéraires aux auteurs pendant leur vie et à leurs héritiers ou cessionnaires pendant dix années après leurs décès. Cette loi, qui régit encore la matière, a été complétée : 1° par un décret du 1^{er} germinal an XIII sur les œuvres posthumes ; 2° par les art. 39 et 40 du décret du 5 février 1810, qui prorogea les droits de la veuve pendant toute sa vie et étendit à vingt ans ceux des enfants ; 3° par les art. 425 et suivants du Code pénal, édictant des peines contre les éditeurs et débitants de contrefaçons ; 4° par la loi du 8 août 1844, qui étendit également les droits des veuves et des enfants des auteurs dramatiques à vingt ans après leur mort ; 5° par le décret du 28 mars 1852 et les traités internationaux sur la contrefaçon des ouvrages d'auteurs étrangers ; 6° enfin par la loi du 8 avril 1854, qui a étendu aux œuvres musicales et artistiques les dispositions précédentes en faveur des veuves, et porté, pour toutes les œuvres de littérature et d'art, la durée des droits des enfants à trente ans, à partir du décès de l'auteur ou de sa veuve.

§ 2. **Propriété artistique.** — Les moyens de reproduction des œuvres d'art n'ont pas pris, à beaucoup près, un développement aussi rapide et aussi vaste que l'imprimerie, et cela se conçoit. L'imprimerie répondait à un besoin universel et de toutes les classes. Les arts, au contraire, ne s'adressaient guère qu'au luxe, et, d'ailleurs, les artistes en vendant leurs œuvres aux personnes assez riches pour les acheter ou à ceux qui croyaient pouvoir en tirer un parti industriel, se trouvaient tout à la fois rémunérés et dessaisis de l'objet vendu, mais libres de reproduire les mêmes sujets et de créer ainsi de nouveaux originaux en s'inspirant de la même idée. Aussi, les actes du pouvoir que l'on voit apparaître de loin en loin pour la protection des arts avaient-ils pour but principal d'encourager les industriels qui, faisant des dépenses considérables

pour la reproduction, avaient besoin d'une protection toute spéciale.

C'est ainsi que si, dès l'année 1430, des lettres patentes accordent, à titre d'encouragement, des exemptions de tailles et subsides aux peintres et vitriers, et les étendent, en 1613, aux sculpteurs, ce n'est qu'au dix-huitième siècle que l'on trouve un commencement de législation contre les contrefaçons des modèles. Les actes les plus importants à cet égard sont : 1^o une sentence de police du 11 juillet 1702, défendant aux fondeurs de contre-mouler ni donner à d'autres les ouvrages que les sculpteurs auront donnés à fondre, et aux sculpteurs, de faire part à qui que ce soit des modèles qu'ils auront faits pour les fondeurs ; 2^o les règlements accordés en 1730 à la communauté des peintres et sculpteurs de l'Académie de Saint-Luc, et dont l'article 69 défendait à tous maîtres de la communauté de copier ou faire copier, mouler ou contre-mouler les ouvrages les uns des autres, pour les vendre ou les employer, sans avoir le consentement par écrit du premier auteur ; 3^o une déclaration des maîtres fondeurs, approuvée par sentence de police, du 16 juillet 1766, et par arrêt du Parlement du 30 du même mois, qui, dans son art. 1^{er}, faisait défense à tous marchands, merciers, bijoutiers, miroitiers, doreurs, ébénistes, et à tous autres, de piller ou faire piller les modèles des maîtres fondeurs ; 4^o les statuts d'une communauté de graveurs, ciseleurs, damasquineurs, peintres en émail et autres, rédigés en 1776, et dans lesquels on retrouve les mêmes prohibitions, et, pour la première fois, l'obligation de déposer les dessins et modèles pour en découvrir et empêcher dorénavant le vol et le pillage ; 5^o enfin, nous signalerons un règlement de police du 1^{er} octobre 1737, et deux arrêts du Conseil des 19 juin 1774 et 14 juillet 1787, spéciaux aux fabricants d'étoffes de soie, et leur réservant pendant un certain temps la jouissance exclusive de leurs dessins.

Jusque-là, c'est surtout, comme on le voit, au point de vue industriel que la propriété artistique, sans être consacrée d'une manière aussi explicite que la propriété littéraire, obtint la protection des lois. Mais, ainsi que nous le verrons au paragraphe suivant, la loi du 19 juillet 1793 plaça ces deux propriétés au même rang, et depuis, elles ont reçu du législateur et des tribunaux une égale protection. Seulement, des dispositions spéciales ont été édictées pour les dessins et modèles industriels, elles font l'objet du chapitre III.

SECONDE SECTION.

Précis de la législation en vigueur.

§ 1. **Genres d'ouvrages.** — La loi protège toutes les œuvres littéraires et artistiques, quels qu'en soient le genre, le mérite, l'étendue et la destination. Ainsi, une traduction, un dictionnaire, une simple compilation ou un abrégé constituent une propriété, au profit de l'auteur, aussi bien qu'une création originale, sauf le droit de chacun de faire un ouvrage du même genre en employant les mêmes matériaux, mais à la condition de ne pas usurper au premier ce qui peut lui être personnel, et spécialement, la disposition et l'agencement des matières. — Ainsi, encore, en matière de compositions musicales, une romance, un air, des variations, des quadrilles, des valse, même sur un motif tombé dans le domaine public, ont droit à une protection égale à celle assurée à un opéra ou à toute autre création importante. — Il en est de même des peintures, des dessins, gravures ou lithographies, des œuvres de sculpture et objets d'art, et cela, alors même qu'ils ont une destination industrielle. — Peu importe également le mode employé par l'auteur pour livrer son œuvre au public. Ainsi, la jurisprudence a étendu le bénéfice de la loi aux articles de journaux, aux leçons orales des professeurs, aux discours religieux pro-

noncés en chaire, à ceux prononcés aux Chambres ou dans des solennités académiques, aux chansons ou airs chantés dans des lieux publics, etc., etc. ; non qu'il soit interdit aux journaux de rendre compte des séances publiques et de reproduire même le texte des discours qu'ils ont pu recueillir ; mais cela ne donne à personne le droit de les réimprimer ou de les publier en recueil sans le consentement des auteurs.

§ 2. **Ouvres posthumes.** — Un décret du 1^{er} germinal an XIII a conféré à ceux qui sont propriétaires d'œuvres inédites d'un auteur décédé, et qui les publient, les mêmes droits que s'ils en étaient personnellement les auteurs, mais à la charge de les imprimer séparément et de ne pas les joindre à une nouvelle édition des ouvrages déjà publiés du même auteur et tombés dans le domaine public. — Ce décret s'étend évidemment aux compositions musicales inédites, mais il n'est pas applicable aux œuvres d'art. — Quant aux ouvrages dramatiques, le doute ne pouvait s'élever que pour le droit de représentation, qui est régi par une législation spéciale. Ce doute nous paraît avoir été levé par l'art. 12 du décret du 8 juin 1806, qui dit expressément que les propriétaires d'ouvrages dramatiques posthumes auront les mêmes droits que l'auteur, et profiteront du décret de germinal ; mais il faut pour cela que l'œuvre soit inédite, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas été représentée.

§ 3. **Dépôt.** — L'art. 6 de la loi du 19 juillet 1793 impose à l'auteur de tout ouvrage de littérature et de gravure, de quelque genre qu'il soit, l'obligation d'en déposer deux exemplaires, faute de quoi il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefaçons.

Il est bien reconnu que ce dépôt n'est pas attributif de propriété ; mais est-il nécessaire pour conserver à l'auteur son droit exclusif ? C'est une question controversée. Quelques auteurs et arrêts font résulter de l'absence de dépôt la présomption légale que l'auteur a entendu laisser tomber son œuvre dans le

domaine public ; d'autres, au contraire, se fondant sur ce que la loi n'a pas expressément prononcé la déchéance, admettent que l'auteur peut toujours, en opérant le dépôt, se faire relever de la fin de non-recevoir édictée contre son action ; cette question, du reste, a perdu presque tout son intérêt, depuis qu'il a été admis par la jurisprudence que le dépôt fait par l'imprimeur profite à l'auteur.

Le nombre des exemplaires à déposer, fixé d'abord à deux, fut porté à cinq par le décret du 5 février 1810 et par l'ordonnance du 24 octobre 1814, et définitivement réduit à *deux* par l'ordonnance du 9 janvier 1828, pour les écrits imprimés *sans estampes* ; à *trois* pour les écrits imprimés *avec estampes* ; à *quatre* pour les gravures, lithographies et photographies. Ce dépôt s'opère, savoir : à Paris, au ministère de l'intérieur, et, dans les départements, au secrétariat de la préfecture. — D'après la législation spéciale qui régit les médailles, elles ne peuvent, à moins d'une autorisation spéciale, être frappées que dans les ateliers du gouvernement. Dans tous les cas, on doit en déposer quatre exemplaires en bronze ; sous tous les autres rapports, elles rentrent dans la classe des œuvres d'art et de sculpture.

Le texte de la loi de 1793 pouvait laisser quelque doute sur la question de savoir si la musique était soumise au dépôt ; mais ce doute disparaît devant les ordonnances précitées, elle rentre dans la catégorie des planches gravées avec ou sans texte, selon qu'elle est ou non accompagnée de paroles. Mais il faut qu'il y ait impression ou gravure pour que le dépôt devienne nécessaire. Ainsi, l'auteur qui fait simplement représenter une œuvre dramatique ou chanter une composition musicale n'est pas tenu au dépôt tant qu'il ne les livre pas à l'impression. Sont également affranchis du dépôt, les tableaux, aquarelles et dessins faits à la main, ainsi que les œuvres de sculpture et objets d'art, alors même qu'ils sont reproduits par

le moulage. C'est du moins aujourd'hui une jurisprudence constante; seulement, les objets d'art reproduits en plâtre ou toute autre matière sont soumis au dépôt et à l'autorisation préalables, toutes les fois qu'ils peuvent être considérés comme rentrant dans la catégorie des médailles et emblèmes.

§ 4. Cessions. — Les droits des auteurs, compositeurs et artistes sur leurs œuvres, sont transmissibles, comme toute autre propriété mobilière, par vente, échange, donation, testament ou succession. La cession, à quelque titre qu'elle soit faite, peut être simple ou conditionnelle, totale ou partielle. Ainsi, non-seulement on peut limiter le nombre, le format, le genre, la matière des éditions ou reproductions autorisées, mais on peut même céder à l'un la propriété matérielle du manuscrit, du tableau ou de l'objet d'art, et conserver pour soi ou céder à d'autres le droit de reproduction. Il y a plus; la cession, même sans réserve, de l'original, n'entraîne pas nécessairement la cession du droit de reproduction; c'est là une question d'intention et d'interprétation, qui, en cas de difficulté, rentre dans l'appréciation souveraine des tribunaux. Au reste, la cession n'est soumise à aucune formalité spéciale, et il est admis qu'elle peut être consentie même verbalement. C'est seulement à l'encontre de l'auteur s'opposant à une représentation de son œuvre, ou requérant saisie, que les lois de 1791 et 1793 exigent la production d'une permission écrite. Au fond, l'éditeur ou le directeur n'en conservent pas moins la faculté d'établir judiciairement leur droit par tous les moyens de preuve que la loi autorise dans les matières ordinaires.

§ 5. Durée du droit de propriété au profit de l'auteur et de ses héritiers ou cessionnaires.

A. Auteurs. — Pas de difficulté possible tant que l'auteur d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique est vivant. Son droit complet de propriété existe avec lui, soit à son profit per-

sonnel, soit au profit de ses ayants cause, dans la mesure des cessions qu'il a pu en faire.

B. Veuves. — Lorsque l'auteur décède sans en avoir disposé de son vivant ou par acte de dernière volonté, ses droits entiers, ou réduits par les cessions partielles qu'il a faites, passent à sa veuve, quand, d'ailleurs, les conventions matrimoniales ne s'y opposent pas. — Quelle en est, dans ce cas, la durée? Fixée seulement à cinq années par la loi du 19 janvier 1791, pour le droit de représentation des œuvres dramatiques, la jouissance de la veuve, comme celle de tous héritiers et cessionnaires, fut portée à dix années par la loi du 19 juillet 1793, pour tous les ouvrages de littérature et de gravure, et pour toute autre production de l'esprit ou du génie, appartenant aux beaux-arts, ce qui comprenait évidemment les œuvres dramatiques. Mais la question s'est élevée de savoir si la loi de 1793 dérogeait à celle de 1791, à l'égard du droit spécial de représentation théâtrale. Les auteurs sont divisés : un arrêt de la Cour de cassation, du 3 décembre 1843, en rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris, du 16 août 1842, a décidé, dans l'affaire Troupenas, que la loi de 1793 étant générale et absolue, il n'y avait pas lieu de faire de distinction entre le droit de représentation et celui d'impression des œuvres dramatiques, et que tous deux survivaient à l'auteur pendant dix années, au profit de ses héritiers ou cessionnaires. Cette décision s'applique aussi bien à la partie musicale d'un opéra qu'aux paroles ou à toute autre pièce de théâtre.

Revenons au droit spécial de la veuve. L'art. 39 du décret du 5 février 1810 l'étendit à toute la durée de sa vie, mais pour les œuvres littéraires seulement, de sorte que sa jouissance resta limitée à dix années pour toutes les autres productions, et notamment pour les compositions musicales, les gravures, les œuvres d'art, et le droit de représentation des ouvrages dra-

matiques. Une loi du 3 août 1844 a porté ce dernier droit à vingt années. Mais, si cette loi corrigeait une anomalie, elle laissait subsister des inégalités que rien n'expliquait, dans la durée des droits des veuves sur les œuvres de leurs maris. La loi du 8 avril 1854 a enfin introduit une sage et juste uniformité, en déclarant que les veuves des auteurs, compositeurs et artistes, jouiront dorénavant, pendant leur vie, de tous les droits qui leur sont garantis par les lois et décrets antérieurs.

C. *Enfants*. — En l'absence de veuve, ou lorsque, soit en vertu des conventions matrimoniales, soit par l'effet de sa renonciation, soit enfin par suite de son décès, les droits d'auteur ne peuvent être attribués à la veuve ou cessent de lui appartenir, ils passent aux *enfants*, ce qui ne comprend pas seulement tous les descendants en ligne directe, mais encore les enfants adoptifs et les enfants naturels. — Quant à la durée de leurs droits, égale, dans l'origine, à celle des droits de la veuve, elle avait été portée à vingt ans par les décret et loi précités de 1810 et 1844, mais pour les œuvres littéraires et dramatiques seulement. Depuis la loi de 1854, elle est, indistinctement pour toutes les œuvres protégées par la législation, de trente années effectives, qui ne courent que du jour de leur entrée en jouissance, c'est-à-dire soit du décès de l'auteur, soit de l'extinction des droits de la veuve.

D. *Héritiers*. — Lorsqu'il n'y a ni veuve ni enfants, ou qu'ils décèdent, l'ouverture et la durée des droits de tous les autres héritiers se trouvent encore aujourd'hui réglées par les lois combinées de 1791 et 1793, ce qui, d'après l'arrêt précité de la Cour de cassation, établit à leur profit un maximum uniforme de jouissance de dix années, à partir du décès de l'auteur, pour toutes les productions littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques. Il en résulte que si la jouissance de la veuve ou des enfants a dépassé ce terme, l'œuvre, à leur décès, tombe dans le domaine public.

E. — Cessionnaires. En principe, les droits des cessionnaires ne peuvent pas être plus étendus que ceux du cédant. Si donc, l'on comprend que la veuve ou les enfants, une fois qu'ils sont investis par le décès de l'auteur, puissent transmettre à des cessionnaires la plénitude des droits qu'ils tiennent de la loi, on a de la peine à concevoir que le cessionnaire direct de l'auteur, alors surtout qu'il a été investi de son vivant, puisse avoir des droits plus étendus que l'héritier ordinaire; aussi, nous paraît-il constant que, pour toutes les productions musicales ou artistiques, aussi bien que pour les représentations théâtrales, les droits des cessionnaires ou légataires de l'auteur expirent uniformément dix années après sa mort, quelles que soient la qualité de ses héritiers ou représentants légaux et l'étendue des droits dont ils se seraient trouvés investis, sans la disposition entre-vifs ou testamentaire qui les a écartés. — Mais en est-il de même pour le droit de reproduction, par la voie de l'impression, des œuvres dramatiques et littéraires? Le doute naît de la rédaction assez ambiguë de l'article 40 du décret du 5 février 1810, qui paraît faire dépendre la durée de la jouissance des cessionnaires de l'auteur de celle qui appartiendrait à ses représentants légaux, s'il n'en avait pas disposé. Telle est, en effet, l'interprétation qui est généralement admise, de telle sorte, qu'en matière de propriété littéraire, le cessionnaire conserve son droit, non-seulement pendant la vie de l'auteur, mais encore pendant celle de la veuve, si le contrat de mariage ne s'y oppose pas; pendant vingt ans, après la mort de l'un et de l'autre, si l'auteur laisse des enfants; et pendant dix ans seulement, s'il ne laisse ni veuve ni enfants. — C'est là une anomalie de plus à signaler dans cette législation, qui, faite de pièces et de morceaux, manque d'homogénéité, et aurait grand besoin d'être complètement refondue. Quoi qu'il en soit, remarquons : 1° que ces différences dans l'étendue des droits du cessionnaire, ne peuvent se pré-

senter que lorsque la cession a été faite sans réserves ni limites ; 2° que les lois précitées du 3 août 1844 et 8 avril 1854 étant spéciales aux veuves et aux enfants, elles ne peuvent rien ajouter aux droits du cessionnaire ; 3° qu'à l'expiration de sa jouissance, par l'échéance, soit du terme conventionnel fixé dans l'acte de cession, soit du terme légal, la veuve ou les enfants, s'ils ont survécu, rentreront, pour le temps restant à courir, dans l'exercice des droits qu'ils tiennent directement de la loi.

§ 6. **Contrefaçon.** — Toute atteinte portée aux droits de l'auteur ou des propriétaires d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique est une contrefaçon, et toute contrefaçon, dit l'art. 425 du Code pénal, est un délit. Il suffit qu'il y ait un préjudice possible, soit à la réputation de l'auteur, soit au droit d'exploitation, pour qu'il y ait ouverture à une action. Ainsi, l'usurpation partielle, indirecte, déguisée, est aussi bien réprimée par la loi que l'usurpation totale et patente, sauf aux tribunaux à mesurer la répression sur la gravité du délit et l'étendue du préjudice. — La contrefaçon est également indépendante du mode de publication. Elle peut exister encore, bien qu'il n'y ait identité ni dans le procédé de reproduction, ni dans la nature et la matière de l'objet reproduit, ni dans l'usage et la destination. Pour citer quelques exemples, il peut y avoir contrefaçon dans le fait : 1° d'usurper le titre et l'ordre des matières d'un livre ; 2° de multiplier les citations d'un ouvrage au point d'en donner les portions essentielles sous le prétexte de les critiquer ; 3° d'extraire d'un opéra ou d'une symphonie un air détaché pour le publier isolément, *et vice versa*, d'intercaler dans un opéra ou dans un recueil une romance ou un air publié séparément ; 4° d'emprunter à une tragédie, à un drame ou à une comédie, le sujet, les scènes et les personnages, pour en faire le *libretto* d'un opéra, même écrit dans une autre langue ; 5° de transformer en pièce de théâtre un roman ou une nou-

velle ; 6° de reproduire sur étoffe , sur papiers peints , porcelaines et cristaux , des tableaux et gravures ; 7° de reproduire , par la gravure ou la photographie , des statuettes et œuvres d'art , etc. , etc. Remarquons enfin , qu'il peut y avoir contrefaçon dans le fait de reproduction d'une œuvre dont le sujet est dans le domaine public , si , au lieu de reproduire ou imiter l'objet lui-même , on s'empare de tout ou partie du travail d'autrui , par exemple , en reproduisant trop servilement une compilation , en décalquant ou en photographiant la gravure moderne d'un ancien tableau ou d'un monument public , ou bien encore , en surmoulant une statue réduite de l'antique , alors même que cette réduction a été obtenue par des procédés mécaniques.

§ 7. **Débit et introduction en France d'objets contrefaits.** — Le débit , l'exposition , la mise en vente et l'introduction en France d'objets contrefaits , constituent des délits distincts , mais de la même espèce que le délit de contrefaçon. Seulement , à la différence des auteurs ou coauteurs de la contrefaçon , qui sont nécessairement responsables de leurs actes et ne sauraient , en général , prétexter ignorance , puisqu'ils savaient , au moins , que le livre ou le modèle usurpé ne leur appartenait pas , les débitants sont plus facilement admis à opposer leur bonne foi , et c'est au plaignant à établir qu'ils sont en faute. Mais , ainsi que nous le verrons au § 9 , la confiscation doit être ordonnée dans tous les cas.

§ 8. **Transit. — Importation.** — L'article 8 de la loi de douanes du 6 mai 1841 porte que les contrefaçons en librairie , gravure ou lithographie , sont exclues du transit accordé aux marchandises prohibées par l'art. 3 de la loi du 9 février 1832. La fabrication et le commerce de ces dernières , en effet , sont parfaitement licites , et la prohibition ne portant que sur leur introduction et mise en vente en France , on a pu et dû en autoriser le transit. Mais il n'en pouvait être de même des ou-

vrages contrefaits, qui sont entachés d'un vice originel et indélébile. Les propriétaires des œuvres originales seraient donc en droit de faire saisir directement et à leur requête les contrefaçons qui, par erreur ou insuffisance de renseignements, auraient été admises au transit, en France. — Quant aux ouvrages dont la propriété est établie en pays étranger et qui ne sont pas soupçonnés de contrefaçon, ils sont admis tant au transit qu'à l'importation, mais seulement aux bureaux de douanes désignés par l'autorité (Voir à la 3^e section le texte de la loi du 6 mai 1841 et de l'ordonnance du 13 décembre 1842).

Il résulte, d'ailleurs, des termes du même article, et particulièrement de la discussion à laquelle il a donné lieu à la Chambre des députés, que, contrairement au principe posé dans la loi sur les brevets d'invention, les auteurs français étaient autorisés et pouvaient même avoir un grand intérêt, avant la conclusion des traités internationaux sur la garantie réciproque de la propriété littéraire, à établir d'abord la propriété de leurs œuvres en pays étranger et à les y faire imprimer, puisqu'ils avaient, dans ce cas, la faculté de les faire admettre en France, soit au transit, soit même à l'importation, à la seule condition d'acquitter les droits et de produire un certificat d'origine relatant le titre de l'ouvrage, le lieu et la date de l'impression, et le nombre des volumes brochés ou reliés à introduire. Cette faculté ne leur est pas retirée, mais accordée dans le but de permettre aux auteurs d'empêcher les contrefaçons étrangères ; elle a perdu une grande partie de son importance depuis les traités internationaux, et particulièrement depuis celui conclu avec la Belgique.

§ 9. Poursuites et compétence. — Lorsqu'un auteur, compositeur ou artiste, ou ses ayants cause, croient avoir à se plaindre d'une contrefaçon, ils peuvent indistinctement porter plainte en se constituant partie civile, ou agir par voie

d'action directe, soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction correctionnelle. — Ils peuvent, dans tous les cas, mais à leurs risques et périls, faire procéder à des saisies effectives ou simplement descriptives. Les commissaires de police et les juges de paix, dans les lieux où il n'y a pas de commissaires de police, ont qualité, aux termes des lois des 19 juillet 1793 et 25 prairial an III, pour procéder à ces saisies, et sont tenus d'obtempérer à leur réquisition. On peut également, au besoin, faire opérer la saisie par le ministère d'un huissier, mais il faut, dans ce cas, obtenir sur requête une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement où elle doit être faite. Enfin, lorsqu'il y a eu plainte, la saisie, si elle n'a pas été faite à la requête de la partie civile, peut, sur la réquisition du ministère public ou sur ordonnance du juge d'instruction, être opérée par tous officiers de police judiciaire.

La saisie, du reste, n'est pas nécessaire pour établir les délits de contrefaçon ou de débit et d'introduction en France d'objets contrefaits ; ils peuvent être prouvés par tous les moyens que la loi met à la disposition de ceux qui se plaignent d'un délit, et notamment par les correspondances, registres et factures, ainsi que par témoins.

La saisie, par elle-même, n'est pas attributive de juridiction ; c'est le domicile des prévenus ou le lieu de perpétration du délit qui déterminent la compétence. Ainsi, l'action correctionnelle intentée à raison d'un délit de contrefaçon, de débit ou d'introduction d'objets contrefaits peut être portée indistinctement devant le tribunal du domicile des prévenus ou du lieu où le délit a été commis. Lorsque l'auteur d'une contrefaçon n'est pas poursuivi personnellement pour débit ou introduction, il ne peut être cité devant le tribunal du lieu où le débit a eu lieu, qu'à raison de la connexité, et lorsque le débitant est lui-même poursuivi. Quant à l'action civile, elle ne peut être portée que devant le tribunal du domicile de l'un des défendeurs.

§ 10. **Pénalités. — Réparations.** — Les peines édictées par les articles 426 et 427 du Code pénal sont : contre le contrefacteur ou l'introducteur, une amende de 100 à 2,000 fr. ; contre le débitant, une amende de 25 à 500 fr., et, enfin, contre ceux qui ont fait représenter des ouvrages dramatiques au mépris des droits des auteurs, une amende de 50 à 500 fr. Il est à regretter que les tribunaux ne puissent pas, dans certains cas, et, notamment, lorsqu'il y a récidive, prononcer des amendes plus fortes, et même la peine de l'emprisonnement. Quant aux réparations civiles, elles consistent dans des dommages-intérêts, l'affiche ou l'insertion dans les journaux du jugement de condamnation, qui sont laissés à la libre appréciation des tribunaux, et, enfin, dans la confiscation des planches, moules, modèles et objets contrefaits. Cette confiscation est de droit, et, comme elle est avant tout une réparation accordée au plaignant et une mesure commandée d'ailleurs par la nécessité de ne pas laisser entre les mains des prévenus des objets contrefaits, dont ils ne pourraient disposer qu'en continuant le délit, et en causant un nouveau préjudice, elle doit être prononcée même vis-à-vis du débitant qui serait déclaré de bonne foi et renvoyé des fins de la plainte. Dans ce cas, il conserve, s'il y a lieu, un recours contre la personne qui l'a induit en erreur sur la nature des objets, et lui a laissé ignorer qu'ils étaient les produits d'une contrefaçon, mais, ce recours ne peut être exercé que devant la juridiction civile. — En général, la confiscation ne peut pas même être suppléée par des dommages-intérêts. Cependant, il a été jugé que dans le cas où la contrefaçon n'est que partielle et où l'objet contrefait ne peut sans un grave préjudice être détaché d'un tout, dont il ne forme qu'un accessoire restreint, les tribunaux peuvent remplacer la confiscation par une condamnation à des dommages-intérêts spéciaux. Mais c'est là une décision tout exceptionnelle, car, en principe, le plaignant a droit à la confiscation, alors même

qu'elle pourrait lui profiter au delà du dommage réellement éprouvé. C'est au contrefacteur à supporter les conséquences de sa faute.

§ 11. **Algérie et Colonies.** — En principe, celles de nos lois générales qui ne sont pas contraires à la législation spéciale de l'Algérie, y sont considérées comme obligatoires par le fait même de la conquête, et, encore bien qu'elles n'aient pas été l'objet d'une promulgation particulière. Il en est notamment ainsi du Code pénal, qui y est appliqué dans la plupart de ses dispositions. Il n'est pas douteux, dès lors, que la propriété littéraire et artistique ne doive y recevoir la même protection qu'en France. Le doute, s'il pouvait exister, se trouverait levé par un arrêté du 11 août 1845, dont nous donnons le texte ci-après, et qui a soumis les imprimeurs-libraires, marchands de gravures et autres de l'Algérie qui se trouvaient possesseurs ou propriétaires d'ouvrages contrefaits en pays étrangers, à l'obligation de produire à l'administration locale un état détaillé des écrits, compositions musicales et dessins, ou de toute autre production de ce genre, et, en outre, de les faire estampiller, faute de quoi, tous les exemplaires qui seraient ultérieurement trouvés dépourvus de l'estampille seraient considérés comme contrefaçons, et ceux qui les mettraient dans le commerce seraient passibles des peines édictées par le Code pénal et par les lois de douanes. Cet arrêté, à la vérité, n'a eu pour but que de faire cesser, pour l'avenir, l'introduction frauduleuse, en Algérie, des contrefaçons étrangères, et il est spécial aux œuvres de littérature et beaux-arts reproduites par l'impression, la gravure ou tout autre procédé analogue, mais il vise tout à la fois la loi du 19 juillet 1793, et les art. 425, 426, 427, 428 et 429 du Code pénal, et il en ressort que ces mêmes articles seraient, *à fortiori*, applicables à toute contrefaçon artistique ou littéraire qui se consommerait directement en Algérie.

Pour les autres colonies françaises, il est de principe, au

contraire, que les lois de la métropole n'y sont applicables qu'autant qu'elles y ont été régulièrement promulguées, et il n'est pas à notre connaissance qu'aucune disposition législative ni un arrêté local y ait prescrit la promulgation de nos lois sur la propriété littéraire et artistique. Mais, en fait, cette lacune ne présente pas un grave inconvénient, puisque, d'après la législation en vigueur dans les colonies, aucune publication ne peut avoir lieu sans une autorisation spéciale, et que, nécessairement, l'autorité refuserait cette autorisation pour toute publication qui constituerait une contrefaçon.

§ 12. Droits des étrangers en France et des Français en pays étrangers. — L'art. 40 du décret du 5 février 1810 porte que les auteurs, soit nationaux, soit étrangers, de tout ouvrage imprimé ou gravé, peuvent céder leur droit à un imprimeur ou libraire, ou à toute autre personne, qui est alors substituée en leur lieu et place pour eux et leurs ayants cause. C'est la reconnaissance formelle du droit des étrangers, soit de publier eux-mêmes leurs œuvres en France, soit de les céder à des tiers. En cela, le décret n'a fait que confirmer un droit qui était déjà consacré par l'usage et par la jurisprudence. Il était généralement admis, en effet, que l'étranger qui publiait ou faisait publier, pour la première fois en France, une œuvre de littérature ou d'art, y jouissait, lui et son cessionnaire, des mêmes droits et de la même protection que les Français, à la seule condition de se conformer aux prescriptions de la loi, notamment en ce qui concerne le dépôt.

Mais les droits cessaient d'être les mêmes, lorsque la publication avait eu lieu, pour la première fois, en pays étranger. La contrefaçon des ouvrages français était tellement enracinée, tellement active en pays étranger, que, par droit de représailles, on considérait le fait même de la publication d'une œuvre quelconque en pays étranger, comme la faisant immédiatement tomber dans le domaine public en

France. On alla même jusqu'à vouloir en faire résulter une fin de non-recevoir contre l'auteur français, qui, après avoir publié son œuvre en pays étranger, voulait, soit la publier, soit céder le droit de reproduction en France. Mais les tribunaux refusèrent d'appliquer une déchéance qui n'était écrite dans aucune loi, et nous avons vu au § 8 que, plus tard, la loi de 1814 avait formellement consacré le droit de auteurs français, non-seulement de publier ou faire publier d'abord leurs œuvres en pays étranger, mais encore d'en importer les exemplaires en France, et que c'était même là un des moyens mis à leur disposition pour déjouer en partie la contrefaçon étrangère.

Quant aux ouvrages publiés par des auteurs étrangers, hors de France, ils étaient également reçus à l'importation ; mais les droits de douane étaient fort élevés pour ceux écrits en langue française, et d'ailleurs, par cela même qu'ils étaient considérés comme tombés dans le domaine public, la reproduction en était licite et permise à tous.

Telle était, au reste, la règle admise dans les pays où les auteurs et artistes étrangers étaient le mieux traités. Dans quelques-uns, il leur restait la ressource de céder leurs droits à des éditeurs régnicoles, qui encore étaient eux-mêmes obligés le plus souvent d'obtenir une autorisation spéciale de leur gouvernement. Dans le plus grand nombre, le livre publié à l'étranger était une sorte d'épave appartenant à tous. Une cession, quelque sérieuse qu'elle fût, ne pouvait pas mettre obstacle à la reproduction. Ce ne fut que vers 1836 que la réaction, qui depuis longtemps s'était produite dans les esprits, commença à se manifester utilement dans les législations de différents États.

Constatons toutefois, en l'honneur du Danemark, que, dès 1828, le roi Frédéric VI avait rappelé, par une déclaration solennelle, que l'ordonnance de 1741, qui réglait les droits d'auteur, s'appliquait à tous les écrits sans distinction, et offrait la

réciprocité aux sujets des États dont les législations l'assuraient pareillement aux auteurs danois.

En 1832, la Diète germanique adopta une résolution qui eut pour effet d'attribuer, dans tous les États de la Confédération, aux ouvrages publiés dans l'un d'eux, la même protection que celle qui était accordée par chaque législation spéciale aux ouvrages nationaux; mais ce décret, aussi bien que ceux des 9 novembre 1837 et 19 juin 1845, qui sont venus le compléter, notamment en élevant le minimum de la durée des droits d'auteur, restèrent limités, dans leurs effets, aux ouvrages publiés dans les États confédérés. Seulement, chacun des États restait libre d'accorder des droits plus étendus, soit à ses sujets, soit aux étrangers. Aussi, plusieurs d'entre eux inscrivirent-ils dans leurs législations particulières le principe de la réciprocité au profit des auteurs étrangers appartenant à des nations dont les législations leur garantiraient les mêmes droits chez elles.

C'est ainsi, qu'une disposition finale de la loi prussienne du 11 juin 1837, sur la propriété littéraire et artistique, la déclara applicable aux ouvrages publiés dans un État étranger, dans la mesure de la protection accordée par les lois de cet État aux ouvrages publiés en Prusse. — Des dispositions analogues se retrouvent, comme nous le disions, dans les législations de différents États de la Confédération, et, spécialement, dans une loi de la Bavière, du 15 avril 1840, dans une loi du royaume de Saxe, du 22 février 1844, et dans une loi de l'Autriche, du 19 octobre 1846.

Constatons, en outre : 1^o que, dès 1833, la Grèce avait écrit une disposition du même genre dans ses codes ; 2^o qu'en 1838, sur un vote spécial du Parlement, la reine Victoria avait également étendu le bénéfice de la loi anglaise aux ouvrages publiés dans les pays étrangers dont la législation assurerait les mêmes avantages aux auteurs anglais ; 3^o que la Suède a fait

une offre pareille de réciprocité dans une loi de 1844; 4^e que d'autres Etats, parmi lesquels nous signalerons les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal, sans créer des droits positifs au profit des étrangers, ont déclaré, soit dans des traités de commerce, soit dans leurs lois, être prêts à établir la réciprocité par des traités spéciaux, et, néanmoins, la contrefaçon était toujours aussi active. — Pourquoi? — Parce qu'il ne suffisait pas à un certain nombre d'États, d'interdire chez eux la reproduction et d'éteindre ainsi quelques foyers isolés de contrefaçon; il fallait, en outre, empêcher l'introduction et la circulation des ouvrages contrefaits, afin d'arriver, en lui fermant tous les débouchés, à ruiner et étouffer la contrefaçon dans les pays même où elle trouverait encore un refuge. Or, ce grand résultat ne pouvait être obtenu que par des conventions diplomatiques.

C'est là le motif qui, à tort, selon nous, a empêché la France de répondre plus tôt à ces offres de réciprocité par voie de dispositions législatives. Sans doute, ces engagements, pris dans des lois qui manquent le plus souvent de sanction, n'ont pas la valeur de conventions qui lient les deux parties et créent un droit positif; on pouvait craindre également de compromettre l'avenir et les résultats des nombreuses négociations entamées, en se hâtant trop tôt de proclamer l'assimilation complète des auteurs étrangers aux auteurs français; mais nous ne voyons pas en quoi l'acceptation de ces offres de réciprocité aurait pu gêner l'intervention de la diplomatie, qui eût toujours conservé l'importante mission de compléter l'œuvre commencée par les législations. — Au reste, dans le projet de loi sur la propriété littéraire et artistique qui fut présenté aux Chambres en 1839 et discuté les années suivantes, le gouvernement français avait proposé un article garantissant les publications faites en pays étranger, à l'égard des Etats qui auraient assuré la même garantie aux ouvrages publiés pour la première fois en France. Mais, outre que cette disposition n'obtint pas l'approbation de

la Chambre des pairs, la loi entière échoua, et elle ne fut plus soumise aux Chambres.

Voyons maintenant quels ont été les résultats obtenus par la diplomatie. Les voici, en laissant en dehors les résolutions de la Diète germanique, ainsi que les conventions particulières intervenues entre plusieurs États de la confédération. Le premier traité qui ait été conclu pour la garantie de la propriété littéraire et artistique d'État à État est celui qui a été signé le 22 mai 1840 entre l'Autriche et la Sardaigne, et auquel ont adhéré depuis les États pontificaux, les duchés de Lucques et de Modène, le canton du Tessin et la Toscane. — Le traité de commerce qui fut conclu le 25 juillet 1840, entre la France et les Pays-Bas (Hollande), proclama en termes exprès la garantie réciproque de la propriété littéraire ; mais il laissa à une convention spéciale le soin de déterminer les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans les deux royaumes. Ce n'est que le 29 mars 1855 que cette convention a été signée. — Le 28 août 1843 intervint, entre la France et la Sardaigne, un traité spécial, qui a été complété depuis par ceux des 22 avril 1846 et 5 novembre 1850. — Viennent ensuite deux traités conclus entre l'Angleterre et la Prusse, le 15 mai 1846, et l'Angleterre et le Hanovre, le 7 octobre 1847 ; — enfin, ceux conclus entre la France et vingt États différents, savoir : le Portugal, le 12 avril 1851 ; le Hanovre, le 20 octobre 1851 ; l'Angleterre, le 3 novembre 1851 ; le duché de Brunswick, le 8 août 1852 ; la Belgique, le 22 août 1852, avec article additionnel du 27 août 1854 ; le grand-duché de Hesse-Darmstadt, le 18 septembre 1852 ; le landgraviat de Hesse-Hombourg, le 18 octobre 1852 ; la Toscane, le 15 février 1853 ; la principauté de Reuss (branche aînée), le 24 février 1853 ; la principauté de Reuss (branche cadette), le 30 mars 1853 ; le duché de Nassau, le 2 mai 1853 ; l'électorat de Hesse-Cassel, le 7 mai 1853 ; le grand-duché de Saxe-Weimar, le 17 mai 1853 ;

le grand-duché d'Oldenbourg, le 1^{er} juillet 1853 ; l'Espagne, le 15 novembre 1853 ; la principauté de Schwarzbourg-Sonderhausen, le 7 décembre 1853 ; la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, le 16 décembre 1853 ; la principauté de Waldeck et Pyrmont, le 4 février 1854 ; le grand-duché de Bade , le 3 avril 1854 ; les Pays-Bas, le 29 mars 1855.

Il résulte de cet aperçu historique, que quatorze États, environ, avaient fait dans leurs législations particulières des offres plus ou moins efficaces de réciprocité, et que la France, qui avait depuis si longtemps entamé des négociations actives avec tous les États de l'Europe, n'avait encore que quatre traités définitifs et exécutoires, lorsque, sur le rapport du garde des sceaux, le Président de la République rendit, à la date du 28 mars 1852, un décret qui, sans imposer aucune condition de réciprocité, assimila complètement les œuvres de littérature et de beaux-arts publiées en pays étranger à celles publiées en France. Aux termes de ce décret, en effet, ce n'est pas seulement la contrefaçon sur le territoire français qui est interdite comme constituant un délit, mais également le débit et l'exportation d'ouvrages étrangers contrefaits, et ces délits sont déclarés passibles des peines portées par les articles 425 et suiv. du Code pénal, contre la reproduction, l'introduction et le débit d'ouvrages français contrefaits. La seule condition imposée aux auteurs qui voudront exercer en France des poursuites, à raison d'ouvrages publiés en pays étranger, c'est d'accomplir les conditions exigées relativement aux ouvrages publiés en France, et notamment de faire le dépôt prescrit par nos lois, c'est-à-dire, de *deux* exemplaires des ouvrages imprimés sans estampes, de *trois* pour ceux imprimés avec estampes, de *trois* également pour la musique avec ou sans paroles, et de *quatre* pour les gravures, lithographies et photographies. Il nous paraît, d'ailleurs, ressortir des termes généraux de ce décret, qu'il doit profiter aussi bien aux œuvres de

littérature et d'art, publiées avant sa promulgation, qu'à celles dont la publication serait postérieure, et c'est en effet ce qu'a jugé un arrêt de la Cour de Paris, du 8 octobre 1853, qui a décidé en même temps qu'un nouveau tirage fait avec d'anciens clichés constituait une édition nouvelle, et, par cela même, prohibée. Toutefois, comme auparavant la reproduction des œuvres étrangères était licite, le plaignant aurait non-seulement à justifier de ses droits de propriété, mais encore à établir que la contrefaçon est postérieure au décret.

Quoi qu'il en soit, ce décret a une double importance. D'une part, en effet, il était impossible d'adopter en faveur des étrangers une mesure plus large et plus radicale, et le résultat a prouvé qu'elle était aussi opportune que juste et utile; car, loin de nuire, comme on le craignait, aux efforts de la diplomatie, elle a paru lui donner une force nouvelle et hâter la conclusion de conventions qui étaient en négociation depuis tant d'années.

D'autre part, il a eu, en outre, pour effet légal, de donner aux Français le *droit* de réclamer le bénéfice de la réciprocité devant les tribunaux des pays qui l'ont offerte dans leurs législations, mais à la charge par eux, bien entendu, de se conformer à ces législations, et notamment de faire des dépôts réguliers, ainsi que de justifier de la cession d'une ou plusieurs éditions à un éditeur régnicole, dans les pays où ces différentes conditions sont exigées. Dans ceux, au contraire, où le dépôt préalable n'est pas nécessaire et où l'auteur est admis à agir directement, les Français qui auraient à se plaindre d'une contrefaçon devront uniquement justifier de leur droit de propriété, d'abord par le récépissé même ou par un duplicata du certificat de dépôt en France, et en second lieu, s'ils sont héritiers ou cessionnaires, par des pièces authentiques établissant leurs droits et qualités, le tout dûment légalisé par les autorités locales et par les ambassades ou chancelleries du pays

où l'on veut agir. — Nous ferons connaître, à la seconde partie, les conditions exigées dans chaque pays, mais nous devons dire, dès à présent, que l'on doit dans l'application, et pendant assez longtemps encore, s'attendre à bien des mécomptes, d'autant que les dénis de justice, pas plus que les difficultés et les entraves que l'on rencontrera, ne sauraient motiver l'intervention officielle du gouvernement français. — Ces réserves faites, il ne nous reste plus qu'à donner, pour faciliter les recherches : 1^o la liste des États avec lesquels la France a conclu des conventions diplomatiques créant des droits respectifs et certains, et 2^o l'indication de ceux des États qui, n'étant pas liés avec nous par des traités, le sont, du moins, par le principe de la réciprocité écrit dans leurs législations, et qui, depuis le décret du 28 mars 1852, se trouvent moralement obligés à garantir chez eux aux Français les mêmes droits et la même protection qu'à leurs nationaux. Voici ces deux listes par ordre alphabétique.

Tableau des États avec lesquels la France a conclu des conventions pour la garantie réciproque de la propriété littéraire ou artistique.

- | | |
|-----------------------------------|--|
| 1. Angleterre. | 13. Portugal. |
| 2. Bade (Grand-Duché). | 14. Reuss (Branche aînée). |
| 3. Belgique. | 15. Reuss (Branche cadette). |
| 4. Brunswick (Duché). | 16. Sardaigne. |
| 5. Espagne. | 17. Saxe-Weimar-Eisenach (Grand-Duché). |
| 6. Hanovre. | 18. Schwarzbouurg-Rudolstadt (Principauté). |
| 7. Hesse-Cassel (Électorat). | 19. Schwarzbouurg-Sondershausen (Principauté). |
| 8. Hesse-Darmstadt (Grand-Duché). | 20. Toscane. |
| 9. Hesse-Hombouurg (Gr.-Duché). | 21. Waldeck et Pyrmont (Princip.). |
| 10. Nassau (Duché). | |
| 11. Oldenbourg (Grand-Duché). | |
| 12. Pays-Bas (Hollande). | |

C'est à la seconde partie que nous donnerons un précis de la législation de chaque État, ainsi que le texte des traités internationaux. Nous devons cependant signaler, dès à présent : 1^o que, d'après ces traités, le dépôt d'exemplaires n'est néces-

saire que pour l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne et le Portugal ; 2° que les auteurs et éditeurs qui veulent se réserver le droit de traduction doivent le mentionner en tête de leur ouvrage ; 3° que nous avons compris les Pays-Bas dans ce tableau, parce que la convention, qui n'est d'ailleurs que l'exécution d'un engagement pris dans le traité de commerce de 1840, a été signée à la Haye, le 29 mars 1855 ; mais les ratifications n'en ayant pas été échangées, elle n'est pas encore exécutoire ; 4° que, par un décret du 29 avril 1854, les certificats destinés, à constater le dépôt légal des livres, gravures, lithographies, compositions musicales, etc., effectué dans les chancelleries diplomatiques et consulaires françaises, en vertu des traités, sont soumis à un droit uniforme de cinquante centimes par certificat.

Tableau des États avec lesquels il n'existe pas encore de traités, mais qui, depuis le décret du 28 mars 1852, se trouvent liés par le principe de réciprocité inscrit dans leurs législations.

- | | |
|---------------------------|---------------------------------|
| 1. Anhalt-Cœthen (Duché). | 7. Lippe-Deimold (Principauté). |
| 2. Anhalt-Dessau (Duché). | 8. Prusse. |
| 3. Autriche. | 9. Saxe. |
| 4. Bavière. | 10. Saxe-Altenbourg (Duché). |
| 5. Danemark. | 11. Suède et Norwége. |
| 6. Grèce. | |

Le dépôt est obligatoire : 1° en Bavière, où il se compose de deux exemplaires de chaque nouvelle édition et s'effectue au ministère de l'intérieur, à Munich ; 2° en Saxe, où il n'est que d'un exemplaire et s'effectue à la direction du cercle. Mais l'inscription des ouvrages français est soumise à des conditions particulières, que nous relaterons en nous occupant de ces États. Nous aurons également quelques observations spéciales à faire sur la Prusse. Pour les huit autres États, il doit suffire de justifier de ses droits et de l'accomplissement des formalités en France.

TROISIÈME SECTION.

Textes des lois et décrets.

LOI DU 13-19 JANVIER 1791

Relative aux spectacles.

(Voir ci-après la loi du 8 août 1844.)

ART. 2. Les ouvrages des auteurs morts depuis cinq ans et plus sont une propriété publique et peuvent, nonobstant tous anciens privilèges qui sont abolis, être représentés sur tous les théâtres indistinctement.

3. Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs.

4. La disposition de l'art. 3 s'applique aux ouvrages déjà représentés, quels que soient les anciens règlements ; néanmoins, les actes qui auraient été passés entre des comédiens et des auteurs vivants, ou des auteurs morts depuis moins de cinq ans, seront exécutés.

5. Les héritiers ou les cessionnaires des auteurs seront propriétaires de leurs ouvrages durant l'espace de cinq années après la mort de l'auteur.

DÉCRET DU 19 JUILLET-6 AOUT 1791

Relatif aux spectacles.

ART. 1^{er}. Conformément aux dispositions des art. 3 et 4 du décret du 13 janvier dernier, concernant les spectacles, les ouvrages des auteurs vivants, même ceux qui étaient représentés avant cette époque, soit qu'ils fussent ou non gravés ou imprimés, ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue du royaume, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, ou sans celui de leurs héritiers ou cessionnaires pour les ouvrages des auteurs morts depuis moins de cinq ans, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit de l'auteur ou de ses héritiers ou cessionnaires.

2. La convention entre les auteurs et les entrepreneurs des spectacles sera parfaitement libre, et les officiers municipaux, ni aucun autre fonctionnaire public, ne pourront taxer lesdits ouvrages, ni modérer ou augmenter le prix convenu ; et la rétribution des auteurs, convenue entre eux ou leurs ayants cause et les entrepreneurs de spectacle, ne pourra être ni saisie ni arrêtée par les créanciers des entrepreneurs de spectacle.

LOI DU 19-24 JUILLET 1793

Relative aux droits de propriété des auteurs d'écrits en tout genre, des compositeurs de musique, des peintres et des dessinateurs.

La Convention nationale, etc., etc.

ART. 1^{er}. Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux et dessins, jouiront durant leur vie entière du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou en partie.

2. Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs.

3. Les officiers de paix seront tenus de faire confisquer, à la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs, peintres ou dessinateurs et autres, leurs héritiers ou cessionnaires, tous les exemplaires des éditions imprimées ou gravées, sans la permission formelle et par écrit des auteurs. — (Les art. 4 et 5 sont abrogés.)

6. Tout citoyen qui mettra au jour un ouvrage, soit de littérature ou de gravure, dans quelque genre que ce soit, sera obligé d'en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque nationale ou au cabinet des estampes de la République, dont il recevra un reçu signé du bibliothécaire, faute de quoi, il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs.

7. Les héritiers de l'auteur d'un ouvrage de littérature ou de gravure, ou de toute autre production de l'esprit ou du génie qui appartient aux beaux-arts, en auront la propriété exclusive pendant dix ans.

LOI DU 25 PRAIRIAL AN III (13 JUIN 1795).

ART. 1^{er}. Les fonctions attribuées aux officiers de paix par l'art. 3 de la loi du 19 juillet 1793 seront à l'avenir exercées par les commissaires de police, et par les juges de paix dans les lieux où il n'y aura pas de commissaires de police.

LOI DU 10 FRUCTIDOR AN IV (27 AOÛT 1796)

Concernant l'impression des ouvrages adoptés comme livres élémentaires.

ART. 1^{er}. Les auteurs des ouvrages adoptés comme livres élémentaires, et leurs héritiers ou cessionnaires, sont maintenus dans le droit

exclusif que tout auteur d'écrits a de les faire imprimer, vendre, distribuer, conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1793.

2. Le Directoire exécutif est autorisé à traiter pour le nombre de mille exemplaires avec lesdits auteurs, leurs héritiers ou cessionnaires qui auront fait imprimer leurs ouvrages.

3. Les ouvrages élémentaires dont les auteurs ou leurs cessionnaires auront déclaré qu'ils ne veulent ou ne peuvent faire l'édition seront imprimés aux frais et à l'imprimerie de la République.

DÉCRET DU 4^{or} GERMINAL AN XIII (22 MARS 1805)

Concernant les droits des propriétaires d'ouvrages posthumes.

NAPOLÉON, Empereur des Français, etc., etc.,—Vu les lois sur la propriété littéraire ; — Considérant qu'elles déclarent propriétés publiques les ouvrages des auteurs morts depuis plus de dix ans ; — Que les dépositaires, acquéreurs, héritiers ou propriétaires des ouvrages posthumes d'auteurs morts depuis plus de dix ans, hésitent à publier ces ouvrages, dans la crainte de s'en voir contester la propriété exclusive, et dans l'incertitude de la durée de cette propriété ; — Que l'ouvrage inédit est comme l'ouvrage qui n'existe pas ; et que celui qui le publie a les droits de l'auteur décédé et doit en jouir pendant sa vie ; — Que cependant, s'il réimprimait en même temps et dans une seule édition, avec les œuvres posthumes, les ouvrages déjà publiés du même auteur, il en résulterait en sa faveur une espèce de privilège pour la vente d'ouvrages devenus propriété publique, — décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les propriétaires, par succession ou à tout autre titre, d'un ouvrage posthume, ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables, toutefois à la charge d'imprimer séparément les œuvres posthumes, et sans les joindre à une nouvelle édition des ouvrages déjà publiés et devenus propriété publique.

2. Le grand juge, ministre de la justice, etc., etc.

DÉCRET DU 7 GERMINAL AN XIII (28 MARS 1805)

Concernant l'impression des livres d'église, des heures et des prières.

NAPOLÉON, Empereur des Français, etc.,

ART. 1^{er}. Les livres d'église, les heures et prières ne pourront être imprimés ou réimprimés, que d'après la permission donnée par les

évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire.

2. Les imprimeurs ou libraires qui seraient imprimer ou réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793.

3. Le grand juge, ministre de la justice, et les ministres de la police générale et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 8 JUIN 1806

Concernant les théâtres.

TITRE III.—DES AUTEURS.

ART. 10. Les auteurs et les entrepreneurs seront libres de déterminer entre eux, par des conventions mutuelles, les rétributions dues aux premiers, par somme fixe ou autrement.

12. Les propriétaires d'ouvrages dramatiques posthumes ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions sur la propriété des auteurs et sa durée leur sont applicables, ainsi qu'il est dit au décret du 1^{er} germinal an XIII.

DÉCRET DU 20 FÉVRIER 1809

Concernant les manuscrits des bibliothèques et autres établissements publics.

ART. 1^{er}. Les manuscrits des archives de notre ministère des relations extérieures, et ceux des bibliothèques impériales, départementales et communales, ou des autres établissements de notre Empire, soit que ces manuscrits existent dans les dépôts auxquels ils appartiennent, soit qu'ils en aient été soustraits, ou que leurs minutes n'y aient pas été déposées aux termes des anciens règlements, sont la propriété de l'État et ne peuvent être imprimés et publiés sans autorisation.

2. Cette autorisation sera donnée par notre ministre des relations extérieures, pour la publication des ouvrages dans lesquels se trouveront des copies, extraits ou citations des manuscrits qui appartiennent aux archives de son ministère; et par notre ministre de l'intérieur, pour celles des ouvrages dans lesquelles se trouveront des copies, extraits ou citations de manuscrits qui appartiennent à l'un des autres établissements publics mentionnés dans l'article précédent.

DÉCRET DU 5 FÉVRIER 1840*Contenant règlement sur l'imprimerie et la librairie.***TITRE VI. — DE LA PROPRIÉTÉ ET DE SA GARANTIE.**

Art. 39. Le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, si les conventions matrimoniales de celle-ci lui en donnent le droit, et à leurs enfants pendant vingt ans.

40. Les auteurs, soit nationaux, soit étrangers, de tout ouvrage imprimé ou gravé, peuvent céder leur droit à un imprimeur ou libraire, ou à toute autre personne, qui est alors substituée en leur lieu et place pour eux et leurs ayants cause, comme il est dit à l'article précédent.

CODE PÉNAL DU 19 FÉVRIER 1840.

Art. 425. Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon, et toute contrefaçon est un délit.

426. Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

427. La peine contre le contrefacteur ou contre l'introducteur sera une amende de 100 fr. au moins, et de 2,000 fr. au plus ; et contre le débitant, une amende de 25 fr. au moins et de 500 fr. au plus. La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

428. Tout directeur, entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de 50 fr. au moins et de 500 fr. au plus, et de la confiscation des recettes.

429. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations ou recettes confisquées sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

DÉCRET DU 6 JUILLET 1840.

Art. 1^{er}. Il est défendu à toute personne d'imprimer et débiter les

sénatus-consultes, codes, lois et règlements d'administration publique, avant leur insertion et publication par la voie du Bulletin au chef-lieu du département.

2. Les éditions faites en contravention de l'article précédent seront saisies à la requête de nos procureurs généraux, et la confiscation en sera prononcée par le tribunal de police correctionnelle.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT DU 23 AOUT 1811

Portant que le décret du 5 février 1810 n'a rien innové quant aux droits des auteurs d'ouvrages dramatiques et des compositeurs de musique.

LE CONSEIL D'ÉTAT, qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de ce département, relativement à la question de savoir si les dispositions du décret du 5 février 1810, art. 39 et 40, sont applicables aux auteurs d'ouvrages dramatiques ;

Est d'avis que le décret n'a rien innové quant aux droits des auteurs des ouvrages dramatiques et des compositeurs de musique, et que ces droits doivent être réglés conformément aux lois existantes antérieurement audit décret du 5 février.

DÉCRET DU 15 OCTOBRE 1812

Sur la surveillance, l'organisation, l'administration, la comptabilité, la police et discipline du Théâtre-Français.

TITRE V. — DES PIÈCES NOUVELLES ET DES AUTEURS.

ART. 72. La part d'auteur dans le produit des recettes, le tiers prélevé pour les frais, est du huitième pour une pièce en cinq ou quatre actes ; du douzième pour une pièce en trois actes, et du seizième pour une pièce en un ou deux actes. Cependant les auteurs et les comédiens peuvent faire toute autre convention de gré à gré.

73. L'auteur jouit de ses entrées du moment où sa pièce est mise en répétition, et les conserve trois ans après la première représentation, pour un ouvrage en cinq ou en quatre actes ; deux ans pour un ouvrage en trois actes, un an pour une pièce en un ou deux actes. — L'auteur de deux pièces en cinq ou quatre actes, ou de trois pièces en trois actes, ou de quatre pièces en un acte restées au théâtre, a ses entrées sa vie durant.

LOI DU 6-7 MAI 1841

Relative aux douanes.

TITRE IV. — DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

ART. 8. Les contrefaçons en librairie seront exclues du transit accordé aux marchandises prohibées par l'art. 3 de la loi du 9 février 1832. — Tous les livres en langue française dont la propriété est établie à l'étranger, ou qui sont une édition étrangère d'ouvrages français tombés dans le domaine public, continueront de jouir du transit, et seront reçus à l'importation en acquittant les droits établis, et sous la condition de produire un certificat d'origine relatant le titre de l'ouvrage, le lieu et la date de l'impression, le nombre des volumes, lesquels devront être brochés ou reliés, et ne pourront être présentés en feuilles.

Les livres venant de l'étranger, en quelque langue qu'ils soient, ne pourront être présentés à l'importation ou au transit que dans les bureaux de douanes qui seront désignés par une ordonnance du roi.

Dans le cas où des présomptions, soit de contrefaçon, soit de condamnations judiciaires, seront élevées sur les livres présentés, l'admission sera suspendue, les livres seront retenus à la douane, et il en sera référé au ministre de l'intérieur qui devra prononcer dans un délai de quarante jours.

Les dispositions contenues en cet article sont applicables à tous les ouvrages dont la reproduction a lieu par les procédés de la typographie, de la lithographie ou de la gravure.

Nulle édition ou partie d'édition, imprimée en France, ne pourra être réimportée qu'en vertu d'une autorisation expresse du ministre de l'intérieur, accordée sur la demande de l'éditeur, qui, pour l'obtenir, devra justifier du consentement donné à la réimportation par les ayants droit.

ORDONNANCE ROYALE DU 13 DÉCEMBRE 1842

Relative à l'importation et au transit de la librairie.

ART. 1^{er}. Le certificat d'origine, prescrit par l'art. 8 de la loi du 6 mai 1841, et sous la garantie duquel jouiront du transit et seront reçus à l'importation les livres en langue française dont la propriété est établie à l'étranger, ou qui seront une édition étrangère d'ouvrages français tombés dans le domaine public, sera souscrit par l'expéditeur, confirmé et dûment légalisé par l'autorité administrative du lieu de l'expédition. Il sera placé dans le colis, au-dessus des livres auxquels il se rapportera, et de manière à être facilement aperçu.

2. Les livres en langue française imprimés à l'étranger, les dessins,

gravures, lithographies et estampes, avec ou sans texte, ne pourront entrer, soit pour l'acquittement des droits, soit pour le transit, que par les seuls bureaux de douanes qui, dans le tableau annexé à la présente ordonnance, sont marqués d'un astérisque.

3. Seront ouverts à l'importation et au transit de la librairie en langues mortes et étrangères tous les bureaux compris dans le même tableau.

4. Pourront être importés par ces derniers bureaux, quelle que soit la langue dans laquelle ils auront été imprimés, les livres destinés pour Paris, et les dessins, gravures, lithographies et estampes ayant la même destination ; ils seront, après simple reconnaissance sommaire aux bureaux-frontières, dirigés, sous double plomb et par acquit-à-caution, sur les bureaux du ministère de l'intérieur, où les colis les renfermant ne seront ouverts et vérifiés qu'en présence des employés des douanes délégués à cet effet. Ceux-ci signeront, conjointement avec les agents du ministère de l'intérieur, les certificats de vérification. L'enlèvement des livres, dessins, gravures, lithographies et estampes, ne sera permis qu'après que les droits auront été payés ou garantis.

5. Les dispositions des trois articles précédents sont applicables, en ce qui concerne les restrictions d'entrée et les expéditions sur Paris, aux livres qui auront été exportés de France, et dont la réimportation, à défaut de vente à l'étranger, aura été autorisée par notre ministre de l'intérieur. Ces livres ne seront admissibles, sous les conditions énoncées dans la loi précitée, que s'ils sont présentés brochés ou reliés.

6. La demande en réimportation des livres spécifiés dans l'article qui précède fera connaître le nom et la résidence de l'expéditeur, ainsi que le bureau de douanes par lequel l'introduction aura lieu. Elle sera accompagnée d'une liste certifiée par le pétitionnaire, et indiquant : 1° le titre des ouvrages ; — 2° le nom de l'auteur, s'il est connu ; — 3° le nom et la demeure de l'éditeur ; — 4° le nom et la demeure de l'imprimeur ; — 5° la date de l'impression ; — 6° le format ; — 7° le nombre d'exemplaires. Les livres servant d'échantillons pourront être réimportés sans autorisation préalable, lorsqu'ils auront été estampillés à la douane de sortie, et qu'il n'en sera présenté à la réimportation qu'un seul exemplaire de chaque espèce.

7. Les dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 27 mars 1817, d'après lesquelles les livres qui sont taxés à moins de 150 fr. par 100 kilogrammes doivent être emballés séparément par espèce, seront dorénavant entendues en ce sens qu'on permettra la réunion de plusieurs espèces dans le même colis, pourvu que chacune d'elles fasse l'objet d'une division bien tranchée. En cas de mélange, le droit le plus élevé sera exigé sur le tout. — Les livres présentés au transit devront, s'ils se composent de

plusieurs espèces, être également emballés conformément à cette disposition, à défaut de quoi ils seront refusés.

8. Les contrefaçons en librairie, exclues du transit par la loi du 6 mai 1844, ne pourront être reçues dans les entrepôts.

9. Il sera établi, par les soins du département de l'intérieur, dans chaque bureau-frontière ouvert à l'entrée de la librairie en langue française, un agent spécial, chargé de procéder, conjointement avec les préposés des douanes, à la vérification des livres venant de l'étranger ; cet agent délivrera un certificat de ses opérations.

Tableau des bureaux de la frontière ouverts à l'importation et au transit de la librairie (annexé à l'ordonnance ci-dessus).

Dunkerque, * Lille, par Halluin et Baisieux ; * Valenciennes, par Blanc-misseron ; Forbach, Sierck, Wissembourg, * Strasbourg, Saint-Louis, Verrières de Joux, * les Rousses, Bellegarde, * Pont-de-Beauvoisin, Chapareillan, * Marseille, Perpignan, par le Perthu ; Behobie, * Bayonne, Bordeaux, Nantes, Caen, * le Havre, Rouen, Boulogne, Calais, Ajaccio, * Bastia.

Nota. Ont été ajoutés, postérieurement à l'ordonnance ci-dessus, les bureaux de Trois-Maisons et Fraïenberg, pour l'importation ou le transit des livres en langues mortes ou étrangères.

LOI DU 3 AOUT 1844

Relative à la propriété des ouvrages dramatiques.

ARTICLE UNIQUE. Les veuves et les enfants des auteurs d'ouvrages dramatiques auront, à l'avenir, le droit d'en autoriser la représentation et d'en conférer la jouissance pendant vingt ans, conformément aux dispositions des art. 39 et 40 du décret impérial du 5 février 1810.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 11 AOUT 1845.

(Promulgué en Algérie le 1^{er} septembre 1845.)

Le président du Conseil, Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, — Vu la loi du 17 juillet 1793, sur la propriété littéraire, et les art. 425 à 429 du Code pénal relatifs à la contrefaçon ; — Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816, portant répression de la contrebande ; — Vu l'art. 12 de l'ordonnance royale du 16 décembre 1843 ; etc., ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les imprimeurs, libraires, marchands de gravures et autres

de l'Algérie qui se trouveraient possesseurs ou propriétaires d'ouvrages contrefaits en pays étranger, seront tenus de produire un état indiquant : — 1° le titre et la nature de chaque ouvrage, écrit, composition musicale, dessin ou toute autre production de ce genre ; — 2° le nom de l'auteur ; — 3° le nombre d'exemplaires existant encore en leur possession. — Cet état sera déposé aux archives de l'administration civile de la localité.

2. Lesdits exemplaires devront être représentés au fonctionnaire qui sera délégué à cet effet ; chacun d'eux sera marqué d'une estampille et revêtu de la signature du chef de l'autorité locale.

3. Cette opération une fois terminée, tous les exemplaires qui seront trouvés dépourvus de la marque énoncée dans l'article précédent seront considérés comme contrefaçon, et ceux qui les mettront dans le commerce seront passibles des peines portées tant par les art. 427 et 429 du Code pénal que par les art. 41, 42, 43 et 44 de la loi sur les douanes du 28 avril 1816, et par l'art. 16 des ordonnances royales du 16 décembre 1843 qui constituent en Algérie la législation des douanes.

DÉCRET DU 28-31 MARS 1852

Sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers.

RAPPORT au prince Président de la République.

Monseigneur, le droit d'auteur, qui consiste dans le droit temporaire à la jouissance exclusive des produits scientifiques, littéraires et artistiques, est consacré par la législation française au profit des nationaux, et même des étrangers, relativement aux ouvrages publiés en France. Mais l'étranger qui peut acquérir et possède, sous la protection de nos lois, des meubles et des immeubles, ne peut empêcher l'exploitation de ses œuvres, au moyen de la contrefaçon, sur le sol, d'ailleurs si hospitalier, de la France. C'est là, Monseigneur, un état de choses auquel on peut reprocher non-seulement de n'être pas en harmonie avec les règles que notre droit positif tend sans cesse à généraliser, mais même d'être contraire à la justice universelle. Vous aurez consacré l'application d'un principe salulaire, vous aurez assuré aux sciences, aux lettres et aux arts un encouragement sérieux, si vous protégez leurs productions contre l'usurpation, en quelque lieu qu'elles aient vu le jour, à quelque nation que l'auteur appartienne. Une seule condition me paraît légitime, c'est que l'étranger soit assujéti, pour la conservation ultérieure de son droit, aux mêmes obligations que les nationaux. Si vous daignez approuver les vues que je viens d'exposer, j'aurai l'honneur de vous soumettre le décret ci-joint, qui aura pour effet de les réaliser.—Je suis, etc.

— Signé : **ABBATUCCI.**

DÉCRET.

LOUIS-NAPOLÉON, etc., sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice ; — vu la loi du 19 juillet 1793, les décrets du 1^{er} germinal an XIII et du 5 février 1810, la loi du 25 prairial an III, et les art. 425, 426, 427 et 429 du Code pénal, —
ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages publiés à l'étranger et mentionnés en l'art. 425 du Code pénal, constitue un délit.

2. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaits. L'exportation et l'expédition de ces ouvrages sont un délit de même espèce que l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger.

3. Les délits prévus par les articles précédents seront réprimés conformément aux art. 427 et 429 du Code pénal. — L'art. 463 du même Code pourra être appliqué.

4. Néanmoins, la poursuite ne sera admise que sous l'accomplissement des conditions exigées relativement aux ouvrages publiés en France, notamment par l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1793.

DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1852,*Relatif à la représentation des ouvrages dramatiques.*

NAPOLÉON, etc., vu, etc..., considérant que l'ordre public est intéressé à ce que les ouvrages dramatiques ne puissent être représentés sans l'autorisation préalable du gouvernement ; — Notre Conseil d'Etat entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les ouvrages dramatiques continueront à être soumis, avant leur représentation, à l'autorisation de notre ministre de l'intérieur à Paris, et des préfets dans les départements.

2. Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public.

DÉCRET DU 30 AOUT 1853.

(Promulgué en Algérie le 19 septembre 1853.)

Portant que le décret du 30 décembre 1852 relatif à la représentation des ouvrages dramatiques sera promulgué en Algérie.
(Voir ci-dessus le texte de ce décret.)

LOI DU 8 AVRIL 1854

*Sur le droit de propriété garanti aux veuves et aux enfants
des auteurs, des compositeurs et des artistes.*

ARTICLE UNIQUE. Les veuves des auteurs, des compositeurs et des artistes jouiront, pendant toute leur vie, des droits garantis par les lois des 13 janvier 1791 et 19 juillet 1793, le décret du 3 février 1810, la loi du 3 août 1844 et les autres lois et décrets sur la matière. — La durée de la jouissance accordée aux enfants par ces mêmes lois et décrets est portée à trente ans, à partir soit du décès de l'auteur, compositeur ou artiste, soit de l'extinction des droits de la veuve.

DÉCRET DU 29 AVRIL 1854.¹

NAPOLÉON, etc., vu l'ordonnance du 6 novembre 1842, sur le tarif des chancelleries consulaires; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les certificats destinés à constater le dépôt légal de livres, gravures, lithographies, compositions musicales, etc., effectué dans nos chancelleries diplomatiques et consulaires, en vertu de dispositions spéciales inscrites dans les traités sur la propriété littéraire et artistique, seront soumis à un droit uniforme de cinquante centimes (0 fr. 50 c.) par certificat.

¹ Nous rappelons que nous n'avons donné dans cette première partie que les lois et décrets qui sont d'un intérêt général, et qui forment le droit commun en France. A l'égard de ceux qui ont pour but de promulguer ou d'assurer en France l'exécution des traités internationaux, nous les donnerons avec le texte même de ces traités, sous la rubrique de chacun des États qu'ils concerneront; cela évitera des répétitions inutiles, facilitera les recherches et permettra de mieux préciser pour chacun d'eux les droits de leurs nationaux en France et des Français chez eux.

CHAPITRE III.

Dessins et modèles de fabrique.

PREMIÈRE SECTION.

Historique de la législation.

Le droit de propriété des dessins et modèles de fabrique a la même origine et repose sur les mêmes principes que le droit de propriété artistique, dont il n'est qu'un démembrement; aussi les avons-nous confondus dans le précis historique qui fait l'objet de la première section du chapitre précédent. Nous rappelons seulement que, dès 1737, des dispositions spéciales furent jugées nécessaires pour réglementer la propriété des dessins de fabrique. Tel fut notamment l'objet d'un règlement de police du 1^{er} octobre 1737, et d'un arrêt du Conseil du 19 juin 1744, mais ils n'étaient relatifs qu'aux fabriques de Lyon. Un arrêt du Conseil du 14 juillet 1787 en étendit les dispositions à toutes les manufactures de France. Aux termes de cet arrêt, les fabricants qui avaient composé ou fait composer de nouveaux dessins conservaient le droit exclusif de les faire exécuter, savoir : pendant quinze années pour les étoffes destinées aux ameublements et ornements d'église, et pendant six années pour celles brochées ou façonnées servant à l'habillement ou autre usage, à la condition d'en opérer le dépôt avant la mise en vente des étoffes.

Les fabriques restèrent sous l'empire de cette législation jusqu'à la loi de 1793, dont les dispositions s'appliquent à toutes les productions des arts et comprennent formellement les dessins, sans distinction de genre ni de destination. Mais, indépendamment de cette loi générale, on sentit la nécessité

de rétablir quelques dispositions spéciales pour les dessins de fabrique. C'est ce que fit une loi du 18 mars 1806 qui, en créant pour la ville de Lyon un conseil de prud'hommes, les chargea des *mesures conservatrices de la propriété des dessins*, régla les formalités du dépôt et, par occasion, fixa une durée particulière, en autorisant le fabricant à déclarer, au moment du dépôt, s'il entendait se réserver la propriété exclusive pendant une, trois ou cinq années, ou à perpétuité. De sorte que, par une singulière anomalie, cette propriété qui est considérée par la loi comme moins importante, parce que le goût et les modes changent, peut cependant, par le seul fait de la déclaration, devenir *perpétuelle*, alors que le droit exclusif de reproduction des chefs-d'œuvre artistiques ne dure qu'un certain nombre d'années au profit de la famille et des cessionnaires, après la mort de l'auteur.—En fait, cela n'a pas une grande importance, parce que la versatilité des modes et la possibilité de varier à l'infini les dessins de fabrique font promptement justice de cette perpétuité. Mais, en droit, elle existe, et, jusqu'à ce qu'une loi nouvelle ait fait disparaître cette anomalie, les fabricants doivent s'abstenir de reproduire servilement des dessins, même anciens, avant d'être certains qu'ils sont tombés dans le domaine public.

La loi de 1806 était spéciale à la ville de Lyon; mais, outre qu'elle autorisait la création de nouveaux conseils de prud'hommes dans toutes les villes où le gouvernement le jugerait convenable, une ordonnance des 17 et 29 août 1825 généralisa celles de ses dispositions qui étaient relatives aux dessins de fabrique, en établissant que dans les villes où il n'existerait pas de conseil de prud'hommes, le dépôt serait fait aux greffes des tribunaux de commerce.

Quant aux modèles de fabrique, aucune disposition particulière n'étant venue modifier les principes généraux, ils restent soumis à la loi de 1973, sauf l'application qui leur a été

faite, dans certains cas, des dispositions qui précèdent, ainsi que nous le verrons à la section suivante, § 2.

DEUXIÈME SECTION.

Précis de la législation en vigueur.

§ 1^{er}. **Dessins de fabrique.** — A. *Genre de dessins.* La propriété des dessins de fabrique se trouve aujourd'hui protégée par les principes généraux sur la propriété artistique, et en outre par les dispositions spéciales de la loi de 1806 et de l'ordonnance de 1825. On entend par dessin de fabrique toute disposition d'ornements et combinaison de dessins linéaires appliquée ou destinée à être appliquée à l'industrie par l'impression ou par le tissage, peu importe la nature de l'objet sur lequel il est reproduit, étoffes de soie, de laine ou de coton, velours, cachemires, tapis, dentelles, passementeries, toiles cirées, papiers peints, cuirs, bois, porcelaines, cristaux, etc., etc. Mais il faut que le dessin ait un caractère de nouveauté, c'est-à-dire qu'il ne soit pas la reproduction servile d'un dessin tombé dans le domaine public. Toutefois, il a été jugé par un arrêt de la Cour de Paris, du 26 juin 1837, que celui qui le premier avait fait usage dans les papiers peints des crêtes ou lézardes, pour servir de bordures, avait pu s'assurer un droit exclusif par le dépôt de ce dessin, bien qu'il ne fût que la reproduction ou plutôt l'imitation des crêtes en passementeries. — Il faut également que ce soit un dessin susceptible d'être reproduit par un procédé mécanique. Tout dessin qui nécessiterait un travail à la main rentrerait dans la catégorie des œuvres artistiques.

B. *Dépôt.* Le dessinateur ou le fabricant sont tenus, pour conserver la propriété d'un dessin, d'en effectuer le dépôt au conseil des prud'hommes, ou, à défaut, au greffe du tribunal de commerce. Le dessin ou l'échantillon doit être plié sous

enveloppe revêtue de la signature et du cachet du déposant.

C. *Frais*. Lorsque le dépôt a lieu aux archives du conseil des prud'hommes, il est soumis au paiement d'une indemnité qui est réglée par le conseil, et ne peut excéder un franc par année de jouissance exclusive réclamée; elle est de dix francs pour la propriété perpétuelle. Mais si le dépôt est fait au greffe d'un tribunal de commerce en vertu de l'ordonnance de 1825, il doit être reçu gratuitement, sauf le droit du greffier pour la délivrance du certificat.

D. *Effet du dépôt*. Le dépôt est nécessaire pour la conservation du droit de propriété.—Tout dessin exécuté et mis dans le commerce avant le dépôt tombe dans le domaine public. Mais si le dépôt peut servir à établir la priorité entre deux déposants, il ne prouve pas, par lui seul, la propriété du dessin qui est préexistante et pourrait, au besoin, être revendiquée par le véritable auteur ou propriétaire.

E. *Durée*. Le déposant doit indiquer pendant quel temps il veut se réserver le droit de propriété exclusive. Ce droit peut être perpétuel ou limité à une, trois ou cinq années.

F. *Poursuite et compétence*. Les principes que nous avons exposés au chapitre précédent sur le mode de poursuite et la compétence en matière de propriété littéraire et artistique s'appliquent aux dessins de fabrique. Seulement, lorsqu'au lieu de porter la plainte en contrefaçon devant la juridiction correctionnelle, on agit par la voie civile, notamment en revendication de la propriété d'un dessin, ou en dommages-intérêts, l'action doit être portée devant le tribunal de commerce, et non devant les tribunaux civils ordinaires.

G. *Peines*. Les peines contre le contrefacteur, l'introducteur ou le débitant sont les mêmes qu'en matière littéraire et artistique, et sont réglées par les art. 425 et suiv. du Code pénal.

§ 2. *Modèles de fabrique*. — Nous avons dit que la des-

tion industrielle d'un objet d'art ne suffisait pas pour faire refuser à l'artiste ou à son cessionnaire le bénéfice de la loi de 1793. Ainsi un groupe ou une statuette destinés à une pendule, une cariatide en bronze appliquée à un meuble, des figurines ou des animaux sculptés en or, en argent ou en ivoire pour l'orfèvrerie ou la bijouterie, n'en constituent pas moins des œuvres artistiques. Mais il n'en est pas toujours ainsi, et quoiqu'il soit souvent difficile de préciser où l'art finit et où commence l'industrie, on ne saurait méconnaître qu'il y a un fort grand nombre d'objets fabriqués pour des usages purement industriels ou domestiques dont les modèles n'ont souvent pas d'autre valeur que le prix de premier établissement, et qu'on ne peut guère élever au rang d'œuvres d'art, même alors qu'il a fallu, pour les créer, un certain degré d'intelligence et de goût; ils n'en ont pas moins droit à la protection de la loi, car si la liberté et l'émulation vivifient l'industrie, c'est à la condition que la concurrence sera loyale. La contrefaçon, en effet, c'est-à-dire l'usurpation du travail d'autrui, est relativement aussi coupable et aussi nuisible dans l'industrie que dans les arts, et cependant on est obligé de reconnaître qu'entre la loi de 1793, qui ne s'occupe que des productions de l'esprit et des beaux-arts, et la loi de 1806, qui est spéciale aux dessins industriels, les modèles de fabrique se trouvaient livrés à la merci des contrefacteurs, n'ayant pour les défendre que le faible appui de l'article 1582 du Code Nap., qui permet d'actionner en dommages-intérêts celui qui, par un fait répréhensible, nous cause un préjudice. — La jurisprudence a comblé cette lacune en appliquant les dispositions répressives du Code pénal, en vertu, soit de la loi de 1793, soit de celle de 1806, selon que les objets argués de contrefaçon lui paraissaient avoir un caractère artistique ou purement industriel. La répression étant la même, cette distinction n'a d'importance qu'à raison de ce que, dans le second cas, le dépôt préalable du modèle peut être jugé nécessaire,

tandis qu'il ne l'est pas dans le premier. Or, ce qu'il y a de fâcheux, c'est qu'en l'absence d'un texte de loi, il est impossible de poser une règle et une délimitation même approximative, d'autant que la matière et le procédé de fabrication ont souvent, dans cette appréciation, autant d'influence que la nature de l'ornementation ou la destination de l'objet. C'est ainsi que l'on a considéré alternativement, comme œuvres d'art dispensées du dépôt : des ornements en cuivre estampé et destinés à des panonceaux de notaire (Cour de Paris, 9 février 1832), des marteaux de porte en bronze ayant la forme d'un dauphin frappant sur une coquille (C. de Bordeaux, 21 janvier 1836), des chenets en fonte de fer se terminant par une tête de cheval (Trib. de Toulouse, 22 déc. 1835), des flacons en porcelaine représentant un pacha, d'après le tableau du Massacre des Janissaires d'Horace Vernet (C. de Paris, 24 mai 1837); et comme modèles de fabrique, soumis à la formalité essentielle du dépôt préalable, des matrices et poinçons destinés à l'estampage de bijoux (C. de Paris, 16 mai 1840), et des modèles de carafes, quoiqu'en fait il fût établi que les ornements en étaient nouveaux aussi bien que la forme (C. de Paris, 3 août 1854). — En résumé, la sculpture industrielle et les modèles de fabrique sont, comme la sculpture artistique et les dessins de fabrique, protégés par les art. 425 et suiv. du Code pénal; mais nous ne saurions trop recommander, non-seulement aux fabricants d'orfèvrerie, de bijouterie, d'ébénisterie, de porcelaines et cristaux, de terres cuites, etc., etc., mais encore aux fondeurs et fabricants de bronzes qui veulent s'assurer la propriété de leurs modèles, d'en faire le dépôt conformément à la loi de 1806 et à l'ordonnance de 1825 précitées, toutes les fois qu'il ne s'agira pas d'œuvres d'art proprement dites.

§ 3. **Étrangers.** — Les étrangers qui sont admis à la jouissance des droits civils, ou qui, établis en France, y exercent un commerce ou une industrie, ont les mêmes droits que les

Français à l'égard des dessins et modèles de fabrique qu'ils y emploient, à la charge, bien entendu, de remplir les formalités prescrites par la loi. Mais l'étranger qui a sa fabrique ou son principal établissement commercial hors de France ne serait pas admis, même en faisant le dépôt au conseil de prud'hommes ou au greffe du lieu où il aurait une succursale, à actionner les contrefacteurs devant les tribunaux français. (Voir, sur ce point, chap. IV, sect. II, § 1, lettre J.)

TROISIÈME SECTION.

Textes des lois.

LOI DU 18 MARS 1806

Portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon.

TITRE II.

SECTION II. — *Des contraventions aux lois et règlements.*

ART. 10. Le conseil des prud'hommes sera spécialement chargé de constater, d'après les plaintes qui pourraient lui être adressées, les contraventions aux lois et règlements nouveaux ou remis en vigueur.

11. Les procès-verbaux dressés par les prud'hommes, pour constater ces contraventions, seront renvoyés aux tribunaux compétents, ainsi que les objets saisis.

SECTION III. — *De la conservation de la propriété des dessins.*

14. Le conseil des prud'hommes est chargé des mesures conservatrices de la propriété des dessins.

15. Tout fabricant qui voudra pouvoir revendiquer par la suite, devant le tribunal de commerce, la propriété d'un dessin de son invention, sera tenu d'en déposer aux archives du conseil des prud'hommes un échantillon plié sous enveloppe revêtue de ses cachet et signature, sur laquelle sera également apposé le cachet du conseil de prud'hommes.

16. Les dépôts de dessins seront inscrits sur un registre tenu *ad hoc* par le conseil de prud'hommes, lequel délivrera aux fabricants un certificat rappelant le numéro d'ordre du paquet déposé et constatant la date du dépôt.

17. En cas de contestation, entre deux ou plusieurs fabricants, sur la propriété d'un dessin, le conseil de prud'hommes procédera à l'ouver-

ture des paquets qui lui auront été déposés par les parties ; il fournira un certificat indiquant le nom du fabricant qui aura la priorité de date.

18. En déposant son échantillon, le fabricant déclarera s'il entend se réserver la propriété exclusive pendant une, trois ou cinq années, ou à perpétuité ; il sera tenu note de cette déclaration. A l'expiration du délai fixé par ladite déclaration, si la réserve est temporaire, tout paquet d'échantillon déposé sous cachet dans les archives du conseil devra être transmis au Conservatoire des arts de la ville de Lyon, et les échantillons y contenus être joints à la collection du Conservatoire.

19. En déposant son échantillon, le fabricant acquittera entre les mains du receveur de la commune une indemnité qui sera réglée par le conseil de prud'hommes et ne pourra excéder un franc pour chacune des années pendant lesquelles il voudra conserver la propriété exclusive de son dessin, et sera de dix francs pour la propriété perpétuelle.

TITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES.

32. Toutes les fonctions des prud'hommes et de leur bureau seront entièrement gratuites vis-à-vis des parties ; ils ne pourront réclamer, pour les formalités remplies par eux, d'autres frais que le remboursement du papier et du timbre.....

34. Il pourra être établi par un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'État, un Conseil de prud'hommes dans les villes de fabrique où le gouvernement le jugera convenable.

35. Sa composition pourra être différente selon les lieux, mais ses attributions seront les mêmes.

ORDONNANCE DU 17-29 AOUT 1825

Portant règlement sur les dessins de fabrique.

ART. 1^{er}. Le dépôt des échantillons de dessins qui doit être fait, conformément à l'art. 15 de la loi du 18 mars 1806, aux archives des conseils de prud'hommes, pour les fabriques situées dans le ressort de ces conseils, sera reçu, pour toutes les fabriques situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, au greffe du tribunal de commerce, ou au greffe du tribunal de première instance, dans les arrondissements où les tribunaux civils exercent la juridiction des tribunaux de commerce.

2. Ce dépôt se fera dans les formes prescrites pour le même dépôt aux archives du conseil des prud'hommes par la loi du 18 mars 1806. — Il sera reçu gratuitement, sauf le droit du greffier pour la délivrance du certificat constatant ledit dépôt.

CHAPITRE IV.

Marques de fabrique, noms, enseignes et étiquettes des commerçants.

PREMIÈRE SECTION.

Historique de la législation. — Principes généraux.

Il existe plusieurs espèces de marques. D'une part, en effet, et en dehors des sceaux de l'État ou des timbres dont se servent les fonctionnaires publics, pour compléter l'authenticité des pièces signées d'eux et en rendre la falsification ou l'imitation plus difficile, le législateur a établi, dans l'intérêt du commerce et du public, des marques qui doivent être apposées par les agents de l'autorité sur certains produits manufacturés, tels sont les plombs employés pour le service des douanes, les poinçons destinés à la vérification des poids et mesures, et ceux de garantie des matières d'or et d'argent. La contrefaçon ou l'emploi frauduleux de ces différentes marques sont punis de peines sévères par les articles 139 et suivants du Code pénal. D'autre part, certains produits ne doivent être livrés au commerce que revêtus d'une marque d'origine, soit purement emblématique, soit emblématique et nominale. Enfin, tout manufacturier et tout commerçant a le droit d'apposer des marques particulières sur les produits de sa fabrication ou sur les objets de son commerce.

Toutes ces marques, tous ces signes distinctifs ont cela de commun qu'ils constituent une double garantie : 1^o pour la propriété industrielle de celui qui les emploie ; 2^o pour l'acheteur. Nous n'avons à nous en occuper que sous le premier point de vue, disons seulement que, sous les deux rapports, une lé-

gislation nouvelle et uniforme serait un grand bienfait pour tous, et l'on ne peut que regretter que le projet de loi qui avait été discuté et adopté en 1846 par la Chambre des pairs n'ait pas pu être voté par la Chambre des députés. Car, si l'importance des marques et la valeur industrielle qu'elles acquièrent s'accroissent tous les jours, en raison même des progrès de l'industrie, et si cette propriété est l'un des éléments de succès les plus honorables et les plus puissants, la sincérité des marques est, en même temps, l'une des meilleures garanties pour les acheteurs contre les fraudes de ceux qui, n'ayant pas une ancienne réputation à sauvegarder, et dédaignant l'avenir, ne songent qu'aux bénéfices du présent. Hâtons-nous d'ajouter que le gouvernement s'occupe en ce moment d'un projet de loi sur cette importante matière. Ce projet se divise en cinq titres, qui concernent, savoir : le 1^{er} la propriété des marques; le 2^e les droits des étrangers, le 3^e les pénalités; le 4^e la juridiction; le 5^e quelques dispositions générales. Il sera probablement soumis au Corps législatif à la première session; mais cela ne saurait nous dispenser d'examiner la législation actuelle. Voyons donc ce qu'il en est.

Sous l'ancienne monarchie, la législation sur les marques de fabrique n'avait rien de général; elle était, ou locale, ou spéciale à certains produits. Elle présentait un second défaut encore plus grave, c'est la sévérité exagérée des peines portées, non-seulement contre les contrefacteurs, mais encore contre ceux qui contrevenaient à ses dispositions réglementaires, et notamment, à l'apposition des marques obligatoires.

Le législateur de 1791 supprima, de fait, tant les mesures de surveillance, qui rendaient certaines marques obligatoires, que celles qui garantissaient la propriété ou l'usage des marques facultatives. La loi du 19 brumaire an VI, relative à la garantie des matières d'or et d'argent, est la première qui contienne des dispositions ayant rapport aux marques du fabri-

cant. Cette loi, en sus du poinçonnage de garantie, obligea chaque fabricant à marquer d'un poinçon particulier les objets d'or ou d'argent sortant de sa fabrique. Mais cette disposition avait pour but principal d'assurer la garantie du titre, en permettant d'arriver jusqu'au coupable, en cas de fraude.

Le 28 thermidor an VII, une pétition de certains fabricants de quincaillerie et de coutellerie fut recommandée par le Conseil des Cinq-Cents au pouvoir exécutif, et l'arrêté du 23 nivôse an IX, qui y fit droit, fut un essai timide dans cette nouvelle voie. Il se borna, en effet, à déclarer que les fabricants de coutellerie et de quincaillerie étaient autorisés à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière assez distincte des autres marques pour ne pas être confondue avec elles.

Les premières dispositions générales sur les marques se trouvent dans la loi du 22 germinal an XI, relative à la police des manufactures, fabriques et ateliers, dont le titre IV reconnut à tout manufacturier ou artisan le droit d'appliquer une marque particulière sur les objets de sa fabrication, et à s'en assurer l'usage exclusif en en faisant le dépôt au greffe du tribunal de commerce. La contrefaçon donnait lieu à des dommages-intérêts, et aux peines prononcées contre le faux en écritures privées.

Vinrent ensuite successivement : 1^o le décret du 16 juin 1809, qui chargea les conseils de prud'hommes de veiller à la conservation de la propriété des marques, et les constitua arbitres de la suffisance ou de l'insuffisance des différentes marques proposées ou existantes ; 2^o le Code pénal, promulgué les 26 et 27 février, 1^{er} et 2 mars 1810, dont l'art 142 punit de la réclusion la contrefaçon des marques d'un établissement de commerce ; 3^o le décret du 5 septembre 1810, qui frappa d'une peine spéciale la contrefaçon des marques de coutellerie ; 4^o la loi du 9 février 1810, qui régla les marques particulières dont devaient être revêtus les jeux de cartes ; 5^o les décrets du

25 juillet 1810 et du 22 décembre 1812, dont le premier autorisa exclusivement les fabricants de la ville de Louviers à mettre à leurs draps une lisière jaune et bleue, et dont le second permit à toutes les manufactures de draps d'obtenir l'autorisation de mettre également à leurs produits une lisière particulière à chacune d'elles ; 6° trois décrets des 1^{er} avril 1811, 18 septembre même année, et 22 décembre 1812, relatifs aux marques obligatoires et facultatives des savons ; 7° les lois et ordonnances des 28 avril, 8 août 1816, 21 avril et 23 septembre 1818, relatives aux marques obligatoires pour les tissus et étoffes de la nature de ceux dont l'importation est prohibée, ainsi que pour la bonneterie de coton ou de laine et les cotons filés ; 8° enfin, la loi générale du 28 juillet 1824, qui, tout en laissant sous le coup de l'art. 142 du Code pénal la contrefaçon proprement dite des marques, punit seulement de la peine correctionnelle édictée par l'art. 423 du même Code le fait d'usurpation du nom d'un fabricant, autre que celui qui a fabriqué, ou d'un lieu autre que celui de la fabrication.

SECONDE SECTION.

Précis de la législation en vigueur.

De l'exposé qui précède il résulte, qu'en dehors des timbres, marques et poinçons employés directement par l'État dans un intérêt public, il existe plusieurs genres de marques destinées à indiquer l'origine des produits fabriqués, et qu'elles se divisent d'abord en deux grandes classes, *marques obligatoires* et *marques facultatives*. Nous n'avons pas à nous occuper des premières au point de vue de l'intérêt public, mais en tant seulement qu'elles peuvent constituer une propriété privée. Or, à cet égard, elles sont régies par les mêmes principes que les marques facultatives. Indépendamment, en effet, des peines qu'un fabricant peut encourir pour infraction aux dispositions régle-

mentaires de la loi, notamment, pour contrefaçon ou fausseté de marque, celui dont la marque particulière a été contrefaite ou usurpée a, en outre, contre l'auteur de cette fraude, une action directe pour le tort personnel que peut lui avoir causé cette atteinte portée à ses droits. Bien plus, on a jugé, et avec raison, que toute personne intéressée et éprouvant un préjudice, même éloigné, de l'usage frauduleux d'une marque collective ou générale, telle que celle qui sert à indiquer un lieu de fabrication, a le droit de poursuivre directement les délinquants devant les tribunaux.—La propriété des marques et les droits qui en découlent sont donc complètement indépendants de la question de savoir si elles sont ou non obligatoires.—La seule classification qui ait une importance réelle pour l'objet de notre livre est celle qui les divise en *marques légales* et en *marques ordinaires* ou *vulgaires*, parce que les droits et les obligations ne sont pas les mêmes. Nous nous en occuperons donc séparément, dans les deux articles suivants, en remarquant dès à présent que dans la catégorie des marques légales, viennent, entre autres, se ranger toutes les marques spéciales à certaines industries, et que, dans les marques vulgaires, nous comprendrons non-seulement les noms, désignations et étiquettes, mais même les enseignes.

ART. I. — MARQUES LÉGALES.

§ 1. **Dispositions générales.** — A. *Caractères.* — La marque légale est celle que tout manufacturier ou artisan peut appliquer sur les objets de sa fabrication, et qui y est assez inhérente pour pouvoir servir à constater leur origine et leur identité. Ainsi, à l'égard des liquides, la marque du fabricant, pour être légale, doit être appliquée sur les vases qui les renferment, de telle manière qu'elle ne fasse qu'un seul corps avec eux, et que les liquides ne puissent en être extraits sans la rompre, ou sans détruire son application au vase et au

liquide qu'il contient. La loi, d'ailleurs, n'exigeant pas qu'elles soient apparentes, un arrêt de la Cour de cassation du 12 juillet 1845 a jugé que l'on devait considérer comme marque de fabrique, celle que les fabricants de vins de Champagne apposent sur la partie du bouchon qui entre dans la bouteille. La marque que l'on choisit doit être assez distincte des autres pour qu'il ne soit pas possible de les confondre.

B. Droit.—Elle constitue une véritable propriété au profit de celui qui l'adopte, et lui donne le droit d'en poursuivre les contrefaçons ou usurpations.

C. Dépôt.—Mais, pour cela, elle doit être déposée au greffe du tribunal de commerce du chef-lieu de la manufacture ou de l'atelier, et, en outre, au secrétariat du conseil des prud'hommes, lorsqu'il en existe un, à la juridiction duquel soit soumis le fabricant ou l'artisan.—L'emploi de la marque avant le dépôt ne la fait pas tomber dans le domaine public, mais l'absence ou la tardivité du dépôt rendrait l'action non recevable pour tous les faits antérieurs. — Toutefois, la jurisprudence a admis que la marque purement nominale n'a pas besoin d'être déposée, et cela se trouve confirmé par la disposition générale et absolue de la loi de 1824.

D. Contestations. — Appréciations. — Les conseils de prud'hommes, dans les localités où il en existe, sont arbitres de la suffisance ou de l'insuffisance des différences entre les marques adoptées et celles proposées, ou même entre celles déjà existantes. Si les parties ne peuvent se concilier devant le Conseil des prud'hommes, la contestation est portée au tribunal de commerce, qui prononce après avoir vu l'avis de ce Conseil.

E. Cession. — La propriété d'une marque de fabrique et le droit exclusif de s'en servir peuvent, à moins d'une disposition spéciale et contraire, être transmis à des héritiers, légataires ou cessionnaires, continuant ou exerçant la même industrie.

F. Contrefaçon. — Il y a contrefaçon de marque, dans le fait

d'usurper, d'altérer et d'imiter frauduleusement la marque distinctive d'autrui. La contrefaçon, dans ce cas, donne ouverture à une double action, civile et criminelle. Si l'emploi d'une marque semblable a été fait de bonne foi, il ne donne lieu qu'à une action civile en revendication et en suppression de la marque.

G. *Poursuites. — Compétence.* — Le propriétaire d'une marque déposée, ainsi que ses cessionnaires, peuvent, soit porter des plainte, soit faire procéder directement à la saisie préalable marques contrefaites ou des objets qui en sont revêtus, en se faisant autoriser par une ordonnance du président du tribunal civil. La saisie, du reste, n'est pas indispensable, et les faits de contrefaçon ou d'usurpation peuvent être établis par la production des objets vendus sur facture, ou même par témoins.

Lorsqu'il y a véritablement contrefaçon d'une marque légale et qu'on a suivi la voie criminelle, la loi de germinal an XI déclarant qu'elle donne lieu à l'application des peines prononcées contre le faux en écritures privées, l'affaire est de la compétence de la Cour d'assises. Mais comme la gravité de la peine a souvent pour effet d'amener l'acquittement, on se borne généralement, dans la pratique, à agir par la voie civile. L'affaire, dans ce cas, est de la compétence des tribunaux de commerce.

Lorsque la marque consiste principalement dans *le nom* du fabricant, on peut, indistinctement, soit agir en suppression du nom et en dommages-intérêts devant la juridiction commerciale, soit agir directement ou par voie de plainte devant la juridiction correctionnelle, en vertu de la loi du 28 juillet 1824.

H. *Réparations et peines.* — Les condamnations civiles consistent dans la suppression du nom ou de la marque contrefaits, dans des dommages-intérêts et dans l'affiche ou l'insertion du jugement dans un ou plusieurs journaux, si le tribunal le juge convenable. Aux termes des articles 142 et 143 du Code pénal, les peines sont : la réclusion, pour la contrefaçon de la

marque d'un établissement de commerce, ou pour usage de cette marque contrefaite, et la dégradation civique, pour l'usage préjudiciable aux droits ou intérêts d'un établissement particulier, d'une marque vraie qu'on s'est indûment procurée. — Quant à l'usurpation de nom, elle donne lieu, en vertu de la loi de 1824, à l'application de l'art. 423 du Code pénal, lequel prononce un emprisonnement de trois mois à un an et une amende qui ne peut être au-dessous de 50 fr. ni excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts.

J. Étrangers. — Il en est des marques comme des dessins de fabrique ; la loi exigeant le dépôt des modèles au greffe du tribunal de commerce et au secrétariat du Conseil des prud'hommes, dont relève le fabricant ou l'artisan, on en a conclu qu'elle n'est applicable aux étrangers, qu'autant qu'ils sont établis en France, et que les objets portant leurs marques y ont été fabriqués. Mais en doit-il être de même du nom ? N'est-ce pas là une propriété du droit des gens et de tous les pays, qui, existant indépendamment de tout dépôt, doit donner à tous, étrangers ou nationaux, le droit d'en empêcher l'usurpation, sinon par la voie criminelle, du moins par une action civile en suppression et en dommages-intérêts ? Nous n'hésitons pas à adopter l'affirmative ; mais nous devons dire que la doctrine contraire a été consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, dont un, rendu en audience solennelle, le 11 juillet 1848, sur les conclusions de M. le procureur général Dupin, a décidé, en outre, que le Français cessionnaire de l'étranger ne saurait, à cet égard, avoir plus de droits que lui.

§ 2. Dispositions spéciales à certaines industries. —

A. Matières d'or et d'argent. — La première loi qui, depuis 1791, se soit occupée de marques, est celle du 19 brumaire an VI, relative à la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent. Outre le poinçonnage de l'Etat, elle oblige chaque fabricant à avoir un poinçon particulier, portant les initiales de

son nom et un symbole, dont il doit présenter le modèle à l'administration et dont on garde l'empreinte sur une planche de cuivre. — Ce poinçon constitue évidemment une propriété au profit du déposant, et lui donne tous les droits attachés aux marques légales : seulement, aux termes des art. 90 et 91 de la même loi, le poinçon constitue une marque personnelle et ne peut être cédé ni transmis aux héritiers ou cessionnaires, qui doivent en présenter de nouveaux.

B. *Coutellerie et quincaillerie.* — Les marques particulières dont les fabricants de quincaillerie et de coutellerie sont autorisés à frapper leurs produits sont régies par les décrets spéciaux des 23 nivôse an IX et 5 septembre 1810. Elles doivent, comme les autres marques légales, être déposées et empreintes sur des tables de cuivre, tant au tribunal de commerce qu'au secrétariat du Conseil de prud'hommes, dans les localités où il en existe, et, elles confèrent les mêmes droits, sauf les modifications suivantes : premièrement, la saisie des ouvrages portant une marque contrefaite peut avoir lieu sur la simple réquisition du propriétaire de cette marque. Les officiers de police sont tenus de l'effectuer, sur la présentation du procès-verbal de dépôt ; — deuxièmement, la connaissance de l'affaire est déferée au Conseil de prud'hommes, qui entend les parties et leurs témoins, et prononce sans appel, si la condamnation ne dépasse pas 100 fr. en capital et accessoires, et à charge d'appel, sans ou avec caution, suivant que la condamnation est au-dessous ou au-dessus de 300 fr. Dans les localités où il n'y a pas de Conseil de prud'hommes, l'affaire est portée devant le juge de paix ; — troisièmement, les peines sont : une amende de 300 fr., et, en cas de récidive, une amende double, avec un emprisonnement de six mois, la confiscation des objets portant la fausse marque, sans préjudice de tous autres dommages-intérêts ; l'impression et l'affiche, aux frais du contrefacteur, de tout jugement emportant condamnation, et ce, sans qu'il soit

jamais loisible aux parties de transiger sur ce dernier point.

Remarquons, en terminant, que le texte du décret du 5 septembre 1810, qui contient ces dispositions spéciales aux marques de coutellerie, paraît attribuer d'une manière générale et absolue aux Conseils de prud'hommes, et, à défaut, aux juges de paix, la connaissance des affaires de contrefaçon, sauf l'appel, lorsque la condamnation dépasse 100 fr. en principal et accessoires. Cependant, ce décret, se référant à un précédent décret du 3 août 1810, sur la juridiction des Conseils de prud'hommes, qui défère les appels de leurs décisions aux tribunaux de commerce, et, à défaut, aux tribunaux civils, on en a conclu que cette attribution de juridiction n'était relative qu'aux actions purement civiles, et que les actions correctionnelles n'en restaient pas moins exclusivement dévolues aux tribunaux correctionnels ; ce qui, du reste, est hors de doute, lorsque la marque consiste dans le nom du fabricant, car, alors, il y a lieu à l'application de la loi du 28 juillet 1824. Dans tous les cas, les Conseils de prud'hommes et les juges de paix, même en ne statuant que sur les intérêts civils, seraient compétents pour prononcer la confiscation, ainsi que la publication et l'affiche du jugement de condamnation.

C. *Savons*. — La marque des savons est régie par trois décrets spéciaux des 1^{er} avril 1811, 18 septembre même année, et 22 décembre 1812, aux termes desquels tout fabricant est tenu d'apposer sur chaque brique de savon sortant de sa fabrique, et destinée aux blanchisseries, teintures ou dégraissages, une marque particulière dont le modèle doit être déposé au tribunal de commerce et au Conseil des prud'hommes, et, en outre, son nom et celui de la ville où il réside. Cette marque est différente, selon qu'elle est destinée aux savons fabriqués à l'huile d'olive, à l'huile de graine ou à la graisse. Il y a, en outre, une marque spéciale pour le savon à l'huile d'olive de Marseille. Les contraventions et les fraudes donnent lieu à des

poursuites et à des pénalités particulières, que l'on trouvera dans les décrets précités, dont nous insérons le texte ci-après. Quant à la propriété privée de la marque et aux droits qui en découlent, ils se trouvent régis par les principes généraux que nous avons exposés ci-dessus.

D. *Lisières de drap.* — La différence des lisières des draps, sert à distinguer les diverses provenances. Le droit d'avoir une lisière particulière fut d'abord accordé à la ville de Louviers par un décret du 25 juillet 1810, et étendu, deux ans plus tard, à toutes les manufactures de drap de l'Empire, par le décret du 22 décembre 1810, dont nous donnons le texte ci-après, et qui détermine des mesures et des pénalités particulières. Remarquons seulement : 1° que, dans la pratique, ce décret est resté sans exécution par suite d'un avis du Conseil d'Etat, approuvé par l'empereur le 17 décembre 1813, qui a maintenu à toutes les manufactures de drap le droit d'adopter telles lisières qu'elles jugeraient convenables ; 2° que, dans tous les cas, ces décrets ne mettent pas obstacle à ce que chaque fabricant adopte une marque particulière, qui sera régie par les dispositions générales de la loi de germinal an XI.

E. *Cartes à jouer.* — Pour assurer la perception des droits sur les cartes à jouer et empêcher les fraudes, le législateur en a soumis la fabrication, le colportage et la vente, à d'assez nombreuses formalités, au nombre desquelles se trouve, pour les fabricants, l'obligation de mettre sur chaque jeu une enveloppe qui indique leurs noms, demeures, enseignes et signatures en forme de griffe. Ils sont tenus de déposer une empreinte de cette enveloppe, tant au greffe du tribunal de première instance que dans les bureaux de la régie. C'est là, évidemment, une marque légale constituant une propriété privée, dont l'usurpation donnerait ouverture à l'action des parties intéressées, indépendamment des poursuites et peines spéciales édictées contre les délinquants, par le décret du 4 prairial an XIII, par les lois

du 9 février 1810 et 28 avril 1815, et par les art. 142 et 143 du Code pénal. (V. ci-après la loi du 9 février 1810 et la note finale.)

F. Cotons filés, tricots, tissus et étoffes. — La même observation s'applique aux marques particulières que les fabricants sont obligés, en vertu de la législation sur les douanes, d'apposer sur les cotons filés, les tissus et tricots de coton et de laine, et, généralement, sur toutes les étoffes de la nature de celles dont l'importation est prohibée. Quant aux dispositions spéciales qui les régissent, nous ne pouvons que renvoyer au texte même des articles des lois et ordonnances des 28 avril et 8 août 1816, 21 avril et 23 septembre 1818, que nous donnons au paragraphe suivant.

ART. II. — MARQUES ORDINAIRES OU VULGAIRES
— DÉSIGNATIONS.

§ 1. Principes généraux. — A. Caractère. — Nous venons de voir, à l'article précédent, que l'un des caractères constitutifs de la marque légale est d'être assez inhérente à l'objet fabriqué, pour ne pas pouvoir être, soit détachée et reportée sur un autre, soit simplement détournée de sa destination. C'est ainsi que, quelque adhérente que soit une marque apposée sur un flacon ou une bouteille, fût-elle même incrustée dans le verre, elle ne peut, à elle seule, servir de marque légale au liquide qu'elle contient. — Lors donc qu'une marque emblématique ou nominale manque de cette condition essentielle, elle n'est plus qu'une marque ordinaire, et cela, encore bien qu'elle ait été régulièrement déposée.

B. Droits. — Elle n'en reste pas moins une propriété privée que l'on doit respecter, mais dont l'usurpation n'est plus assimilée au faux, et ne donne ouverture qu'à une action civile en suppression ou modification et en dommages-intérêts, sauf, toutefois, l'application, dans certains cas spéciaux, soit de la loi

du 19 juillet 1793 et des articles du Code pénal sur la contrefaçon artistique, soit de la loi du 28 juillet 1824, pour supposition de nom de fabricant ou de lieu de fabrication, soit, enfin, de l'art. 423 du Code pénal, pour tromperie sur la nature de la chose vendue.

C. *Compétence.* — Hors ces cas, dont nous verrons quelques applications ci-après, l'action par laquelle on demande non-seulement des dommages-intérêts pour le passé, mais encore, soit la suppression, soit la modification pour l'avenir d'une marque ou désignation, étant basée sur le préjudice résultant d'un détournement de clientèle commerciale, est considérée comme étant de la compétence des tribunaux de commerce, et, dans la pratique, c'est exclusivement à eux que sont déferées ces sortes d'actions.

§ 2. *Nom commercial.* — A. *Caractère.* — Le nom patronymique est la propriété de la famille qui le porte, d'où il suit que cette famille peut, en principe, s'opposer à ce qu'un autre s'en empare; mais, quand il ne se joint pas à cette usurpation, une intention ou un fait de détournement d'avantages commerciaux, c'est une contestation purement civile, qui est étrangère à notre sujet. — Nous n'avons à nous occuper ici que du *nom commercial*, c'est-à-dire du nom sous lequel est désigné et connu un individu qui exerce ou qui a exercé un commerce; or, c'est là une des propriétés les plus recommandables et les plus sacrées, car toute sa valeur repose sur la réputation même que s'est acquise celui qui le portait. Nous avons vu, à l'article précédent, qu'à lui seul, et par la manière même dont il est employé, le nom peut constituer une marque légale, et jouit, dans ce cas, de toute la protection qui y est attachée. — Il nous reste à voir quelles sont les règles qui le régissent, quand il ne constitue qu'une simple désignation commerciale.

B. *Usurpation.* — *Supposition.* — Avant la loi de 1824, l'u-

surpation d'un nom commercial, qui ne réunissait pas les conditions légales de la marque de fabrique, ne pouvait donner ouverture qu'à une action civile. Mais, depuis cette loi, toutes les fois que l'usurpation, l'altération ou la supposition de nom a un caractère frauduleux, on peut, en outre, saisir les tribunaux correctionnels, soit par voie de plainte, soit par citation directe, et provoquer ainsi l'application de l'article 423 du Code pénal auquel elle renvoie pour la pénalité.

C. *Imitation. — Similitude.* — Lorsqu'au contraire il n'y a pas usurpation ou supposition de nom proprement dite, mais simplement imitation, similitude ou ressemblance, intentionnelle ou fortuite, alors, celui qui le premier s'est fait connaître dans une industrie ou un commerce peut actionner le nouveau venu devant le tribunal de commerce, soit pour obtenir la suppression totale du nom, si c'est sans droit qu'il le prend, soit pour le contraindre à en modifier l'emploi, de manière qu'il n'y ait plus ni confusion, ni préjudice possibles.

D. *Propriété. — Durée.* — La propriété du nom n'a pas besoin d'être garantie par le dépôt préalable, et elle est perpétuelle de sa nature; si donc un inventeur breveté a fait connaître ses produits sous son nom, l'expiration de son brevet ne fait pas tomber le nom de l'inventeur dans le domaine public. C'est ce que l'on a jugé avec raison pour les lampes Carcel.

E. *Cessions.* — En général, le nom de famille ne se transmet que par filiation; mais quand il prend le caractère d'une propriété commerciale, il peut être cédé et transmis comme accessoire de l'établissement commercial ou des produits auxquels on l'a attaché. Dans ce cas, les cessionnaires ont les mêmes droits que le propriétaire même du nom.

§ 3. **Désignations d'établissements ou de marchandises.** — Souvent, des fabricants ou commerçants désignent leurs établissements ou produits sous des noms particuliers, qui, par l'usage même qu'ils en ont fait, deviennent une pro-

priété du même genre que celle du nom patronymique, et qui donne les mêmes droits, mais seulement au point de vue des intérêts civils et commerciaux, et à la condition que les noms employés ne soient pas de ces désignations génériques et nécessaires qui sont dans le domaine public et appartiennent à tous.

§ 4. Étiquettes, enveloppes, boîtes, plaques, etc. —

Les mêmes observations s'appliquent aux prospectus, étiquettes, enveloppes, boîtes, flacons, plaques, etc., que les fabricants ou commerçants appliquent sur leurs produits ou dans lesquels ils les renferment; sans doute, toutes les couleurs, toutes les formes, sont dans le domaine public, mais lorsque, par une combinaison particulière, dont il a fait le premier un usage constant, un industriel arrive à permettre de distinguer ainsi ses produits, les tribunaux de commerce ne lui refusent jamais leur protection, lorsqu'il justifie qu'un concurrent déloyal contrefait ou imite assez l'ensemble de ses prospectus, étiquettes, enveloppes, boîtes ou flacons, pour amener une confusion entre leurs produits. Dans ce cas, les juges ordonnent, selon les circonstances, soit la suppression complète, soit des modifications dans les marques, couleurs et formes adoptées par le dernier venu, de manière à empêcher à l'avenir toute méprise, avec dommages-intérêts pour le passé, lorsqu'il y a eu une intention déloyale et un préjudice appréciable. Remarquons, d'ailleurs, qu'assez souvent les étiquettes, boîtes ou enveloppes ont de véritables ornements artistiques, dont la contrefaçon pourrait dès lors donner, en outre, ouverture à une action correctionnelle, par application de la loi du 19 juillet 1793 et des art. 425 et suivants du Code pénal.

§ 5. Enseignes. — Une enseigne est également une de ces propriétés industrielles qui s'acquièrent par l'usage et la possession, et que l'on peut céder à des tiers ou transmettre à ses héritiers. Celui dès lors qui l'a adoptée, ou ses ayants

cause, peuvent s'opposer aux usurpations ou imitations qui, en rendant la confusion possible, pourraient leur causer un préjudice. La similitude des industries ou des produits, le plus ou moins de nouveauté de l'enseigne, la proximité ou l'éloignement des commerçants, etc., sont autant d'éléments d'appréciation qui rentrent dans le domaine souverain des tribunaux.

TROISIÈME SECTION.

Textes des lois, ordonnances et décrets.

LOI DU 19 BRUMAIRE AN VI (9 NOVEMBRE 1797)

Relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent.

TITRE I^{er}. — SECTION II. — Des poinçons.

ART. 7. La garantie du titre des ouvrages et matières d'or et d'argent est assurée par des poinçons; ils sont appliqués sur chaque pièce, en suite d'un essai de la matière et conformément aux règles établies ci-après.

8. Il y a, pour marquer les ouvrages tant en or qu'en argent, trois espèces principales de poinçons, savoir : *celui du fabricant, celui du titre et celui du bureau de garantie*. — Il y a d'ailleurs deux petits poinçons, l'un pour les menus ouvrages d'or, l'autre pour les menus ouvrages d'argent, trop petits pour recevoir l'empreinte des trois espèces de poinçons précédentes. — Il y a, de plus, un poinçon particulier pour les vieux ouvrages dits *de hasard*; un autre, pour les ouvrages venant de l'étranger; une troisième, sorte pour les ouvrages doublés ou plaqués d'or et d'argent; une quatrième sorte, dite *poinçon de recense*, qui s'applique par l'autorité publique, lorsqu'il s'agit d'empêcher l'effet de quelque infidélité relative aux titres et aux poinçons; enfin, un poinçon particulier pour marquer les lingots d'or ou d'argent affinés.

9. Le poinçon du fabricant porte la lettre initiale de son nom, avec un symbole; il peut être gravé par tel artiste qu'il lui plaît de choisir, en observant les formes et proportions établies par l'administration des monnaies. •

14. Le poinçon de chaque fabricant de doublé ou de plaqué a une forme particulière déterminée par l'administration des monnaies. Le fabricant ajoute en outre, sur chacun de ses ouvrages, des chiffres indicatifs de la quantité d'or et d'argent qu'il contient,

TITRE VI. — SECTION 1^{re}. — Des obligations des fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent.

ART. 72. Les anciens fabricants d'ouvrages d'or et d'argent, et ceux qui voudront exercer cette profession, sont tenus de se faire connaître à l'administration de département et à la municipalité du canton où ils résident, et de faire insculper dans ces deux administrations leur poinçon particulier, avec leur nom, sur une planche de cuivre à ce destinée. L'administration du département veillera à ce que le même symbole ne soit pas employé par deux fabricants de son arrondissement.

73. Quiconque se borne au commerce d'orfèvrerie, sans entreprendre la fabrication, n'est tenu que de faire sa déclaration à la municipalité de son canton, et est dispensé d'avoir un poinçon.

90. Lorsqu'un orfèvre mourra, son poinçon sera remis, dans l'espace de cinquante jours après son décès, au bureau de garantie de son arrondissement, pour y être biffé de suite. Pendant ce temps, le dépositaire du poinçon sera responsable de l'usage qui en sera fait, comme le sont les fabricants en exercice.

91. Si un orfèvre ou fabricant quitte le commerce, il remettra son poinçon au bureau de garantie de l'arrondissement, pour y être biffé devant lui ; s'il veut s'absenter pour plus de six mois, il déposera son poinçon au bureau de garantie, et le contrôleur fera poinçonner les ouvrages fabriqués chez lui en son absence.

ARRÊTÉ DU 23 NIVÔSE AN IX (13 JANVIER 1801)

Relatif à la marque des ouvrages de quincaillerie et de coutellerie.

ART. 1^{er}. Les fabricants de quincaillerie et de coutellerie de la République sont autorisés à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière, assez distincte pour ne pouvoir être confondue avec elles. La propriété de cette marque ne sera assurée qu'à ceux qui l'auront fait empreindre sur des tables communes, déposées, à cet effet, dans l'une des salles du chef-lieu de la sous-préfecture. Il leur sera délivré un titre qui en constatera le dépôt.

LOI DU 22 GERMINAL AN XI (12 AVRIL 1803)

Relative aux manufactures, fabriques et ateliers.

TITRE IV. — DES MARQUES PARTICULIÈRES.

ART. 16. La contrefaçon des marques particulières que tout manu-

facturier ou artisan a le droit d'appliquer sur les objets de sa fabrication donnera lieu : — 1^o à des dommages-intérêts envers celui dont la marque aura été contrefaite; — 2^o à l'application des peines prononcées contre le faux en écriture privée.

17. La marque sera considérée comme contrefaite, quand on y aura inséré ces mots : « *Façon de.....* » et, à la suite, le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville.

18. Nul ne pourra former action en contrefaçon de sa marque, s'il ne l'a préalablement fait connaître d'une manière légale, par le dépôt d'un modèle au greffe du tribunal de commerce d'où relève le chef-lieu de la manufacture ou de l'atelier.

DECRET DU 11 JUIN 1809

Contenant règlement sur les Conseils de prud'hommes, tel qu'il a été modifié par l'avis du Conseil d'Etat du 20 février 1810.

TITRE II. — SECTION 1^{re}. — *Des attributions des Conseils de prud'hommes.*

ART. 4. Les Conseils de prud'hommes seront chargés de veiller à l'exécution des mesures conservatrices de la propriété des marques empreintes aux différents produits de fabrique.

5. Tout marchand fabricant qui voudra pouvoir revendiquer devant les tribunaux la propriété de sa marque sera tenu de l'établir d'une manière assez distincte des autres marques pour qu'elles ne puissent être confondues et prises l'une pour l'autre.

6. Les Conseils de prud'hommes réunis sont arbitres de la suffisance ou insuffisance de différence entre les marques déjà adoptées et les nouvelles qui seraient proposées, ou même entre celles déjà existantes ; et, en cas de contestation, elle sera portée au tribunal de commerce, qui prononcera après avoir vu l'avis du Conseil des prud'hommes.

7. Indépendamment du dépôt ordonné par l'art. 18 de la loi du 22 germinal an XI au greffe du tribunal de commerce, nul ne sera admis à intenter action en contrefaçon de sa marque, s'il n'a, en outre, déposé un modèle de cette marque au secrétariat du Conseil des prud'hommes.

8. Il sera dressé procès-verbal de ce dépôt sur un registre en papier timbré, ouvert à cet effet, et qui sera coté et paraphé par le conseil de prud'hommes. Une expédition de ce procès-verbal sera remise au fabricant, pour lui servir de titre contre les contrefacteurs. — (N. B. L'art. 58 fixe à 5 fr. la somme allouée au secrétaire du Conseil et au greffier du tribunal de commerce pour cette expédition.)

9. S'il était nécessaire, comme dans les ouvrages de quincaillerie et de coutellerie, de faire empreindre la marque sur des tables particulières, celui à qui elle appartient payera une somme de 6 fr. entre les mains du receveur de la commune.....

SECTION II. — *De la juridiction des Conseils de prud'hommes.*

ART. 12. Les Conseils de prud'hommes ne connaîtront que comme arbitres des contestations entre fabricants ou marchands pour les marques, comme il est dit à l'art. 6 ;....

DÉCRET DU 9 FÉVRIER 1810

Concernant la fabrication des cartes à jouer.

ART. 4. Les fabricants mettront sur chaque jeu une enveloppe qui indiquera leurs noms, demeures, enseignes et signatures en forme de griffe, de laquelle enveloppe ils seront tenus de déposer une empreinte, tant au greffe du tribunal de première instance que dans les bureaux de la régie. — Ils ne pourront changer la forme de leurs enveloppes, sans en faire la déclaration auxdits bureaux et sans faire les mêmes dépôts de celles qu'ils substitueront aux précédentes. — Tout emploi et entrepôt de fausses enveloppes est prohibé. — Seront réputées fausses, les enveloppes non conformes à celles déposées ou qui seraient trouvées chez des fabricants autres que ceux y indiqués. — Les cartiers qui feront des enveloppes par sixain ne pourront les employer qu'en forme de bandes, de manière à laisser apparentes celles de contrôle apposées par les préposés de la régie sur chaque jeu, après la vérification des cartes à figure.

11. Toutes contraventions au présent décret seront punies conformément à ce qui est prescrit par celui du 4 prairial an XIII. — (N. B. C'est-à-dire de 1,000 fr. d'amende, indépendamment de la confiscation des objets de fraude ou servant à la fraude, et sans préjudice des poursuites pour la contrefaçon des moules, timbres et marques de la régie, qui est punie, par les art. 166 et 168 de la loi du 28 avril 1816, d'une amende de 1,000 à 3,000 fr. et des peines portées par les art. 142 et 143 du Code pénal.)

CODE PÉNAL (FÉVRIER ET MARS 1810).

ART. 142. Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques ; ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou qui auront fait usage de sceaux, timbres ou marques contrefaits, seront punis de la réclusion.

143. Sera puni de la dégradation civique quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant lieu à des destinations

exprimées en l'article 142, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits et intérêts de l'Etat, d'une autorité quelconque ou même d'un établissement particulier.

423. Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr. Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et, de plus, brisés. (NOTA. Nous donnons cet article, parce que la loi de 1824 s'y réfère pour la pénalité.)

DÉCRET DU 25 JUILLET 1810

Qui fixe la lisière des draps fabriqués à Louviers.

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêt du Conseil d'Etat, du 5 décembre 1782, portant règlement pour la fabrication des étoffes de laine dans la généralité de Rouen, sont remises en vigueur en ce qui concerne la ville de Louviers. Les fabricants de cette ville jouiront, en conséquence, de l'autorisation exclusive d'avoir à leurs draps une lisière jaune et bleue.

2. Il est défendu aux fabricants de draps des autres villes de notre empire d'employer la lisière dont il est question dans l'article précédent. Toute contravention à cette disposition sera punie, pour la première fois, d'une amende de 3,000 fr.; en cas de récidive, elle sera de 6,000 fr.

DÉCRET DU 5 SEPTEMBRE 1810

Relatif à la répression de la contrefaçon des marques de quincaillerie et de coutellerie.

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Il est défendu de contrefaire les marques que, par un arrêté du 23 nivôse an IX, les fabricants de quincaillerie et de coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages. Tout contrevenant à cette disposition sera puni, pour la première fois, d'une amende de 300 francs dont le montant sera versé dans la caisse des hospices de la commune. En cas de récidive, cette amende sera double, et il sera condamné à un emprisonnement de six mois.

2. Les objets contrefaits seront saisis et confisqués au profit du propriétaire de la marque, le tout, sans préjudice des dommages-intérêts qu'il y aura lieu de lui adjuger.

3. Nul ne sera admis à intenter une action en contrefaçon de sa marque, s'il n'a fait empreindre cette marque sur les tables communes établies à cet effet et déposées au tribunal de commerce, selon l'article 18 de la loi du 22 germinal an XI.

4. Dans les villes où il y a des Conseils de prud'hommes, les tables seront déposées, en outre, au secrétariat de ces Conseils, selon l'art. 7 du décret du 16 juin 1809.....

TITRE II. — DE LA SAISIE DES OBJETS DONT LA MARQUE AURAIT ÉTÉ CONTREFAITE, ET DU MODE DE PROCÉDER CONTRE LES CONTREFACTEURS.

8. La saisie des ouvrages dont la marque aurait été contrefaite aura lieu sur la simple réquisition du propriétaire de cette marque. Les officiers de police sont tenus de l'effectuer sur la présentation du procès-verbal de dépôt; ils renverront ensuite les parties devant le Conseil de prud'hommes, s'il y en a un dans la commune; s'il n'y en a point, le juge de paix prendra connaissance de l'affaire.

9. Le Conseil de prud'hommes (ou le juge de paix) entendra d'abord les parties et leurs témoins; il prononcera ensuite son jugement, qui sera mis à exécution sans appel ou à la charge de l'appel avec ou sans caution, conformément au décret du 5 août, présent mois.

11. Tout jugement emportant condamnation, rendu en matière de contrefaçon de marque, sera imprimé et affiché aux frais du contrefacteur. Les parties ne pourront, en aucun cas, transiger sur l'affiche et la publication.

DÉCRET DU 1^{er} AVRIL 1811

Tendant à prévenir et à réprimer la fraude dans la fabrication des savons.

ART. 1^{er}. Tout fabricant de savon, dans l'étendue des terres de notre domination, sera tenu d'apposer, sur chaque brique de savon sortant de sa fabrique, une marque déposée au tribunal de commerce et au secrétariat du Conseil des prud'hommes.

2. Cette marque sera différente pour le savon fabriqué à l'huile d'olive, pour celui fabriqué à l'huile de graines, et pour celui fabriqué au suif ou à la graisse.

3. Tout savon non marqué ou tout savon marqué comme savon à l'huile, quoiqu'il soit à la graisse, ou marqué d'une fausse marque, sera saisi dans les magasins des fabriques ou chez les marchands, à la dili-

gence des prud'hommes, de tout officier de police judiciaire et municipale, ou à la réquisition de toute partie intéressée ; et la confiscation en sera prononcée par les autorités compétentes, moitié au profit des hospices, moitié au profit des officiers de police ou des parties requérantes, sans préjudice d'une amende qui ne pourra excéder 3,000 fr., et qui sera double en cas de récidive, ou d'autres peines portées par les lois et règlements.

4. Tout fabricant convaincu, par la décomposition, d'avoir fraudé dans la fabrication du savon, par l'introduction d'une quantité surabondante d'eau ou de substances propres à en altérer la qualité, sera poursuivi et son savon confisqué, comme il est dit à l'article précédent, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

5. Les prud'hommes des villes où il y a des fabriques de savon auront, sur les magasins où le savon fabriqué se dépose, ou dans les lieux de débit, le droit d'inspection pour l'exécution des articles précédents, indépendamment de la juridiction qui leur est attribuée par les lois et règlements.

6. Le présent décret n'est applicable qu'aux savons destinés aux blanchisseries, teintures et dégraissage, et non à la fabrication des savons de luxe et de toilette.

DÉCRET DU 18 SEPTEMBRE 1811

Qui détermine la marque des savons.

ART. 1^{er}. La marque pour le savon fabriqué à l'huile d'olive sera de forme concave ovale, et portera dans le milieu, en lettres rentrées, ces mots : *Huile d'olive*. Celle pour le savon fabriqué à l'huile de graines sera de forme concave carrée et portera dans le milieu, aussi en lettres rentrées, ces mots : *Huile de graines*. La marque pour le savon au suif ou à la graisse sera de forme concave triangulaire, et devra porter également dans le milieu, aussi en lettres rentrées, ces mots : *Suif* ou *Graisse*. A la suite de chaque marque, qui devra être en caractères assez gros pour être aperçue sans difficulté, sera le nom du fabricant et de la ville où il fait sa résidence.

2. A compter du 1^{er} avril prochain, il ne pourra plus être vendu, par les fabricants, de savons destinés aux blanchisseries, teintures et dégraissage, s'ils ne sont revêtus de la marque ci-dessus, sous peine de 1,000 francs d'amende, et du double en cas de récidive.

3. Les contraventions à l'article ci-dessus seront portées devant nos Cours et tribunaux comme matières de police.

DÉCRET DU 22 DÉCEMBRE 1812

Qui établit une marque particulière pour les savons à l'huile d'olive fabriqués à Marseille.

ART. 1^{er}. La forme des marques prescrite par notre décret du 18 septembre 1811 continuera d'être employée dans toutes les fabriques de savons de notre Empire: Ces fabriques les mettront, en conséquence, sur tous les savons qui sortiront de leurs ateliers.

2. A compter de ce jour, la ville de Marseille aura une marque particulière pour ses savons à l'huile d'olive. Cette marque présentera un *pentagone* dans le milieu duquel seront, en lettres rentrées, ces mots : *Huile d'olive*, et, à la suite, le nom du fabricant et celui de la ville de Marseille.

3. Tout particulier établi dans une ville, autre que celle de Marseille, qui versera dans le commerce des savons revêtus de la marque accordée par l'article précédent, sera puni, pour la première fois, d'une amende de 1,000 francs; en cas de récidive, cette amende sera double; les savons seront, en outre, confisqués.....

4. La saisie des savons revêtus de la marque appartenant à la ville de Marseille aura lieu sur le réquisition des autorités constituées de cette ville, ou de ceux de ses fabricants qui seraient munis de patentes. Les contestations auxquelles elle donnera lieu seront portées devant nos Cours et tribunaux comme matières de police.

6. S'il était fabriqué, à Marseille, du savon avec de l'huile de graines, du suif ou de la graisse, alors la marque sera la même que celle qui est prescrite pour les savons de cette nature par notre décret du 18 septembre 1811, notre intention étant qu'on applique exclusivement, aux briques de savon à l'huile d'olive fabriquées à Marseille, celle dont la forme présente un *pentagone*.

7. Il n'est point dérogé aux dispositions énoncées au titre IV de la loi du 22 germinal an XI, lesquelles dispositions seront affichées de nouveau dans les villes de fabrique, à la diligence de notre ministre des manufactures et du commerce.

DÉCRET DU 22 DÉCEMBRE 1812

Portant que toutes les manufactures de draps de l'Empire pourront obtenir l'autorisation de mettre à leurs produits une lisière particulière à chacune d'elles.

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Toutes les manufactures de draps de notre Empire sont

admises à participer à la faveur qui a été accordée à celles de *Louviers*. Elles pourront, en conséquence, obtenir l'autorisation de mettre à leurs produits une lisière qui sera particulière à chacune d'elles.

2. Les fabriques qui désireront obtenir une lisière exclusive sont tenues d'en adopter une tellement distincte, qu'on ne puisse la confondre avec celles que d'autres villes auraient déjà obtenues, dont, par conséquent, elles auraient la possession exclusive. Ces lisières seront accordées d'après le vœu qu'émettront les Chambres de commerce ou les Chambres consultatives de manufactures, qui joindront à leurs délibérations un modèle de celle qui aura paru devoir être choisie de préférence.

La demande sera d'abord communiquée au préfet, qui examinera si elle est de nature à être accueillie ; il la transmettra ensuite, avec son avis, à notre ministre des manufactures et du commerce, pour, sur son rapport, être statué par nous en Conseil d'État.

3. La lisière ayant pour objet d'indiquer quelle est la manufacture qui a confectionné les produits, il est ordonné aux fabricants de la ville à laquelle il en aura été accordé une, de la mettre aux draps qu'ils seront dans le cas d'établir. Ceux qui ne se conformeront pas à cette disposition seront punis conformément à l'art. 479 du Code pénal. L'amende sera double en cas de récidive ; le montant des amendes sera versé dans la caisse des hospices de la commune.

4. Lorsqu'une ville aura obtenu une lisière exclusive, les fabricants des autres villes auront un délai de six mois pour achever celles des pièces qu'ils auront commencées avec cette lisière. A l'expiration de ce délai, il leur est défendu de l'employer ; tout contrevenant à cette défense sera poursuivi conformément à ce qui est dit pour les marques particulières (art. 16 de la loi du 22 germinal an XI).

5. Les poursuites pour raison de contrefaçon d'une lisière ne pourront être dirigées contre les débiteurs, à moins que, pris en contravention, ils ne se refusent à donner les renseignements nécessaires pour découvrir l'auteur du délit ; elles n'auront lieu que contre les manufacturiers, pour les draps seulement qu'ils fabriqueront après le délai de six mois déterminé dans l'article précédent.

6. Les décrets qui auront accordé à une fabrique une lisière exclusive seront insérés dans le *Bulletin des Lois*. Cette insertion n'ayant point eu lieu pour notre décret du 23 juillet 1810, nous ordonnons qu'elle soit faite.

TITRE II.—DE LA SAISIE DES DRAPS QUI PORTERAIENT LA LISIÈRE D'UNE AUTRE FABRIQUE, ET DU MODE DE PROCÉDER CONTRE CEUX QUI AURAIENT USURPÉ CETTE LISIÈRE.

8. La saisie des draps dont la lisière aura été contrefaite aura lieu sur la réquisition d'un ou de plusieurs fabricants de la ville à laquelle

cette lisière appartient. Les officiers de police sont, en conséquence, tenus de l'effectuer sur la présentation de la patente de ces fabricants, ils renverront ensuite les parties devant le Conseil des prud'hommes, s'il y en a un dans la commune, comme arbitres, aux termes de l'art. 12 du décret du 20 février 1810, et, pour la prononciation de la peine, devant nos Cours et tribunaux.—Si les parties n'ont pas été conciliées sur leurs intérêts civils, les mêmes Cours et les mêmes tribunaux prononceront.

10. Tout jugement emportant condamnation sera imprimé et affiché aux frais du contrefacteur de la lisière. Les parties ne pourront, en aucun cas, transiger sur l'affiche et la publication.

LOI DE DOUANES DU 28 AVRIL 1816.

ART. 59. A dater de la publication de la présente loi, les cotons filés, les tissus et tricotés de coton et de laine, et tous autres tissus de fabrique étrangère prohibés, seront recherchés et saisis dans toute l'étendue du royaume. — A l'effet de distinguer les tissus fabriqués en France, toute pièce d'étoffe de la nature de celles prohibées devra porter une marque et un numéro de fabrication, pour servir de premier indice au jury, dont il sera parlé ci-après.

ORDONNANCE DU 8-14 AOUT 1816

Portant que les fabricants d'étoffes et tissus de la nature de ceux qui sont prohibés ne doivent mettre dans le commerce ces étoffes et tissus que revêtus d'une marque de fabrication.

ART. 1^{er}. Les fabricants d'étoffes pleines ou mélangées en laine ou en coton, et de tous tissus de la nature de ceux qui sont prohibés, venant de l'étranger, ne pourront mettre dans le commerce ces étoffes et tissus que revêtus d'une marque de fabrication et d'un numéro d'ordre, repris de leurs registres d'entrée et de sortie.

2. Les marques indiqueront le nom de la ville ou de l'arrondissement où la fabrication a eu lieu, et le nom du fabricant, ou tel chiffre ou signe qu'il déclarera choisir. Elles seront tissées, brodées ou imprimées, selon la nature de l'étoffe et à la volonté du fabricant, mais de manière à pouvoir se conserver le plus longtemps qu'il sera possible.

3. Les prud'hommes, ou à leur défaut les maires, assistés de fabricants notables, vérifieront la nature de chaque marque et le procédé d'application. Si ce dernier est défectueux, et si la marque est susceptible d'être confondue avec des signes déjà employés par d'autres ma-

nufacturiers, ils exigeront un procédé plus solide et une désignation différente. En cas de contestation à ce sujet, il en sera référé au préfet, qui décidera, après avoir pris l'avis de la Chambre consultative des manufactures ou de la Chambre de commerce qui en fait les fonctions.

4. Chaque fabricant est tenu de déposer à la sous-préfecture de son arrondissement deux empreintes ou modèles de sa marque : l'un de ces modèles y sera conservé ; l'autre sera transmis au ministre de l'intérieur, pour rester dans les archives du jury institué par l'art. 63 de la loi du 28 avril, présente année.

5. La marque de fabrication sera apposée, ainsi que le numéro d'ordre, aux deux extrémités de la pièce. Les teinturiers, imprimeurs ou autres apprêteurs seront tenus de la conserver, en la couvrant, au besoin, pendant les apprêts.

6. Aucun coupon ne peut être mis dans le commerce sans sa marque et son numéro. Lorsqu'un fabricant usera, pour ses pièces, de marques tissées, il y suppléera, pour les coupons tirés de ces pièces, au moyen d'une marque brodée ou imprimée, ou d'un plomb, ou d'un bulletin portant les mêmes indications. Les modèles de ces marques de supplément seront déposés avec ceux de la marque principale.

7. La bonneterie de coton ou de laine est aussi assujettie à la marque de fabrication. Cette marque consistera, autant qu'il sera possible, en lettres, chiffres ou signes travaillés dans le tricot même, et à l'aide desquels on puisse reconnaître le nom du fabricant et sa résidence, en recourant aux modèles qui seront déposés, comme il est dit en l'article 4. Les dispositions de l'art. 3 sont aussi applicables à la bonneterie.

8. Les contrevenants aux obligations prescrites par les dispositions précédentes seront responsables des dommages qu'éprouveraient des tiers sur qui les objets auraient été saisis, sans préjudice des peines portées par les art. 142, 143 et 423 du Code pénal.

9. Les marques et numéros étant, aux termes de la loi, le premier indice de l'origine nationale des tissus, les marchands en détail sont avertis qu'ils doivent conserver ces signes à chaque coupon restant dans leurs magasins.

10. Tout acheteur est autorisé à exiger de son vendeur une facture signée qui indique la marque et le numéro des pièces, laquelle facture doit correspondre aux livres du marchand qui fait la vente, et aux factures par lui reçues du vendeur précédent, le tout, pour y recourir au besoin.

LOI DE DOUANES DU 21 AVRIL 1818.

ART. 42. Après l'expiration du délai fixé par l'article ci-dessus, toute marchandise de l'espèce de celles désignées dans l'art. 59 de la loi du 28 avril 1816, qui sera trouvée dépourvue de la marque de fabrique ou d'origine, sera saisie pour ce seul fait ; et, lors même que le jury auquel elle sera soumise, selon l'art. 63 de ladite loi, la déclarerait d'origine française, le propriétaire ou détenteur ne pourra la recouvrer qu'après avoir payé une amende de 6 pour 100 de sa valeur, telle qu'elle aura été estimée et déclarée par ledit jury.

46. Les dispositions des articles composant le présent titre sont communes aux cotons filés. La marque voulue par l'art. 59 de la loi du 28 avril 1816 sera supplée, à leur égard, par un mode de dévidage et d'enveloppe qu'une ordonnance du roi déterminera. (Voir, à cet égard, dans les Recueils, les trois ordonnances des 26 mai, 16 juin et 4^e décembre 1819.)

ORDONNANCE DU ROI DU 23-30 SEPTEMBRE 1818

Relative à la marque des tissus et tricots en coton ou en laine, fabriqués dans l'étendue du royaume.

ART. 1. Les marques de fabrication et numéros d'ordre dont l'apposition sur tous les tissus et tricots en coton ou en laine fabriqués dans l'étendue du royaume, a été prescrite par les lois et ordonnances précédentes, notamment par les art. 5 et 7 de notre ordonnance du 8 août 1816, pourront, en ce qui concerne exclusivement les produits des fabriques de bonneterie qui se vendent ordinairement par paquets de douze articles, n'être appliqués dorénavant qu'à raison d'une seule marque et d'un seul numéro par douzaine.—Il sera libre, en conséquence, au manufacturier de rassembler à l'avenir les objets de cette sorte par lui fabriqués, en paquets de douze articles de même nature, et de les réunir sous un plomb ou cachet unique, portant l'empreinte de la marque qu'il aura adoptée, et scellant une étiquette sur laquelle sera inscrit le numéro d'ordre. L'empreinte ou le modèle de ce plomb ou cachet sera, conformément à l'art. 4 de l'ordonnance du 8 août 1816, déposé à la sous-préfecture de l'arrondissement.

2. Tous les articles de bonneterie ci-dessus spécifiés seront soumis, immédiatement après leur fabrication, à la marque qui vient d'être indiquée ; ils ne pourront être mis dans le commerce qu'après avoir été revêtus de cette marque, sous peine, contre les contrevenants, d'être passibles des poursuites édictées par la loi du 21 avril 1818.

4. Les tulles et châles, ou mouchoirs de cou en laine, en coton, ou mélangés de ces deux matières, ou de soie, etc., n'étant pas, dans beau-

coup de cas, susceptibles de recevoir une marque tissée, brodée ou imprimée, la marque de fabrique, prescrite par l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 8 août 1816, pourra être aussi suppléée, pour ces articles, par un plomb ou cachet apposé à chaque pièce, et scellant une étiquette sur laquelle sera inscrit le numéro d'ordre. — Ces plombs ou cachets devront présenter les indications prescrites par l'art. 2 de notre ordonnance du 8 août 1816, et leur modèle ou empreinte sera, de même, déposé à la sous-préfecture de l'arrondissement.

LOI DU 28 JUILLET-4 AOÛT 1824

*Relative aux altérations ou suppositions de noms
sur les produits fabriqués.*

ART. 1^{er}. Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auraient été fabriqués, ou, enfin, le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'art. 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

2. L'infraction ci-dessus mentionnée cessera en conséquence, et nonobstant l'art. 17 de la loi du 12 avril 1803 (2 germinal an XI), d'être assimilée à la contrefaçon des marques particulières, prévue par les art. 142 et 143 du Code pénal.

DEUXIÈME PARTIE.
LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES
ET
INTERNATIONALES.

ANGLETERRE.
(ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE.)

CHAPITRE I.

Patentes ou Brevets d'invention.

La base de la législation anglaise sur les droits des inventeurs se trouve dans le statut XXI de Jacques I^{er}, chapitre 3, qui, tout en déclarant les monopoles contraires à la loi, autorise la concession temporaire de lettres patentes ou de privilèges destinés à protéger les inventions nouvelles. Malgré les progrès incessants de l'industrie, ce statut, pendant deux siècles, ne subit aucune altération.

En 1835, un statut de Guillaume IV y apporta enfin quelques modifications, complétées par l'acte du 1^{er} juillet 1852, portant amendement à la loi sur les patentes d'invention. Différents règlements ont été pris en vue de l'exécution de cette dernière loi; ils forment avec elle l'ensemble de la législation actuelle sur la matière, législation que nous allons analyser.

§ 1. **Brevets. — Brevetabilité.** — Pour obtenir un brevet en Angleterre, il faut que le requérant, anglais ou étranger, soit le

véritable et premier inventeur des produits qui forment l'objet du brevet, et que l'invention ait nécessité quelque effort de l'esprit. La loi anglaise reconnaît à l'importateur d'une invention étrangère le droit de se faire breveter : l'exploitation ou la publication de l'invention à l'étranger, avant l'obtention des lettres patentes, n'annule pas celles-ci, si, d'ailleurs, l'invention n'était pas connue en Angleterre avant la date des lettres patentes.

Une seule patente suffit, du reste, pour protéger l'invention dans les trois royaumes et dans les colonies, mais il n'est pas permis de couvrir par un titre unique plusieurs inventions distinctes.

Le gouvernement examine la nouveauté de l'invention, et il peut refuser la patente si l'invention n'est pas nouvelle.

§ 2. **Formalités.** — La demande du brevet se forme en déposant à l'office des patentes :

1° Une pétition adressée à la Couronne, contenant l'indication des noms, prénoms et domicile de l'inventeur et l'objet de la demande ¹.

2° Un *affidavit*, ou déclaration reçue par le magistrat compétent en Angleterre (juge de paix, ministre ou maître extraordinaire de la Cour de la chancellerie), et par le Consul anglais

¹ D'après le règlement, la pétition doit être écrite sur papier de douze pouces anglais de longueur et de huit pouces et demi de largeur, avec une marge d'un pouce et demi. Voici la formule ordinairement employée : A sa très-excellente Majesté la Reine. — La très-humble pétition de..., à l'effet d'obtenir..., fait voir que le requérant est en possession d'une invention pour..., qu'il regarde cette invention comme étant d'une grande utilité, — qu'il en est le véritable et premier inventeur, et que ladite invention n'est employée par aucune autre personne à sa connaissance. — Le requérant prie donc humblement Votre Majesté de vouloir bien accorder à lui, à ses exécuteurs testamentaires et à ses ayants droit, par lettres patentes royales, pour le Royaume-Uni, pour les îles de la Manche et pour l'île de Man (*Mentionner les colonies, s'il y a lieu*), pour le terme de quatorze ans, suivant les statuts passés à cet effet, — et le requérant priera toujours..., etc. (*Signature*).

à l'étranger, dans laquelle le demandeur affirme la vérité des faits sur lesquels il base son invention. — Cette déclaration doit être écrite sur papier de la même grandeur que le papier sur lequel la pétition est rédigée.

3^e Une description complète de l'invention, avec les dessins nécessaires à l'intelligence de l'objet qu'on veut breveter. Cette description doit être rédigée sur papier de même grandeur que la déclaration et la pétition. Les plans et dessins joints à la spécification doivent être faits sur papier, parchemin ou toile de douze pouces de longueur et de huit pouces et demi ou de dix-sept pouces de largeur, avec une marge d'un pouce de tous les côtés de la feuille.

Un certificat de dépôt est remis au demandeur ou à son mandataire.

La protection légale est acquise à l'inventeur du jour du dépôt de ces pièces, sauf l'examen de la Commission royale, qui peut, comme nous l'avons dit plus haut, refuser la patente, et sauf les oppositions des tiers.

L'inventeur peut, s'il désire ne pas faire immédiatement les frais d'une patente, déposer au lieu d'une description *complète* une description *provisoire*. Il obtiendra ainsi une *protection de six mois*; mais il devra déposer dans cet intervalle une description complète. Il pourra prolonger encore de six mois ce premier délai en payant une nouvelle taxe. La patente doit être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de la protection provisoire.

§ 3. **Durée des brevets.** — La durée des patentes est de quatorze ans. Ce délai peut être prolongé. Pour obtenir la prolongation, le breveté doit, six mois au moins avant l'expiration du terme pour lequel les droits exclusifs ont été primitivement accordés, présenter une requête à la Couronne. Après des annonces réitérées dans les journaux, une prolongation de sept ans, et même de quatorze ans, si l'inventeur prouve que le

terme des premières lettres patentes n'a pas été suffisant pour le rémunérer, peut être octroyée par de nouvelles lettres patentes.

Les patentes pour inventions étrangères expirent avec les brevets étrangers.

§ 4. **Taxe.** — Voici le tableau des différentes taxes à payer :

	liv.	ster.	sch.	fr.	c.
1 ^o En déposant la demande des lettres-patentes.	5	»		125	»
2 ^o En donnant avis qu'on veut suivre cette demande.	5	»		125	»
3 ^o Pour le sceau des lettres patentes.	5	»		125	»
4 ^o Pour le dépôt de la spécification.	5	»		125	»
5 ^o A (ou avant) l'expiration de la troisième année.	40	»		1,000	»
6 ^o A (ou avant) l'expiration de la septième année.	80	»		2,000	»
7 ^o En déposant une notice d'objections.	2	»		50	»
8 ^o Pour chaque recherche et inspection.	»	1		1	25
9 ^o Pour chaque cession ou licence.	»	5		6	25
10 ^o Pour un certificat de cession ou de licence.	»	5		6	25
11 ^o Dépôt d'une amende de <i>disclaimers</i>	5	»		125	»
12 ^o <i>Caveat</i> contre un <i>disclaimer</i>	2	»		50	»

Droits de timbre.

13 ^o Pour le <i>warrant</i> qui autorise les lettres patentes.	5	»		125	»
14 ^o Pour le certificat de payement des droits de la troisième année.	10	»		250	»
15 ^o Pour le certificat des droits de la septième année.	20	»		500	»

Les taxes et droits, n^o 1 à 6, 13 à 15, sont absolus. — Les autres sont éventuels. — Le minimum des droits, pour la prise d'une patente en Angleterre, est donc de 175 livres sterling, ou 4,375 francs, ainsi répartis : 625 fr. pour les trois premières années, 1,250 fr. pour les quatre années suivantes, et 2,500 fr. pour les sept dernières.

Les examinateurs auxquels la demande est soumise ont droit en outre à des honoraires, qui sont payés par le demandeur.

Si les lettres patentes se trouvent perdues ou détruites, le propriétaire du brevet a le droit d'obtenir de nouvelles lettres à la date des premières, moyennant 1 livre sterling.

§ 5. **Cession.** — La loi anglaise reconnaît les ventes ou cessions de patentes. Elle autorise en outre le patenté à accorder des *licences* à d'autres industriels. Les cessions, ventes ou licences doivent être inscrites à leur date, à l'office des patentes, sur un registre spécial, toujours tenu à la disposition du public, qui peut en demander des extraits authentiques.

§ 6. **Nullités et déchéances.** — Les causes de nullité et déchéance des patentes sont : 1^o le défaut de nouveauté ou l'insuffisance de la spécification ; — 2^o le défaut de description ; 3^o le défaut d'acquittement des taxes en temps utile.

§ 7. **Contrefaçon — Répression.** — La contrefaçon des estampilles apposées sur les objets brevetés est punie d'une amende de 50 liv. st. (1,250 fr.) pour chaque objet ainsi marqué. Dans tous les cas, les contrefacteurs peuvent être poursuivis en dommages-intérêts par le propriétaire du brevet ou par ses ayants droit, devant la Cour du droit coutumier. — Le propriétaire du brevet peut aussi, en s'adressant à une des cours du droit coutumier ou d'équité, faire réprimer la contrefaçon de son brevet, et le contrefacteur est tenu de cesser la contrefaçon sous peine d'emprisonnement en cas de refus.

CHAPITRE II.

Dessins et modèles de fabrique.

PREMIÈRE SECTION.

Précis historique.

La législation anglaise sur la propriété des dessins et modèles de fabrique remonte à un acte de 1787 du roi Georges, ayant pour but « l'encouragement des arts du dessin et de l'impression sur les tissus de lin, coton, calicot et mousselines, en assurant aux dessinateurs, imprimeurs et propriétaires un droit de propriété pour un temps limité. » — Confirmé en 1789, ce statut fut, avec quelques modifications, rendu perpétuel en 1794.

En 1798, la protection accordée aux dessins de fabriques fut étendue aux modèles et moules de statuettes par un acte qui fut amendé par un autre acte de 1814, dans le but, y est-il dit, de rendre le précédent plus efficace, et de donner un nouvel encouragement à la sculpture.

Aujourd'hui, le droit de propriété des dessins et modèles de fabrique se trouve régi par deux actes publiés en 1839 sous le règne de Victoria, amendés et étendus par les statuts des 1^{er} septembre 1842 et 1^{er} septembre 1843.

DEUXIÈME SECTION.

Précis de la législation en vigueur.

§ 1. Dessins et modèles susceptibles de jouissance exclusive. — Les dessins et modèles dont on peut aujourd'hui, en Angleterre, s'assurer la propriété, ou plutôt la jouissance

temporaire, mais exclusive, par l'enregistrement, se divisent en deux grandes catégories, savoir :

1^o La première, dite des *dessins d'ornement*, et comprenant, soit tout dessin appliqué aux étoffes, tissus, soieries, mousselines brochées, toiles et papiers peints, soit tout contour ou toute configuration artistique d'un ustensile ou instrument, tels que vases, verres, objets de quincaillerie, etc. ; soit enfin la combinaison des deux éléments, c'est-à-dire du dessin imprimé, gravé ou sculpté avec la forme et la configuration de l'objet, telles qu'elles se rencontrent dans les objets en carton-pâte, en cuir repoussé, etc.

2^o La seconde catégorie, dite des *dessins d'utilité*, embrasse une foule d'objets concernant la mécanique ou l'industrie, tels que machines, broches de filature, chaudières, ustensiles de ménage, plumes métalliques, etc., dont la forme ou la composition est nouvelle, sans cependant présenter ni les caractères artistiques pouvant les faire comprendre dans la première catégorie, ni assez d'importance pour mériter la demande d'un brevet d'invention de quatorze années.

Les deux catégories de dessins et modèles, rentrant sous la protection de la loi, ont cela de commun qu'il faut qu'il y ait nouveauté. Dans la première, celle des *dessins d'ornement*, il faut en outre que la nouveauté soit extérieure et apparente. il ressort du reste tant de l'esprit des statuts précités que d'un avertissement publié le 9 septembre 1853 par le préposé de l'enregistrement : 1^o que la protection de l'enregistrement, en ce qui concerne les articles d'utilité, ne s'appliquant qu'à leur forme et configuration extérieure, on ne reçoit pas l'enregistrement lorsque la description contient la demande d'un privilège pour le mécanisme, le principe, l'invention et l'application, à moins qu'ils ne dépendent et ne soient inséparables de cette forme même ou configuration ; 2^o que pour tous autres dessins l'enregistrement est accordé tel qu'il est requis, mais

aux risques et périls de l'impétrant et sans aucune garantie.

§ 2. **Propriété.** — La propriété d'un dessin ou d'un modèle appartient soit à celui qui l'a inventé, soit à l'industriel qui l'a commandé et fait exécuter pour son compte.

§ 3. **Enregistrement et marques.** — Pour s'assurer et conserver la propriété ou la jouissance exclusive d'un dessin ou modèle, soit d'*ornement*, soit d'*utilité*, il faut, avant de le rendre public, présenter à l'office de l'enregistrement des dessins deux copies du dessin ou modèle que l'on veut faire protéger, avec une description spécifiant son objet et son usage, ainsi que le nom et l'adresse du propriétaire. L'Office garde une des copies et rend ou renvoie l'autre avec un certificat d'enregistrement qui constitue le titre. — Le propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré est en outre tenu, à peine de déchéance, d'apposer ou reproduire sur tous les objets fabriqués, conformément à ce dessin ou modèle, une marque contenant la mention et la date de l'enregistrement. — Le droit acquis par cet enregistrement s'étend à l'Angleterre, à l'Ecosse et à l'Irlande.

§ 4. **Taxe et frais.** — Le montant de la taxe et du droit d'enregistrement varie, pour les *dessins d'ornement* depuis 5 schellings (6 fr. 25 c.) jusqu'à 4 liv. st. 10 schellings (112 fr. 50 c.), selon la classe à laquelle ils appartiennent et la durée du droit. Elle est de 10 liv. st. (250 fr.) pour les *dessins d'utilité*.

§ 5. **Durée du droit.** — Les dessins et modèles d'ornement se divisent en treize classes, qui forment, quant à la durée, trois catégories principales :

La première comprend les objets auxquels s'applique la durée la plus longue, qui est de trois années : ce sont les dessins d'ornementation sur les objets en métal, en bois, en poterie, en verre, ou principalement composés de ces matières; les papiers de tenture, tapis, toiles cirées, châles brochés, tissus et étoffes d'ameublement en lin, coton, laine, soie, poils ou mé-

lances, lorsque le développement du dessin est de plus de 12 pouces sur 8.

La seconde comprend les dessins qui ne sont susceptibles que d'une jouissance privative de neuf mois : ce sont les dessins *imprimés* après confection ou tissage sur châles, laines filées, fils de lin ou tissus fabriqués et composés de lin, coton, poils ou mélanges, mais non destinés à l'ameublement.

La troisième comprend nominativement les lacets et passementeries, et généralement tous les tissus et articles de manufactures ou substances non désignées dans les deux premières classes. Pour tous ces objets, la durée de la jouissance est d'une année.

Quant aux dessins et modèles d'utilité, ils ne forment qu'une seule classe, pour laquelle la durée est de trois années.

§ 6. **Cession.** — L'auteur ou le propriétaire d'un dessin ou modèle enregistré peut, soit accorder une licence de l'employer ou faire employer, soit en céder la propriété à un tiers.

Toute personne qui achète ou acquiert de quelque manière que ce soit le droit à l'usage entier ou partiel d'un dessin peut faire enregistrer son titre, en fournissant les justifications nécessaires et en payant les droits de taxe et de certificat, qui sont de 6 livres.

§ 7. **Communication.** — On peut prendre communication à l'office d'enregistrement des certificats d'enregistrement expirés ou non, et obtenir même des copies des certificats expirés. Le droit de recherche est de 5 schellings pour les dessins dont la propriété n'est pas expirée, et de 1 schelling par chaque volume pour ceux expirés. Les droits de copie sont de 2 schellings.

§ 8. **Contrefaçon. — Poursuites. — Pénalités.** — La contrefaçon d'un dessin ou modèle enregistré, l'imitation de la marque, ou l'apposition d'une marque sur un objet non enregistré donnent ouverture à des poursuites et pénalités diverses.

Ainsi la partie lésée a le droit d'agir en réparation du préjudice qu'elle a éprouvé, ou bien en recouvrement de l'amende ou des amendes encourues par le contrevenant. Le minimum de ces amendes est, pour chaque contrevention, de 5 liv. st. (125 fr.), et le maximum de 50 liv. st. (750 fr.).

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique a été l'objet, en Angleterre, de nombreux actes législatifs, qui se sont modifiés et complétés les uns les autres. Le plus récent est un acte des cinquième et sixième années du règne de Victoria. L'expression consacrée pour désigner le droit de propriété littéraire ou artistique est *copy-right*, *droit de copie*, ce qui répond parfaitement à notre expression de *droit de reproduction*. Il s'étend à toute œuvre littéraire ou artistique qui n'est pas contraire aux lois ou aux mœurs, et qui n'est pas par elle-même le produit d'une contrefaçon; mais sa durée et quelques-unes des règles qui le régissent variant selon qu'il s'agit : 1° d'œuvres littéraires; 2° d'œuvres dramatiques ou musicales; 3° de gravures ou estampes, 4° et enfin de sculptures ou modèles, nous en ferons l'objet d'autant de paragraphes différents.

PREMIÈRE SECTION.

Œuvres littéraires.

§ 1. **Genres d'ouvrages.** — La loi anglaise protège, avons-nous dit, tous les genres d'œuvres littéraires, et sous cette dénomination on doit comprendre notamment les discours et les leçons orales, dont la reproduction est interdite, à moins

qu'il ne s'agisse de leçons émanant soit de professeurs d'universités ou collèges publics, soit de personnes qui font un cours rendu obligatoire par une donation ou un legs.

§ 2. **Durée.** — Si l'ouvrage est manuscrit, la propriété est perpétuelle. Il ne peut être publié qu'en vertu d'une cession ou d'une autorisation de l'auteur, s'il est vivant, et de ses héritiers, s'il est décédé. Une fois publiée, l'œuvre posthume rentre dans le droit commun.

Le droit exclusif de reproduction reste perpétuel même après publication, si l'ouvrage appartient soit à la Couronne, soit à une université ou à un collège public, à moins toutefois que la durée n'ait été limitée par l'acte de cession ou de donation qui les en a rendus propriétaires.

Enfin, le Conseil privé peut accorder à l'auteur d'une œuvre publiée avec son autorisation spéciale un *privilege* plus étendu que le droit établi par la loi.

Hors ces cas exceptionnels, la durée du droit de reproduction, qui pendant longtemps n'a été que de vingt-huit années, est aujourd'hui, en vertu d'un acte du 1^{er} juillet 1842, de quarante-deux années, qui commencent à courir du jour de la première publication. Toutefois, si, à l'expiration de ce terme, l'auteur existe encore, le droit est prorogé, savoir, à son profit pendant sa vie, et au profit de ses héritiers pendant sept années après son décès.

§ 3. **Enregistrement.** — Tout auteur ou éditeur qui veut faire protéger légalement son droit de reproduction doit faire enregistrer l'ouvrage qu'il édite à l'hôtel de la corporation des libraires, à Londres (*Stationers' hall*). La déclaration doit contenir ses nom, prénoms, domicile et qualité, et être accompagnée du dépôt d'un exemplaire de la meilleure édition ou du meilleur tirage. Il est dû un droit de 1 schelling (1 fr. 25) pour l'enregistrement et, en outre, 5 schellings (6 fr. 25) pour le certificat d'enregistrement, qui est délivré au déclarant et qui

fait foi en justice, sauf, toutefois, le droit du véritable propriétaire de l'ouvrage de réclamer la protection des cours de justice, pour faire ordonner la radiation d'un enregistrement erroné ou frauduleux. Le fait de fausse déclaration peut même être l'objet d'une poursuite criminelle. La loi anglaise donne également au propriétaire d'un manuscrit la faculté de le faire enregistrer sans être tenu au dépôt. Cet enregistrement établit la propriété en faveur de celui qui l'a requis, jusqu'à l'admission en justice de droit mieux établis.

Le registre de la corporation des libraires peut être consulté par quiconque en fait la demande, moyennant le droit de 1 schelling.

§ 4. **Cession. — Transmission.** — Le droit de reproduction est un bien mobilier qui peut être transmis par voie de cession, donation ou testament, et qui, à défaut de disposition spéciale, se transmet d'après l'ordre ordinaire des successions mobilières. La cession doit être rédigée par écrit. Toutefois, l'auteur qui a fait enregistrer son œuvre peut, par une déclaration et un enregistrement nouveau, lequel a lieu sans frais de timbre, opérer la transmission légale de ses droits au profit du cessionnaire qu'il désigne, et plus tard ce dernier peut constater de la même manière la nouvelle cession qu'il en fait. Le fonctionnaire préposé aux enregistrements délivre aux parties qui le demandent des expéditions de ces déclaration et enregistrement, qui leur servent de titre.

§ 5. **Poursuites. — Réparations. — Pénalités.** — Les atteintes portées aux droits des propriétaires d'œuvres littéraires peuvent être poursuivies de différentes manières, et la répression varie selon la nature de l'atteinte et le mode de poursuite adopté. — Le plus généralement, on a recours à la procédure d'injonction (*injunction*), qui, sur la demande de la partie lésée, est portée devant une Cour de chancellerie, et qui a pour effet de faire cesser immédiatement, et préalablement à l'action judi-

ciaire, la publication commencée au détriment du plaignant. — L'action judiciaire directe en dommages-intérêts doit être portée devant l'une des Cours de justice de droit commun (*Courts of common law*) qui renvoie l'affaire, s'il y échet, aux assises civiles du lieu où le fait d'usurpation a été commis, et statue alors définitivement avec assistance du jury. Cette action peut être dirigée à la fois contre l'éditeur, l'importateur et le débitant des ouvrages contrefaits. — Le plaignant peut, s'il le préfère, agir en revendication des exemplaires contrefaits. C'est une action distincte et séparée de la précédente. Elles ne peuvent pas se cumuler comme en France; toutefois le juge peut d'office convertir la revendication demandée en une condamnation en dommages-intérêts. — Dans le cas spécial d'importations illégales, il y a lieu, en dehors des dommages-intérêts, à la destruction des ouvrages importés, à une amende s'élevant, au profit de l'Etat, au double de la valeur des exemplaires, et, en outre, à une amende fixe de 10 livres sterling, dont la moitié appartient à l'employé de la douane qui a fait la saisie, et l'autre moitié au propriétaire de l'édition légale.

DEUXIÈME SECTION.

Œuvres dramatiques et musicales.

§ 1. **Droit.** — Les œuvres dramatiques et musicales sont, quant au droit de reproduction par la voie de l'impression, régies par les mêmes principes que les œuvres littéraires ordinaires. — Les auteurs ont, en outre, le droit exclusif de les faire représenter ou exécuter.

§ 2. **Durée.** — La durée de ce droit est également de quarante-deux années, à partir non de la publication, mais bien du jour de la première représentation ou de la première exécution, et dans le cas où les quarante-deux années expirent du vivant de l'auteur, il y a prorogation à son profit sa vie durant et au profit de ses héritiers pendant sept années après son décès. —

La loi ne s'étant expliquée que pour les œuvres dramatiques ou musicales qui ont été publiées, les juriconsultes anglais ne sont pas d'accord sur la question de savoir si le droit de représentation des œuvres manuscrites ne doit pas rester perpétuel comme la propriété du manuscrit lui-même,

§ 3. **Enregistrement. — Cession.** — Les œuvres dramatiques et les compositions musicales doivent, comme les autres œuvres littéraires, être enregistrées à l'hôtel de la corporation des libraires, et les transmissions s'opèrent de la même manière.

§ 4. **Poursuites. — Réparations.** — Les directeurs ou entrepreneurs de spectacle ou de concert qui, pendant la durée du droit exclusif, font représenter ou exécuter une œuvre dramatique ou musicale sans l'autorisation de l'auteur ou du propriétaire, sont passibles d'une amende qui ne peut être moindre de 40 schellings ou du montant de la recette entière ou encore de la valeur du préjudice causé. Cette amende appartient à la partie lésée, qui a droit, en outre, au double du montant des frais. Ce sont les cours de droit commun qui sont compétentes, et elles doivent, à peine de déchéance, être saisies dans l'année.

TROISIÈME SECTION.

Gravures, estampes et lithographies.

§ 1. **Genres d'ouvrage. — Durée.** — D'après un acte du règne de Georges III, toute personne ayant inventé, dessiné ou gravé au burin, à l'eau-forte ou à la manière noire, ou ayant fait dessiner ou graver une œuvre historique ou autre de sa composition, en avait seul le droit de reproduction pendant quatorze années, à partir du jour de la première publication. Un second acte du règne du même prince étendit la protection légale aux gravures de portraits, sujets de genre, paysages, architecture, cartes, plans, et à toutes les gravures en général

exécutées, soit d'après les dessins originaux du graveur, soit d'après des tableaux, dessins et sujets de sculpture anciens ou modernes, et porta à vingt-huit années la durée de la jouissance. Enfin, un acte récent des quinzième et seizième années du règne de Victoria a compris au rang des gravures les lithographies et toutes les reproductions obtenues par des procédés analogues.

§ 2. Enregistrement. — Indication du nom et de la date.

— L'enregistrement des gravures, estampes et lithographies se fait, comme celui des ouvrages dramatiques, à l'hôtel de la corporation des libraires, à Londres. On est tenu, pour la constatation de son droit, et indépendamment de tout enregistrement, de graver sur chaque planche et imprimer sur chaque exemplaire le nom du propriétaire et la date de la première publication.

§ 3. Poursuites. — Réparation. — La contrefaçon donne lieu à la saisie, à la destruction des planches et des exemplaires contrefaits, et à une amende de 5 schellings par exemplaire saisi, dont moitié est versée au Trésor public et l'autre moitié appartient au plaignant, qui a, en outre, une action en dommages-intérêts et droit à une indemnité du double des frais.

QUATRIÈME SECTION.

Œuvres de sculpture et modèles.

§ 1. Genres d'ouvrage. — Deux actes des trente-huitième et cinquante-quatrième années du règne de Georges III ont reconnu un droit de propriété au profit de quiconque fait ou fait faire une œuvre de sculpture nouvelle et originale, un modèle, copie ou moule de tout ou partie du corps humain, d'un animal ou de tout autre sujet, soit d'invention, soit d'après nature.

§ 2. Durée. — La durée de ce droit est de quatorze années, à partir de la production et publication. Il est prorogé d'une

seconde période de quatorze années, lorsque l'auteur lui-même est encore vivant à l'expiration de la première.

§ 3. **Enregistrement.** — L'enregistrement n'était pas d'abord obligatoire pour les œuvres de sculpture publiées pour la première fois en Angleterre. Mais, après avoir été déclaré facultatif par un acte des treizième et quatorzième années du règne de Victoria, il est devenu obligatoire, en vertu des traités internationaux et des ordonnances rendues pour leur exécution. — Cet enregistrement a également lieu à l'hôtel de la corporation des libraires, à Londres.

§ 4. **Indication du nom et de la date.** — Le nom du propriétaire et la date de sa publication doivent, comme pour les gravures, être inscrits sur chaque objet de sculpture, modèle, copie ou moule.

§ 5. **Poursuites. — Réparations.** — L'auteur, l'importateur et le débitant d'œuvres de sculpture contrefaites peuvent être assignés par le propriétaire légitime devant une Cour de droit commun, jugeant avec assistance du jury, lequel fixe des dommages-intérêts proportionnés au préjudice, avec le double des frais du procès. L'action doit, à peine de déchéance, être intentée dans les six mois de la perpétration du délit. — Lorsqu'il y a eu enregistrement, les délinquants peuvent, en outre, être condamnés à une amende de 5 à 30 livres sterling.

CHAPITRE IV.

Droit international.

PREMIÈRE SECTION.

Précis historique. — Principes généraux.

En Angleterre, comme en France, les étrangers ont toujours joui des mêmes droits que les nationaux, tant à l'égard

des brevets d'invention qu'ils y prenaient que sur les œuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques qu'ils faisaient paraître pour la première fois dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit à l'égard des brevets d'invention ; les droits respectifs des Français et des Anglais sont, dans chacun des deux pays, les mêmes que ceux des autres étrangers ; mais, en ce qui touche la propriété littéraire et artistique, le droit commun des deux pays se trouve modifié par des traités internationaux.

Dès le 31 juillet 1838, un acte de la reine Victoria avait étendu la protection légale, qui couvrait les publications faites en Angleterre, aux ouvrages publiés dans ceux des pays étrangers dont la législation assurerait les mêmes avantages aux auteurs anglais. Depuis, le gouvernement, entrant avec celui de France dans le système bien plus efficace des traités internationaux, a conclu des conventions particulières, savoir : avec la Prusse, le 13 mai 1846 ; — avec le Hanovre, le 7 octobre 1847 ; — avec la France, le 3 novembre 1851 ; et, en dernier lieu, avec la Belgique, le 12 août 1854.

Les ratifications de la convention anglo-française ont été échangées à Paris le 8 janvier 1852, et il est intervenu pour sa mise à exécution respective, savoir :

En France, un décret du 22 janvier 1852, qui en a ordonné la promulgation, et un second décret du 25 mars de la même année, qui a déterminé les bureaux de douane par lesquels pourraient être importés en France les livres en langue anglaise, soit pour l'acquittement des droits, soit pour le transit. — *En Angleterre* : 1° une ordonnance de la reine, rendue en son Conseil, le 10 janv. 1852, et par laquelle, en vertu de l'autorisation que lui en conférait un acte du Parlement du 10 mai 1844 et en exécution de la convention, elle consacre, dans les limites de ses pouvoirs constitutionnels, les droits des auteurs, com-

positeurs et artistes français en Angleterre, à partir du 17 janvier 1852; 2° une autre ordonnance du même jour, par laquelle la reine réduit, à partir de la même époque, les droits de douane exigibles sur les livres, gravures et dessins publiés en France et importés en Angleterre; 3° enfin un acte du Parlement du 28 mai 1852, qui a eu pour effet de donner force de loi, à partir de sa date, à celles des dispositions de la convention qui avaient besoin de la sanction du pouvoir législatif.

Il ressort de ces convention, décret, acte et ordonnances, dont nous donnons le texte ci-après : 1° que les auteurs et artistes de chacun des deux pays doivent jouir dans l'autre des mêmes droits que ceux qui sont ou seront accordés par la législation locale aux nationaux; 2° que le bénéfice de la conventions s'étend à toutes les œuvres de littérature et d'art, y compris les traductions, les œuvres dramatiques non imprimées et les articles de journaux ou recueils périodiques autres que ceux de discussion politique, mais sous certaines restrictions et obligations qui y sont énumérées, et notamment de déclarer, pour les uns, que l'on entend se réserver le droit de traduction et de reproduction, et, pour les autres, d'en faire opérer l'enregistrement dans les trois mois de la première publication; savoir: à Paris, au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur, et à Londres, à l'hôtel de la corporation des libraires (*Stationers hall*), avec ou sans dépôt d'un exemplaire ou d'une épreuve, suivant la nature de l'œuvre et la législation locale, 3° que la réciprocité, telle qu'elle y est stipulée, ne s'applique qu'aux œuvres de littérature ou d'art publiées, éditées ou représentées postérieurement au 17 janvier 1852 en France, et au 28 du même mois en Angleterre, et que, quant à celles publiées ou représentées antérieurement, elles continuent à être respectivement régies par le droit commun de chacun des deux pays, à l'égard des auteurs et des artistes étrangers. En ce qui touche les

dispositions de détail, nous ne pouvons que renvoyer aux textes.

SECONDE SECTION.

Texte de la convention et des lois décrets et ordonnances rendus en Angleterre et en France pour son exécution.

CONVENTION DU 3 NOVEMBRE 1851

Entre la France et l'Angleterre, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.

(Echange des ratifications le 8 janvier 1852. — Promulgation en France le 27 janvier 1852. — Mise à exécution en Angleterre les 17 janvier et 28 mai 1852.)

Le Président de la République française et Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir d'étendre dans les deux pays la jouissance des droits d'auteur pour les ouvrages de littérature et de beaux-arts qui pourront être publiés pour la première fois dans l'un des deux, et Sa Majesté britannique ayant consenti à étendre aux livres, gravures et œuvres musicales, publiés en France, la réduction que la loi l'autorise à accorder, sous certaines conditions, dans le taux des droits actuellement perçus à l'importation, dans le Royaume-Uni, de ces mêmes articles publiés en pays étrangers ;

Le Président de la République française et Sa Majesté britannique ont jugé à propos de conclure, dans ce but, une convention spéciale, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, — M. Louis-Félix-Étienne Turgot, ministre au département des affaires étrangères, — Et Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, — M. Constantin, marquis de Normanby, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la République française ; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 14 ci-après, la présente convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvres de littérature ou d'art auxquels les lois de l'un des deux pays garantissent actuellement, et garantiront à l'avenir, le droit de propriété ou d'auteur, auront la faculté d'exercer ledit droit, sur les territoires de l'autre pays, pendant le même espace de temps et dans les mêmes limites que s'exercerait, dans cet autre pays

lui-même, le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature qui y seraient publiés, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des deux États, de toute œuvre de littérature ou d'art, publiée dans l'autre, sera traitée de la même manière que le serait la reproduction ou la contrefaçon d'ouvrages de même nature originellement publiés dans cet autre État, et que les auteurs de l'un des deux pays auront, devant les tribunaux de l'autre, la même action et jouiront des mêmes garanties contre la contrefaçon ou la reproduction non autorisée que celles que la loi accorde ou pourrait accorder, à l'avenir, aux auteurs de ce dernier pays. — Il est entendu que ces mots « œuvres de littérature ou d'art, » employés au commencement de cet article, comprennent les publications de livres, d'ouvrages dramatiques, de composition musicale, de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toute autre production quelconque de littérature et de beaux-arts. — Les mandataires ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, peintres, sculpteurs ou graveurs, jouiront à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, peintres, sculpteurs ou graveurs eux-mêmes.

2. La protection accordée aux ouvrages originaux est étendue aux traductions. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, hormis dans le cas et les limites prévus par l'article suivant.

3. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu réserver son droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes : — 1° L'ouvrage original sera enregistré et déposé dans l'un des deux pays, dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays. — 2° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction. — 3° Ladite traduction autorisée devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de l'enregistrement et du dépôt de l'original, et en totalité dans le délai de trois ans, à partir dudit dépôt. — 4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être enregistrée et déposée conformément aux dispositions de l'article 8. — Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la

première livraison. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé ; chacune d'elles sera enregistrée et déposée dans l'un des deux pays, dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

4. Les stipulations des articles précédents s'appliqueront également à la représentation des ouvrages dramatiques et à l'exécution des compositions musicales, en tant que les lois de chacun des deux pays sont ou seront applicables, sous ce rapport, aux ouvrages dramatiques et de musique représentés ou exécutés publiquement dans ces pays pour la première fois. — Toutefois, pour avoir droit à la protection légale, en ce qui concerne la traduction d'un ouvrage dramatique, l'auteur devra faire paraître sa traduction trois mois après l'enregistrement et le dépôt de l'ouvrage original. — Il est bien entendu que la protection stipulée par le présent article n'a point pour objet de prohiber les imitations faites de bonne foi, ou les appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France et d'Angleterre, mais seulement d'empêcher les traductions en contrefaçon. — La question d'imitation ou de contrefaçon sera déterminée dans tous les cas par les tribunaux des pays respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

5. Nonobstant les stipulations des articles 1^{er} et 2^e de la présente convention, les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. — Toutefois, cette permission ne saurait être comprise comme s'étendant à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, dont les auteurs auraient déclaré d'une manière évidente, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

6. Sont interdites l'importation et la vente, dans l'un et l'autre des deux pays, de toute contrefaçon d'ouvrages jouissant du privilège de protection contre la contrefaçon, en vertu des articles 1, 2, 3 et 5 de la présente convention, que ces contrefaçons soient originaires du pays où l'ouvrage a été publié, ou bien de toute autre contrée étrangère.

7. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, les ouvrages ou objets contrefaits seront saisis et détruits, et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque pays, de la peine et des poursuites qui sont ou seraient prescrites par les lois de ce pays, contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou reproduction d'origine nationale.

8. Les auteurs, traducteurs, de même que leurs représentants, ou ayants cause, légalement désignés, n'auront droit, dans l'un et l'autre pays, à la protection stipulée par les articles précédents, et le droit d'auteur ne pourra être réclamé dans l'un des deux pays, qu'après que l'ouvrage aura été enregistré de la manière suivante, savoir : 1° si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il faudra qu'il ait été enregistré à l'hôtel de la corporation des libraires (*Stationers Hall*), à Londres ; — 2° si l'ouvrage a paru pour la première fois dans les États de Sa Majesté Britannique, il faudra qu'il ait été enregistré au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur à Paris. — La susdite protection ne sera acquise qu'à celui qui aura fidèlement observé les lois et règlements en vigueur dans les pays respectifs, par rapport à l'ouvrage pour lequel cette protection serait réclamée. Pour les livres, cartes, estampes ou publications musicales, la susdite protection ne sera acquise qu'autant que l'on aura remis gratuitement dans l'un ou l'autre des dépôts mentionnés ci-dessus, suivant les cas respectifs, un exemplaire de la meilleure édition, ou dans le meilleur état, destiné à être déposé au lieu indiqué à cet effet dans chacun des deux pays, c'est-à-dire en France, à la Bibliothèque nationale de Paris, et dans la Grande-Bretagne, au Musée britannique à Londres. — Dans tous les cas, les formalités du dépôt et de l'enregistrement devront être remplies sous les trois mois qui suivront la première publication de l'ouvrage dans l'autre pays. A l'égard des ouvrages publiés par livraison, ce délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 3, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé. — Une copie authentique de l'inscription sur le registre de la corporation des libraires à Londres conférera dans les États Britanniques le droit exclusif de reproduction jusqu'à ce que quelque autre personne ait fait admettre devant un tribunal un droit mieux établi. — Le certificat délivré conformément aux lois françaises, et constatant l'enregistrement d'un ouvrage dans ce pays, aura la même force et valeur dans toute l'étendue du territoire de la République française. — Au moment de l'enregistrement d'un ouvrage dans l'un des deux pays, il en sera délivré, si on le demande, un certificat ou copie certifiée ; et ce certificat relatera la date précise à laquelle l'enregistrement aura eu lieu. — Le coût d'enregistrement d'un seul ouvrage, conformément aux stipulations du présent article, ne pourra pas dépasser la somme de 1 fr. 25 c. en France, et de 1 schelling en Angleterre ; et les frais additionnels pour le certificat d'enregistrement ne devront pas excéder la somme de 6 fr. 25 c. en France ou de 5 schellings en Angleterre. — Les présentes stipulations ne s'étendront pas aux articles de journaux ou de re-

cueils périodiques, pour lesquels le simple avertissement de l'auteur, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5, suffira pour garantir son droit contre la reproduction ou la traduction. Mais si un article ou un ouvrage qui aura paru pour la première fois dans un journal ou dans un recueil périodique est ensuite reproduit à part, il restera alors soumis aux stipulations du présent article.

9. Quant à ce qui concerne tout objet autre que les livres, estampes, cartes et publications musicales, pour lequel on pourrait réclamer la protection, en vertu de l'art. 1^{er} de la présente convention, il est entendu que tout mode d'enregistrement autre que le mode prescrit par l'article précédent, qui est ou qui pourrait être appliqué par la loi dans l'un des deux pays, à l'effet de garantir le droit de propriété à toute œuvre quelconque ou article mis pour la première fois au jour dans ce pays, ledit mode d'enregistrement sera étendu, sous des conditions égales, à toute œuvre ou objet similaire mis au jour pour la première fois dans l'autre pays.

10. Pendant la durée de la présente convention, les droits actuellement établis à l'importation licite dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique, publiés dans toute l'étendue du territoire de la République française, demeurent réduits et fixés aux taux ci-après établis, savoir :

1^o *Droits sur les livres et œuvres de musique.*

A. Ouvrages publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni et reproduits en France, par quintal anglais.	liv.	sch.	d.
B. Ouvrages non publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni et reproduits en France, par quintal anglais.	2	10	0
	0	15	0

2^o *Gravures ou dessins.*

A. Coloriés ou non, chaque pièce.	0	0	0 1/2
B. Reliés ou brochés, la douzaine.	0	0	1 1/2

Il est convenu que le taux des droits ci-dessus spécifiés ne sera pas augmenté pendant la durée de la présente convention, et que si, par la suite, pendant la durée de cette convention, ce taux était réduit en faveur des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tout autre pays, cette réduction s'étendra en même temps aux objets similaires publiés en France. — Il est, en outre, bien entendu que tout ouvrage publié en France, et dont une partie aura été mise au jour pour la première fois dans le Royaume-Uni, sera considéré comme « ouvrage publié pour la première fois dans le Royaume-Uni et reproduit en France », et, à ce titre, il sera soumis aux droits de cinquante schellings par quintal anglais, alors même qu'il contiendrait encore des

additions originales publiées ailleurs que dans le Royaume-Uni, à moins que ces additions originales ne soient d'une étendue pour le moins égale à celle de la partie de l'ouvrage publiée originairement dans le Royaume-Uni, auquel cas, l'ouvrage ne serait soumis qu'aux droits de quinze schellings par quintal anglais.

11. Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les deux hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement les lois et règlements qui pourraient être ultérieurement établis dans les États respectifs, à l'égard des droits d'auteurs, pour les ouvrages et productions protégés par les stipulations de la présente convention.

12. Les stipulations de la présente convention ne pourront, en aucune manière, porter atteinte au droit que chacune des hautes parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législatives ou de police intérieure, la vente, la circulation, la représentation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production à l'égard desquels l'un ou l'autre pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

13. Rien, dans cette convention, ne sera considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes, de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

14. Sa Majesté britannique s'engage à recommander au Parlement d'adopter une loi qui l'autorise à mettre en vigueur celles des dispositions de la présente convention qui ont besoin d'être sanctionnées par un acte législatif. Lorsque cette loi aura été adoptée, la convention sera mise à exécution à partir d'un jour qui sera alors fixé par les deux hautes parties contractantes.—Dans chaque pays, le gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour ainsi convenu, et les stipulations de la convention ne seront applicables qu'aux œuvres et articles publiés après cette date. La présente convention restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour où elle pourra être mise en vigueur; et, dans le cas où aucune des deux parties n'aurait pas signifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.— Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente convention, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

15. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de trois mois, à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets respectifs. — Fait à Paris, le troisième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un. — *Signé* : NORMANBY. — *Signé* : TURGOT.

Procès-verbal d'échange.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder, au nom du Président de la République française et de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à l'échange des ratifications réciproques sur la convention signée à Paris, le 3 novembre dernier, entre la France et la Grande-Bretagne, dans le but de garantir mutuellement, dans les deux pays, la propriété des œuvres de littérature et d'art, les instruments respectifs des ratifications ont été produits, et, après avoir été soigneusement collationnés et trouvés exactement conformes l'un à l'autre, l'échange en a été opéré dans les formes usitées. — Toutefois : 1° nonobstant les termes de l'art. 14, stipulant que la convention ne sera exécutoire en aucune de ses dispositions qu'à partir du jour où celles qui ont besoin d'être validées dans la Grande-Bretagne par un acte législatif auront reçu cette sanction, il a été convenu, d'un commun accord, que celles des dispositions qui ne sont point de nature à y être soumises et que l'état actuel de la législation autorise dès à présent la Couronne britannique à valider, auront, le plus tôt possible, leur plein et entier effet, de part et d'autre ; — 2° Il a été également convenu que les dispositions contenues dans l'art. 5, lesquelles interdisent la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, et dont les auteurs auraient déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction, ne seront pas applicables aux articles de discussion politique. — Les précédentes interprétations et explications auront la même force et valeur que si elles étaient insérées dans le texte même de la convention. — En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent procès-verbal, en double copie, à Paris, le huitième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent cinquante-deux. — *Signé* : NORMANBY. — *Signé* : TURGOT.

ORDONNANCE DU 10 JANVIER 1852

Rendue par la Reine, en son Conseil, et portant que les auteurs français jouiront du droit de propriété sur leurs ouvrages.

Attendu qu'un traité a été conclu entre Sa Majesté et le Président de la République française ; que, d'après ses termes, protection conve-

nable a été assurée dans tout le territoire français aux auteurs de livres, d'ouvrages dramatiques, de compositions musicales, de dessins, de peintures, sculptures, gravures, lithographies, de toutes œuvres de littérature et d'art sur lesquelles les lois de la Grande-Bretagne et celles de la France donnent actuellement ou donneront ultérieurement, aux sujets des deux pays, le droit de propriété exclusive, et que la même protection est assurée aux représentants ou cessionnaires desdits auteurs, par rapport aux ouvrages publiés pour la première fois dans les Etats de Sa Majesté.—Par ces motifs, Sa Majesté, d'après l'avis et le consentement de son Conseil privé, et en vertu de l'autorité qui lui est conférée par un acte passé dans la session du Parlement tenue durant les septième et huitième années de son règne, intitulé : « Acte d'amendement de la loi sur le droit international de propriété des œuvres de littérature et d'art », ordonne, dès à présent, qu'à partir du dix-septième jour de janvier 1832, les auteurs, inventeurs, dessinateurs, graveurs, et tous ceux qui font les ouvrages suivants, savoir, les livres, les gravures, les morceaux de sculpture, les œuvres dramatiques, les compositions musicales, et tous autres ouvrages de littérature ou d'art, sur lesquels les lois de la Grande-Bretagne donnent aux sujets anglais le droit de propriété exclusive, et les exécuteurs testamentaires, représentants et ayants cause desdits auteurs, inventeurs, dessinateurs, graveurs, artistes et fabricants, auront, en ce qui concerne les ouvrages publiés dans toute l'étendue du territoire français, après ledit jour dix-septième de janvier 1832, le droit de propriété exclusive dans ladite étendue, pour un temps égal à la durée du droit de propriété qui est attribué par la loi aux auteurs, inventeurs, dessinateurs, graveurs et éditeurs de semblables ouvrages, publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni, pourvu que ces livres, pièces de théâtre, compositions musicales, gravures, morceaux de sculpture, ou autres œuvres d'art, aient été enregistrés, et que des exemplaires ou modèles aient été déposés conformément aux dispositions dudit acte, dans les trois mois qui suivront la première publication dans une partie quelconque du territoire français, ou, s'il s'agit d'un ouvrage publié par livraisons, que le dépôt en ait été effectué dans les trois mois qui suivront la publication de la dernière livraison. — Il est, en outre, et par les présentes, ordonné que les auteurs de pièces de théâtre et de compositions musicales qui seront, après ledit jour 17 janvier 1832, représentées ou exécutées publiquement pour la première fois dans le territoire français, ou leurs cessionnaires, auront le droit exclusif de représenter ou d'exécuter dans toute l'étendue des Etats britanniques ces pièces de théâtre ou ces compositions musicales, pendant un temps égal à celui durant lequel les auteurs de pièces de théâtre, ou d'œuvres musicales représentées ou exécutées publiquement

pour la première fois dans le Royaume-Uni, ou leurs cessionnaires, ont, en vertu des lois, le droit exclusif de représenter ou d'exécuter ces mêmes ouvrages, pourvu que ces pièces de théâtre ou ces compositions musicales aient été enregistrées, et que des exemplaires aient été déposés conformément aux dispositions de l'acte précité, dans les trois mois qui suivront la première représentation ou exécution dans une partie quelconque du territoire français.

Les très-honorables lords commissaires de la trésorerie de Sa Majesté sont chargés de l'exécution des présentes. *Signé : BATHURST.*

ORDONNANCE DU 10 JANVIER 1852

Rendue par Sa Majesté, en son Conseil, qui réduit les droits sur les livres, les gravures et les dessins publiés en France.

Attendu que, par un acte passé durant la session du Parlement tenue dans les neuvième et dixième années du règne de Sa Majesté, intitulé : « Acte d'amendement de l'acte des septième et huitième années du règne de Sa Majesté, pour réduire à de certaines conditions les droits à payer sur les livres et les gravures », il est ordonné que, lorsque Sa Majesté a, en vertu de l'autorité dont elle a été investie à ce sujet, déclaré que les auteurs, inventeurs, dessinateurs, graveurs, ou tous ceux qui font des livres, gravures ou autres ouvrages d'art publiés pour la première fois à l'étranger, auront le droit de propriété exclusive sur lesdits ouvrages, Sa Majesté peut, si elle le juge convenable, déclarer, par une ordonnance rendue en Conseil, qu'à partir de tel jour indiqué dans ladite ordonnance, au lieu des droits ordinaires payables pour l'importation dans le Royaume-Uni de livres, gravures et dessins, il n'y aura à payer que les seuls droits de douane qui sont mentionnés dans ledit acte ; — Et attendu que Sa Majesté a, par ordonnance de ce jour, en vertu des pouvoirs dont elle est investie à ce sujet, déclaré que les auteurs, inventeurs, dessinateurs, graveurs, et tous ceux qui font des livres, gravures, et autres ouvrages d'art publiés pour la première fois sur le territoire français, jouiront à cet égard du droit de propriété exclusive ; — Par ces motifs, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de son Conseil privé, en vertu de l'autorité qui lui est attribuée par l'acte précité, ordonne par les présentes, qu'à partir du 17 janvier 1852, aux droits de douane qui sont actuellement exigibles sur les livres, gravures et dessins publiés en France, et importés dans le Royaume-Uni, seront substitués les droits de douane suivants, savoir : — Sur les livres, c'est-à-dire les ouvrages originairement publiés dans le Royaume-Uni, et publiés de nouveau dans une partie quelconque du territoire français, et, de là, importés dans le Royaume-Uni, un droit de 2 livres sterling 10 schellings

(62 fr. 50 c.) par quintal.—Sur les ouvrages publiés et réimprimés en France, et de là importés dans le Royaume-Uni, et qui n'ont pas été originairement publiés dans le Royaume-Uni, un droit de 15 schellings (18 fr. 75 c.) par quintal. — Sur les gravures et les dessins, coloriés ou non, publiés en France, et importés dans le Royaume-Uni,

Pour chaque exemplaire. 1/2 penny (5 c.).

Reliés ou brochés, par douzaine. . 1 1/2 penny (15 c.).

Les très-honorables lords commissaires de la trésorerie de Sa Majesté sont chargés de l'exécution des présentes. *Signé* BATHURST.

DÉCRET DU 22-27 JANVIER 1852

Relatif à la promulgation de la convention conclue entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.

LOUIS-NAPOLÉON, etc. — Décrète :

ART. 1^{er} La convention conclue le 3 novembre 1851, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art, ayant été artifiée par nous le 25 décembre dernier, et les actes de ratification des deux gouvernements ayant été échangés le 8 du présent mois de janvier; ladite convention, suivie du procès-verbal d'échange, contenant quelques explications et modifications, desquels convention et procès-verbal la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

(Voir ci-dessus le texte de la convention.)

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais des Tuileries, le 22 janvier 1852.

Vu et scellé du grand sceau,
Le garde des sceaux ministre de la justice,
Signé : ABBATUCCI.

LOUIS-NAPOLÉON.
Par le Prince-Président,
Le ministre des affaires étrangères,
Signé : TURGOT.

DÉCRET DU 23 MARS-12 AVRIL 1852

Relatif à l'importation et au transit des livres en langue anglaise.

LOUIS-NAPOLÉON, etc. : Sur le rapport du ministre de la police générale;—Vu l'art. 8 de la loi du 6 mai 1841; — Vu le décret du 22 jan-

vier 1852 qui rend exécutoire la convention conclue, le 3 novembre 1851, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art; — Vu les art. 6 et 7 de ladite convention; — Décrète :

ART. 1^{er}. Les livres en langue anglaise ne peuvent être importés en France, pour l'acquiescement des droits ou pour le transit, que par les bureaux ouverts à l'entrée des livres en langue française et par les bureaux de Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Grandville, Dieppe, Boulogne, Calais et Dunkerque.

2. Tous les livres en langue anglaise illégalement reproduits dans des pays tiers, présentés à l'importation ou au transit, seront saisis et détruits, et les individus coupables de ces contraventions seront passibles des peines et poursuites prescrites par nos lois.

3. Le présent décret aura son effet à partir du 15 avril 1852.

ACTE DU 28 MAI 1852

(Des quinzième et seizième années du règne de Victoria, ch. XII.)—

Pour mettre Sa Majesté en mesure d'exécuter la convention littéraire conclue avec la France; pour étendre et expliquer les actes sur le droit international de propriété littéraire, et pour expliquer les actes qui règlent la propriété des gravures.

Attendu qu'il a été passé durant la septième année du règne de Sa Majesté actuelle un acte intitulé : « Acte pour amender la loi relative au droit international sur la propriété littéraire », et ci-après désigné sous le nom d'acte sur le droit international de propriété littéraire; et attendu qu'il a été conclu dernièrement entre Sa Majesté et la République française une convention ayant pour but d'étendre dans chaque pays la jouissance du droit de propriété sur les œuvres de littérature et d'art publiées pour la première fois dans l'un des deux, et d'opérer quelques réductions des droits perçus actuellement sur les livres, gravures et œuvres musicales publiés en France; et attendu que certaines des stipulations proposées par Sa Majesté et contenues dans ledit traité exigent l'autorisation du Parlement; attendu, enfin, qu'il est nécessaire que cette autorisation soit donnée, et que Sa Majesté ait tous pouvoirs pour faire de semblables stipulations dans tous les traités sur la propriété littéraire qui pourront être ultérieurement conclus avec les gouvernements étrangers, il est ordonné par Sa Très-Excellente Majesté la reine, de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels, et des communes, assemblés en ce Parlement, et d'après leur autorisation, ce qui suit :

1. La dix-huitième section dudit acte de la septième année de Sa Majesté actuelle, chapitre xii, demeure abrogée, en ce qu'elle a d'incompatible avec les dispositions ci-dessous.

2. Sa Majesté peut, par ordonnance rendue en Conseil, décréter que les auteurs de livres qui seront, à une époque future que l'ordonnance indiquera, publiés en pays étrangers, que l'ordonnance désignera également, et les exécuteurs testamentaires de ces auteurs, leurs mandataires et leurs cessionnaires, auront, sous les conditions ci-dessous énoncées, le droit d'empêcher la publication dans les Etats britanniques de traductions de leurs livres non autorisées par eux, pendant un délai qui sera spécifié dans l'ordonnance et qui ne s'étendra pas au delà de cinq années, à compter de l'époque à laquelle les traductions autorisées de ces livres auraient été respectivement publiées pour la première fois, et dans le cas où les livres seraient publiés par parties, à compter de l'époque à laquelle la traduction de chaque partie est publiée pour la première fois.

3. Conformément aux dispositions de ladite ordonnance et aux dispositions qui sont contenues ou citées dans ces présentes, les lois et ordonnances présentement en vigueur, pour prévenir les infractions aux droits de propriété sur les livres publiés dans les Etats britanniques, recevront leur application pour empêcher la publication des traductions de livres que cette ordonnance concernera, et qui ne sont pas autorisées par les auteurs de ces livres ; mais on doit excepter les parties de ces lois qui ont rapport à la remise d'exemplaires de livres à la disposition du Musée britannique et d'autres bibliothèques qui y sont désignées.

4. Sa Majesté peut, par une ordonnance rendue en Conseil, ordonner que les auteurs de pièces dramatiques, qui seront, à une époque future que ladite ordonnance spécifiera, représentées publiquement pour la première fois dans un pays étranger, également désigné dans cette ordonnance, et les exécuteurs testamentaires de ces auteurs, leurs administrateurs et leurs cessionnaires, auront, en observant les règles ci-après énoncées ou citées, le droit d'empêcher la représentation dans les Etats britanniques de traductions de leurs pièces non autorisées par eux, pendant un laps de temps qui sera spécifié dans l'ordonnance et qui ne pourra excéder cinq années, à compter de l'époque à laquelle les traductions de ces pièces, autorisées conformément aux règles établies ci-après, auront été publiées ou représentées publiquement pour la première fois.

5. Conformément aux dispositions de cette dernière ordonnance et aux dispositions ci-après énoncées ou citées, les lois et ordonnances présentement en vigueur, pour assurer à l'auteur des pièces dramatiques représentées, pour la première fois, dans les Etats britanniques,

le droit exclusif de les faire représenter, recevront leur exécution pour prévenir la représentation des traductions des pièces dramatiques que concernera cette dernière ordonnance, et qui n'auraient pas été autorisées par les auteurs de ces pièces.

6. Rien de ce qui est contenu au présent acte ne saurait empêcher les imitations ou arrangements licites, pour la scène anglaise, de pièces de théâtre ou de compositions musicales publiées en pays étranger.

7. Nonobstant toutes dispositions dudit acte sur le droit international de propriété littéraire ou celles du présent acte, tout article politique publié en pays étranger, dans un journal ou une revue périodique, peut être publié de nouveau et traduit dans un journal ou une revue périodique de ce pays, à la condition qu'on en ait indiqué la provenance; et tout article sur un autre sujet, publié comme il vient d'être dit, peut être, à la même condition, réimprimé et traduit de la même manière, si l'auteur n'a déclaré sa volonté d'en conserver la propriété, ainsi que le droit de le faire traduire, et ce, à un endroit apparent du journal ou de la revue où l'article a été pour la première fois publié, auquel cas cet article obtiendra, sans être soumis aux formalités exigées dans la section qui suit, la même protection que celle qui est accordée aux auteurs de livres par l'acte sur le droit international de propriété littéraire.

8. L'auteur, ses exécuteurs testamentaires, administrateurs ou cessionnaires, n'auront droit à jouir du bénéfice de cet acte, ou des ordonnances du Conseil relatives aux traductions de livres ou de pièces dramatiques, que s'ils ont accompli les formalités suivantes :

1° L'ouvrage original, d'après lequel la traduction doit être faite, doit être enregistré, et il en doit être déposé un exemplaire dans le Royaume-Uni, en la forme requise pour les ouvrages originaux, d'après ledit acte sur le droit international de propriété littéraire, dans les trois mois qui suivront sa première publication dans le pays étranger. — 2° L'auteur doit déclarer, sur la page du titre de l'ouvrage original, ou, s'il est publié par parties, sur la page du titre de la première partie, ou enfin, s'il n'y avait point de page affectée spécialement au titre, à une place apparente de l'ouvrage, qu'il entend se réserver le droit de le traduire. — 3° La traduction autorisée par l'auteur, ou une partie de cette traduction, ne doit pas être publiée, soit dans le pays désigné par l'ordonnance du Conseil en vertu de laquelle elle sera protégée, soit dans les États britanniques, plus d'un an après le dépôt et l'enregistrement dans le Royaume-Uni de l'ouvrage original, et la traduction complète doit être publiée dans les trois ans de l'enregistrement et du dépôt. — 4° La traduction doit être enregistrée, et il en doit être déposé un exemplaire dans le Royaume-Uni, dans un délai qui sera fixé par l'ordonnance en vertu de laquelle elle sera protégée, et en la manière déterminée par le-

dit acte sur le droit international de propriété littéraire pour l'enregistrement et le dépôt des ouvrages originaux. — 5° Si l'ouvrage est publié par parties, chaque partie de l'ouvrage original devra être déposée et enregistrée dans le Royaume-Uni, en la forme déterminée par ledit acte sur le droit international de propriété littéraire, dans les trois mois qui suivront la première publication dans le pays étranger. — 6° S'il s'agit d'une pièce de théâtre, la traduction autorisée par l'auteur devra être publiée dans les trois mois de l'enregistrement de l'ouvrage original. — 7° Les précédentes dispositions s'appliqueront aux articles originellement publiés dans les journaux ou les revues, s'ils sont, par la suite, publiés séparément; mais elles ne s'appliqueront pas à ces articles tels qu'ils ont été publiés originellement.

9. Tous les exemplaires d'ouvrages de littérature ou d'art qui sont protégés par l'acte sur le droit international de propriété littéraire, ou, par le présent acte, ou toutes ordonnances du Conseil qui pourront être rendues à la suite de cet acte, et qui seront imprimés, réimprimés ou faits à l'étranger, dans tout autre pays que celui où l'ouvrage aura été publié pour la première fois, et toutes les traductions non autorisées de livres ou de pièces dramatiques dont la publication ou la représentation publique non autorisée, ainsi qu'il est dit dans le présent acte, aura été défendue par ordonnance du Conseil rendue par suite de cet acte, sont dès à présent et formellement prohibés, et il est défendu de les importer dans quelque partie que ce soit des États britanniques, excepté avec le consentement du propriétaire qui aura fait enregistrer son droit sur l'ouvrage, le livre ou l'ouvrage d'art, ou de son représentant autorisé par écrit : et les dispositions de l'acte de la sixième année de Sa Majesté, pour amender la loi sur la propriété littéraire, qui ordonnent la confiscation, la saisie et la destruction de tout livre imprimé pour la première fois dans le Royaume-Uni, qui est l'objet d'un droit de propriété, et réimprimé en quelque pays que ce soit en dehors des États britanniques, et importé en quelque partie que ce soit des États britanniques, par une personne qui ne serait point propriétaire ou qui n'aurait pas été autorisée par le propriétaire, s'étendront et seront applicables à tous exemplaires d'ouvrages de littérature ou d'art, et à toutes traductions dant l'importation dans les États britanniques est prohibée par le présent acte.

10. Les dispositions ci-dessus seront incorporées à l'acte sur le droit international de propriété littéraire, et ne feront ainsi qu'un seul et même acte.

11. Et attendu que Sa Majesté a déjà, par une ordonnance rendue en Conseil, conformément audit acte sur le droit international de propriété littéraire, mis à exécution certaines dispositions contenues dans la con-

vention conclue avec la République française ; et qu'il est nécessaire que les stipulations qui engagent Sa Majesté dans ladite convention soient mises à exécution à partir de la date du présent acte sans autre ordonnance du conseil ; pendant toute la durée de ladite convention, et aussi longtemps que l'ordonnance du Conseil déjà rendue conformément audit acte sur le droit international de propriété littéraire restera en vigueur, les dispositions ci-dessus s'appliqueroient à ladite convention et aux traductions de livres et de pièces de théâtre qui seront, postérieurement à la date du présent acte, publiées ou représentées en France comme si Sa Majesté eût rendu une ordonnance en Conseil en vertu du présent acte pour la mise à exécution de ladite convention, et eût décrété dans l'ordonnance que de telles traductions seraient protégées, comme on l'a dit ci-dessus, pendant une période de cinq années à compter de la date de la première publication ou de la première représentation publique ; et comme si un délai de trois mois à partir de la publication de chaque traduction eût été le délai fixé dans cette ordonnance avant l'expiration duquel ladite traduction doit être enregistrée et un exemplaire déposé dans le Royaume-Uni.

12. Et attendu qu'un acte a été passé pendant la dixième année du règne de Sa Majesté actuelle, intitulé : « Acte pour amender un acte des septième et huitième années de Sa Majesté actuelle, réduisant dans de certaines circonstances les droits à payer sur les livres et les gravures » ; et attendu que par ladite convention avec la République française, il a été stipulé que les droits sur les livres, gravures et dessins publiés dans toute l'étendue du territoire français, seraient réduits au taux du tableau annexé audit acte de la dixième année de Sa Majesté actuelle, chapitre LVIII ; et attendu que Sa Majesté a, conformément aux termes de ladite convention, et, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par ledit acte, déclaré par ordonnance du Conseil que lesdits droits seraient réduits en conséquence ; et attendu que par ladite convention il a en été outre stipulé que ledit taux des droits ne serait pas augmenté pendant la durée de la convention, et que si, pendant la durée de la convention, ces droits venaient à être réduits en faveur de livres, gravures ou dessins, publiés en tout autre pays, la même réduction s'étendrait en même temps aux livres, gravures ou dessins publiés en France ; et attendu qu'il y a lieu de douter que des stipulations de l'importance de celles dont il vient d'être parlé puissent être exécutées sans l'autorisation du Parlement, il est arrêté que ledit taux des droits ainsi réduit comme il est dit ci-dessus ne pourra être élevé pendant la durée de ladite convention, et que si, pendant la durée de ladite convention, une réduction des droits a lieu ultérieurement en faveur de livres, gravures ou dessins publiés en tout autre pays étranger, Sa Majesté pourra, par ordonnance rendue en son Con-

seil, déclarer que la même réduction devra s'étendre aux mêmes articles de France, ladite ordonnance devant d'ailleurs être rendue et publiée de la même manière et soumise aux mêmes conditions que les ordonnances rendues en vertu dudit acte de la dixième année du règne de Sa Majesté actuelle, chapitre LVIII.

13. Et attendu qu'il s'est élevé des doutes sur l'interprétation de l'acte de la dixième année de Sa Majesté actuelle, chapitre LVIII, — il est ici déclaré que, pour l'observance dudit acte, tout ouvrage publié dans le pays d'exportation, dont une partie a été originairement produite dans le Royaume-Uni, sera soumis aux droits à payer sur « les ouvrages originairement produits dans le Royaume-Uni et réimprimés dans le pays d'exportation », bien qu'il contienne d'ailleurs des parties originales non publiées dans le Royaume-Uni, à moins qu'il ne soit prouvé de manière à satisfaire les commissaires des douanes de Sa Majesté, par l'importateur, le consignataire, ou toute personne faisant entrer ledit ouvrage, que la partie originale est au moins égale à celle qui a été publiée dans le Royaume-Uni, auquel cas l'ouvrage sera seulement soumis aux droits sur les ouvrages qui n'ont pas été originairement publiés dans le Royaume-Uni.

14. Et attendu que, par quatre actes du Parlement, savoir : un acte de la huitième année du roi Georges II, chapitre XIII ; un acte de la septième année du roi Georges III, chapitre XXXVIII ; un acte de la dix-septième année du règne de Georges III, chapitre LVII ; et un acte de la septième année du règne du roi Guillaume IV, chapitre LIX, il a été pris des dispositions pour garantir certains droits de propriété, qui sont déterminés dans lesdits actes, à toute personne qui invente, dessine, grave au burin, à l'eau-forte, ou à la manière noire, ou qui, d'après son propre ouvrage, son dessin, son invention, fait graver, dessiner, graver au burin, à l'eau-forte ou à la manière noire, une ou plusieurs gravures historiques, gravures de portraits, d'architecture, de cartes, plans, ou autres, et à toute personne qui grave au burin, à l'eau-forte ou à la manière noire, ou fait graver au burin ou à l'eau-forte une gravure prise d'un tableau, d'un dessin, d'un modèle, d'une sculpture, bien que cette gravure n'ait pas été faite d'après l'œuvre originale de celui qui la publie, et attendu qu'il y a lieu de douter que les dispositions desdits actes puissent être applicables aux lithographies et à certains autres procédés, et qu'il est utile de dissiper les doutes à cet égard, il est, par ces présentes, ordonné que les dispositions desdits actes comprendront les estampes obtenues par la lithographie ou par tout autre procédé mécanique servant à multiplier indéfiniment les reproductions de sujets et dessins, et que lesdits actes devront être interprétés en conséquence.

AUTRICHE.

CHAPITRE I.**Brevets d'invention.**

SECTION UNIQUE.

Précis de la législation.

Une loi du 15 août 1852 réglemeute pour l'empire d'Autriche la matière des brevets d'invention.

§ 1. **Objets brevetables.** — La législation autrichienne reconnaît deux sortes de brevets : 1^o le *brevet d'invention*, qui peut être accordé à tout inventeur, autrichien ou étranger, pour toute découverte, invention ou amélioration ayant pour objet : un nouveau produit industriel ; un nouveau moyen de production ; une nouvelle méthode de production. — Il n'est pas délivré de brevet pour les préparations de comestibles, boissons ou médicaments, ni pour des découvertes, inventions ou améliorations dont l'objet est illicite ou contraire aux mesures de police et de sûreté, et aux lois de l'Etat. Il n'est pas non plus délivré de brevet pour un principe scientifique, quand même on pourrait immédiatement faire emploi de ce principe pour un objet industriel ; l'emploi seul du principe scientifique serait brevetable, s'il se trouve, d'ailleurs, dans les conditions voulues et que nous avons ci-dessus énumérées ; — 2^o le *brevet d'importation*, qui est accordé seulement à l'inventeur breveté à l'étranger ou à son cessionnaire, et ce, dans les limites de la durée du brevet étranger.

§ 2. **Formalités.** — Quiconque veut obtenir un brevet doit présenter aux gouvernements provinciaux ou aux préfectures

des légations, par lui-même ou par un fondé de pouvoirs, une demande contenant : 1° les nom, prénoms, état et domicile du pétitionnaire, et, dans le cas où il ne demeure pas en Autriche, les nom, prénoms, état et domicile d'un mandataire domicilié dans le pays. — Lorsque le brevet doit être exploité sous une raison de commerce différente de celle du vrai propriétaire, la demande devra, néanmoins, renfermer les indications ci-dessus, et mentionner, en outre, la raison de commerce, qui ne pourra être identique avec une autre raison déjà existante, sans la permission du propriétaire de celle-ci ; — 2° la dénomination de la découverte ou invention ; — 3° la durée que le pétitionnaire veut assigner à son brevet ; — 4° une déclaration sur le point de savoir si l'on demande ou non le secret de l'invention. — A cette demande doivent être joints : une quittance constatant que le paiement de la taxe a été fait à une caisse publique ; une procuration authentique, dans le cas où la demande est formée par un mandataire ; le brevet étranger, dans le cas de demande d'un brevet d'importation ; enfin, la description de l'invention, avec dessins, échantillons ou modèles nécessaires ; le tout sous enveloppe cachetée, sur laquelle il faut mettre le titre de l'invention et le domicile du pétitionnaire ou de son fondé de pouvoirs. Il est à observer, comme condition essentielle pour l'obtention d'un brevet, que la description de l'invention doit être rédigée, soit en allemand, soit dans la langue de la province où la demande est présentée, et qu'elle doit, en outre, être signée par le pétitionnaire ou par son mandataire.

§ 3. **Durée et taxe.** — La plus longue durée des brevets est de quinze ans. Toutefois, une prolongation de durée peut être accordée dans les cas où le breveté justifie sa demande par des raisons importantes. — Tout propriétaire d'un brevet de moins de quinze ans a le droit d'en demander la prolongation, pourvu qu'il présente sa demande avant l'expiration du terme et qu'il paye d'avance la taxe pour toute la durée de la prolongation. —

La clause de prolongation est insérée au brevet; en conséquence, il est indispensable de présenter ce titre au ministère du commerce. Les droits du breveté s'ouvrent à partir de la date du brevet. — Les effets d'un brevet s'étendent à tout l'empire d'Autriche:

La taxe est de 20 florins pour chacune des cinq premières années; pour la sixième année, 30 fl.; pour la septième, 35 fl.; pour la huitième, 40 fl.; pour la neuvième, 45 fl.; pour la dixième, 50 fl.; pour la onzième, 60 fl.; pour la douzième, 70 fl.; pour la treizième, 80 fl.; pour la quatorzième, 90 fl.; pour la quinzième, 100 fl. — De sorte que la taxe est de 100 florins pour les cinq premières années, de 200 florins pour les cinq autres et de 400 florins pour les cinq dernières; soit, au total, de 700 florins pour les quinze années. Elle doit être payée d'avance pour le nombre d'années demandé par le pétitionnaire; la restitution de cette somme n'a lieu qu'au cas où le brevet est refusé ou annulé.

§ 4. **Délivrance.** — Quand l'examen de la demande a eu lieu et que toutes les formalités ont été observées, le brevet est accordé et signé par le ministre du commerce, après avoir été enregistré sur un registre *ad hoc*. Dans le cas contraire, la demande est rejetée avec exposé de motifs et la taxe est restituée. — Le brevet n'est jamais accordé qu'aux risques et périls du breveté et sans aucune garantie de la part du gouvernement.

§ 5. **Nullités. — Déchéances.** — Il y a lieu de prononcer la nullité d'un brevet, notamment: 1° si la description de l'invention n'a pas été faite d'une manière complète, ou si l'on a caché quelque chose dans les moyens ou dans le mode d'exécution; — 2° s'il est prouvé que l'invention brevetée n'avait pas, au moment de la délivrance du brevet, un caractère de nouveauté; ou encore, si le brevet a été délivré pour une inven-

tion brevetée à l'étranger à un autre que le propriétaire du brevet étranger ou à son cessionnaire.

Il y a lieu à déchéance d'un brevet, notamment, si le breveté n'a pas, dans le délai d'un an, à dater du jour de la signature du brevet, commencé l'exploitation de son invention, ou encore, si cette exploitation a été discontinuée pendant deux années entières.

§ 6. **Cessions.** — Tout brevet peut être cédé par acte entre-vifs ou par testament. La loi autrichienne n'impose pas une forme particulière pour les actes de cession de brevets. — Tout acte de cession doit être inscrit au ministère du commerce sur des registres à ce destinés, et mention de la cession est faite sur le brevet lui-même ; à cet effet, le brevet et l'acte de cession dûment légalisés doivent être présentés au ministère du commerce. — Quand une cession de brevet n'est que partielle, il est délivré un certificat spécial constatant cette cession.

§ 7. **Communication et publication.** — Tout le monde peut obtenir communication des registres où sont inscrits les brevets et les cessions de brevets, et demander des éclaircissements sur les brevets accordés. — Il est permis de prendre copie des descriptions d'inventions qui ne sont plus brevetées et de celles pour lesquelles le secret n'a pas été demandé. — Tous ces renseignements peuvent être demandés aux gouvernements des provinces et aux Chambres de commerce de tout l'Empire, qui ont dans leurs archives une copie des registres du ministère du commerce.

Il est publié tous les ans un état des brevets accordés. — Il est également publié tous les ans une description des inventions qui ne sont plus brevetées et qui ont pour objet une industrie importante ou utile. — Les cessions de brevets sont publiées sans retard.

§ 8. **Poursuites. — Pénalités. — Réparations.** — La délivrance du brevet confère un droit exclusif à celui qui l'obtient ;

en conséquence, quiconque empiète sur les droits d'un breveté peut être poursuivi comme contrefacteur, et, comme tel, condamné à une amende de 25 à 1,000 florins, sans préjudice des dommages-intérêts dus au breveté.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

La législation autrichienne sur les marques de fabrique est consignée en entier dans un règlement du 9 septembre 1792. Aux termes de ce règlement, une marque est obligatoire pour les marchandises désignées dans le tarif y annexé ; toute marchandise qui n'en est pas revêtue est confisquée sans examen. Cette marque commerciale consiste en un timbre qui est appliqué sur les produits, par des employés de l'Etat ; une taxe est perçue pour cette estampille.

Les employés du timbre visitent les fabriques, à l'effet de s'assurer que les marchandises destinées à la vente sont exactement marquées. Pareille visite est faite chez les marchands, par les officiers de la douane. Quiconque dénonce l'existence d'une marchandise soustraite à l'estampille reçoit une prime.

Sont exemptées du timbre les marchandises destinées à l'exportation, sous certaines conditions, à savoir : 1° que l'emballage de la marchandise ait lieu en présence d'un employé de l'Etat ; 2° que la destination de la marchandise soit indiquée à l'avance ; 3° que cette marchandise soit expédiée au bureau de douane le plus rapproché, accompagnée d'un certificat d'origine délivré par l'employé de l'Etat.

Tout fabricant reconnu coupable d'avoir apposé un faux tim-

bre sur des marchandises est puni de peines sévères et paye, en outre, la valeur de la taxe. Celui qui a vendu ces marchandises est passible des mêmes peines. Le dénonciateur reçoit une prime.

Si c'est un employé de l'Etat qui est reconnu coupable d'avoir estampillé des marchandises entrées en contrebande, sa destitution est immédiatement prononcée, et il doit payer une prime au dénonciateur. Le complice de l'employé est poursuivi criminellement; mais s'il a dénoncé l'employé, il ne pourra être condamné, et même il aura droit à une prime.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

SECTION UNIQUE.

Précis de la législation.

La propriété littéraire et artistique est régie aujourd'hui en Autriche : 1^o par quelques articles du Code civil autrichien promulgué le 1^{er} juin 1811, qui ont pour but de régler les droits et obligations des auteurs et éditeurs entre eux, et 2^o par une loi du 19 octobre 1846, qui forme un véritable code sur la matière. — Voici l'analyse complète de toutes celles de ses dispositions qu'il peut être utile de connaître.

§ 1. **Propriété. — Droit de reproduction et de représentation.** — L'article 1^{er} de la loi précitée dit, en termes exprès, que « les ouvrages de littérature et d'art sont *la propriété* » de leurs auteurs, c'est-à-dire de ceux qui les ont rédigés ou « produits. » Cette propriété consiste dans le droit de reproduire par l'impression, la gravure, la lithographie, le moulage, etc.,

toutes les œuvres de littérature ou d'art, et, en outre, dans le droit de représentation ou d'exécution des œuvres dramatiques ou musicales.

Une traduction légalement publiée est protégée par la loi, aussi bien qu'une œuvre originale. — Sont également assimilés aux auteurs et jouissent des mêmes droits qu'eux, à moins de conventions contraires : 1° celui qui a fait composer ou exécuter un ouvrage d'après un plan donné et à ses frais ; — 2° l'éditeur ou entrepreneur d'un ouvrage composé d'articles écrits par plusieurs collaborateurs ; — 3° l'éditeur d'un ouvrage anonyme ou pseudonyme.

§ 2. **Cessions.** — L'auteur d'un ouvrage littéraire ou artistique peut céder ses droits à des tiers, en totalité ou en partie. — En ce qui concerne la cession d'une ou plusieurs éditions d'œuvres littéraires, le Code civil autrichien contient six articles desquels il résulte : 1° Que par le contrat d'édition, l'auteur se dépouille du droit de céder l'édition du même ouvrage à un autre (art. 1164) ; — 2° que lorsque le nombre des exemplaires a été limité, l'éditeur doit, pour chaque nouvelle édition, demander l'autorisation de l'auteur et faire avec lui de nouvelles conventions (art. 1167) ; — 3° que si l'auteur veut faire une édition nouvelle avec des modifications dans l'ouvrage, il y a encore lieu dans ce cas à de nouvelles conventions ; mais que tant que l'édition n'est pas épuisée, l'auteur n'en peut faire une nouvelle qu'en offrant à l'éditeur une indemnité proportionnée aux exemplaires invendus (art. 1168) ; — 4° que les droits des auteurs à l'égard des réimpressions ne sont pas transmissibles à leurs héritiers (art. 1169) ; — 5° enfin que, lorsqu'un auteur se charge de rédiger un ouvrage d'après le plan qui lui est fourni par l'éditeur, il ne peut prétendre qu'au paiement du prix convenu. C'est l'éditeur qui en est propriétaire et qui seul conserve le droit d'en disposer (art. 1170 C. civ. et 1^{er} de la loi de 1846).

§ 3. Durée des droits d'auteur. — La jouissance du droit de propriété, pour les œuvres littéraires ou artistiques de toute sorte, est garantie à l'auteur sa vie durant, et à ses cessionnaires, héritiers et ayants cause pendant trente années après son décès. L'année même du décès ne se compte pas. — En cas de déchéance ou à l'expiration de la jouissance des héritiers ou ayants cause, l'œuvre tombe dans le domaine public, sans dévolution au fisc ni à aucun autre.

La même protection, pendant l'espace de trente ans, à partir de l'année dans laquelle l'ouvrage a paru pour la première fois, est accordée aux ouvrages posthumes ainsi qu'aux continuations de ceux dont l'auteur avait commencé la publication ; il en est de même des ouvrages anonymes, pseudonymes ou signés de plusieurs auteurs, lorsque les noms des auteurs ou éditeurs qui ont droit à la propriété (V. § 1) ne se trouvent pas soit sur le titre, soit à la préface.

Elle est accordée pendant cinquante ans aux ouvrages édités par les académies, les universités et autres institutions et sociétés scientifiques ou artistiques qui sont sous la protection particulière de l'Etat. Pour les autres compagnies et sociétés, elle n'est que de trente ans.

Lorsque l'ouvrage se compose de plusieurs volumes, le délai ne court que du dernier, à moins que ce ne soit une collection d'ouvrages distincts, ou qu'il s'écoule plus de trois ans entre la publication de ses différentes parties. — Dans ces divers cas, le gouvernement peut, en forme de privilège, étendre la durée légale de la protection ; mais ce privilège doit être obtenu et publié avant que l'ouvrage ne soit terminé.

Les auteurs dramatiques et compositeurs de musique ont, indépendamment du droit de reproduction ci-dessus, celui d'autoriser la représentation ou l'exécution en public de leurs œuvres. Ce droit s'étend à leur vie entière et dure dix années après leur mort, au profit de leurs héritiers ou ayants cause.

Il est de dix ans, à partir de la première exécution, si l'ouvrage est anonyme ou posthume.

§ 4. **Contrefaçon.** — **Caractères.** — Toute reproduction d'une œuvre littéraire ou artistique, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon, sans qu'il y ait lieu de distinguer si cette reproduction a eu lieu par le même procédé ou par un procédé différent. — Après avoir posé ce principe général, la loi autrichienne se prononce dans quelques cas spéciaux qui auraient pu faire doute.

Ainsi, sont assimilés à la contrefaçon interdite : les copies de manuscrits de toute nature ; — la reproduction de leçons ou discours ayant un but d'agrément ou d'instruction ; — les extraits d'ouvrages, lorsqu'ils paraissent en publications séparées avec ou sans le titre de l'ouvrage original, et cela toutes les fois que les changements et additions ne sont pas suffisants pour faire considérer le second ouvrage comme une production nouvelle et indépendante.

Au contraire, ne sont pas considérées comme contrefaçons et sont, par conséquent, autorisées, les citations même littérales de passages isolés, empruntés à un ouvrage, à un journal ou à un écrit périodique et insérés dans un autre écrit ayant le caractère d'un ouvrage critique, littéraire, historique ou spécialement destiné à l'usage des églises, des écoles ou de l'instruction, notamment dans des recueils formés d'extraits de différents auteurs ; mais à la condition que la source en sera expressément indiquée, et que les passages cités n'excéderont pas une feuille d'impression de l'ouvrage auquel ils auront été empruntés. Les journaux politiques ne sont soumis qu'à l'obligation d'indiquer la source à laquelle ils ont emprunté un article.

Si l'auteur fait paraître son ouvrage en plusieurs langues, chacune de ces éditions est considérée comme édition originale ; mais les traductions sont autorisées sans distinction de langue, lorsque l'auteur ou le propriétaire ne se sont pas ex-

pressément réservé ce droit, soit sur la page du titre, soit dans la préface, ou qu'il s'est écoulé une année sans que ces derniers aient fait usage de la réserve ; — toute traduction légalement publiée jouit de la protection légale, et s'il paraît plusieurs traductions, celle qui est publiée en dernier lieu est regardée comme contrefaçon, si elle ne diffère pas de la première ou si les variantes sont sans importance.

En matière de propriété artistique, ne sont pas considérés comme contrefaçon interdite : l'usage que l'on fait d'un ouvrage d'art comme modèle dans les manufactures et pour les ouvrages à la main ; — la reproduction, par la sculpture, d'un ouvrage appartenant à l'art du dessin ; — la copie par le dessin d'un ouvrage de sculpture, soit purement artistique, soit servant d'ornement à un produit industriel ; — enfin, toute reproduction d'une œuvre d'art, lorsque l'auteur ou le propriétaire ne se sont pas réservé, lors de la publication, le droit exclusif de copie ou de reproduction, ou qu'ils n'ont pas usé de ce droit dans les deux années qui ont suivi celle de la publication.

§ 5. Débit d'ouvrages contrefaits. — Le débit de tous exemplaires d'œuvres de littérature ou d'art, reproduites contrairement à la loi autrichienne, est interdit à toute personne, en quelque pays qu'ait eu lieu la contrefaçon.

§ 6. Poursuites. — Compétence. — Les contraventions sont poursuivies comme contraventions graves de police, conformément au livre II du Code pénal du 3 septembre 1803, mais seulement sur la plainte de la partie lésée. La saisie des objets soumis à confiscation doit être opérée immédiatement à sa requête ; mais, en ce qui touche la contrefaçon, toute preuve légale est admise. Lorsque la contravention a été commise par un militaire, c'est la juridiction militaire qui est compétente.

§ 7. Pénalités. — Réparations civiles. — La contrefaçon ou le débit d'une œuvre de littérature ou d'art protégée par la

loi donne lieu, contre le contrefacteur, à une amende de 25 à 1,000 florins¹; soit, en cas d'insolvabilité, à un emprisonnement proportionnel depuis une semaine jusqu'à six mois. Le plaignant a droit, en outre, à des dommages-intérêts, en déduction desquels il peut se faire remettre les exemplaires contrefaits, sinon ils sont détruits, ainsi que les clichés, planches et moules qui ont servi à la contrefaçon. Les tribunaux militaires peuvent toujours remplacer l'amende par l'emprisonnement.

L'exécution non autorisée par l'auteur d'une œuvre dramatique ou musicale donne lieu, contre l'entrepreneur de spectacle, à une amende de 10 à 200 florins, ou, en cas d'insolvabilité, à un emprisonnement proportionnel. Le plaignant a droit, à titre de dommages-intérêts, à une somme au moins égale à la totalité de la recette brute, sans préjudice de la confiscation des manuscrits illégalement employés, tels que textes, partitions, rôles, etc.

§ 8. **Droits des étrangers en Autriche.** — La loi ne fait pas de distinction entre les œuvres des nationaux et celles des étrangers, lorsqu'elles sont publiées en Autriche. Quant à celles qui sont publiées hors du royaume, elles sont régies par deux articles de la loi précitée, dont le premier est spécial aux ouvrages publiés dans le territoire de la Confédération germanique, et le second s'étend à tous les pays dont les législations assurent la réciprocité aux auteurs autrichiens. Voici ces articles :

ART. 38. La protection accordée par la présente loi contre toute contrefaçon et toute reproduction illicite, par des moyens mécaniques, s'étend à tous les ouvrages publiés dans le territoire de la Confédération germanique; mais il faut, pour en réclamer le bénéfice, rapporter la preuve que toutes les conditions et formalités prescrites dans celui des Etats de la Confédération où l'ouvrage a paru ont été régulièrement remplies.

¹ Le florin équivalant à 2 fr. 15 c. de notre monnaie.

39. La protection établie par la présente loi est garantie aux ouvrages publiés à l'étranger, hors du territoire de la Confédération germanique, dans la mesure de la protection accordée par les lois de chaque pays étranger aux ouvrages publiés dans les États autrichiens.

Il résulte de ce texte, rapproché du décret du 28 mars 1852, que les auteurs, compositeurs et artistes français doivent, quant à leurs œuvres, jouir en Autriche des mêmes droits que les nationaux ; et, comme la loi ne prescrit aucun dépôt, ils sont tenus seulement de justifier de leurs droits et qualités, notamment en produisant, dûment légalisés, savoir : le certificat du dépôt fait en France des ouvrages pour lesquels cette formalité est exigée ou possible, et pour les autres, des pièces établissant l'époque de la première publication.

Le 22 mai 1840, l'Autriche a conclu avec la Sardaigne une convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, à laquelle ont successivement adhéré la Toscane, les duchés de Lucques et de Modène, le canton du Tessin et les États pontificaux.

GRAND-DUCHÉ DE BADE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La convention de l'union douanière du Zollverein, de 1842, dont nous donnons les principales dispositions ci-après (*Conf. germ.*), a été promulguée dans le grand-duché de Bade, et y régit la matière des brevets d'invention et d'importation.

Voici, du reste, les formalités à remplir pour obtenir un brevet. — On doit adresser une demande au ministre de l'inté-

rieur, avec une description en langue allemande, faisant bien comprendre la nature et les avantages de la découverte, et accompagnée des dessins nécessaires à son intelligence. — Dans le cas de demande d'un brevet d'importation, on doit joindre aux pièces ci-dessus une expédition authentique du brevet étranger; et, dans tous les cas, désigner un citoyen badois qui garantisse le paiement de la taxe. Cette taxe varie de 30 à 70 florins.

Lorsque tous les documents sont parvenus au ministère de l'intérieur, le ministre fait examiner l'invention par une Commission d'experts; si, du rapport émané de cette Commission, il résulte que la découverte est nouvelle et présente un caractère d'utilité, le brevet est délivré pour cinq, dix ou quinze ans.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

SECTION UNIQUE.

Précis de la législation.

La propriété littéraire et artistique est régie dans le duché de Bade, 1^o par quelques dispositions du Code civil de 1810, spéciales aux écrits (chap. V, art. 577, § *D-A* au § *D-H*); 2^o par deux ordonnances des 8 sept. 1806 et 17 sept. 1847; 3^o par les actes fédéraux de la diète, qui ont modifié la législation locale, notamment en ce qui touche la durée des droits d'auteur.

§ 1^{er}. **Propriété.** — Les œuvres de littérature et d'art sont la propriété exclusive de l'auteur, à moins qu'elles n'aient été faites sur commande et pour le compte d'un tiers, auquel cas celui-ci en est propriétaire.

§ 2. **Cessions.** — « La propriété d'un écrit, porte le Code civil badois, est transmissible comme toute autre propriété. » — L'auteur qui fait imprimer à ses frais reste propriétaire absolu de son œuvre, mais s'il remet le manuscrit à un éditeur, soit gratuitement, soit moyennant un prix convenu, ce dernier, à moins de conventions spéciales, acquiert, par le fait même de cette remise, le droit de faire une édition aussi considérable qu'il lui plaît, sans pouvoir rien retrancher du texte ni rien y ajouter. Il n'a pas le droit de faire réimprimer l'ouvrage sans une nouvelle autorisation de l'auteur.

Les compositeurs et artistes peuvent pareillement faire des cessions totales ou partielles de leurs œuvres.

§ 3. **Dépôt.—Mentions.**—Aux termes du Code civil badois, l'auteur et l'éditeur ne peuvent faire valoir leurs droits de propriété qu'autant qu'ils ont fait imprimer leurs noms sur le titre de l'ouvrage; si un seul est nommé, il exerce les droits de tous deux.—L'ordonnance du 17 sept. 1847 porte, en outre, que quiconque, qu'il en soit ou non l'auteur, voudra, en faisant publier ou reproduire une œuvre de littérature ou d'art, *être protégé contre la contrefaçon*, devra adresser au ministre de l'intérieur un exemplaire de chaque édition et du premier choix, en l'accompagnant d'une notice établissant que l'œuvre est originale et nouvelle; il lui est délivré un certificat de dépôt. Tout propriétaire qui invoque la protection du gouvernement contre la contrefaçon doit joindre ce certificat à sa demande.

La même ordonnance veut que l'auteur ou l'éditeur fasse mention du dépôt à la page du titre s'il s'agit d'une œuvre littéraire, et à toute place convenable s'il s'agit d'une œuvre d'art; cette mention doit être conçue en ces termes : *Déposé au ministère de l'intérieur du grand-duché de Bade.* — Les exemplaires ainsi déposés sont envoyés par le ministère à la bibliothèque de la Cour si c'est une œuvre littéraire, et à la Galerie si c'est un objet d'art.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — Sous la législation de 1806 et de 1810, les droits des auteurs expiraient une année après leur mort, à moins qu'une prolongation spéciale de privilège ne fût accordée par le souverain. Aujourd'hui, la durée de la propriété littéraire et artistique se trouve, en vertu de l'acte fédéral du 19 juin 1845, portée à trente années après le décès de l'auteur.

§ 5. **Droits des étrangers.** — Les auteurs étrangers qui publieraient des œuvres littéraires ou artistiques dans le duché de Bade seraient évidemment obligés de faire les dépôt et mentions prescrits par la loi. Mais les publications faites soit dans un État de la confédération, soit en France, en sont affranchies, les premières par les actes fédéraux précités, et les dernières par l'article 3 de la convention du 3 avril 1854, dont nous donnons le texte au chapitre suivant; mais l'auteur ou le propriétaire qui se plaindrait d'une contrefaçon doit justifier du dépôt fait dans le pays où il a publié son œuvre.

CHAPITRE III.

Droit international.

Le droit commun du duché de Bade se trouve, en ce qui touche la propriété littéraire et artistique, modifié par les actes de la diète germanique à l'égard des publications faites dans un des États dépendant de la confédération, et par la convention du 3 avril 1854, à l'égard de celles faites en France. Voici le texte de cette convention, dont les ratifications ont été échangées le 12 mai 1854, et qui a été promulguée le 30 du même mois.

CONVENTION DU 3 AVRIL 1854

Conclue entre la France et le grand-duché de Bade, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée en France par décret du 30 mai 1854.)

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le régent de Bade, également animés du désir de protéger les sciences et les arts, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, des mesures propres à garantir réciproquement leurs sujets contre la réimpression et la reproduction illicites de leurs œuvres littéraires ou artistiques. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs : — S. M. l'Empereur des Français, le sieur Charles, baron de Reinach, son chargé des affaires de France à Carlsruhe ; — Et S. A. R. le régent de Bade, le sieur Louis, baron Rüd't de Cottenberg, grand-croix de l'ordre du Lion de Zaëhringen, chevalier des ordres de l'Aigle-Rouge de Prusse de 1^{re} classe, et de Frédéric de Wurtemberg, grand-croix des ordres de Saint-Michel de Bavière, de Saint-Maurice et Saint-Lazare de Sardaigne, commandeur des ordres de la Couronne de Wurtemberg et de Guillaume de Hesse-Electorale, son ministre de la maison et des affaires étrangères. — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux, dans les Etats respectifs, quant à leurs ouvrages d'esprit et d'art, tels que livres, écrits périodiques, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, de la même protection contre la réimpression ou reproduction (*vervielfältigung*) illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances et stipulations aujourd'hui existantes, ou qui pourraient être promulguées à l'avenir, relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicites, seront également applicables aux ressortissants des deux Etats. — Il est toutefois bien entendu que les nationaux ne jouiront pas dans l'autre pays de cette protection au delà du terme fixé pour la durée de cette protection par la législation de leur propre pays. — Quant à ce qui a rapport à l'exposition et à la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus, provenant de tout autre pays que les deux pays contractants, les hautes parties s'en réfèrent, quant à présent, aux dispositions aujourd'hui existantes dans les deux Etats.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la repré-

sensation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans les articles précédents, il suffira que leurs auteurs établissent, au besoin, par un témoignage émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer par tous les moyens en leur pouvoir l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les autorités compétentes de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été déjà publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux États, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait à l'avenir promulguer, pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*feilhaltung*) ou la vente de productions littéraires ou artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des œuvres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres États feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour où elle pourra être mise à exécution. — Si, à partir de cette époque, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance par l'une ou l'autre des deux parties, elle continuera à être obligatoire d'année en an-

née, et cela jusqu'à ce que l'une des deux parties ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

9. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Carlsruhe, dans le délai de deux mois, à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut. — Elle sera mise à exécution, de part et d'autre, le trentième jour après l'échange des ratifications. — En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes. — Fait à Carlsruhe, le 3 avril 1854.

(L. S.) Signé CH. BARON DE REINACH.

(L. S.) Signé L. BARON RUDT.

BAVIÈRE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La législation de la Bavière, en matière de brevets d'invention, est fondée sur les principes convenus entre les divers États de Zollverein. Ces principes sont développés dans le chap. III de la loi du 11 septembre 1825, renfermant les principaux règlements relatifs à l'industrie et au commerce, et dans la loi du 10 février 1842.

§ 1. **Objets brevetables. — Brevets.** — Des brevets d'invention peuvent être accordés aux inventions, découvertes ou perfectionnements, introduits dans toutes les branches de l'industrie, soit que ces inventions consistent en un produit nouveau, soit qu'elles consistent en un moyen nouveau, ou une nouvelle méthode de fabrication. Deux conditions sont nécessaires ; il faut que l'objet de l'invention, ou le perfectionnement, soient vraiment nouveaux et spéciaux ; qu'ils soient importants et d'utilité publique.

La loi bavaroise reconnaît les brevets d'importation ; ils

doivent remplir les conditions de nouveauté et d'importance qui viennent d'être signalées.

Les inventeurs étrangers sont admis à profiter du bénéfice de cette loi.

§ 2. Formalités. — L'obtention d'un brevet est soumise à la condition d'une enquête préalable sur la nouveauté, la spécialité ou le perfectionnement de l'invention. Celui qui désire obtenir un brevet est tenu de faire parvenir sa demande au ministère de l'intérieur. Cette demande doit contenir : 1° les nom, prénoms, profession, demeure et domicile de l'inventeur ; 2° une description générale ; 3° l'indication précise de l'objet de l'invention ; 4° la durée du temps pour lequel le brevet est demandé. Ces déclarations générales doivent être suivies d'une description détaillée en langue allemande, à laquelle, pour plus de clarté, on devra joindre des plans, coupes, modèles et dessins.

Si la demande a pour objet un brevet d'importation, elle doit être accompagnée de l'original, ou d'une copie légalisée du brevet accordé à l'étranger.

Un récépissé donné par l'autorité est destiné, en cas de contestation, à constater le droit de priorité de l'inventeur.

La demande qui ne satisferait point aux conditions qui précèdent serait considérée comme non avenue. Lorsque cette demande a été faite régulièrement, le gouvernement examine : 1° si l'invention est contraire à l'ordre public ou aux lois ; 2° si l'objet breveté est nouveau et spécial ; 3° si un brevet, non encore exploité, n'a pas été délivré déjà pour la même invention.

Dans le cas où cet examen serait défavorable à l'inventeur, le brevet lui serait refusé. Si, au contraire, le brevet est accordé, une expédition en est délivrée contre le paiement intégral de la taxe à laquelle le brevet est soumis. En tout cas, la

délivrance du brevet est faite sans garantie des droits du breveté. Elle est publiée dans le journal officiel.

§ 3. **Durée des brevets.** — Un brevet d'invention ne peut pas, en Bavière, être accordé pour plus de quinze années. Si le brevet était dans l'origine délivré pour un délai plus court, le gouvernement peut accorder une prolongation jusqu'à la limite des quinze années ; mais il faut que la demande soit faite avant l'expiration du premier délai.

Les brevets d'importation ont la même durée que le brevet pris à l'étranger pour le même objet, sans toutefois qu'elle puisse dépasser quinze ans.

§ 4. **Taxe.** — La taxe des brevets d'un an est de 5 florins ; celle d'un brevet de deux ans de 10 florins par an, etc. ; en augmentant ainsi de 5 florins par année jusqu'à cinq ans inclusivement. De cinq à dix ans la taxe augmente de 10 florins chaque année, de telle sorte que pour un brevet de dix ans cette taxe est de 75 florins par an.

A dater de la dixième année, la taxe s'accroît dans la proportion suivante :

Brevet de 11 ans.....	95 florins.
— de 12 ans.....	125 —
— de 13 ans.....	165 —
— de 14 ans.....	215 —
— de 15 ans.....	275 —

Lorsqu'un brevet, délivré pour un certain nombre d'années, devient l'objet d'une prolongation, la taxe ne doit être payée qu'en égard à la durée de cette prolongation, mais en suivant la progression ci-dessus indiquée. Tout le montant des droits doit être, du reste, payé au moment où le brevet est délivré.

§ 5. **Cession des brevets.** — Tout propriétaire de brevet peut vendre ou céder ses droits, mais il est tenu d'avertir le ministre de l'intérieur dans le délai de trois mois. Toute mutation dans le droit de propriété ou de jouissance d'un brevet doit être enregistrée au ministère de l'intérieur.

§ 6. **Contrefaçon. — Pénalités.** — La délivrance d'un brevet conférant un privilège exclusif, toute atteinte portée aux droits d'un breveté donne lieu, en faveur de celui-ci, à des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé.

En Bavière, comme dans les autres États de Zollverein, le breveté ne peut s'opposer à l'introduction des produits similaires.

CHAPITRE II.

Noms et marques de fabrique.

En Bavière, une loi du 6 mars 1840 régit la propriété des marques de fabrique, étiquettes, etc. D'après cette loi, la marque n'est pas obligatoire, mais elle peut consister, soit dans le nom du fabricant accompagné de l'indication du lieu où se trouve la fabrique, soit dans un emblème quelconque.

Pour s'assurer la propriété de la marque qu'il aura choisie, tout fabricant ou industriel doit faire auprès de la police du district une déclaration des marques qu'il a adoptées et en déposer une empreinte ou un exemplaire. Ces déclaration et dépôt sont inscrits sur un registre spécial et un certificat est délivré aux déclarants. Ce registre est public, tous les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Celui qui se rend coupable de contrefaçon de marque, noms, etc., appartenant à d'autres, est passible d'une amende de 10 à 50 florins. En cas de récidive, l'amende est doublée, et, en outre, la suspension temporaire ou définitive de la fabrique ou de l'industrie du contrefacteur peut être prononcée, selon les circonstances. — Le tout, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts du fabricant ou de l'industriel lésé et

même du consommateur. — Du reste, l'action publique n'est mise en mouvement que sur la réquisition des parties intéressées.

La loi ci-dessus analysée, du 6 mai 1840, est également applicable aux marques de fabrique et à la raison sociale des fabricants et industriels étrangers, à la condition, toutefois, 1° que lesdits fabricants et industriels aient imprimé sur leurs produits leurs nom et domicile, ou qu'ils aient fait la déclaration et le dépôt de leurs marques de fabrique près d'une autorité de police d'un des districts du royaume de Bavière; 2° que la même protection soit accordée et assurée, dans le pays du fabricant étranger, aux fabricants et industriels bavarois.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique, déjà protégée par quelques dispositions du Code civil bavarois et par l'art. 397 du Code pénal, est aujourd'hui régie en Bavière par une loi spéciale du 15 avril 1840, dont voici les principales dispositions.

§ 1. **Propriété. — Genres d'ouvrages.** — La protection de la loi s'étend à toutes les œuvres de littérature et d'art, qui ne peuvent dès lors être publiées ni multipliées par des moyens mécaniques sans le consentement de l'auteur, de ses héritiers ou de ses ayants cause. — Sont considérées comme des productions de la littérature, les lectures ou leçons orales qui sont faites dans un but d'instruction ou d'agrément. Mais ne rentrent pas sous la protection de la loi : 1° les œuvres d'architecture dans leurs contours extérieurs, les monuments des places publiques, « sauf cependant, porte l'art. 2, les mesures qui

pourraient être prises contre leur reproduction, et l'opposition des personnes dont la propriété serait méconnue par la reproduction et dont l'autorisation serait, par conséquent, nécessaire ; »

— 2^o les imprimés qui ne portent ni le nom de l'auteur ni celui de l'éditeur ; — 3^o les emprunts, faits à des journaux littéraires et recueils, de mémoires, passages et poésies déjà imprimés antérieurement ; — 4^o les avis, extraits, passages et traités publiés dans les feuilles publiques.

§ 2. **Dépôt.** — Aux termes de l'article 5 de la loi, tout Bava-rois, éditeur d'un ouvrage de littérature ou d'art dont il est l'auteur, ou d'une production étrangère dont il n'est qu'éditeur, et qu'il fait reproduire et multiplier par des moyens mécaniques, est tenu de déposer *deux* des meilleurs exemplaires de chaque édition au ministère de l'intérieur, à Munich.

§ 3. **Cessions.** — Les auteurs ou propriétaires d'une œuvre de littérature ou d'art peuvent faire des cessions totales ou partielles de leurs droits. Lorsqu'un auteur, en cédant une édition, a déterminé le nombre des exemplaires, tous ceux qui excèdent ce nombre sont considérés comme des contrefaçons. L'éditeur et l'imprimeur sont, à la réquisition de l'auteur, tenus de lui représenter à la fin du tirage leurs livres de commerce ou un extrait certifié de ces livres.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — Le droit exclusif de reproduction appartient : à l'auteur sa vie durant ; à ses héritiers ou cessionnaires pendant trente ans après l'année civile de son décès. — Si l'ouvrage est publié par une académie, un corps savant, ou après la mort de l'auteur ou encore sans nom d'auteur, le droit de propriété dure trente ans à compter de la publication. Dans ces derniers cas, si c'est un ouvrage se composant de plusieurs volumes, les trente années ne commencent à courir que de la publication du dernier volume, pourvu qu'il n'y ait pas plus de trois ans d'intervalle et que les volumes ne puissent pas être considérés comme des ouvrages distincts. Le roi

peut accorder des privilèges pour des ouvrages particuliers et fixer exceptionnellement le temps pendant lequel la protection légale leur sera assurée.

Quant aux droits des auteurs dramatiques et compositeurs de musique, ils sont réglés par l'acte fédéral du 22 avril 1841 (V. ci-après *Confédération germanique*).

§ 5. Poursuites, Réparations et Pénalités. — Les plaintes en contrefaçon sont portées devant les tribunaux de police. — Le plaignant doit, sous peine de rejet, joindre à sa demande le certificat de dépôt au ministère. — Outre les deux degrés de juridiction, le recours à la Cour de cassation est ouvert conformément au droit commun. Le contrefacteur est puni d'une amende de 50 à 1,000 florins et dans le cas d'insolvabilité totale ou partielle d'un emprisonnement proportionnel. — Il doit, en outre, indemniser complètement la partie lésée. Lorsqu'il s'agit de reproductions littéraires, l'indemnité est déterminée d'après la valeur vénale de cinquante à mille exemplaires de l'édition légale, à moins que l'ayant droit ne fournisse la preuve d'un préjudice plus considérable. — Enfin, il y a lieu à confiscation et même à destruction tant des exemplaires saisis que des appareils, formes, planches, pierres, etc., à moins que la partie lésée ne les réclame, auquel cas ils sont comptés dans l'indemnité qui lui est allouée, mais après déduction des dépenses que le prévenu justifiera avoir faites.

Le débitant de mauvaise foi est passible des mêmes peines que le contrefacteur et solidaire avec lui pour le payement de l'indemnité, que la contrefaçon ait eu lieu *dans* ou *hors* le territoire de la Confédération germanique.

L'instruction et les poursuites ne peuvent en aucun cas avoir lieu qu'à la réquisition de l'intéressé. Mais la plainte une fois formée, elle ne peut plus être retirée qu'à l'égard de la confiscation et de l'indemnité, et non à l'égard de l'amende.

§ 6. Droits des étrangers. — L'article 12 de la loi du 15

avril 1840 porte : « Les productions littéraires et artistiques « publiées dans un Etat étranger jouiront en Bavière de la protection de la présente loi, dans la mesure de la protection qui « est accordée par les lois du pays étranger aux ouvrages publiés en Bavière. » Il ressort de cet article, rapproché du décret du 28 mars 1852, que les auteurs et artistes français ont droit, en Bavière, à la même protection que les nationaux, mais à la condition de faire préalablement au ministère de l'intérieur à Munich le dépôt de deux exemplaires de chaque édition. Seulement, il paraît résulter des termes de l'article 5, que ce dépôt ne peut être légalement fait que par un éditeur bavarois ; s'il en était ainsi, les auteurs auraient à faire, comme pour la Saxe, la cession d'une ou plusieurs éditions à un Bavarois.

BELGIQUE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

A raison de la multiplicité des relations commerciales et industrielles qui existent entre la France et la Belgique, nous avons cru qu'il était utile de donner le texte même de la loi qui, dans ce dernier pays, réglemeute les brevets d'invention.

LOI DU 24 MAI 1854

Sur les brevets d'invention.

LEOPOLD, roi des Belges, etc., etc.

ART. 1^{er}. Il sera accordé des droits exclusifs et temporaires, sous le nom de brevet d'invention, de perfectionnement ou d'importation, pour toute découverte ou tout perfectionnement susceptible d'être exploité comme objet d'industrie ou de commerce.

2. La concession des brevets se fera sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, sans garantie, soit de la réalité, soit de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de l'exactitude de la description, et sans préjudice des droits des tiers.

3. La durée des brevets est fixée à vingt ans, sauf le cas prévu à l'art. 14 ; elle prendra cours à dater du jour où aura été dressé le procès-verbal mentionné à l'art. 18. — Il sera payé, pour chaque brevet, une taxe annuelle et progressive ainsi qu'il suit : première année, 10 fr. ; deuxième année, 20 fr. ; troisième année, 30 fr. et ainsi de suite jusqu'à la vingtième année, pour laquelle la taxe sera de 200 fr. La taxe sera payée par anticipation et, dans aucun cas, ne sera remboursée. — Il ne sera point exigé de taxe pour les brevets de perfectionnement, lorsqu'ils auront été délivrés au titulaire du brevet principal.

4. Les brevets confèrent à leurs possesseurs ou ayants droit le droit exclusif : — a. D'exploiter à leur profit l'objet breveté, ou de le faire exploiter par ceux qu'ils y autorisent ; — b. De poursuivre devant les tribunaux ceux qui porteraient atteinte à leurs droits, soit par la fabrication de produits, ou l'emploi des moyens compris dans le brevet, soit en détenant, vendant, exposant en vente ou en introduisant sur le territoire belge un ou plusieurs objets contrefaits.

5. Si les personnes poursuivies en vertu de l'art. 4, b, ont agi sciemment, les tribunaux prononceront, au profit du breveté ou de ses ayants droit, la confiscation des objets confectionnés en contravention du brevet, et des instruments et ustensiles spécialement destinés à leur confection, ou alloueront une somme égale au prix des objets qui seraient déjà vendus. — Si les personnes poursuivies sont de bonne foi, les tribunaux leur feront défense, sous les peines ci-dessus, d'employer, dans un but commercial, les machines et appareils de production reconnus contrefaits et de faire usage, dans le même but, des instruments et ustensiles pour confectionner les objets brevetés. — Dans l'un et l'autre cas, des dommages et intérêts pourront être alloués au breveté ou à ses ayants droits.

6. Les possesseurs de brevets, ou leurs ayants droit, pourront, avec l'autorisation du président du tribunal de première instance, obtenue sur requête, faire procéder, par un ou plusieurs experts, à la description des appareils, machines et objets prétendus contrefaits. — Le président pourra, par la même ordonnance, faire défense aux détenteurs desdits objets de s'en dessaisir, permettre au breveté de constituer gardien, ou même de mettre les objets sous scellé. — Cette ordonnance sera signifiée par un huissier à ce commis.

7. Le brevet sera joint à la requête, laquelle contiendra élection de domicile dans la commune où doit avoir lieu la description. Les experts

nommés par le président prêteront serment entre ses mains, avant de commencer leurs opérations.

8. Le président pourra imposer au breveté l'obligation de consigner un cautionnement. Dans ce cas, l'ordonnance du président ne sera délivrée que sur la preuve de la consignation faite. Le cautionnement sera toujours imposé à l'étranger.

9. Le breveté pourra être présent à la description, s'il y est spécialement autorisé par le président du tribunal.

10. Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, il sera opéré conformément à l'art. 387 du Code de procédure civile.

11. Copie du procès-verbal de description sera laissée au détenteur des objets décrits.

12. Si, dans la huitaine, la description n'est pas suivie d'une assignation devant le tribunal dans le ressort duquel elle a été faite, l'ordonnance rendue conformément à l'art. 6 cessera de plein droit ses effets, et le détenteur des objets décrits pourra réclamer la remise du procès-verbal original, avec défense au breveté de faire usage de son contenu et de le rendre public; le tout sans préjudice de tous dommages et intérêts.

13. Les tribunaux connaîtront des affaires relatives aux brevets comme d'affaires sommaires et urgentes.

14. L'auteur d'une découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir, par lui-même ou par ses ayants droit, un brevet d'importation en Belgique; la durée de ce brevet n'excédera pas celle du brevet antérieurement concédé à l'étranger pour le terme le plus long et, dans aucun cas, la limite fixée par l'art. 3.

15. En cas de modification à l'objet de la découverte, il pourra être obtenu un brevet de perfectionnement, qui prendra fin en même temps que le brevet primitif.—Toutefois, si le possesseur du nouveau brevet n'est pas le breveté principal, il ne pourra, sans le consentement de ce dernier, se servir de la découverte primitive; et, réciproquement, le breveté principal ne pourra exploiter le perfectionnement sans le consentement du possesseur du nouveau brevet.

16. Les brevets d'importation et de perfectionnement confèrent les mêmes droits que les brevets d'invention.

17. Quiconque voudra prendre un brevet sera tenu de déposer, sous cachet, en double, au greffe de l'un des gouvernements provinciaux du royaume, ou au bureau d'un commissariat d'arrondissement, en suivant les formalités qui seront déterminées par un arrêté royal, la description claire et complète, dans l'une des langues usitées en Belgique, et le dessin exact et sur échelle métrique, de l'objet de l'invention.—Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le

versement de la première annuité de la taxe du brevet. — Un procès-verbal, dressé sans frais, par le greffier provincial ou par le commissaire d'arrondissement, sur un registre à ce destiné, et signé par le demandeur, constatera chaque dépôt, en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces.

18. La date légale de l'invention est constatée par le procès-verbal qui sera dressé lors du dépôt de la demande de brevet. — Un duplicata de ce procès-verbal sera remis sans frais au déposant.

19. Un arrêté du ministre de l'intérieur, constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sera délivré sans retard au déposant, et constituera son brevet. Cet arrêté sera inséré par extrait au *Moniteur*.

20. Les descriptions des brevets concédés seront publiées textuellement ou en substance, à la diligence de l'administration, dans un recueil spécial, trois mois après l'octroi du brevet. Lorsque le breveté requerra la publication complète ou par un extrait fourni par lui, cette publication se fera à ses frais. — Après le même terme, le public sera également admis à prendre connaissance des descriptions, et des copies pourront en être obtenues moyennant le payement des frais.

21. Toute transmission de brevet par acte entre-vifs ou testamentaire sera enregistré au droit fixe de 10 fr.

22. Le brevet sera nul, de plein droit, en cas de non-acquittement, dans le mois de l'échéance, de la taxe fixée à l'art. 3. Cette nullité sera rendue publique par la voie du *Moniteur*.

23. Le possesseur d'un brevet devra exploiter ou faire exploiter en Belgique l'objet breveté, dans l'année à dater de la mise en exploitation à l'étranger. — Toutefois le gouvernement pourra, par un arrêté motivé, inséré au *Moniteur* avant l'expiration de ce terme, accorder une prorogation d'une année au plus. — A l'expiration de la première année ou du délai qui aura été accordé, le brevet sera annulé par arrêté royal. — L'annulation sera également prononcée lorsque l'objet breveté mis en exploitation à l'étranger aura cessé d'être exploité en Belgique pendant une année, à moins que le possesseur du brevet ne justifie des causes de son inaction.

24. Le brevet sera déclaré nul par les tribunaux, pour les causes suivantes : — a. lorsqu'il sera prouvé que l'objet breveté a été employé, mis en œuvre ou exploité par un tiers, dans le royaume, dans un but commercial, avant la date légale de l'invention, de l'importation ou du perfectionnement ; — b. lorsque le breveté, dans la description jointe à sa demande, aura, avec intention, omis de faire mention d'une partie de son secret ou l'aura indiqué d'une manière inexacte ; — c. lorsqu'il sera prouvé que la spécification complète et les dessins exacts de l'objet breveté ont été produits, antérieurement à la date du dépôt, dans

un ouvrage ou recueil imprimé et publié, à moins que, pour ce qui concerne les brevets d'importation, cette publication ne soit exclusivement le fait d'une prescription légale.

25. Un brevet d'invention sera déclaré nul, par les tribunaux, dans le cas où l'objet pour lequel il a été accordé aurait été antérieurement breveté en Belgique ou à l'étranger. — Toutefois, si le demandeur a la qualité requise par l'art. 14, son brevet pourra être maintenu, comme brevet d'importation, aux termes dudit article. — Ces dispositions seront appliquées, le cas échéant, aux brevets de perfectionnement.

26. Lorsque la nullité ou la déchéance d'un brevet aura été prononcée, aux termes des articles 24 et 25, par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, l'annulation du brevet sera proclamée par un arrêté royal.

27. Les brevets qui ne seront expirés ni annulés à l'époque de la publication de la présente loi continueront d'être régis par la loi en vigueur au moment de leur délivrance. — Néanmoins, il sera libre aux titulaires de faire, dans l'année qui suivra cette publication, une nouvelle demande de brevet dans la forme qui sera déterminée par arrêté royal. — Dans ce cas, le brevet pourra continuer à avoir cours pendant tout le temps nécessaire pour parfaire la durée de vingt ans, sauf ce qui est dit à l'article 14. — Les brevets pour lesquels on aura réclamé le bénéfice de cette disposition seront régis par la présente loi ; toutefois, les procédures commencées avant sa publication seront mises à fin, conformément à la loi antérieure. — Les titulaires de ces brevets qui auront acquitté la totalité de la taxe primitive payeront, après l'expiration du terme qui avait d'abord été assigné à leur privilège, les taxes afférentes aux années suivantes, d'après ce qui est déterminé à l'article 3. — Quant aux titulaires des brevets qui n'auraient point soldé la taxe fixée comme prix d'acquisition du brevet primitif, il leur sera tenu compte des versements qu'ils auront déjà opérés, et les annuités seront réglées d'après les versements faits, conformément à l'article 3.

Donné à Laeken, le 24 mai 1854. — LÉOPOLD.

ARRÊTÉ ROYAL DU 24 MAI 1854

Réglant l'exécution de la loi sur les brevets.

LÉOPOLD, etc., etc., — ART. 1^{er}. Toute personne qui voudra prendre un brevet d'invention, d'importation ou de perfectionnement, devra déposer une demande à cet effet au greffe de l'un des gouvernements provinciaux du royaume, ou au bureau de l'un des commissariats d'arrondissement situés hors du chef-lieu de la province. — A cette demande seront joints, sous enveloppe cachetée : — 1^o la description de

l'objet inventé ; — 2° les dessins, modèles ou échantillons, qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description ; — 3° un duplicata, certifié conforme, de la description et des dessins, et — 4° un bordereau des pièces et objets déposés.

2. Le dépôt des pièces mentionnées à l'art. 1^{er} ne sera reçu que sur la production d'une quittance constatant le paiement de la somme de 10 francs, formant la première annuité de la taxe. — Cette quittance sera jointe aux autres pièces.

3. La demande sera rédigée sur papier timbré ; elle indiquera les nom, prénoms, profession et domicile réel ou élu de l'inventeur dans le royaume. Elle énoncera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention. Chaque demande ne comprendra qu'un seul objet principal, avec les détails qui se rattachent à cet objet et les applications qui auront été indiquées. — Lorsqu'il s'agira d'un brevet d'importation, la requête fera connaître la date et la durée du brevet original et le pays où il a été concédé. Si l'auteur de la demande n'est pas le titulaire du brevet étranger, mais son ayant cause, celui-ci devra justifier de sa qualité au moyen d'un acte en due forme.

4. La description devra être rédigée en langue française, flamande ou allemande. — La description qui ne serait pas rédigée en français devra être accompagnée d'une traduction en cette langue, lorsque l'auteur de la découverte ne sera pas domicilié en Belgique. — La description devra être écrite sans altération ni surcharge ; les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés. — La description fera connaître d'une manière claire et complète l'invention, et elle se terminera par l'énonciation précise des caractères constitutifs de celle-ci.

5. Les dessins devront être tracés à l'encre et sur échelle métrique. Ils représenteront, autant que possible, l'appareil ou machine à breveter, en plan, coupe et élévation. Les parties des dessins qui caractérisent spécialement l'invention auront une teinte différente de celle des autres parties.

6. Toutes les pièces devront être datées et signées par le demandeur ou par son mandataire, dont le pouvoir, dûment légalisé, restera annexé à la demande.

7. Un procès-verbal dressé par le greffier du gouvernement provincial ou par le commissaire d'arrondissement constatera la remise de chaque paquet, au jour et heure qu'elle aura été effectuée. L'invention y sera désignée sous le titre sommaire et véridique que le demandeur aura indiqué. — Ce procès-verbal contiendra les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur ou de son mandataire. Il indiquera également, lorsqu'il s'agira d'un brevet d'importation, la date et la durée du

brevet d'invention dans le pays d'origine et le nom du breveté. Enfin, mention y sera faite du paiement de la première annuité. — Ce procès-verbal sera signé par le déposant et par le rédacteur, et sera fixé sur l'enveloppe du paquet contenant les pièces relatives à la demande de brevet. — Une expédition du procès-verbal sera délivrée sans frais au déposant.

8. La date légale de l'invention est constatée par ledit procès-verbal.

9. Les bureaux des greffiers provinciaux et ceux des commissaires d'arrondissement seront ouverts, pour les demandes de brevets, tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés, de dix à deux heures de relevée.

10. Toutes les pièces relatives aux demandes de brevet seront transmises dans les cinq jours au département de l'intérieur.

11. A l'arrivée des pièces au département de l'intérieur, les demandes seront enregistrées, dans l'ordre de date de leur entrée, sur un registre spécial que le public pourra consulter tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés, de dix heures du matin à deux heures de relevée.

13. En cas d'omission ou d'irrégularité dans la forme, les demandeurs seront invités à effectuer les rectifications nécessaires. — Il sera tenu note de la date de ces rectifications sur le registre spécial mentionné à l'article précédent.

13. Il sera procédé sans retard à la délivrance des brevets qui auront été demandés d'une manière régulière. — Un arrêté de notre ministre de l'intérieur, constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sera délivré au demandeur et constituera son brevet.

14. Le brevet mentionnera expressément que la concession en est faite sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, sans garantie, soit de la réalité, soit de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de l'exactitude de la description, et sans préjudice des droits des tiers.

15. La première expédition des brevets sera remise sans frais. Toute expédition ultérieure, demandée par le breveté ou ses ayants cause, donnera lieu au remboursement des frais.

16. Les descriptions des brevets seront publiées textuellement ou en substance, à la diligence de l'administration, dans un recueil spécial, trois mois après l'octroi du brevet. — Lorsque le breveté voudra obtenir la publication complète de ses spécifications ou d'un extrait fourni par lui, il devra en donner avis à l'administration au moins un mois avant l'expiration du terme fixé au paragraphe précédent, et consigner la somme qui serait nécessaire pour couvrir les frais de cette publication.

17. Après le même terme de trois mois, le public sera admis à pren-

dre connaissance des descriptions, et des copies pourront en être obtenues moyennant le remboursement des frais.

18. Le breveté qui voudra obtenir une prolongation de délai, dans le cas prévu par l'article 23 de la loi, pour la mise à exécution de l'objet breveté, devra adresser sa demande au ministre de l'intérieur deux mois au moins avant l'expiration du délai fixé par ledit article. — Cette demande devra être suffisamment motivée et indiquer, dans la limite légale, le temps nécessaire pour la mise en œuvre de l'invention.

19. Toute cession ou mutation, totale ou partielle, de brevet, devra être notifiée au département de l'intérieur. — La notification de la cession ou de tout autre acte emportant mutation devra être accompagnée d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation.

20. Les titulaires dont les brevets ne sont ni expirés ni annulés à l'époque de la publication de la loi du 24 mai 1854 pourront obtenir que leurs titres soient placés sous le régime de cette loi, en formant leur demande avant le 25 mai 1855. — Les brevetés qui n'auraient point payé, au moment où ils demanderont à jouir du bénéfice de cette disposition, une somme égale au montant des annuités échues, d'après la base établie à l'art. 3 de la loi, seront tenus d'effectuer ou de compléter ce paiement et d'en justifier au moyen d'une quittance qu'ils joindront à leur demande. Faute d'accomplir cette obligation, la demande sera considérée comme non avenue. — Une déclaration constatant que le brevet est placé sous le régime de la loi nouvelle sera envoyée à l'intéressé.

21. Les concessions de brevet, les actes de cession ou de mutation, ainsi que les déclarations mentionnées dans l'article précédent, seront publiés au recueil spécial des brevets. — Il en sera de même des arrêtés prononçant l'annulation ou la mise dans le domaine public du brevet.

22. A l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins seront déposés au Musée de l'industrie.

23. Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 24 mai 1854. — LÉOPOLD.

CHAPITRE II.

Dessins de fabrique.

Le décret impérial français du 18 mars 1806, titre II, sect. III, art. 14 à 19, régit, en vertu d'une loi belge du 9 avril 1842, la propriété des dessins de fabrique en Belgique.

Seulement, à la différence de ce qui avait lieu en France, il fut bien entendu, lors de la discussion de la loi de 1842, que le décret de 1806, dont il vient d'être question, s'étendrait à toutes les fabriques.

Voir *suprà* le texte de ce décret, page 76.

CHAPITRE III.

Marques de fabrique, étiquettes, enseignes et noms des commerçants.

§ 1. **Marques de fabrique.** — C'est encore la législation française qui régit en Belgique la matière des marques de fabrique. Ainsi, sont en vigueur les dispositions suivantes : 1^o l'arrêté des consuls du 23 nivôse an IX (13 janvier 1801), relatif à la marque des ouvrages de quincaillerie et de coutellerie ; 2^o la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), relative aux manufactures, fabriques et ateliers, titre IV ; 3^o le décret impérial du 5 septembre 1810, contenant des dispositions tendant à prévenir ou à réprimer la contrefaçon des marques que les fabricants de quincaillerie et de coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages ; 4^o le décret impérial du 16 juin 1809, portant règlement sur les conseils de prud'hommes, titre II,

section 1^{re}, art. 4 à 9. (Voir ces textes *suprà*, pages 94 et suiv.)

A ces lois, il faut ajouter l'arrêté royal du 25 décembre 1818, relatif aux marques des fabricants de pipes, et celui du 1^{er} juin 1820, concernant les fabricants de draps, dont voici la substance :

Toute personne qui veut établir une fabrique de pipes doit être autorisée par la régence de sa commune à faire usage d'une marque. — Toutes les pipes, les papiers de marques, les paniers, caisses, futailles doivent, indépendamment de la marque dont il vient d'être parlé, porter l'empreinte des armes de la ville ou de la commune dans laquelle la fabrique est établie. — Les paniers ou corbeilles doivent être couverts d'une feuille de papier de marques, et les caisses ou futailles, marqués à l'extérieur avec un fer chaud, aux armes de la ville ou de la commune. — Les contraventions aux prescriptions ci-dessus et la contrefaçon des marques autorisées sont punies de la réclusion ou d'une amende (arrêté du 25 décembre 1818). — Tous draps, casimirs, corseilles, baïettes, serges, contings, couvertures et étoffes quelconques, entièrement ou en partie composés de laine, qui auront été fabriqués en Belgique, devront porter une marque ou étiquette annonçant leur origine nationale. — La contrefaçon de ces marques est punie comme il a été dit plus haut.

§ 2. **Étiquettes, enseignes, noms.** — La propriété des étiquettes, enseignes et noms des commerçants, n'est protégée en Belgique par aucune loi spéciale; les principes du droit commun sont seuls appliqués pour la répression de l'usurpation de ce genre de propriété.

CHAPITRE IV.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire est réglée en Belgique par les lois du 23 septembre 1814, 25 janvier 1817 et 21 octobre 1830; — la propriété artistique, par la loi française du 19 juillet 1793 et par la loi précitée du 25 janvier 1817. — Voici le précis des principales dispositions de ces différentes lois.

§ 1^{er}. **Propriété. — Genre d'ouvrages.** — Tout auteur d'œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques jouit du droit exclusif de reproduction, pourvu que l'éditeur soit belge et que l'ouvrage, si c'est une production littéraire, ait été imprimé en Belgique; — la protection légale s'étend aux traductions d'ouvrages publiés originairement à l'étranger; qu ne peut traduire un ouvrage belge, qui n'est pas encore tombé dans le domaine public, qu'avec le consentement écrit de l'auteur ou de ses ayants droit, à moins qu'il ne soit parvenu à la seconde édition. — En cas de réimpression de livres classiques ou autres tombés dans le domaine public, le droit de propriété, peut s'exercer sur les notes ou augmentations qui ont pu être ajoutées. — Ceux qui publient les œuvres posthumes d'un auteur jouissent, comme en France, du droit exclusif de reproduction, à la condition de les publier séparément et de ne pas les joindre à d'autres ouvrages du même auteur tombés dans le domaine public.

§ 2. **Cessions.** — Les auteurs, compositeurs et artistes peuvent céder tout ou partie de leurs droits. Ces cessions ne sont soumises à aucune condition particulière et sont régies par le droit commun.

§ 3. **Dépôt.** — A chaque édition d'une œuvre littéraire, mu-

sicale ou artistique, obtenue par l'impression, la gravure ou tout autre procédé analogue, l'éditeur est tenu d'en déposer trois exemplaires à l'administration communale de son domicile. L'un de ces exemplaires doit porter, sur le titre et à défaut de titre à la première page, la signature de l'éditeur, la date de la remise, et une déclaration écrite datée et signée par un imprimeur habitant la Belgique et qui certifiera, avec désignation du lieu, que l'ouvrage est sorti de ses presses. — L'administration communale donne un récépissé à l'éditeur et adresse le tout au ministère de l'intérieur. — Il ressort des termes de la loi de 1817 et de la jurisprudence de la Cour de cassation belge, que les œuvres de sculpture restent régies par la loi française du 19 juillet 1793, et ne sont pas soumises au dépôt.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — La jouissance exclusive de l'auteur dure toute sa vie, quelle que soit la nature de l'œuvre. Pour ses héritiers ou ayants cause, elle est, savoir : de vingt ans, s'il s'agit d'ouvrages littéraires ou artistiques reproduits par l'impression, la gravure ou tout procédé analogue ; et de dix ans seulement, s'il s'agit, soit de sculptures ou autres objets artistiques du même genre, soit de représentation d'œuvres dramatiques et musicales.

§ 5. **Contrefaçon. — Poursuites. — Réparations.** — Toute infraction aux droits d'auteur, soit par une première publication d'un ouvrage de littérature ou d'art encore inédit, soit par la réimpression ou la reproduction d'une œuvre déjà publiée, est une contrefaçon, et punie, comme telle : 1^o de la confiscation, au profit de la partie lésée, de tous les exemplaires non vendus trouvés dans le royaume ; 2^o d'une indemnité également à son profit, calculée sur la valeur de 2,000 exemplaires d'après le prix de commission de l'édition légale ; et 3^o d'une amende de 100 à 1,000 florins au profit de la caisse générale des pauvres du domicile du contrefacteur. Ce dernier peut, en outre, en cas de récidive et eu égard à la gravité des circonstances, être

déclaré inhabile à exercer à l'avenir l'état d'imprimeur, de libraire ou de marchand d'ouvrages d'art.

Sont défendues sous les mêmes peines, l'importation, la distribution ou la vente de toutes contrefaçons étrangères d'ouvrages originaux de littérature ou d'art, ou de traductions d'ouvrages dont on a acquis le droit de reproduction en Belgique.

Nos Codes de procédure civile, d'instruction criminelle et notre Code pénal étant restés en vigueur en Belgique, les règles sur les poursuites, les saisies et les autres modes de preuve sont les mêmes qu'en France.

CHAPITRE V.

Droit international.

PREMIÈRE SECTION.

Précis historique et pratique.

§ 1^{er}. **Historique.** — Le 22 août 1852, il a été conclu entre la France et la Belgique une convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. Cette convention est suivie d'une déclaration du même jour, posant les bases d'un règlement administratif pour son exécution. Mais l'échange des ratifications ayant été ajourné d'un commun accord jusqu'à ce qu'il fût intervenu un traité de commerce définitif entre les deux pays, ce n'est que le 27 février 1854 que cet échange a eu lieu, et c'est ce qui a motivé l'article additionnel de ce jour, destiné à modifier les délais stipulés pour la mise en vigueur des art. 3, 15 et 16 de la convention. — Enfin, le 12 avril 1854 a été signée une seconde déclaration ayant pour but d'interdire l'entrée respective des ouvrages que des éditeurs français ou belges auraient acquis le droit de réimprimer sous la réserve que ces réimpressions ne pourraient être vendues qu'en France

et en Belgique ou sur des marchés tiers. — La promulgation de ces convention, article additionnel et déclarations a eu lieu le 12 avril 1854 en Belgique et le lendemain 13 en France. Nous donnons ci-après le texte de ces différents actes, ainsi que de l'arrêté royal belge du 12 avril 1854, et du décret impérial du 19 du même mois, rendus pour leur exécution, mais nous croyons utile d'en donner un résumé succinct pour en faire saisir la portée.

§ 2. **Mise en vigueur.**—**Durée.** — La convention, avec les actes qui l'ont suivie, est en vigueur depuis le 12 mai 1854 pour la publication des œuvres littéraires, musicales et artistiques, et depuis le 12 juin suivant pour la perception des droits de représentation et d'exécution des œuvres dramatiques et musicales. Seulement des délais d'un an et de deux ans ont été accordés pour déclarer, faire estampiller, tirer et compléter les ouvrages publiés ou en cours de publication. — Elle restera en vigueur dix années, à dater du 12 mai 1854, et ensuite d'année en année, tant que l'une des puissances contractantes n'aura pas un an d'avance annoncé l'intention d'en faire cesser les effets.

§ 3. **Droits et obligations qui en résultent.** — Les auteurs, compositeurs et artistes français et belges ou leurs héritiers cessionnaires et ayants cause jouissent réciproquement dans les deux pays des mêmes droits que les nationaux, à la condition d'accomplir les prescriptions de la loi du lieu de publication et en outre de faire opérer dans chacun des deux pays le dépôt et l'enregistrement des ouvrages qui y sont soumis. Ce dépôt pour les ouvrages publiés depuis le 12 mai 1854 doit être fait dans les trois mois de la publication de l'ouvrage ou de la dernière livraison, savoir : pour les ouvrages publiés en Belgique, au ministère de l'intérieur, à Paris, ou à la chancellerie de la légation de France, à Bruxelles, et, pour ceux publiés en France, au ministère de l'intérieur à Bruxelles,

ception qui résulte, pour certaines catégories de productions, de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1817, sera levée, en ce qui concerne les auteurs français, à partir de la mise à exécution de la présente convention. — Il est entendu que la propriété des œuvres musicales s'étend aux morceaux dits *arrangements*, composés sur des motifs extraits de ces mêmes œuvres ; les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront naturellement réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs. — Il est également entendu que tout privilège ou avantage qui serait accordé ultérieurement par l'un des deux pays à un pays tiers, en matière de propriété d'œuvres de littérature ou d'art, dont la définition a été donnée dans le présent article, sera acquis de plein droit aux citoyens de l'autre pays.

2. La jouissance du bénéfice de l'art. 1^{er} est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art. — Pour les livres, cartes, estampes ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux Etats, l'exercice du droit de propriété dans l'autre Etat sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité du dépôt et de l'enregistrement effectuée de la manière suivante : — Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, un exemplaire devra en être déposé gratuitement et enregistré, soit à Paris, à la direction de l'imprimerie, de la librairie et de la presse, au ministère de la police générale, soit à Bruxelles, à la chancellerie de la légation de France en Belgique ; — Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, un exemplaire devra en être déposé gratuitement et enregistré, soit à Bruxelles, au ministère de l'intérieur, soit à Paris, à la chancellerie de la légation de S. M. le roi des Belges en France. — Dans tous les cas, le dépôt et l'enregistrement devront être accomplis dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement. — A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 5, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé. — La double formalité de dépôt et de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera de part et d'autre ouverture à la perception d'aucune taxe, si ce n'est au remboursement des frais résultant de l'expédition jusqu'à Bruxelles ou Paris respectivement, des livres, cartes, estampes ou publications musicales qui seraient

déposés à la chancellerie de la légation de France en Belgique ou à la chancellerie de la légation de Belgique en France. — Les intéressés pourront se faire délivrer un certificat authentique du dépôt et de l'enregistrement ; le coût de cet acte ne pourra dépasser 50 centimes. — Le certificat relatera la date précise à laquelle l'enregistrement et le dépôt auront eu lieu, il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

3. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente convention. — Le droit des auteurs dramatiques ou compositeurs sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées ; à défaut d'un semblable accord, le taux exigible de ce droit ne pourra respectivement dépasser les chiffres suivants :

	A Bruxelles et à Paris.	Dans les villes de 80,000 âmes et au-dessus.	Dans les villes de moins de 80,000 âmes.
Pour les pièces en quatre ou cinq actes.	18 fr.	14 fr.	9 fr.
Idem en trois actes.....	14	10	8
Idem en deux actes.....	10	8	6
Idem en un acte.	6	5	4

Toutefois, il est entendu que la perception des droits dont il s'agit au présent article ne pourra respectivement être réclamée qu'à dater du 31 janvier 1833.

4. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux, les traductions faites dans l'un des deux Etats, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1^{er} en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre Etat. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

5. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée

par lui, et ce sous les conditions suivantes : — 1° L'ouvrage original sera enregistré et déposé dans l'un des deux pays, dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'art. 2 précédent ; — 2° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction ; — 3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de l'enregistrement et du dépôt de l'original effectués ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir dudit dépôt ; — 4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée et déposée conformément aux dispositions de l'art. 2 précédent. — Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction soit exprimée dans la première livraison. — Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé ; chacune d'elles sera enregistrée et déposée dans l'un des deux pays, dans les trois mois à partir de sa première publication dans l'autre. — Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit au présent article devra faire paraître sa traduction trois mois après l'enregistrement et le dépôt de l'ouvrage original.

6. Les mandataires légaux, ou ayants cause des auteurs, traducteurs compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

7. Nonobstant les stipulations des art. 1^{er} et 4 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. — Toutefois, cette permission ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre ; lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cet interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

8. L'introduction, la circulation, la vente et l'exposition dans chacun des deux États d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés (définis par les articles 1^{er}, 3, 4 et 5 ci-dessus) sont prohibées, sauf ce qui est dit ci-après aux articles 13 et suivants, soit que lesdites repro-

ductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque. — Les dispositions qui précèdent s'appliqueront également aux livres expédiés en transit dans les limites et conditions fixées par la législation de chacun des deux Etats.

9. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. — Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux Etats.

10. Les livres d'importation licite venant de Belgique seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par les bureaux de Givet et de Longwy, sans préjudice des autres bureaux qui leur sont déjà actuellement ouverts, ou qui pourraient le devenir par la suite. — Si les intéressés le désirent, les livres déclarés à l'entrée seront expédiés directement en France, sur la direction de l'imprimerie, de la librairie et de la presse au ministère de la police générale, et, en Belgique, sur l'entrepôt de Bruxelles, pour y subir les vérifications nécessaires, qui auront lieu dans le plus bref délai possible. — Les certificats d'origine accompagnant les livres expédiés d'un pays à l'autre seront délivrés dans la forme et par les autorités que chacun des deux gouvernements aura désignées à cet effet.

11. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, papiers, estampes, gravures, lithographies, importés de l'autre pays, et qu'il s'ajouterait au droit normal d'entrée fixé à l'art. 18.

12. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartiendrait à chacune des hautes parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit. — Rien dans cette convention ne sera non plus considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres Etats des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

13. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlement d'admi-

nistration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication quant au passé, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires belges ou français, de réimpressions d'ouvrages de propriété française ou belge non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

14. Les éditeurs belges et français pourront publier les volumes ou livraisons nécessaires pour l'achèvement des ouvrages de reproduction non autorisée en cours de publication, dont une partie aurait déjà paru avant la date de la signature de la présente convention. — Pour prix de cette autorisation, l'éditeur belge ou français payera à l'éditeur original une indemnité qui est dès à présent fixée à 10 p. 100 du prix fort de chaque volume ou livraison en Belgique ou en France. — Dans aucun cas, le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre le plus faible du tirage des volumes ou livraisons déjà parus. — Ces nouveaux volumes ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions à déterminer, en vertu de l'art. 13, auront été dûment remplies.

15. Pour les revues ou recueils périodiques réimprimés jusqu'ici en Belgique ou en France, les éditeurs belges ou français sont autorisés à publier les livraisons destinées à compléter, jusqu'au 31 décembre 1832, les souscriptions de leurs abonnés, ainsi que les collections non vendues existant en magasin, sans indemnité au profit de l'éditeur original.

16. Les règlements d'administration publique mentionnés à l'art. 13 s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs belges ou français, et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou belges. — Il est accordé un délai d'un an pour la reproduction, à l'aide des clichés, des ouvrages imprimés ou en voie d'impression, au moyen de ce procédé, antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention. Le nombre des exemplaires qui pourront être tirés pendant ce délai est limité à quinze cents. — Les éditeurs belges ou français qui voudront user de cette faculté payeront aux éditeurs français ou belges une indemnité fixée à 10 p. 100 du prix fort de chaque exemplaire en Belgique ou en France. — Il en sera de même pour les planches gravées de toute sorte et les lithographies publiées isolément; les éditeurs belges ou français pourront, aux mêmes conditions et dans le même délai que les propriétaires de clichés, en tirer un nombre d'exemplaires nouveaux également limité à quinze cents. — Il est, d'ailleurs, entendu que les éditeurs belges ou français qui

voudront profiter des dispositions qui précèdent ne pourront, dans aucun cas, mettre en vente les exemplaires de leurs clichés, bois, planches gravées ou lithographiées, imprimés ou tirés après la mise en vigueur de la présente convention, sans avoir préalablement satisfait aux prescriptions des règlements mentionnés à l'art. 13. — Quant aux bois, planches gravées ou lithographiées destinées à orner le texte d'un livre imprimé, il est accordé aux éditeurs belges ou français un délai de deux ans pour faire tirer les épreuves nécessaires pour compléter les volumes du texte imprimé sans indemnité au profit de l'éditeur original.

17. Il demeure formellement entendu que les stipulations des art. 13, 14, 15 et 16 ne seront obligatoires pour les parties intéressées qu'autant qu'elles n'y auront pas dérogé par des conventions particulières, intervenues, d'un commun accord, avant ou après la conclusion de la présente convention.

18. Pendant la durée de la présente convention, les droits actuellement établis à l'importation licite, par terre ou par mer, dans le territoire de la République française, des livres, papiers de toute sorte autres que les papiers de tenture, estampes, gravures, musique, lithographies, cartes géographiques ou marines, planches gravées, publiées dans toute l'étendue du royaume de Belgique, ainsi que des caractères et d'encre destinés à l'impression, demeureront réduits et fixés au taux ci-après :

	Par 100 kil.
Livres en langue française, brochés, cartonnés ou reliés...	20 fr. »
Papiers de toute espèce, blanc rayé pour musique, à pâte de couleur, colorié ou maroquiné et tous autres, hormis les papiers de tenture et le papier gaufré, moiré ou présentant des dessins en relief.....	25 »
Cartons en feuilles.....	25 »
Estampes.....	20 »
Gravures.....	
Lithographies.....	
Cartes géographiques ou marines.....	
Musique.....	
Planches gravées destinées à l'impression sur papier autre que papier de tenture.....	30 »
Caractères d'impression neufs ou clichés.....	
Encre d'imprimerie.....	

Les droits établis à l'importation licite, par terre ou par mer, dans le royaume de Belgique, des livres, papiers de toute sorte, autres que les papiers de tenture, estampes, gravures, musique, lithographies, cartes géographiques ou marines, planches gravées, publiés dans toute l'étendue du territoire de la République française, ainsi que des caractères et d'encre destinés à l'impression, demeureront réduits et fixés au taux ci-après :

police générale, à Paris, ou à la chancellerie de la légation de France, à Bruxelles, et pour la Belgique, au ministère de l'intérieur, à Bruxelles, ou à la chancellerie de la légation belge, à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

F. Les nouveaux volumes mentionnés à l'art. 14 de la convention ne pourront respectivement être mis en vente qu'après que les conditions de dépôt et de l'apposition de timbres spéciaux auront été remplies, et la délivrance de ces timbres par les administrations respectives sera subordonnée à l'acquittement de l'indemnité de 10 pour 100 due à l'éditeur français ou belge.

G. Les clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs belges ou français, constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou belges, seront également inventoriés par les soins du gouvernement. — Les impressions, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, fassent partie de collections, ou appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites ou tirées à l'aide de ces clichés, bois, planches gravées ou pierres lithographiques, ne pourront respectivement être mises en vente qu'après avoir été munies du timbre spécial mentionné *sub litt. B*, et après paiement de l'indemnité de 10 pour 100, due à l'éditeur français ou belge, sauf ce qui est dit au dernier paragraphe de l'art. 16 de la convention littéraire.

2° Les règlements d'administration publique précités seront respectivement promulgués en même temps que la convention spéciale d'où ils découlent : ils demeureront obligatoires pendant toute la durée de celle-ci.

3° Les deux gouvernements s'engagent, l'un vis-à-vis de l'autre : — a. A échanger le texte de ces règlements en même temps que les ratifications de l'arrangement signé à la date de ce jour ; — b. A se communiquer en copie authentique, dès qu'il sera achevé, l'inventaire général des ouvrages de toute nature, reproduits sans autorisation des ayants droit respectifs, qui existent actuellement dans les magasins particuliers de l'un ou l'autre pays.

Fait à Paris, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an de grâce mil huit cent cinquante-deux.

FIRMIN ROGIER.

DROUYN DE LHUYS.

LIEDTS.

ARTICLE ADDITIONNEL DU 27 FÉVRIER 1854

*A la convention littéraire conclue le 22 août 1852,
entre la Belgique et la France.*

L'échange des ratifications des conventions, l'une littéraire, l'autre commerciale, signées entre la Belgique et la France, le 22 août 1852, ayant été, de commun accord, ajourné jusqu'à ce qu'il intervint un traité de commerce définitif entre les deux pays, et cet événement s'étant réalisé aujourd'hui, les dispositions suivantes ont été arrêtées entre les hautes parties contractantes. — La perception des droits d'auteur pour la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales (art. 3 *in fine*) ne pourra respectivement être réclamée qu'à dater du trente-unième jour après la mise à exécution de la convention littéraire. — Le terme *actuellement* employé à l'art. 3 de la même convention s'entendra de la date du présent article additionnel. — La même date est substituée à celle du 22 août 1853, dans le cas prévu par l'art. 14. — Pour les revues ou recueils périodiques réimprimés jusqu'ici en Belgique ou en France (art. 15), les éditeurs belges ou français sont autorisés à publier les livraisons destinés à compléter, jusqu'au 30 juin 1854, les souscriptions de leurs abonnés, ainsi que les collections non vendues existant en magasin, sans indemnité au profit de l'auteur original. — Les délais d'un et de deux ans laissés par l'art. 16 pour la reproduction, à l'aide des clichés, des ouvrages imprimés ou en voie d'impression et pour le tirage des bois, planches gravées ou lithographiées, courent à partir de la mise en vigueur de la convention. — Il est entendu que les deux conventions du 22 août 1852 entreront en vigueur à la même date que le traité de commerce signé aujourd'hui entre les hautes parties contractantes, et que le terme de dix années pour lequel elles ont été conclues courra à partir de leur mise à exécution. — Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré, mot pour mot, dans le texte même des conventions du 22 août 1852. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Bruxelles, en double original, le vingt-septième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent cinquante-quatre. — *Signé* : H. DE BROUCKÈRE. — AD. BARROT.

DECLARATION DU 12 AVRIL 1854.

Au moment de procéder à l'échange des ratifications de la convention littéraire conclue entre les deux pays le 22 août 1852, les plénipotentiaires soussignés sont convenus que leurs gouvernements respectifs prendront les mesures nécessaires pour interdire l'entrée sur leurs ter-

ritoires des ouvrages que des éditeurs français ou belges auraient acquis le droit de réimprimer, avec la réserve que ces réimpressions ne seraient autorisées qu' pour la vente en France ou en Belgique et sur des marchés tiers. — Les ouvrages auxquels cette disposition sera applicable devront porter sur leurs titre et couverture les mots : « Edition interdite en Belgique (en France), et autorisée pour la France (la Belgique) et l'étranger. » — Fait à Bruxelles, en double original, le 12 avril 1854. — (L. S.) *signé*, A. BARROT. — (L. S.) *signé*, H. DE BROUCKÈRE.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 19 AVRIL 1854.

NAPOLÉON, etc.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur ; — Vu la convention littéraire conclue le 22 août 1852, entre la France et la Belgique, et notamment les art. 10, 13, 14, 15, 16 et 17 ; — Vu la déclaration en date du même jour annexée à ladite convention ; — Vu l'article additionnel en date du 27 février 1854 ; — Notre Conseil d'Etat entendu, — Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la mise en vigueur de la convention du 22 août 1852, il sera procédé, par les soins de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, chez tous les libraires, éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de tous les livres publiés ou en cours de publication en France d'après des ouvrages originairement édités en Belgique et non encore tombés dans le domaine public.

2. Dans un délai de trois mois à dater du jour de la publication du présent règlement, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement, par les délégués de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage publié par eux ou dont ils auront acquis la propriété, d'après l'inventaire général des ouvrages, brochés ou non, qu'ils possèdent en magasin. — Les timbres seront apposés pour chacun des ouvrages, sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'art. 1^{er}.

3. Après l'expiration du délai mentionné à l'art. 2 pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée de livres belges brochés ou en feuilles, mise en vente ou expédiée par l'éditeur, sera passible de saisie si elle n'est pas revêtue du timbre ; et, en ce qui concerne les détaillants, toute réimpression non autorisée et dépourvue du timbre dont, à partir de la même époque, ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

4. Toute contrefaçon, falsification ou tout usage frauduleux des timbres, sera passible des peines portées par les art. 142 et 143 du Code pénal.

5. En ce qui concerne les ouvrages en cours de publication, mentionnés dans l'art. 14 de la convention, les éditeurs français seront tenus, dans les dix jours qui suivront la mise en vigueur du traité, de faire le dépôt, au ministère de l'intérieur, à Bruxelles, ou à la chancellerie de la légation belge, à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

6. Les nouveaux volumes mentionnés à l'art. 14 de la convention ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions de dépôt et de l'apposition des timbres spéciaux auront été remplies. L'apposition des timbres par les délégués de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur sera subordonnée à l'acquittement de l'indemnité de 10 p. 0/0 due à l'éditeur belge.

7. Les clichés, bois et plaques gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée de modèles belges, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur.

8. Les impressions, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie des collections ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrage qui seront produites ou tirées à l'aide de ces clichés, bois, plaques gravées ou pierres lithographiques, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial, et après paiement de l'indemnité de 10 p. 0/0 due à l'éditeur belge, sauf le délai de deux ans accordé par le dernier paragraphe de l'art. 16 de la convention, afin de faire tirer les épreuves nécessaires pour compléter les volumes du texte imprimé au profit de l'éditeur original.

9. L'importation de Belgique en France des livres de réimpression non autorisée, qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs et éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

10. Aucun ouvrage imprimé en Belgique, et portant sur le titre ou la couverture la mention : *Edition autorisée pour la Belgique et l'étranger*, ne pourra être introduit en France, sous les peines portées par les lois.

11. Les livres d'importation licite venant de Belgique seront admis en France, conformément au premier paragraphe de l'art. 11 de la convention, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par les bu-

reaux de Givet et de Longwy, sans préjudice des autres bureaux déjà actuellement ouverts, et qui sont ceux de Lille, Valenciennes, Strasbourg, les Rousses, Pont-de-Beauvoisin, Marseille, le Havre, Bayonne et Bastia.

12. Le certificat d'origine prescrit par le dernier paragraphe de l'art. 10 précité sera souscrit par l'expéditeur, confirmé et dûment légalisé par l'autorité administrative du lieu de l'expédition.

13. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements des affaires étrangères, des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. — Fait au palais des Tuileries, le 19 avril 1854. —
NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre secrétaire d'Etat
au département de l'intérieur,*
F. DE PERSIGNY.

ARRÊTÉ ROYAL BELGE DU 12 AVRIL 1854

Relatif à l'exécution de la convention franco-belge.

LÉOPOLD, roi des Belges, — A tous présents et à venir, salut :

Vu les articles 10, 13, 14 et 16 de la convention littéraire conclue le 22 août 1852 entre la Belgique et la France ; — Vu la déclaration en date du même jour insérée à la suite de la convention ; — Vu la loi du 12 avril 1854, portant approbation de la convention ; — Vu la loi du 25 janvier 1817 ; — Sur le rapport et la proposition de nos ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et des finances, — Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la mise en vigueur de la convention, il sera procédé, par les soins de notre ministre de l'intérieur, chez tous les libraires, éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de tous les livres publiés ou en cours de publication en Belgique d'après des ouvrages originairement édités en France et non encore tombés dans le domaine public.

2. Dans un délai de trois mois à dater de ce jour, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement, par les délégués de notre ministre de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. — Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage publié par eux ou dont ils auront acquis la propriété, d'après l'inventaire général des ouvrages, brochés ou non, qu'ils possèdent en magasin. — Les timbres seront apposés pour chacun des ouvrages, sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs

besoins, jusqu'à la concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'art. 1^{er}.

3. Après l'expiration du délai mentionné à l'art. 2 pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée de livres français brochés ou en feuilles, mis en vente ou expédiés par l'éditeur, sera passible de saisie, si elle n'est pas revêtue du timbre; et, en ce qui concerne les détaillants, toute réimpression non autorisée et dépourvue de timbre dont, à partir de la même époque, ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

4. Toute reproduction frauduleuse ou falsification des timbres sera passible des peines édictées par le Code pénal.

5. En ce qui concerne les ouvrages en cours de publication, mentionnés dans l'art. 14 de la convention, les éditeurs belges seront tenus, dans les dix jours qui suivront la mise en vigueur du traité, de faire le dépôt, au ministère de la police générale à Paris, ou à la chancellerie de la légation de France à Bruxelles, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Le dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

6. Les nouveaux volumes mentionnés à l'art. 14 de la convention ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions de dépôt et de l'apposition de timbres spéciaux auront été remplies. L'apposition de ces timbres par les délégués de notre ministre de l'intérieur sera subordonnée à l'acquittement de l'indemnité de dix pour cent due à l'éditeur français.

7. Les clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs belges, constituant une reproduction non autorisée de modèles français, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur.

8. Les impressions, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, fassent partie de collections ou appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites ou tirées à l'aide de ces clichés, bois, planches gravées ou pierres lithographiques, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial, et après paiement de l'indemnité de dix pour cent due à l'éditeur français, sauf le délai de deux ans accordé par le dernier paragraphe de l'art. 16 de la convention, afin de faire tirer les épreuves nécessaires pour compléter les volumes du texte imprimé, sans indemnité, au profit de l'éditeur original.

9. Quant aux livres de réimpression non autorisée ou expédiés de Belgique à l'étranger avant la mise en vigueur de la convention et réim-

portés postérieurement à cette mise en vigueur, l'apposition des timbres sera effectuée au bureau d'entrée par les soins de la douane.

10. L'importation de France en Belgique des livres de réimpression non autorisée, qui auront été soumis à la formalité du timbre, pourra être effectuée avec le consentement toutefois des auteurs et éditeurs belges intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

11. Le certificat d'origine prescrit par le dernier paragraphe de l'art. 10 de la convention sera souscrit par l'expéditeur, confirmé et dûment légalisé par l'autorité administrative du lieu de l'expédition.

12. Les ouvrages que des éditeurs français avaient acquis le droit de réimprimer avec la réserve que ces réimpressions ne sont autorisées que pour la vente en France et sur des marchés tiers, et portant sur leurs titre et couverture les mots : *Édition interdite en Belgique et autorisée pour la France et l'étranger*, ne pourront être importés en Belgique sous les peines édictées par la loi du 25 janvier 1817.

15. Nos ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1854.

LÉOPOLD.

Par le roi :

Le ministre de l'intérieur,
F. PIERCOT.

Le ministre des affaires étrangères,
H. DE BROUCKÈRE.

Le ministre d'Etat, gouverneur du Brabant,
chargé temporairement du département des finances,
LIEBTS.

ARRÊTÉ DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DE BELGIQUE, DU 25 AVRIL 1854

Relatif à l'exécution de la convention franco-belge.

Le ministre de l'intérieur, — Vu l'arrêté royal en date du 12 avril 1854, pris en exécution de la convention littéraire conclue entre la Belgique et la France, le 22 août 1832; — Arrête :

ART. 1^{er}. MM. les libraires, éditeurs et imprimeurs sont invités à dresser l'inventaire de tous les livres publiés ou en cours de publication, d'après des ouvrages originairement édités en France, non encore tombés dans le domaine public, et existant dans leurs magasins, ou qu'ils ont en dépôt en pays étranger.

2. Les ouvrages publiés et les ouvrages en cours de publication seront inscrits dans des inventaires distincts. — Ces inventaires, dressés conformément aux modèles ci-annexés (modèles A et B) et certifiés

exacts, seront transmis au ministère de l'intérieur avant le 12 juin prochain.

3. A l'exception des ouvrages pour lesquels, conformément à l'art. 2 de l'arrêté royal du 12 avril 1834, un compte doit être ouvert aux éditeurs, et sauf les cas prévus aux articles 4, 5 et 8 ci-dessous, l'apposition du timbre, mentionné dans ledit arrêté, aura lieu par les agents spéciaux commissionnés à cet effet, immédiatement après la transmission des inventaires.

4. Les libraires détaillants sont dispensés de porter sur leur inventaire les ouvrages dont ils ne possèdent qu'un seul exemplaire, à condition d'y faire apposer le timbre dans le mois qui suivra la mise en vigueur de la convention.

5. Les éditeurs et marchands d'estampes et de musique sont dispensés de faire l'inventaire des ouvrages qu'ils possèdent en magasin, sans limitation de nombre d'exemplaires, à la condition de les faire timbrer dans le délai déterminé à l'article précédent.

6. Les possesseurs de clichés, bois et planches gravées de toutes sortes, ainsi que de pierres lithographiques, constituant une reproduction non autorisée de modèles français, sont également invités à en fournir l'inventaire. — Cet inventaire, dressé d'après les modèles ci-annexés (modèles C, D, E) et certifié exact, sera transmis au ministère de l'intérieur avant le 12 juin prochain.

7. Les intéressés auront la faculté de faire estampiller les ouvrages, sans déplacement. — Le timbre sera apposé : pour les livres, sur le titre ou le faux titre de chaque volume ; pour les œuvres de musique, sur le titre ; et pour les estampes, au-dessous de la lettre ou au revers de l'épreuve, au choix de l'intéressé.

8. L'apposition du timbre sur les impressions, gravures ou lithographies, tirées à l'aide des clichés, bois, planches gravées ou pierres lithographiques, dont il s'agit dans l'article 8 de l'arrêté royal du 12 avril 1834, aura lieu sur la demande spéciale des intéressés. — Cette demande, adressée au ministre de l'intérieur, sera accompagnée de la quittance dûment légalisée, constatant le paiement de l'indemnité de dix pour cent exigée par l'article 16 de la convention. — Il sera procédé de la même manière en ce qui concerne les ouvrages en cours de publication, mentionnés à l'article 6 de l'arrêté royal du 12 avril 1834.

9. Les dispositions du présent arrêté seront également applicables aux reproductions non autorisées d'ouvrages français, importées en Belgique d'un pays étranger, et qui se trouvent dans les magasins d'un libraire ou éditeur belge. — Paris, le 23 avril 1834. F. PIERROT.

DUCHÉ DE BRUNSWICK.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique. — Droit international.

La propriété littéraire et artistique est régie dans le duché de Brunswick par une loi du 10 février 1842, qui se trouve modifiée par les déclarations de la Diète, spécialement par l'acte fédéral du 19 juin 1845 (Voir ci-après *Confédération germanique*). Mais il a été conclu le 8 août 1852, entre ce duché et la France, une convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art dont nous donnons le texte ci-après. Ratifiée le 19 septembre suivant et promulguée par décret du 19 octobre de la même année, cette convention est en vigueur depuis le 22 de ce mois, date de son insertion au *Bulletin des lois* ; elle s'étend à toutes les productions de l'esprit et des arts, et, notamment, au droit de représentation et d'exécution des œuvres dramatiques et musicales. Les deux gouvernements s'étaient réservé de fixer le délai après lequel la vente des contrefaçons publiées, introduites ou commandées ne pourrait plus avoir lieu ; ce délai a été fixé au 1^{er} septembre 1853. — Le dépôt n'est pas exigé dans le duché de Brunswick ; mais, pour y exercer des poursuites, les Français doivent justifier de leurs droits, notamment en ce qui concerne les livres, estampes et compositions musicales gravées, par la production du certificat légalisé du dépôt fait en France au ministère de l'intérieur à Paris, ou au secrétariat des préfectures dans les départements. — Voici le texte de la convention :

CONVENTION DU 8 AOÛT 1852

*Conclue entre la France et le duché de Brunswick pour la garantie
réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.*

(Promulguée par décret du 19-22 octobre 1852.)

Le Prince Président de la République française et Son Altesse le duc de Brunswick, également animés du désir de protéger les sciences et les arts et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures les plus propres à garantir dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques publiées pour la première fois en France ou dans le duché de Brunswick. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Le Prince Président de la République française, le sieur Edme, comte de Reculot, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près la cour ducal de Brunswick, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc. ; — Et son Altesse le duc de Brunswick, le sieur Guillaume, baron de Schleinitz, son ministre d'État, grand-croix, etc., etc. — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier (*vervielfaltigen*) leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé également dans les deux États, de telle sorte que la protection accordée par le décret du Prince Président de la République française, en date du 28 mars 1852, aux ouvrages publiés dans le duché de Brunswick, sera également accordée, d'après les termes de la loi émanée dans le duché de Brunswick, en date du 10 février 1842, aux ouvrages publiés en France. — Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres intellectuelles ou artistiques jouiront, dans la même mesure, de la protection qui leur est accordée dans ces lois.

2. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront, par la suite, protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous ouvrages intellectuels ou artistiques la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que

l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'art. 1^{er} sont prohibées dans les deux États, sans qu'il y ait à distinguer si ces réimpressions ou reproductions proviennent de l'un des États même ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie dans chacun des deux États, antérieurement à sa publication. — Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai, après lequel la vente des réimpressions ou reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait ou pourrait à l'avenir promulguer pour garantir le commerce légitime contre les réimpressions et reproductions illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*Feilhaltung*) ou la vente de productions littéraires et artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres États feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

9. La présente convention demeurera en vigueur aussi longtemps que le décret du Prince Président de la République française du 28 mars 1832 sera en vigueur, et si la législation française accordait par la suite aux œuvres littéraires ou artistiques publiées dans le duché de Brunswick une protection plus étendue, cette même protection serait accordée, dans ce pays, aux termes et dans les limites des dispositions de la loi du 10 février 1842, aux œuvres littéraires et artistiques publiées en France.

10. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Brunswick, dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussi tôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — Fait à Brunswick, le 8 août 1852. — *Signé* : Edme de REGULAR. — *Signé* : De SCHLEINITZ.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 18 MAI 1853.

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} septembre prochain, la vente des réimpressions ou reproductions d'ouvrages dont la propriété est établie dans le duché de Brunswick ne pourra avoir lieu dans toute l'étendue du territoire de l'empire français.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la police générale est chargé de l'exécution du présent décret.

BRÉSIL.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

La législation du Brésil reconnaît aux inventeurs le droit d'obtenir des patentes pour des inventions et des perfectionnements ; mais elle ne reconnaît pas le droit d'obtenir un brevet d'importation pour l'introduction, au Brésil, de procédés étrangers. Dans ce cas, une prime d'encouragement, proportionnée à l'importance du procédé et aux difficultés de l'importation, est seulement accordée à l'introducteur.

L'expédition des brevets est entièrement gratuite : il n'y a à payer que quelques dépenses administratives et les frais du grand sceau.

Voici quelles sont les formalités à remplir par quiconque veut obtenir une patente :

1^o Présenter une requête indiquant la nature de l'objet pour lequel on désire obtenir une patente, et contenant la déclaration qu'on en est le véritable inventeur ;

2^o Déposer dans les archives publiques une spécification exacte des dessins et un modèle.

La patente est accordée pour un terme qui varie de cinq à vingt années.

Le breveté doit, à peine de déchéance, exploiter son invention dans les deux ans de la date du brevet. Il est défendu à un breveté d'obtenir un brevet en pays étranger postérieurement à la patente qui lui a été délivrée au Brésil ; si, contrairement à cette règle, un brevet était délivré à l'inventeur déjà breveté au Brésil, le privilège cesserait dans ce dernier pays, et il y aurait lieu, seulement, au paiement d'une prime proportionnée au degré d'importance de l'invention.

CANADA.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

On a vu, dans le précis que nous avons présenté de la législation anglaise sur les lettres patentes pour inventions, que ces patentes produisent leurs effets, non-seulement dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, mais encore dans les colonies anglaises. — Néanmoins, et pour se soustraire aux dépenses considérables que nécessite l'obtention d'une patente en Angleterre, certaines colonies anglaises, notamment le Canada, accordent des patentes d'invention et d'importation ; mais cette concession n'est faite

qu'aux inventeurs sujets de la Grande-Bretagne et habitants de la province. Cependant, les sujets anglais même n'habitant pas le pays peuvent jouir du bénéfice de la législation, à la charge de faire, par serment, la déclaration qu'ils sont réellement inventeurs, ou qu'ils ont eu connaissance à l'étranger d'une découverte nouvelle.

La patente confère un privilège exclusif à celui qui l'a obtenue; mais il n'en résulte pas le droit d'empêcher la libre importation et la vente au Canada d'objets semblables au produit breveté, pourvu que les objets importés proviennent, soit des États-Unis, soit d'une possession anglaise en Amérique.

CHILI.

—

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

D'après la Constitution du Chili, c'est le pouvoir législatif qui a mission de délivrer les brevets d'invention.

Les formalités pour arriver à obtenir un tel brevet sont très-simples : il suffit de former une demande accompagnée d'une description, et de déposer au Musée national les dessins et modèles nécessaires à l'intelligence de la description. La délivrance du brevet n'est assujettie au paiement d'aucune taxe ; le breveté est seulement obligé de faire connaître à un certain nombre d'habitants le mode d'exploitation de son invention, afin que ceux-ci perçoivent, comme lui, les bénéfices de cette exploitation,

Le brevet d'invention est délivré pour une durée, au minimum, de vingt-cinq ans.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est réglée au Chili par une loi du 24 juillet 1834 et l'art. 17 d'une loi du 9 septembre 1840.

Aux termes de ces lois, le droit exclusif de publication, vente et reproduction des œuvres de littérature, musique, peinture, gravure et sculpture, appartient à l'auteur sa vie durant, et à ses héritiers pendant cinq années après son décès. Une protection de dix années est accordée aux publications d'œuvres posthumes. Les auteurs dramatiques jouissent, en outre, du droit d'autoriser seuls la représentation de leurs œuvres.

Les auteurs étrangers jouissent des mêmes droits que les nationaux sur les ouvrages qu'ils publient pour la première fois au Chili, et d'une protection de dix années, pour ceux qu'ils ont déjà publiés en pays étranger et dont ils font une nouvelle publication au Chili.

Le gouvernement peut accorder des privilèges plus étendus ; mais, pour invoquer le bénéfice de la loi, l'auteur ou l'éditeur est tenu, avant la mise en vente d'une œuvre imprimée ou gravée, d'en déposer trois exemplaires à la bibliothèque publique de Santiago.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Des quarante États qui composent la Confédération germanique, vingt-cinq ont fait entre eux un contrat d'union commerciale et douanière, connue sous le nom de Zollverein. Ces vingt-cinq États sont : les royaumes de Hanovre, Bavière, Prusse, Saxe et Wurtemberg ; les grands-duchés de Bade, de Hesse, de Saxe-Weimar-Eisenach ; les duchés d'Anhalt-Bernbourg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Cöthen, de Nassau, de Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen-Hildburghausen ; l'électorat de Hesse ; les principautés de Hohenzollern-Herlingen, Hohenzollern-Sigmaringen, Reuss branche aînée, Reuss branche cadette, Schwartzbourg-Rudolstadt, Swartzbourg-Sondershausen et Waldeck ; le landgraviat de Hesse-Hombourg ; la ville libre de Francfort-sur-le-Mein.

Le Zollverein a été conclu le 21 septembre 1842. C'est ce pacte qui constitue le principe de la législation industrielle de tous les États qui y ont adhéré, bien que chacun de ces États ait conservé la liberté de régler à son gré cette législation. Nous aurons souvent l'occasion d'y renvoyer.

La nouveauté est, d'après la convention du Zollverein, la condition de la brevetabilité soit des inventions, soit des perfectionnements. La connaissance ou l'exécution antérieure de l'invention dans l'étendue du Zollverein, sa publication dans des ouvrages ou sa vulgarisation par des dessins ou modèles, sont des circonstances exclusives de la nouveauté.

Du reste, chaque gouvernement du Zollverein est juge de la nouveauté et de la spécialité des inventions, et la délivrance d'un brevet accordé dans un État quelconque ne peut empêcher un autre État d'en refuser un pour la même invention.

Le brevet, son extinction ou sa prolongation, doivent être publiés dans les feuilles officielles, avec la désignation des objets brevetés, du nom et du domicile de l'inventeur, et de la durée du brevet.

La preuve de la non-nouveauté de l'invention, acquise après la délivrance du brevet, rend ce brevet nul.

Tous les États du Zollverein échangent, à la fin de chaque année, la liste des brevets par eux délivrés.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

La Confédération germanique se compose de quarante États qui, indépendamment de leur législation particulière, sont soumis aux actes fédéraux de la Diète.

Nous venons de voir, au chapitre précédent, qu'aucun acte fédéral n'avait réglé la législation des brevets, et que, s'il y a sur cette matière des règles uniformes dans un assez grand nombre des États dépendants de la Confédération, c'est à raison de l'union particulière du Zollverein. Mais à l'égard de la propriété littéraire et artistique, la Diète, en exécution de l'acte même de Confédération, a pris dans les années 1832, 1837, 1841 et 1845 des résolutions qui sont obligatoires pour tous les États confédérés, notamment en ce qui touche le minimum de durée des droits des auteurs et de leurs héritiers ou ayants cause. Or, comme un certain nombre d'États confédérés

n'ont pas sur ce point de législation spéciale, et que les législations de quelques autres, moins larges que les résolutions de la Diète, se trouvent modifiées par elles, il est important de bien préciser les droits et obligations qui résultent de ces actes ; sauf à consacrer, comme nous l'avons fait, des titres spéciaux à ceux des États de la Confédération qui ont des législations particulières, ou qui ont conclu avec la France des conventions diplomatiques.

Et d'abord, les quarante États composant la Confédération germanique, et soumis dès lors aux actes fédéraux de la Diète, sont : l'Autriche, pour l'archiduché d'Autriche, le duché de Salzbourg, les provinces de Styrie, de Corinthe, de Carniole, de Frioul et Trieste, le Tyrol, le royaume de Bohême, le margraviat de Moravie et la Silésie autrichienne ; la Prusse, pour les provinces de Brandebourg, de Poméranie, de Saxe, de Westphalie, et la province Rhénane ; la Hollande, pour le grand-duché de Luxembourg et le Limbourg ; le Danemark, pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg ; les royaumes de Bavière, de Wurtemberg, de Hanovre et de Saxe ; les grands-duchés de Bade, Hesse, Hesse électorale, Saxe-Weimar, Mecklembourg-Schwerin, Mecklembourg-Strelitz, et Holstein-Oldenbourg ; les duchés de Nassau, Brunswick, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen-Hildberghausen, Saxe-Altenbourg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernbourg, Anhalt-Cœthen ; les principautés de Reuss-Greiz (branche aînée), Reuss-Schleitz (branche cadette), Reuss-Lobenstein-Ébersdorf, Schwartzbourg-Rudolstadt, Schwartzbourg-Sondershausen, Lippe-Detmold, Lippe-Schauenbourg, Waldeck, Hohenzollern-Sigmaringen, Hohenzollern-Hechingen, Lichtenstein, Hesse-Hombourg ; les villes libres de Francfort, Brême, Hambourg et Lubeck ; la seigneurie de Kniphausen.

L'art. 18 de l'acte de confédération du 8 juin 1815 portait :
« La Diète s'occupera, lors de sa première réunion, d'une lé-

« législation universelle sur la liberté de la presse, et des moyens
 « à employer pour la protection de la propriété littéraire contre
 « les contrefacteurs. » Mais ce n'est que dix-sept ans plus tard
 que la Diète formula une résolution sur ce dernier point, et
 encore se borna-t-elle alors à poser le principe général de la ré-
 ciprocité. En effet, l'acte du 6 septembre 1832 porte unique-
 ment qu'à l'avenir toute distinction entre les sujets d'un État
 confédéré et ceux des autres États sera réciproquement abolie,
 de telle sorte que les propriétaires, éditeurs et auteurs d'un
 État fédéré jouissent dans tous les autres États des garanties
 que les lois y assurent. Une seconde résolution de la Diète, du
 9 novembre 1837, fixa à dix ans, à partir de la publication,
 le minimum de la protection à accorder aux auteurs et artistes;
 mais cet acte a été complété et modifié par deux résolutions
 importantes des 22 avril 1841 et 19 juin 1845.

Aux termes de celle du 22 avril 1841, qui est spéciale aux
 œuvres dramatiques et musicales, l'auteur, ses héritiers ou
 ayants cause, ont seuls le droit d'en autoriser la représenta-
 tion; mais à la condition que l'œuvre soit inédite, et que l'au-
 teur ou le compositeur ait fait connaître à la première repré-
 sentation, soit son nom de famille, soit ce lui sous lequel il est
 connu dans les lettres ou dans les arts.

Quant à celle du 19 juin 1845, qui a étendu la durée de la
 propriété littéraire et artistique à la vie de l'auteur, et à trente
 ans après son décès, au profit de ses héritiers et ayants cause,
 elle est tellement claire et précise que nous ne pouvons mieux
 faire que d'en donner le texte, en rappelant de nouveau que
 les règles de réciprocité qu'elle établit ne concernent que les
 États dépendant de la Confédération, et ne s'opposent pas à
 ce que chacun d'eux accorde des droits plus étendus, soit aux
 sujets des autres États confédérés, soit à un sujet de toute
 autre nation.

RÉSOLUTION DE LA DIÈTE DU 19 JUIN 1845

Relative à la propriété littéraire et artistique.

Par sa résolution du 9 novembre 1837, la Confédération n'avait fixé que le minimum de la protection à accorder, dans les limites du territoire de la Confédération, aux productions littéraires et artistiques, contre la contrefaçon ou toute autre reproduction par des moyens mécaniques; mais elle s'est réservé en même temps de prendre ultérieurement les dispositions nécessaires pour établir une protection plus étendue. — En conséquence, tous les gouvernements allemands, faisant partie de la Confédération, sont convenus des dispositions suivantes pour compléter le décret du 9 novembre 1837 :

1. La protection de dix ans au moins, accordée par l'article 2 du décret du 9 novembre 1837, à compter de la date de la publication, en faveur de toute production littéraire ou œuvre d'art, contre la contrefaçon ou toute autre reproduction par des moyens mécaniques, est assurée désormais, dans toute l'étendue du territoire de la Confédération germanique, à l'auteur, durant sa vie, et à ses ayants cause, pendant trente années, à compter du jour de son décès.

2. Les ouvrages d'auteurs anonymes ou pseudonymes, les ouvrages posthumes, et ceux émanant de personnes morales (académies, universités, etc.), jouissent de cette protection pendant trente ans à partir de l'année de la publication.

3. Pour avoir droit à cette protection, dans tous les Etats de la Confédération germanique, il suffit d'avoir rempli les conditions et formalités légalement prescrites dans celui des Etats allemands où a paru l'ouvrage original.

4. Les dommages-intérêts dus à celui au préjudice duquel la contrefaçon a été faite tombent à la charge du contrefacteur ou du débitant qui fait sciemment le commerce des contrefaçons; tous deux sont solidairement responsables, à moins que les lois générales ne disposent le contraire.

5. L'indemnité doit être évaluée au prix de vente d'un nombre d'exemplaires de l'ouvrage original qui sera déterminé par le juge, et qui pourra être porté à 1,000 exemplaires et même au delà, si la partie lésée prouve que le préjudice qu'elle a souffert est plus considérable.

6. En outre, et à la réquisition de la partie lésée, il sera prononcé, dans tous les Etats de la Confédération (où la loi ne prononce pas des amendes plus élevées), une amende qui pourra être portée à 1,000 florins, contre le contrefacteur ou tout autre reproducteur par des moyens mécaniques.

7. Le juge compétent en matière de délits de ce genre doit, dans le cas

où, d'après la loi du pays, il jugerait nécessaire d'avoir recours à l'opinion d'experts, soumettre la question à juger à des littérateurs, des savants et des libraires, s'il s'agit d'œuvres littéraires, et à des compositeurs et des artistes, s'il s'agit de compositions musicales ou d'œuvres d'art.

DANEMARK.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La matière des brevets d'invention est régie en Danemark par une sorte de droit coutumier. Les usages qui composent ce droit peuvent se résumer ainsi :

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — **Brevets.** — L'invention doit être nouvelle, au moins en Danemark. Le gouvernement accorde des brevets d'importation.

Les étrangers, comme les nationaux, peuvent être brevetés, à la condition qu'ils enverront en Danemark l'objet à breveter.

§ 2. **Formalités.** — La demande est adressée au roi. Elle doit contenir une description très-concise. Deux exemplaires du dessin exact et de la description de l'objet à breveter, tous deux signés par l'inventeur ou par son représentant, doivent être envoyés au gouvernement. Un exemplaire est annexé au brevet ; l'autre est conservé par l'administration, qui fait exposer le brevet dans le bureau général de la douane et au tribunal de commerce.

§ 3. **Durée des brevets.** — Cette durée est laissée à la libre détermination du gouvernement. Elle varie ordinairement de trois à vingt ans. La durée des brevets d'importation ne dépasse pas cinq ans. Il n'y a pas de prolongation de brevets.

§ 4. **Taxe.** — La taxe proportionnelle à la durée du brevet est inconnue en Danemark. Les frais s'élèvent en totalité à 17 rixdales quand le brevet est pris par une seule personne, et à 34 rixdales quand il est pris par plusieurs.

§ 5. **Cession.** — Lorsqu'un breveté veut céder son privilège, il est obligé de demander un nouveau brevet au nom du cessionnaire; ce brevet est accordé pour le reste du privilège existant.

§ 6. **Nullités. — Compétence.** — Les causes de nullité paraissent être le défaut d'exécution, dans le délai d'un an à compter de la date du brevet, de l'invention brevetée; le défaut d'exploitation régulière; le défaut de nouveauté.

Les tribunaux sont juges des questions de droit et de fait que soulève la validité des brevets et leur application.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

La contrefaçon de la marque ou du timbre d'un fabricant est réprimée, en Danemark, par une ordonnance du 11 avril 1840. On applique à ce délit les peines encourues par ceux qui vendent des marchandises fausses ou falsifiées. Ces peines sont l'emprisonnement et même les travaux correctionnels pendant quatre ans. — Dans l'application de la pénalité, on prend en considération l'importance du délit, afin de modérer, s'il y a lieu, les peines édictées par la loi. Ainsi, si la contrefaçon n'a causé qu'un faible préjudice, le coupable ne sera passible que d'une amende de 2 à 20 rixdales; mais les peines seront toujours appliquées à leur degré le plus élevé, toutes les fois que la falsification des marchandises aura mis en danger la vie ou la santé d'autres personnes.

CHAPITRE III.**Propriété littéraire et artistique.**

PREMIÈRE SECTION.

Propriété littéraire.

§ 1^{er}. **Étendue et durée des droits d'auteur.** — La législation du Danemark, en matière de propriété littéraire, remonte à 1741. Une ordonnance du 7 janvier de cette année, complétée, en ce qui concerne les étrangers, par une autre ordonnance du 7 mai 1828, pose les principes et réglemente les droits des auteurs. — Aux termes de la première de ces ordonnances, le droit de propriété est consacré en faveur des auteurs d'une manière absolue et pour un temps indéterminé ; il est, en conséquence, défendu à toute personne, soit d'imprimer ou contrefaire des livres ou écrits, soit d'importer ou mettre en vente des contrefaçons d'aucun livre ou écrit dont une autre personne est légalement propriétaire par donation, achat ou autrement. Les peines de la contrefaçon consistent dans la confiscation de tous les exemplaires contrefaits, ou une amende proportionnelle.

Sont en dehors de la règle générale ci-dessus exprimée : 1° les livres autorisés des Psaumes de l'Eglise, le catéchisme de Luther, les abécédaires et les livres déjà publiés dont les propriétaires sont morts, et dont les héritiers n'ont pas un privilège spécial ; 2° la réimpression des ouvrages épuisés quand, dans un délai de trois mois, six mois ou un an, suivant l'importance et la valeur de l'édition, l'auteur ou le premier éditeur encore vivants ont négligé de faire eux-mêmes cette réimpression.

§ 2. **Droits des étrangers. — Réciprocité.** — La seconde

ordonnance, celle du 7 mai 1828, confirme les droits des auteurs étrangers, que reconnaissait implicitement l'ordonnance de 1741, et consacre le principe de la réciprocité à l'égard de tous les pays dont la législation assure les mêmes avantages aux sujets danois. Ainsi, les auteurs français se trouvent garantis en Danemark, en vertu du décret du 28 mars 1852, et ils ont le droit de poursuivre dans ce pays les contrefacteurs de leurs ouvrages. Aucune condition n'est mise à l'exercice de leur droit; il suffit de justifier d'un titre légal de propriété et du dépôt fait en France.

SECONDE SECTION.

Propriété artistique.

§ 1^{er}. **Étendue et durée des droits des artistes.** — Ce genre de propriété est reconnu et régi par une ordonnance royale du 13 décembre 1837. — Les œuvres de peinture et de sculpture sont la propriété de leurs auteurs, et si lesdits auteurs ont reproduit leurs œuvres au moyen de la gravure, de la lithographie, du moulage, etc., le droit de reproduction desdites œuvres par des moyens analogues est exclusivement garanti aux auteurs pendant cinq années à partir de la date de la publication de la gravure, etc. — Un avis, inséré par les soins de l'auteur dans les journaux du pays, doit faire connaître l'existence du privilège, et, en outre, chaque exemplaire des ouvrages doit être revêtu d'un timbre sur lequel sont inscrits le nom de l'auteur et le mot : *privilegié*. — Les mêmes formalités seront accomplies lorsque le droit de reproduction aura été cédé à un tiers. — En cas de décès de l'auteur, le droit exclusif de propriété passe à ses enfants et héritiers.

§ 2. **Prolongation du droit. — Conditions.** — En raison de l'importance du travail et d'autres circonstances particulières, la durée du privilège peut, sur l'avis de l'Académie des Beaux-Arts, être prolongée jusqu'à dix ans. Dans ce cas, le titulaire

doit également annoncer la prolongation par la voie des journaux. Le privilège expiré, ou encore, si l'auteur n'a pas reproduit lui-même son œuvre, il est permis à toute personne de la publier.

§ 3. Privilèges spéciaux. — Si quelqu'un désire éditer par gravure, lithographie ou autrement un travail de sculpture, dont l'entreprise soit d'un intérêt particulier pour les arts et d'une importance exceptionnelle, il peut lui être accordé une concession spéciale par la chancellerie, sur l'avis de l'Académie des Beaux-Arts, mais pour une durée qui ne doit pas dépasser dix années. Cette concession emporte privilège exclusif.

§ 4. Pénalités. — Réparations. — Quiconque se rend coupable du délit d'usurpation des droits d'un privilégié est passible d'une amende de 50 à 200 rixdales argent, au profit de la caisse des pauvres, et de dommages-intérêts envers l'auteur. L'amende peut, cependant, être réduite à 20 rixdales, si le contrevenant ne s'est pas servi du timbre de l'artiste. — Elle est de 10 à 50 rixdales, si l'on ne trouve en vente aucun des objets d'art illégalement reproduits. — Les peines ci-dessus, sauf la réduction de l'amende à 10 ou à 50 rixdales, s'appliquent à ceux qui mettraient en vente des ouvrages contrefaits illégalement. — Dans tous les cas, les exemplaires contrefaits sont confisqués et vendus au profit de l'auteur.

§ 5. Prescription. — L'action en contrefaçon doit être intentée dans le délai d'un an et un jour; si la personne lésée a laissé subsister la contrefaçon sans opposition pendant ce délai, elle ne peut plus la poursuivre.

ESPAGNE.—
CHAPITRE I.**Brevets d'invention.**
—

La matière des brevets d'invention est régie en Espagne par un décret du 27 mars 1826 et par trois ordonnances en date des 14 juin et 23 décembre 1829, et 11 janvier 1849.

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — **Brevets.** — La législation espagnole reconnaît deux sortes de brevets : 1^o le *brevet d'invention*, qui est accordé à tout inventeur, espagnol ou étranger, pour tout moyen entièrement nouveau de production industrielle ou artistique ; 2^o le *brevet d'importation d'invention*, ou *brevet d'introduction*, accordé à celui qui introduit en Espagne une invention faite à l'étranger ou un moyen de production qui n'a pas encore été mis en usage en Espagne. — Il faut observer que le brevet d'importation ne donne le droit exclusif que d'exécuter dans l'intérieur du royaume ce qui n'y a pas encore été exécuté ; mais ce brevet n'enlève à qui que ce soit le droit d'introduire de l'étranger en Espagne des objets semblables à ceux pour la fabrication desquels le brevet d'importation a été octroyé, si, d'ailleurs, les lois de douane et les règlements de police n'en prohibent pas l'entrée.

§ 2. **Formalités.** — Les personnes qui veulent obtenir un brevet doivent remettre, par elles-mêmes ou par un fondé de pouvoirs, à l'intendance de la province où elles résident, et, dans tous les cas, à l'intendance de Madrid, une demande accompagnée : 1^o d'une pétition au roi ou à la reine, sur grand papier timbré n^o 4, indiquant l'objet du brevet et le temps pour

lequel il est demandé ; 2° un mémoire explicatif de l'invention ; 3° les dessins ou modèles nécessaires à l'intelligence de la description. — Toutes ces pièces doivent être présentées sous enveloppe cachetée, et l'enveloppe doit porter une suscription indiquant le titre de l'invention, les nom, prénoms, qualités et domicile du pétitionnaire. C'est ici le lieu d'observer qu'un brevet demandé pour l'Espagne ne s'étend pas aux colonies espagnoles. Une demande distincte doit être formée pour chaque colonie (Cuba, Porto-Rico, îles Philippines), et une taxe distincte payée pour chacune d'elles.

§ 3. **Délivrance.** — Les pièces déposées comme il est dit ci-dessus sont transmises, sans délai, au Conseil des finances qui, par l'organe d'une Commission, examine la description et vérifie si toutes les formalités voulues ont été remplies. Si le brevet est accordé, il est signé par le roi ou par la reine. Dans ce cas, le pétitionnaire est informé de la concession du privilège, et il lui est enjoint de lever l'expédition de son brevet, moyennant le versement de la taxe, dans le terme de trois mois à partir du dépôt. Les concessions de brevets sont publiées dans la *Gazette de Madrid*, et les documents déposés au Conservatoire royal des arts.

§ 4. **Durée et taxe.** — La durée des brevets d'invention est de cinq, dix ou quinze années, au choix du breveté, courant de la date du brevet royal. — La durée du brevet d'importation d'invention n'est que de cinq ans, mais le breveté a le droit de demander une prolongation. — La taxe à payer pour l'Espagne ou les colonies est de 1,000 réaux (270 fr.) pour un brevet de cinq ans ; 3,000 réaux (810 fr.) pour un brevet de dix ans ; et 6,000 réaux (1,620 fr.) pour un brevet de quinze ans. — Les frais de première expédition du brevet s'élèvent à 80 réaux (21 fr. 60 c.).

§ 5. **Nullités. — Déchéances.** — Il y a nullité du brevet : 1° lorsqu'il est prouvé que l'objet breveté était antérieurement

connu et exécuté soit en Espagne, soit à l'étranger, alors que, dans ce dernier cas, le breveté l'a présenté comme sa propre invention ; 2° lorsque le demandeur ne s'est pas présenté pour recevoir le brevet royal, dans les trois mois du jour où il a déposé sa pétition. — La déchéance des droits que confère le brevet d'invention est encourue : 1° par le breveté qui n'a pas exploité sa découverte dans l'année ; le breveté est tenu de provoquer lui-même, devant le chef politique de la province, une enquête à l'effet d'établir qu'il a réellement exploité son invention ; du reste, pour éviter la déchéance, il suffit que l'intéressé ait demandé à faire la justification ci-dessus, un jour avant l'expiration du terme d'une année ; 2° par la partie intéressée qui abandonne l'invention, c'est-à-dire qui cesse d'en appliquer l'objet pendant un an et un jour non interrompus.

§ 6. **Cessions.** — Toute cession de brevet doit être réalisée par un acte authentique, dont expédition est transmise (dans les trente jours de la date de l'acte, *sous peine de nullité*) au fonctionnaire qui a reçu la demande du brevet. Mention de la cession est faite au registre des brevets.

§ 7. **Contrefaçon.** — **Poursuites.** — Le brevet confère un privilège exclusif à celui auquel il est accordé. En cas de contrefaçon, le juge prononce, au profit du breveté, la confiscation des appareils et produits saisis, et, en outre, des dommages-intérêts égaux à trois fois la valeur des objets saisis, d'après une évaluation d'experts.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

En Espagne, la marque de fabrique n'est obligatoire, d'après un règlement du 30 janvier 1832, que pour les fabriques de drap. D'après ce règlement, les fabricants doivent faire marquer

leurs draps de première, deuxième et troisième qualité, soit à leur sortie du métier, soit avant d'être foulés, d'une marque énonçant la qualité du drap, les nom, surnom, raison sociale du fabricant, et le lieu de l'établissement.

En dehors du règlement ci-dessus énoncé, quoique la marque de fabrique en général ne soit pas obligatoire, néanmoins elle est reconnue et protégée par la loi, et la contrefaçon est punie, d'après le Code pénal, d'un emprisonnement et d'une amende.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie en Espagne par une loi du 10 juin 1847, qui forme un véritable Code sur la matière, et qui est, nous devons le dire, l'une des plus sagement conçues et des mieux rédigées qui existent.

§ 1^{er}. **Droit de propriété. — Genres d'ouvrages.** — L'art. 1^{er} définit la propriété littéraire « le droit exclusif des « auteurs d'écrits originaux de les reproduire ou d'en autoriser « la reproduction par des copies manuscrites, imprimées ou « lithographiées, ou par tout autre moyen quelconque. » Ce droit s'étend aux écrits de tout genre, aux traductions en vers ou en prose, aux œuvres posthumes, anonymes ou pseudonymes, aux collections de mémoires, sermons, discours ou leçons prononcés en public, aux recueils de poésies ou articles originaux publiés dans les feuilles périodiques, aux compositions musicales, aux cartes géographiques, et enfin aux œuvres d'art, sculpture, peinture, gravure et dessins, autres toutefois que les dessins pour tissus, meubles ou autres objets usuels. Le bénéfice de la loi s'étend également aux publications faites an-

térieurement qui, au moment de sa publication, n'étaient pas tombées dans le domaine public, et à celles faites en pays étranger par un auteur espagnol.

§ 2. **Dépôt.** — Nul ne peut jouir du bénéfice de la loi, s'il ne prouve avoir déposé deux exemplaires de l'ouvrage qu'il publie, l'un à la Bibliothèque nationale et l'autre au ministère de l'instruction publique, avant d'en avoir annoncé la vente. — Si l'ouvrage est publié hors de la province de Madrid, le dépôt des deux exemplaires peut être fait au chef politique de la province où a lieu la publication ; il est délivré au déposant un récépissé indiquant le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur ou éditeur, le volume ou tome déposé, l'imprimerie d'où il est sorti, le format et le jour du dépôt.

§ 3. **Durée des droits d'auteur.** — Cette durée varie selon la nature de l'œuvre et selon la personne qui en fait la publication. — Le principe général est que le droit exclusif de reproduction des œuvres de littérature et d'art appartient aux auteurs leur vie durant et à leurs cessionnaires, héritiers légitimes ou testamentaires pendant cinquante années après leur décès. — Le droit des héritiers et cessionnaires ne dure que vingt-cinq ans à l'égard 1^o des sermons, mémoires, leçons et discours prononcés en public, et des articles et poésies originales publiés dans les feuilles périodiques, lorsque ces différents écrits n'ont pas été réunis en collection ; 2^o des traductions *en prose* d'ouvrages écrits en langues vivantes, étant observé que l'existence d'une traduction n'empêche pas d'en faire une nouvelle, sauf le droit de l'auteur ou propriétaire de la première d'établir par une expertise, devant le juge, auquel sa plainte aura été adressée, que cette nouvelle traduction n'est qu'une reproduction de la sienne avec de légères variantes, et non pas un nouveau travail fait sur l'original. — Une jouissance exclusive de vingt-cinq ans est également garantie à ceux qui publient un recueil manuscrit, une carte de géographie, un dessin,

des modèles ou des compositions musicales dont ils sont les légitimes propriétaires, ou qu'ils ont tirés d'une bibliothèque publique après y avoir été dûment autorisés.

A l'égard des ouvrages publiés, soit par le gouvernement aux frais du Trésor public, soit par toute société scientifique, littéraire ou artistique reconnue par les lois, la durée du droit exclusif de reproduction est de cinquante années à partir du jour de la publication. — Cette disposition ne s'applique pas aux almanachs, livres de prière ou d'église, ni aux autres ouvrages dont le gouvernement s'est réservé la publication exclusive ou indéfinie, ou dont il accorde, pour des raisons de convenance, la publication à des instituts ou corporations.

Pour les ouvrages posthumes, la durée du droit de reproduction, telle qu'elle est fixée ci-dessus, ne court également que du jour de la première publication. — Est considéré comme posthume l'ouvrage publié pendant la vie de l'auteur et édité de nouveau après sa mort avec des additions ou corrections faites par lui.

Les éditeurs d'ouvrages anonymes ou pseudonymes jouissent des droits reconnus aux auteurs ; mais si, à une époque quelconque de la jouissance, les auteurs, leurs héritiers ou ayants cause prouvent que la propriété leur appartient, ils rentrent dans la pleine jouissance de leurs droits pour le temps qui reste à courir.

En ce qui touche les œuvres dramatiques et musicales, outre le droit de reproduction par la typographie et la gravure qui reste soumis aux règles ci-dessus, les auteurs ont le droit exclusif d'en autoriser la représentation et exécution dans les théâtres et concerts publics. Ce droit est viager pour les auteurs et se transmet, pour un espace de vingt-cinq années à compter du jour de leur mort, à leurs héritiers, légataires ou ayants cause. A l'expiration de ce terme, les œuvres dramatiques et musicales

tombent dans le domaine public, en ce qui concerne le droit de représentation et d'exécution.

§ 4. Cessions. — Les auteurs ou tous autres ayant, conformément aux règles précédentes, le droit de reproduire une œuvre littéraire ou artistique, peuvent le vendre et transférer par tous les modes reconnus par les lois pour tout le temps ou pour partie du temps pendant lequel ce droit leur appartient. — Remarquons seulement que la loi de 1847 ayant établi, au profit des auteurs et de leurs héritiers, des droits beaucoup plus étendus que ceux que leur accordait la législation précédente, le législateur a soin de dire dans l'art. 28, que ceux qui avaient acheté des droits d'auteur sous cette législation n'en jouiront que pendant le temps qu'elle déterminait, et qu'à l'expiration de cette période la propriété retournera à l'auteur pour tout le temps restant à courir d'après la nouvelle loi.

§ 5. Contrefaçon. — Introduction. — Poursuites. — Pénalités. — Nul ne peut reproduire l'ouvrage d'autrui, en tout ou en partie, sous le prétexte, soit d'y faire des annotations ou additions, soit d'en donner un extrait ou sommaire; toutefois, si cet extrait est d'un mérite et d'une importance telle qu'il constitue une œuvre nouvelle et d'une utilité générale, le gouvernement peut en autoriser l'impression après avoir entendu les intéressés et trois experts qu'il désigne. Dans ce cas, le propriétaire de l'ouvrage primitif a droit à une indemnité qui est fixée dans l'acte même de déclaration d'utilité. — Hors ce cas exceptionnel, quiconque reproduit l'ouvrage d'autrui sans le consentement de l'auteur ou de celui qui est subrogé à ses droits, est passible : 1° de la confiscation, au profit de l'auteur ou de ses ayants cause, de tous les exemplaires saisis ; 2° de dommages-intérêts proportionnés au préjudice souffert, sans que l'indemnité puisse être inférieure à la valeur de deux mille exemplaires de l'édition originale. La récidive entraîne, en outre, une amende de 2,000 à 4,000 réaux, et, dans le cas d'une nouvelle récidive,

il est ajouté aux peines précédentes celle d'un emprisonnement de un à deux ans.

Sont passibles des mêmes peines : 1^o ceux qui reproduisent des ouvrages espagnols imprimés en langue espagnole dans les pays étrangers ; 2^o les auteurs eux-mêmes de ces ouvrages qui les introduisent en Espagne sans l'autorisation du gouvernement ou qui en introduisent un plus grand nombre d'exemplaires que celui fixé dans l'autorisation ; 3^o l'imprimeur qui falsifie le titre d'un ouvrage ou qui annonce faussement sur les volumes que l'édition a été imprimée en Espagne.

L'entrepreneur de théâtre qui exécute une composition musicale ou représente une œuvre dramatique sans le consentement préalable de l'auteur ou du propriétaire est passible d'une amende de 1,000 à 3,000 réaux, qui est attribuée aux intéressés à titre d'indemnité. Elle est du double, lorsqu'il a dénaturé le titre de l'œuvre pour dissimuler la fraude.

Lorsque l'auteur ou le propriétaire d'un ouvrage apprend qu'il s'imprime furtivement, il peut requérir le juge du domicile de la partie qui commet la fraude, pour faire interdire immédiatement l'impression ; toutes les contestations en matière de contrefaçon sont d'ailleurs portées devant les juges de première instance, sauf l'appel aux tribunaux supérieurs de la juridiction ordinaire.

CHAPITRE IV.

Droit international.

PREMIÈRE SECTION.

Précis historique et pratique.

Une convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art a été conclue entre la France et

l'Espagne le 15 novembre 1853. Les ratifications en ont été échangées le 25 janvier 1854, et elle a été promulguée en France le 4 février suivant. Elle est obligatoire depuis le 9 du même mois, jour de l'insertion au *Bulletin des lois*, et restera en vigueur pendant quatre années, et ensuite d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Le bénéfice de la convention s'étend à toutes les œuvres de littérature ou des beaux-arts, y compris les traductions et les collections de sermons, mémoires, leçons et discours, alors même qu'ils ont été publiés antérieurement dans des journaux. Quant aux articles de journaux publiés depuis la convention, ils peuvent être reproduits en indiquant la source. — Pour conserver le droit de traduction, l'auteur ou l'éditeur d'un ouvrage original doit : 1° se réserver ce droit en tête de l'ouvrage, et 2° en faire usage dans les six mois de la publication. Ce délai est augmenté d'autant de fois six mois qu'il y a de volumes, mais il est réduit à trois mois pour les ouvrages publiés par livraisons et pour les pièces de théâtre. — Le dépôt est obligatoire dans les deux pays, pour les livres, la musique et les œuvres d'art obtenues par l'impression, la gravure ou autres procédés analogues. — Il doit être fait, savoir : dans celui des deux pays où a lieu la publication, avant la mise en vente; et dans l'autre, dans les trois mois qui suivent cette publication; ce second dépôt est uniformément de deux exemplaires. Il est gratuit, et le certificat qui le constate ne donne lieu qu'au paiement du papier timbré sur lequel il est relaté. — Les ouvrages qui paraissent par volumes ou livraisons sont considérés comme autant d'ouvrages séparés. Quant à ceux qui ont été publiés antérieurement à la convention ou qui étaient en cours de publication, la vente peut en être continuée en se conformant aux prescriptions de l'article 14.

Les ouvrages de peinture et de sculpture qui doivent faire

l'objet d'un règlement particulier ne sont pas, quant à présent, soumis à la formalité du dépôt.

Les auteurs, compositeurs et artistes, ainsi que leurs cessionnaires ont, pendant leur vie, respectivement droit dans les deux pays à toute la protection qui est ou sera accordée aux nationaux par la législation locale; mais après leur mort, la durée du droit de propriété des auteurs espagnols en France et des auteurs français en Espagne est uniformément fixée à vingt années pour les héritiers directs ou testamentaires, et à dix années pour les héritiers collatéraux.

En exécution de l'art. 12 de la convention, les deux gouvernements ont désigné les bureaux de douane par lesquels peuvent être dirigés, soit pour l'importation, soit pour le transit, les envois d'ouvrages de littérature et d'art. On trouvera ci-après, à la seconde section, outre un ordre royal de la reine d'Espagne du 28 novembre 1854, un avis publié en France, dans le *Moniteur* du 7 mars 1855, et qui contient tous les renseignements utiles sur ces différents points, ainsi que sur les certificats d'origine qui doivent accompagner les envois.

SECONDE SECTION.

Texte de la convention et des ordonnances et arrêtés rendus pour son exécution.

CONVENTION DU 15 NOVEMBRE 1853

Conclue entre la France et l'Espagne pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret impérial du 4-9 février 1854.)

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté la reine d'Espagne, également animés du désir de protéger les arts, les sciences et les belles-lettres, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru le plus propres à garantir en France et en Espagne le droit de propriété sur les œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques,

qui seraient publiées, pour la première fois, par leurs auteurs dans les deux Etats respectifs. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa Majesté l'empereur des Français, M. Louis-Félix-Etienne, marquis Turgot, sénateur de l'Empire, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de Charles III d'Espagne, des Saints Maurice et Lazare de Piémont, de Saint-Janvier de Naples, du Lion néerlandais, de Pie IX de Rome, du Dannebrog de Danemark, chevalier de deuxième classe de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne, son ambassadeur près Sa Majesté catholique ; — Et Sa Majesté la reine d'Espagne, don Angel Calderon de la Barca, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III et de celui d'Isabelle la Catholique, sénateur du royaume, et son premier secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, etc., etc. ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs exerceront simultanément, dans toute l'étendue des deux pays, leur droit de propriété sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, conformément aux lois, ordonnances et règlements qui le leur garantissent ou garantiront par la suite, dans chaque Etat, contre les contrefaçons. — Le droit de propriété littéraire des Espagnols en France et des Français en Espagne durera pour les auteurs toute leur vie, et se transmettra pour vingt ans à leurs héritiers directs ou testamentaires, et pour dix ans à leurs héritiers collatéraux. — Les représentants légaux, les ayants cause ou mandataires légitimes des auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, seront à tous égards traités sur le même pied que les auteurs eux-mêmes. — Seront considérés comme œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, les livres, les compositions dramatiques et musicales, les tableaux, les dessins, les gravures, les lithographies, les sculptures, les cartes géographiques et toutes autres productions analogues. — Les hautes parties contractantes feront concorder leurs législations respectives, et devront, en attendant, faciliter, au moyen d'un règlement spécial, l'exercice du droit de propriété artistique dans les deux pays. — Les objets d'art destinés à l'agriculture et à l'industrie manufacturière ne se trouvent pas compris dans ce traité.

2. La protection accordée aux œuvres originales s'étend aux traductions. — Toutefois l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur, sous les conditions ci-après exprimées, par rapport à sa propre traduction, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, hormis dans le cas et les limites prévus par les dispositions suivantes.

3. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu réserver son droit de traduction, jouira pendant cinq années, à

partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, pourvu que la sienne soit publiée dans le délai de six mois, à partir de la publication de l'œuvre originale, et que l'auteur ait rempli toutes les formalités prescrites à cet effet dans le présent traité.

4. La traduction des œuvres dramatiques confère ces mêmes droits à l'auteur de l'original, si, toutefois, la traduction faite pour son compte ou avec son consentement est publiée dans les trois premiers mois, et qu'il ait rempli les autres formalités. — Le droit de subvention des auteurs dramatiques sur les représentations, dans les pays où la traduction de leur ouvrage sera mise en scène, est fixé au quart des droits que les lois du pays accordent au traducteur. Ce quart se trouve compris dans le montant total des droits que les entreprises théâtrales auront à payer au traducteur. — Les droits des compositeurs de musique sont assimilés à ceux des auteurs originaux, pourvu que le poème soit écrit dans la langue originale.

5. La protection et les droits stipulés dans les deux articles précédents n'ont pas pour objet d'interdire les imitations et les appropriations faites de bonne foi des œuvres littéraires, scientifiques, dramatiques, de musique et d'art, en France et en Espagne, mais seulement d'en prévenir les contrefaçons, les réimpressions, les représentations et copies faites au préjudice des intérêts et des droits spécialement réservés aux auteurs et aux inventeurs. — Les tribunaux compétents de l'un et de l'autre Etat, et conformément à la législation en vigueur dans chacun d'eux, seront compétents pour résoudre, dans tous les cas, les questions auxquelles donneraient lieu les contrefaçons, falsifications, imitations ou copies desdites œuvres.

6. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également aux ouvrages publiés pour la première fois dans un journal, ainsi qu'aux sermons, mémoires, leçons et autres discours prononcés en public, et ne formant pas collection, à partir du moment où les lois des deux Etats garantiront à ces productions la protection spécifiée par l'article précité. — Dans aucun cas, un ouvrage publié pour la première fois dans un journal ne pourra être reproduit dans un autre, sans qu'il y soit fait mention du journal original et du nom de l'auteur de l'ouvrage, s'il s'y trouve indiqué.

7. Pour que les auteurs et leurs ayants droit puissent jouir de la protection qui leur est accordée par l'article 1^{er}, il est nécessaire qu'ils se conforment, au préalable, aux dispositions suivantes : ils feront la déclaration de leur ouvrage et en déposeront gratuitement deux exemplaires aux lieux ci-après désignés, savoir :

1° Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, à l'établissement public désigné à cet effet à Madrid ;

2° Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Espagne, au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur à Paris. — Ce dépôt et l'enregistrement qui en sera fait sur les registres spéciaux ouverts, à cet effet, dans les deux établissements, ne donneront lieu à aucuns frais autres que le prix du papier timbré du certificat. — Ce certificat fera foi, tant en jugement que hors, dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété, de publication ou de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi. — Ces formalités du dépôt et de l'enregistrement devront être remplies dans les trois mois qui suivront la première publication de l'ouvrage dans le pays où il aura été publié. — Ces formalités ne sont naturellement pas applicables aux ouvrages de peinture et de sculpture qui seront l'objet d'un règlement spécial, ainsi qu'il a été dit dans le paragraphe 5 de l'art. 1^{er}. — A l'égard des ouvrages publiés séparément par volumes ou par livraisons, chaque volume ou chaque livraison sera considéré comme un ouvrage séparé.

8. Pour que le droit des auteurs sur les traductions de leurs ouvrages puisse être exercé conformément à ce qui est établi dans les art. 2 et 3 du présent traité, il est nécessaire de remplir préalablement les formalités suivantes : l'auteur d'un ouvrage original, lorsqu'il le fera paraître, devra déclarer, en tête dudit ouvrage, qu'il se réserve le droit de traduction, et, en conséquence de cette déclaration, sera tenu de la publier, si l'ouvrage ne se compose que d'un seul volume, dans les premiers six mois qui en suivront la publication. — Si l'auteur publie à la fois deux ou plusieurs volumes d'un même ouvrage, le délai sera augmenté d'autant de fois six mois que l'ouvrage publié comprendra de volumes, de telle sorte que le deuxième volume devra paraître dans les douze mois au moins qui suivront l'accomplissement desdites formalités de dépôt, et ainsi de suite. A l'égard des ouvrages qui paraissent par volumes séparés ou par livraisons, il suffira que cette déclaration soit faite en tête du premier volume ou de la première livraison. — Cependant, la traduction d'un ouvrage publié par livraisons devra paraître, au plus tard, dans les trois premiers mois qui suivront le dépôt de chacune d'elles.

9. La réserve du droit de traduction d'une œuvre dramatique, avec obligation de la faire paraître dans un temps déterminé, est fixée à une durée de trois mois à compter du jour du dépôt et de l'enregistrement, par assimilation, sous ce rapport, des œuvres dramatiques aux livraisons des ouvrages de toute autre nature.

10. Le propriétaire d'un ouvrage dont la publication se fera par vo-

lumes ou par livraisons, qui ne remplira pas les formalités de dépôt et d'enregistrement prescrites par les articles précédents ; celui également qui, dans les six mois au plus tard qui suivront le dépôt et l'enregistrement, s'il s'agit d'un volume, et dans les trois mois, s'il s'agit d'une livraison ou d'un ouvrage dramatique, n'aura pas publié sa traduction, perdront leur droit de traduction sur le volume ou la livraison qui n'aura pas été soumis à l'une quelconque des formalités prescrites par les articles précédents. — Ils perdront également ce droit de traduction sur tous les volumes ou livraisons du même ouvrage qui auront été déjà publiés, ainsi que sur tous les volumes ou livraisons à publier. Par suite, le droit de traduction de l'ouvrage entier tombera dans le domaine public.

11. L'introduction, même en transit, la vente et l'exposition des ouvrages ou objets reproduits en contrefaçon, contrairement aux droits consignés dans ce traité, demeurent interdites dans chacun des deux pays, soit que ces reproductions viennent de l'un des deux pays, soit qu'elles viennent de quelque autre pays étranger. — Toute tentative pour introduire en fraude de semblables ouvrages ou objets sera traitée et réprimée comme toute autre opération ordinaire quelconque de commerce interlope.

12. Au moment de la mise à exécution de la présente convention, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement la liste exacte des bureaux de douanes maritimes ou terrestres, auxquels sera limitée, de part et d'autre, la faculté de recevoir et de reconnaître les envois d'ouvrages littéraires, scientifiques et d'art, ainsi que les lois et règlements spéciaux actuellement en vigueur, et ceux que chacune d'elles pourra adopter par la suite, relativement à la propriété des ouvrages ou productions spécifiés dans les articles précédents. — La reconnaissance et la vérification de nationalité desdits ouvrages se fera dans les bureaux désignés à cet effet, avec le concours des agents particuliers chargés, dans les deux pays, de l'examen des livres arrivant de l'étranger ou destinés à l'exportation. — En cas d'infraction aux dispositions du présent traité, il en sera dressé procès-verbal, lequel, dûment légalisé, sera adressé, dans le plus bref délai possible, aux agents diplomatiques ou consulaires respectifs et aux parties intéressées, par l'entremise des autorités compétentes de l'Etat sur le territoire duquel la contravention aura été commise.

13. Pour faciliter l'exacte exécution des dispositions renfermées dans les deux articles précédents, il est, en outre, expressément convenu que tous les ouvrages expédiés, même en transit, à destination de l'un des deux Etats ou de tout autre Etat quelconque, d'ailleurs que de l'autre Etat, devront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de l'un de ces deux Etats, être accompagnées de certificats délivrés par les autorités supé-

rieures compétentes du pays de leur provenance. Ce certificat devra, d'une part, expressément énoncer le titre, la liste complète et le nombre d'exemplaires des ouvrages auxquels il s'applique, et constater que ces mêmes ouvrages sont tous publications originales et propriété légale des pays de provenance, ou qu'ils y ont été naturalisés par le paiement des droits d'entrée.—Toute œuvre littéraire, scientifique ou artistique qui, dans les cas prévus par le présent article, ne sera pas accompagnée de certificats en due forme, sera, par cela seul et conformément aux prescriptions de l'article précédent, réputée contrefaite; et l'importation ou l'exportation en sera rigoureusement interdite aux frontières ou ports respectifs.

14. Les clauses du présent traité ne pourront cependant faire obstacle à la libre continuation de la vente, publication ou introduction dans les Etats respectifs des ouvrages qui auraient déjà été publiés, en tout ou en partie, dans l'un des deux ou dans tout autre pays, avant la promulgation de ladite convention.—Bien entendu qu'on ne pourra publier aucun de ces mêmes ouvrages, ni exporter ou introduire de l'étranger des exemplaires de ceux-ci, autres que ceux destinés à compléter les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.—Les auteurs ou les éditeurs légitimes de l'un des deux Etats, dont les ouvrages publiés en tout ou en partie n'auraient pas été reproduits ou traduits en entier, ou pour la portion déjà publiée dans l'autre nation contractante, lors de la promulgation de la présente convention, pourront être admis au bénéfice de ses dispositions, en annonçant que telle est leur intention, en tête de la première livraison ou du volume qui suivra, si l'ouvrage se trouve en voie de publication, ou en ajoutant, s'il a déjà été publié, une note imprimée sur chacun des exemplaires en vente.— Dans l'un comme dans l'autre cas, ils sont tenus de se soumettre aux formalités prescrites.

15. L'infraction aux dispositions des articles précédents donnera lieu à la saisie des contrefaçons, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière que si le délit avait été commis au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

16. Les dispositions de la présente convention ne pourront, en quoi que ce soit, porter préjudice au droit que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve expressément de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures législatives ou administratives, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production, à l'égard duquel l'un ou l'autre Etat jugera convenable d'exercer ce droit.—Aucune des clauses de cette convention ne pourra être considérée comme portant atteinte au droit qui appartient à chacune des

deux hautes parties contractantes de prohiber la circulation et l'introduction dans ses propres Etats des livres qui, conformément à ses lois intérieures ou à des stipulations en vigueur avec d'autres puissances, sont ou seraient par la suite déclarés être des contrefaçons du droit d'auteur.

17. La présente convention restera en vigueur pendant quatre années consécutives, à partir du jour où les deux hautes parties contractantes seront convenues de la mettre à exécution.—Si, à l'échéance des quatre années susindiquées, elle n'a pas été dénoncée six mois à l'avance, elle continuera de rester obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait notifié à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.—Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention toute amélioration ou modification dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

18. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Madrid, dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut. — En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires respectifs, avons signé la présente convention en double original, et y avons apposé le sceau de nos armes. — Fait au palais de Madrid, le 15 novembre 1853. (L. S.) *Signé*, TURGOT. — (L. S.) *Signé*, ANGEL CALDERON DE LA BARCA.

ORDRE ROYAL DU 28 DÉCEMBRE 1854

Rendu par S. M. la reine d'Espagne, en exécution de l'article 12 de la convention.

La convention sur la propriété littéraire conclue entre le gouvernement de Sa Majesté catholique et celui de l'Empereur des Français devant être mise en vigueur le 1^{er} janvier 1855 ;

La REINE a prescrit à la direction générale des douanes d'adresser aux bureaux de la Corogne, Santander, Barcelone, Malaga et Cadix, seuls autorisés à recevoir les ouvrages français de littérature, de science et d'art, à partir du 1^{er} janvier prochain, les instructions convenables pour l'exécution, dans toutes ses parties, de la convention précitée, et dont un exemplaire leur sera transmis. — Ils seront informés que la dénomination d'*ouvrages de provenance française* comprend les livres, compositions dramatiques et musicales, tableaux, dessins, lithographies, sculptures, cartes ou plans, et en général toutes productions analogues, autres qu'objets d'art destinés à l'agriculture ou aux fabriques.

AVIS AU COMMERCE DE LA LIBRAIRIE,

Inséré dans le Moniteur du 7 mars 1855.

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur croit devoir rappeler à MM. les libraires et aux personnes que cet avis peut intéresser, qu'en exécution du décret impérial du 17 février 1835, la librairie espagnole est admise en France, soit pour l'acquittement, soit pour le transit, par les bureaux de douanes ci-après désignés : Lille, Valenciennes, Strasbourg, les Rousses, Pont-de-Beauvoisin, Marseille, Bayonne, Béthobie, Bordeaux, Nantes, le Havre et Bastia. — Le gouvernement de S. M. Catholique a ordonné, de son côté, que la librairie française expédiée en Espagne serait admise dans le royaume par les douanes de la Corogne, de Santander, de Barcelone, de Malaga, de Cadix et d'Irun. — Le ministre de l'intérieur rappelle également à MM. les libraires qu'aux termes de l'art. 13 de la convention franco-espagnole du 15 novembre 1835, tous les ouvrages expédiés, même en transit, à destination de l'Espagne, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine énonçant, d'une part, le titre, la liste complète et le nombre d'exemplaires des articles de librairie auxquels il s'applique, et constatant, de l'autre, que les ouvrages qui y sont mentionnés sont tous publications originales et de propriété légale en France, ou qu'ils y ont été naturalisés par le paiement des droits d'entrée. — Le certificat d'origine doit être joint à tous les envois d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques. — Sont également soumis à la formalité du certificat les livres en langue espagnole expédiés d'un Etat quelconque, même par voie de transit, à destination de la France. — La même obligation est imposée aux livres en langue française qui seraient envoyés en Espagne de tout autre pays que la France. — Il est de l'intérêt de MM. les libraires de faire connaître ces prescriptions à leurs correspondants étrangers. — Il ne faut pas oublier qu'à défaut de certificat, la librairie est réputée contrefaite, et que l'importation ou l'exportation en est rigoureusement interdite à la frontière. — Cette pièce sera, autant que possible, placée dans le colis au-dessus des ouvrages auxquels elle se rapportera, et de manière à être facilement aperçue. — Elle pourra également être présentée aux employés de l'administration espagnole, soit par les correspondants des libraires français, soit par les agents chargés du transport des colis. — Le certificat sera visé, à Paris, par le chef ou les sous-chefs du bureau de l'imprimerie et de la librairie : dans les départements, par les préfets ou sous-préfets. — Pour les livres en langue espagnole expédiés en France des pays tiers, le certificat sera reçu aux bureaux des douanes frontières ci-dessus désignés, lorsqu'il portera le visa, soit des ministres ou consuls espagnols, soit d'un fonctionnaire quelconque du lieu de l'expédition.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE.

' Je soussigné....., demeurant à....., France, déclare que les ouvrages désignés ci-après, savoir : *(donner ici le tableau, avec numéros d'ordre, des ouvrages, en indiquant leur titre ; — le nombre d'exemplaires ; — le nombre et la marque des colis)* sont expédiés de France en Espagne par le bureau de....., à M..... demeurant à..... J'affirme, en outre, que les publications comprises dans cet envoi sont originales et de propriété légale en France *(si l'envoi contient des ouvrages étrangers on ajoute : qu'elles ont été nationalisées par le paiement des droits d'entrée)*.

Ce certificat, dûment daté et signé, est ensuite présenté au visa, savoir : au bureau de l'imprimerie et de la librairie pour Paris, et aux bureaux de la préfecture dans les départements.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Le principe de la propriété industrielle a été posé dans la Constitution des États-Unis de l'Amérique du Nord du 17 septembre 1787, et, cependant, le premier acte législatif qui ait organisé cette matière porte la date du 10 août 1790. Cet acte fut abrogé par un statut du 21 février 1793, qui fut lui-même étendu par un autre acte du 17 avril 1800 et amendé en 1832. Cet ensemble forma jusqu'en 1836 la législation américaine.

Un statut à la date du 4 juillet 1836, et des actes additionnels des 3 mars 1837, et 3 mars 1839, régissent aujourd'hui la propriété industrielle et plus spécialement les brevets d'invention. Voici la substance de ces monuments législatifs.

§ 1. **Patentes. — Formalités.** — La législation américaine consacre en faveur de tout inventeur, citoyen des États-Unis ou

étranger, le droit d'obtenir une *patente* ou brevet d'invention, pour une découverte ou pour un perfectionnement nouveau et utile. L'inventeur, déjà breveté à l'étranger, doit former sa demande aux États-Unis, dans un délai de six mois à partir de la délivrance du brevet étranger, ou, du moins, avant que l'invention ait été employée publiquement. Dans ce cas, le brevet américain expirera avec le brevet étranger.

§ 2. **Formalités.**—Pour obtenir une patente, tout pétitionnaire doit 1° déclarer sous serment, soit devant le magistrat compétent aux États-Unis, soit devant le consul des États-Unis à l'étranger, à quelle nationalité il appartient, et, en outre, sa qualité d'inventeur ; — 2° déposer, à l'appui de cette déclaration, appelée *affidavit*, la description et les dessins de la découverte, en double expédition ; s'il s'agit d'une machine, il faut, en outre, déposer un modèle en nature, lequel, après la délivrance de la patente, est exposé au Musée de Washington ; — 3° produire un certificat constatant le paiement préalable de la totalité de la taxe ci-après indiquée. Toutes ces pièces sont placées sous enveloppe et scellées en présence de témoins par le consul américain ; elles sont ensuite expédiées par le pétitionnaire à un agent de confiance à Washington, lequel en opère le dépôt au bureau des patentes.

§ 3. **Examen.** — Le commissaire des patentes fait examiner la demande, et, d'après le rapport qui lui est fait, décide s'il y a lieu ou non d'accorder la patente. Si le commissaire estime que la demande doit être modifiée ou restreinte, les pièces sont rendues à l'agent pour y apporter les changements indiqués. Ce dernier les retourne au pétitionnaire, pour les reconnaître devant le consul américain de sa résidence et y apposer son cachet. Lorsque les rectifications jugées nécessaires ont été opérées, la demande est alors définitivement déposée au bureau des patentes, et la patente délivrée.

§ 4. **Durée.** — La durée de la patente est uniformément

de quatorze années. Dans certains cas, elle peut être prolongée de sept ans.

§ 5. **Taxe.** — La taxe à payer pour une patente de quatorze années est de 30 dollars (160 fr.) pour un Américain ; 500 dollars (2,700 fr.) pour un Anglais ; 300 dollars (1,620 fr.) pour tous autres étrangers. Il faut ajouter à ces sommes divers frais accessoires, tels que : honoraires du représentant, frais de prestation de serment, de dessins, etc., etc.

§ 6. **Disclaimers.** — La législation des États-Unis d'Amérique prononce la nullité d'une patente dans la description de laquelle l'inventeur aurait réclamé plus que ce qui lui appartient légitimement. Pour parer aux dangers qui pourraient résulter de ce que, par erreur ou inadvertance, un inventeur se serait mis dans le cas de voir prononcer l'annulation de sa patente, la loi autorise à couvrir le vice de la description, en désavouant par un *disclaimer* la partie réclamée à tort. Ce *disclaimer* doit être rédigé par écrit, signé et attesté par plusieurs témoins et enregistré au bureau des patentes. Les frais du *disclaimer* sont de 10 dollars.

§ 7. **Additions.** — Toute personne à laquelle une patente a été délivrée pour une invention principale peut y faire annexer des additions pour des perfectionnements inventés postérieurement à la date de la patente. La délivrance de ces additions est soumise aux mêmes formalités que la demande des patentes ; il y a à payer une nouvelle taxe de 15 dollars pour chaque addition.

§ 8. **Caveat.** — Lorsqu'un inventeur ne considère pas sa découverte comme étant suffisamment mûrie, il peut, avant de demander une patente, se faire délivrer un *caveat*, qui a pour effet de protéger l'invention jusqu'à ce qu'elle soit patentée. Le *caveat* contient une description sommaire et le dessin de l'invention ; sa délivrance donne lieu au paiement d'une taxe de 20 dollars. Si l'inventeur obtient par la suite une patente, la

somme payée pour le *caveat* est comptée en déduction de la taxe.

§ 9. **Déchéances. — Nullités.** — Outre les causes de nullités et déchéances, résultant de ce que l'une des formalités substantielles que nous avons indiquées plus haut n'a pas été remplie, la législation des États-Unis fixe au patenté étranger un délai de dix-huit mois pour l'exploitation de sa découverte; d'autre part, tout breveté, citoyen ou étranger, est tenu d'estampiller ses produits.

§ 10. **Contrefaçon. — Réparations.** — La patente confère un privilège exclusif à celui auquel elle est délivrée; en conséquence, tout patenté a le droit d'actionner les contrefacteurs en dommages-intérêts. L'action peut être repoussée, de la part des contrefacteurs, par tous moyens de nullité ou déchéance de la patente. Si la demande est justifiée, le patenté obtient des tribunaux une indemnité triple de la valeur du dommage causé.

CHAPITRE II.

Dessins, modèles et marques de fabrique.

Une loi du 19 août 1842 (acte additionnel aux lois des 4 juillet 1836, 3 mars 1837 et 3 mars 1839), et une autre loi du 14 mai 1845 règlent aux États-Unis les dessins, modèles et marques de fabrique, et répriment les usurpations de ce genre de propriété.

La propriété exclusive des dessins, modèles sculptés ou ornementés et marques de fabrique est garantie au moyen d'une patente délivrée aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers qui auront résidé pendant une année aux États-Unis. — Les formalités à remplir pour l'obtention de cette patente sont les mêmes que celles pour les patentes d'invention, à l'exception toutefois de la taxe à payer, qui n'est que de moitié de

celle fixée pour ces dernières. Quand la demande a été régulièrement formée, la patente est délivrée pour sept années.

Tous les articles et produits industriels fabriqués d'après des dessins protégés par une patente, doivent être revêtus d'une marque indiquant la date de la patente et le nom du propriétaire. — L'usurpation de ces marques est punie d'une amende de 100 dollars au minimum.

Les fabricants et manufacturiers ont, d'ailleurs, toute liberté d'apposer sur leurs produits les marques ou étiquettes qu'ils jugent convenable. Cette faculté, qui résulte de règlements locaux, est protégée par la loi du 14 mai 1845, punissant d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, toute personne qui imite ou contrefait sciemment les marques et étiquettes particulières d'un fabricant ou manufacturier, avec l'intention de tromper les acheteurs. — La loi punit de la même peine, ou d'une amende qui ne peut excéder 100 dollars, toute personne qui vend des objets, denrées ou marchandises revêtues de marques fausses ou contrefaites et semblables aux marques et étiquettes d'un fabricant ou manufacturier, sachant qu'elles sont fausses ou contrefaites, et sans déclarer ce fait à l'acheteur.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

Réglementée d'abord par deux actes des 31 mai 1790 et 29 avril 1802, la propriété littéraire et artistique est aujourd'hui régie, aux États-Unis, par un acte du Congrès américain du 3 février 1831, complété par un acte additionnel du 30 juin 1837 sur les contrats de cession. Cette législation a de grandes analogies avec la législation anglaise, sur laquelle elle est en partie calquée. — En voici les principales dispositions :

§ 1^{er}. **Propriété. — Genre d'ouvrages.** — Tout individu citoyen des États-Unis ou y résidant, qui est l'auteur d'un livre, d'une carte, d'une composition musicale, d'un dessin ou d'une gravure quelconque, ou qui a fait imprimer, graver ou lithographier un tableau ou un dessin de sa composition, jouit du droit exclusif de reproduction. La loi ne parle pas des œuvres de sculpture. Elles se trouvent, quand il y a lieu, protégées comme modèles de fabrique par la législation sur les patentes (V. chapitre II).

§ 2. **Durée.** — Cette jouissance exclusive dure, tant au profit de l'auteur qu'au profit de ses exécuteurs testamentaires, administrateurs ou représentants légaux, pendant une première période de vingt-huit années qui courent du jour de la publication. — Lorsqu'à l'expiration de ces vingt-huit ans, les auteurs, les dessinateurs ou les graveurs, ou l'un d'eux, s'ils ont travaillé ensemble au même ouvrage, sont encore vivants et citoyens des États-Unis ou y résidant, ou qu'à leur décès ils ont laissé, soit une veuve, soit un ou plusieurs enfants, le droit exclusif de reproduction est prorogé d'une nouvelle période de quatorze années, soit à leur profit, soit au profit de leurs veuve et enfants, mais à la condition de renouveler l'enregistrement et les publications dont il va être parlé.

§ 3. **Enregistrement. — Dépôt. — Mention. — Publi-**
cité. — Pour être admis à jouir du bénéfice de la loi, il faut : 1^o faire, avant toute publication, le dépôt du titre du livre, de la composition musicale, du dessin ou de la gravure, et en requérir l'enregistrement à l'office du clerk de la Cour du district où l'on est domicilié; 2^o déposer au même office, dans les trois mois de la publication, un exemplaire de l'œuvre littéraire ou artistique; 3^o faire connaître son droit de propriété et l'enregistrement par une mention imprimée sur chaque exemplaire et portant : « Enregistré, en vertu de l'acte du Congrès, par N.... le....
« au greffe de la Cour du district. »

Toutes les fois, qu'à l'expiration de la première période de vingt-huit années, il y a lieu au renouvellement du droit de propriété au profit de l'auteur ou de ses ayants cause, l'auteur ou le propriétaire doit, à peine de déchéance, 1^o faire enregistrer l'œuvre à nouveau, six mois au moins avant l'expiration de la première période ; 2^o faire publier l'acte de renouvellement par insertions répétées pendant quatre semaines dans un ou plusieurs journaux des États-Unis ; 3^o avoir soin également de le mentionner sur les exemplaires de chaque nouvelle édition.

§ 4. **Cessions.** — Aux termes de l'acte additionnel du 30 juin 1857, tous les contrats ayant pour objet la cession et la vente de droits de propriété littéraire doivent être rédigés par acte authentique, d'après les formes prescrites pour les aliénations d'immeubles par les lois de l'État ou du district dans lequel le droit de propriété aura été originairement enregistré. — Tous contrats de vente ou autres qui sont passés, sans que lesdites formalités aient été remplies dans les six jours de leur rédaction, sont considérés comme frauduleux et non avenus à l'égard de tout acquéreur postérieur ou de tout créancier gagiste. — Le clerc de la Cour du district a droit pour chacun de ces actes aux mêmes rétributions auxquelles donnent lieu tous autres cessions et transports.

§ 5. **Contrefaçon. — Poursuites.** — Lorsqu'une œuvre littéraire ou artistique a été légalement enregistrée, toute reproduction soit totale, soit partielle ou déguisée, faite au mépris des droits du propriétaire, est une contrefaçon qui donne ouverture à des peines et réparations différentes selon qu'il s'agit d'un livre ou d'une production artistique et selon l'action qui est intentée par le plaignant ; ainsi, la loi prononçant contre le contrefacteur ou le débitant une amende de 50 cents par feuille d'impression, et de 1 dollar par exemplaire de gravure, la partie lésée peut se borner à poursuivre devant toute Cour de justice, par action pour dettes (*action of debt*), le recouvrement de

cette amende, dont moitié lui appartient et dont l'autre moitié est versée à la caisse publique des États-Unis. Le prévenu est tenu de remettre au propriétaire légitime tous les exemplaires contrefaits, quelle qu'en soit l'origine. La partie lésée peut, en outre, réclamer par action principale devant toute Cour compétente, tant la confiscation des objets contrefaits que des dommages-intérêts, à raison du préjudice qu'a pu lui causer la contrefaçon. Dans tous les cas, le plaignant a droit à la restitution des frais judiciaires. Enfin, la loi prononce une amende de 100 dollars contre celui qui publie une œuvre littéraire et artistique sans en être propriétaire, ou qui annonce faussement que la propriété a été enregistrée en son nom. La moitié de cette amende, qui peut être poursuivie également par voie d'action pour dette, appartient au plaignant et l'autre moitié à la caisse publique des États-Unis.

§ 6. Prescription. — Toute action, intentée en vertu de l'acte du Congrès américain, doit être formée avant l'expiration de deux années à compter du jour où l'infraction a été commise.

§ 7. Droits des étrangers. — Nous venons de voir que l'étranger résidant, c'est-à-dire domicilié de fait aux États-Unis, jouit des mêmes droits que les nationaux; mais la loi n'accorde aucune protection aux ouvrages publiés à l'étranger. Elle prend même soin de dire le contraire; l'article 8 est ainsi conçu : « La présente loi ne saurait avoir pour effet d'empêcher « d'importer de l'étranger, d'imprimer, publier et vendre tous « écrits, compositions musicales, cartes, gravures ou autres « ouvrages dont l'auteur n'est pas sujet des États-Unis ou n'y « réside pas. »

GRÈCE.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété industrielle, littéraire et artistique.

La législation grecque ne garantit aux auteurs, à leurs cessionnaires, héritiers ou ayants cause qu'une jouissance exclusive de quinze années sur les œuvres de littérature et d'art se reproduisant par l'impression, la gravure ou autre procédé analogue ; mais le souverain peut accorder un privilège plus étendu. Aux termes de l'article 432 du Code pénal du 18-30 décembre 1833, celui qui, sans autorisation, reproduit par l'impression, ou tout autre procédé, une œuvre appartenant à autrui avant quinze années révolues, à partir de la publication ou avant l'expiration du délai déterminé dans le privilège, est passible d'une amende de 200 à 2,000 drachmes (180 à 1,800 fr.), à moins que le chiffre de l'amende n'ait été spécialement fixé par le privilège. Dans tous les cas, la partie lésée peut arrêter la circulation des contrefaçons en requérant saisie, et elle a le droit de disposer des objets saisis du moment où le jugement prononçant condamnation est exécutoire.

« Les dispositions de l'article précédent, porte l'art. 433 du « même Code, s'appliquent : 1° à un étranger, lors même qu'il « n'aurait pas obtenu un privilège spécial, si l'État auquel cet « étranger appartient garantit aux sujets grecs un droit semblable ; — 2° aux autres découvertes, œuvres ou productions « scientifiques et artistiques, lorsqu'elles sont protégées contre « la contrefaçon par des privilèges. »

Par application de ce principe de réciprocité, et en vertu du décret du 22 mars 1852, les Français ou leurs ayants cause

jouissent en Grèce du droit exclusif de reproduction des œuvres de littérature, dessins et gravures, mais pendant quinze années seulement. Pour obtenir un privilège plus étendu ou s'appliquant à toutes autres découvertes ou productions scientifiques et artistiques, ils doivent obtenir des privilèges du souverain.

HANOVRE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Le Hanovre est un des États du Zollverein ; à ce titre, il est régi par la convention rapportée sous le mot *Confédération germanique*. Il est soumis en outre à la loi industrielle du 1^{er} août 1847, dont voici les principales dispositions :

§ 1^{er}. **Objets brevetables. — Brevets.** — Toutes les inventions nouvelles, ou les perfectionnements applicables à l'industrie peuvent être l'objet d'un brevet ; il en est de même d'une invention nouvelle importée de l'étranger. Ainsi, la loi hanovrienne reconnaît : 1^o les brevets d'invention ; — 2^o les brevets de perfectionnement ; — 3^o les brevets d'importation.

§ 2. **Formalités et frais.** — La demande du brevet doit être adressée au ministre de l'intérieur. Elle est nécessairement accompagnée d'une description des dessins, modèles ou échantillons de l'objet à breveter. Le brevet n'est accordé qu'après une expertise sur la nouveauté et la spécialité de l'invention, et sous la condition que l'invention, si le brevet est demandé par un étranger, sera exploitée dans le royaume de Hanovre.

La délivrance du brevet, dont les frais sont à la charge du breveté, est publiée officiellement. Les frais d'expédition s'élèvent de 20 à 25 thalers. (Le thaler vaut 3 fr. 75 c. environ.)

§ 3. **Durée. — Cession.** — La durée des brevets ne peut pas être de plus de dix ans. Si le terme est moindre, il peut être prolongé jusque-là, mais la prolongation doit être publiée au moins un an avant l'expiration du premier délai. — Les brevets d'importation ne peuvent dépasser la durée du brevet pris à l'étranger. — La loi permet les cessions de brevets.

§ 4. **Nullités et retraits de brevets.** — Le brevet est retiré : 1° si l'invention n'est pas nouvelle ; — 2° si la description n'est pas exacte ; — 3° si le breveté n'est pas le véritable auteur de l'invention ; — 4° si l'invention n'est pas exécutée six mois après la délivrance du brevet, ou si l'exploitation a reçu une interruption pendant le même laps de temps.

§ 5. **Pénalités.** — La contrefaçon est punie, sur la plainte des brevetés, d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 25 florins. La confiscation des objets contrefaits et des instruments de la contrefaçon peut être prononcée.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

Droit international.

Les droits de propriété littéraire et artistique sont réglés dans le royaume de Hanovre par les résolutions de la Diète que nous rapportons plus haut. (V. *Confédération germanique.*)

Le 7 octobre 1847, le royaume de Hanovre a conclu avec l'Angleterre une première convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, et une seconde avec la France, le 20 octobre 1851. Les ratifications de cette dernière ont été échangées le 23 décembre suivant, et elle a été promulguée en France par décret du 16 janvier 1852. Le texte, d'ailleurs peu étendu, en est fort clair ; nous ne pouvons que nous y référer,

en nous bornant à signaler : 1° que le bénéfice de la protection stipulée s'étend à tous les ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, dessins, gravures, lithographies, objets de sculpture, etc., et garantit aussi bien le droit de représentation et d'exécution des œuvres dramatiques et musicales que celui de reproduction par la voie de l'impression et la gravure ; 2° que le dépôt n'est pas obligatoire, mais qu'il faut justifier au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité compétente, que l'ouvrage pour lequel on réclame protection est une œuvre originale, jouissant de cette protection dans le pays où elle a été publiée. Pour les Français, cette justification consiste dans la production du certificat de dépôt délivré à Paris, au ministère de l'intérieur, et dans les départements, aux secrétariats des préfectures ; 3° enfin que le délai après lequel devaient cesser la vente et la circulation des reproductions et contrefaçons antérieures a été fixé d'un commun accord au 1^{er} septembre 1853, savoir : par une ordonnance royale du 23 mars 1853 pour le Hanovre, et par un décret impérial du 17 mai même année pour la France.

CONVENTION DU 20 OCTOBRE 1851

Conclue entre la France et le Hanovre, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.

(Promulguée par décret du 16-22 janvier 1852.)

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Hanovre, également animés du désir de protéger les sciences et les arts et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures les plus propres à garantir dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques publiées pour la première fois en France ou dans le royaume de Hanovre. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Le Président de la République, le sieur Arthur de Gobineau, son chargé d'affaires près la cour de Hanovre, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal de Léopold de Belgique ; — Et Sa Majesté le roi de Hanovre, le sieur Alexandre, baron de Münchhausen, son pré-

sident du conseil des ministres, ministre de la maison royale et des affaires étrangères, commandeur de première classe de l'ordre royal des Guelphes ; et le sieur Chrétien-Guillaume Lindemann, docteur en droit, ministre d'Etat et de l'intérieur, chevalier de l'ordre royal des Guelphes. — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier (*vervielfaeltigen*) leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture, et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé réciproquement dans les deux Etats, de telle sorte que la réimpression et la reproduction illicites des œuvres publiées primitivement dans l'un d'eux seront assimilées dans l'autre à la réimpression et à la reproduction illicites des ouvrages nationaux ; et dès lors toutes les lois, ordonnances et stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient, par la suite, être promulguées au sujet du droit exclusif de publication des œuvres littéraires et artistiques, seront applicables à cette contrefaçon. — Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres intellectuelles ou artistiques jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits que les auteurs eux-mêmes.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous ouvrages intellectuels ou artistiques la protection stipulée par les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'art. 1^{er} sont prohibées dans les deux Etats, sans qu'il y ait à distinguer si ces réimpressions et reproductions proviennent de l'un des Etats même ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication

ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été déjà publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait ou pourrait, à l'avenir, promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et reproduction illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*Feilhaltung*) ou la vente de productions littéraires ou artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation sur leur propre territoire des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

9. Les Etats germaniques qui seraient disposés à adhérer à la présente convention y seront admis. — Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Hanovre s'engage à employer ses bons offices pour déterminer dans le plus bref délai possible l'accession des autres gouvernements germaniques, et cela dans la forme qui lui paraîtra la plus propre à amener ce résultat.

10. La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} novembre 1836, et à partir de cette époque, pendant un an encore après la dénonciation qui pourrait en avoir été faite, par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, postérieurement à cette date. — Un an après l'échange des ratifications, le présent traité sera l'objet d'un travail de révision, et si, contre toute attente, les nouvelles stipulations qui seraient alors jugées nécessaires ne pouvaient y être introduites d'un commun accord, les deux hautes parties contractantes auraient respectivement la faculté d'en faire cesser les effets. — La même faculté existera également dans le cas où les tarifs respectifs des droits perçus actuellement pour l'importation des livres et autres œuvres désignées dans l'art. 1^{er} subiraient des augmentations.

11. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Hanovre, dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux

hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication actuelle dans les deux Etats. — Fait à Hanovre, ce 20 octobre 1851. (L. S.) *Signé*, ARTHUR DE GOBINEAU. — (L. S.) *Signé*, A. DE MUNCHAUSEN. (L. S.) *Signé*, C. W. LINDEMANN.

GRAND-DUCHÉ DE HESSE.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire. — Droit international.

Le grand-duché de Hesse-Darmstadt fait tout à la fois partie de la Confédération germanique et du Zollverein, c'est donc au titre de la *Confédération germanique* qu'il faut se reporter pour le droit commun en matière de brevets d'invention et de propriété littéraire et artistique.

Le 18 septembre 1852, il a été conclu entre la France et le grand-duché de Hesse une convention qui a été ratifiée le 4 novembre suivant et promulguée par décret impérial du 23 novembre-3 décembre même année. — Cette convention est relative seulement à la garantie réciproque de la propriété des œuvres littéraires et dramatiques et des compositions musicales. Les productions artistiques n'y sont pas comprises. — Le dépôt n'est d'ailleurs pas exigé; mais les auteurs et compositeurs français, qui auraient des actions à intenter dans le grand-duché de Hesse, devraient justifier de leurs droits, notamment par le certificat du dépôt fait conformément à la loi française. — La vente des contrefaçons ou reproductions antérieures a été respectivement prohibée dans les deux pays à partir du 1^{er} mars 1853.

CONVENTION DU 18 SEPTEMBRE 1852

*Conclue entre la France et le grand-duché de Hesse,
pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.*

(Promulguée par décret du 23 novembre-3 décembre 1852.)

Le Prince-Président de la République française et son Altesse royale le grand-duc de Hesse, également animés du désir de donner une base plus solide aux garanties déjà existantes en faveur des Français et de leurs ayants cause dans le grand-duché de Hesse, et en faveur des sujets du grand-duché et de leurs ayants cause en France, contre la réimpression et la reproduction illicites des ouvrages de littérature et des compositions musicales, par suite du décret du Prince-Président, du 28 mars 1852, et respectivement par suite de la loi grand-ducale du 25 septembre 1850, sont convenus de conclure, dans ce but, un traité spécial.

A cette fin, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — le Prince-Président de la République, son envoyé extraordinaire et son ministre plénipotentiaire près la Sérénissime Confédération germanique, le sieur Auguste marquis de Tallenay, grand officier, etc., etc.; — et Son Altesse royale le grand-duc de Hesse, le sieur Damien-Dagobert Crève, conseiller du ministère de la justice à Darmstadt. — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux dans les États respectifs, quant aux ouvrages d'esprit, tels que livres, écrits périodiques, œuvres dramatiques, compositions musicales et autres productions littéraires, de la même protection contre la réimpression ou reproduction illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances, stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient être promulguées à l'avenir, relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicite, seront également applicables aux ressortissants des deux États. — Quant à ce qui a rapport à l'exposition et à la vente des réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus provenant de tout autre pays que des deux pays contractants, les hautes parties contractantes s'en réfèrent, quant à présent, aux dispositions aujourd'hui existantes dans les deux États.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront, par la suite, protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages intellectuels la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été déjà publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait à l'avenir promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et la reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*feilhaltung*) ou la vente de reproductions littéraires. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée, de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que la législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats ; lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications. — Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance par une des hautes parties contractantes, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. — Les hautes

parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base et dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

9. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Francfort dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes, aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Francfort, le dix-huitième jour du mois de septembre, de l'an de Notre-Seigneur 1852. — *Signé* : TALLENAY. *Signé* : CRÈVE.

ARTICLE SÉPARÉ. Dans le cas où la France, pour arriver à une protection plus générale et plus étendue de la propriété littéraire, artistique et musicale, entrerait en négociation avec une association douanière qui viendrait à se former ultérieurement et dont le grand-duché de Hesse ferait partie, S. A. R. le grand-duc promet d'appuyer, par un concours bienveillant et empressé, toute proposition tendant à ce but, en tant qu'elle serait conforme à l'équité et ne serait pas contraire aux intérêts germaniques. — Le présent article aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans le présent traité.

Fait à Francfort, le dix-huitième jour du mois de septembre de l'an de Notre-Seigneur 1852. — *Signé* : TALLENAY. *Signé* : CRÈVE.

ÉLECTORAT DE HESSE-CASSEL.

CHAPITRE I.

Marques de fabrique.

Dans l'Électorat de Hesse, tous les produits de l'industrie nationale doivent être revêtus d'une marque ou estampille destinée à en faire connaître l'origine et la qualité. Il est défendu d'appliquer des marques (en contrefaçon) sur les produits

de l'industrie étrangère. L'infraction à cette prohibition est réprimée par une loi du 17 juin 1710, qui n'a pas été abrogée.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété industrielle, artistique et littéraire est régie dans la Hesse électorale par les règles posées dans les résolutions de la Diète germanique et dans l'acte du Zollverein, mais la Gazette de Cassel du 17 février 1855 a publié un décret qui contient des dispositions spéciales sur les ouvrages de science ou d'art qu'il est important de connaître et dont voici la traduction.

DÉCRET DU 8 FÉVRIER 1855.

Nous, Frédéric-Guillaume I^{er}, etc.; — Vu le paragraphe 3 de la loi du 13 juillet 1846, déterminant les conditions et les formalités nécessaires pour l'impression et la reproduction des ouvrages de science ou d'art, et attendu l'opportunité d'empêcher la reproduction illicite de ces ouvrages; — Notre Conseil des ministres entendu, — Ordonnons ce qui suit :

§ 1^{er}. Les inventeurs d'œuvres d'art qui voudront se garantir contre la reproduction illicite de celles-ci devront, avant l'achèvement complet de leur travail, déclarer au ministère ou à la Commission compétente qu'ils ne veulent pas que leur œuvre soit reproduite par la mécanique ou tout autre moyen sans leur autorisation formelle. A cette déclaration seront annexés une description détaillée et un dessin exact de l'invention.

2. Sur cette déclaration, le ministère ou la Commission devra, sans objection, remettre en retour une quittance dans laquelle sera reproduite la description de l'œuvre d'art.

3. Les héritiers de l'inventeur d'une œuvre d'art trouveront la même protection contre la reproduction illicite de cette œuvre, après l'accomplissement des formalités imposées à leur auteur.

4. Pareillement, sera tenu aux mêmes obligations celui qui aurait acquis la propriété d'une œuvre d'art (avec le droit de protection) de l'in-

venteur ou de ses héritiers. Cet acquéreur devra, en outre, ajouter au dépôt prescrit son acte d'acquisition en forme authentique ; dans le cas contraire, il sera déchu du droit d'empêcher la reproduction de l'œuvre d'art.

Donné à Cassel, le 8 février 1853. — FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

CHAPITRE III.

Droit international.

Le 7 mai 1853, il a été conclu entre l'électorat de Hesse-Cassel et la France, une convention dont les ratifications ont été échangées le 20 juin suivant, et qui a été promulguée par décret des 25 août-23 septembre même année. — Elle s'étend aux productions artistiques aussi bien qu'aux œuvres littéraires et dramatiques.

CONVENTION DU 7 MAI 1853

Conclue entre la France et l'électorat de Hesse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret du 25 août-23 septembre 1853.)

[1 S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. l'électeur de Hesse, également animés du désir de protéger les sciences et les arts, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à garantir, dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques publiées pour la première fois en France ou dans l'électorat de Hesse. Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — S. M. l'Empereur des Français, le sieur vicomte Georges Serurier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour électorale de Hesse, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandant de l'ordre du Christ de Portugal, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. ; — S. A. R. l'électeur de Hesse, le sieur Alexandre de Baumbach, son ministre des affaires étrangères et de la maison électorale, et chambellan, commandeur de seconde classe de son ordre de Guillaume de la Hesse électorale, chevalier de première classe de l'ordre de la Couronne de fer d'Autriche, commandeur de l'ordre de St-Michaël de Bavière, commandeur de première classe de l'ordre de Louis de la Hesse grand-ducale ; — lesquels, après s'être

communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier (*vervielfaltigen*) leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé réciproquement dans les deux Etats, de telle sorte que la réimpression et la reproduction illicites des œuvres publiées primitivement dans l'un des deux seront assimilées dans l'autre à la réimpression et à la reproduction illicites des ouvrages nationaux, et dès lors toutes les lois, ordonnances et stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient, par la suite, être promulguées au sujet du droit exclusif de publication des œuvres littéraires et artistiques seront applicables à cette contrefaçon. Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres intellectuelles ou artistiques jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits que les auteurs eux-mêmes.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux pays garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à toute œuvre d'esprit ou d'art la protection stipulée dans les articles précédents, il suffira que leurs auteurs établissent, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou reproduction illicite.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'art. 1^{er} sont prohibées dans les deux Etats, sans qu'il y ait lieu à distinguer si ces réimpressions ou reproductions proviennent de l'un des Etats même ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer par tous les moyens en leur pouvoir l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement les ressortissants de chacun de la protection légale assurée aux nationaux. Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été déjà publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après

lequel la vente des réimpressions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait promulguer à l'avenir pour garantir le commerce légitime contre les réimpression et reproduction illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition ou la vente de productions littéraires ou artistiques. De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

9. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications. — Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance par une des hautes parties contractantes, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. — Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente convention, toute modification qui ne serait pas incompatible avec les principes et l'esprit qui en sont la base, et dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

10. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Cassel dans le délai de deux mois au plus tard. Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — En foi de quoi, nous, plénipotentiaires de S. M. l'empereur des Français et de S. A. R. l'électeur de Hesse, avons signé et scellé la présente convention. — Fait à Cassel le 7 mai 1853. (L. S.) *Signé* vicomte SERURIER. (L. S.) *Signé* DE BAUMBACH.

LANDGRAVIAT DE HESSE-HOMBOURG.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire. — Droit international.

Nous ne pouvons, en ce qui touche le landgraviat de Hesse-Hombourg, que nous référer à ce que nous avons dit pour le grand-duché de Hesse. Quant à la convention qui est intervenue entre cette puissance et la France, le 2 octobre 1852, elle a été ratifiée le 9 novembre suivant et promulguée par décret impérial des 23 novembre-3 décembre même année. — Elle comprend toutes les œuvres littéraires et le droit de représentation des œuvres dramatiques et musicales, mais non les productions artistiques. — La vente des reproductions antérieures à la convention est interdite depuis le 1^{er} mars 1853.

CONVENTION DU 2 OCTOBRE 1852

Conclue entre la France et le landgraviat de Hesse.

(Promulguée par décret du 23 novembre-3 décembre 1852.)

Le Prince-Président de la République française et S. A. S. le landgrave souverain de Hesse, également animés du désir de donner une base plus solide aux garanties déjà existantes en faveur des Français et de leurs ayants cause dans le landgraviat de Hesse, et en faveur des sujets du landgraviat de Hesse et de leurs ayants cause en France, contre la réimpression et la reproduction illicites des ouvrages de littérature et des compositions musicales, par suite du décret du Prince-Président du 28 mars 1852, et, respectivement, par suite des lois et décisions qui régissent la matière dans le landgraviat de Hesse, sont convenus de conclure, dans ce but, un traité spécial. — A cette fin, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Le Prince-Président de la République française, le sieur Auguste, marquis de Tallenay, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sérénissime Confédération germanique, grand officier, etc., etc; — Et S. A. S. le landgrave

souverain de Hesse, le sieur Adolphe, baron de Holzhausen, commandeur, etc., son conseiller intime actuel, envoyé et ministre plénipotentiaire à la Diète germanique. — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux, dans les Etats respectifs, quant aux ouvrages d'esprit, tels que livres, écrits périodiques, compositions musicales, ou autres productions littéraires, de la même protection contre la réimpression ou reproduction illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances et stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient être promulguées à l'avenir, relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicite, seront également applicables aux ressortissants des deux Etats. Quant à ce qui a rapport à l'exposition et à la vente des réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus provenant de tout autre pays que des deux pays contractants, les hautes parties s'en réfèrent, quant à présent, aux stipulations aujourd'hui existantes dans les deux Etats.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiront par la suite, protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages intellectuels la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la réimpression illicite.

4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale accordée aux nationaux. Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai, après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront régulièrement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait à l'avenir promulguer pour garantir le commerce légitime contre la contrefaçon, la réimpression et reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre, ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition ou la vente de productions littéraires. De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie de reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications.

9. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Francfort-sur-Mein, dans le délai de deux mois au plus tard. Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussi tôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats.

En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes. — Fait à Francfort-sur-Mein, le deuxième jour du mois d'octobre de l'an de grâce 1852. — *Signé*, TALLENAY. — *Signé*, baron DE HOEZHUSEN.

ARTICLE SÉPARÉ. Dans le cas où la France, pour arriver à une protection plus générale et plus étendue de la propriété littéraire, artistique et musicale, entrerait en négociation avec une association douanière qui viendrait à les former ultérieurement, et dont S. A. S. le landgrave souverain de Hesse serait une des parties contractantes, elle promet d'appuyer par un concours bienveillant et empressé toute proposition tendant à ce but, en tant qu'elle serait conforme à l'équité et ne serait pas contraire aux intérêts germaniques. — Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans le présent traité. — Fait à Francfort-sur-Mein, le deuxième jour du mois d'octobre de l'an de grâce 1852. — *Signé*, TALLENAY. — *Signé*, baron de HOLZHAUSEN.

DUCHÉ DE LUCQUES.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

Le duché de Lucques est régi, en matière de brevets d'invention, par des lois conçues dans le même esprit que les lois des États sardes et qui ont été décrétées les 5 mai 1807 et 31 août 1819. (Voir ci-après le résumé de la législation sarde applicable au duché de Modène.)

MEXIQUE.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire.

Un décret rendu par les cortès, le 10 juin 1813, réglemente, au Mexique, la propriété littéraire.

Voici la substance du décret : — L'auteur jouit pendant sa vie du droit d'imprimer et de vendre son œuvre ; ses héritiers ou ayants cause ont le même droit pendant dix ans à compter du jour de son décès. Pour les œuvres posthumes, ce délai ne commence à courir que du jour de la publication. Les Académies et autres corps savants ont pendant quarante ans un droit exclusif de propriété sur les œuvres publiées par eux ou sous leur direction.

Les atteintes portées à ces droits sont réprimées et punies d'après les lois du droit commun.

DUCHÉ DE MODÈNE.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

Le duché de Modène suit, pour la délivrance des brevets d'invention, la législation qui était en vigueur en Sardaigne antérieurement à la loi du 12 mars 1855.

Voici le résumé de cette législation :

§ 1^{er}. **Brevets.** — Il y en a deux sortes : 1^o le *brevet d'invention*, accordé à l'auteur d'une découverte nouvelle et utile ; — 2^o le *brevet d'importation*, accordé à celui qui introduit le premier en Sardaigne une invention étrangère.

§ 2. **Formalités.** — Pour obtenir un brevet, il faut adresser une requête au roi sous le couvert du ministre de l'intérieur. Cette requête doit contenir une description exacte et complète de la découverte et les dessins, échantillons et modèles nécessaires à sa parfaite intelligence. — Le pétitionnaire doit, en outre, déclarer dans cette requête, pour quel temps et dans quelle localité il entend exploiter son brevet.

La demande est renvoyée au Conseil d'État, qui, après examen, décide s'il y a lieu d'accorder ou de refuser le brevet.

§ 3. **Durée.** — La durée du brevet est de cinq à quinze années, au choix du breveté.

§ 4. **Taxe.** — Les frais d'un brevet d'invention s'élèvent à environ 800 francs.

§ 5. **Exploitation.** — Le breveté est tenu d'exploiter son invention dans un délai qui est fixé par le brevet et qui varie de six mois à un an. — Le breveté doit justifier, devant le tribunal

de commerce du ressort de l'exploitation, de la mise en activité du privilège dans le délai prescrit. Cette justification doit se renouveler chaque année pour constater la non-interruption de l'exploitation.

§ 6. **Cession.** — Toute cession de brevet, pour être valable, doit être approuvée par le roi.

§ 7. **Contrefaçon.** — Les contestations, en matière de contrefaçon, sont déferées aux consulats et aux tribunaux de commerce.

DUCHÉ DE NASSAU.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire. — Droit international.

Le duché de Nassau fait partie de la Confédération germanique et du Zollverein. Nous n'avons, dès lors, à donner ici que le texte même de la convention qu'il a conclue avec la France le 2 mars 1853. Les ratifications en ayant été échangées le 11 avril suivant, elle a été promulguée en France par décret du 27 avril-17 mai même année. — Remarquons 1^o que cette convention s'applique tant au droit de représentation et d'exécution des œuvres dramatiques et musicales qu'à celui de réimpression de toutes les œuvres de littérature ou de musique, mais non aux productions artistiques ; 2^o que la vente des contrefaçons ou reproductions antérieures au traité est interdite respectivement depuis le 1^{er} août 1853.

CONVENTION DU 2 MARS 1853

Conclue entre la France et le duché de Nassau, pour la garantie réciproque des œuvres littéraires et des compositions musicales.

(Promulguée par décret du 27 avril-17 mai 1853.)

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse le duc de Nassau,

également animés du désir de donner une base solide aux garanties déjà existantes en faveur des Français et de leurs ayants cause dans le duché de Nassau, et en faveur des sujets du duché de Nassau et de leurs ayants cause en France, contre la réimpression et la reproduction illicites des ouvrages de littérature et de compositions musicales, par suite du décret du Prince-Président du 28 mars 1852, et respectivement, par suite des lois et décisions qui régissent la matière dans le duché de Nassau, sont convenus de conclure, dans ce but, un traité spécial. — À cette fin, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Auguste, marquis de Tallenay, grand-officier de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre plénipotentiaire près Son Altesse le duc de Nassau et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sérénissime Confédération germanique ; — Son Altesse le duc de Nassau, le prince Auguste-Louis de Sayn-Wittgenstein-Berleburg, ministre dirigeant, lieutenant général et aide de camp général de Son Altesse le duc de Nassau, etc., etc. ; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux, dans les États respectifs, quant aux ouvrages d'esprit, tels que livres, écrits périodiques, compositions musicales et autres productions littéraires, de la même protection contre la réimpression ou reproduction illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances, stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient être promulguées à l'avenir relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicite, seront également applicables aux ressortissants des deux États ; quant à ce qui se rapporte à l'exposition et à la vente des réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus, provenant de tout autre pays que celui des deux parties contractantes, les hautes parties s'en réfèrent, quant à présent, aux stipulations aujourd'hui existantes dans les deux États.

2. Les stipulations de l'article précédent s'appliqueront également à la représentation ou à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront, par la suite, protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées, pour la première fois, sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages intellectuels la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale accordée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient été déjà publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux États, antérieurement à sa publication. — Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai, après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait, à l'avenir, promulguer pour garantir le commerce légitime contre la contrefaçon, la réimpression et la reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition ou la vente de productions littéraires. De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leurs législations intérieures ou des traités avec d'autres États feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront, pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États ; lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications.

9. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu dans le délai de trois mois au plus tard. Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié, par les deux hautes parties contractantes, aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux États. — En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes. — Fait à Wiesbaden, le 2 mars 1833. — Signé, TALLEMAY. — Signé, Prince de WITTEGENSTEIN.

ARTICLE SÉPARÉ. Dans le cas où la France, pour arriver à une protection plus générale et plus étendue de la propriété littéraire, artistique

ou musicale, entrerait en négociation avec une association douanière qui viendrait à se former ultérieurement, et dont Son Altesse, le duc de Nassau serait une des parties contractantes, il promet d'appuyer, par un concours bienveillant et empressé, toute proposition tendant à ce but, en tant qu'elle serait conforme à l'équité et ne serait pas contraire aux intérêts germaniques. — Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans le présent traité. — Fait à Wiesbaden, le 2 mars 1853. — *Signé*, TALLENAY. — *Signé*, Prince DE WITTGENSTEIN.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 8-30 JUIN 1853

Prohibant la vente en France des réimpressions ou reproductions d'ouvrages dont la propriété est établie dans le duché de Nassau.

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} août prochain, la vente des réimpressions ou reproductions d'ouvrages dont la propriété est établie dans le duché de Nassau ne pourra plus avoir lieu dans toute l'étendue du territoire de l'Empire français.

2. A dater de la même époque, toutes les stipulations, qui font l'objet de la convention littéraire précitée auront, en France, leur plein et entier effet.

NOUVELLE-GRENADE.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

La constitution de la Nouvelle-Grenade est identique à celle du Chili, en ce qui concerne les principes relatifs aux brevets d'invention. Nous ne pouvons donc mieux faire, que de renvoyer à ce que nous avons dit au chapitre relatif à cet État (page 201).

GRAND-DUCHÉ D'OLDENBOURG.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique.

Droit international.

La propriété littéraire et artistique est régie dans le grand-duché d'Oldenbourg par les principes posés dans les résolutions de la Diète (V. *Confédération germanique*). Le 1^{er} juillet 1853, il a été conclu entre cette puissance et la France une convention dont les ratifications ont été échangées le 8 novembre suivant et qui a été promulguée le 30 du même mois. Cette convention garantit la propriété de toutes les œuvres littéraires et artistiques, et spécialement le droit de représentation et d'exécution des ouvrages dramatiques et des compositions musicales. — Le dépôt n'est pas exigé. — Les Français qui auraient des poursuites à exercer dans le grand-duché d'Oldenbourg devraient uniquement justifier de leurs droits et qualités et de l'accomplissement des formalités prescrites par la législation française.

CONVENTION DU 1^{er} JUILLET 1853

Conclue entre la France et le grand-duché d'Oldenbourg, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret impérial du 30 novembre-7 décembre 1853.)

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg, également animés du désir de protéger les sciences et les arts et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à garantir dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques publiées pour la première fois en

France ou dans le grand-duché d'Oldenbourg. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — S. M. l'Empereur des Français : le sieur Pierre-Edouard Cintrat, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg, officier, etc.; — Et S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg : le sieur Pierre-Frédéric-Louis de Rossing, chevalier, etc.; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier (*Vervielfältigen*) leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé réciproquement dans les deux Etats, de telle sorte que la réimpression et la reproduction illicites des œuvres publiées primitivement dans l'un d'eux seront assimilées dans l'autre à la réimpression et à la reproduction illicites des ouvrages nationaux; et, dès lors, toutes les lois, ordonnances et stipulations aujourd'hui existantes, ou qui pourraient, par la suite, être promulguées au sujet du droit exclusif de publication des œuvres littéraires et artistiques, seront applicables à cette contrefaçon. — Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres intellectuelles ou artistiques jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits que les auteurs eux-mêmes.

2. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent, ou garantiront par la suite, protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous ouvrages intellectuels ou artistiques la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'article 1^{er} sont prohibées dans les deux Etats, sans qu'il y ait à distinguer si ces réimpressions et reproductions proviennent de l'un des Etats mêmes ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale accordée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. — Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles pourrait, à l'avenir, promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et la reproduction illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*Feilhaltung*) ou la vente de productions littéraires ou artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation sur leur propre territoire des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

9. Les Etats germaniques qui seraient disposés à adhérer à la présente convention y seront admis. — Le gouvernement de S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg s'engage à employer ses bons offices pour déterminer, dans le plus bref délai possible, l'accession des autres gouvernements germaniques, et cela dans la forme qui paraîtra la plus propre à amener ce résultat.

10. La présente convention restera en vigueur pendant six ans, à partir du jour de sa mise à exécution, et un an encore après la dénonciation qui pourrait en avoir été faite par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, postérieurement à ce terme. — Un an après l'échange des ratifications, le présent traité sera l'objet d'un travail de révision; et si, contre toute attente, les nouvelles stipulations qui seront jugées nécessaires ne pouvaient y être introduites d'un commun accord, les deux hautes parties contractantes auraient respectivement la faculté d'en faire cesser les effets. — La même faculté existera également dans le cas où les tarifs respectifs des droits perçus actuellement pour l'importation des livres et autres œuvres désignées dans l'article 1^{er} subiraient des augmentations.

11. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Oldenbourg dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les

deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats.

Fait à Hambourg, le 1^{er} juillet 1835. — En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé et apposé le sceau de leurs armes. — *Signé* : ED. CINTRAT. — *Signé* : DE ROSSING.

PARAGUAY.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

Un décret en date du 20 mai 1845 forme, dans la république du Paraguay, le Code des brevets d'invention. — Ce décret consacre en principe le droit de propriété en faveur de l'auteur de toute découverte ou invention nouvelle, de quelque genre qu'elle soit ; seulement, cette propriété est limitée dans sa forme et dans le temps pendant lequel elle est protégée.

§ 1^{er}. **Brevets.** — La législation reconnaît deux sortes de brevets : le *brevet d'invention*, délivré à l'auteur de toute découverte ou invention nouvelle, et le *brevet d'importation*, délivré à quiconque introduit dans la république une invention étrangère. — Il y a aussi les *brevets de perfectionnement*.

§ 2. **Formalités.** — Pour obtenir un brevet, il faut : 1^o adresser une requête au secrétaire du Gouvernement suprême et déclarer si l'objet que l'on présente est une invention, un perfectionnement ou une importation ; 2^o fournir une description exacte des principes, moyens et procédés qui constituent la découverte, ainsi que tous plans, dessins et modèles nécessaires pour l'intelligence de la description. — Les diverses pièces seront placées sous cachet.

§ 3. **Durée.** — Le brevet est concédé pour une durée de

cinq à dix ans, à compter de la date du brevet. Le terme peut être prolongé, si la découverte paraît être de nature à mériter une protection extraordinaire. — Dans tous les cas, les brevets d'importation prendront fin au plus tard six mois après l'expiration du brevet étranger.

§ 4. **Cessions.** — Les brevets peuvent être cédés comme toute propriété mobilière; le décret de 1845 n'impose aucune forme spéciale. — Le droit d'exploitation du brevet peut aussi être cédé.

§ 5. **Communication.** — Toute personne peut obtenir communication des détails d'une invention, à moins que des motifs d'intérêt général au point de vue politique ou commercial rendent cette communication dangereuse, ou bien encore que l'inventeur ait demandé et obtenu la garantie du secret.

§ 6. **Déchéance.** — Il y a lieu à déchéance des droits conférés par le brevet : 1° lorsque l'inventeur a, dans sa description, caché quelques-uns de ses véritables moyens d'exécution, ou lorsqu'il ne les a pas exposés d'une manière fidèle ; 2° s'il n'a pas fait connaître tout nouveau moyen de modification ou perfectionnement qu'il aurait découvert ; 3° s'il est constaté que l'objet du brevet était déjà connu avant la délivrance dudit brevet ; 4° si le breveté a laissé passer deux années depuis la concession, sans exploiter son invention, à moins cependant qu'il ne fasse valoir des motifs sérieux qui justifient son inaction ; 5° si le breveté au Paraguay a pris postérieurement, et pour le même objet, un brevet en pays étranger, sans autorisation préalable ; 6° si, au cas de vente du droit d'exploiter le brevet, l'acquéreur ne remplit pas les obligations imposées à l'inventeur. Lorsque la déchéance du brevet a été prononcée, ou lorsque le brevet est expiré, la découverte reste acquise à la république, la description est publiée, et chacun est libre de l'exploiter.

§ 7. **Contrefaçon. — Pénalités.** — Le brevet délivré con-

fière à l'inventeur un privilège exclusif, par suite duquel il peut poursuivre les contrefacteurs, qui sont passibles de dommages-intérêts au profit du breveté, de la confiscation, et, en outre, d'une amende de vingt pour cent du montant des dommages-intérêts alloués. — Si l'inventeur succombe dans son action en contrefaçon, il est condamné à des dommages-intérêts envers la personne qu'il a poursuivie, et, en outre, à une amende de vingt pour cent de cette condamnation.

PARME, PLAISANCE ET GUASTALLA.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

Le duché de Parme est encore régi aujourd'hui, en matière de brevets d'invention, par les anciennes lois françaises des 7 janvier et 25 mai 1791, et par l'arrêté du 27 septembre 1801. (Voir les textes, *suprà*, pages 12, 16 et 20.) Une ordonnance du 21 août 1833, rendue par Marie-Louise, duchesse de Parme, a seulement modifié les droits à payer par les brevetés. Ces taxes sont ainsi établies, savoir :

Pour une patente d'invention de 5 ans.	L.	30
— — — — — de 10 ans.	—	80
— — — — — de 15 ans.	—	150
Droit de prorogation d'une patente.	—	60
Droit d'expédition d'une patente.	—	16
Certificat de perfectionnement, changement et addition. —		8
Enregistrement d'une cession de tout ou partie d'une patente.	—	6
Recherche et communication d'une description.	—	4
Acte de consignation au secrétariat général de la présidence de l'intérieur, d'une description ou d'un perfectionnement, changement ou addition à des pièces à ce relatives. —		4

Pour la communication du catalogue des inventions ou pour droit de recherche.	—	1
Enregistrement d'une cession, en tout ou partie, d'une patente d'invention, y compris tous les frais.	—	4

PAYS-BAS.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Le royaume des Pays-Bas ne comprenant, en dehors de la Hollande proprement dite, que la partie orientale du grand-duché de Luxembourg, on le désigne habituellement, en France, sous le nom de royaume de Hollande. Nous nous servirons indistinctement des deux dénominations.

Les brevets d'invention y sont régis par une loi du 25 janvier 1817, *relative à la concession de droits exclusifs pour l'invention ou l'amélioration d'objets d'art et d'industrie*, et par un règlement du 26 mars de la même année, rendu pour l'exécution de cette loi. Voici les dispositions principales de ces deux documents.

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — **Brevets.** — La nouveauté est la condition essentielle de la brevetabilité de l'invention ou du perfectionnement. Cependant les changements de forme, de proportion, ou les ornements ne sont jamais comptés au nombre des perfectionnements industriels. L'introduction d'une invention inconnue en Hollande et importée de l'étranger peut être brevetée.

Il y a donc trois sortes de brevets reconnus par la loi hollandaise : — 1^{re} le brevet d'invention ; — 2^o le brevet de perfec-

tionnement ; — 3^o le brevet d'introduction ou d'importation.

§ 2. **Formalités.** — La demande du brevet doit être adressée au roi, et remise au greffier des États de la province de l'inventeur. Si l'inventeur résidait à l'étranger, il pourrait, soit, en cas d'urgence, adresser sa requête directement au greffier de La Haye, soit, ce qui serait préférable, la faire parvenir par un mandataire domicilié dans le royaume, qui la déposerait alors au greffe des États de sa province.

Cette requête doit contenir : 1^o l'objet de la demande, indiqué d'une manière générale ; — 2^o les nom, prénoms et domicile de l'inventeur ; — 3^o la durée qu'il désire donner à son brevet, et, s'il s'agit d'un brevet d'importation, le temps pour lequel l'invention a été brevetée à l'étranger. On doit y joindre, close et scellée, une description de l'invention, détaillée et signée, avec tous les plans ou dessins nécessaires à la parfaite intelligence. Le greffier des États de la province doit donner un récépissé à l'inventeur. — Les brevets sont délivrés dans les trois mois de la demande ; ils sont, ainsi que les prolongations, signés par le roi, mais sans garantie du gouvernement. Les brevets d'importation contiennent la clause expresse que l'invention sera exploitée en Hollande, c'est-à-dire que l'objet du brevet y sera fabriqué.

§ 3. **Durée.** — Les brevets sont accordés pour cinq ou dix ans. A l'expiration de la dixième année, on peut obtenir une prolongation, mais sans que la durée totale puisse dépasser quinze ans. — Les brevets d'importation ne sont accordés que pour le temps du brevet pris à l'étranger.

§ 4. **Taxe.** — La taxe est réglée ainsi qu'il suit : — Pour un brevet de cinq ans, 150 florins ; — Pour un brevet de dix ans, 300 ou 400 florins, suivant l'importance de l'invention ; — Pour un brevet de quinze ans, la taxe varie de 600 à 750 florins, en prenant toujours pour règle de proportion l'importance de l'invention. — La cession, ou l'acquisition par succes-

sion d'un brevet, est passible du droit de 9 florins. — La taxe doit être acquittée en entier lors de la délivrance du brevet ; il arrive cependant très-fréquemment que le gouvernement accorde des délais pour le paiement. — Lorsqu'un brevet est annulé, les droits payés sont restitués proportionnellement à la durée qui restait encore à s'écouler.

§ 5. **Cession.** — Les propriétaires de brevets peuvent céder leur privilège, en obtenant préalablement l'autorisation royale. Toute cession doit être enregistrée au greffe de la province du domicile du cédant. L'enregistrement est aussi nécessaire pour l'acquisition de droits par succession,

§ 6. **Nullités.** — Les causes de nullité des brevets sont : — 1^o le défaut de description ; — 2^o le défaut de nouveauté ; — 3^o le défaut d'exploitation dans les deux années qui suivent la date de la délivrance du brevet, à moins qu'il n'y ait force majeure ; — 4^o la prise d'un brevet à l'étranger pour l'invention déjà brevetée en Hollande ; — 5^o les dangers qui résulteraient pour l'ordre public de l'exploitation de l'invention.

§ 7. **Contrefaçon. — Répression.** — Le breveté a le droit de poursuivre devant les tribunaux tous ceux qui portent atteinte à son privilège. Il peut obtenir la confiscation des objets contrefaits non vendus, la restitution du prix de vente de ceux qui ont été vendus et en outre, le cas échéant, des dommages-intérêts.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

La législation des Pays-Bas ne renferme aucune disposition spéciale ayant pour but de protéger les marques ou estampilles destinées à constater l'origine des produits de l'industrie nationale. — Toutefois, les atteintes portées à ce genre de propriété sont réprimées en vertu du Code pénal ordinaire.

CHAPITRE III.**Propriété littéraire et artistique.**

Les droits de propriété littéraire et artistique sont réglés dans les Pays-Bas par une loi du 25 janvier 1817, que nous avons déjà eu occasion de citer en nous occupant de la Belgique. On se rappelle que, dans ce dernier pays, elle est modifiée tant par celles des lois françaises qui y sont restées en vigueur, que par quelques dispositions législatives spéciales. Pour le royaume de Hollande, au contraire, elle constitue le droit commun et y régit la propriété littéraire et artistique, sauf les modifications pouvant résulter des résolutions de la Diète pour la province du Limbourg hollandais, et la partie du grand-duché de Luxembourg appartenant au roi de Hollande, et qui font partie de la Confédération germanique.

§ 1^{er}. **Propriété. — Genre d'ouvrages.** — Les auteurs ou leurs ayants cause jouissent seuls du droit exclusif de reproduction et de vente des ouvrages originaux de littérature et de toute œuvre d'art se reproduisant par l'impression, la gravure ou autre procédé analogue, sans distinction de langue, de format ou de mode de publication. Les traducteurs d'œuvres littéraires publiées en pays étranger jouissent des mêmes droits sur leurs traductions. La loi ne s'occupe pas des ouvrages de sculpture.

§ 2. **Cessionnaires.** — Les auteurs peuvent céder tout ou partie de leurs droits. Ces cessions ne sont soumises à aucune condition particulière, et il paraît résulter de l'esprit et du texte de la loi, qu'un éditeur hollandais qui aurait acquis, même d'un étranger, le droit de traduction ou de reproduction pour-

rait s'opposer, soit à toute contrefaçon dans le royaume, soit à l'importation de contrefaçons étrangères.

§ 3. **Conditions. — Dépôt.** — Pour pouvoir réclamer le bénéfice de la loi, il faut : 1° que l'ouvrage soit imprimé dans une des imprimeries du royaume ; — 2° que l'éditeur soit habitant des Pays-Bas et que son nom, seul ou réuni à celui du coéditeur étranger, soit imprimé ou gravé sur la page du titre ou à l'endroit de l'ouvrage le plus convenable, avec indication de son domicile et de la date de la publication ; — 3° qu'à chaque édition l'éditeur en dépose, à l'administration communale de son domicile, trois exemplaires, dont un signé de lui avec la date de la remise et une déclaration écrite, datée et signée par un imprimeur habitant les Pays-Bas et certifiant que l'ouvrage est sorti de ses presses. Il en est délivré un récépissé.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — La jouissance exclusive de l'auteur ou du traducteur dure toute sa vie et se continue au profit de ses cessionnaires et héritiers pendant vingt années après son décès. Toutefois, elle doit, aux termes de l'acte de la Diète germanique du 19 juin 1845, être de trente années dans les provinces du royaume des Pays-Bas qui font partie de la Confédération germanique.

§ 5. **Contrefaçon. — Répression.** — Toute atteinte portée aux droits d'auteur est une contrefaçon et punie comme telle 1° de la confiscation, au profit de la partie lésée, de tous les exemplaires non vendus trouvés dans le royaume ; — 2° d'une indemnité également à son profit, calculée sur la valeur de deux mille exemplaires de l'édition légale ; — 3° d'une amende de 100 à 1,000 florins au profit de la caisse générale des pauvres du domicile du contrefacteur. Ce dernier peut, en outre, en cas de récidive et suivant la gravité des circonstances, être déclaré inhabile à exercer à l'avenir l'état d'imprimeur, de libraire ou de marchand d'ouvrages d'art. Sont défendues sous les mêmes peines, l'importation, la distribution ou la vente de toutes

contrefaçons étrangères d'ouvrages originaux de littérature ou d'art, ou de traductions d'ouvrages dont on a acquis dans le royaume le droit de reproduction.

CHAPITRE IV.

Droit international.

Dès 1840, en concluant un traité de commerce et de navigation, la France et les Pays-Bas avaient posé le principe de la garantie réciproque de la propriété littéraire dans les deux pays. L'art. 14 du traité du 25 juillet porte en effet : « La propriété littéraire sera réciproquement garantie. Une convention spéciale déterminera ultérieurement les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux royaumes. » Mais ce n'est que le 29 mars 1855 que cette stipulation a été réalisée par une convention dont les ratifications ont été échangées à La Haye le 19 juillet suivant, et qui a été promulguée en France par décret du 10-14 août 1855. Remarquons : 1° qu'en vertu du décret de 1852, les sujets des Pays-Bas jouissent déjà en France de droits plus étendus que ceux qui sont garantis aux Français en Hollande ; le bénéfice de la convention, en effet, n'est assuré qu'aux œuvres scientifiques et littéraires ; il ne s'étend pas aux productions artistiques ni au droit de représentation des œuvres dramatiques ou musicales ; 2° que le dépôt respectif des ouvrages n'est pas exigé. Il suffit que les auteurs justifient avoir accompli les formalités édictées par la loi au lieu de publication.

CONVENTION DU 29 MARS 1855

Conclue entre la France et les Pays-Bas pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret impérial du 10-14 août 1855.)

¶ Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi des Pays-Bas,

animés du désir de donner suite à la stipulation de l'art. 14 du traité de commerce et de navigation signé à Paris le 25 juillet 1840, par laquelle il a été entendu que la propriété littéraire serait garantie, et qu'une convention spéciale déterminerait ultérieurement les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux pays ; l'empereur des Français voulant d'ailleurs assurer aux sujets de Sa Majesté néerlandaise le maintien des garanties dont ils jouissent déjà en France en vertu du décret du 28 mars 1832, relatif à la contrefaçon des ouvrages étrangers, les deux hautes parties contractantes ont, à cette fin, résolu d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs ou à leurs ayants cause la propriété de leurs ouvrages scientifiques et littéraires publiés pour la première fois dans le royaume des Pays-Bas ou en France. — Dans ce but, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa Majesté l'empereur des Français, le sieur Jean-Marie-Armand baron d'André, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Pays-Bas ; — Et Sa Majesté le roi des Pays-Bas, le sieur Florent-Adrien van Hall, chevalier grand-croix de l'ordre du Lion-Néerlandais, de l'ordre du Faucon-Blanc de Saxe-Weimar, de l'ordre de Léopold de Belgique, de l'ordre de la branche Ernestine de la maison de Saxe, de l'ordre impérial russe de l'Aigle-Blanc et de l'ordre des Guelfes de Hanovre, son ministre d'Etat et des affaires étrangères ; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 11 ci-après, la présente convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvres scientifiques ou littéraires auxquels les lois de l'un des deux pays garantissent actuellement ou garantiront à l'avenir le droit de propriété ou d'auteur, et leurs ayants cause, auront la faculté d'exercer ce droit sur le territoire de l'autre pays pendant le même espace de temps et dans les mêmes limites que s'exercerait dans cet autre pays le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature qui y seraient publiés : de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon dans l'un des deux Etats des œuvres scientifiques ou littéraires publiées dans l'autre sera, pour autant qu'il n'est pas dérogé auxdites lois par la présente convention, traitée de la même manière que le serait la reproduction ou la contrefaçon d'ouvrages de même nature originairement publiés dans cet autre Etat, et que les auteurs de l'un des deux pays auront, devant les tribunaux de l'autre, la même action, et jouiront des mêmes garanties contre la contrefaçon ou reproduction non autorisée, que celles

7
C
F
2

[REDACTED]

[REDACTED]

Il n'y a ni doute ni incertitude sur le fait que les renseignements fournis par les services de la sécurité sont exacts et que les personnes mentionnées dans les articles précédents sont bien les mêmes que celles qui ont été mentionnées dans les articles précédents. Le premier point est donc établi. Le second point est également établi. Le troisième point est également établi. Le quatrième point est également établi. Le cinquième point est également établi. Le sixième point est également établi. Le septième point est également établi. Le huitième point est également établi. Le neuvième point est également établi. Le dixième point est également établi.

ouvrages contrefaits seront saisis, et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque pays, des peines et des poursuites qui sont ou seraient prescrites par les lois de ce pays contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou production d'origine nationale.

La présente convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente dans les Etats respectifs des ouvrages qui auraient été publiés en contrefaçon, en tout ou en partie, avant la mise en vigueur de ladite convention ; par contre, on ne pourra faire aucune nouvelle publication dans l'un des deux Etats des mêmes ouvrages, ni importer de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à compléter les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les deux parties contractantes s'engagent à se communiquer les lois et règlements actuellement existants, ainsi que ceux qui pourront être ultérieurement établis dans les Etats respectifs, à l'égard des droits d'auteur, pour les ouvrages protégés par les stipulations de la présente convention.

9. Les stipulations de la présente convention ne pourront en aucune manière porter atteinte au droit que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législatives ou de police intérieure, la vente, la circulation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production à l'égard desquels l'un ou l'autre pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

10. Rien dans cette convention ne sera considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres Etats des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

11. La présente convention sera mise à exécution le plus tôt possible après sa promulgation, conformément aux lois de chacun des deux pays, et à partir d'un jour qui sera alors fixé par les deux hautes parties contractantes. — Dans chaque pays, le gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour qui sera convenu à cet effet. — La présente convention restera en vigueur jusqu'au 25 juillet 1859. Après cette époque, elle suivra le sort du traité de commerce et de navigation signé à Paris le 25 juillet 1840, de telle sorte qu'elle sera censée être dénoncée lorsque l'une des parties aura annoncé à l'autre, conformément aux conditions posées par l'art. 15 de ce traité, son intention d'en faire cesser les effets. — Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente convention, d'un commun accord, toute modification.

que la loi accorde ou pourrait accorder par la suite aux auteurs de ce dernier pays. — Il est bien entendu, toutefois, que les droits à exercer réciproquement dans l'un ou l'autre pays, relativement aux ouvrages ci-dessus mentionnés, ne pourront être plus étendus que ceux qu'accorde la législation du pays auquel l'auteur ou ses ayants cause appartiennent.

2. La protection stipulée par l'article 1^{er} ne sera acquise qu'à celui qui aura fidèlement observé les lois et règlements en vigueur dans le pays de production par rapport à l'ouvrage pour lequel cette protection sera réclamée. — Un certificat, délivré par le ministre de l'intérieur à la Haye, ou par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur à Paris, ou par le secrétariat de la préfecture dans les départements, servira à constater que les formalités voulues par les lois et règlements ont été remplies.

3. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux Etats d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'art. 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction en contrefaçon dans l'autre Etat. — Il est bien entendu que le présent article n'a pas pour objet d'accorder au premier traducteur d'un ouvrage le droit exclusif de traduction, mais seulement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction.

4. Nonobstant les stipulations des articles 1, 2 et 3 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu que l'origine en soit indiquée. — Toutefois, cette faculté ne saurait être comprise comme s'étendant à la reproduction dans l'un des deux pays des feuilletons de journaux ou des articles de recueils périodiques publiés dans l'autre, dont les auteurs auraient déclaré d'une manière évidente, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. — Cette dernière disposition ne sera pas applicable aux articles de discussion politique.

5. Sont interdites l'importation, la vente et l'exposition dans l'un ou l'autre des deux pays, de toute contrefaçon d'ouvrages jouissant du privilège de protection contre la contrefaçon en vertu des articles 1, 2, 3 et 4 de la présente convention, que ces contrefaçons soient originaires du pays où l'ouvrage a été publié, ou bien de toute autre contrée étrangère. — L'importation sera considérée comme contrefaçon. Le produit de l'amende sera, dans le cas prévu par cette dernière stipulation, attribué au fisc de l'Etat dans lequel la peine aura été prononcée.

6. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents,

les ouvrages contrefaits seront saisis, et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque pays, de la peine et des poursuites qui sont ou seraient prescrites par les lois de ce pays contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou production d'origine nationale.

7. La présente convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente dans les Etats respectifs des ouvrages qui auraient été publiés en contrefaçon, en tout ou en partie, avant la mise en vigueur de ladite convention ; par contre, on ne pourra faire aucune nouvelle publication dans l'un des deux Etats des mêmes ouvrages, ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à remplir les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

8. Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les deux hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer les lois et règlements actuellement existants, ainsi que ceux qui pourront être ultérieurement établis dans les Etats respectifs, à l'égard des droits d'auteur, pour les ouvrages protégés par les stipulations de la présente convention.

9. Les stipulations de la présente convention ne pourront en aucune manière porter atteinte au droit que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législatives ou de police intérieure, la vente, la circulation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production à l'égard desquels l'un ou l'autre pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

10. Rien dans cette convention ne sera considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres Etats des livres qui, d'après les lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

11. La présente convention sera mise à exécution le plus tôt possible après sa promulgation, conformément aux lois de chacun des deux pays, et à partir d'un jour qui sera alors fixé par les deux hautes parties contractantes. — Dans chaque pays, le gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour qui sera convenu à cet effet. — La présente convention restera en vigueur jusqu'au 25 juillet 1859. Après cette époque, elle suivra le sort du traité de commerce et de navigation signé à Paris le 25 juillet 1840, de telle sorte qu'elle sera censée être dénoncée lorsque l'une des parties aura annoncé à l'autre, conformément aux conditions posées par l'art. 15 de ce traité, son intention d'en faire cesser les effets. — Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente convention, d'un commun accord, toute modi-

fication qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

12. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées dans un délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuvième jour du mois de mars de l'an de grâce mil huit cent cinquante-cinq. — (L. S.) *Signé* : VAN HALL. — (L. S.) *Signé* : BARON D'ANDRÉ.

PÉROU.

CHAPITRE UNIQUE.

Brevets d'invention.

Les principes de la législation du Pérou, en matière de brevets d'invention, sont les mêmes que ceux consacrés par la législation du Chili. Nous nous bornerons, par suite, à renvoyer à ce que nous avons dit relativement à ce dernier État, *suprà*, page 201.

PORTUGAL.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Les brevets d'invention sont protégés en Portugal par un décret du 16 janvier 1837 et par différents articles du Code pénal (art. 378 à 386).

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — **Brevets.** — Toute découverte nouvelle dans les arts, les sciences et l'industrie, à l'ex-

clusion des changements de forme ou de proportion, est susceptible d'être brevetée. — La loi portugaise reconnaît les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation. Elle admet les étrangers à jouir des privilèges attachés à ces différents brevets.

§ 2. Formalités. — Les inventeurs qui veulent obtenir un brevet doivent, avant de former leur demande, déposer, sous pli cacheté, à l'administration générale de la province, une description exacte de leur invention, avec les modèles ou dessins qui la complètent, en y joignant, en double, la récapitulation des objets qui se trouvent dans le paquet cacheté, et la description de l'invention. — On leur délivre un récépissé qu'ils joignent avec les pièces à leur demande.

A ces formalités qui précèdent ou accompagnent la demande, il faut ajouter les conditions suivantes, qui doivent être remplies dans le cours de l'exploitation : — Les inventeurs et importateurs d'ouvrages d'art doivent faire au moins deux fois par mois une exposition publique de leurs œuvres, précédée d'une annonce dans le journal du Gouvernement. — Les inventeurs de procédés chimiques doivent donner un cautionnement de 1,000,000 reis, garantissant qu'après l'extinction du brevet, le procédé sera expérimenté trois fois en public, après annonces faites aussi dans le journal officiel trois jours à l'avance. — Les contraventions à ces dispositions réglementaires sont sévèrement punies.

§ 3. Durée. — La durée des brevets d'invention en Portugal varie selon la volonté des inventeurs ; mais elle ne peut excéder quinze années, et le premier délai demandé ne peut pas être prolongé.

Quant au brevet d'importation, si l'importateur est en même temps inventeur, et qu'il ait un brevet en pays étranger, la loi portugaise lui accorde un privilège pour le temps pendant lequel ce dernier brevet doit durer, pourvu que ce temps n'excède

pas quinze années ; — si l'importateur n'est pas inventeur, la durée de son brevet ne dépasse pas cinq ans.

§ 4. **Taxe.** — La taxe est de 5,200 reis par an (22 fr. 63 c.) ; la délivrance du brevet n'est soumise à aucun autre droit.

§ 5. **Cession.** — Les brevets sont cessibles ; les cessionnaires n'ont pas besoin de demander un second brevet, ils doivent seulement faire part de la cession à l'administration.

§ 6. **Nullité. — Déchéance.** — Il y a déchéance des brevets, lorsque la moitié de leur durée s'est écoulée sans exploitation.

Les autres causes de nullité et de déchéance sont laissées à l'appréciation du juge. Du reste, toute action contre l'inventeur ou l'importateur est prescrite, lorsque l'un ou l'autre a joui de son brevet pendant la première moitié de la concession, sans être troublé.

§ 7. **Contrefaçon. — Répression.** — Les peines qui frappent les contrefacteurs sont la prison, l'amende, et la confiscation tant des objets contrefaits que des instruments de la contrefaçon, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels peut avoir droit le breveté.

§ 8. **Droits des étrangers.** — La loi portugaise n'exclut pas les étrangers, mais, comme on vient de le voir, il y a des conditions d'exploitation qui supposent soit un établissement en Portugal, soit une cession de droits à un résidant. Au reste, dans l'article 17 de la convention du 12 avril 1854, dont on trouvera le texte ci-après, la France et le Portugal se sont engagés à assurer dans les deux Etats, par des dispositions spéciales prises d'un commun accord, la propriété et les droits des sujets respectifs en matière de brevets d'invention.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie et protégée en Portugal par une loi du 8 juillet 1851 et par les art. 380 et suivants du Code pénal.

§ 1^{er}. **Propriété. — Genres d'ouvrages.** — Les auteurs ou leurs ayants cause jouissent du droit exclusif de reproduire leurs œuvres ou d'en autoriser la reproduction ou représentation. Ce droit s'étend à toutes les œuvres littéraires, aux sermons, discours publics et leçons orales, aux ouvrages dramatiques, aux compositions musicales et aux œuvres artistiques, telles que peintures, dessins, gravures, lithographies et sculptures. Toutefois, la loi ne garantit pas la propriété des œuvres obscènes, diffamatoires ou contraires aux bonnes mœurs. L'insertion d'un ouvrage d'une œuvre originale ou d'une traduction dans un journal ou dans une collection ne prive pas l'auteur ou le traducteur du droit de les faire publier séparément, à moins de stipulations contraires. Des lettres particulières, publiées sans le consentement de la personne à laquelle elles sont adressées, ne constituent pas une propriété au profit des éditeurs.

§ 2. **Dépôt. — Enregistrement.** — Pour jouir du bénéfice de la loi, l'auteur ou le propriétaire de l'œuvre qu'il veut faire reproduire par l'impression, la gravure, le moulage ou autre procédé, doit la faire enregistrer et en déposer six exemplaires, savoir : à la Bibliothèque de Lisbonne, s'il s'agit de livres et d'œuvres qui ne soient ni dramatiques, ni musicales, ni tenant à l'art du dessin ; au Conservatoire royal, si l'ouvrage est relatif à l'art dramatique ou musical ; et, enfin, à l'Académie des beaux-arts de Lisbonne, si c'est une production tenant à l'art du dessin. C'est également à cette académie que sont enregistrés les objets

de sculpture et autres se reproduisant par le moulage ; mais on n'est tenu d'en déposer que deux exemplaires, dont l'un est conservé à l'Académie des beaux-arts de Lisbonne et l'autre envoyé à celle de Porto. Ces enregistrements ont lieu moyennant un droit de 200 réis (1 fr. 25 c.) pour chaque extrait demandé. Ces extraits servent de titre pour établir légalement la propriété de l'œuvre et en poursuivre les contrefacteurs.

Les auteurs qui, sans vouloir publier leurs œuvres, désirent néanmoins faire constater leur propriété, peuvent également se présenter dans celui de ces trois établissements que l'œuvre concerne, pour en requérir l'enregistrement et retirer des extraits certifiés aux mêmes conditions.

§ 3. **Cessions.** — Les auteurs ou propriétaires d'une œuvre de littérature ou d'art peuvent la céder et transmettre en tout ou en partie, par vente, donation et testament. La loi portugaise dit en termes exprès que c'est là une propriété qui doit être considérée comme un pécule *quasi castrans*, dont l'auteur a toujours la libre disposition. L'auteur d'une œuvre d'art peut également céder le droit de reproduction tout en conservant la propriété de l'œuvre originale ; mais, s'il aliène cette dernière sans faire de réserves, le droit de reproduction passe au propriétaire de l'œuvre.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — Le droit de l'auteur, du compositeur ou de l'artiste sur son œuvre dure toute sa vie et pendant trente années après son décès au profit de ses cessionnaires, héritiers ou représentants. Le propriétaire par succession ou autrement d'œuvres posthumes d'un auteur connu a seul le droit, pendant trente ans, de les publier ou d'en autoriser la publication. L'éditeur d'une œuvre posthume, quelque ancienne qu'elle soit, dont l'auteur est inconnu, jouit du même droit pendant trente ans, à partir de la publication. Il en est de même de l'éditeur d'une œuvre anonyme ; mais si, plus tard, le nom de l'auteur est indiqué sur une nouvelle édition ou réguliè-

rement établi, lui ou ses ayants cause rentrent dans la plénitude des droits garantis par la loi. La durée du privilège de l'État, des académies et autres corps savants sur les ouvrages de sciences, de littérature ou d'art qui sont publiés à leurs frais, dure également trente années. Lorsque l'ouvrage est composé de plusieurs volumes, ce temps ne court que de la publication du dernier volume, à moins qu'il ne s'agisse de collections de mémoires ou écrits sur des matières diverses, auquel cas les trente années courent de la publication de chaque volume.

§ 5. **Œuvres dramatiques et musicales.** — Outre le droit de reproduction par l'impression ou la gravure, les auteurs d'œuvres dramatiques et musicales ont seuls le droit : 1° d'en autoriser la représentation et exécution dans les théâtres et autres lieux publics où est établi un prix d'entrée, et, 2°, de percevoir sur les recettes la quotité déterminée par la loi. Cette part, après prélèvement d'un tiers affecté aux dépenses de la soirée, est du *huitième* des deux autres tiers pour une pièce originale en cinq actes; du *dixième* pour une pièce en quatre actes; du *douzième* pour une pièce en trois actes; du *quatorzième* si elle est en deux actes, et, enfin, du *seizième* si elle est en un acte. La quotité des droits d'auteur reste la même pour les pièces traduites, seulement le traducteur n'en reçoit qu'un tiers, les deux autres tiers appartiennent au Conservatoire, qui perçoit également la moitié des droits d'auteur sur les œuvres tombées dans le domaine public. Le paiement de ces droits se fait le soir même de la représentation. Les auteurs jouissent également, lorsque leurs pièces ont été représentées plus de trois fois, de leur entrée au théâtre pendant un temps qui varie depuis un an jusqu'à dix pour chaque pièce, selon son importance. Après le décès d'un auteur dramatique ou compositeur, s'il n'a pas été fait de stipulations particulières avec lui ou ses ayants cause, toute entreprise théâtrale légalement constituée peut représenter les pièces qui ont été jouées de son vivant, à

la condition de payer à ses héritiers et ayants cause une rétribution égale à celle à laquelle l'auteur aurait eu droit au jour de son décès. Le droit à cette rétribution dure trente ans, à partir du décès de l'auteur.

Les propriétaires d'œuvres dramatiques ou musicales posthumes jouissent pendant trente ans du droit exclusif, tant d'en autoriser la représentation ou exécution, que de percevoir la part de recettes qui reviendrait aux auteurs. Ce double droit dure trente ans à partir de la première représentation. — L'œuvre dramatique posthume est celle qui n'a jamais été représentée sur aucun théâtre public pendant la vie de l'auteur, encore bien qu'elle ait été imprimée et publiée.

§ 6. **Contrefaçon. — Répression.** — Toute reproduction totale ou partielle, faite au mépris des droits garantis par la loi aux auteurs compositeurs et artistes, ou à leurs ayants cause, est une contrefaçon. Toutefois, sont autorisées : 1^o la publication des discours parlementaires, judiciaires ou académiques, reproduits dans les comptes rendus de séance qui se font dans les feuilles publiques ; 2^o les citations extraites d'un livre ou d'un journal, pourvu que la source en soit indiquée. — Le contrefacteur est passible : 1^o au profit de l'ayant droit, de la confiscation, tant de l'ouvrage contrefait que des planches, formes et modèles ayant servi à la contrefaçon, et de dommages-intérêts calculés sur le prix de deux mille exemplaires de l'édition légitime, mais déduction faite de la valeur des objets saisis, si le plaignant en demande la remise ; 2^o d'une amende de 50,000 à 400,000 réis (625 à 2,500 fr.) — En cas de récidive, les juges peuvent prononcer la peine de l'emprisonnement pendant une année au plus. Sont interdits sous les mêmes peines l'introduction, le débit et l'exposition de contrefaçons étrangères.

L'entrepreneur ou directeur de théâtre ou autre établissement public, qui fait jouer une œuvre dramatique ou musicale

sans l'autorisation écrite du propriétaire, est assimilé au contrefacteur et passible des mêmes peines, et doit, à la partie lésée, la totalité de la recette brute effectuée, et, en outre, la valeur d'une recette entière. — Celui qui se refuserait à payer aux auteurs, à leurs ayants causes ou au Conservatoire les droits déterminés par la loi, ou à communiquer les registres, est condamné à payer double droit. En cas de première ou seconde récidive, cette condamnation est portée à quatre et neuf fois les droits légaux, et le juge peut même prononcer l'emprisonnement.

§ 7. **Prescription.** — Toutes les actions en matière de propriété littéraire et artistique et de droit de représentation doivent, à peine de prescription, être intentées avant l'expiration du délai d'un an et un jour.

§ 8. **Droits des étrangers.** — L'art. 32 de la loi que nous venons d'analyser est ainsi conçu :

32. L'auteur ou le propriétaire d'un ouvrage imprimé originairement en pays étranger, qu'il soit Portugais ou étranger, sera considéré comme régnicole, en ce qui concerne le droit de poursuivre judiciairement le contrefacteur de son œuvre, Portugais ou étranger, pourvu que le délit ait été commis sur le territoire portugais. La présente disposition ne s'appliquera qu'aux sujets des Etats qui, par leurs lois intérieures ou par des traités, assurent la même garantie aux ouvrages publiés en Portugal.

Les Français ont, dès lors, droit au bénéfice de cette loi, tant par suite du principe de réciprocité, et en vertu du décret du 28 mars 1852, qu'en exécution de la convention du 12 avril 1854, rapportée au chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Droit international.

Propriété littéraire et artistique.

Marques de fabrique.

Le 12 avril 1854, il a été conclu entre la France et le Portugal une convention dont les ratifications ont été échangées

le 12 juillet suivant, et qui a été promulguée le 27 août de la même année. Son objet principal est la garantie de la propriété des œuvres d'art et d'esprit, mais elle contient, en outre, une disposition spéciale aux marques de fabrique, dont la contrefaçon ou l'usurpation devront être assimilées à la contrefaçon des œuvres d'art et poursuivies comme telle, à la charge, par les fabricants et commerçants de chacun des deux pays, de faire le dépôt des marques dont ils voudront s'assurer la propriété dans l'autre, savoir : les marques d'origine portugaise au greffe du tribunal de commerce de Paris, et celles de fabriques françaises au greffe du tribunal de commerce de Lisbonne.

En ce qui touche la propriété littéraire et artistique, la convention est fort claire et nous nous bornons aux observations suivantes : Outre le dépôt exigé par les législations respectives, les auteurs ou éditeurs, pour avoir droit au bénéfice de la convention, doivent faire le dépôt spécial d'un exemplaire, savoir : à la Bibliothèque publique de Lisbonne pour les publications françaises ; et au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur, à Paris, pour les publications portugaises. Il n'est perçu pour ce dépôt que le droit de timbre du certificat.

La durée des droits d'auteur n'avait été fixée qu'à vingt ans au profit des héritiers ayants cause, mais avec cette condition que, si un plus long terme de jouissance venait à être accordé aux nationaux par la législation de l'un des deux Etats, cette augmentation de jouissance profiterait aux nationaux de l'autre Etat. Or, c'est précisément ce qui est arrivé ; d'une part, en effet, la loi portugaise, que nous avons analysée au chapitre précédent et qui est postérieure de trois mois à la convention, a porté à trente ans la durée de jouissance des héritiers ; d'autre part, la loi française du 8 avril 1854, en généralisant à toutes les productions des arts et de l'esprit le droit viager de la veuve, a également étendu à trente années les droits des enfants des

auteurs, compositeurs et artistes. Il y a donc aujourd'hui égalité dans la durée, sauf, toutefois, à l'égard des héritiers collatéraux, qui, d'après la législation française, n'ont qu'une jouissance de dix années.

Le droit de traduction est garanti à l'auteur, mais à la condition, 1^o d'en faire la réserve en tête de son livre; 2^o de faire paraître cette traduction dans l'année du dépôt et de l'enregistrement du texte original; et 3^o de faire le dépôt du livre original tel qu'il est prescrit par l'art. 2 dans les trois mois du dépôt fait au lieu de publication.

La garantie s'étend aux œuvres dramatiques et musicales, et confère aux auteurs et compositeurs français le droit de percevoir les parts de recette déterminées par la loi portugaise; seulement, les traductions sont autorisées et l'auteur de l'œuvre originale a seulement droit au quart de la portion attribuée au traducteur.

Enfin, les ouvrages expédiés d'un pays sur l'autre pour l'importation ou le transit doivent être accompagnés d'un certificat d'origine qui, à Paris, est délivré au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur. On doit le faire légaliser au ministère des affaires étrangères et le soumettre ensuite au consulat de Portugal, rue Blanche, n^o 44, où il est traduit et visé gratuitement.

CONVENTION DU 12 AVRIL 1851

Conclue entre la France et le Portugal pour garantir dans les deux pays la propriété des œuvres d'art et d'esprit, et celle des marques de fabrique.

(Promulguée par décret du 27 août-5 septembre 1851.)

Le Président de la République française et S. M. Très-Fidèle la reine de Portugal et des Algarves, également animés du désir de protéger les arts, les sciences et les belles-lettres, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs ou à leurs ayants cause la propriété de leurs œuvres litté-

raires ou artistiques, dont la publication aurait lieu dans les deux Etats respectifs. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Le Président de la République française, M. Adolphe Barrot, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté Très-Fidèle, commandeur, etc. ; — Et Sa Majesté la reine de Portugal et des Algarves, M. Jean-Baptiste de Almeida-Garrett, gentilhomme de sa maison, son envoyé extraordinaire, etc. ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit de propriété sur les ouvrages d'esprit ou d'art, comprenant la publication d'écrits, de compositions musicales, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie ou de toutes autres productions analogues en tout ou en partie, tel que ce droit est réglé par les législations respectives, est reconnu et réciproquement garanti, sur le territoire des deux Etats, aux auteurs ou à leurs ayants cause, pendant la vie entière desdits auteurs, et à leurs héritiers et ayants cause, pendant vingt ans au moins, à partir du jour du décès desdits auteurs. — Il est entendu que si les lois de l'un des deux Etats respectifs viennent à accorder à ses nationaux un délai plus long, cette augmentation de délai sera également concédée aux nationaux de l'autre Etat, s'ils l'y réclament.

2. L'exercice de ce droit est subordonné, toutefois, à l'accomplissement des formalités qui, dans chacun des deux Etats, sont ou viendront à être prescrites par les lois, et, en outre, à un dépôt réciproque destiné à constater, d'une manière précise, le jour de la publication desdits ouvrages, et qui devra s'effectuer de la manière suivante : — Si l'ouvrage a paru, pour la première fois, en France ou dans ses dépendances, il en sera déposé un exemplaire à la bibliothèque publique de Lisbonne. — Si l'ouvrage a paru, pour la première fois, dans les Etats de Sa Majesté Très-Fidèle, il en sera déposé un exemplaire au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur, à Paris. — Ce dépôt, et l'enregistrement qui en sera fait sur les registres spéciaux tenus à cet effet, ne donneront respectivement ouverture à la perception d'aucune taxe autre que celle du timbre, et le certificat qui en sera délivré sera foi tant en jugement que hors, dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété, de publication ou de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre, en justice, un droit mieux établi.

3. La traduction faite, dans l'un des deux Etats, d'un ouvrage publié dans l'autre Etat, est assimilée à sa reproduction, et comprise dans les dispositions de l'art. 1^{er}, pourvu que l'auteur ait fait connaître, par une déclaration placée en tête de l'ouvrage, qu'il entend le traduire lui-

même ou le faire traduire, et que cette traduction ait effectivement paru dans le délai d'un an, à partir de la date du dépôt et de l'enregistrement du texte original. Il sera accordé aux auteurs, pour effectuer ce dépôt, un terme de rigueur qui ne pourra excéder trois mois après la publication de l'original. — A l'égard des ouvrages qui se publient par livraisons, il suffira que cette déclaration soit faite sur la première livraison ; toutefois le terme fixé pour l'exercice de ce droit ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, pourvu d'ailleurs qu'il ne s'écoule pas plus de trois ans entre la publication de la première livraison et celle de la dernière. — Quant aux ouvrages de plus d'un volume, dont les tomes se publieraient les uns après les autres, le délai dont il s'agit se calculera, pour chacun desdits volumes, de la même manière que s'il formait par lui-même une œuvre complète. — Relativement aux ouvrages publiés par livraisons, l'indication de la date du dépôt devra être apposée sur la dernière livraison, à partir de laquelle commencera le délai fixé pour l'exercice du droit de traduction.

4. Sont également comprises dans les dispositions de l'article 1^{er}, et assimilées aux productions originales, en ce qui concerne leur reproduction dans la même langue, les traductions, faites dans l'un des deux Etats, d'ouvrages publiés hors du territoire des deux Etats. — Toutefois, ne sont pas comprises dans lesdites dispositions les traductions faites dans une langue qui ne serait pas celle de l'un des deux Etats. — Sont exceptées, néanmoins, de cette dernière règle, les traductions qui seraient faites dans une des langues mortes ou scientifiques, lesquelles entreraient dans la règle générale établie par le présent article *in principio*.

5. Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables à la représentation des pièces de théâtre, sur lesquelles les auteurs ou leurs ayants cause percevront les droits d'auteur qui sont ou qui seront déterminés par la législation du pays où elles sont représentées. — Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux pièces de théâtre, lesquelles pourront être librement traduites dans les deux Etats respectifs, dès qu'elles auront paru dans l'un d'eux. Les auteurs de l'œuvre originale auront droit à percevoir un quart des honoraires alloués aux traducteurs dans le pays où la traduction sera représentée, soit par la loi, soit par des conventions particulières. — Sa Majesté Très-Fidèle convient qu'à cet égard, s'il se rencontre quelque lacune dans la législation portugaise, on aura recours à la législation française, qui sera appliquée subsidiairement en conformité avec les lois et les coutumes du royaume.

6. Les articles extraits des journaux ou articles périodiques publiés dans l'un des deux Etats pourront être reproduits librement en original

ou en traduction par la presse de l'autre Etat, pourvu que l'origine en soit indiquée, à moins, toutefois, que les auteurs desdits articles ou leurs ayants cause n'aient formellement déclaré, dans le numéro même du journal ou de l'écrit périodique où ils les auront insérés, qu'ils en interdisent la reproduction, ou qu'ils se réservent le droit de les traduire ou de les faire traduire dans le délai légal.

7. Les dispositions de l'art. 2 ne s'étendront pas aux journaux et écrits périodiques ; mais si un article, une série d'articles ou une œuvre quelconque qui aurait paru pour la première fois dans un journal ou dans un ouvrage périodique, vient à être reproduit plus tard sous une forme différente, les auteurs ou leurs ayants cause jouiront des droits garantis par les art. 1^{er} et 3 ci-dessus, pourvu qu'ils satisfassent au dépôt prescrit par l'article 2.

8. L'introduction et la vente, dans chacun des deux Etats, d'ouvrages ou d'objets de contrefaçon définis par les art. 1^{er}, 3 et 4 ci-dessus, sont prohibées lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un pays étranger.

9. Toute contravention aux dispositions des articles précédents sera assimilée en tout à l'introduction ou à la vente de marchandises qualifiées contrebande par la législation fiscale des deux pays, et sera considérée comme telle, dans tous les établissements de douane respectifs. Les objets saisis seront confisqués, et le délinquant sera frappé d'une amende de cinq cents francs au moins, si le délit a été commis en France, et de quatre-vingt mille reis au moins, s'il a été commis en Portugal, laquelle amende sera moitié au profit des capteurs, et moitié au profit du Trésor de l'Etat où elle aura été imposée, et ce, sans préjudice des dommages-intérêts que les tribunaux pourront arbitrer en faveur de qui de droit.

10. Pour assurer plus efficacement l'exécution de l'article précédent, il est en outre expressément stipulé : — 1^o Que tout envoi, fait d'un pays dans l'autre, d'ouvrages d'esprit ou d'art, devra être accompagné d'un certificat délivré en France, par les préfets ou sous-préfets établis dans la ville d'où se fera l'envoi, ou dans la ville la plus voisine de celle-ci ; et en Portugal, par le gouverneur civil du district d'où l'envoi aura lieu. Ce certificat, dont le coût ne pourra dépasser cinquante centimes en France, et quatre-vingts reis en Portugal, quel que soit le nombre d'ouvrages composant chaque envoi, devra, d'une part, énoncer le titre, la liste complète et le nombre d'exemplaires de chacun des ouvrages auxquels il s'applique, et, de l'autre, constater que ces mêmes ouvrages sont tous édition et propriété nationale du pays d'où l'expédition s'effectue, ou qu'ils ont été nationalisés par le paiement des droits d'entrée. — Les certificats délivrés par les autorités locales, ci-dessus

mentionnées, seront traduits et visés gratuitement par les agents diplomatiques ou agents consulaires respectifs ; — 2° Que tous ouvrages expédiés en douane, même en transit ou par transbordement, à destination de l'un des deux Etats, d'ailleurs que de l'autre Etat, devront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de ce dernier Etat, être accompagnés de certificats délivrés par les autorités compétentes du pays de provenance, libellés dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que lesdits ouvrages sont tous publication originale dudit pays ou de toute autre contrée dans laquelle ces mêmes ouvrages ont été édités. — Tout ouvrage d'esprit ou d'art qui, dans les cas prévus par le présent article, ne serait pas accompagné du certificat ci-dessus énoncé, en due forme, sera, par cela seul, réputé contrefait, assimilé comme tel à une marchandise de contrebande, et traité conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus.

11. La reconnaissance et la vérification de nationalité des importations d'ouvrages d'esprit ou d'art se feront dans les bureaux de douane respectifs, spécialement ouverts à cet effet, avec le concours des agents particuliers chargés, dans les deux pays, de l'examen des livres arrivant de l'étranger. Il sera dressé procès-verbal de toute contravention aux dispositions prescrites par l'art. 10, et les poursuites judiciaires auxquelles il y aurait lieu de recourir seront dirigées, de part et d'autre, comme il est dit ci-dessus, dans les formes établies par la législation respective en matière de contrebande.

12. Au moment de la mise à exécution de la présente convention, les hautes parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste exacte des bureaux de douane maritime et terrestre auxquels sera limitée, de part et d'autre, la faculté de recevoir et de vérifier les ouvrages d'art et d'esprit.

13. Pour prévenir toute difficulté ou complication judiciaire quant au passé, à raison de la possession par les libraires, éditeurs ou imprimeurs respectifs, de contrefaçons d'ouvrages français ou portugais, reproduits ou importés par eux, il est stipulé et convenu que les détenteurs actuels de ces contrefaçons ne pourront les vendre en gros ou en détail, ni les réexporter en pays étranger ou pour un port quelconque dépendant de la métropole, ni se soustraire aux poursuites judiciaires de la part des auteurs desdits ouvrages ou de leurs ayants cause, qu'après avoir fait revêtir chaque exemplaire de ces contrefaçons, par les autorités compétentes du pays, d'un timbre spécial dont le coût ne pourra pas dépasser, en France, vingt-cinq centimes, et en Portugal, quarante reis.

14. Un délai de trois mois, à partir de l'échange des ratifications, est respectivement accordé pour l'accomplissement de cette formalité, sans que, cependant, on puisse, dans l'intervalle, et sous aucun prétexte,

introduire de l'étranger de nouveaux exemplaires des ouvrages contrefaits, ou publier dans le pays de nouvelles contrefaçons. — Passé ce délai, tout exemplaire contrefait d'un ouvrage d'esprit ou d'art publié dans l'un ou dans l'autre pays, et dont la propriété aura été justifiée dans la forme prévue par l'article 2, sera considéré comme ayant été introduit en fraude et pourra être confisqué à la requête des propriétaires de l'ouvrage original ou de leurs ayants cause, sans préjudice des dommages-intérêts, amendes, dépens et autres peines déterminées ou qui viendraient à être déterminées par la législation respective de chacun des deux Etats, si ledit exemplaire n'est pas revêtu du timbre spécial ci-dessus mentionné.

15. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite, d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications. — Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée, six mois à l'avance, par une des hautes parties contractantes, elle continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. — Les hautes parties contractantes se réservent, cependant, la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente convention, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

16. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement, si l'une d'elles vient à signer avec un autre Etat une convention quelconque ou traité sur cette même matière, à ce que celle qui la signera fasse tous ses efforts et emploie ses bons offices pour que l'autre partie présentement contractante soit admise à stipuler des conventions semblables, ou à adhérer à celles qui auraient été faites.

17. Les hautes parties contractantes désirant, en outre, protéger l'application à l'industrie manufacturière des travaux d'esprit et d'art, profitent de cette occasion pour déclarer, d'un commun accord, que la reproduction, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises pour constater leur origine et leur qualité, sera assimilée à la contrefaçon des œuvres d'art, poursuivie comme telle, et que les dispositions relatives à la répression de ce délit, insérées dans la présente convention, seront également applicables à la reproduction desdites marques de fabrique. — Les marques de fabrique dont les citoyens ou les sujets de l'un des deux Etats voudront s'assurer la propriété dans l'autre devront être déposées exclusivement, savoir : les marques d'origine portugaise, à Paris, au greffe du tribunal

de la Seine, et les marques de fabrique française, à Lisbonne, au greffe du tribunal de commerce de première instance. — Les hautes parties contractantes s'engagent également à assurer dans les deux Etats respectifs, aussitôt que les circonstances le permettront, par des dispositions spéciales prises d'un commun accord, la propriété et les droits des individus qui, selon les lois de chacun des deux Etats, y auraient obtenu un brevet d'invention pour toute découverte faite par eux.

18. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Lisbonne dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le douzième jour du mois d'avril de l'an de Notre-Seigneur 1851. — *Signé* : ADOLPHE BARROT. — *Signé* : J.-B. DE ALMEIDA-GARRETT.

PRUSSE.

CHAPITRE I

Brevets d'invention.

Une instruction ministérielle du 14 octobre 1815, à laquelle ont été faites quelques additions par une ordonnance du 17 mai 1817, régit, avec la convention du Zollverein, les brevets d'invention dans le royaume de Prusse. Voici le résumé des principales dispositions de cette législation :

§ 1^{er}. **Objets brevetables.** — **Brevets.** — La loi prussienne reconnaît trois sortes de brevets : — brevet d'invention, — brevet de perfectionnement, — brevet d'importation.

L'invention doit être nouvelle et industrielle pour être brevetable.

Les étrangers ne peuvent obtenir de brevet d'invention en Prusse ; le brevet doit toujours avoir un citoyen de l'État pour titulaire, mais la déclaration peut être faite que l'invention appartient à tel sujet étranger.

§ 2. **Formalités.** — La demande à fin d'obtention d'un brevet doit être présentée à la régence provinciale; cette demande est accompagnée d'une description exacte de l'invention, en langue allemande. Le breveté doit dire, en outre, s'il entend prendre son brevet pour l'exploiter dans tout le royaume, ou seulement dans une partie de la monarchie et déclarer quelle durée il désire assigner à son brevet.

Le gouvernement de la province fait examiner par une Commission la nouveauté et la spécialité de l'invention. Le rapport de cette Commission est adressé au ministre des finances, qui accorde ou n'accorde pas le brevet. Le ministre notifie sa décision à l'impétrant.

Le breveté est tenu, dans le délai de six semaines, à compter du jour de la délivrance de son brevet, de faire annoncer dans les feuilles officielles de chaque province qu'un brevet lui a été accordé; cette annonce doit contenir le résumé sommaire de l'invention.

§ 3. **Durée.** — La durée la plus longue d'un brevet d'invention est de quinze années; la plus courte est de six mois. — La durée d'un brevet d'importation est limitée à six ans.

§ 4. **Taxe.** — Les brevets en Prusse ne sont passibles que du droit du timbre; ce droit pour le brevet et les pièces qui y sont annexées s'élève à 4 écus de Prusse. — Sous le titre d'*é-pices*, la loi reconnaît en outre un droit de 1 écu qui doit être payé à la régence, et un droit de 1 à 10 écus aux experts chargés de l'examen de la demande. — Il y a, en outre, quelques frais accessoires. — En résumé, et d'après une lettre du ministre de l'intérieur, du 18 septembre 1828, les droits d'expédition de frais pour une patente délivrée pour toute la monarchie s'élèvent à 18 écus 26 schellings 3 deniers.

§ 5. **Nullités.** — **Poursuites;** — **Contrefaçon.** — Les causes de nullité des brevets sont : le défaut de nouveauté et de spécialité; — le défaut d'annonce dans le délai de six se-

maines de l'obtention du brevet ; — le défaut d'exploitation dans le délai de six mois à partir de la notification de la décision du gouvernement.

Les plaintes en contrefaçon sont adressées au gouvernement provincial. C'est lui qui juge, sauf recours au ministre des finances. Les premiers faits de contrefaçon n'emportent que la condamnation aux frais du procès ; mais, en cas de récidive, il y a confiscation, au profit de la partie lésée, des instruments qui ont servi à la contrefaçon, et des objets contrefaits, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique et noms des fabricants.

La législation prussienne protège la propriété des marques de fabrique et les noms des fabricants. Quiconque imprime sur des marchandises ou sur des enveloppes le nom, la raison sociale ou le domicile d'un autre fabricant, ou qui met sciemment dans le commerce des marchandises portant de fausses marques, est puni d'une amende de 50 à 1,000 thalers, et même, selon les circonstances, d'un emprisonnement d'une année au plus. Ces peines sont également appliquées lorsqu'il s'agit de la contrefaçon par un Prussien de la marque d'un fabricant étranger, mais seulement dans le cas où des traités internationaux ou les lois du pays de ce fabricant étranger garantissent la réciprocité aux sujets prussiens.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est aujourd'hui régie en Prusse par une loi du 11 juin 1837, complétée par une ordon-

dance du 5 juillet 1844, et par la résolution de la Diète dans les possessions prussiennes dépendant de la Confédération germanique.

§ 1. **Droit de propriété. — Genres d'ouvrages.** — Le droit exclusif de reproduction qui constitue la propriété littéraire et artistique s'étend à tous les genres d'écrits, aux sermons, cours et leçons orales, aux traductions, aux cartes de géographie, plans de topographie ou d'architecture, aux peintures, dessins, gravures et sculptures.

§ 2. **Cessions.** — Les auteurs et leurs héritiers peuvent céder et transmettre leurs droits à des tiers en tout ou en partie. La cession d'une œuvre d'art originale entraîne la perte du droit de reproduction, à moins de stipulations contraires constatées par acte authentique.

§ 3. **Conditions. — Déclaration.** — La loi prussienne n'exige pas de dépôt; mais, pour se mettre à l'abri des contrefaçons des œuvres d'art, l'auteur ou ses héritiers, qui veulent user de leur droit de reproduction, doivent, avant de livrer au public le premier exemplaire, se présenter à la direction supérieure des beaux-arts, au ministère des cultes et de l'instruction, et y faire la déclaration qu'ils n'entendent pas autoriser la reproduction par d'autres que ceux qui auront obtenu leur consentement.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — Pour les œuvres littéraires, la jouissance exclusive du droit de reproduction appartient à l'auteur sa vie durant, et à ses héritiers pendant trente années à partir de son décès. Les académies, les universités, les établissements d'instruction publique, les sociétés savantes et autres autorisées jouissent également du droit exclusif de faire de nouvelles éditions de leurs ouvrages, pendant trente années, à partir de la publication du dernier volume lorsqu'il s'agit d'un seul corps d'ouvrage, et de la publication de chaque volume, si l'ouvrage est une suite de recueils, de mémoires et

traités sur divers sujets. Lorsqu'un ouvrage a paru sans nom d'auteur, ou sous un nom autre que celui de l'auteur, le droit de reproduction appartient à l'éditeur et ne dure que quinze années, à moins qu'avant l'expiration de ce délai l'auteur lui-même ou ses héritiers ne fassent connaître son nom par une nouvelle édition ou par un nouveau titre sur les exemplaires existant encore ; auquel cas, l'ouvrage rentre dans le droit commun.

Pour les œuvres dramatiques ou musicales, les auteurs ou leurs héritiers ne conservent le droit exclusif d'en autoriser la représentation ou l'exécution en public qu'autant qu'elles n'ont pas été publiées par l'impression. Dans ce cas, le droit dure pendant la vie de l'auteur et dix ans après sa mort, au profit de ses héritiers.

Enfin, pour les œuvres d'art, le droit exclusif de reproduction ne dure au profit de l'auteur ou de ses ayants cause que dix années à partir de la publication, lorsque, d'ailleurs, ils ont conservé l'œuvre originale, ou qu'en la cédant, ils ont réservé le droit de reproduction pour eux ou leurs cessionnaires par un acte authentique, et, qu'en outre, la déclaration en a été faite à la direction des beaux-arts.

Remarquons ici que ces différentes dispositions, qui forment le droit commun en Prusse, se trouvent, pour toutes les provinces prussiennes faisant partie de la Confédération germanique, modifiées par les résolutions de la Diète, qui garantissent à l'auteur pendant sa vie son droit exclusif aussi bien sur les œuvres artistiques que sur les œuvres littéraires, et qui a fixé pour les héritiers une durée uniforme de trente années. (V. *suprà* Confédération germanique.)

§ 5. **Contrefaçon.** — Toute reproduction faite sans l'autorisation de l'auteur et du propriétaire exclusif d'une œuvre littéraire ou artistique est une contrefaçon. — Toutefois, ne sont pas interdits : les citations de quelques passages d'ou-

vrages ; les emprunts faits à des mémoires, à des poésies, ou à des ouvrages critiques, littéraires et historiques ; la traduction d'ouvrages déjà imprimés, à moins qu'il ne s'agisse d'un ouvrage écrit en langue morte, ou que l'auteur ne l'ait fait paraître lui-même en plusieurs langues, ou encore qu'il ait, en tête du livre, formellement annoncé l'intention de publier une traduction de son livre dans telle langue déterminée, auquel cas, sa traduction jouit de la même protection que l'original, pourvu qu'elle paraisse dans les deux années. — En matière d'art, n'est pas non plus considérée comme une contrefaçon la reproduction par la sculpture d'une œuvre originairement produite par la peinture ou le dessin et réciproquement ; on peut également se servir d'une œuvre d'art pour les dessins et modèles de fabrique et pour les ouvrages à la main.

§ 6. **Poursuites. — Répression.** — Le contrefacteur d'une œuvre littéraire ou artistique est passible d'une amende de 50 à 1,000 écus de Prusse, de la confiscation des objets contrefaits qui sont détruits ou abandonnés à la partie lésée, si elle le requiert, sous la déduction du prix de revient, et enfin d'une indemnité proportionné au préjudice causé. — Celui qui met en vente des ouvrages qu'il sait être contrefaits est assimilé au contrefacteur et obligé solidairement avec lui au paiement de l'indemnité due à la partie lésée. — Les poursuites n'ont lieu que sur la réquisition des intéressés, mais la plainte, une fois formée, ne peut plus être retirée qu'en ce qui concerne l'indemnité.

§ 7. **Droits des étrangers.** — L'art. 38 de la loi du 11 juin 1837 est ainsi conçu : « La présente loi sera applicable
« aux ouvrages qui ont paru dans un État étranger dans la
« mesure de la protection accordée par les lois de cet État,
« aux ouvrages publiés dans le territoire de la monarchie. » Une disposition analogue se retrouve dans l'ordonnance royale du 5 juillet 1844, rendue pour faire cesser les doutes sur la

question d'application de la loi aux ouvrages publiés antérieurement et qui, au moment de sa promulgation, n'étaient pas encore tombés dans le domaine public. L'ordonnance, en décidant que le bénéfice de la loi leur est acquis aussi bien qu'à ceux publiés depuis, ajoute « que ces dispositions ne seront « applicables aux publications qui ont paru en pays étranger, « que dans les cas et de la manière dont les lois de l'État étranger accordent protection aux ouvrages qui ont été publiés « dans les États prussiens. » — Il résulte de ces textes rapprochés du décret du 28 mars 1852, que la réciprocité est acquise en Prusse aux auteurs et artistes français.

PRINCIPAUTÉS DE REUSS.

(Branche aînée et branche cadette.)

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire. — Droit international.

La propriété littéraire est régie dans les deux principautés de Reuss-Greiz (branche aînée) et de Reuss-Schleitz (branche cadette), par les règles posées dans les résolutions de la Diète pour les États faisant partie de la Confédération germanique. Les 24 février et 30 mars 1853 il a été conclu entre ces principautés et la France deux conventions, dont la première a été promulguée par décret du 29 avril 1853, et la seconde par décret du 10 juin même année. Le texte de ces deux conventions étant identique, nous nous bornons à donner celui de la première, en faisant uniquement remarquer que la garantie qu'elles stipulent s'étend à toutes les œuvres littéraires et spécialement au droit de représentation et d'exécution des ouvrages dramatiques et des compositions musicales, mais non aux œuvres

d'art. La vente des réimpressions et reproductions antérieures à la convention a été interdite en France et dans la principauté de Reuss-Greiz, à partir du 1^{er} août 1853. La fixation d'un délai pour la même interdiction dans la principauté de Reuss-Schleitz n'a pas encore eu lieu.

CONVENTION DU 24 FÉVRIER 1853

Conclue entre la France et la principauté de Reuss (branche aînée), pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres littéraires et des compositions musicales.

(Promulguée par décret du 29 avril-9 mai 1853.)

S. M. l'empereur des Français et S. A. S. le prince souverain de Reuss, branche aînée, également animés du désir de donner une base plus solide aux garanties déjà existantes en faveur des Français et de leurs ayants cause dans la principauté de Reuss, et en faveur des sujets de la principauté de Reuss et de leurs ayants cause en France, contre la réimpression et la reproduction illicites des ouvrages de littérature et des compositions musicales, par suite du décret du Prince-Président, du 28 mars 1852, et respectivement, par suite des lois et des décisions qui régissent la matière dans la Principauté de Reuss, sont convenus de conclure, dans ce but, un traité spécial. — A cette fin, etc.

ART. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux dans les Etats respectifs, quant aux ouvrages d'esprit, tels que livres, écrits périodiques, compositions musicales et autres productions littéraires, de la même protection contre la réimpression ou la reproduction illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances, stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient être promulguées à l'avenir, relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicite, seront également applicables aux ressortissants des deux Etats ; quant à ce qui a rapport à l'exposition et à la vente des réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus, provenant de tout autre pays, les hautes parties s'en réfèrent, quant à présent, aux stipulations aujourd'hui existantes dans les deux Etats.

2. Les stipulations de l'article précédent s'appliqueront également à la représentation ou à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiraient, par la suite, protection aux œuvres susdites, exécutées ou représentées pour la première fois sur leurs territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages intellectuels la protection stipulée

dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale accordée aux nationaux. Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication et à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées ou commandées en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées par le présent article ne pourra plus avoir lieu.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront régulièrement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées, ou pourrait à l'avenir promulguer, pour garantir le commerce légitime contre la contrefaçon, la réimpression et reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, la reproduction ou la vente de productions littéraires. De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leurs législations intérieures ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats ; lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications.

9. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Francfort, dans le délai de deux mois au plus tard. Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vi-

gueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le présent traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes. — Fait à Francfort, le 24 février de l'an de grâce 1853. — *Signé*, TALLENAY. — *Signé*, Baron DE HOLZHAUSEN.

ARTICLE SÉPARÉ. Dans le cas où la France, pour arriver à une protection plus générale et plus étendue de la propriété littéraire, artistique et musicale, entrerait en négociation avec une association douanière qui viendrait à se former ultérieurement, et dont Son Altesse Sérénissime le Prince souverain de Reuss, branche aînée, serait une des parties contractantes, il promet d'appuyer, par un concours bienveillant et empressé, toute proposition tendant à ce but, en tant qu'elle serait conforme à l'équité et ne serait pas contraire aux intérêts germaniques. — Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans le présent traité. — Fait à Francfort, le 24 février de l'an de grâce 1853. — *Signé*, TALLENAY. — *Signé*, Baron DE HOLZHAUSEN.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 2 JUIN 1853.

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} août prochain, la vente des réimpressions d'ouvrages dont la propriété est établie dans la Principauté de Reuss, branche aînée, ne pourra plus avoir lieu dans l'étendue du territoire de l'Empire français.

5. A partir de la même époque, toutes les stipulations qui font l'objet de la convention littéraire précitée auront en France leur plein et entier effet.

ÉTATS-ROMAINS.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La législation des États-Romains, en cette matière, est résumée dans une loi du 3 septembre 1833.

§ 1. **Brevets.** — Quiconque invente ou importe dans les États-Romains une nouvelle industrie, un nouveau procédé

industriel et agricole ou un nouveau produit, peut obtenir un brevet d'invention ou un brevet d'importation. Il suffit même que ces procédés, sans être entièrement nouveaux, n'aient jamais été pratiqués dans les États-Romains. Les brevets d'invention et d'importation peuvent être accordés aux étrangers comme aux sujets romains.

§ 2. **Formalités.** — Pour obtenir un brevet, il faut adresser une demande au pape; cette demande doit être accompagnée d'une description en double expédition de la découverte et des dessins ou modèles nécessaires à l'intelligence de la description.

§ 3. **Durée.** — La durée du brevet d'invention est de cinq à quinze ans. La durée du brevet d'importation est limitée à celle du privilège restant à courir à l'étranger. S'il s'agit de l'introduction d'un procédé industriel ou agricole déjà connu par l'impression à l'étranger, mais non breveté, le privilège qui peut être accordé dans ce cas varie de trois à six années. Les privilèges peuvent être prorogés.

§ 4. **Taxe.** — La taxe pour un brevet d'invention est de 10 écus (53 fr. 80 c.) par an; pour un brevet d'importation elle est de 15 écus (80 fr. 70 c.) également par année. Chaque année de prorogation d'un privilège, dans la limite de quinze ans, se paye à raison d'un tiers en sus de la taxe ci-dessus.

Le paiement de la taxe doit être effectué en deux termes égaux : moitié au moment de la délivrance du brevet, et l'autre moitié dans le mois qui commence la seconde période de la durée du privilège.

§ 5. **Exploitation. — Déchéance.** — L'invention doit être exploitée dans l'année qui suit la date du brevet, et l'exploitation ne doit pas être interrompue pendant une année, le tout à peine de déchéance. Il y a également déchéance, lorsque la taxe n'est pas acquittée un mois après le terme indiqué.

§ 6. **Contrefaçon. — Réparations.** — La contrefaçon d'une invention brevetée entraîne, contre celui qui s'en est rendu cou-

pable, la confiscation des objets contrefaits et la condamnation à des dommages-intérêts au profit du breveté.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

Il existe dans les États-Romains deux sortes de marques : 1° la marque destinée à être apposée sur les objets fabriqués par le Gouvernement ; 2° la marque particulière dont chaque fabricant fait usage et qu'il appose sur les objets sortant de sa fabrique. Cette dernière marque, qui consiste en une étiquette, un chiffre, un nom, etc., n'est pas obligatoire, et, en dehors d'elle, les produits manufacturés ne portent aucune marque officielle destinée à en indiquer l'origine. Cependant, quelques fabriques sont autorisées à se servir du timbre du Gouvernement.

En outre, certaines exceptions doivent être apportées au principe général ci-dessus : ainsi, les draps de laine et les cotonines, à raison de la prime accordée à leur fabrication, sont revêtus d'un plomb qui est apposé sur la trame ; ainsi encore, les tissus et les peaux, s'ils sont présentés à un bureau de douane, accompagnés d'un certificat de l'autorité communale, sont munis par les employés du Gouvernement d'un timbre à plomb, destiné à garantir leur nationalité.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie dans les États pontificaux par un édit du 23 septembre 1826, rendu sous le pape Léon XII.

§ 1. **Droit de propriété. — Genre d'ouvrages.** — Les auteurs ont un droit de propriété exclusive sur les ouvrages de science, de littérature et d'art publiés par l'impression ou la gravure. — Le même droit appartient 1° à l'éditeur d'une œuvre posthume, inédite, ou qui a été publiée différemment; 2° à celui qui publie, avec des additions et annotations, une œuvre connue et tombée dans le domaine public. Les additions et annotations restent sa propriété.

§ 2. **Dépôt. — Autorisation.** — Pour pouvoir faire valoir son droit de propriété en justice, il faut, avant toute publication, 1° obtenir de l'autorité la permission d'imprimer ou graver; 2° faire le dépôt d'un certain nombre d'exemplaires et retirer un certificat constatant ce dépôt. — La délivrance du certificat est officiellement annoncée dans le *Diario di Roma*, et toute personne intéressée peut contester au déposant son droit de propriété devant les tribunaux compétents, à la condition d'agir dans les six mois; sinon, elle est censée avoir renoncé à ses droits.

§ 3. **Durée des droits d'auteur.** — Le droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres, ou des éditeurs sur les ouvrages posthumes, dure pendant toute leur vie et douze ans après leur décès, au profit de leurs héritiers ou ayants cause.

§ 4. **Cession.** — Chacun peut disposer de son droit comme il disposerait de toute autre propriété, et le céder à des tiers pour tel nombre d'années qu'il lui plaît, pourvu que ce ne soit pas au delà du temps fixé ci-dessus et que la cession soit faite par écrit.

§ 5. **Contrefaçon. — Répression.** — Le contrefacteur est passible : 1° de la confiscation des objets contrefaits et des planches, formes et instruments ayant servi à la contrefaçon; 2° d'une indemnité équivalente à la valeur vénale de cinq cents exemplaires de l'édition originale. — Celui qui vend ou introduit dans les États pontificaux des éditions ou gravures contrefaites

encourt les mêmes condamnations au profit de la partie lésée, sauf que les dommages-intérêts sont calculés seulement sur la valeur de deux cents exemplaires de l'édition ou gravure originale.

§ 6. **Droit international.** — Le Gouvernement pontifical a adhéré à la convention littéraire conclue entre l'Autriche et la Sardaigne, le 22 mai 1840.

RUSSIE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Les lois de Russie sur les brevets d'invention portent les dates des 22 novembre 1833 et 23 octobre 1840. Voici l'analyse de ces lois :

§ 1^{er}. **Brevets.** — La législation russe reconnaît deux espèces de brevets : 1^o le brevet d'invention ou de perfectionnement, qui est accordé *sans garantie du gouvernement*, à tout inventeur russe ou étranger pour une découverte ou un perfectionnement nouveau, applicable industriellement ; les privilèges ne sont jamais délivrés pour des principes théoriques abstraits ; 2^o le brevet d'importation, qui est accordé à celui qui, le premier, importe en Russie une invention déjà brevetée à l'étranger. — Exceptionnellement, et en considération, par exemple, d'un caractère d'utilité générale, l'importation de découvertes nouvelles non brevetées à l'étranger, mais connues et publiées, peut donner lieu en Russie à la délivrance d'un privilège spécial, qui a la même valeur que ceux concédés pour les inventions faites en Russie.

§ 2. Formalités. — Délivrance. — Quiconque veut obtenir un brevet doit déposer au département des manufactures et du commerce intérieur : 1^o une requête précisant la durée que l'on désire assigner à son privilège ; 2^o une description exacte et complète de l'invention, ainsi que tous les dessins et modèles nécessaires à l'intelligence de ladite invention, qui devra pouvoir être exécutée par les personnes de l'art, avec les seuls documents transmis par le pétitionnaire ; 3^o une quittance justificative du paiement de la taxe dont il sera parlé ci-après. — Il est délivré du tout un récépissé indiquant les an, mois, jour, heure et lieu du dépôt.

Lorsque la demande a été formée, elle est communiquée au Conseil des manufactures qui examine spécialement : 1^o s'il n'a pas été concédé déjà de privilège pour le même objet à une autre personne ; 2^o si la description de l'objet pour lequel on demande un privilège est suffisamment claire, exacte et complète ; 3^o si l'invention ne contient pas en elle-même quelque chose de préjudiciable à la santé et à la sécurité publiques ou aux revenus de l'État. — Si l'examen est favorable à l'inventeur, le Conseil des manufactures en fait immédiatement son rapport au ministre des finances qui est chargé de délivrer les brevets ; lorsque la délivrance a eu lieu, elle est rendue publique par la voie des journaux. — Si, au contraire, il résulte de l'examen du Conseil des manufactures que l'invention pour laquelle on demande un privilège est déjà connue, le brevet est refusé et les causes du refus sont publiées dans les journaux des deux capitales. — Si le refus est motivé par une description insuffisante et incomplète, l'inventeur peut, ultérieurement, présenter les éclaircissements exigés, et s'ils sont trouvés satisfaisants, il est procédé à la délivrance du brevet. — Si plusieurs personnes demandent en même temps un privilège pour le même objet, le privilège n'est jamais accordé. — Dans le cas de refus de concession d'un privilège, la taxe

acquittée à l'avance par le pétitionnaire lui est remboursée.

§ 3. **Durée.** — Les brevets d'invention sont concédés pour trois, cinq et dix années, commençant du jour de la délivrance du certificat qui constate la demande en concession de privilège. — Les brevets d'importation ne peuvent être accordés pour une durée excédant celle du brevet étranger, et, dans tous les cas, pour une durée au delà de six années, à moins, toutefois, que le pétitionnaire soit l'inventeur titulaire du brevet étranger; s'il en est ainsi, il peut obtenir une durée de dix ans pour le privilège d'importation. — La durée des brevets ne peut jamais être prolongée.

§ 4. **Taxe.** — La taxe d'un brevet d'invention ou de perfectionnement est pour trois années de 90 roubles d'argent¹; pour cinq années de 150 roubles; pour dix années de 450 roubles. — La taxe d'un brevet d'importation de six années est de 360 roubles.

§ 5. **Exploitation. — Déchéance.** — Celui qui obtient un privilège est tenu, avant l'expiration du quart du temps accordé, et à peine de déchéance, de mettre en pleine activité sa découverte. — Les autres causes de déchéance sont : 1° l'expiration légale du terme concédé; 2° la certitude acquise que l'objet du privilège était déjà connu dans l'empire de Russie avant la concession; 3° la preuve faite en justice que celui qui a demandé le privilège a donné la découverte d'un autre comme la sienne propre; 4° le fait d'avoir fourni une description incomplète et d'avoir omis ou caché des parties essentielles et indispensables pour la production de l'effet annoncé. — La déchéance du privilège est publiée dans les feuilles publiques des deux capitales.

§ 6. **Cessions.** — Un brevet ou privilège peut être cédé en totalité ou en partie, mais la cession doit être rendue publique

¹ Le rouble argent vaut 4 fr. environ.

par la voie des journaux. — Toutefois, il est défendu de céder un privilège à une Compagnie par actions, et de s'associer pour un brevet avec une telle Compagnie.

§ 7. **Contrefaçon. — Réparations.** — La délivrance d'un brevet conférant un privilège exclusif, le concessionnaire a le droit de poursuivre toute personne qui contreferait son invention et de réclamer contre elle des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

En Russie, les marques de fabrique ne sont pas obligatoires, mis les produits timbrés jouissent de très-notables avantages ; ainsi, ces produits ne sont pas confisqués lorsqu'ils se trouvent réunis à des marchandises étrangères non munies du timbre de la douane ; ainsi encore, lorsque ces produits sont réimportés en Russie, ils rentrent en franchise des droits de douane.

Le propriétaire fondateur d'une nouvelle fabrique doit, s'il veut timbrer ses produits, en faire la déclaration au département des manufactures et lui remettre un modèle de son timbre indiquant les nom et prénoms du fabricant et le lieu de situation de sa fabrique. Si le propriétaire vend sa fabrique, il doit en instruire le département des manufactures, qui peut exiger que le timbre soit changé.

L'application frauduleuse, sur des produits russes, des marques appartenant à d'autres fabricants est punie des peines portées contre le faux, et les marchandises revêtues de la marque d'autrui sont adjugées au fabricant dont la marque a été contrefaite. — Si des marques russes ont été apposées sur des marchandises étrangères, ces marchandises sont confisquées

et les coupables condamnés à une amende. — Les conséquences sont les mêmes, si des produits russes ont été revêtus de faux plombs imitant ceux de la douane, avec l'intention frauduleuse de faire accepter ces produits pour des marchandises de provenance étrangère.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie en Russie par de nombreux articles du digeste des lois civiles et du Code préventif ou pénal, qui ont été successivement complétés en 1832, 1842 et 1846, soit par des ukases spéciaux, soit par des notes ajoutées aux éditions légales.

§ 1. **Droit de propriété. — Genres d'ouvrage.** — La loi reconnaît aux auteurs un droit absolu de propriété sur les œuvres de littérature, les discours et leçons orales, les traductions, les compositions musicales, les tableaux, les dessins, les gravures, les cartes et plans, ainsi que sur les œuvres de sculpture et objets d'art. — Les premiers éditeurs des proverbes, contes et chants nationaux jouissent des mêmes droits que les auteurs d'ouvrages nouveaux. Il en est de même des libraires qui publient pour la première fois des manuscrits anciens, mais leur privilège est restreint à l'édition qu'ils en donnent, et ne met pas obstacle à la publication de nouvelles éditions plus complètes ou plus fidèles. — Les lettres particulières ne peuvent être publiées que du consentement tant de celui à qui elles ont été adressées que de celui qui les a écrites.

§ 2. **Cessions.** — Les auteurs ou leurs ayants cause peuvent céder et transmettre leurs droits, en tout ou partie, par vente, donation ou testament; mais lorsque les ouvrages, manuscrits

ou imprimés, n'ont jamais été aliénés et sont restés la propriété de l'auteur ou de leurs héritiers légaux, ils sont insaisissables et ne peuvent pas, sans leur consentement, être vendus au profit des créanciers. — La cession du droit d'éditer un ouvrage ne s'étend, à moins de stipulations contraires, qu'à une seule édition, et, à défaut de convention nouvelle avec le propriétaire de la première édition, l'auteur ou ses héritiers peuvent en publier une seconde après cinq ans, à compter du jour où la censure a autorisé la vente de l'ouvrage. Dans tous les cas, et nonobstant toutes conventions, l'auteur peut toujours rééditer son ouvrage, s'il en a changé le plan ou la forme de manière à en faire une œuvre nouvelle, ou s'il y a fait des additions ou changements équivalant au moins aux deux tiers de l'ouvrage. — L'insertion d'un article ou d'un ouvrage dans des journaux ou dans les recueils d'une société savante ne prive pas l'auteur ou ses héritiers du droit de les réimprimer, à moins que cela ne soit contraire aux statuts de la société ou aux engagements pris par l'auteur lui-même.

Lorsqu'un artiste vend, cède ou lègue par testament le droit de propriété artistique sur l'une de ses œuvres, ce droit passe complètement à l'acquéreur et à ses héritiers légitimes, sauf la faculté qu'il conserve de reproduire cette œuvre dans le recueil complet de ses œuvres. Les productions artistiques achetées par le gouvernement ou exécutées sur commande pour les églises, les palais impériaux et les établissements publics, sont réputées leur appartenir et peuvent être copiées sans le consentement de l'artiste. De même, à moins de stipulations contraires, il perd, à partir du jour de paiement, son droit de propriété artistique sur les œuvres exécutées par ordre des particuliers; ainsi les portraits et tableaux de famille ne peuvent être reproduits par l'artiste que du consentement de la personne qui les a commandés ou de ses héritiers. — Les tableaux, les statues et autres productions des beaux-arts peuvent être vendus

aux enchères pour le payement des dettes de l'artiste; mais, dans ce cas, le droit de propriété artistique ne passe pas aux acquéreurs.

La loi exige que tous les actes et contrats relatifs à la cession totale ou partielle des droits de propriété littéraire et artistique soient rédigés par écrit, et, en outre, qu'à la mort de l'artiste le cessionnaire ou légataire du droit de reproduction d'une ou de plusieurs de ses œuvres en donne avis à ses héritiers ou représentants dans l'année du décès, et dans les deux ans s'il réside en pays étranger. A cette condition il obtient, par rapport à ces productions, tous les droits des héritiers légitimes.

§ 5. **Déclaration. — Enregistrement.** — Les auteurs d'œuvres littéraires ou compositions musicales ne sont soumis à aucune formalité ni à aucun dépôt pour la conservation et l'exercice de leur droit; mais les artistes doivent, avant toute publication : 1° présenter l'œuvre qu'ils veulent reproduire au tabellion du district et en requérir une description détaillée sur ses registres; 2° donner avis de cette déclaration à l'Académie impériale des beaux-arts, en y joignant une copie certifiée de l'extrait authentique qui leur a été délivrée. L'Académie publie cet avis par la voie des journaux, aux frais du requérant, après quoi, dit l'art. 2 de l'ukase du 21 janvier 1846, le droit de propriété artistique sur l'œuvre présentée est définitivement acquis. Cet enregistrement donne lieu à un droit de deux roubles d'argent. Lorsque l'œuvre est d'un volume trop considérable, le tabellion est tenu d'en prendre connaissance dans l'atelier même de l'artiste. Celles qui sont susceptibles d'être multipliées par empreinte doivent être présentées à l'Académie en double exemplaire.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — La propriété littéraire et artistique appartient aux auteurs, compositeurs, artistes ou éditeurs leur vie durant, et à leurs cessionnaires ou héritiers légaux et testamentaires pendant vingt-cinq ans à partir du dé-

cès. Toutefois, ce droit est prorogé de dix années au profit de l'héritier légitime qui fait une nouvelle édition de l'œuvre littéraire ou artistique cinq ans avant l'expiration du délai fixé pour la durée du droit exclusif.

Les sociétés savantes qui éditent une œuvre scientifique ou littéraire jouissent du droit exclusif de reproduction pendant vingt-cinq ans, à partir de la publication. Ce droit est également prolongé de dix ans si l'édition a été renouvelée dans les cinq dernières années.

§ 5. **Contrefaçon.** — Toute édition ou publication d'une œuvre littéraire, d'une composition musicale ou d'une production artistique, faite au mépris du droit exclusif de l'auteur ou des propriétaires, est une contrefaçon, alors même qu'on se bornerait à reproduire l'ouvrage par extraits, que l'on y joindrait des notes, ou que, si c'est un morceau de musique, on changerait l'accompagnement, etc., etc. Toutefois, n'est pas considérée comme contrefaçon la reproduction d'articles isolés ne formant pas une feuille d'impression ou d'extraits d'ouvrages scientifiques ou littéraires avec indication des sources, alors surtout que les citations ont lieu dans des livres d'étude, et encore bien que, dans ce cas, leur réunion forme plus d'une feuille d'impression. Sont également autorisées les traductions d'ouvrages imprimés en Russie. Toutefois, les auteurs d'ouvrages scientifiques ayant nécessité des recherches peuvent se réserver le droit exclusif de traduction, à la condition de faire connaître cette réserve lors de la première publication, et d'en user dans les deux ans, à compter du jour où la censure a autorisé la vente de l'ouvrage original.

En matière de propriété artistique, il y a également contrefaçon toutes les fois qu'il y a reproduction, totale ou partielle, de l'œuvre d'autrui, quel que soit le moyen de reproduction employé. On ne peut pas, notamment, construire un édifice public ou particulier sur le plan et la façade d'autrui. On peut seule-

ment lever des plans d'un édifice déjà construit. — N'est pas réputée contrefaçon la reproduction d'une œuvre d'art appliquée à des produits industriels, ni celle d'une œuvre de peinture par la sculpture et réciproquement.

§ 6. **Répression. — Compétence. — Prescription. —**

Les contestations relatives à la propriété littéraire et artistique sont préférablement soumises à un tribunal arbitral, et dans le cas où les parties n'acceptent pas cette juridiction, l'affaire est portée à la Chambre civile ou au tribunal du même degré du gouvernement dans lequel le défendeur est domicilié. — Quant aux poursuites relatives à la violation des droits de propriété littéraire et artistique, elles ne peuvent être commencées que sur la plainte de la partie lésée. — Cette plainte doit, à peine de déchéance, être formée dans les deux ans, et pour les plaignants qui résident en pays étranger dans les quatre ans de la publication. — Le contrefacteur est passible : 1° de la confiscation des objets contrefaits et des instruments de la contrefaçon ; 2° de dommages-intérêts proportionnés au préjudice. — Pendant l'instance, toute vente des objets litigieux doit cesser, sauf aux juges à fixer l'indemnité due au défendeur quand la plainte n'est pas fondée.

SARDAIGNE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Les États sardes sont aujourd'hui régis, en matière de brevets d'invention, par une loi du 12 mars 1855, pour l'exécution de laquelle a été rendue une ordonnance royale, en date du 17 avril suivant. — Voici le résumé de cette législation.

§ 1^{er}. **Brevets. — Objets brevetables.** — Toute invention ou découverte industrielle nouvelle confère à son auteur le droit de l'exploiter et d'en retirer un bénéfice exclusif, pendant un temps et sous les conditions déterminées par la loi. — Ce droit exclusif constitue un *brevet industriel*. — Une invention ou découverte industrielle nouvelle, bien que déjà brevetée à l'étranger, confère à son auteur ou à ses ayants cause le droit d'obtenir un brevet en Sardaigne, pourvu que l'on demande un certificat avant l'expiration du brevet étranger et avant que d'autres n'aient librement importé et exploité dans les Etats sardes ladite invention ou découverte. — Il est aussi délivré des certificats de brevets pour toute modification apportée à une invention ou découverte garantie par un brevet encore en vigueur ; ces certificats sont désignés sous le nom de *certificats complémentaires*. — Enfin, la loi du 12 mars 1855 reconnaît les *brevets d'importation*.

Ne peuvent être brevetés : 1^o les inventions ou découvertes contraires aux lois, à la morale et à la sûreté publique ; — 2^o les inventions ou découvertes purement théoriques et celles qui n'ont pas pour résultat la production d'objets matériels ; — 3^o les médicaments de toute espèce.

§ 2. **Formalités. — Délivrance.** — L'exercice d'un brevet industriel a pour titre légal un certificat délivré par l'administration publique. Ce certificat de brevet n'implique de la part du Gouvernement aucune garantie de la nouveauté ou du mérite de l'invention.

Quiconque désire obtenir un certificat de brevet doit présenter au ministère des finances à Turin, et hors de Turin aux intendances, une demande contenant : 1^o le nom, les prénoms, le nom du père et de la patrie, tant de l'inventeur que de son mandataire ; — 2^o l'indication de la découverte ou invention sous forme de *titre* qui en exprime brièvement, mais avec précision, les caractères et l'objet ; — 3^o l'indication de la durée

que l'on désire assigner au brevet. — On ne peut demander plus d'un brevet dans la même requête ni un seul brevet pour plusieurs inventions.

A cette demande doivent être joints : — 1° une description en triple original et rédigée en langue italienne ou française, de l'invention ou découverte; — 2° également en triple original, les dessins et modèles que l'inventeur juge nécessaires à l'intelligence de ladite invention ou découverte; — 3° une quittance constatant le paiement de la taxe; — 4° le titre original ou une copie légale du brevet concédé à l'étranger, lorsqu'on demande un brevet d'importation; — 5° s'il y a un mandataire, une procuration en forme authentique ou sous seing privé, pourvu que, dans ce dernier cas, la signature du mandant soit légalisée par un notaire public ou par le maire de la commune; — 6° un bordereau des pièces présentées.

Dans le cours des six premiers mois de la durée d'un brevet, celui à qui appartient le certificat peut demander qu'il ne comprenne plus que quelques-unes des parties de la description jointe à la première demande. — A l'appui d'une demande en réduction, on doit produire : 1° une quittance constatant le versement de 40 francs; — 2° trois originaux identiques de la description que l'on veut substituer à la première; — 3° trois originaux des nouveaux dessins que l'on peut avoir à substituer aux précédents. — Les certificats délivrés par suite de demandes semblables se nomment *certificats de réduction*.

Des certificats complémentaires, avons-nous dit, peuvent être accordés pour des modifications apportées à l'invention; durant les six premiers mois de la durée du brevet, ces certificats ne sont délivrés qu'à l'auteur de l'invention ou à ses ayants cause. Les demandes faites par des tiers dans cette période de temps sont présentées dans un paquet cacheté par eux et qui n'est ouvert qu'à l'expiration des six mois sus-mentionnés. Dans les cinq jours qui suivent le dépôt des pièces aux se-

crétaires des intendances, ces pièces sont expédiées au ministère des finances ; si les prescriptions de la loi ont été suivies, les certificats demandés sont délivrés.

§ 3. **Durée.** — La durée d'un brevet ne peut excéder quinze ans ni être moindre qu'un an. Elle commence toujours à compter du dernier jour de l'un des mois de mars, juin, septembre ou décembre qui suivent la date de la demande de certificat. — La durée d'un brevet pour une invention déjà protégée par un brevet étranger, ne peut excéder la durée de ce brevet, et, dans aucun cas, elle ne peut dépasser quinze ans. — La durée d'un certificat de brevet concédé pour moins de quinze ans peut être prolongée d'une ou plusieurs années, de façon cependant que la durée du prolongement, jointe à la durée du premier certificat, ne dépasse pas quinze années. — La prolongation d'un certificat de brevet comprend celle de tous les certificats complémentaires.

§ 4. **Taxe.** — Pour chaque certificat de brevet, même d'importation, il est payé deux taxes, l'une proportionnelle et l'autre annuelle. — La taxe proportionnelle se compose d'une somme d'autant de fois 10 francs que la demande de brevet comprend d'années, plus une fraction de 10 francs pour l'intervalle de temps qui sépare le jour de la demande du dernier jour du trimestre à partir duquel la durée du brevet commence à compter. — La taxe annuelle est de 30 francs pour chacune des trois premières années ; de 50 francs pour la quatrième, la cinquième et la sixième ; de 70 francs pour la septième, la huitième et la neuvième ; de 90 francs pour la dixième, la onzième et la douzième ; et de 110 francs pour chacune des trois années suivantes. — La première annuité comprend, en outre, une fraction de 30 francs correspondant à l'intervalle de temps qui sépare le jour de la demande du dernier jour du trimestre à partir duquel la durée du brevet commence à compter. — La première annuité et la taxe proportionnelle sont

payées au moment de la demande du brevet ; les autres annuités sont payées par anticipation le premier jour de chaque année de la durée du brevet.

La taxe d'un certificat complémentaire consiste dans le paiement unique et par avance de la somme de 20 francs.

Pour les certificats de prolongation, il doit être payé une somme de 40 francs, outre la taxe proportionnelle et les annuités.

§ 5. **Cessions.** — Tout brevet peut être cédé, mais l'acte de cession doit être enregistré au ministère, et publié dans la gazette officielle de Sardaigne. — La cession n'a d'effet vis-à-vis des tiers qu'à partir de la date de l'enregistrement.

Si les droits dérivant d'un certificat sont entièrement transmis à une seule personne, celle-ci se soumet à l'obligation de payer la taxe ; s'ils sont transmis à plusieurs personnes collectivement, ces personnes se soumettent solidairement à une obligation semblable ; s'ils sont transmis partiellement à plusieurs personnes, ou seulement aliénés en partie, l'enregistrement n'est pas opéré, si on ne présente un reçu établissant le paiement d'une somme égale au restant des annuités de taxe.

§ 6. **Nullités. — Déchéances.** — Il y a nullité d'un certificat de brevet : 1° s'il a été délivré pour une invention légalement non brevetable ; 2° si, par la fraude de celui qui obtient le certificat, le titre de l'invention ne correspond pas à son véritable objet ; 3° si la description jointe à la demande de brevet est insuffisante ; 4° si l'invention ou découverte n'est pas nouvelle ou n'est pas industrielle ; 5° s'il a été concédé un brevet à un tiers, pour modification d'une invention, pendant les six mois réservés à l'auteur et à ses ayants cause ; 6° un certificat complémentaire est nul, lorsque la modification pour laquelle il a été demandé ne concerne pas l'invention principale ; 7° enfin, une prolongation est nulle, si elle est demandée

après l'expiration du brevet ou après que la nullité absolue de ce brevet a été prononcée.

Il y a déchéance : 1^o si, même une seule fois, on n'effectue pas le paiement anticipé de la taxe annuelle, dans les trois mois qui suivent le jour fixé pour le paiement ; 2^o si l'invention ou la découverte n'est pas mise en pratique pendant l'année qui suit la délivrance du brevet, ou bien si l'exercice en est suspendu pendant une année entière, dans le cas où le brevet a été accordé pour cinq ans ; 3^o si l'invention n'a pas été mise en pratique dans les deux ans, ou bien si elle a été suspendue pendant le même laps de temps, dans le cas où la durée du brevet est de plus de cinq ans. Dans ces deux derniers cas, la déchéance n'est pas prononcée, s'il est prouvé que l'inaction est le résultat de circonstances indépendantes de la volonté de celui auquel le brevet appartient. Le défaut de ressources pécuniaires n'est jamais considéré comme une excuse valable.

§ 7. Contrefaçon. — Pénalités. — Réparations. — Toute atteinte portée aux droits d'un breveté constitue le délit de contrefaçon. Ce délit est puni d'une amende qui peut aller jusqu'à 500 francs. La partie lésée obtient en outre des dommages-intérêts, et la confiscation des objets contrefaits qui ont été saisis, ainsi que des instruments employés à leur production est prononcée à son profit.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

La marque de fabrique est obligatoire dans les États sardes, depuis l'année 1725. Un édit royal du 25 juin de ladite année, confirmé par un édit postérieur en date du 15 octobre 1733, impose à tout fabricant et teinturier d'étoffes de laine l'obli-

gation d'apposer sur ces étoffes une marque dont le modèle aura été déposé au secrétariat du district de sa juridiction. — Les commerçants en la possession desquels se trouvent des marchandises non revêtues de la marque sont condamnés à une amende de 10 écus d'or par chaque pièce d'étoffe plus grande que *neufrasi*; de plus, les marchandises sont confisquées.

La falsification des marques de fabrique est punie comme le crime de faux; toute usurpation ou contrefaçon de ces mêmes marques est punie d'une amende, de la confiscation des marchandises et de dommages-intérêts au profit de la partie lésée.

Certaines obligations spéciales sont, en outre, d'après une législation plus récente, imposées aux fabricants de tissus: ainsi, la marque de fabrique doit être apposée avant d'enlever les produits des métiers. Cette marque est communiquée à la direction générale des douanes, qui examine si elle offre une garantie suffisante. Avant de sortir de la fabrique, les tissus munis de la marque du fabricant sont soumis au timbre spécial de la douane la plus proche.

Les règles prescrites pour les fabriques de tissus sont applicables aux ateliers d'apprêtage des peaux et cuirs. — Toute infraction est punie d'une amende égale au double de la valeur des peaux et cuirs non légalement estampillés.

Du reste, en Sardaigne, toute fabrique ou manufacture ne peut être établie dans les pays limitrophes de cinq milles de la frontière, sans une autorisation du gouvernement.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La législation sarde, en matière de propriété littéraire et artistique, consiste uniquement: 1° dans l'article 440 du Code civil ainsi conçu:

« Les productions de l'esprit sont la propriété de leur auteur, à la charge d'observer les lois et règlements qui y sont relatifs. »

Et 2^o dans deux articles qui se trouvent dans les lettres patentes du 28 février 1826, sur les privilèges exclusifs en matière d'inventions et découvertes utiles, et dont voici le texte :

ART. 1^{er}. Pourront seuls obtenir des privilèges, les auteurs de découvertes propres à donner naissance à quelque branche d'industrie, ou à la perfectionner, ceux qui, les premiers, introduiront dans nos Etats d'utiles inventions étrangères, et les éditeurs d'ouvrages qui seront jugés dignes de cette faveur.—18. Nous déclarons exempts des dispositions portées par les présentes les auteurs des livres et dessins qui seront publiés dans nos Etats en conformité des lois et règlements en vigueur sur l'imprimerie. Notre intention est que ces auteurs jouissent pendant quinze ans d'un droit exclusif pour imprimer et vendre leurs ouvrages, pourvu toutefois qu'ils déclarent dans ces mêmes ouvrages qu'ils veulent se prévaloir de ce droit, et qu'avant de les publier, ils en déposent un exemplaire à notre secrétairerie d'Etat pour les affaires de l'intérieur, et dans chacune des bibliothèques de l'université de Turin, de notre Académie des sciences établie en cette ville, et de nos archives de cour.

Ainsi la propriété proclamée par le Code civil sarde se trouve réduite à une jouissance exclusive de quinze années, à moins que l'on n'obtienne un privilège plus étendu du souverain. Mais ces différentes dispositions se trouvent modifiées, en ce qui concerne les Français en Sardaigne et les sujets sardes en France, par les conventions diplomatiques relatées à la section suivante.

Les contrefacteurs d'éditions, d'écrits, de compositions musicales, de dessins, de peintures ou de toute autre production imprimée ou gravée, ainsi que tous débitants ou introducteurs de contrefaçons dans les Etats sardes, sont passibles, d'après les art. 406, 407 et 408 du Code pénal : 1^o d'une amende qui peut être portée à 500 livres ; 2^o de la confiscation des objets et instruments ayant servi à la fraude ; et 3^o de dommages-intérêts proportionnés au préjudice, et dans lesquels on fait entrer le produit des objets confisqués.

CHAPITRE IV.

Droit international.

Le 22 mai 1840, la Sardaigne a conclu avec l'Autriche une convention sur la propriété littéraire et artistique, à laquelle ont adhéré la Toscane, les duchés de Modène et de Lucques, les Etats pontificaux et le canton du Tessin.

Quant aux rapports internationaux entre la France et les Etats sardes, ils sont régis par plusieurs traités et conventions diplomatiques relatifs à la jouissance de certains droits civils, au commerce et à la navigation, à la traite des noirs, à l'extradition des malfaiteurs, à l'échange des correspondances postales, et enfin à la propriété littéraire et artistique. Ce n'est que de ces derniers que nous avons à nous occuper ici; cependant, il est bon de rappeler qu'aux termes du traité du 28 mars 1760, qui est encore en vigueur, les Français et les sujets sardes qui ont des procès à intenter sont respectivement affranchis de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*, et que les jugements et arrêts rendus par les tribunaux compétents de l'un des deux pays sont exécutoires dans l'autre, après la simple formalité du *pareatis*.

En ce qui touche la propriété littéraire et artistique, elle a fait l'objet de trois conventions, des 28 août 1843, 22 avril 1846 et 5 novembre 1850, qui se complètent l'une l'autre. Nous en donnons le texte ci-après, et il suffit de signaler : 1^o que les garanties stipulées s'appliquent à tous les ouvrages d'esprit ou d'art, c'est-à-dire les écrits, les compositions musicales, les œuvres de dessin, de peinture, de gravure et de sculpture ou autres productions analogues; 2^o que la protection assurée à l'œuvre originale s'étend aux traductions, lorsque

l'auteur s'en est réservé la faculté et en a fait usage dans l'année, ou qu'il s'agit d'un ouvrage publié hors des territoires respectifs ; 3° que la représentation des pièces dramatiques est garantie comme leur publication ; 4° que par la convention supplémentaire du 22 avril 1846, la durée du droit de propriété a été respectivement fixée, savoir : pour les auteurs à leur vie entière, et pour les héritiers à vingt années après le décès ; 5° que la reproduction des articles de journaux n'est autorisée qu'autant que les auteurs ne l'ont pas interdite ; 6° enfin, que tous les envois d'ouvrages expédiés de France en Sardaigne ou réciproquement, en quelque langue qu'ils soient, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine, et qu'il en doit être de même de ceux provenant de pays tiers et expédiés, soit pour l'importation, soit pour le transit, à l'un des deux pays contractants toutes les fois qu'ils seront écrits dans la langue de l'autre, c'est-à-dire lorsque les ouvrages dirigés sur les Etats sardes sont en français, et que ceux dirigés sur la France sont en italien. — Les certificats d'origine pour les envois de France en Sardaigne sont délivrés, à Paris, au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur, et dans les départements, aux secrétariats des préfectures et sous-préfectures. — Quant aux certificats accompagnant les ouvrages expédiés soit de Sardaigne, soit des pays tiers à destination de la France, ils doivent être visés par les autorités compétentes, c'est-à-dire soit par les ministres ou consuls sardes, soit par un fonctionnaire de l'administration locale.

CONVENTION DU 28 AOUT 1843

Conclue entre la France et la Sardaigne, pour garantir dans les deux pays la protection des œuvres littéraires et artistiques.

(Promulguée par ordonnance du 12-14 octobre 1843.)

S. M. le roi de Français et S. M. le roi de Sardaigne, également animés du désir de protéger les sciences et les arts, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter

d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs, ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques, dont la publication aurait lieu dans leurs Etats respectifs; dans ce but, LL. MM. ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :—S. M. le roi des Français, le marquis Napoléon-Hector Sout de Dalmatie, son ambassadeur près la cour de S. M. le roi de Sardaigne, et S. M. le roi de Sardaigne, le comte Clément Solar de la Marguerite, son premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit de propriété des auteurs ou de leurs ayants cause sur les ouvrages d'esprit ou d'art, comprenant les publications d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, de gravure, de sculpture, ou autres publications analogues, en tout ou en partie, tel que ce droit est réglé et déterminé par les législations respectives, s'exercera simultanément sur le territoire des deux Etats, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des deux Etats, d'ouvrages publiés dans l'autre Etat, soit assimilée à celle des ouvrages qui auraient été originellement publiés dans l'Etat même.

2. La traduction faite dans l'un des deux Etats d'un ouvrage publié dans l'autre Etat est assimilée à sa reproduction, et comprise dans les dispositions de l'art. 1^{er}, pourvu que l'auteur, sujet de l'un des deux souverains contractants, en faisant paraître un ouvrage, ait notifié au public qu'il entend le traduire lui-même, et que sa traduction ait été publiée dans le délai d'un an, à partir de la publication du texte original.

3. Sont également comprises dans les dispositions de l'art. 1^{er}, et assimilées aux productions originales, en ce qui concerne leur reproduction dans la même langue, les traductions faites, dans l'un des deux Etats, d'ouvrages publiés hors du territoire des deux Etats. Toutefois ne sont pas comprises dans lesdites dispositions les traductions faites dans une langue qui ne serait pas celle de l'un des deux Etats.

4. Les dispositions des art. 1^{er} et 2 sont applicables à la représentation des pièces de théâtre, sur lesquelles les auteurs ou leurs ayants cause percevront les droits déterminés par la législation du pays où elles seront représentées.

5. Nonobstant les dispositions des art. 1^{er} et 2, les articles extraits des journaux ou écrits périodiques publiés dans l'un des deux Etats pourront être reproduits dans les journaux ou écrits périodiques de l'autre Etat, pourvu que l'origine en soit indiquée.

6. L'introduction et la vente, dans chacun des deux Etats, d'ouvrages ou d'objets de contrefaçon, définis par les art. 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, sont

prohibées, lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un pays étranger.

7. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des contrefaçons sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si le délit avait été commis au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. — Les caractères qui constituent la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un et de l'autre Etat, d'après la législation en vigueur dans chacun de ces deux Etats.

8. Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les Gouvernements contractants se communiqueront réciproquement les lois et règlements spéciaux que chacun d'eux pourra adopter relativement à la propriété des ouvrages ou productions définis par les art. 1, 2, 3 et 4 ci-dessus.

9. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit que se réserve expressément chacun des deux Etats de permettre, surveiller ou interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tels ouvrages ou productions sur lesquels il jugera convenable de l'exercer.

10. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à dater du jour dont les hautes parties conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après la loi particulière à chacun des deux Etats. Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

11. La présente convention sera ratifiée par Leurs Majestés, et l'échange des ratifications aura lieu à Turin, dans l'espace d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut. — Fait à Turin, le 28 août de l'an de Notre-Seigneur 1843. — *Signé*, Marquis de DALMATIE. — *Signé*, SOLAR DE LA MARGUERITE.

CONVENTION SUPPLÉMENTAIRE DU 22 AVRIL 1846.

(Promulguée par ordonnance du 13-19 mai 1846.)

S. M. le roi des Français et S. M. le roi de Sardaigne, désireux de prévenir les difficultés que pourrait rencontrer dans l'exécution la convention conclue à Turin, le 28 août 1843, pour garantir réciproquement la propriété des œuvres littéraires et artistiques, sont convenus de régler d'un commun accord et par une convention supplémentaire tous les points omis ou demeurés douteux, et ont nommé à cet effet

pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir : — S. M. le roi des Français, le comte Hector Mortier, pair de France, etc., et S. M. le roi de Sardaigne, le comte Clément Solar de la Marguerite, son ministre et premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, etc. ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs d'ouvrages d'esprit ou d'art, ou leurs ayants cause, qui auront accompli les formalités prescrites par les lois en vigueur dans celui des deux Etats où leurs ouvrages auront été publiés, seront admis à jouir, dans l'autre Etat, de la propriété assurée par la convention du 28 août 1843, à la charge seulement de faire constater, au besoin, par un certificat régulier, qu'ils ont accompli *lesdites* formalités. — En ce qui concerne la durée du droit de propriété, les hautes parties contractantes déclarent qu'elle sera respectivement, pour les auteurs de leur vie entière, et pour leurs héritiers, de vingt années, qui commenceront à courir à partir du décès des auteurs.

2. Afin de pouvoir constater d'une manière précise dans les deux Etats le jour de la publication d'un ouvrage, on se règlera sur la date du dépôt qui en aura été opéré dans l'établissement public désigné à cet effet. Si l'auteur entend réserver son droit de traduction, il en fera la déclaration en tête de son ouvrage et mentionnera, à la suite de cette déclaration, la date du dépôt. — A l'égard des ouvrages qui se publient par livraisons, il suffira que cette déclaration de l'auteur soit faite dans la première livraison. Toutefois le terme fixé pour l'exercice de ce droit ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, pourvu d'ailleurs que, entre les deux publications, il ne s'écoule pas plus de trois ans. — Relativement aux ouvrages publiés par livraisons, l'indication de la date du dépôt devra être apposée sur la dernière livraison, à partir de laquelle commence le délai fixé pour l'exercice du droit de traduction.

3. L'article 3 de la convention du 28 août 1843 est modifié en ce sens qu'on ne pourra pas reproduire, dans les deux Etats, les articles de journaux dont les auteurs auront déclaré, dans le journal même où ils les auront déposés, qu'ils en interdisent la reproduction.

4. La présente convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente, publication ou introduction dans les Etats respectifs, des ouvrages qui auraient déjà été publiés ou introduits, en tout ou en partie, dans l'un d'eux, avant la mise en vigueur de ladite convention, pourvu qu'on ne puisse faire postérieurement aucune autre publication des mêmes ouvrages, ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à compléter les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

5. La présente convention supplémentaire sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.—En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé en double expédition la présente convention supplémentaire, et y ont apposé le cachet de leurs armes.— Fait à Turin, le 22 avril 1848.
— *Signé*, Comte MORTIER. — *Signé*, SOLAR DE LA MARGUERITE.

• CONVENTION LITTÉRAIRE DU 5 NOVEMBRE 1850

Conclue entre la France et la Sardaigne.

(Promulguée par décret du 10 février 1851.)

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Sardaigne, ayant reconnu que des circonstances indépendantes de la volonté des hautes parties contractantes ont jusqu'ici empêché que les conventions spéciales signées à Turin, le 28 août 1843 et le 22 avril 1846, pour la garantie réciproque, en France et en Sardaigne, de la propriété des œuvres d'art et d'esprit, produisissent les résultats avantageux qui en avaient inspiré la conclusion, et voulant régler d'un commun accord les difficultés pratiques que l'expérience a fait ressortir; d'un autre côté, Sa Majesté le roi de Sardaigne ayant consenti à faciliter l'entrée dans ses Etats des livres, gravures lithographies et ouvrages de musique publiés en France, en abaissent les droits actuellement perçus, d'après la loi, pour l'importation desdits articles, le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Sardaigne ont jugé convenable de conclure dans ce but une convention spéciale, et ont nommé pour plénipotentiaires, savoir:—Le Président de la République française, M. Ferdinand Barrot, représentant du peuple, envoyé extraordinaire, etc.; — Et Sa Majesté le roi de Sardaigne. M. le chevalier Louis Cibrario, sénateur du royaume, chevalier des ordres des Saints Maurice et Lazare, et du Mérite civil de Savoie, etc.; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les deux hautes parties contractantes, voulant assurer la stricte exécution des dispositions de l'article 6 de la convention du 28 août 1843, qui prononcent la prohibition à l'entrée, dans chacun des deux Etats, de tous ouvrages ou objets de contrefaçon définis par les articles 1, 2 et 3 de ladite convention, s'obligent à tenir la main à ce que toute tentative pour introduire en fraude de semblables ouvrages ou objets de contrefaçon, par les frontières des deux pays, soit repoussée d'une manière absolue.

2. Afin de faciliter l'exacte exécution de l'engagement stipulé dans

l'article 1^{er} précédent, il est, en outre, expressément convenu : — 1^o Que tout envoi fait d'un des deux pays dans l'autre, d'ouvrages d'esprit ou d'art, devra être accompagné d'un certificat délivré en France par les préfets ou sous-préfets établis dans la ville la plus voisine du lieu d'expédition, et, en Sardaigne, par les intendants généraux et intendants de province. — Ce certificat, dont le coût ne pourra respectivement dépasser 50 centimes, quel que soit le nombre d'ouvrages composant chaque envoi, devra, d'une part, énoncer la liste complète, le titre, le nombre d'exemplaires des ouvrages auxquels il s'applique, et, de l'autre, constater que ces mêmes ouvrages sont tous édition non contrefaite et propriété française ou sarde, selon le pays d'où l'exportation s'effectue, ou qu'ils y ont été nationalisés par le paiement des droits d'entrée ; — 2^o Que tous les ouvrages expédiés à destination de l'un des deux Etats, d'ailleurs que de l'autre Etat, devront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de ce dernier Etat, être accompagnés de certificats délivrés par les autorités compétentes du pays de provenance, libellés dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que lesdits ouvrages sont tous publication non contrefaite d'ouvrages français ou piémontais.

3. La reconnaissance et la vérification de la nationalité des envois d'ouvrages d'art ou d'esprit se feront dans les bureaux de douane respectifs spécialement ouverts à cet effet, et avec le concours des agents chargés, dans les deux pays, de l'examen des livres arrivant de l'étranger.

4. Tout ouvrage d'esprit ou d'art, dans les cas prévus par le précédent article, qui ne sera point accompagné de certificat en due forme, sera retenu à la douane; procès-verbal en sera dressé, et une expédition dûment légalisée sera envoyée, dans le plus bref délai possible, aux agents diplomatiques ou consulaires respectifs, ainsi qu'aux parties intéressées, à la diligence de l'administration des douanes où la retenue a été opérée. — Les parties auront cinquante jours pour se pourvoir, soit devant l'autorité judiciaire, soit devant l'autorité administrative, afin de faire valoir leurs droits. Ce délai expiré sans qu'aucune réclamation ait été signifiée à l'administration des douanes, les livres retenus pourront être introduits, sauf aux parties à faire valoir ultérieurement leurs droits conformément aux lois sur les contrefaçons.

5. Au moment de la mise à exécution de la présente convention, les hautes parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste exacte des bureaux de douanes maritimes et terrestres auxquels sera limitée, de part et d'autre, la faculté de recevoir et de reconnaître les envois d'ouvrages d'esprit ou d'art.

6. Pendant la durée de la présente convention, les droits actuellement établis à l'importation licite, dans le royaume de Sardaigne, des livres,

gravures, dessins ou ouvrages de musique (publiés dans toute l'étendue du territoire de la République française, demeureront réduits et fixés au taux ci-après établi :

Livres	{	blancs, reliés, à 65 fr. par 100 kil.	
		imprimés, reliés, à 60 fr. par 100 kil.	
		imprimés, brochés, à 30 fr. par 100 kil.	
Musique	{	manuscrite, à 50 fr. par 100 kil.	
		gravée, à 60 fr. par 100 kil.	
Papier	{	imprimé, avec images,	sur cuivre et lithographié, à 100 fr.
		figures et points de	par 100 kil.
		vue.	sur bois, à 60 fr. les 100 kil.

Il est entendu que le taux des droits ci-dessus spécifié ne sera pas augmenté pendant la durée de la présente convention, et que si, avant l'expiration de celle-ci, ce taux était réduit en faveur des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tout autre pays étranger, cette réduction s'étendra en même temps aux objets similaires publiés en France.

7. La présente convention, considérée comme supplémentaire à celles des 28 août 1843 et 22 avril 1846, dont la durée est prorogée pour le même laps de temps, restera en vigueur pendant six années, à partir du jour où les parties contractantes seront convenues de la mettre à exécution, et après qu'elle aura été promulguée conformément aux réglemens de chaque pays. Dans le cas où aucune des deux parties ne signifierait, six mois avant l'expiration des six années susindiquées, son intention d'en faire cesser les effets, la présente convention et celles des 28 août 1843 et 28 avril 1846 continueront à rester en vigueur encore une année ; et ainsi, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties les auront simultanément dénoncées. — Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

8. Les hautes parties contractantes, voulant assurer des garanties analogues à la propriété des dessins et marques de fabrique, sont convenues d'en faire l'objet d'un accord spécial, dès que la législation sur cette matière aura reçu, dans les deux pays, son complément nécessaire.

9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets. — Fait à Turin, le 5 du mois de novembre 1850. — *Signé*, FERDINAND BARROT. — *Signé*, CIBRARIO.

SAXE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La matière des brevets d'invention est régie en Saxe par les principes généraux posés dans la convention du Zollverein, auxquels l'usage a joint les règles suivantes :

Demande adressée au ministre de l'intérieur ; — Examen préalable de l'invention par des experts délégués par le Gouvernement ; — Durée de dix ans pour les brevets d'invention, de cinq ans pour les brevets d'importation ; — Taxe proportionnée à l'importance de l'objet breveté et dont le maximum ne dépasse pas 200 francs.

CHAPITRE II.

Marques de fabrique.

La législation saxonne ne renferme aucune disposition ordonnant que les produits de l'industrie seront revêtus d'une marque ou estampille. Cependant, les fabricants peuvent poursuivre les contrefacteurs des marques qu'ils ont choisies et qu'ils emploient.

Bien que la marque de fabrique ne soit pas obligatoire, néanmoins, lorsque les produits saxons sont exportés dans certains pays, notamment en Amérique, ils doivent être accompagnés d'un certificat d'origine.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie dans le royaume de Saxe par les principes posés dans les déclarations de la Diète germanique et, en outre, par une loi de 22 février 1844, une ordonnance du 27 du même mois et par une loi du 27 juillet 1846, spéciale aux œuvres dramatiques et musicales.

§ 1^{er}. **Droit de propriété.** — **Genres d'ouvrages.** — Les auteurs et leurs ayants cause jouissent du droit exclusif : 1^o de reproduire et multiplier par des moyens mécaniques les œuvres littéraires, les discours, les leçons orales, les compositions musicales, les dessins, gravures et autres productions artistiques ; 2^o d'autoriser la représentation et l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales qui n'ont pas encore été imprimées, ainsi que de percevoir les émoluments qu'elles peuvent procurer.

§ 2. **Déclaration.** — **Dépôt.** — Ceux qui invoquent le bénéfice de la loi doivent justifier de leur droit de propriété d'après les règles générales de la jurisprudence. Toutefois, la loi ajoute que les autorités administratives et judiciaires sont tenues, jusqu'à preuve légale contraire, de reconnaître comme suffisamment établi le droit qui s'appuie sur un certificat de déclaration d'impression et de dépôt délivré par l'autorité administrative compétente. Il ressort de là que bien qu'il ne soit pas indispensable pour les auteurs et éditeurs saxons, le dépôt n'en est pas moins fort important ; il est obligatoire pour les étrangers. Il se compose d'un exemplaire seulement et s'effectue à la direction du cercle à Leipsick.

§ 3. **Cessions.** — Les auteurs ou leurs ayants cause peuvent céder leurs droits à des tiers en tout ou en partie. A défaut de

stipulation expresse, l'auteur ou propriétaire d'un ouvrage est censé n'avoir cédé que le droit de publier une édition à mille exemplaires.

§ 4. **Durée des droits d'auteur.** — Le droit exclusif de reproduction appartient à l'auteur sa vie durant, et à ses cessionnaires ou héritiers pendant trente années à partir de l'année qui suit celle de son décès. — Lorsque l'œuvre est anonyme ou posthume, la jouissance exclusive de l'éditeur dure trente années qui courent de la publication, savoir : du dernier volume, s'il s'agit d'un ouvrage formant un ensemble indivisible ; et de chaque volume séparément, si c'est un recueil de matières distinctes. — Le Gouvernement a le droit de prolonger, pour des cas spéciaux, la protection trentenaire. — En ce qui touche le droit d'autoriser la représentation et l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales non publiées, il ne dure que sept ans après l'année du décès de l'auteur.

§ 5. **Contrefaçon. — Répression.** — La contrefaçon d'une œuvre littéraire ou artistique donne lieu : 1° à une amende contre le contrefacteur, pouvant s'élever jusqu'à 1,000 thalers ; 2° à des dommages-intérêts au profit de l'auteur ou de ses ayants cause ; 3° à la confiscation et destruction tant des objets contrefaits que de ceux ayant servi à la contrefaçon, à moins que la partie lésée ne les réclame, auquel cas on tient compte du prix d'acquisition. L'action s'intente devant les tribunaux civils ordinaires ; pour qu'elle soit recevable, il faut qu'il y ait eu préjudice causé. Les poursuites n'ont lieu que sur la plainte de la partie lésée. Sont solidairement passibles des dommages-intérêts envers les ayants droit tous ceux qui ont pris part à la contrefaçon et porté sciemment atteinte aux droits d'autrui, spécialement en vendant des contrefaçons.

La représentation ou exécution illégale d'une œuvre dramatique ou musicale donne lieu à la saisie de la recette brute, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la pièce a été donnée seule ou

avec d'autres ; les deux tiers sont attribués à la partie lésée et l'autre tiers à la caisse des pauvres du lieu où a été donnée la représentation. — Si l'ayant droit le préfère, il peut réclamer l'application d'une pénalité qui est arbitrée par le juge, et qui peut être portée à 500 thalers, dont un tiers est versé à la caisse des pauvres. — Enfin, l'ayant droit peut demander à l'autorité de prohiber l'exécution ou représentation illégale de son œuvre. Une fois qu'il a opté et employé l'un de ces trois moyens, il ne peut plus recourir aux autres.

§ 6. Droits des étrangers et des Français en Saxe. — La loi du 22 février 1844 contient sur les étrangers les articles suivants :

§ 11. La protection établie par la présente loi ne sera accordée aux étrangers qu'autant qu'ils justifieront que, dans l'Etat dont ils sont sujets, les Saxons jouissent de la même protection. — Les ressortissants des Etats de la Confédération germanique ne sont pas soumis à l'obligation de fournir cette preuve ; mais la protection qui doit leur être accordée est limitée à la même durée que celle qui est déterminée par les lois de leur propre pays.

12. Un étranger est assimilé au sujet saxon, quant à la protection légale, dans les cas suivants : — *A.* S'il prouve avoir acquis, directement ou indirectement, d'un sujet saxon, le droit à la protection de la loi ; — *B.* S'il fait pour compte commun, avec un libraire ou artiste saxon, et dans une imprimerie saxonne, l'édition d'un ouvrage, et que ce libraire ou artiste réclame ensuite pour lui la protection de la loi. Dans l'un et l'autre cas, on est tenu de produire le certificat mentionné au paragraphe 14.

13. Si un étranger réclame en Saxe, en vertu des dispositions des paragraphes 11 ou 12, lettre *B*, la protection pour une œuvre littéraire ou artistique dont un libraire ou artiste saxon a déjà préparé une édition, la vente des exemplaires qui existent déjà sera tolérée, et cette faveur s'étendra également aux compléments de l'ouvrage qui paraîtront postérieurement, et pour le nombre d'exemplaires de l'édition des premiers volumes parus. — L'autorisation de vente de ces exemplaires est constatée par un timbre apposé par l'autorité ; tous les exemplaires qui se trouveront en magasin devront en être pourvus quatre semaines après la publication de la présente loi ; les exemplaires des continuations en seront pourvus au fur et à mesure de leur publication, et au plus tard, avant leur sortie des magasins.

14. La preuve d'une propriété littéraire s'apprécie selon les principes généraux du droit. Toutefois, les autorités judiciaires et administratives doivent, jusqu'à ce qu'un autre ait justifié d'un droit supérieur, considérer comme suffisamment fondé à réclamer la protection de la loi celui dont le droit s'appuie sur une déclaration d'impression délivrée par une autorité compétente, ou celui qui prouve avoir acquis postérieurement le droit du premier. — Les déclarations d'impression ne seront délivrées aux étrangers que dans les limites déterminées aux paragraphes 11 et 12. — Des dispositions ultérieures seront prises pour déterminer le mode de délivrance des certificats de déclaration.

15. Aussi souvent que la protection de la loi sera requise contre le débit des exemplaires d'une contrefaçon, et soit que la réquisition soit faite par un sujet saxon, ou en vertu des dispositions des paragraphes 11 et 12, il devra y être fait droit, quel que soit le pays où la contrefaçon a été exécutée.

La loi du 27 juillet 1846, spéciale aux œuvres dramatiques et musicales, contient également la disposition suivante :

17. Tous les intéressés qui ne sont pas sujets d'un des Etats de la Confédération germanique ont droit à la protection garantie par la présente loi, contre l'exécution de l'ouvrage original, contre l'imitation illégale, ou en faveur de traductions dont ils sont auteurs, aux conditions déterminées aux paragraphes 11 et 12 de ladite loi du 22 février 1844.

Il ressort de ces textes, et spécialement du § 11, rapproché du décret du 28 mars 1852, que les auteurs, compositeurs et artistes français ont droit, en Saxe, à la même protection que les nationaux, à la condition de faire enregistrer leurs œuvres et de faire le dépôt d'un exemplaire à la direction du Cercle à Leipsick.

C'est, du reste, ce qui a été expressément reconnu par M. le baron de Beust, ministre des affaires étrangères de Saxe, dans une lettre qu'il a adressée, le 12 juin 1852, à M. Mercier, ministre de France à Dresde. Dans cette lettre, en effet, M. de Beust, en accusant réception du texte du décret du 28 mars 1852, disait :

... Il en est résulté pour nous la conviction que maintenant, par suite de la publication de ce décret, les sujets français comptent parmi les étrangers qui, dans la supposition qu'ils accomplissent les conditions exi-

gées par nos lois, peuvent réclamer la protection assurée par lesdites lois à la propriété littéraire. En conséquence, ils auront dorénavant la faculté de faire inscrire les ouvrages à protéger sur le registre tenu par la direction du Cercle à Leipsick, et participeront par cela même aux avantages dont jouissent légalement les auteurs ou éditeurs d'ouvrages publiés dans le royaume de Saxe. Aussi le gouvernement du roi s'est-il empressé de notifier ledit décret à la direction du Cercle et d'appeler l'attention de nos libraires sur ses conséquences. Dans cet état de choses, la conclusion d'une convention spéciale pour la garantie réciproque des droits d'auteur devient inutile, etc.

Signé : BARON DE BEUST.

En fait, des dépôts et enregistrements de livres français ont été reçus à la direction du cercle de Leipsick, et l'on devait croire nos rapports internationaux avec la Saxe aussi solidement établis, à cet égard, que s'ils étaient garantis par un traité. Mais il n'en a rien été. La Saxe a donné le fâcheux exemple d'une nation qui, après avoir fait une offre de réciprocité, la retire lorsqu'elle a été acceptée, et que ses sujets ont définitivement acquis chez les autres ces mêmes droits qu'elle refuse chez elle. Après avoir suspendu provisoirement l'enregistrement des ouvrages français à la direction du cercle de Leipsick, sous le prétexte *que la réciprocité ne paraissait pas certaine*, le gouvernement de Saxe a rendu, le 8 mai 1855, un décret qui a reçu l'approbation des Chambres, et qui lui donne le droit de retarder indéfiniment l'exécution de l'art. 11 de la loi de 1844. En voici le texte :

Nous, JEAN, par la grâce de Dieu, roi de Saxe, avons, avec l'assentiment de nos fidèles Etats, décrété ce qui suit :

§ 1^{er}. La protection légale accordée aux étrangers et mentionnée dans la première partie du § 11 de la loi du 22 février 1844, relativement à la protection des droits de propriété sur les productions littéraires et artistiques, ne sera efficace que dans le cas où communication aura été faite à nos sujets, par ordonnance du ministre de l'intérieur, soit de la loi du pays non allemand, soit du traité qui amènera la réciprocité.

2. Par cette ordonnance devront être en même temps réglées les mesures à prendre pour assurer la vente des exemplaires imprimés qui, lors de la publication, se trouveront en la possession des libraires saxons

et qui, au moment où la réciprocité sera appliquée, tomberaient dans la catégorie des ouvrages contrefaits.

3. Pour ce qui concerne les sujets d'Etats allemands confédérés, on s'en réfère purement et simplement aux termes contenus dans la deuxième section du § 11 de la loi du 22 février 1844.

Nous comprenons très-bien qu'en ce qui concerne les livres déjà imprimés ou en cours de publication, le gouvernement saxon se soit réservé de prendre des mesures garantissant tout à la fois les droits des auteurs étrangers et ceux des éditeurs saxons ; mais rien n'empêchait, ce nous semble, de continuer à admettre l'enregistrement des livres français et d'empêcher ainsi les contrefaçons pour l'avenir. — Espérons que le gouvernement de Saxe se hâtera d'user du droit qu'il s'est réservé de porter légalement à la connaissance de ses sujets le décret impérial du 28 mars 1852, qu'en fait ils connaissent parfaitement, et dont ils profitent en France depuis sa promulgation.

Quoi qu'il en soit, et jusqu'à ce que cette espèce d'interdit soit levé, les Français n'ont d'autre ressource que d'user du bénéfice fort restreint de l'art. 12 de la loi de 1844, en cédant tout ou partie de leurs droits à un éditeur saxon, et en faisant requérir par lui l'enregistrement. Nous appelons seulement leur attention sur ce point, que ces actes de cession doivent être rédigés sur papier timbré, enregistrés et légalisés tant au ministère des affaires étrangères qu'à la légation de Saxe.

SAXE-WEIMAR-EISENACH.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique.

Droit international.

La propriété industrielle, littéraire et artistique est régie dans le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach par les actes du Zoll-

verein et de la Confédération germanique. — Le 17 mai 1853 il a été conclu entre cette puissance et la France une convention dont le bénéfice s'étend à toutes les œuvres d'esprit et d'art tels que écrits, pièces de théâtre, compositions musicales, tableaux, dessins, gravures, lithographies, objets de sculpture, etc. Les ratifications en ont été échangées le 18 juin 1853 et elle a été promulguée le 27 du même mois. — La vente des réimpressions antérieures a été réciproquement interdite à partir du 1^{er} juillet 1854.

CONVENTION DU 17 MAI 1853

Conclue entre la France et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret du 27 juin 1853.)

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le grand-duc de Saxe-Weimar-Eisenach, également animés du désir de protéger les sciences et les arts et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à garantir, dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause la propriété des œuvres littéraires ou artistiques publiées pour la première fois en France ou dans le grand-duché de Saxe. — Dans ce but, ils ont nommé, etc...

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé également dans les deux Etats, de telle sorte que la protection accordée en France, par le décret du 28 mars 1852, aux ouvrages publiés dans le grand-duché de Saxe, sera également accordée, d'après les termes de la loi promulguée dans le grand-duché, sous la date du 11 janvier 1839, aux ouvrages publiés en France. — Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques jouiront, dans la même mesure, de la protection qui leur est accordée par ces lois.

2. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous ouvrages littéraires ou artistiques la protection stipulée dans les articles précédents, il suffira que leurs auteurs établissent, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite. — Les hautes parties contractantes se réservent de désigner les autorités publiques des deux Etats qui seront compétentes pour l'expédition de tels témoignages d'originalité.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'art. 1^{er} sont prohibées dans les deux Etats, sans qu'il y ait à distinguer si ces réimpressions ou reproductions proviennent de l'un des Etats mêmes ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats, antérieurement à sa publication. — Un an après la mise en exécution du traité, la vente des réimpressions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait à l'avenir promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et reproduction illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition ou la vente de productions littéraires et artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie de reproductions illicites.

9. La présente convention aura force et vigueur pendant dix ans, à partir du jour où ses ratifications auront eu lieu ; et, dans le cas où aucune des deux parties n'aurait signifié, douze mois avant l'expiration

de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

10. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Weimar, dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — Fait à Weimar, ce 17 mai 1853. — (L. S.) *Signé*, baron DE TALLEYRAND. (L. S.) *Signé*, CH. BERNARD DE WATZDORF.

Article additionnel.

Dans le cas où la France, pour arriver à une protection plus générale et plus étendue de la propriété littéraire, artistique et musicale, entretrait en négociation avec une association douanière qui viendrait à se former ultérieurement, et dont le grand-duché de Saxe-Weimar ferait partie, S. A. R. le grand-duc promet d'appuyer, par un concours bienveillant et empressé, toute proposition tendant à ce but, en tant qu'elle serait conforme à l'équité et ne serait pas contraire aux intérêts germaniques. — Fait à Weimar, ce 17 mai 1853. — (L. S.) *Signé*, baron DE TALLEYRAND. (L. S.) *Signé*, CH. BERNARD DE WATZDORF.

PRINCIPAUTES DE SCHWARZBOURG.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique.

Droit international.

La propriété industrielle, littéraire et artistique est régie dans les deux principautés de Schwarzbourg-Sondershausen et de Schwarzbourg-Rudolstadt, par les actes du Zollverein et de la Confédération germanique, dont elles font partie. — Les 7 et 16 décembre 1853, il a été conclu, entre la France et ces puissances, deux conventions diplomatiques dont les ratifications ont été échangées les 29 janvier et 3 février 1854, et

qui ont été promulguées en France les 9 et 24 février même mois. — Elles protègent tous les ouvrages d'esprit et d'art, tels que livres, écrits, tableaux, dessins, gravures, objets de sculpture, etc., ainsi que le droit de représentation ou d'exécution des œuvres dramatiques ou musicales. La vente des contrefaçons ou reproductions antérieures est interdite respectivement, en France et dans les deux Principautés, à partir du 1^{er} mars et du 10 février 1855. — Le texte de ces deux conventions étant identique, nous donnons seulement celui de la première.

CONVENTION DU 7 DÉCEMBRE 1853

Conclue entre la France et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'art et d'esprit.

(Promulguée par décret du 24 février 1854.)

S. M. l'Empereur des Français et S. A. S. le prince de Schwarzbourg-Sondershausen, également animés du désir de protéger les sciences et les arts, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à garantir, dans les deux pays, aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques, publiées pour la première fois en France ou dans la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen. — Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — S. M. l'Empereur des Français, le sieur Auguste, marquis de Tallenay, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sérénissime Confédération germanique, son ministre plénipotentiaire près S. A. le duc de Nassau, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la ville libre de Francfort, etc. — S. A. S. le prince de Schwarzbourg-Sondershausen, le sieur Guillaume de Eisen-dorfer, docteur en droit, conseiller d'Etat, etc.; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le droit exclusif des auteurs de publier (*Vervielfältigen*) leurs ouvrages d'esprit ou d'art, tels que livres, écrits, œuvres dramatiques, compositions musicales, tableaux, gravures, lithographies, dessins, travaux de sculpture et autres productions littéraires et artistiques, sera protégé également dans les deux Etats, de telle sorte que la protection accordée en France, par le décret du 28 mars 1852, aux ouvra-

ges publiés dans la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, sera également accordée, d'après les termes des lois et ordonnances qui régissent la matière dans la principauté, aux ouvrages publiés en France. Les représentants légaux ou les ayants cause des auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques jouiront, dans la même mesure, de la protection qui leur est accordée par ces lois.

2. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites, exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous ouvrages littéraires ou artistiques la protection stipulée dans les articles précédents, il suffira que leurs auteurs établissent au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite. — Les hautes parties contractantes se réservent de désigner les autorités publiques des deux Etats qui seront compétentes pour l'expédition de tels témoignages d'originalité.

4. L'exposition et la vente de réimpressions et reproductions illicites des œuvres indiquées dans l'article 1^{er} sont prohibées dans les deux Etats, sans qu'il y ait à distinguer si ces réimpressions ou reproductions proviennent de l'un des Etats mêmes, ou de tout autre pays.

5. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à assurer, par tous les moyens en leur pouvoir, l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale assurée aux nationaux. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

6. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux Etats antérieurement à sa publication. — Un an après la mise en exécution du traité, la vente des réimpressions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

7. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou pourrait, à l'avenir, promulguer, pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et reproduction illicites.

8. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire,

à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition (*Feilhaltung*) ou la vente de productions littéraires et artistiques. — De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, de livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

9. La présente convention aura force et vigueur pendant dix ans, à partir du jour où ses ratifications auront eu lieu, et dans le cas où aucune des deux parties n'aurait signifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

10. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu, à Francfort-sur-Mein, dans le délai de deux mois au plus tard. — Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats. — Fait à Francfort, le 7 décembre 1833. — *Signé*, TALLEMAY. — *Signé*, DE EISENDECHER.

ROYAUME DES DEUX-SICILES.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La matière des brevets d'invention est régie, dans le royaume des Deux-Siciles, par deux décrets royaux, en date des 2 mars 1840 et 18 mars 1844. En voici le résumé :

§ 1^{er}. **Brevets.** — La législation sicilienne reconnaît deux sortes de brevets : 1^o *le brevet d'invention ou de perfectionnement* ; 2^o *le brevet d'importation*. Le premier est accordé à quiconque en fait la demande, pour une découverte nouvelle

ou pour une amélioration d'une fabrication, ou branche d'industrie déjà connue. Le second est accordé à quiconque introduit dans le royaume une découverte ou invention formant l'objet d'un privilège exclusif dans le pays où elle a pris naissance. — Observons, d'ailleurs, que l'auteur d'une découverte, au lieu de solliciter un brevet qui lui donne le droit d'exploiter seul son invention, peut demander une récompense sur les fonds destinés à l'encouragement de l'industrie.

§ 2. **Formalités.** — La demande d'un brevet doit être adressée au ministre de l'intérieur et déposée à l'intendance du domicile du pétitionnaire ou de son mandataire, selon les cas. Cette demande est rédigée en langue italienne, et accompagnée d'une description de la découverte et des dessins nécessaires à l'intelligence de la description; le tout, en double expédition et sous cachet. Le pétitionnaire est, en outre, tenu de déposer à l'Institut royal d'encouragement les modèles ou dessins de l'invention faisant l'objet de la demande.

§ 3. **Délivrance.** — **Durée.** — Lorsque la demande est régulière, le brevet est délivré par le roi, sans examen préliminaire et sans aucune garantie de la part du gouvernement. Il n'est procédé à un examen préliminaire que dans le cas où la patente demandée intéresse le salut ou la sécurité publique. — La durée des brevets est de cinq ans; cependant, pour des raisons graves d'utilité publique, la durée peut être prorogée jusqu'à dix et même jusqu'à quinze ans. — La durée du brevet d'importation est limitée à celle restant à courir au brevet étranger.

§ 4. **Exploitation.** — **Déchéance.** — L'exploitation de l'invention brevetée doit, à moins de motifs légitimes, être commencée dans l'année de la concession du brevet, à peine de déchéance; aucune interruption ne peut être apportée à ladite exploitation, sous la même peine. Il y a encore lieu à déchéance du brevet : 1^o si le breveté a celé dans la descrip-

tion ses véritables moyens d'exécution, ou si son invention a déjà été décrite et publiée dans un ouvrage imprimé ; 2° si, pendant le cours du brevet, il n'a pas donné successivement connaissance, par des dépôts, des modifications et perfectionnements qu'il a apportés à son invention ; 3° enfin, si le breveté dans le royaume des Deux-Siciles a pris, postérieurement, un brevet en pays étranger pour la même découverte.

§ 5. **Cessions.** — Les brevets peuvent être cédés comme toute propriété mobilière ; mais les parties contractantes sont tenues, sous peine de nullité, de faire enregistrer l'acte de vente dans les intendances respectives de leurs provinces.

§ 6. **Contrefaçon. — Réparations.** — Le brevet, conférant un privilège exclusif, donne le droit de poursuivre les contrefacteurs de l'invention brevetée, et de requérir le séquestre des objets contrefaits. Si le délai de contrefaçon est constant, la confiscation des objets contrefaits est prononcée, et les coupables sont condamnés à payer à l'inventeur des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé. — Si la plainte en contrefaçon est rejetée, comme manquant de preuves, le plaignant est condamné à payer à celui qu'il a dénoncé des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé par la plainte.

CHAPITRE II.

Propriété littéraire et artistique.

§ 1^{er}. **Droit de propriété. — Durée.** — Aux termes d'un décret du 5 février 1828, les écrivains en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres, les sculpteurs, les architectes et les auteurs de dessins originaux jouissent pendant toute leur vie du droit exclusif de publier et de vendre les exem-

plaires de leurs ouvrages dans tout le territoire du royaume des Deux-Siciles. — Leurs veuves, mariées en communauté de biens ou d'acquêts, conservent également pendant leur vie l'exercice de ce droit, et les héritiers pendant trente ans à partir de la mort de l'auteur, ou pendant ce qui en restera à courir après le décès de la veuve.

§ 2. **Dépôt.** — Les auteurs d'ouvrages littéraires et les compositeurs de musique doivent déposer un exemplaire de leurs œuvres, savoir : les premiers à la Bibliothèque royale, et les derniers au Conservatoire de musique.

§ 3. **Cession.** — Les auteurs peuvent céder leurs droits en tout ou en partie, et par suite l'exercice même des droits de la veuve et des héritiers.

§ 4. **Contrefaçon. — Répression.** — Par application des art. 322 et 323 du Code pénal, l'édition, la vente, le débit ou l'introduction d'écrits, compositions musicales, dessins, peintures ou autres productions imprimées ou gravées en entier ou en partie, au mépris des droits et privilège des auteurs et éditeurs, donnent lieu : 1^o à des dommages-intérêts proportionnés au préjudice ; 2^o à la confiscation des objets contrefaits et des instruments de fabrication ; 3^o à une amende qui ne peut être moindre du tiers des dommages-intérêts, ni en excéder le double ; 4^o enfin à la peine de l'emprisonnement, si le dommage a excédé 500 ducats. — Les deux tiers de l'amende et des objets confisqués sont attribués à la partie lésée, en sus des dommages-intérêts.

SUÈDE ET NORWÈGE.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

La législation suédoise en matière de brevets d'invention se compose de deux ordonnances royales, l'une du 13 décembre 1834, l'autre du 30 décembre 1841. Voici le résumé de cette législation :

§ 1^{er}. **Objets brevetables. — Brevets.** — Les inventions nouvelles, industrielles ou artistiques, telles que dessins de fabrique, etc., leurs perfectionnements, l'importation des inventions étrangères, peuvent être en Suède l'objet d'un brevet. Un étranger a le droit de prendre un brevet; mais il faut qu'il vienne habiter la Suède, ou qu'il choisisse un mandataire suédois dans la première année de la délivrance de son brevet.

§ 2. **Formalités. — Opposition.** — La demande doit être adressée au Collège royal du commerce. L'invention doit être décrite avec exactitude, en se servant de dessins ou d'échantillons, s'il le faut; l'impétrant doit aussi indiquer la durée du brevet. — Lorsque le brevet est accordé, il est affiché à la porte de la salle extérieure du Collège du commerce, et prend date du jour de cet affichage. Le breveté est tenu de faire insérer son brevet trois fois dans trois journaux et à ses frais; cette insertion doit avoir lieu dans un délai de deux mois, à compter de la date du brevet. — Un délai de six mois, à partir du jour de la troisième insertion, est accordé aux personnes qui veulent former opposition à la délivrance du brevet. L'opposition est adressée au Collège du commerce. Après ce délai,

le breveté ne peut plus être inquiété. Nous verrons plus bas comment et par qui les oppositions sont jugées.

§ 3. **Durée.** — La durée des brevets est en général ainsi déterminée : quinze ans pour une invention ; dix ans pour un perfectionnement ; cinq ans pour l'importation d'une invention étrangère. L'importance de l'invention, les travaux qu'elle a entraînés, peuvent être des motifs pour le gouvernement de porter à dix ans la durée d'un brevet d'importation.

§ 4. **Nullité. — Compétence.** — Le privilège du breveté se perd : 1° si les trois insertions prescrites n'ont pas été faites ; 2° si l'opposant au brevet a prouvé la non-nouveauté de l'invention ; 3° s'il y a eu tromperie de la part du breveté sur la nature de son invention ; 4° si le breveté n'a pas rendu compte dans le délai de deux ans, au Collège du commerce, de l'état de son exploitation ; 5° enfin, s'il néglige de faire savoir chaque année au même Collège que l'exploitation est toujours en activité.

Lorsqu'il y a une opposition formée à la délivrance du brevet, elle est jugée par des arbitres choisis, deux par le breveté, deux par l'opposant, et un cinquième par les quatre arbitres déjà nommés. — Nous pensons que le Collège royal du commerce prononcerait sur les autres nullités.

§ 5. **Contrefaçon.** — La contrefaçon entraîne, la première fois, une amende de 100 rixdales, et, en cas de récidive, une amende double, c'est-à-dire de 200 rixdales pour chaque condamnation. Moitié de ces amendes est remise au breveté, l'autre moitié doit être affectée à une œuvre de charité. — Les objets contrefaits qui n'ont pas encore été vendus sont saisis ; le prix des objets vendus est accordé au breveté à titre de dommages-intérêts.

Quant à la législation norvégienne elle est très-incomplète sur la matière des brevets d'invention, et se borne à poser ce principe qu'un brevet d'invention pour les arts et l'industrie

peut être obtenu du roi. — Le pétitionnaire doit déposer une description de l'invention telle que toute personne de l'art puisse facilement l'exécuter.

Un privilège peut être concédé à plusieurs personnes qui ont fait simultanément une invention utile ; mais la renonciation faite par l'un des concessionnaires entraîne forcément celle des autres.

Le maximum de durée des brevets d'invention est fixé à dix années.

CHAPITRE II.

Marques et dessins de fabrique.

§ 1^{er}. **suède.** — La marque de fabrique est obligatoire en Suède. Les produits de l'industrie nationale doivent en outre, avant d'être livrés au commerce, être marqués du *timbre blanc* de l'autorité publique. — Les produits importés portent l'empreinte du timbre de la douane ; cette empreinte constate que l'importation des produits est légale, et que les droits de douane ont été payés. — Les produits ainsi estampillés sont à l'abri de la confiscation, et s'il en est qui ne soient pas susceptibles d'être revêtus d'une marque, ils sont munis d'un sceau en cire sur lequel est apposé le *timbre noir* de l'autorité publique.

La contrefaçon des marques de fabrique et des timbres de douane est réprimée par le Code de commerce.

La propriété exclusive des dessins et ornements de fabrique ne peut être garantie que par un brevet (V. au chapitre précédent).

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

§ 1^{er}. **Propriété. — Durée.** — En vertu d'une loi du 16 juillet 1812 sur la presse, les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les dessinateurs et autres qui font publier leurs ouvrages par des moyens mécaniques en conservent la propriété leur vie durant. — Après leur décès, leurs héritiers ou cessionnaires jouissent des mêmes droits pendant vingt ans, mais à la condition d'en faire usage, c'est-à-dire de publier de nouvelles éditions quand les premières sont épuisées ; sinon ils encourent la déchéance de leur privilège et chacun peut réimprimer les œuvres de l'auteur décédé.

§ 2. **Contrefaçon. — Répression.** — Tout contrefacteur est passible de la confiscation de l'édition contrefaite et en outre de dommages-intérêts calculés sur le prix des exemplaires de l'édition légitime. Les mêmes condamnations sont prononcées contre celui qui contrefait une traduction, ou qui veut faire passer pour sienne la traduction d'autrui ; mais l'existence d'une traduction ne met pas obstacle à la publication d'une nouvelle traduction du même ouvrage.

§ 4. **Droits des étrangers.** — La loi précitée de 1812 portait uniquement que l'éditeur qui achetait la propriété d'un ouvrage dont l'auteur était domicilié en pays étranger pouvait, par un décret spécial du roi, obtenir à l'égard de cet ouvrage la protection que la loi accorde aux auteurs. Mais une disposition législative, promulguée en 1844 lors de la réforme de la constitution suédoise, a accordé la protection légale contre la contrefaçon aux auteurs étrangers dont les pays offriraient les mêmes avantages aux auteurs suédois. Par suite de cette offre de réciprocité

et en vertu du décret du 28 mars 1852, les auteurs français ont droit, dans les royaumes de Suède et de Norwége, à la même protection que les nationaux, mais seulement pour les ouvrages d'esprit et à l'exception des livres d'église ou d'éducation.

TOSCANE.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique. Droit international.

La Toscane a adhéré à la convention conclue le 22 mai 1840 entre l'Autriche et la Sardaigne, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique.

Il n'existe pas de convention littéraire proprement dite entre cette puissance et la France ; mais, dans le traité de commerce qui a été conclu le 15 février 1853 et qui, promulgué par décret du 15 mars suivant, est exécutoire depuis le 10 avril de la même année, ont été insérés deux articles dont l'un garantit aux sujets respectifs une égale protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et dont l'autre stipule l'interdiction réciproque de la contrefaçon des œuvres littéraires et artistiques. Voici ces deux dispositions :

ART. 2. Les citoyens respectifs jouiront dans les deux Etats d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, à la condition toutefois d'être soumis aux lois et règlements de police qui sont ou pourraient être mis en vigueur à l'égard de tous les étrangers en général. Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la défense et la poursuite de leurs droits. Ils seront maîtres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, sans avoir à subir ou à acquitter, comme étrangers, des formalités, droits ou rétri-

butions autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes, sauf la caution de *judicatum solvi*, dans les cas où elle est ordonnée en matière civile par les lois des deux pays.

20. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement, et à titre de réciprocité, à interdire sur leurs territoires respectifs la fabrication des contrefaçons et réimpressions des œuvres artistiques et littéraires des auteurs des deux pays, conformément à la législation en vigueur dans les deux Etats.

VÉNÉZUÉLA.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique.

§ 1^{er}. Genres d'ouvrages. — Durée. — Étrangers. —

Une loi du 19 avril 1837 accorde aux auteurs nationaux ou étrangers le droit exclusif de publier, reproduire et vendre leurs œuvres dans tout le territoire de la république de Vénézuéla. Ce droit s'étend aux écrits en tout genre, aux traductions, aux compositions musicales, aux cartes, plans, dessins et gravures; il dure toute la vie de l'auteur et quatorze années, à partir de son décès, au profit de ses cessionnaires et héritiers.

§ 2. **Patente. — Dépôt. — Publicité.** — Pour être admis à invoquer le bénéfice de la loi, les auteurs ou leurs cessionnaires doivent : 1^o avant toute publication, déclarer l'œuvre qu'ils veulent faire protéger, et demander une patente de privilège; 2^o en déposer un exemplaire entre les mains du gouverneur qui a délivré la patente; 3^o l'imprimer en entier en tête de l'ouvrage, si c'est une œuvre littéraire, et inscrire la mention : *enregistré conformément à la loi*, si c'est une œuvre artistique. En outre, la patente est portée à la connaissance du public par l'insertion dans les journaux de la république.

§ 3. **Contrefaçon. — Répression.** — La reproduction non autorisée d'une œuvre garantie par un privilège, ainsi que la vente et l'introduction sur le territoire de la république d'exemplaires contrefaits, donnent lieu : 1^o à la confiscation au profit de la partie lésée ; 2^o à des dommages-intérêts s'élevant au double de la valeur des exemplaires saisis ; 3^o à une amende et, en cas d'insolvabilité, à un emprisonnement de trois à six mois.

PRINCIPAUTÉ DE WALDECK.

CHAPITRE UNIQUE.

Propriété littéraire et artistique.

Droit international.

Pour le droit commun régissant la propriété littéraire et artistique dans la principauté de Waldeck et de Pyrmont, nous ne pouvons que renvoyer aux règles établies par la Diète pour les États faisant partie de la Confédération germanique. Le 4 février 1854 il a été conclu entre cette puissance et la France une convention, dont les ratifications ont été échangées le 14 avril, et dont la promulgation a eu lieu le 27 du même mois. Elle garantit les œuvres d'esprit en tout genre, ainsi que la propriété et le droit de représentation ou d'exécution des œuvres dramatiques et musicales ; mais les productions artistiques n'y sont pas comprises. La vente des contrefaçons, publiées ou commandées antérieurement au traité, est réciproquement interdite depuis le 1^{er} août 1854.

CONVENTION DU 4 FÉVRIER 1854

Conclue entre la France et la principauté de Waldeck pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art.

(Promulguée par décret du 27 avril 1854.)

S. M. l'Empereur des Français et S. A. S. le prince souverain de

Waldeck et de Pyrmont, etc., également animés du désir de donner une base plus solide aux garanties déjà existantes en faveur des Français et de leurs ayants cause dans la principauté de Waldeck, et en faveur des sujets de la principauté et de leurs ayants cause en France, contre la réimpression et la reproduction illicites des ouvrages de littérature et des compositions musicales, par suite du décret du 28 mars 1832, et par suite des lois et ordonnances qui régissent la matière dans la principauté, sont convenus de conclure, dans ce but, un traité spécial. — A cette fin, ils ont nommé, etc...

ART. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à faire jouir les nationaux dans les Etats respectifs, quant aux ouvrages d'esprit, tels que livres, écrits périodiques, compositions musicales et autres productions littéraires, de la même protection contre la réimpression ou reproduction illicite dont jouissent les nationaux dans leur propre pays, de sorte que toutes les lois, ordonnances, stipulations aujourd'hui existantes ou qui pourraient être promulguées à l'avenir relativement à la contrefaçon et à la reproduction illicites, seront également applicables aux ressortissants des deux Etats. Quant à ce qui a rapport à l'exposition et à la vente des réimpressions et reproductions illicites des œuvres mentionnées ci-dessus, provenant de tout autre pays que des deux pays contractants, les hautes parties s'en réfèrent, quant à présent, aux stipulations aujourd'hui existantes dans les deux Etats.

2. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux Etats garantissent ou garantiront par la suite protection aux œuvres susdites, exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs.

3. Pour assurer à tous les ouvrages intellectuels la protection stipulée dans les articles précédents, leurs auteurs devront établir, au besoin, par un témoignage émanant d'une autorité publique, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite.

4. Les hautes parties contractantes s'engagent à assurer par tous les moyens en leur pouvoir l'exécution des stipulations contenues dans les articles précédents, et à faire jouir réciproquement leurs ressortissants de la protection légale accordée aux nationaux. Les tribunaux de chaque pays auront à décider, d'après la législation existante, la question de contrefaçon ou de reproduction illicite.

5. La présente convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient déjà été publiées ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des deux

Etats. — Toutefois, la publication ou la vente des réimpressions ou reproductions indiquées ci-dessus ne pourra plus avoir lieu trois mois après la promulgation du présent traité dans les deux Etats.

6. Pour faciliter l'exécution de ce traité, les deux hautes parties contractantes se communiqueront régulièrement les lois et ordonnances que chacune d'elles aurait promulguées ou promulguerait à l'avenir pour garantir le commerce légitime contre la contrefaçon, la réimpression et reproduction illicites.

7. Les stipulations de ce traité ne sauraient infirmer le droit des deux hautes parties contractantes de surveiller, de permettre ou d'interdire, à leur convenance, par des mesures législatives ou administratives, le commerce, la représentation, l'exposition ou la vente de productions jittéraires. De même, aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée de manière à contester le droit des hautes parties contractantes de prohiber l'importation, sur leur propre territoire, des livres que leur législation intérieure ou des traités avec d'autres Etats feraient entrer dans la catégorie des reproductions illicites.

8. La présente convention aura force et vigueur pendant six années à partir du jour où la promulgation en sera faite, d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications.

9. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Francfort-sur-Mein, dans le délai de deux mois au plus tard. Après l'échange des ratifications, le présent traité sera publié par les deux hautes parties contractantes aussitôt que possible, et il sera mis en vigueur après la publication accomplie dans les deux Etats.—En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le présent traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes. — Fait à Francfort-sur-Mein, le 4 février 1834. — (L. S.) *Signé*, TALLENAY. — (L. S.) *Signé*, Baron DE HOLZHAUSEN.

WURTEMBERG.

CHAPITRE I.

Brevets d'invention.

Le Wurtemberg est un des vingt-cinq Etats qui forment l'union douanière et commerciale du Zollverein; à ce titre, sa législation sur les brevets d'invention est soumise aux prin-

cipes généraux déjà exposés. Néanmoins, il existe un règlement général sur l'industrie, révisé le 5 août 1836, et qui renferme quelques règles spéciales qu'il importe de connaître. En voici le résumé :

§ 1^{er}. **Brevets. — Objets brevetables.** — Le gouvernement wurtembergeois peut délivrer des brevets pour l'invention d'un nouveau produit, d'un nouveau moyen de fabrication ou d'un nouveau procédé, de même que pour l'importation d'une invention ; mais, pour qu'une invention soit brevetable, il faut qu'elle existe comme application pratique et qu'elle ait été mise à exécution. Une description qui n'indiquerait que les moyens d'obtenir un résultat, sans apporter à l'appui la preuve de la réalisation de ces moyens, ne suffirait pas pour assurer à l'inventeur un privilège exclusif. Ainsi, deux sortes de brevets : le brevet d'invention et le brevet d'importation.

§ 2. **Formalités. — Délivrance.** — Pour obtenir un brevet, l'inventeur ou son mandataire doit déposer au bailliage du district de son domicile une demande accompagnée d'une description fidèle et complète de l'objet qu'il veut faire breveter, avec les plans, dessins et échantillons nécessaires. — Il est dressé procès-verbal du dépôt, et le bailliage adresse les pièces au ministère de l'intérieur avec mention de la date du dépôt. — Le gouvernement est juge de la nouveauté de l'invention et décide s'il y a lieu d'accorder ou de refuser le brevet.

§ 3. **Durée.** — La durée d'un brevet d'invention ne peut dépasser dix ans. Une loi spéciale est nécessaire pour une plus longue durée. — La durée du brevet d'importation est la même que la durée du brevet qui protège l'invention à l'étranger. — Toute concession de brevet est rendue publique.

§ 4. **Taxe.** — La taxe est de 25 florins par an ; le premier paiement a lieu au moment de la délivrance du brevet, et les autres à l'expiration de chaque année commençant au jour de la délivrance dudit brevet.

§ 5. **Nullités. — Déchéances.** — Un brevet est nul : 1° lorsqu'à l'époque de la concession, il a été fait un usage antérieur de l'invention dans le royaume, ou lorsque cette invention a reçu une publicité suffisante à l'étranger; 2° lorsque dans la description on a dissimulé une particularité de l'invention de laquelle peut dépendre l'exécution de celle-ci; 3° si le brevet a été obtenu frauduleusement et au détriment d'un sujet de l'union du Zollverein; 4° si le brevet a été obtenu dans le royaume de Wurtemberg par tout autre que l'inventeur lui-même ou ses ayants droit, alors que l'invention a été faite par un sujet d'un des Etats du Zollverein et patentée à son profit dans un desdits Etats.

Il y a déchéance du brevet : 1° si l'invention n'est pas exploitée par le propriétaire, dans le cours de deux années à partir de la concession, ou si l'exploitation est interrompue sans motif légitime pendant deux années; 2° si l'objet breveté est fabriqué hors du royaume; 3° si la fabrication de l'objet breveté et les moyens d'exécution de l'invention sont contraires aux lois.

§ 6. **Contrefaçon. — Réparations.** — Les brevets confèrent des privilèges exclusifs; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un brevet d'importation, l'importateur ne peut empêcher l'introduction de produits similaires, mais il a seul le droit de fabriquer dans le royaume. — Toute atteinte portée aux droits d'un breveté constitue le délit de contrefaçon, qui est passible de la confiscation, au profit du plaignant, des produits contrefaits et des ustensiles et appareils qui ont servi à leur fabrication, ainsi que de dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé. — Il faut observer ici que le breveté ne peut s'opposer à la vente des objets contrefaits, lorsque le vendeur n'est pas complice de la fabrication frauduleuse.

CHAPITRE II.**Marques de fabrique.**

La législation des marques de fabrique en Wurtemberg (règlement général précité du 5 août 1836) impose à chaque fabricant l'obligation d'apposer sur ses produits une marque indiquant son nom ou ses armoiries. — Une empreinte de cette marque doit être déposée à l'administration, soit du lieu du domicile du fabricant, soit du lieu où est situé son établissement. — La contrefaçon des marques de fabrique est assimilée au crime de faux.

CHAPITRE III.

Propriété littéraire et artistique.

La propriété littéraire et artistique est régie, dans le royaume de Wurtemberg, par les règles posées dans les actes de la Diète germanique, et, en outre, par les lois et ordonnances spéciales suivantes : loi du 22 juillet 1836 ; loi du 17 octobre 1838 ; ordonnance du 19 du même mois, et loi du 24 août 1845.

§ 1^{er}. **Droit de propriété.** — **Genres d'ouvrages.** — **Durée.** Les auteurs jouissent seuls, pendant leur vie, du droit de reproduire leurs œuvres par des moyens mécaniques. Ce droit s'étend aux écrits en tout genre, aux productions artistiques, aux compositions musicales, aux discours et leçons orales, aux ouvrages anonymes et posthumes, à ceux publiés par des académies ou corps savants, etc., etc. Après la mort de l'auteur, le droit exclusif de reproduction appartient à ses cessionnaires et

héritiers pendant trente années. Les uns et les autres jouissent, en outre, du droit exclusif d'autoriser la représentation et l'exécution des œuvres dramatiques et musicales, lorsque l'auteur est connu et qu'elles n'ont pas été imprimées. Pour les ouvrages anonymes ou posthumes, et ceux publiés par des académies ou corps savants, la durée de la jouissance exclusive est également de trente années, à partir de la publication du dernier volume. Toutefois, lorsque la publication régulière des volumes ou des livraisons a été interrompue pendant plus de trois ans, ceux publiés avant l'interruption sont considérés comme un ouvrage complet et distinct.

§ 2. Contrefaçon. — Répression. — La reproduction non autorisée d'un ouvrage d'esprit ou d'art, la vente ou l'introduction de contrefaçons étrangères, donnent lieu à la confiscation des objets contrefaits et à une indemnité calculée tout à la fois sur le nombre des exemplaires contrefaits vendus, et sur le prix de vente de l'édition originale. La loi ne considère pas comme contrefaçon : 1^o la reproduction d'un dessin par la sculpture ou d'une œuvre de sculpture par le dessin ; 2^o la reproduction d'une œuvre originale avec des changements assez importants pour constituer une œuvre nouvelle.

§ 3. Droits des étrangers. — Privilèges. — Indépendamment du droit de propriété garanti aux auteurs nationaux ou sujets d'un des Etats de la Confédération germanique, des *privilèges* spéciaux peuvent être accordés aux étrangers. Ces *privilèges*, qui sont de six années et plus, entraînent la défense pour tout le royaume, et sous les peines précitées, de contrefaire l'ouvrage privilégié ou d'en vendre et introduire des exemplaires contrefaits. — La demande du privilège doit être faite par l'auteur ou l'éditeur avant toute publication, même partielle, de l'œuvre, et, lorsqu'il a été obtenu, on doit le mentionner sur la première page du volume ou de chaque livraison. — La durée du privilège est comptée du jour de sa délivrance,

alors même que l'ouvrage est composé de plusieurs volumes. — Il peut être renouvelé. — Au reste, la protection légale ne s'applique qu'à l'œuvre même privilégiée et non aux traductions ou extraits, et lorsqu'un second privilège est accordé pour une nouvelle édition, corrigée ou augmentée, il ne met pas obstacle à la reproduction des éditions ou livraisons publiées antérieurement, si elles n'ont pas été privilégiées ou si le privilège est expiré.

FIN.

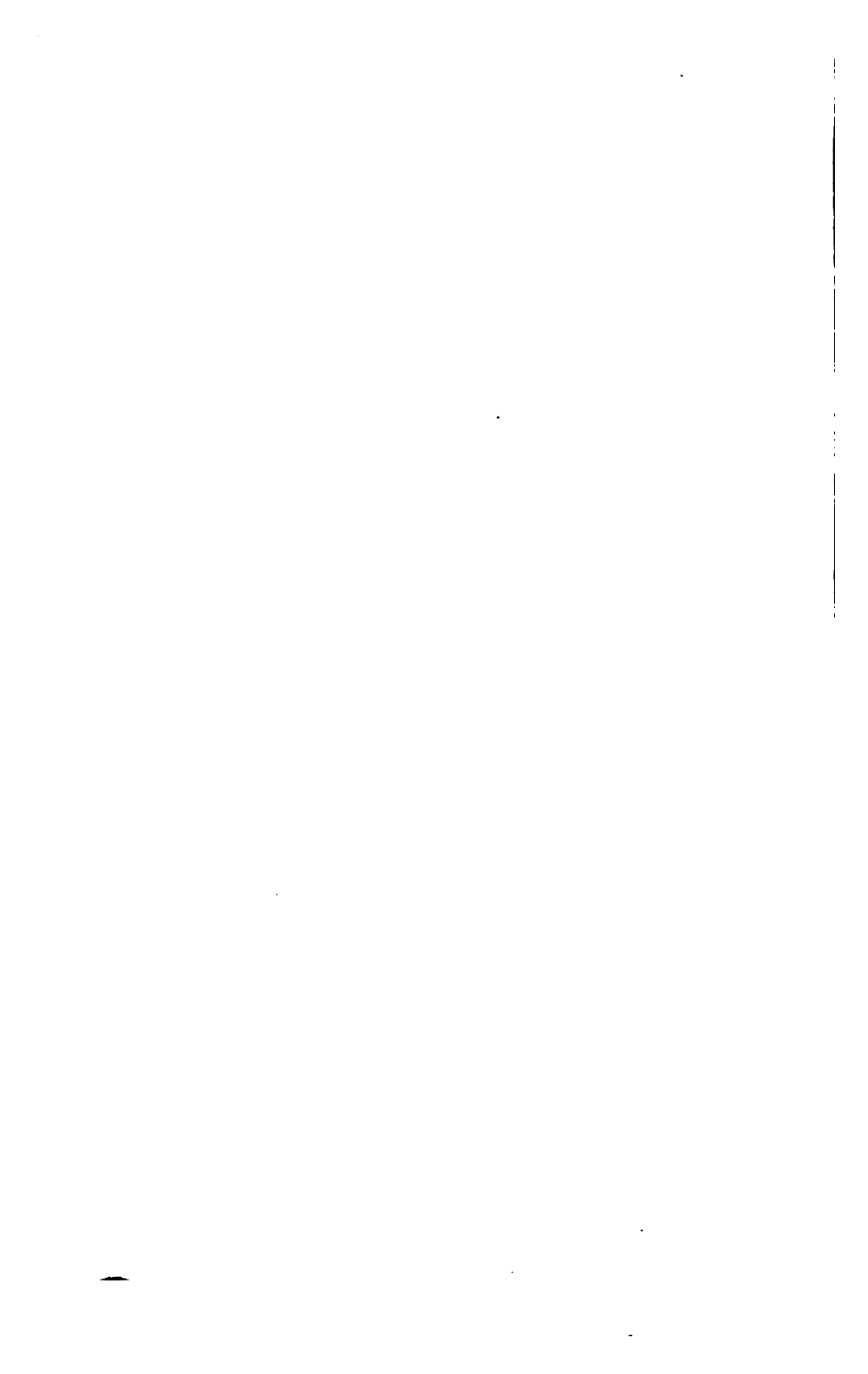


TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PRÉFACE.	v
INTRODUCTION. — De la nature du droit des auteurs, artistes et inventeurs, sur leurs œuvres et découvertes.	1
 PREMIÈRE PARTIE. 	
LÉGISLATION FRANÇAISE.	
CHAPITRE I. — BREVETS D'INVENTIONS.	5
<i>Première section.</i> — Historique de la législation.	<i>Ib.</i>
<i>Deuxième section.</i> — Précis de la législation en vigueur.	7
§ 1. — Objets brevetables.	<i>Ib.</i>
§ 2. — Brevets.	<i>Ib.</i>
§ 3. — Des formalités.	<i>Ib.</i>
§ 4. — Taxe et durée.	<i>Ib.</i>
§ 5. — Délivrance.	<i>Ib.</i>
§ 6. — Nullités et déchéances.	9
§ 7. — Cessions.	<i>Ib.</i>
§ 8. — Communication et publication.	10
§ 9. — Poursuites et compétence.	<i>Ib.</i>
§ 10. — Pénalités. — Réparations.	<i>Ib.</i>
§ 11. — Exposition universelle.	11
§ 12. — Algérie	<i>Ib.</i>
<i>Troisième section.</i> — Textes des lois et décrets.	12
CHAPITRE II. — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.	32
<i>Première section.</i> — Historique de la législation.	<i>Ib.</i>
<i>Deuxième section.</i> — Précis de la législation en vigueur.	36
§ 1. — Différents genres d'ouvrages protégés par la loi.	<i>Ib.</i>
§ 2. — OEuvres posthumes.	37
§ 3. — Dépôt.	<i>Ib.</i>
§ 4. — Cessions.	39
§ 5. — Durée.	<i>Ib.</i>

	Pages.
§ 6. — Contrefaçon.	43
§ 7. — Débit et introduction d'objets contrefaits.	44
§ 8. — Transit. — Importation.	Ib.
§ 9. — Poursuites et compétence.	45
§ 10. — Pénalités et réparations.	47
§ 11. — Algérie et colonies.	48
§ 12. — Droits des étrangers en France, et des Français en pays étrangers.	49
<i>Troisième section.</i> — Textes des lois et décrets.	58
CHAPITRE III. — DESSINS ET MODELES DE FABRIQUE.	70
<i>Première section.</i> — Historique de la législation.	Ib.
<i>Deuxième section.</i> — Précis de la législation en vigueur.	72
§ 1. — Dessins de fabrique.	Ib.
§ 2. — Modèles de fabrique.	73
§ 3. — Droits des étrangers.	75
<i>Troisième section.</i> — Textes des lois et ordonnances.	76
CHAPITRE IV. — MARQUES DE FABRIQUE, NOMS, ENSEIGNES ET ÉTIQUETTES DES COMMERÇANTS.	78
<i>Première section.</i> — Historique. — Principes généraux.	Ib.
<i>Deuxième section.</i> — Précis de la législation en vigueur.	81
ART. I. — MARQUES LÉGALES.	82
§ 1. — Dispositions générales.	Ib.
§ 2. — Dispositions spéciales à certaines industries.	85
ART. II. — MARQUES ORDINAIRES OU VULGAIRES.	89
§ 1. — Principes généraux.	Ib.
§ 2. — Nom commercial.	90
§ 3. — Désignations d'établissements ou de marchandises.	91
§ 4. — Étiquettes. — Enveloppes. — Boîtes. — Plaques, etc..	92
§ 5. — Enseignes.	Ib.
<i>Troisième section.</i> — Textes des lois, ordonnances et décrets.	93

DEUXIÈME PARTIE.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES.

ANGLETERRE. — CHAP. I. — Patentes ou brevets d'invention.	106
CHAP. II. — Dessins et modèles de fabrique.	111
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	115
CHAP. IV. — Droit international.	121
(ANHALT-BERNBOURG. — Voy. <i>Confédération germanique.</i>	203
ANHALT-COETHEN. — — —	Ib.
ANHALT-DESSAU. — — —	Ib.

TABLE DES MATIÈRES.

361

Pages.

• AUTRICHE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	140
CHAP. II. — Marques de fabrique.	144
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	145
• BADE (G.-DUCHÉ) — CHAP. I. — Brevets d'invention.. . . .	151
CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique.	152
CHAP. III. — Droit international.	154
• BAVIÈRE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.. . . .	157
CHAP. II. — Noms et marques de fabrique.	160
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	161
• BELGIQUE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	164
CHAP. II. — Dessins de fabrique.	172
CHAP. III. — Marques, noms et enseignes.	1b.
CHAP. IV. — Propriété littéraire et artistique.	174
CHAP. V. — Droit international.. . . .	176
• (BRÈME. — Voy. <i>Confédération germanique</i>	203
• (BRÉSIL. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	199
• BRUNSWICK (DUCHÉ DE). — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire et artistique. — Droit international.	196
• (CANADA. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	200
• (CHILI. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	201
CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique.	202
• CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	203
CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique.	204
• DANEMARK. — CHAP. I. — Brevets d'invention.. . . .	208
CHAP. II. — Marques de fabrique.	209
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	210
• ESPAGNE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.. . . .	213
CHAP. II. — Marques de fabrique.	215
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.. . . .	216
CHAP. IV. — Droit international.	220
• (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	230
CHAP. II. — Dessins et modèles, et marques de fabrique.	233
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	234
• (FRANCFORT. — Voy. <i>Confédération germanique</i>	203
GRÈCE. — CHAP. UNIQUE. — Propriété industrielle, littéraire et artistique.. . . .	238
• (HAMBOURG. — Voy. <i>Confédération germanique</i>	203

	Pages.
HANOVRE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	239
CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique. — Droit international.	240
HESSE GRAND-DUCALE. — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire. — — Droit international.	244
HESSE ÉLECTORALE. — CHAP. I. — Propriété littéraire et artistique. CHAP. II. — Droit international.	248
HESSE-HOMBOURG (LANDGRAVIAT DE). — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire et artistique. — Droit international.	252
HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN. V. <i>Confédération germanique</i>	203
HOHENZOLLEN-HERLINGEN. <i>Id.</i>	<i>ib.</i>
HOLLANDE. Voy. <i>Pays-Bas</i>	267
KNIPHAUSEN (SEIGNEURIE). Voy. <i>Confédération germanique</i>	203
LICHTENSTEIN. — — — — —	<i>ib.</i>
LIPPE-DETMOLD. — — — — —	<i>ib.</i>
LIPPE-SCHAUENBOURG. — — — — —	<i>ib.</i>
LUBECK. — — — — —	<i>ib.</i>
LUCQUES. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	255
MEXIQUE. — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire.	<i>ib.</i>
MODÈNE. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	256
NASSAU. — CHAPITRE UNIQUE. — Propriété littéraire. — Droit international.	257
NOUVELLE-GRENADE. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	260
NORWÈGE. V. <i>Suède et Norwège</i>	344
OLDENBOURG. — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire et artistique. — Droit international.	261
PARAGUAY. — CHAPITRE UNIQUE. — Brevets d'invention.	264
PARME, PLAISANCE ET GUASTALLA. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	266
PAYS-BAS (<i>Hollande</i>). — CHAP. I. — Brevets d'invention.	267
CHAP. II. — Marques de fabrique.	269
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	270
CHAP. IV. — Droit international.	272
PÉROU. — CHAP. UNIQUE. — Brevets d'invention.	276
PORTUGAL. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	<i>ib.</i>

TABLE DES MATIÈRES.

363

Pages.

CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique	279
CHAP. III. — Droit international.	283
PRUSSE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	291
CHAP. II. — Marques de fabrique. — Noms des fabricants.	293
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	Ib.
REUSS-GREITZ (BRANCHE AÎNÉE). — CHAP. UNIQUE. — Propriété lit- téraire. — Droit international.	297
REUSS-LOBENSTEIN-EBERSDORF. — V. <i>Confédération germanique</i>	203
REUSS-SCHLEITZ (BRANCHE CADETTE). — CHAP. UNIQUE. — Pro- priété littéraire. — Droit international.	297
ROME (ÉTATS PONTIFICAUX). — CHAP. I. — Brevets d'invention.	300
CHAP. II. — Marques de fabrique.	202
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	Ib.
RUSSIE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	304
CHAP. II. — Marques de fabrique.	307
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	308
SARDAIGNE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	312
CHAP. II. — Marques de fabrique.	317
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	318
CHAP. IV. — Droit international.	320
SAXE. — CHAP. I. — Brevets d'invention	328
CHAP. II. — Marques de fabrique.	Ib.
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	329
SAXE-ALTENBOURG. — V. <i>Confédération germanique</i>	203
SAXE-COBOURG-GOTHA. —	Ib.
SAXE-MEINENGEN-HILDBURGHAUSEN. —	Ib.
SAXE-WEIMAR. — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire et artis- tique. — Droit international.	334
SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT. — CHAP. UNIQUE. — Propriété littéraire et artistique. — Droit international.	337
SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN. — CHAP. UNIQUE. — Pro- priété littéraire et artistique. — Droit international.	Ib.
SICILES (ROYAUME DES DEUX). — CHAP. I. — Brevets d'invention.	340
CHAP. II. — Propriété littéraire et artistique.	342
SUÈDE ET NORWÈGE. — CHAP. I. — Brevets d'invention.	344
CHAP. II. — Marques de fabrique.	346
CHAP. III. — Propriété littéraire et artistique.	347